RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES ET DE L'INDUSTRIE

ANNUAIRE STATISTIQUE DE LA FRANCE

édition 2005

DONNÉES ÉGALEMENT DISPONIBLES SUR CÉDÉROM

108e VOLUME
Nouvelle série n° 50

RÉSULTATS
DE 2003

La collection « Références » de l'INSEE présente des secteurs de l'économie, des populations et des thèmes d'actualité qui offrent une vision d'ensemble de la société et de l'économie françaises.
Les données et analyses sont mises à jour régulièrement.

Ouvrages parus :

- Tableaux de l'Économie Française 2004 - 2005
- Données Sociales 2002 - 2003
- France Portrait Social 2004 - 2005
- La France et ses Régions 2002 - 2003
- La France des Services 2004 - 2005
- Femmes et Hommes - Regards sur la Parité 2004
- Le Commerce en France 2004 - 2005
- L'Économie Française - Comptes et Dossiers 2004 - 2005

À paraître :

- Audit Urbain
- Les Immigrés en France
- Les Salaires en France

Directeur de la publication **:** Jean-Michel CHARPIN

Rédaction en chef **:** Isabelle GAUCHENOT, Bernadette RENARD

Rédaction **:** Corinne IGNASSE, Marie-France INDRACCOLO, Francine MARCHICA, Irène NAUDY-FESQUET

Graphiques **:** Pôle éditorial – INSEE Provence-Alpes-Côte d'Azur

Cartes **:** Véronique CHARPIOT-PAPANIAN, Éliane GASTAUD

Couverture **:** Ineiaki Global Design

Impression : Imprimerie nationale

© INSEE 2005
« Aucune reproduction, même partielle, autre que l'une de celles prévues à l'article L122-5 du Code de la propriété intellectuelle ne peut être faite de ce document sans l'autorisation expresse de l'INSEE ».

À nos lecteurs et lectrices

Depuis plus de 100 ans, l'Annuaire Statistique de la France constitue la référence par excellence en matière d'information économique et sociale.

Dans les pages de cette 108ème édition papier :

- accédez aux données les plus significatives et les plus complètes du système statistique français sur l'économie et la société.
- enrichissez votre recherche grâce aux comparaisons internationales, aux séries temporelles, aux références bibliographiques et notes méthodologiques contenues dans chaque chapitre.
- synthétisez vos connaissances à l'aide des analyses commentées en tête de chapitre et aux graphiques présentés dans les 16 pages couleur en début d'annuaire.

Si vous êtes fidèle à l'ASF vous retrouverez l'organisation « traditionnelle » à laquelle vous êtes habitué : plus de 570 tableaux répartis en 18 domaines et 44 chapitres sur les thèmes démographiques, économiques, sociaux. Afin de faciliter l'utilisation de cet ouvrage, les domaines sont cohérents avec ceux de notre site Internet.

Vous avez besoin d'informations plus détaillées, plus fines, rétrospectives, comparatives ? vous apprécierez le cédérom associé à cet ouvrage ! vous y trouverez ces mêmes données - et plus encore - organisées de la façon suivante :

- les tableaux numérotés sont les images des tableaux papier
- les tableaux suffixés « det » sont les mêmes tableaux plus détaillés
- les tableaux suffixés « plus » sont des tableaux supplémentaires
- les tableaux suffixés « série » sont les images des tableaux papier pour des années antérieures
- les tableaux suffixés « rétro » vous permettent de remonter dans le temps, jusqu'en 1791 pour certains d'entre eux.

La richesse des données associées aux fonctions de recherche et d'exportation sont les « plus » qui vous feront privilégier ce support télématique dont la convivialité est encore améliorée.

Pour actualiser au quotidien les données synthétisées dans cet ouvrage annuel, pensez à consulter notre site www.insee.fr

L'équipe de rédaction remercie l'ensemble des personnes des administrations, services publics et organismes professionnels qui apportent régulièrement leur concours à la préparation de l'Annuaire Statistique de la France, contribuant à sa richesse !

Espérant vivement vous satisfaire, elle vous souhaite une agréable et fructueuse consultation, restant à l'écoute des suggestions que vous pourrez adresser à :

Direction régionale de l'INSEE de Provence-Alpes-Côte d'Azur
Pôle Édition de périodiques et ouvrages nationaux, Chiffres Clés
Équipe ASF
17 rue Menpenti
13387 Marseille Cedex 10

Sommaire

Page

A. TERRITOIRE ET ENVIRONNEMENT

A.01 Territoire 11
A.02 Environnement 25

B. DÉMOGRAPHIE

B.01 Structure de la population 35
B.02 Mouvement de la population 51
B.03 Étrangers et Immigrés 69
B.04 Ménages 83

C. TRAVAIL ET EMPLOI

C.01 Population active et Emploi 89
C.02 Conditions de Travail 105

D. REVENUS, SALAIRES ET TRANSFERTS SOCIAUX

D.01 Revenus et Salaires 117
D.02 Transferts sociaux 133

E. CONDITIONS DE VIE ET SOCIÉTÉ

E.01 Consommation et modes de vie des ménages 149
E.02 Logement 165
E.03 Activités artistiques et culturelles 175
E.04 Jeunesse et Sports 183
E.05 Vacances et Loisirs divers 189

F. SANTÉ

F.01 Santé 197

G. ENSEIGNEMENT ET FORMATION

G.01 Enseignement et Formation 211

H. POLICE JUDICIAIRE ET JUSTICE

H.01 Police judiciaire et Justice 237

I. ÉCONOMIE GÉNÉRALE

I.01 Comptes nationaux 249
I.02 Prix à la consommation 265

J. FINANCES

J.01 Monnaie, Crédit, Épargne et Patrimoine 275
J.02 Marché financier et Bourse 293
J.03 Finances publiques 301

Page

K. COMMERCE EXTÉRIEUR ET BALANCE DES PAIEMENTS

K.01 Commerce extérieur 315
K.02 Balance des paiements 327

L. ENTREPRISES

L.01 Entreprises 343
L.02 Innovation et Propriété industrielle 363

M. AGRICULTURE, SYLVICULTURE ET PÊCHE

M.01 Agriculture, Sylviculture et Pêche 371

N. INDUSTRIE ET CONSTRUCTION

N.01 Industrie (Y compris IAA) : Données générales 393
N.02 Industrie (Y compris IAA) : Données sectorielles 411
N.03 Construction 429

O. ÉNERGIE

O.01 Bilan de l'énergie 439
O.02 Statistiques par énergie 447

P. COMMERCE

P.01 Commerce 469

Q. TRANSPORTS

Q.01 Transports ferroviaires 479
Q.02 Transports routiers 487
Q.03 Transports de navigation intérieure 497
Q.04 Transports maritimes 501
Q.05 Transports aériens 507

R. AUTRES SERVICES

R.01 Information, Communication et Édition 515
R.02 Tourisme 529
R.03 Activités financières et immobilières 537
R.04 Recherche et Développement expérimental 553
R.05 Services aux entreprises et aux particuliers 561

ANNEXES

Page

À nos lecteurs et lectrices 3
Sommaire 5
Précisions d'ordre général 6
Signes conventionnels 6
Recherche d'un renseignement dans l'annuaire 6
L'essentiel en cartes et graphiques 7

Page

Principales nomenclatures utilisées dans cet annuaire 1*
Sigles et acronymes utilisés dans cet annuaire 9*
Principaux organismes publics à compétence statistique nationale 17*
Organismes internationaux 24*
Autres organismes 25*
Organigramme de la direction générale de l'INSEE 31*
Tableaux complémentaires du cédérom 33*
Index alphabétique 45*

PRÉCISIONS D'ORDRE GÉNÉRAL

PÉRIODICITÉ DES RÉSULTATS. – Les résultats sont annuels, sauf exceptions expressément indiquées ; la simple indication du millésime correspond à l'année civile, sauf mention contraire.

CHAMP GÉOGRAPHIQUE. – Sauf indication contraire, les données statistiques de l'annuaire sont relatives à la France métropolitaine (France continentale, y compris territoires insulaires rattachés).

Les résultats «France entière » incluent toujours les départements d'outre-mer.

PRÉCISION DES RÉSULTATS.

1. Les données chiffrées de cet ouvrage sont parfois arrondies (au plus près de leurs valeurs réelles). Le résultat arrondi d'une combinaison de données chiffrées (qui fait intervenir leurs valeurs réelles) peut être de fait légèrement différent de celui que donneraient leurs valeurs arrondies.

2. Les données financières sont toutes exprimées en euros (1 euro = 6,55957 francs).

SIGNES CONVENTIONNELS

●	Le renseignement ne peut être obtenu ou n'existe pas faute d'enquête.
...	Résultat non disponible.
///	Absence de résultat due à la nature des choses.
–	Résultat rigoureusement nul.
c	Résultat confidentiel (par application des règles sur le secret statistique).
r	Nombre rectifié par rapport à l'édition précédente de l'annuaire.
p	Nombre provisoire.
e	Estimation.
»	Indication reportée à la ligne précédente sans modification.
■	Séries non comparables de part et d'autre de ce signe.
n.s.	Résultat non significatif.
n.d.a.	Non disponible ailleurs.
n.c.a.	Non compris ailleurs.
€	Euro.

RECHERCHE D'UN RENSEIGNEMENT DANS L'ANNUAIRE

Elle peut se faire :

- soit à l'aide du *sommaire* ;
- soit à l'aide de la *liste des tableaux* (en tête de chaque chapitre) ;
- soit à l'aide de *l'index alphabétique* (en annexe).

L'essentiel en cartes et graphiques

Population de l'Union européenne à 25

Source : EUROSTAT

La France administrative en 2004

Bassins de vie

Bassins de vie selon leur degré d'autonomie en équipements et en emplois

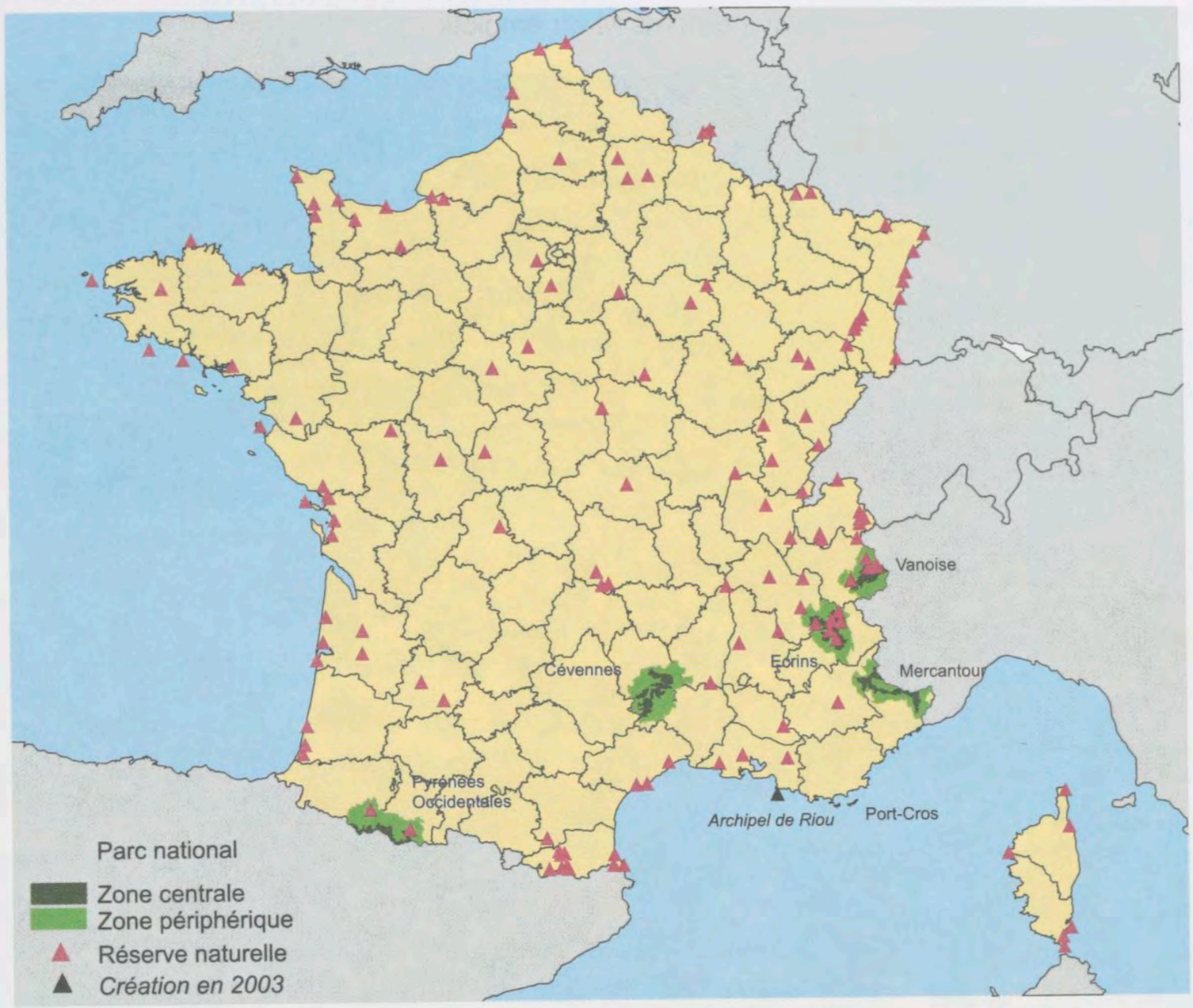
Bassins de vie d'une grande agglomération (171)

Bassins de vie des bourgs et petites villes (1745)

- autonome
- faiblement autonome
- dépendant

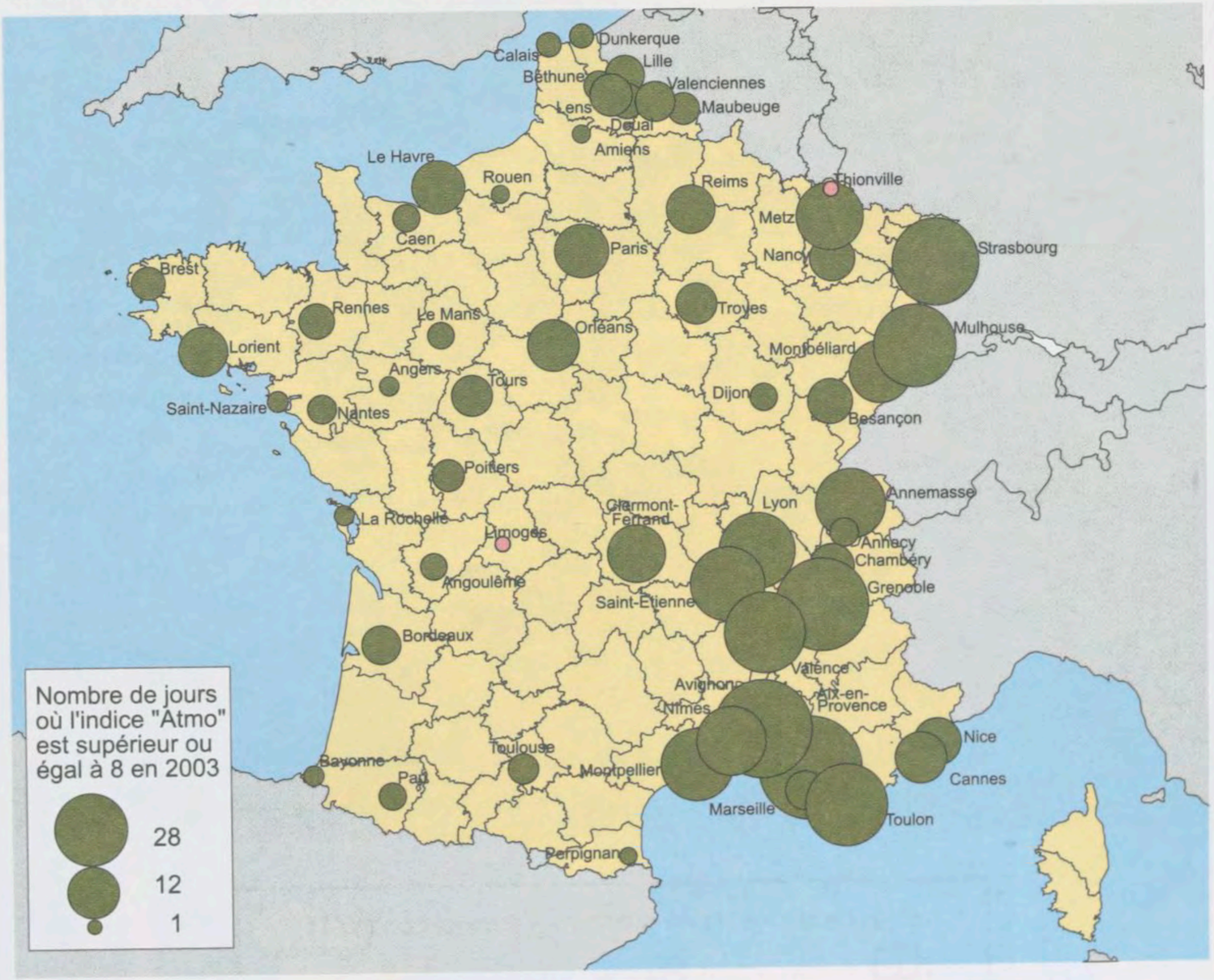
Sources : IGN, INSEE, INRA, IFEN, SCEES

Parcs nationaux et réserves naturelles en 2003



Sources : Ministère de l'Écologie et du Développement durable (DNP)
Muséum national d'histoire naturelle (SPN), 2003

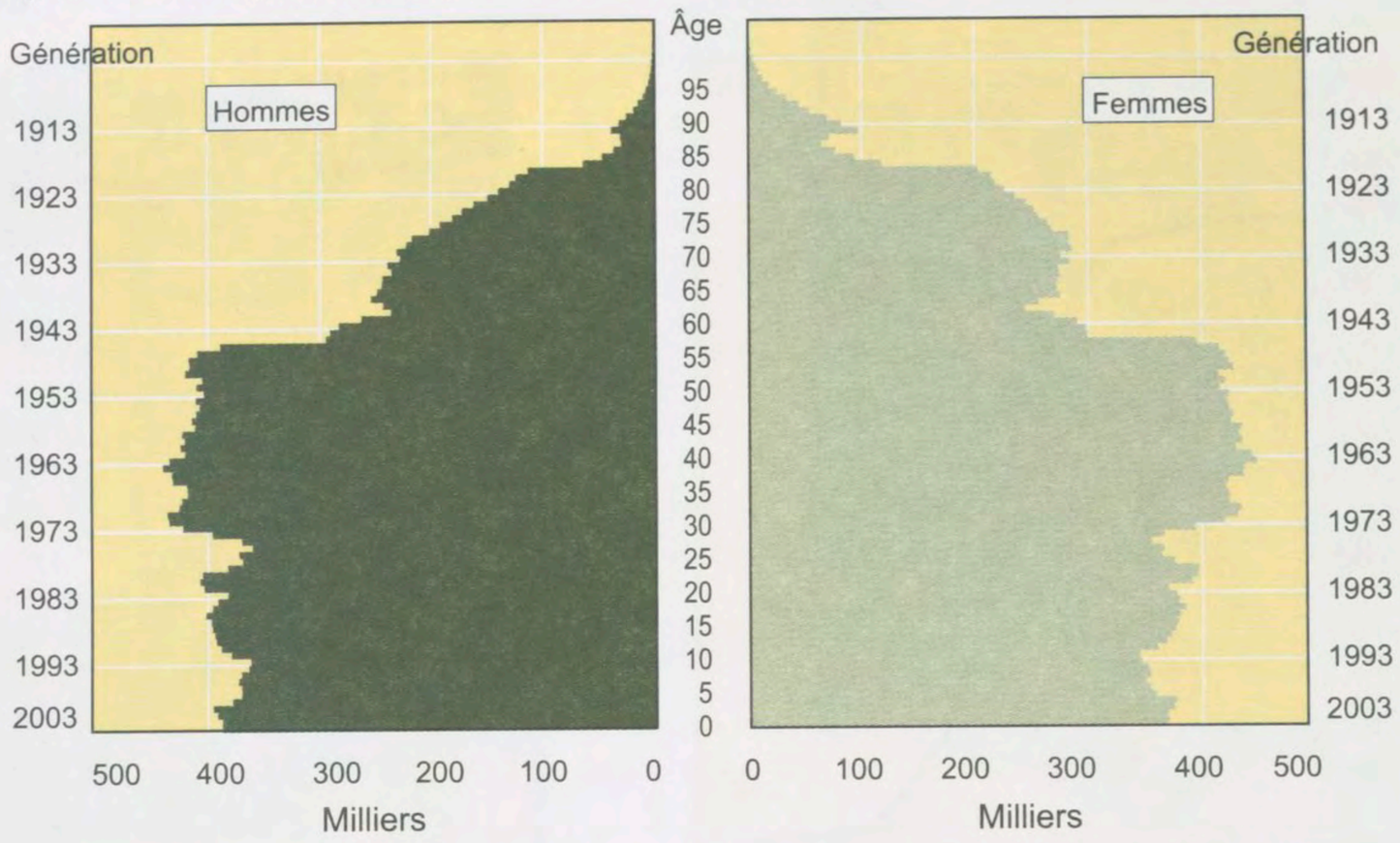
Qualité de l'air selon l'indice "atmo" en 2003



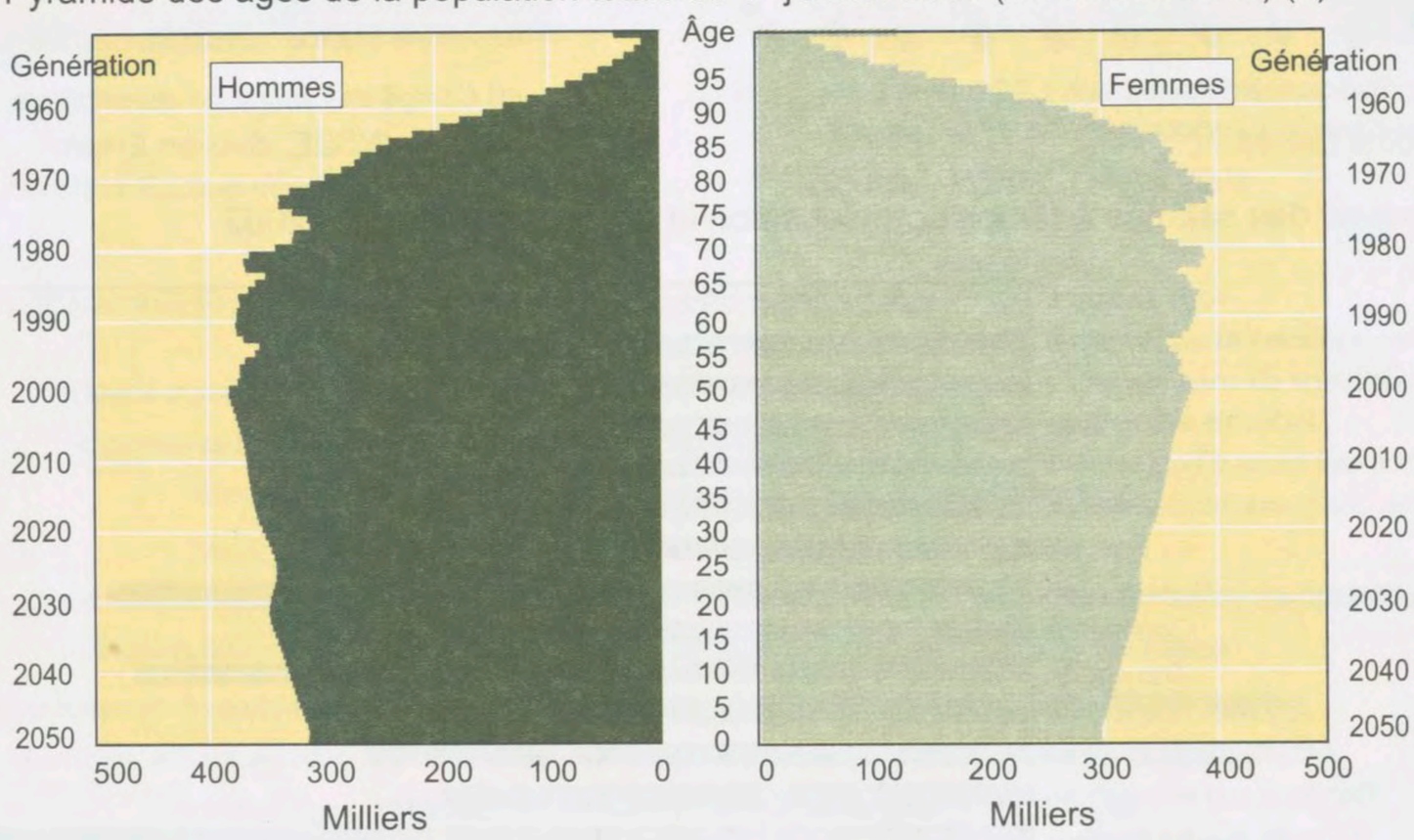
● Agglomérations pour lesquelles l'indice "Atmo" n'a pas dépassé 8 en 2003.
(cf. chapitre A.02 partie 2 - Méthodologie).

Sources : Associations agréées de surveillance de la qualité de l'air (AASQA) ; IFEN

Pyramide des âges de la population totale au 1er janvier 2004



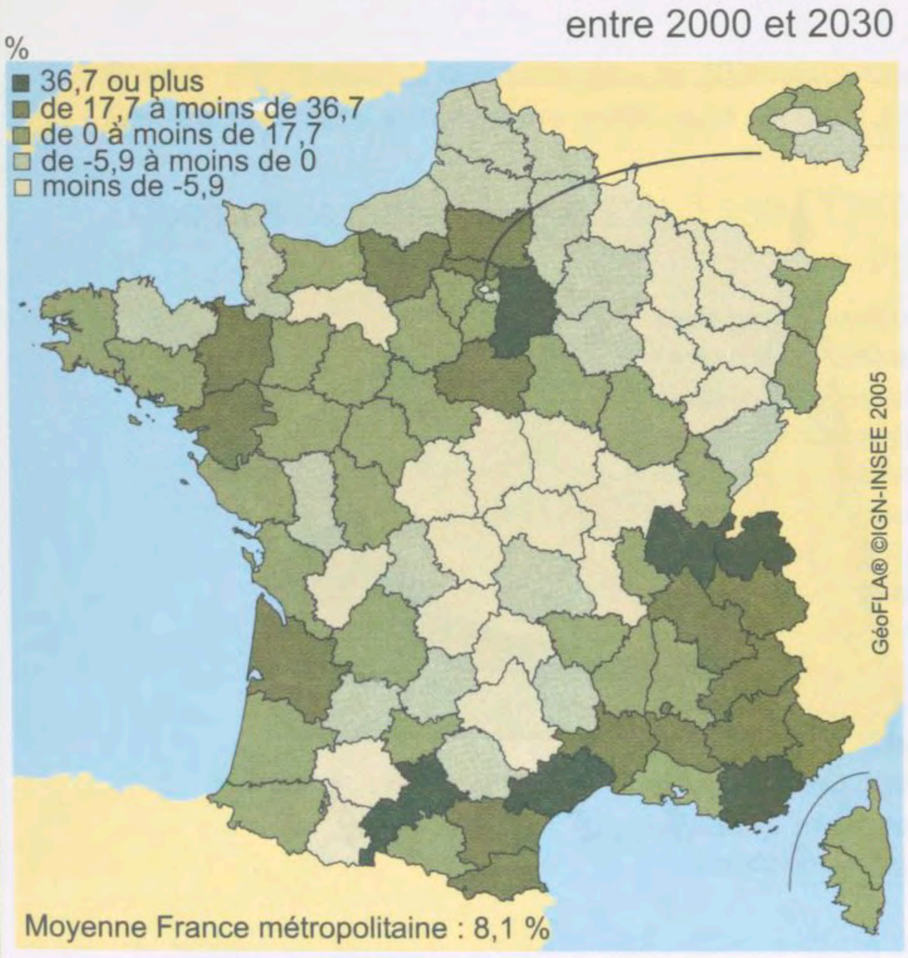
Pyramide des âges de la population totale au 1er janvier 2050 (scénario central) (1)



(1) Scénario central : cf. chapitre B.01 partie 2 - Méthodologie.

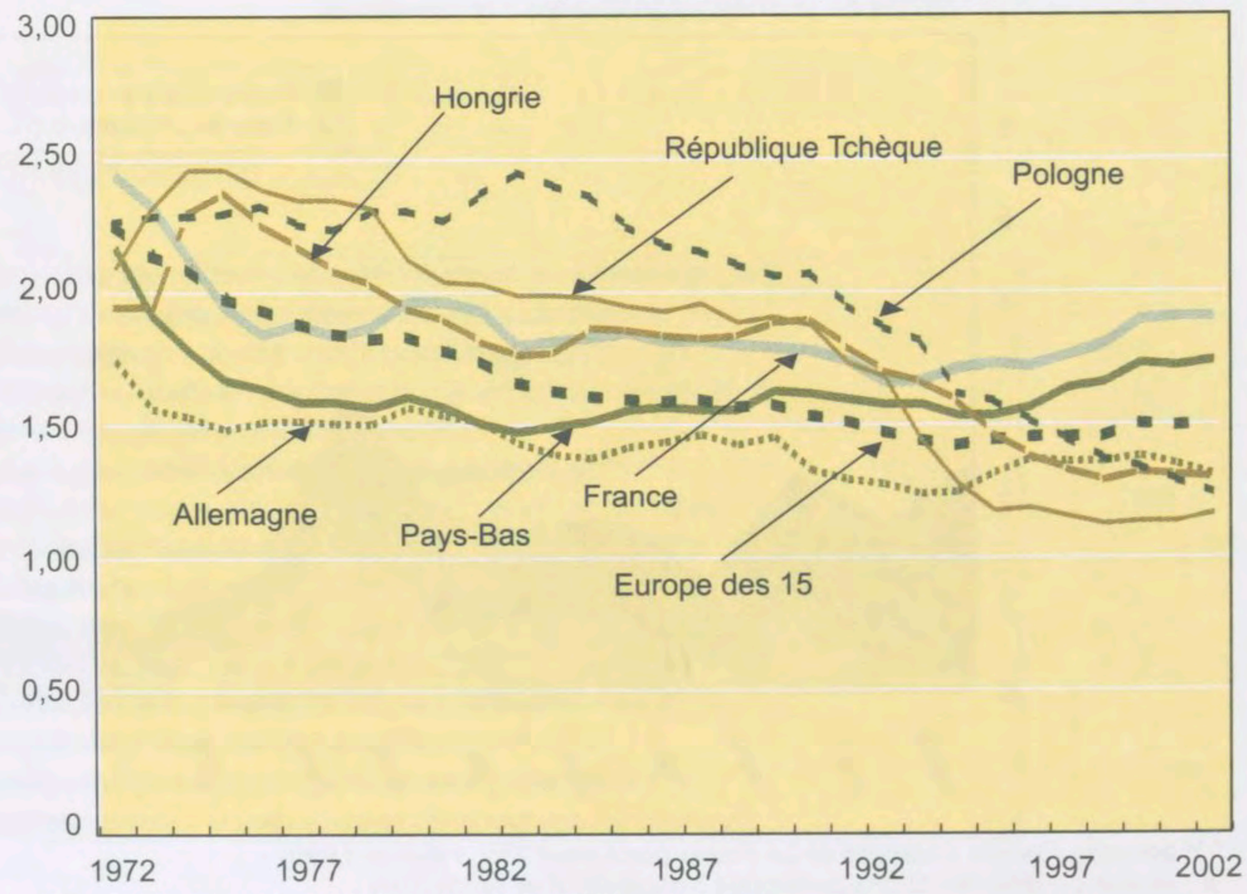
Source : INSEE

Taux d'évolution de la population entre 2000 et 2030



Source : INSEE - Projections de population

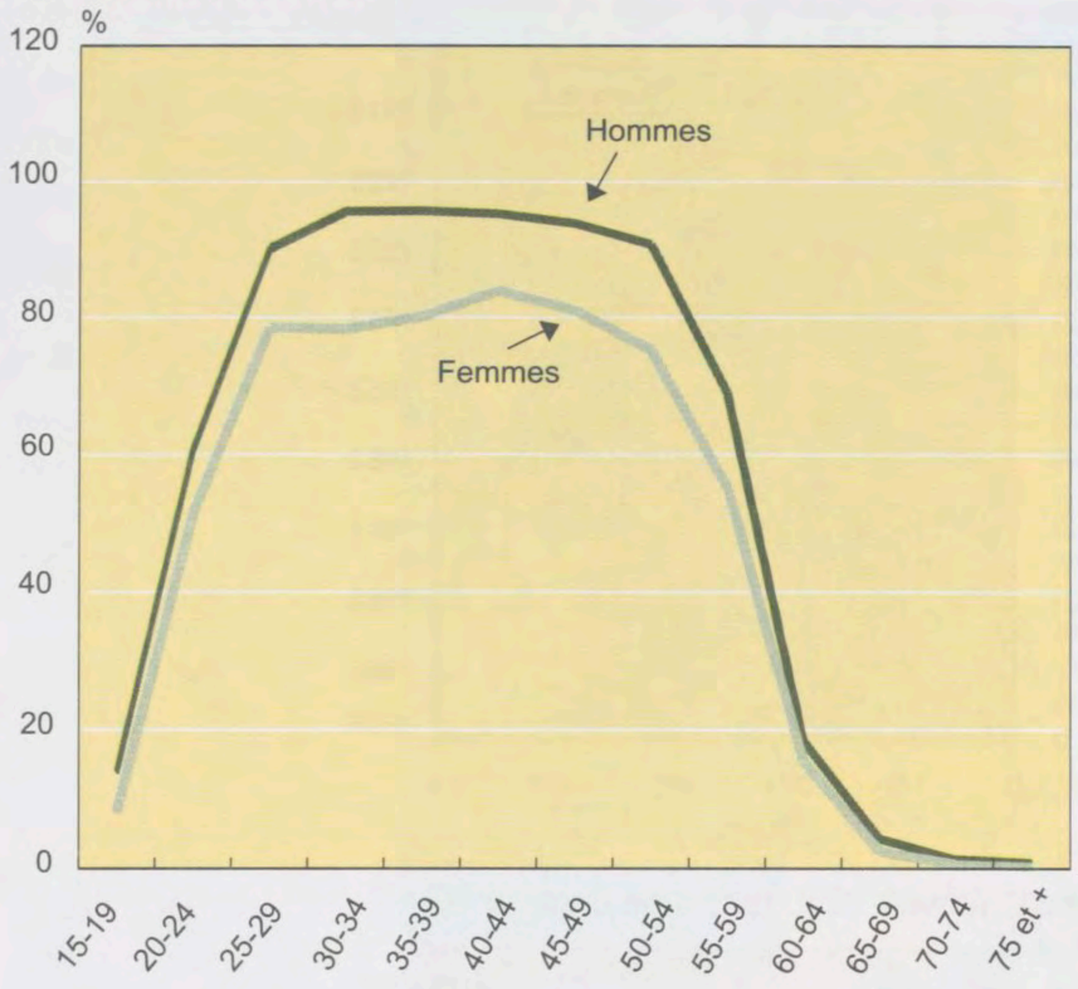
Indicateur conjoncturel de fécondité : comparaisons européennes (1972 - 2002)*



** Certaines données sont susceptibles d'être révisées.*

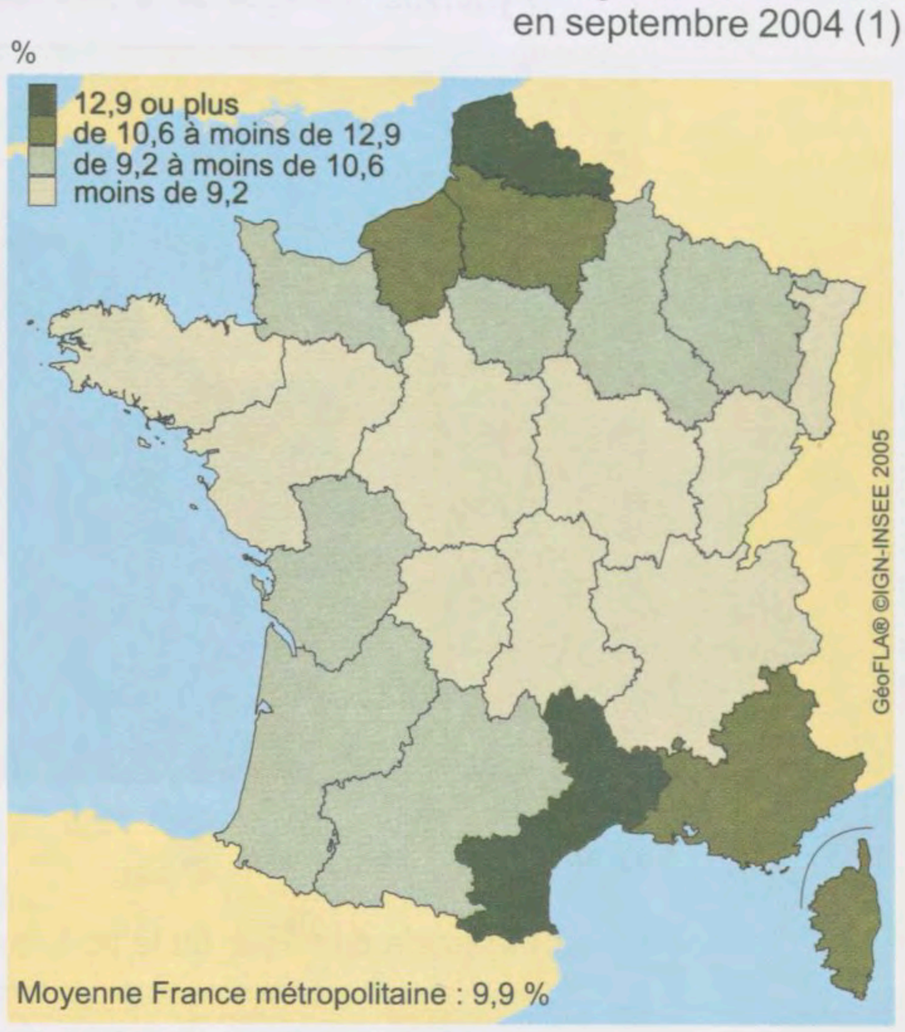
Source : EUROSTAT

Taux d'activité au sens du BIT par sexe et groupe d'âges quinquennal en 2003



Source : INSEE, enquête Emploi

Taux de chômage au sens du BIT en septembre 2004 (1)



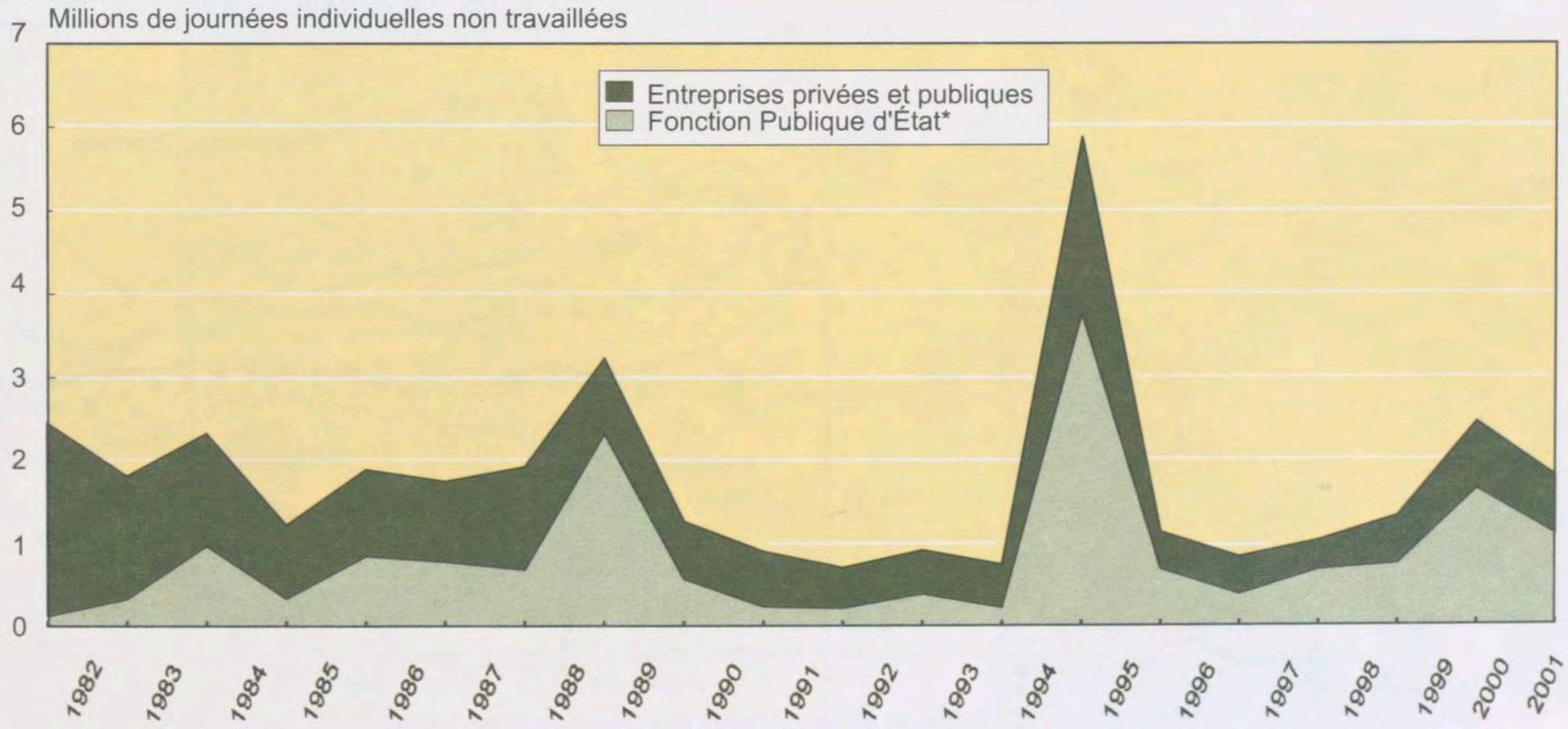
(1) Corrigé des variations saisonnières.

Source : INSEE, division Emploi

Durée annuelle du travail des salariés à temps complet selon le secteur d'activité en 2002

Source : Enquête ACEMO annuelle (DARES-MASTS)

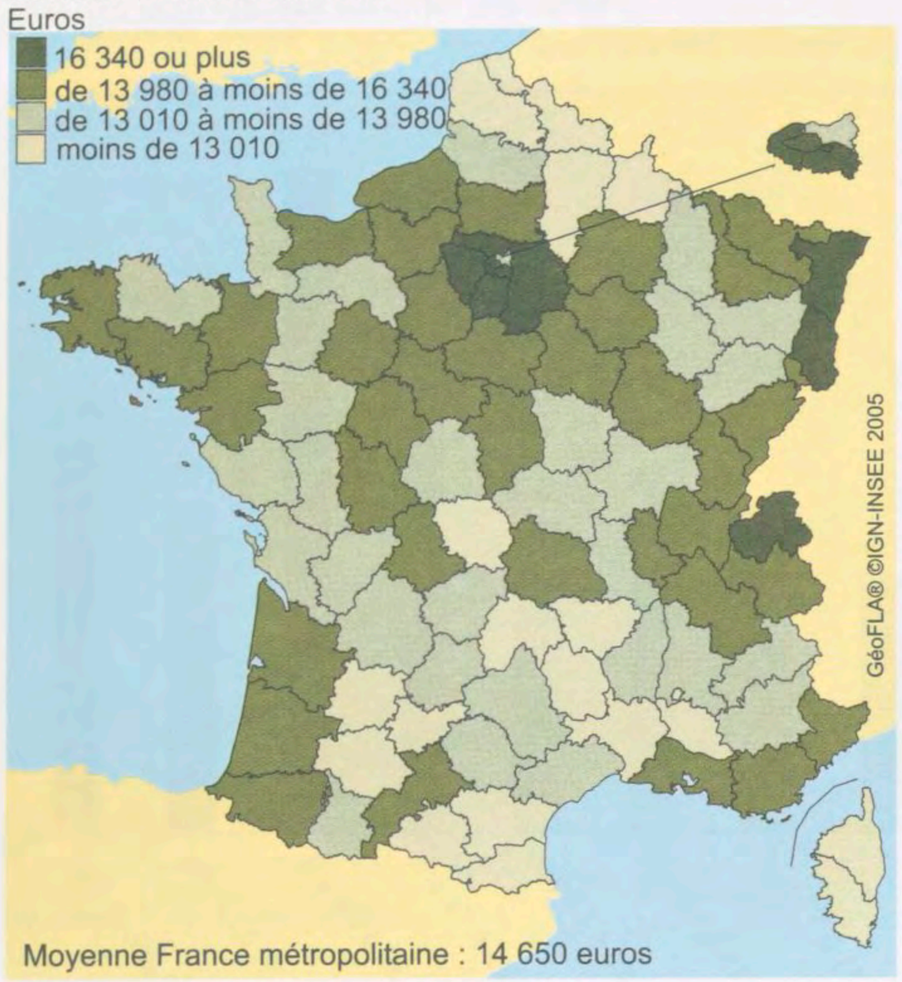
Conflits du travail



** Y compris France Télécom et La Poste (sauf en 1996, 1998 et 1999).*
À l'exclusion des Fonctions publiques hospitalière et territoriale.
En 2000 et 2001, La Poste est incluse mais pas France Télécom.

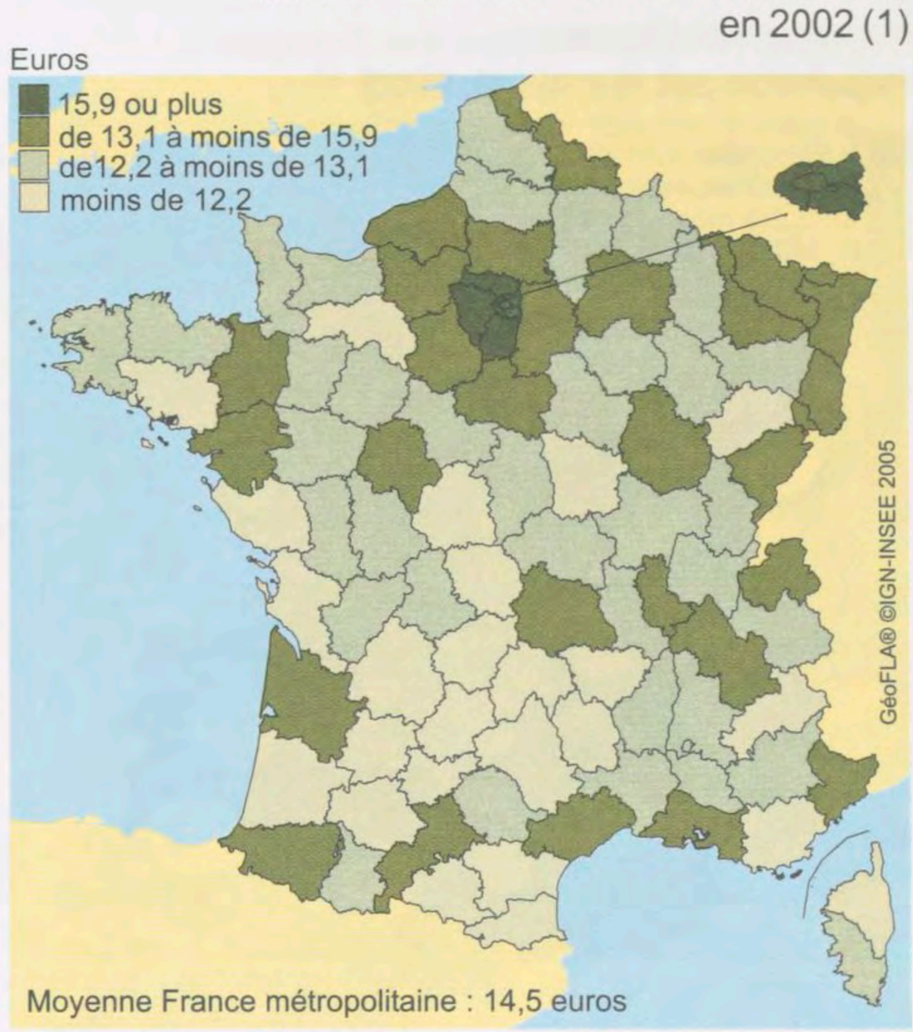
Source : Ministère de l'Emploi, du Travail et de la Cohésion sociale (DARES)

Revenu annuel médian des ménages par unité de consommation en 2001



Source : INSEE-DGI, revenus fiscaux des ménages

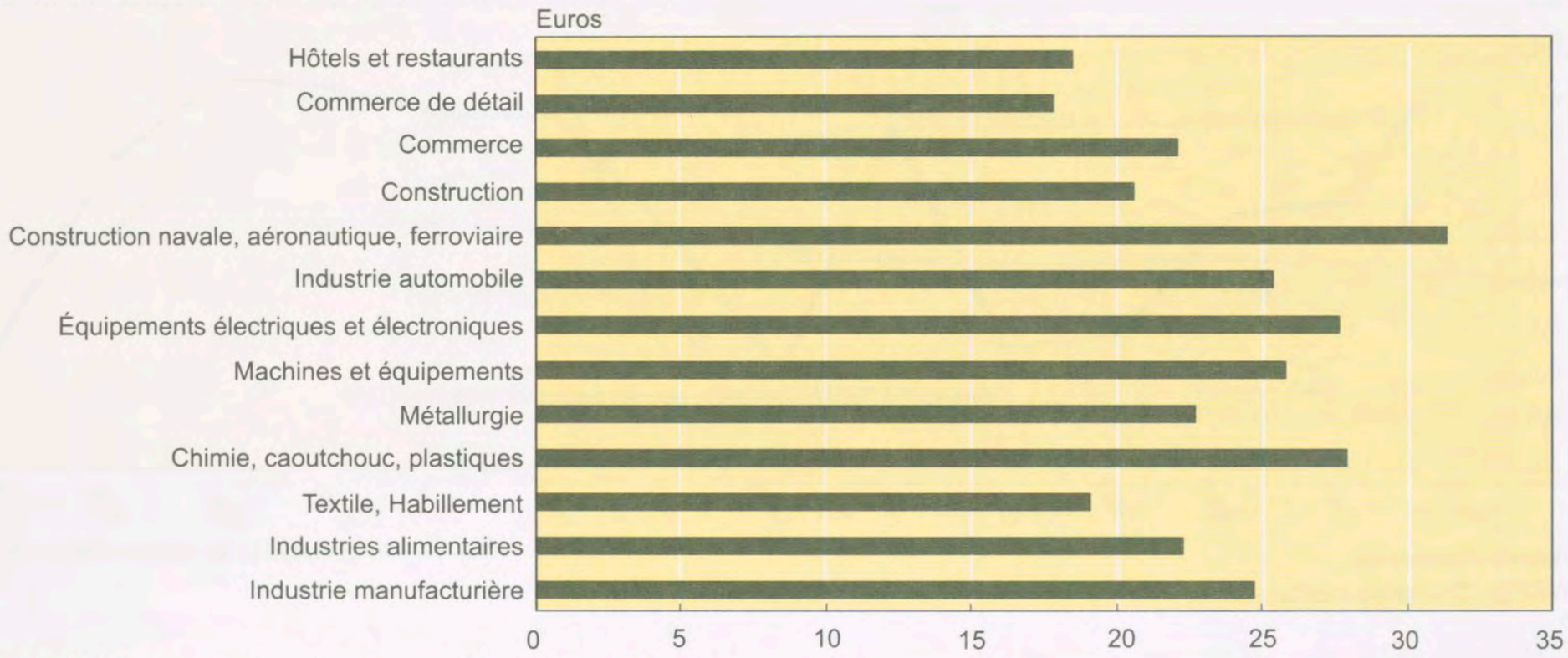
Salaire brut horaire des établissements en 2002 (1)



(1) champ : ICS + établissements hospitaliers + associations et hors dirigeants salariés, apprentis et stagiaires.

Source : INSEE, DADS 2002

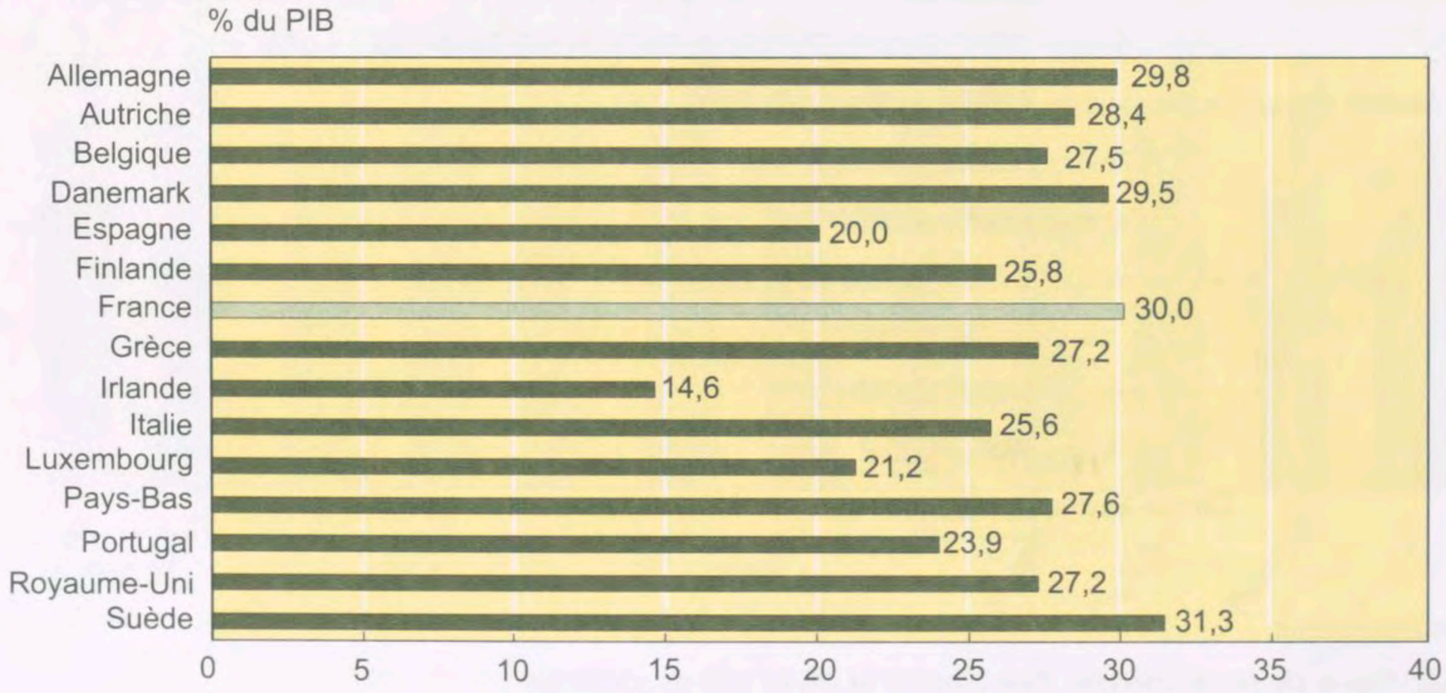
Coût horaire du travail salarié en 2000 en France



Champ : Établissements des entreprises de 10 salariés ou plus.

Source : Enquête européenne sur le coût de la main-d'oeuvre

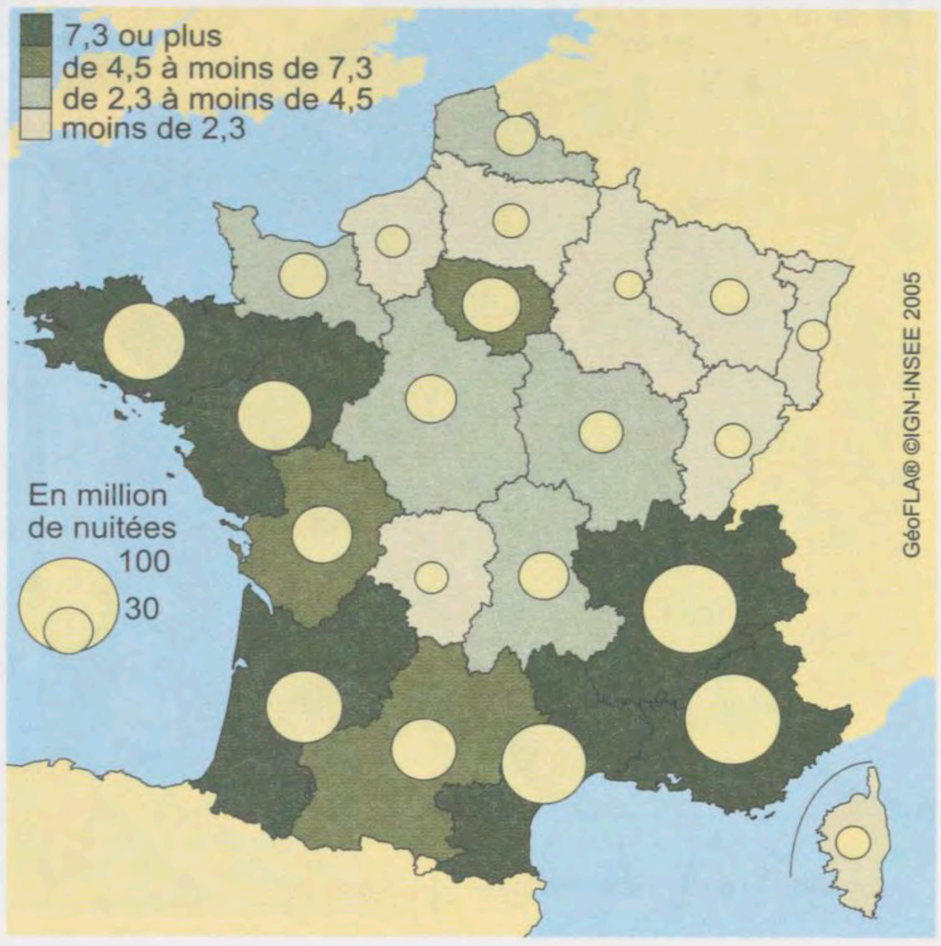
Dépenses de protection sociale en 2001 dans l'Union européenne



(1) Chiffres provisoires.

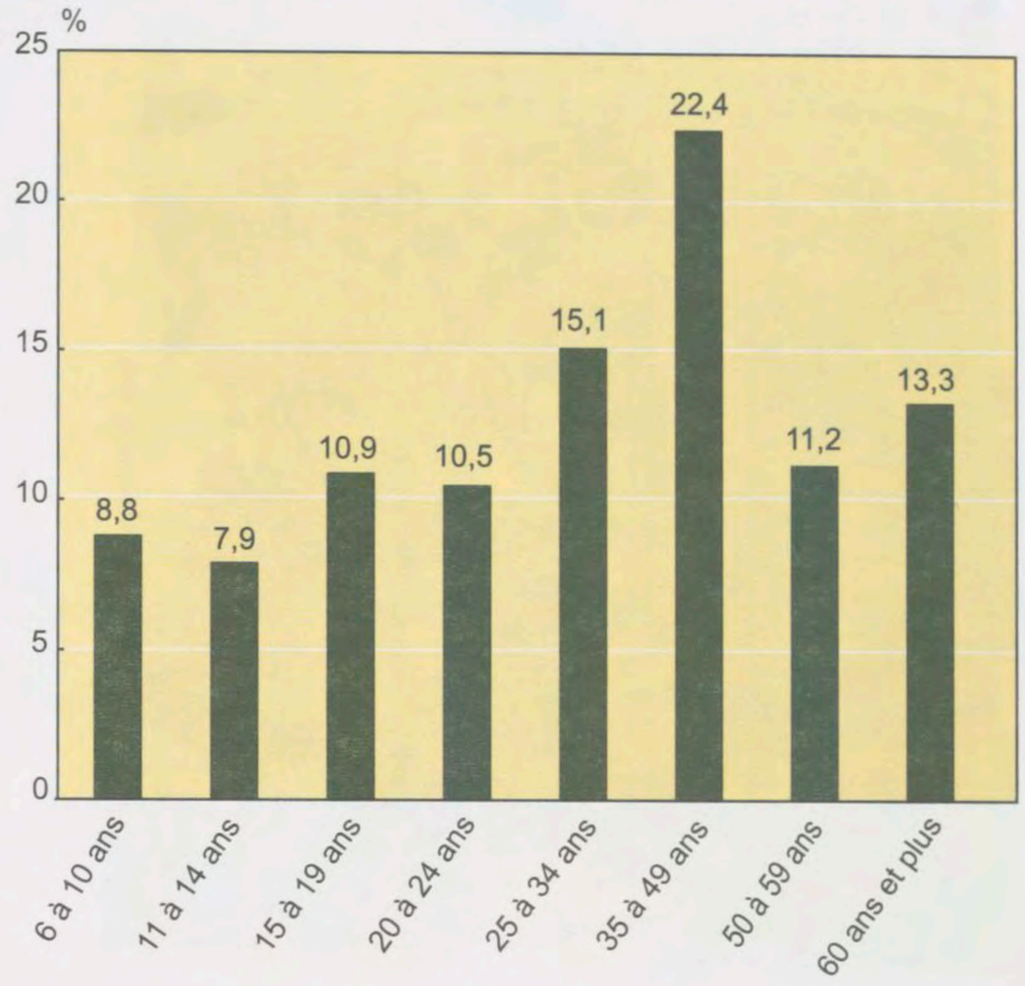
Source : EUROSTAT

Déplacements touristiques des Français : Répartition des nuitées en 2003



Source : SDT - Direction du Tourisme/TNS Sofres

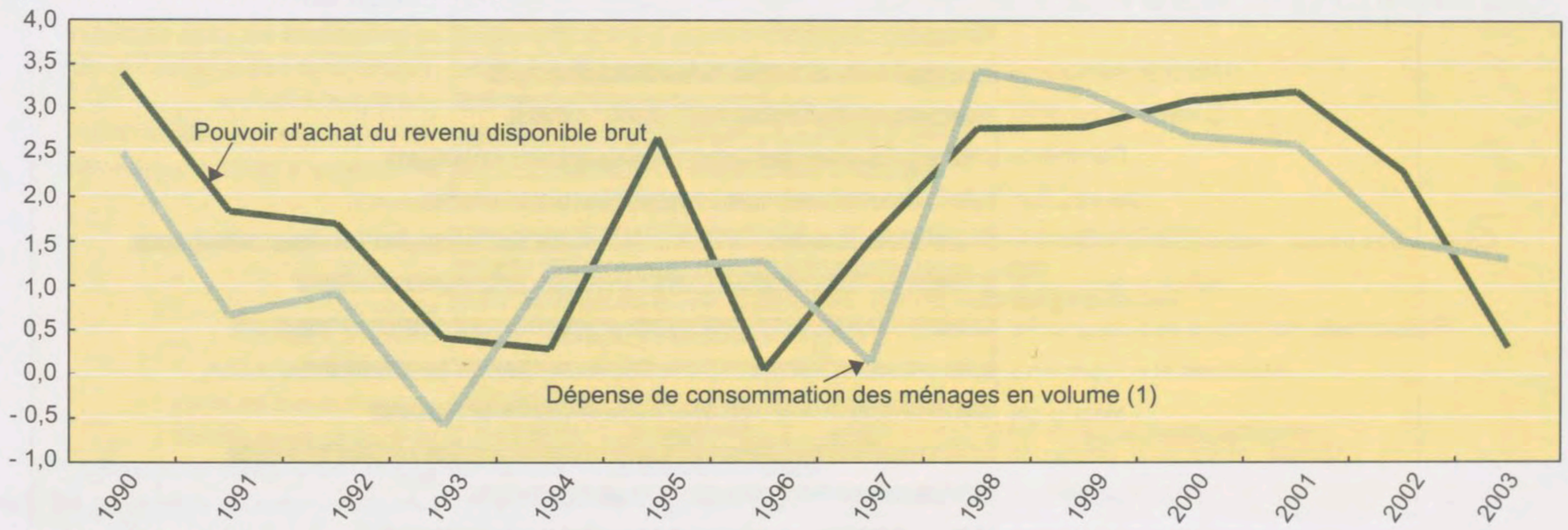
Public du cinéma selon l'âge en 2003



Source : Centre National de la Cinématographie (C.N.C.) / Médiamétrie - enquête « 75 000 cinéma »

Dépenses des ménages et pouvoir d'achat de 1990 à 2003

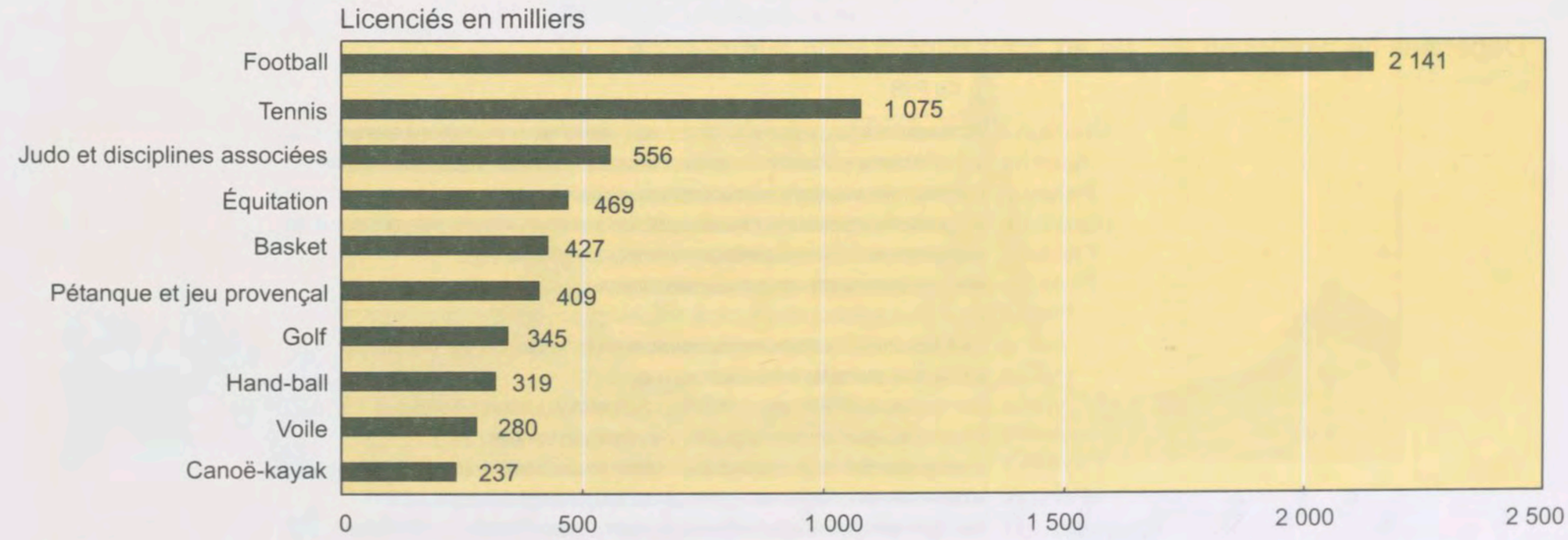
(Variation par rapport à l'année précédente en %)



(1) Prix de l'année précédente.

Source : INSEE, Comptes nationaux

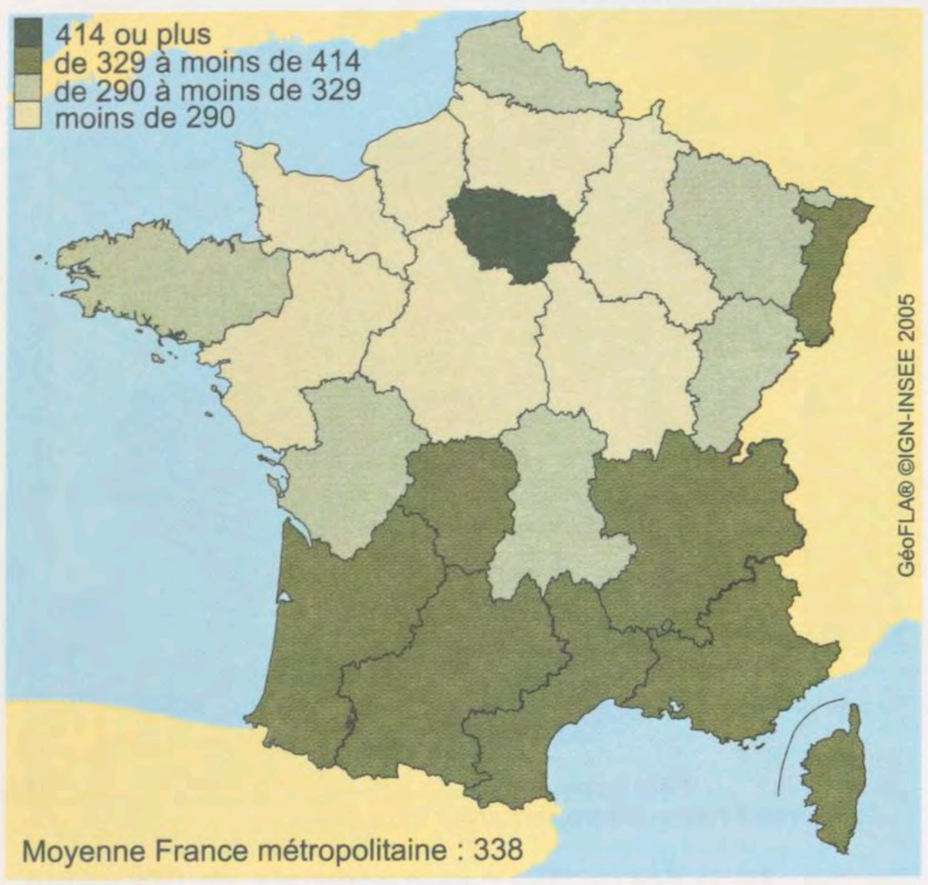
Les dix premiers sports pratiqués en France en 2003 (1)



(1) Données provisoires.

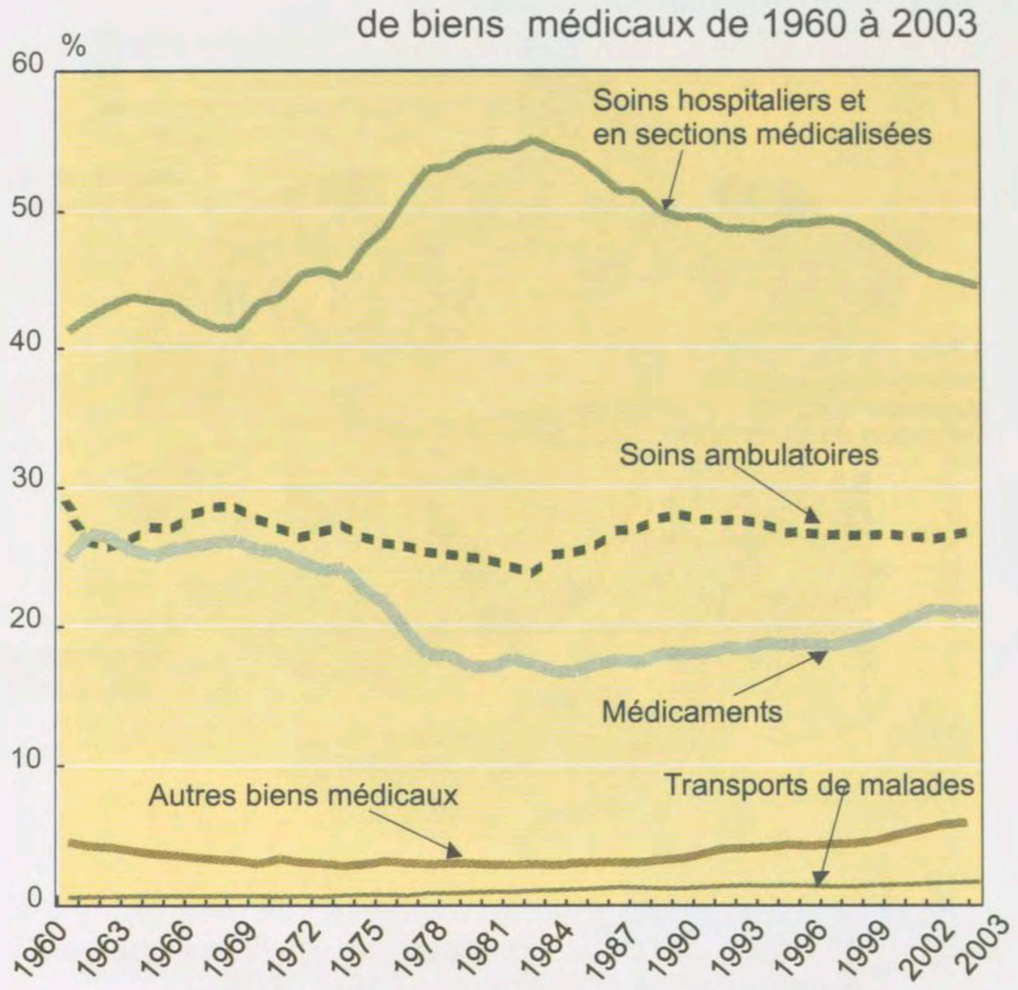
Source : Ministère de la Jeunesse, des Sports et de la Vie associative

Les médecins (exerçant à titre libéral ou salarié) au 1er janvier 2003



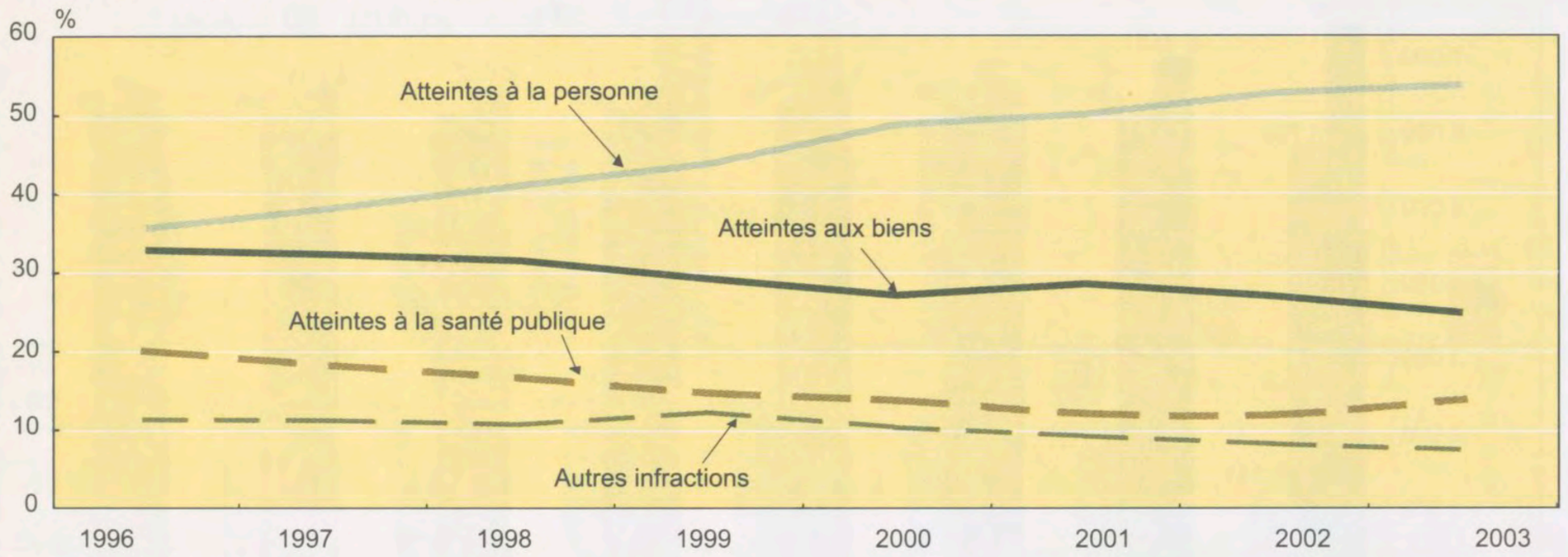
Source : DRASS, Fichier ADELI

Consommation de soins et de biens médicaux de 1960 à 2003



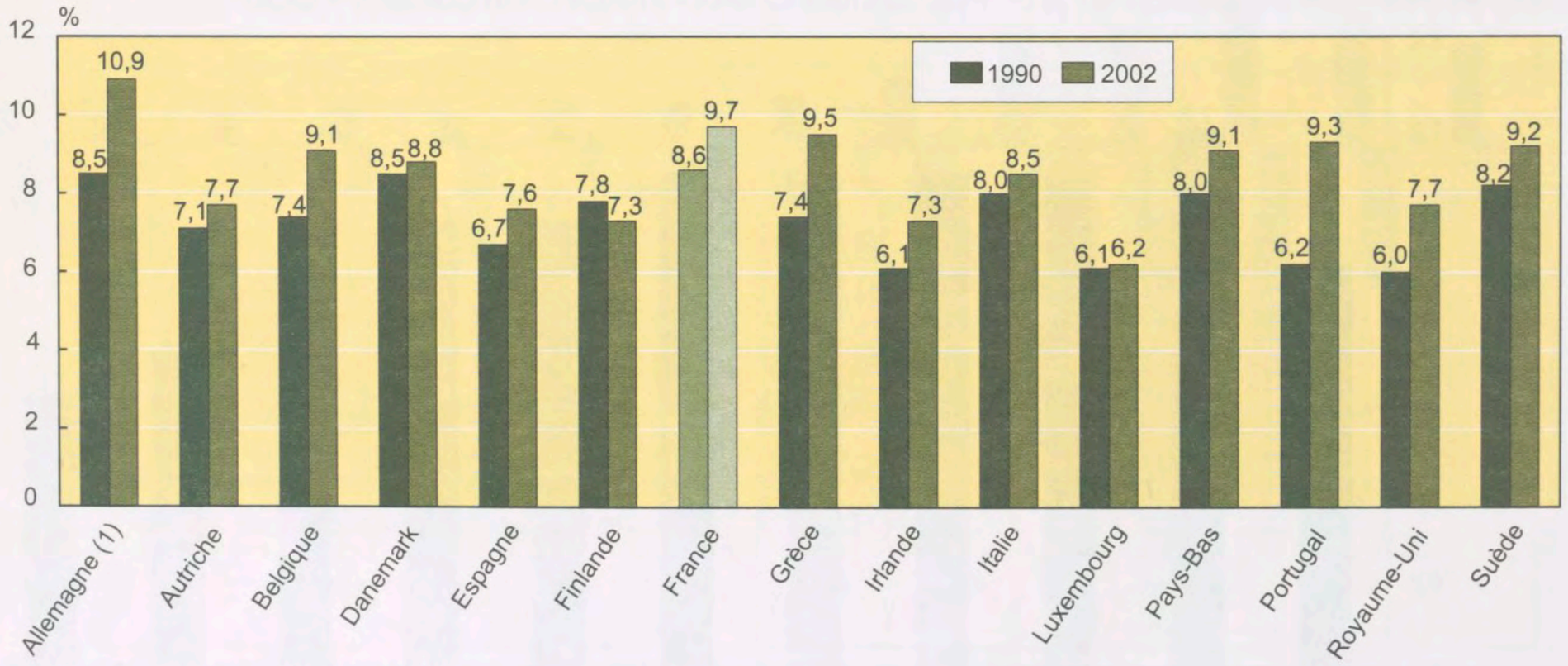
Source : Ministère de la Santé et de la Protection sociale (DREES), comptes de la santé

Répartition des condamnés selon la nature de l'infraction



Source : Ministère de la Justice

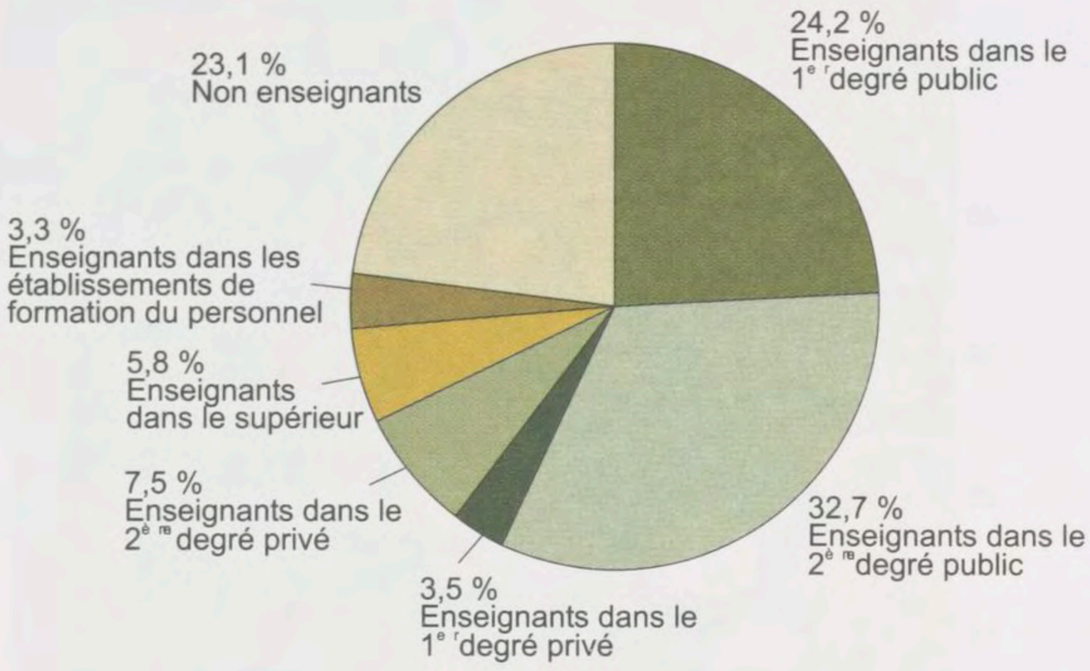
Part de la dépense nationale de santé dans le PIB pour les pays de l'Union européenne à 15



(1) Ex-RFA pour 1990 et Allemagne réunifiée pour 2002.

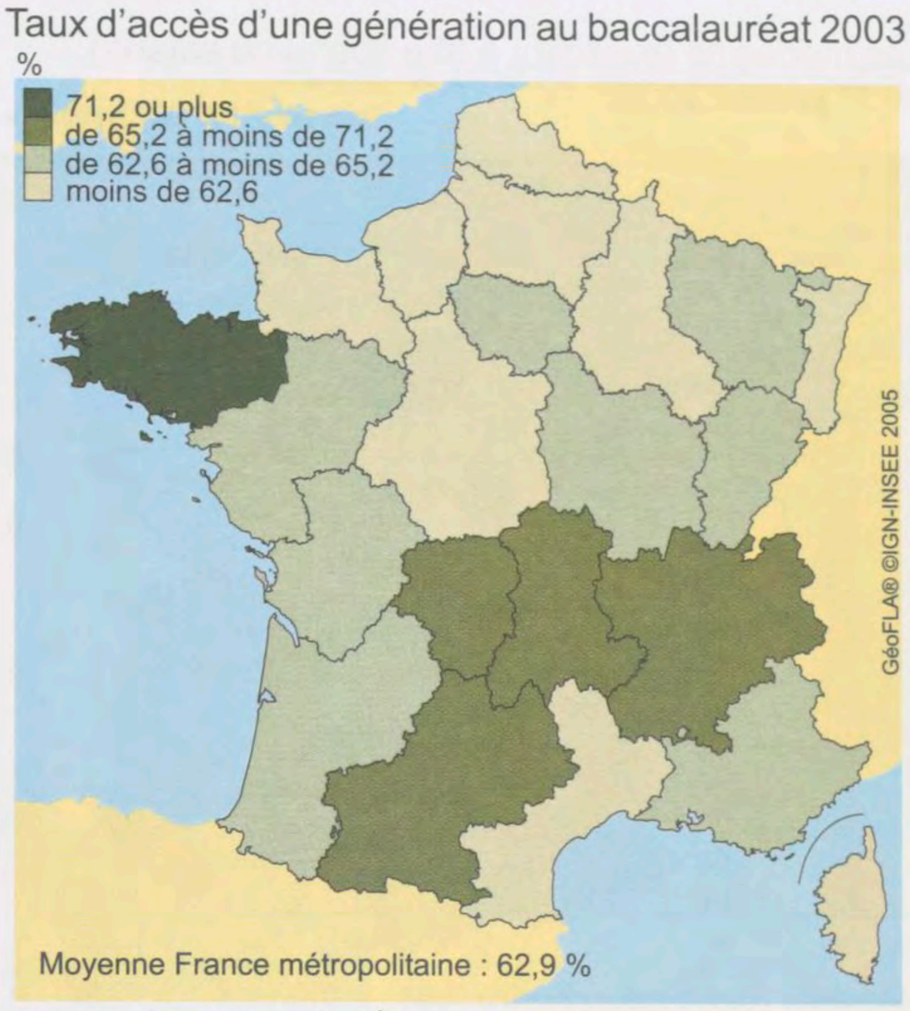
Source : ECO-Santé OCDE

Effectifs des personnels de l'Éducation nationale au 1er janvier 2004
France métropolitaine + DOM



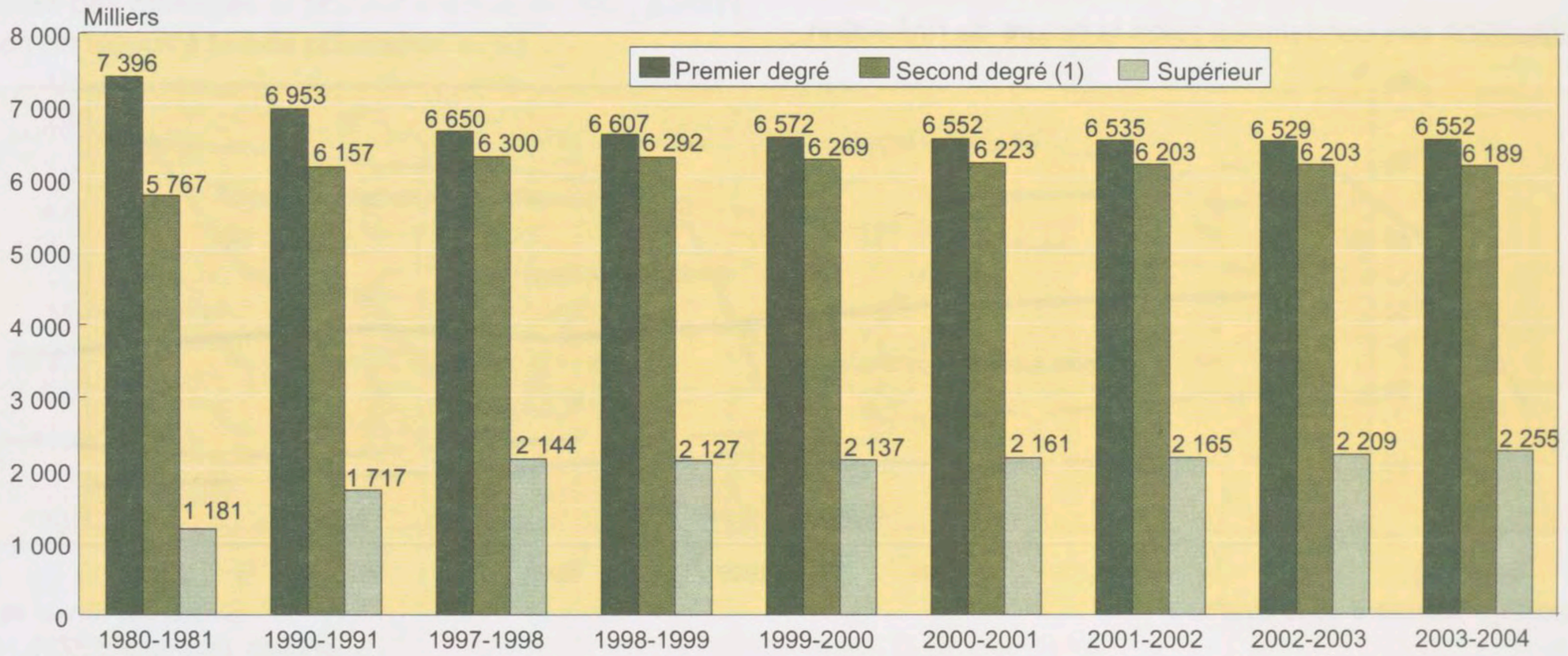
Source : Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (DEP - SDES)

Taux d'accès d'une génération au baccalauréat 2003



Source : Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (DEP - SDES)

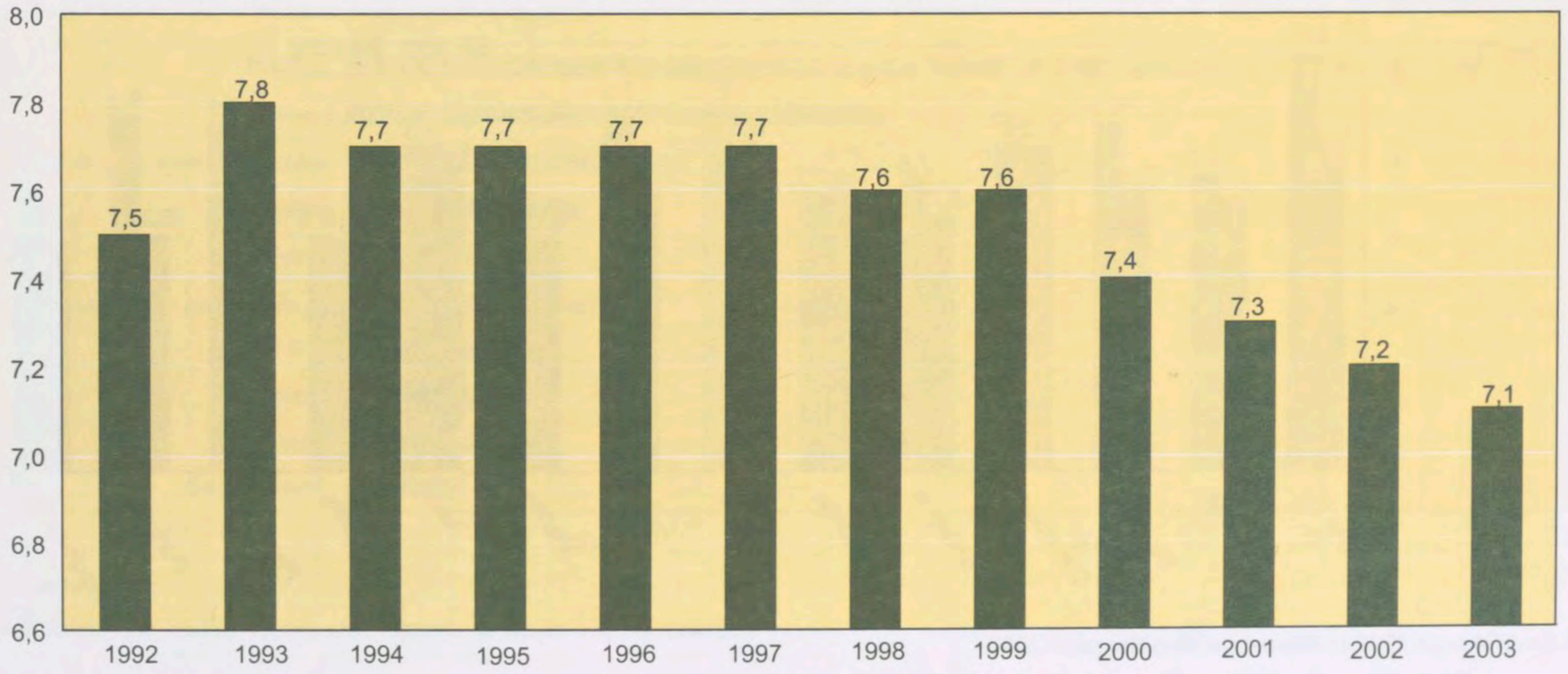
Effectifs d'élèves, d'étudiants et d'apprentis par degré d'enseignement
France métropolitaine + DOM



(1) Y compris Agriculture, Santé et Apprentis.

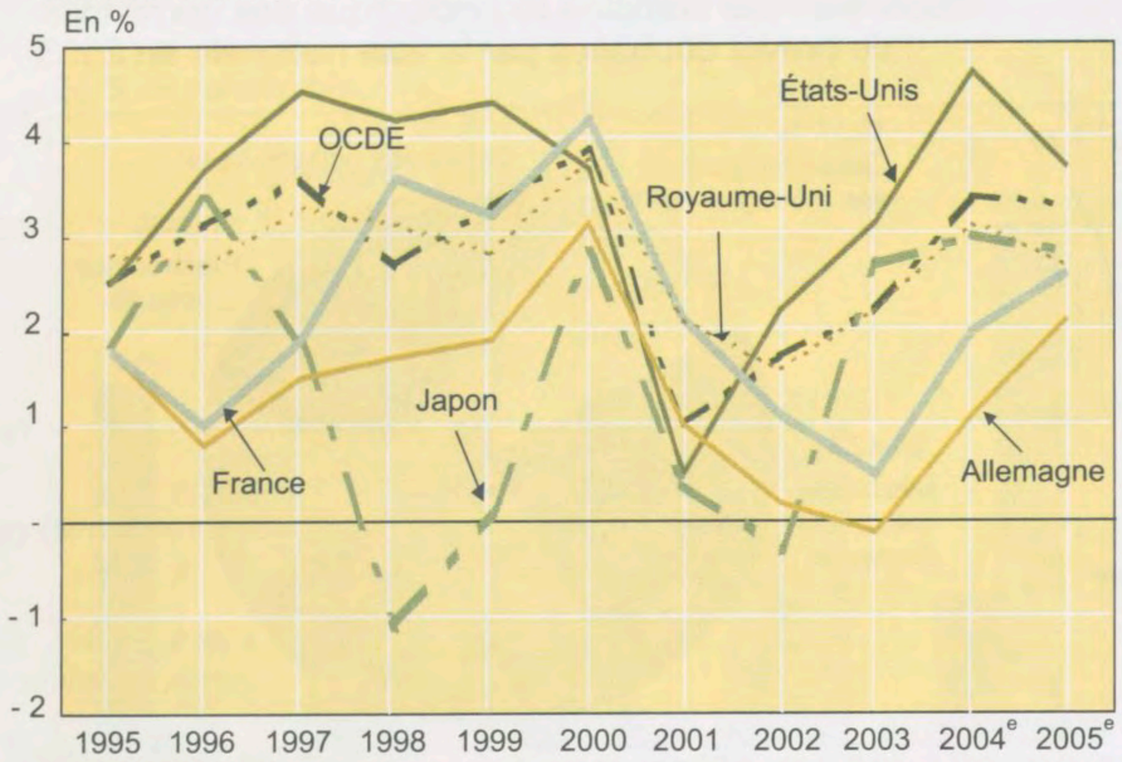
Source : Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (DEP - SDES)

Dépense intérieure d'éducation en % du Produit intérieur brut - France métropolitaine + DOM



Source : Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (DEP-SDES)

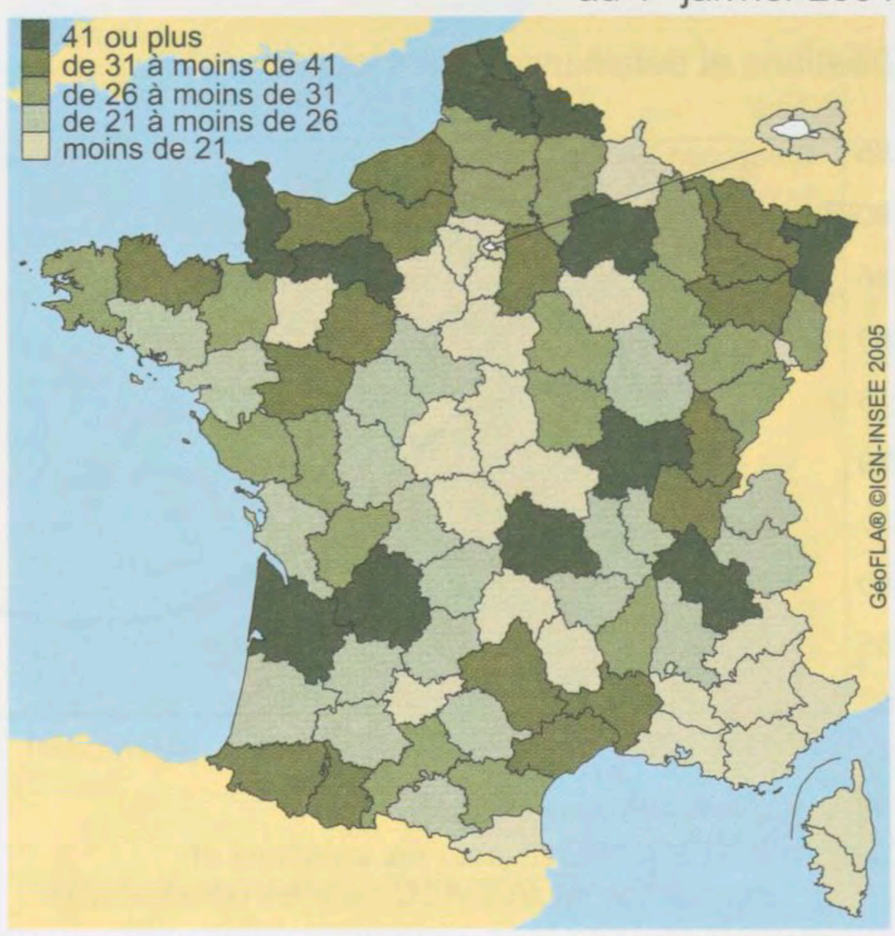
Taux de croissance du PIB en volume



e : estimations.

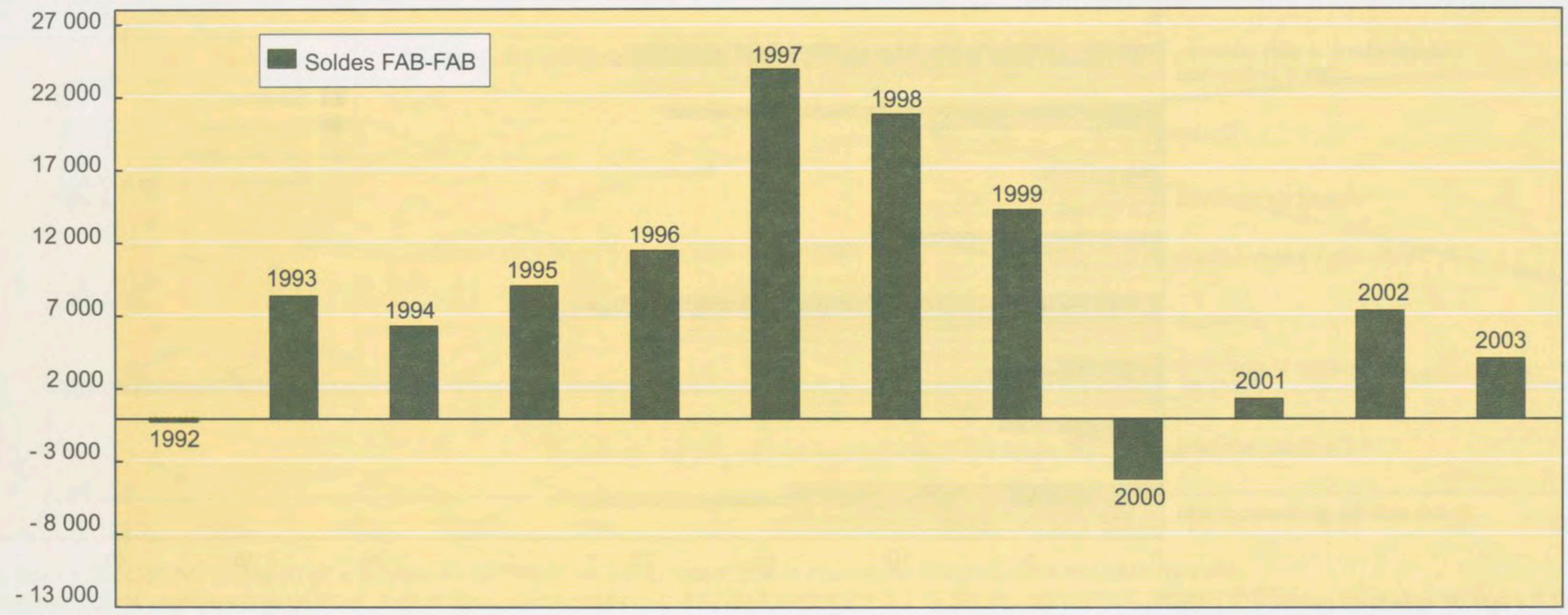
Source : OCDE (perspectives économiques)

Établissements à fiscalité propre (EPCI) au 1er janvier 2004



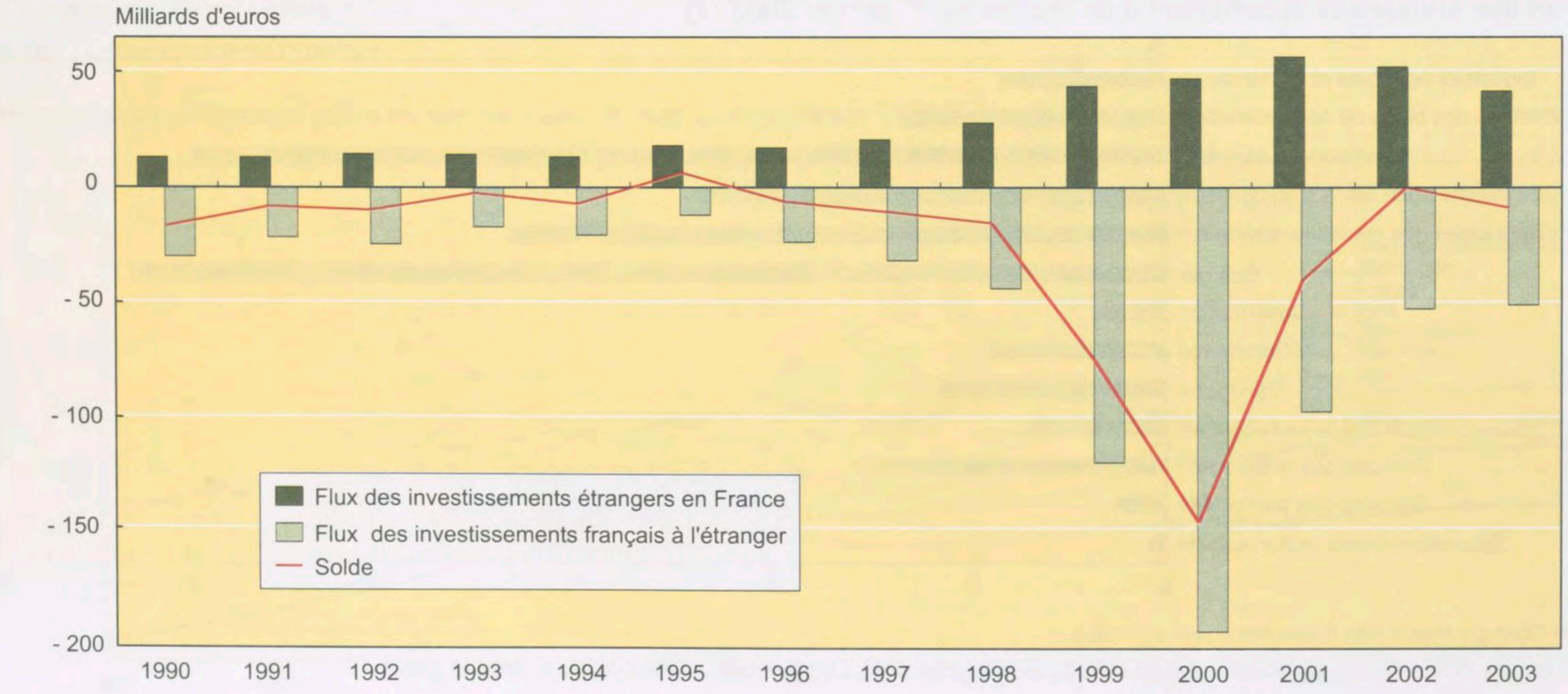
Source : Ministère de l'Intérieur, de la Sécurité intérieure et des Libertés locales, Direction générale des collectivités locales

Commerce extérieur de la France : soldes FAB - FAB



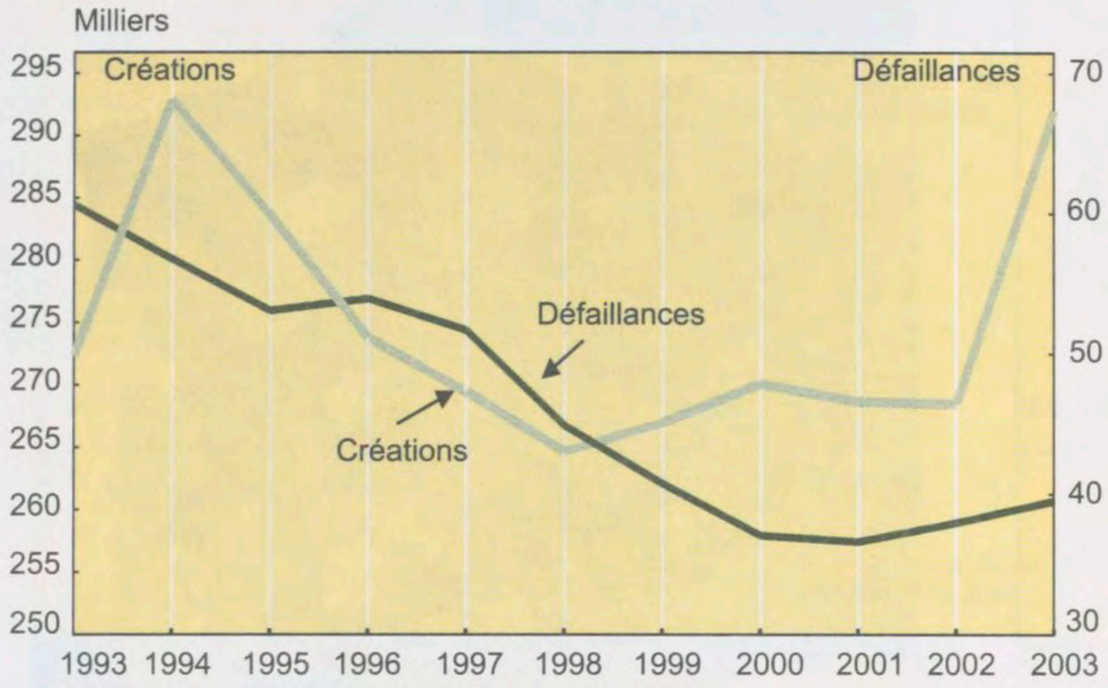
Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Direction générale des Douanes et des Droits indirects)

Flux d'investissements directs entre la France et l'étranger



Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, Banque de France

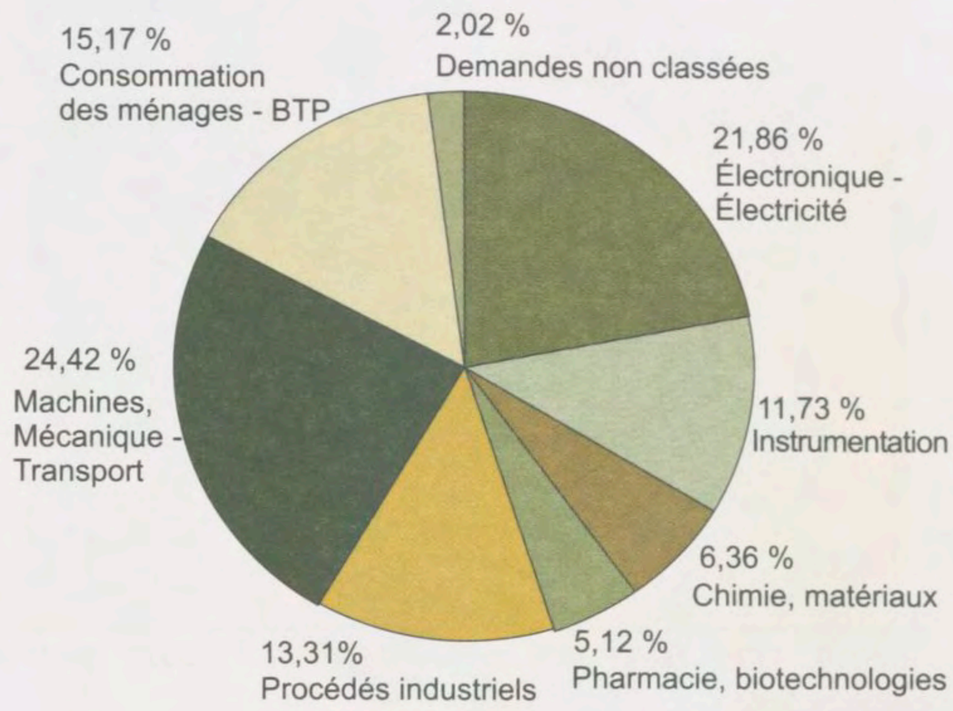
Créations et défaillances d'entreprises (1)



(1) Champ : industrie, commerce et services.

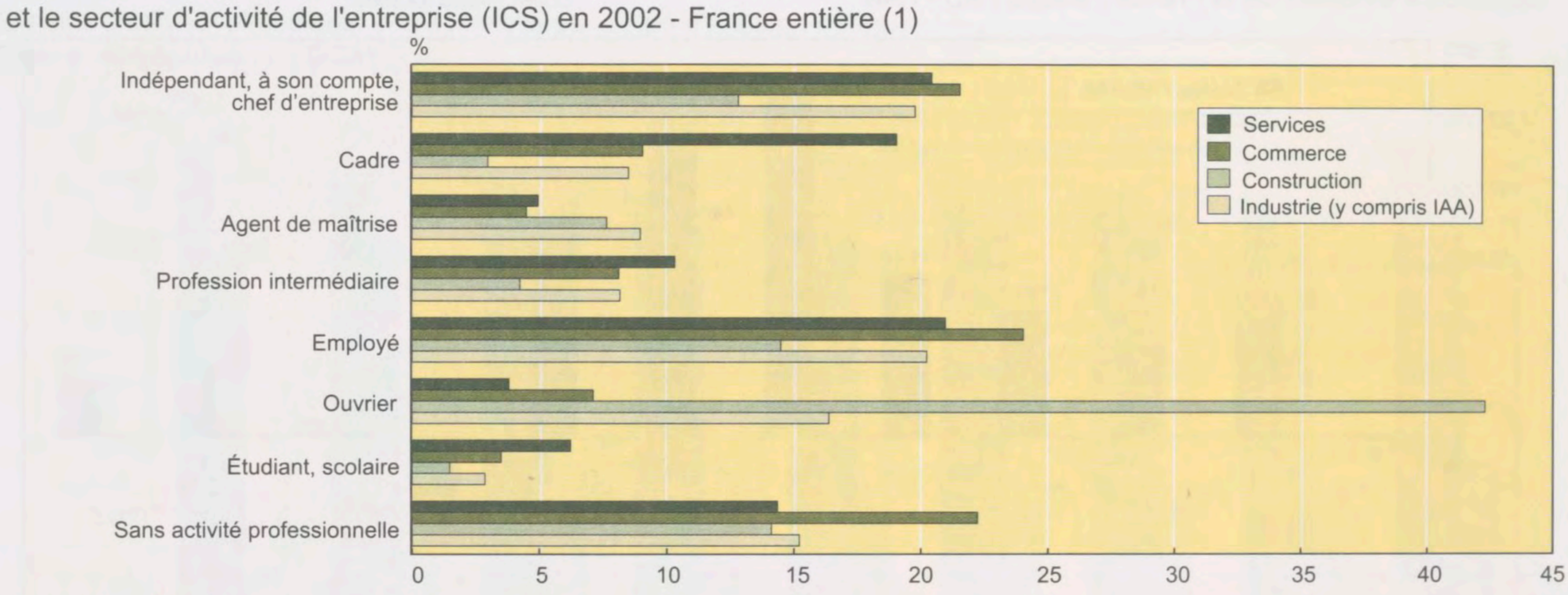
Source : INSEE (SIRENE pour les créations et exploitation du BODACC pour les défaillances)

Répartition par domaine technologique des demandes de brevet déposées par la voie nationale en 2003



Source : Institut national de la Propriété industrielle

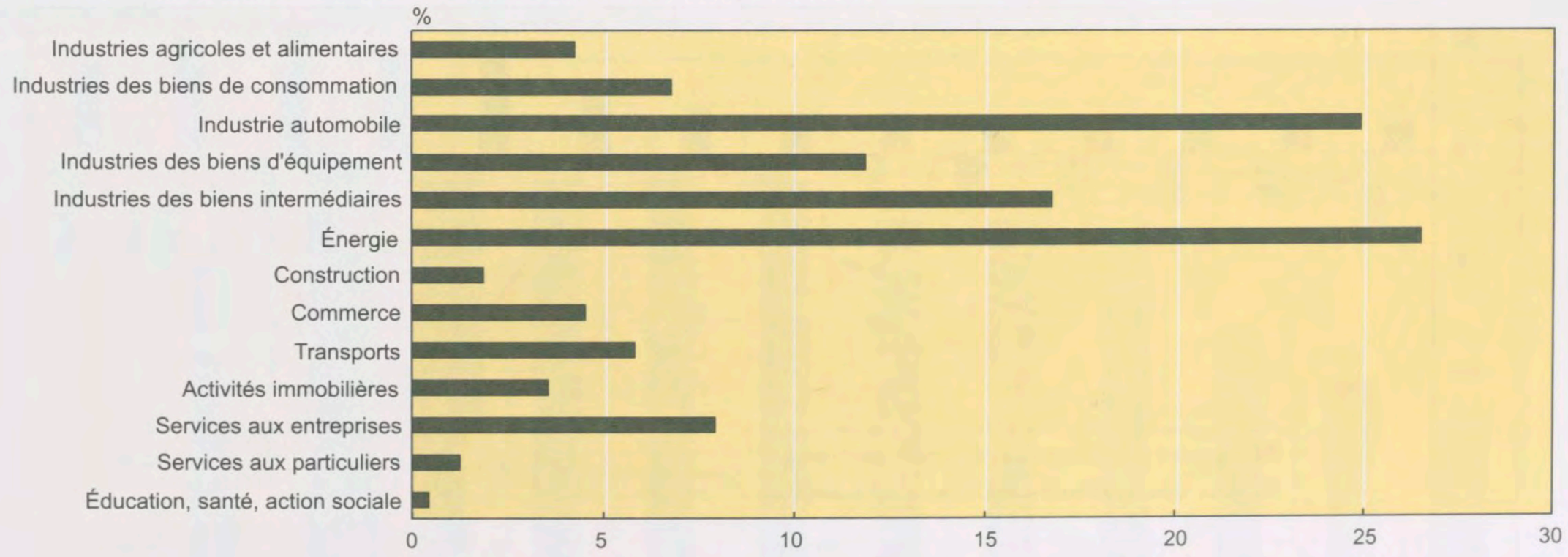
Répartition des entreprises créées selon la situation antérieure du créateur et le secteur d'activité de l'entreprise (ICS) en 2002 - France entière (1)



(1) Il s'agit de créations pures.

Source : INSEE (enquête SINE)

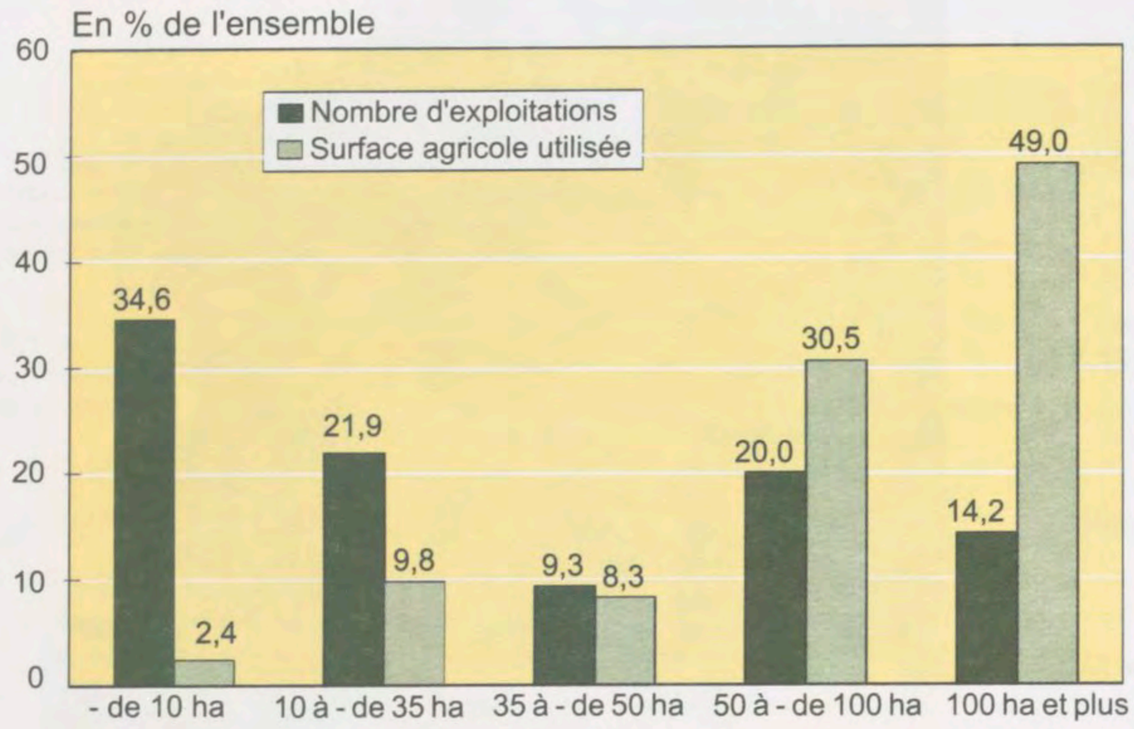
Part des entreprises appartenant à un groupe au 1er janvier 2003 (1)



(1) Champ : filiales non financières, non agricoles.

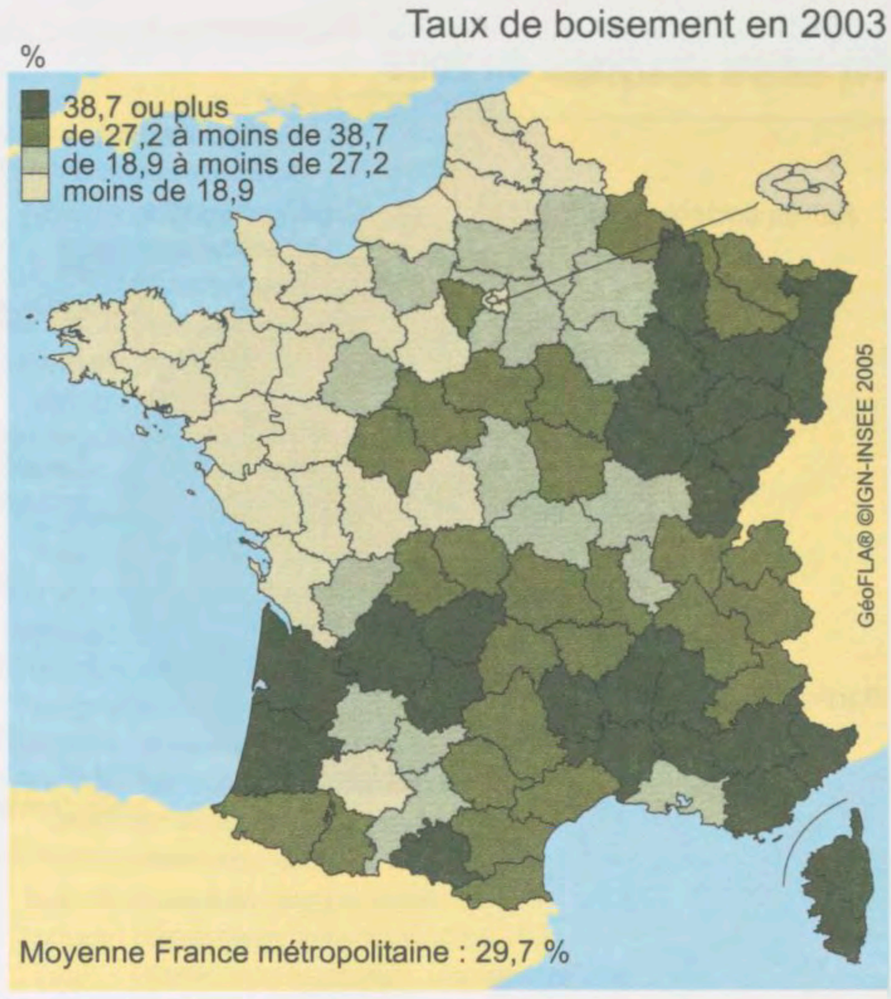
Sources : INSEE SUSE (Système unifié de statistiques d'entreprises), LIFI (enquête « Liaisons financières »), Diane

Nombre et surface des exploitations agricoles en 2003 selon leur taille



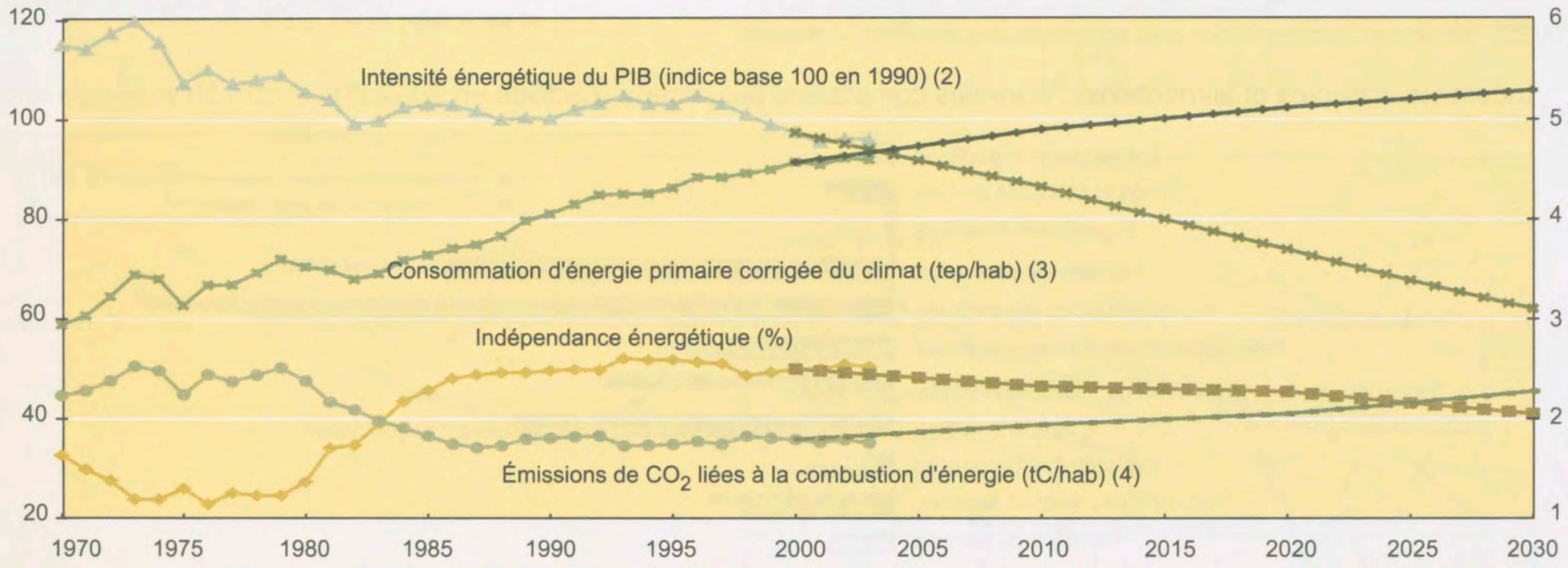
Source : Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires rurales

Taux de boisement en 2003



Source : Agreste - Teruti

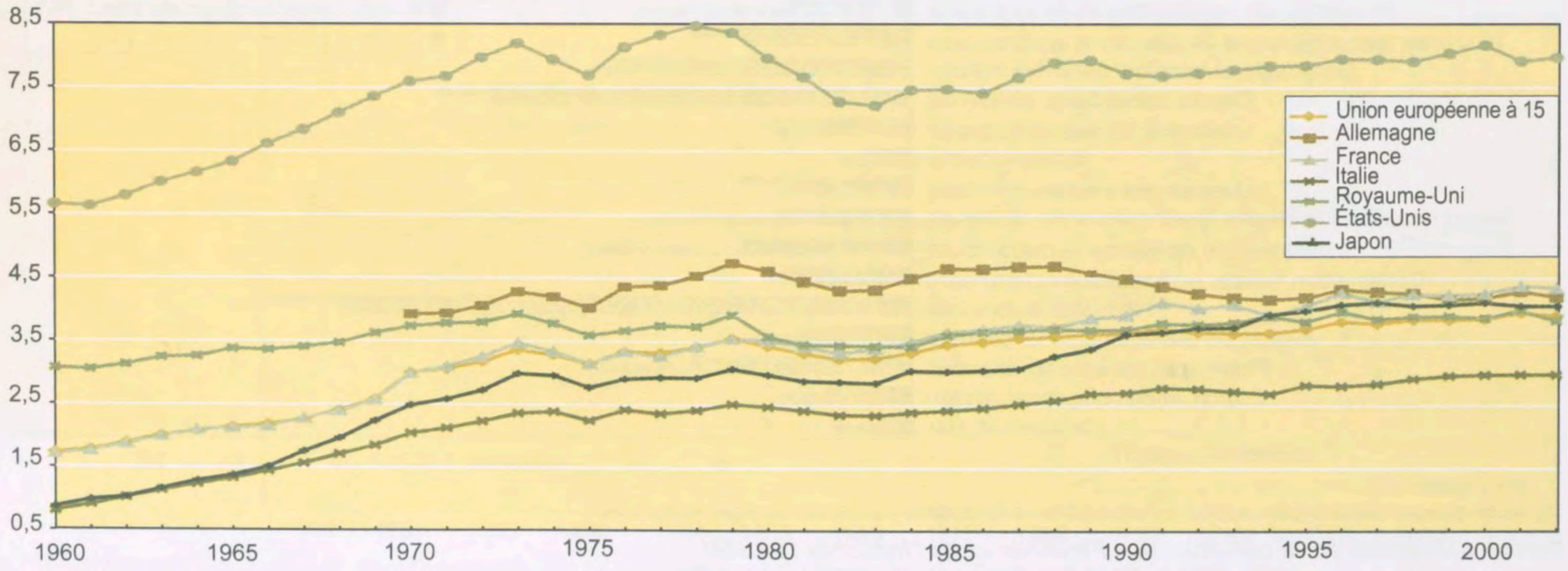
Indicateurs de base sur l'énergie en France de 1970 à 2030 (1)



(1) Séries 2000-2030 : scénario dit « tendanciel de référence » supposant que la France ne prend aucune nouvelle mesure pour infléchir sa politique énergétique ; hypothèses macroéconomiques : croissance à + 2,3 % par an, population : source INSEE.
Dans ce scénario, les émissions de CO_2 par habitant augmentent de 7 % entre 1990 et 2010, alors que la France, en ratifiant le protocole de Kyoto, s'est engagée à stabiliser ses rejets de tous gaz à effet de serre par rapport à 1990, soit une baisse de 8 % des émissions par habitant.
(2) Rapport entre la consommation d'énergie primaire corrigée du climat et le PIB exprimé en volume.
(3) Tonne d'équivalent pétrole par habitant.
(4) Tonne de carbone par habitant.

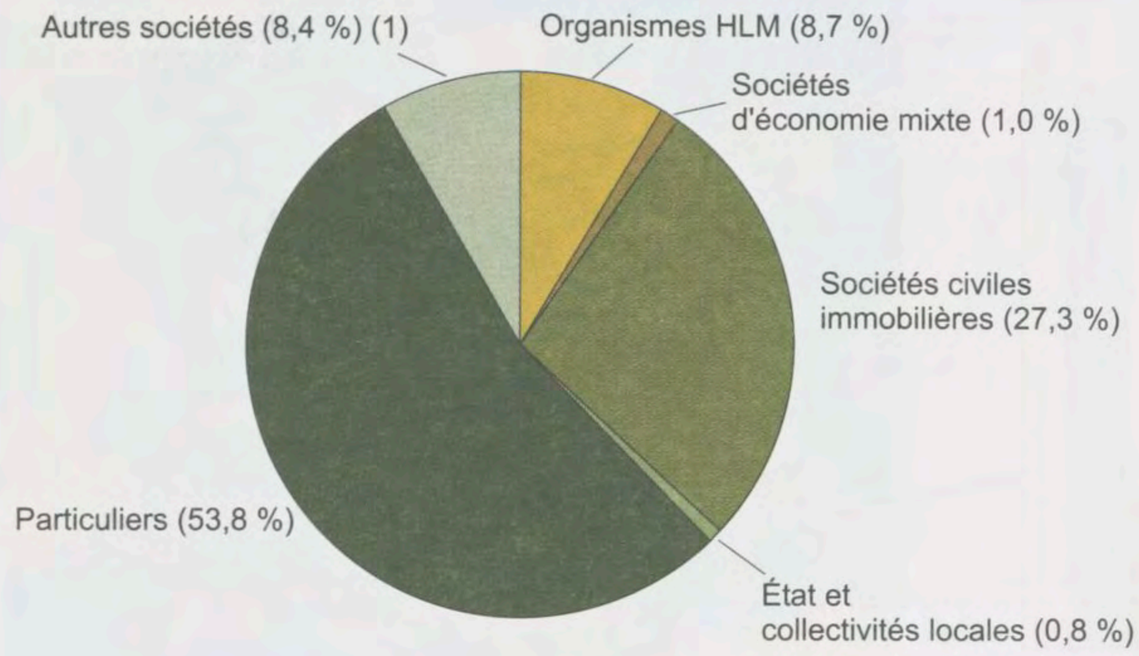
Source : Observatoire de l'énergie

Consommation d'énergie primaire par habitant de quelques pays de l'OCDE (tep/hab)



Source : Observatoire de l'énergie

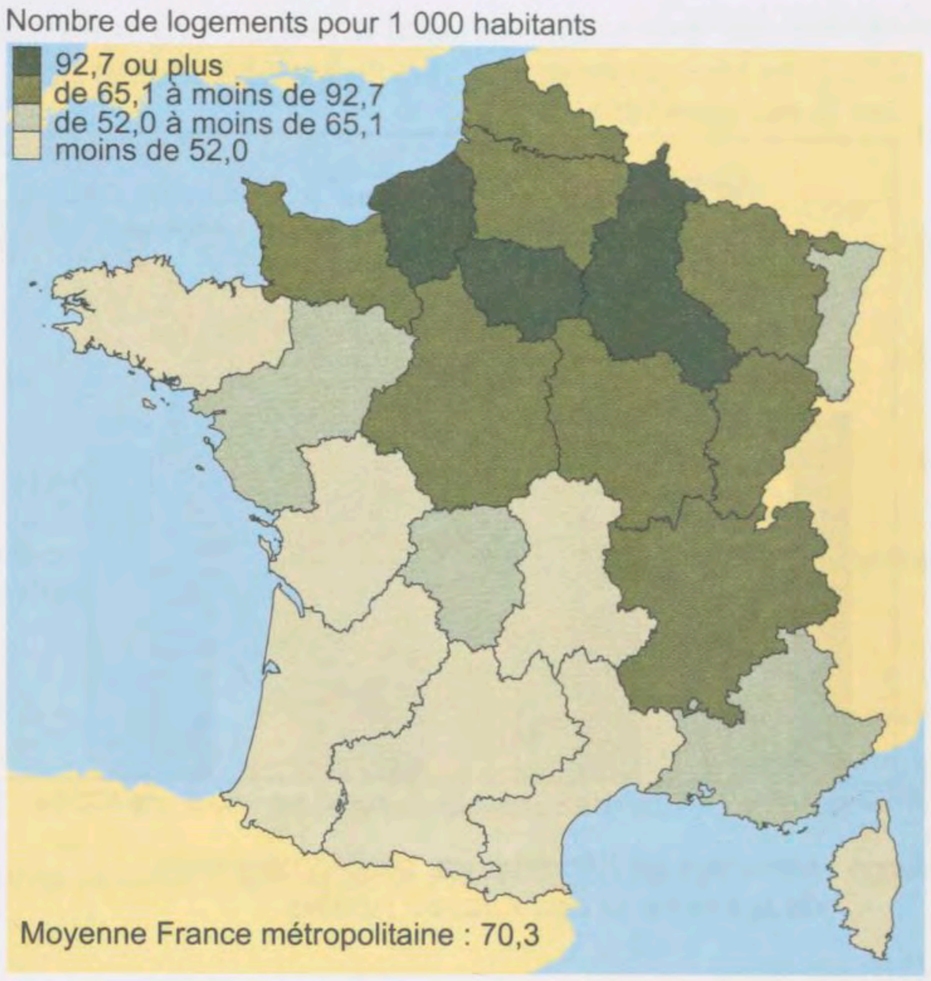
Logements autorisés selon la nature du maître d'ouvrage en 2003



(1) Autres sociétés et autres personnes morales.

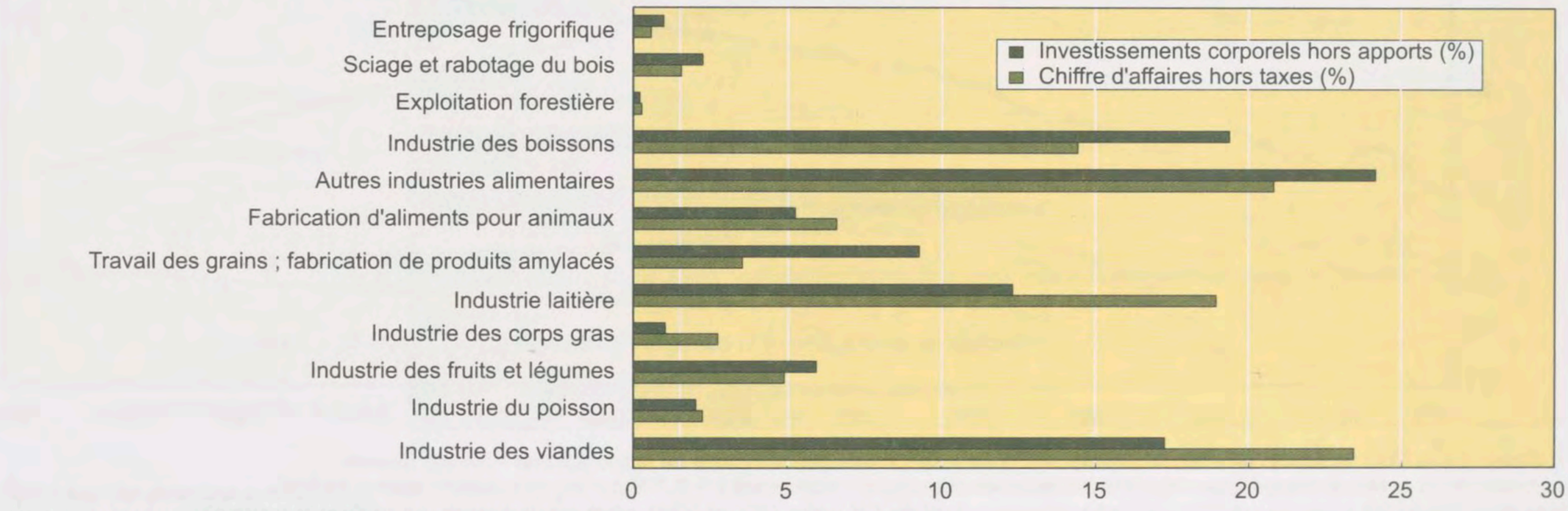
Source : Ministère de l'Équipement, des Transports, de l'Aménagement du territoire, du Tourisme et de la Mer

Parc locatif social au 1er janvier 2003



Source : Ministère de l'Équipement, des Transports, de l'Aménagement du territoire, du Tourisme et de la Mer, DAEI, SES

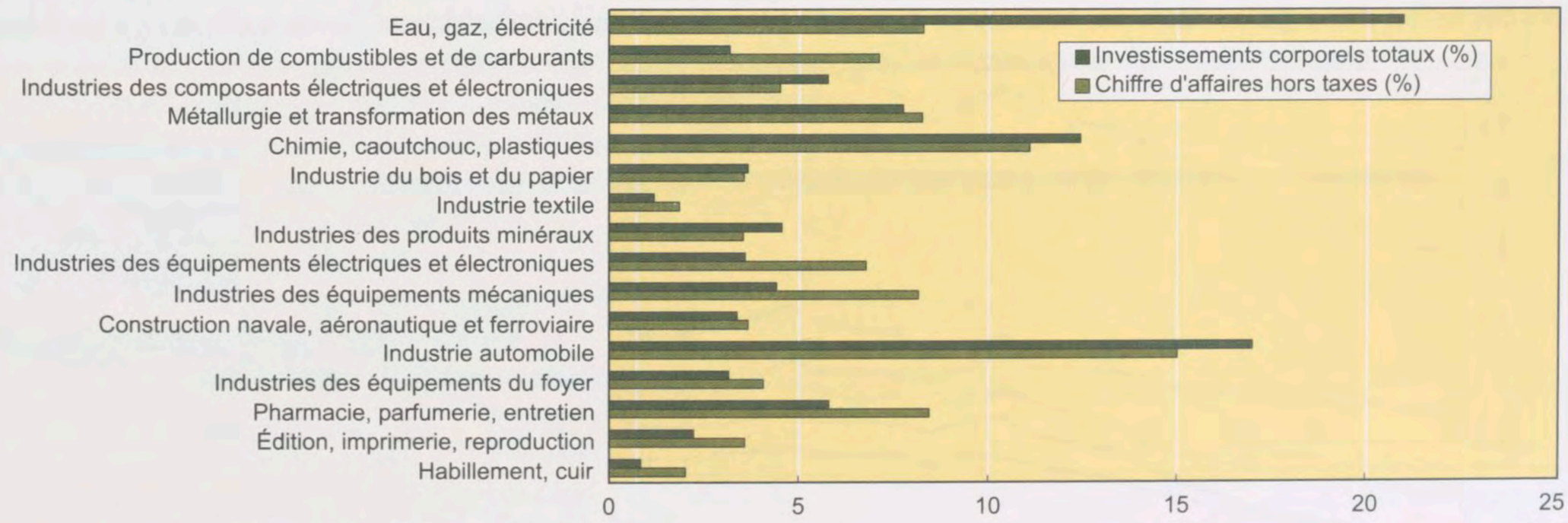
Industries agricoles et alimentaires : données comptables par secteur d'activité en 2002 (1)



(1) % de chaque secteur par rapport à l'ensemble des Industries agricoles et alimentaires.

Source : Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires rurales (SCEES)

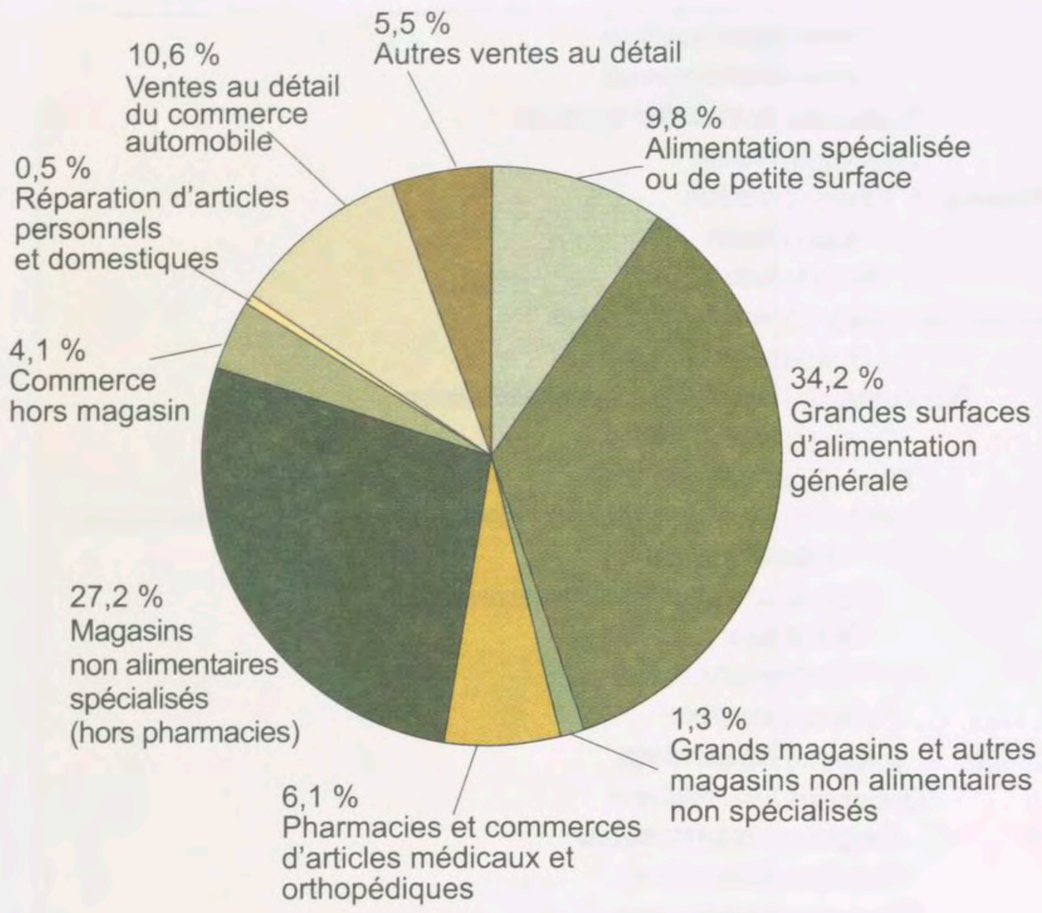
Industrie : données comptables par secteur d'activité en 2002 (1)



(1) % de chaque secteur par rapport à l'ensemble de l'Industrie y compris Énergie et hors IAA.

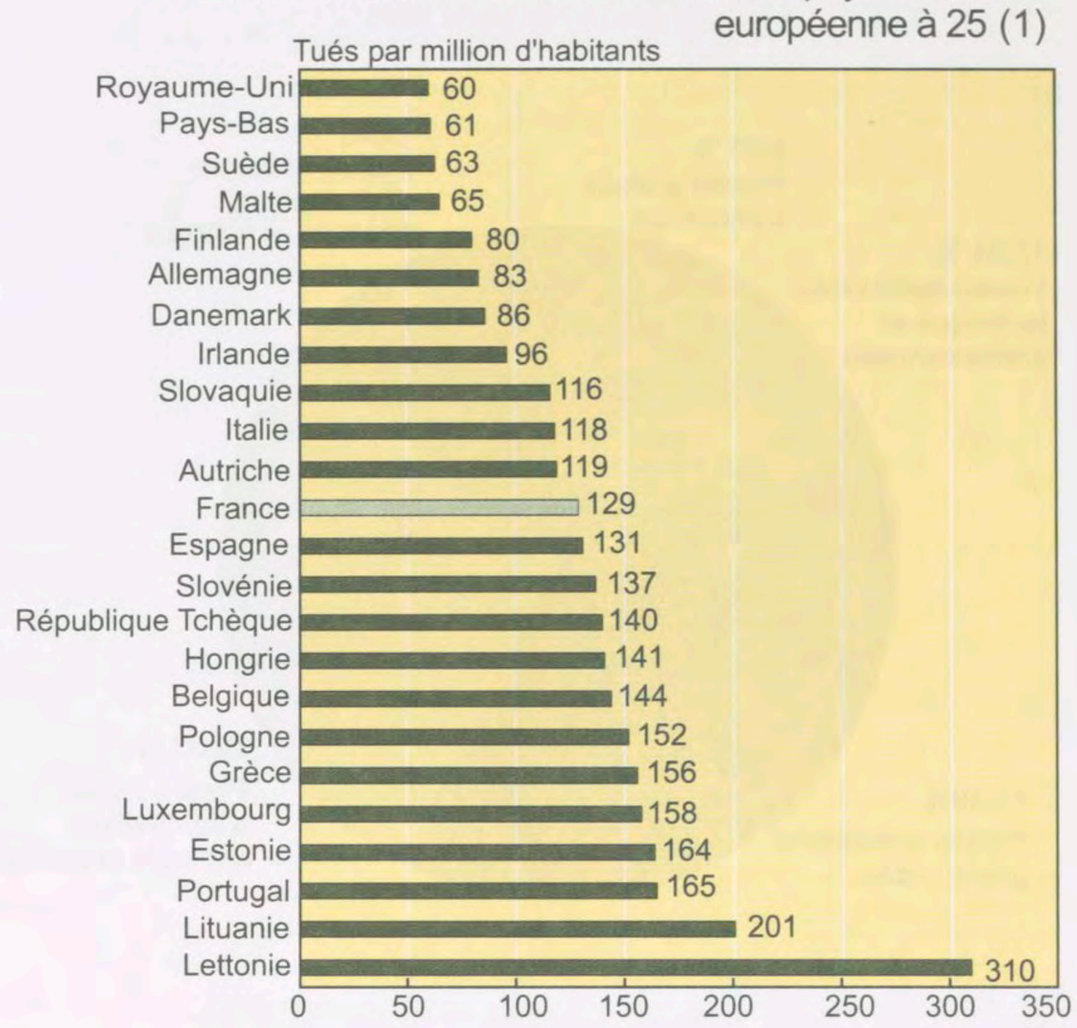
Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI)

Parts de marché par forme de vente en 2002



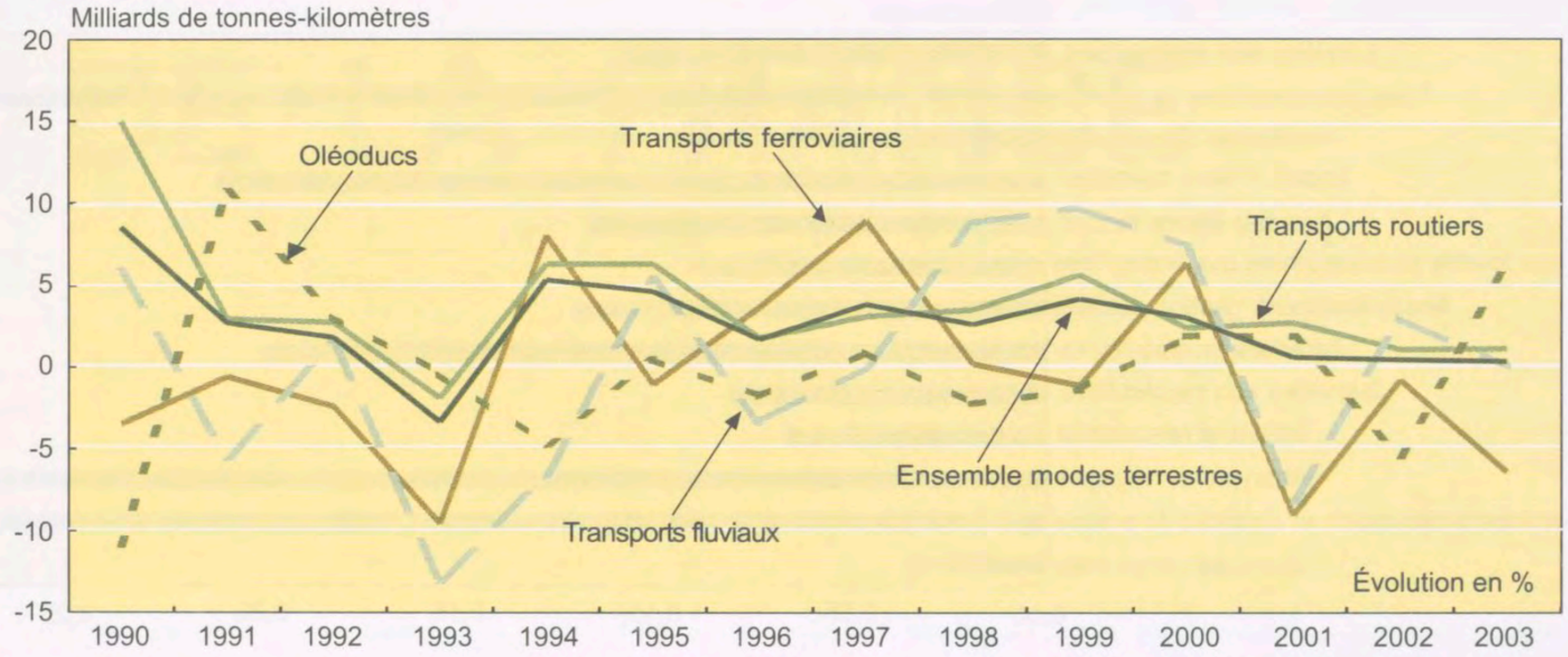
Source : INSEE (Comptes du Commerce)

Victimes d'accidents de la route dans les pays de l'Union européenne à 25 (1)



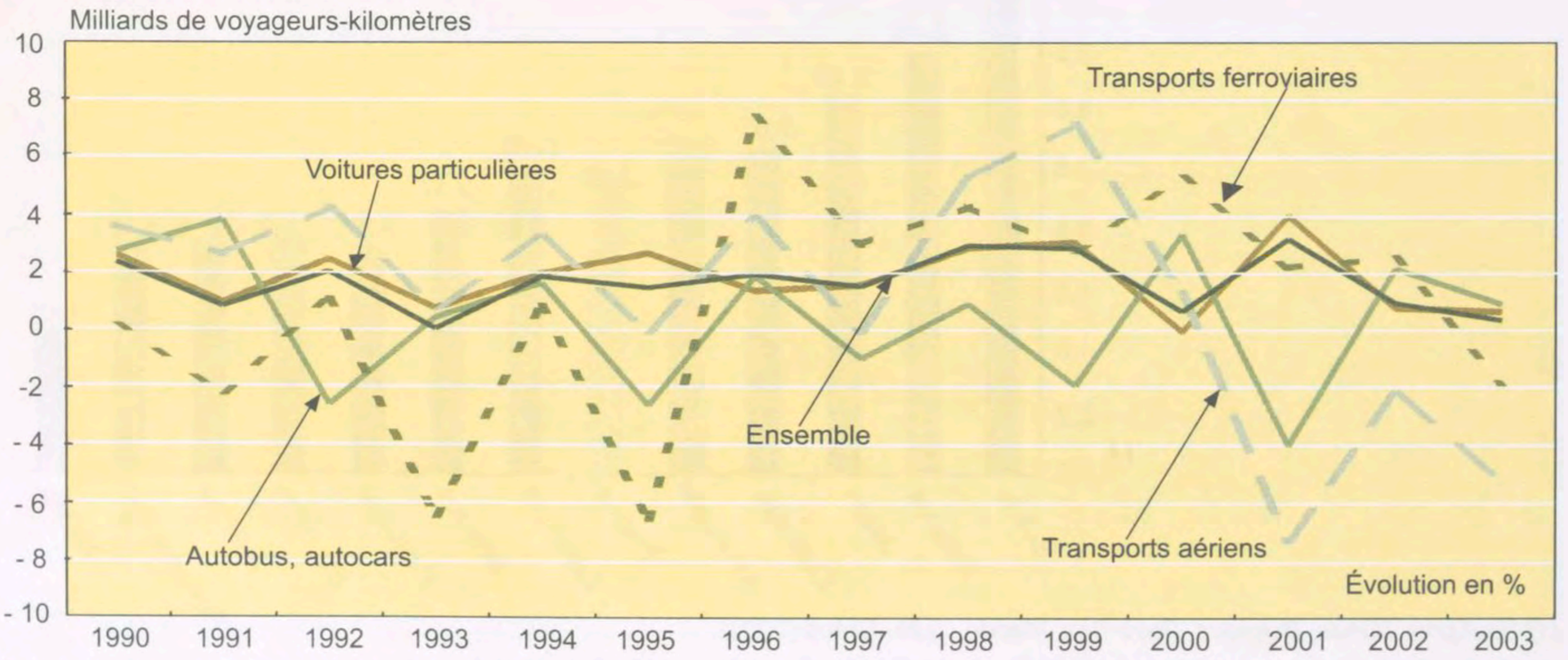
(1) Les données de Chypre ne sont pas disponibles.
Source : Conférence européenne des ministres des Transports (CEMT)

Transports intérieurs de marchandises



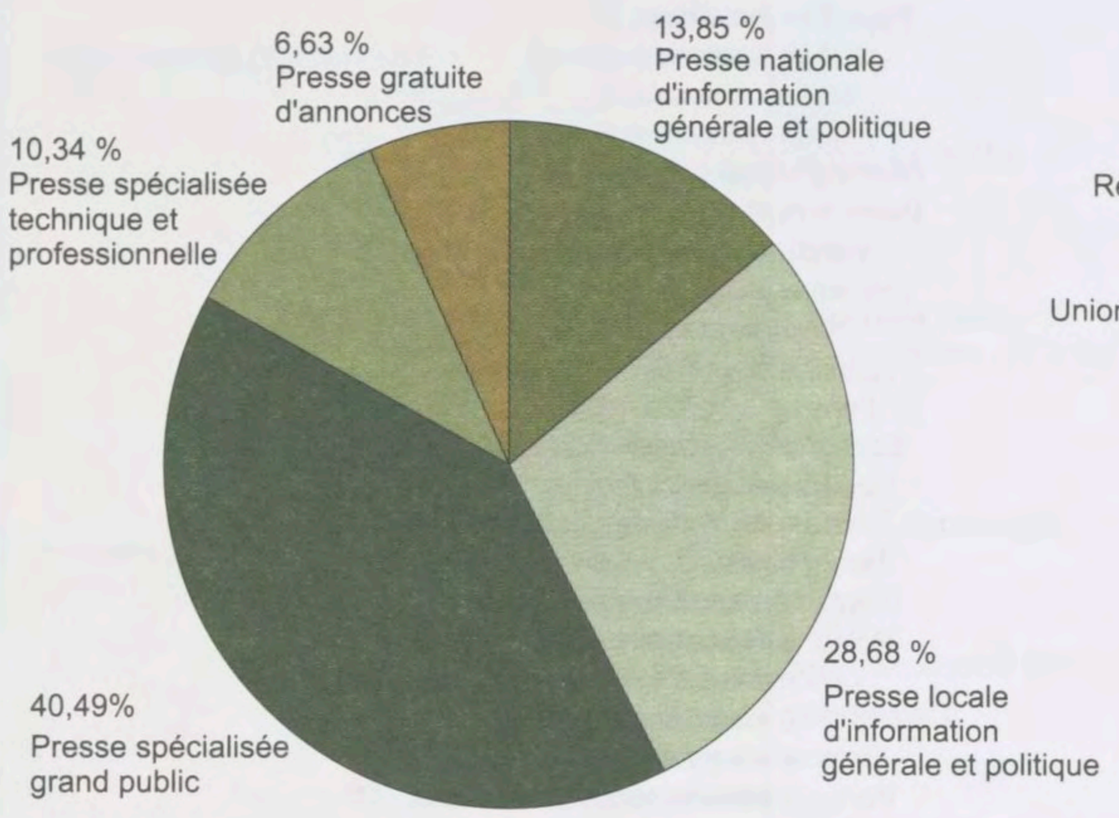
Sources : Ministère de l'Équipement, des Transports, de l'Aménagement du territoire, du Tourisme et de la Mer, SES
Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, Direction des Matières premières et des Hydrocarbures
Voies navigables de France

Transports intérieurs de voyageurs



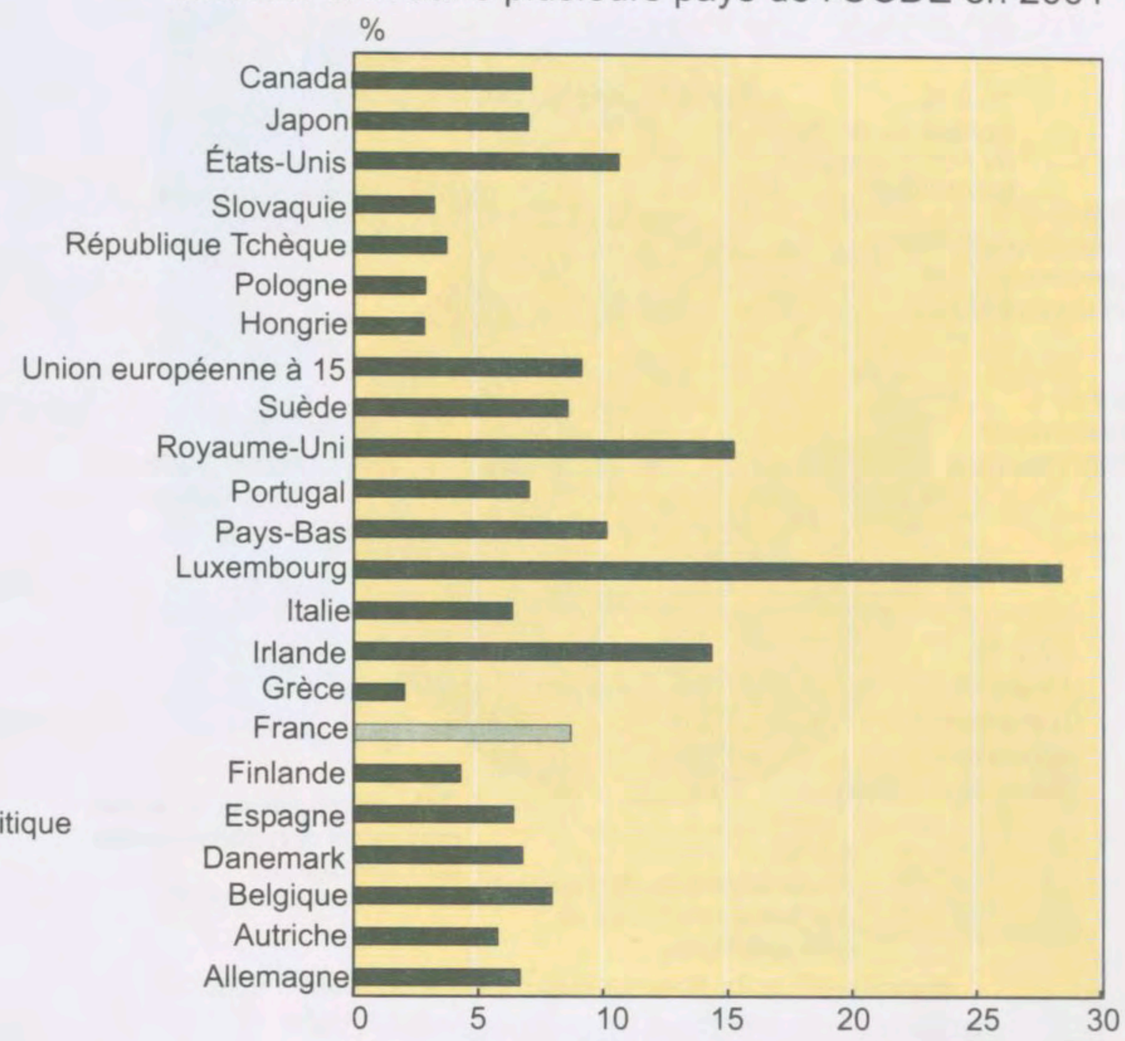
Sources : Ministère de l'Équipement, des Transports, de l'Aménagement du territoire, du Tourisme et de la Mer, SES
RATP, SNCF, DGAC

Chiffre d'affaires par type de presse en 2003



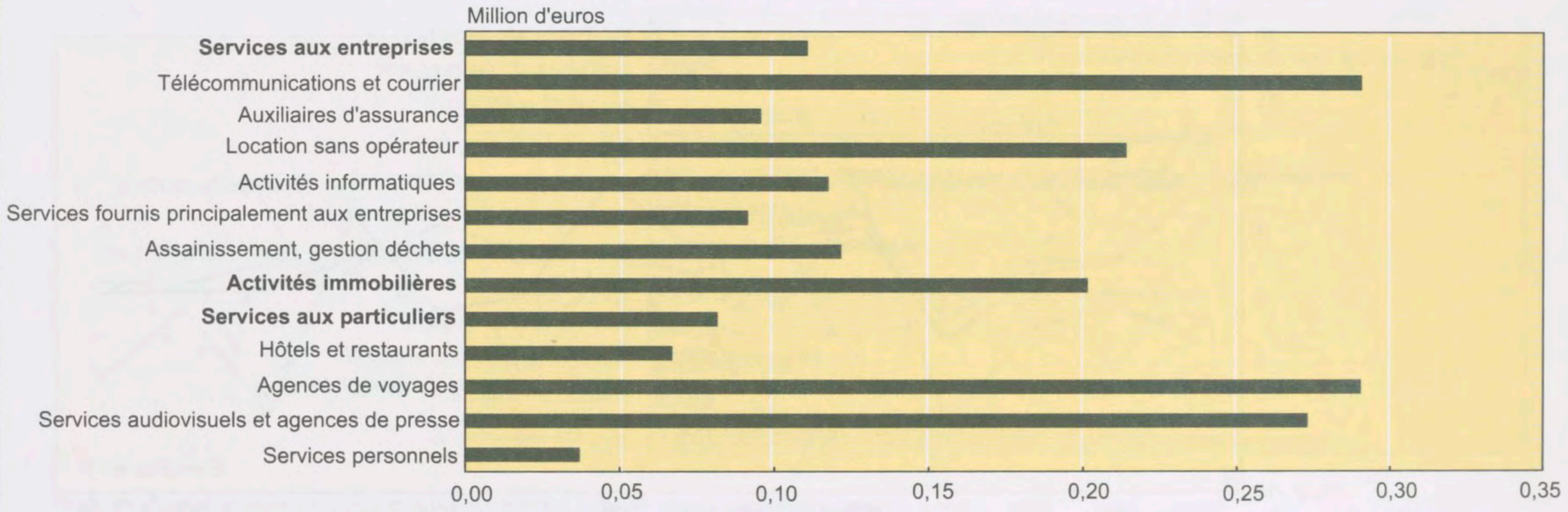
Source : Premier ministre, Direction du développement des médias

Part des primes brutes d'assurance rapportée au produit intérieur brut dans plusieurs pays de l'OCDE en 2001



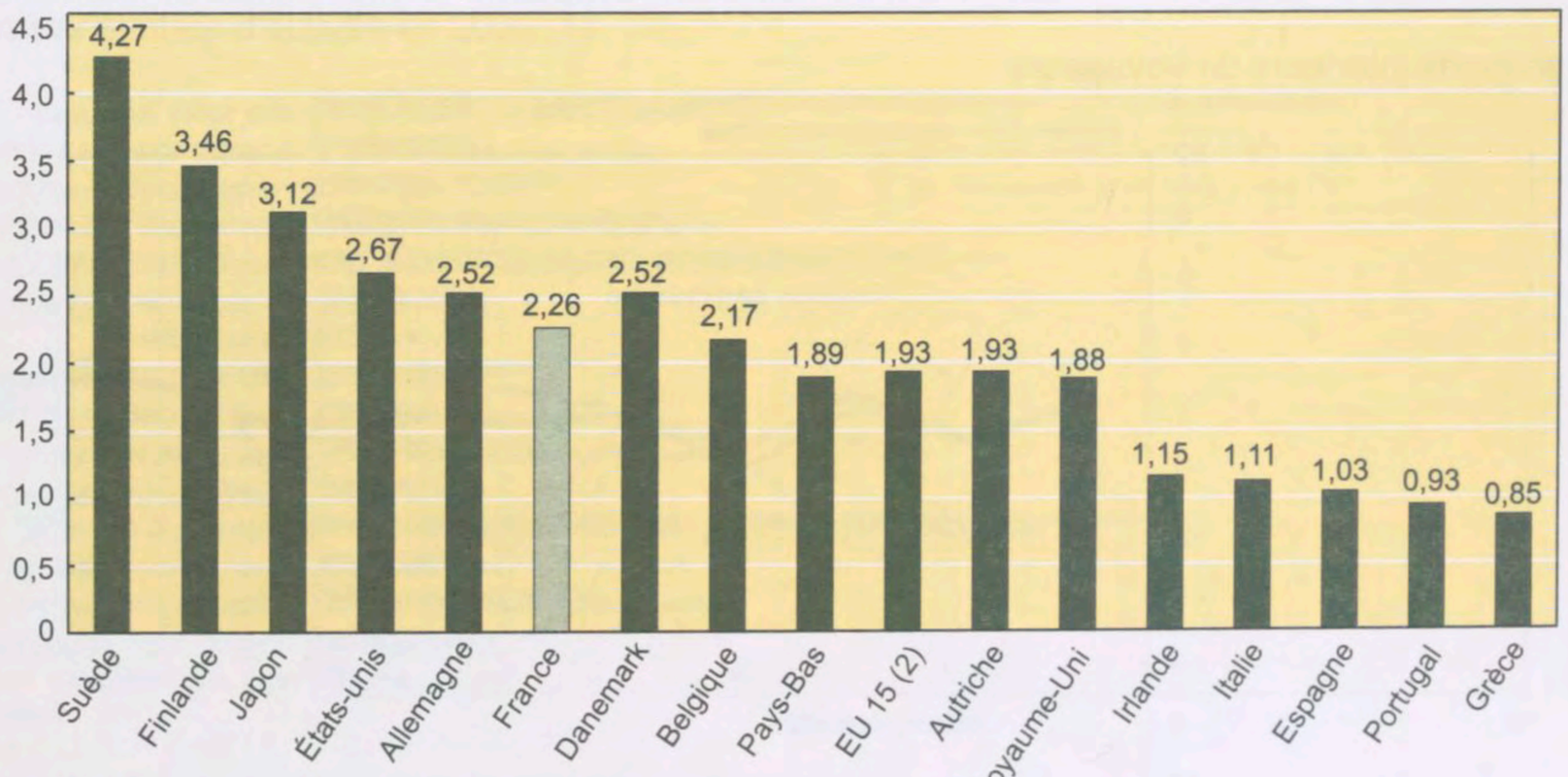
Source : OCDE

Services : chiffre d'affaires par personne occupée en 2002



Source : INSEE (Enquête annuelle d'entreprise)

Dépenses de recherche et développement en % du PIB pour quelques pays en 2002 (1)



(1) Sauf pour Suède, Belgique, Pays-Bas, Irlande, Italie, Grèce (2001).

(2) Ce chiffre ne tient pas compte de la révision du chiffre français qui est de 2,26 (chiffre définitif).

Source : Principaux indicateurs de la science et de la technologie OCDE volume 2004/1

ANNUAIRE STATISTIQUE DE LA FRANCE

Chapitre A.01

○ Territoire

1 Présentation.
2 Méthodologie.
3 Définitions.
4 Sources de documentation.
5 Tableaux.

❍ Liste des tableaux

1 Population, superficie et densité de quelques pays en 2004.

2 Population des départements et régions en 1982, 1990, 1999 et au 1er janvier des années 2002 et 2003 – France entière.

3 Subdivisions, superficie et population des régions et des départements – France entière.

4 Subdivisions, superficie et population légale des territoires d'outre-mer et des collectivités territoriales.

5 Structure urbaine de la métropole en 1999.

6 Villes et unités urbaines de plus de 50 000 habitants – France entière.

7 Aires urbaines de plus de 150 000 habitants.

8 Autonomie des bassins de vie des bourgs et petites villes selon la nature de leur pôle.

9 Communes de plus de 50 000 habitants – France entière.

10 Communes par tranche de population en métropole.

11 Population des communes urbaines et rurales des régions – France entière.

1
○ Présentation

Au sein des pays européens la France est, malgré sa forte urbanisation, un pays aux caractéristiques rurales encore marquées. 56 % des quelques 58,5 millions d'habitants de la France métropolitaine vivaient en 1999 dans l'une des 171 agglomérations de plus de 30 000 habitants. Mais les 44 % restants occupaient 94 % du territoire. Et comme parmi ces habitants seulement moins de 18 % habitent une agglomération de plus de 10 000 habitants, on mesure combien le territoire français comporte d'espaces peu denses.

L'emploi est de plus en plus concentré dans les villes, et les bassins d'emploi que sont les aires urbaines s'étendent, tandis que leur population s'accroît le plus souvent. Il n'en reste pas moins que les couronnes périurbaines restent peu denses et présentent des paysages et des caractéristiques rurales.

Au 8 mars 1999, 21 219 500 habitants occupaient les 1 745 bassins de vie des bourgs et petites villes. Ils représentent 36,3 % de la population de France métropolitaine. Après une décrue assez sensible dans les années soixante (39,9 % en 1962 et 37,7 % en 1968) due à l'exode rural, cette proportion est stable depuis le recensement de 1975. L'évolution n'est toutefois pas uniforme dans tous les bassins de vie des bourgs et petites villes : on retrouve naturellement une forte croissance démographique dans les bassins périurbains situés autour des plus grandes villes tandis que les bassins de vie des bourgs et petites villes isolés en milieu rural du centre de la France perdent régulièrement de la population (cf. tableau A.01-8).

Le « score », qui mesure la capacité d'un bassin de vie à satisfaire ses habitants en matière de services et d'emplois permet de confirmer la structure très fortement hiérarchisée de l'espace (cf. méthodologie) : les bassins de vie animés par les unités urbaines de moins de 30 000 habitants ou par les pôles d'emploi de l'espace rural sont particulièrement bien dotés. Le « score » permet aussi de souligner un paradoxe apparent : les bassins de vie dont le pôle est une commune périurbaine paraissent, à l'aune des « scores », moins bien dotés que les bassins de vie les plus ruraux, mais l'examen des niveaux d'équipements conduit à la conclusion inverse. Dit autrement, du fait de la faiblesse de leur population, les bassins les plus ruraux sont relativement bien équipés, mais les contreparties sont de deux ordres : une moindre variété, et des distances plus longues à parcourir. En effet, les bassins de vie autonomes sont de superficie vaste, notamment dans les espaces les plus ruraux. Les bassins de vie périurbains, relativement moins équipés, sont des bassins beaucoup moins étendus, situés à proximité des grands pôles urbains où les habitants peuvent trouver facilement les services qu'ils ne trouvent pas sur place.

Autre paradoxe, moins un bassin de vie apparaît doté, plus il est dynamique sur le plan démographique. Près de 70 % des bassins de vie peu autonomes sont en effet des bassins périurbains, en croissance de population. Au contraire, le bon équipement rime plutôt avec une certaine atonie démographique.

2
○ Méthodologie

21. Métropole et départements d'outre-mer

211. Vue d'ensemble

La France continentale est située entre 42° 20' et 51° 5' de latitude nord ; elle s'étend de 4° 47' de longitude ouest à 8 ° 15' de longitude est.

Les données des tableaux du présent chapitre sont complétées par les indications fournies au chapitre « Agriculture, Sylviculture, Pêche », pour la répartition du territoire d'après son utilisation.

212. Superficie

La superficie du territoire français peut être évaluée à partir de deux sources :

– mesures géodésiques et planimétriques effectuées par l'Institut géographique national mais ne permettant pas d'aller jusqu'à la commune. La superficie calculée par « planimétrage » de la carte au 1/50 000 pour la métropole est de 549 milliers de km² ;

– données de la Direction générale des Impôts (services du cadastre) disponibles pour chaque commune.

Cette dernière source a généralement été retenue dans le présent chapitre avec la définition suivante : sont comprises toutes les surfaces du domaine public et privé, cadastrées ou non cadastrées, à l'exception des lacs, étangs et glaciers de plus d'un km² ainsi que des estuaires.

213. Populations légales des circonscriptions administratives

Les effectifs de populations légales figurant dans les tableaux de ce chapitre proviennent des résultats du recensement de la population de 1999. Ce recensement a été prescrit par le décret n° 98-403 du 22 mai 1998. Les résultats ont été authentifiés par le décret n° 99-1154 du 29 décembre 1999 (J.O. du 30 décembre 1999) rectifié par le décret n° 2000-1021 du 17 octobre 2000 (J.O. du 20 octobre 2000).

214. Évolution de population

L'évolution de la population d'une zone géographique repose sur deux facteurs : le solde naturel (différence au cours de la période entre le nombre de naissances et de décès domiciliés dans la zone géographique) connu avec précision par les statistiques d'état civil et le solde migratoire, différence au cours de la même période entre le nombre de personnes venues résider dans la zone (les immigrants) et le nombre de celles qui l'ont quittée pour résider ailleurs (les émigrants).

22. Territoires d'outre-mer

Pour les Territoires d'outre-mer et les collectivités territoriales, les effectifs de population proviennent de recensements effectués à des dates différentes : 1996 pour Wallis-et-Futuna et la Nouvelle-Calédonie, 1999 pour Saint-Pierre-et-Miquelon, 2002 pour Mayotte et la Polynésie française.

23. Le bassin de vie en France métropolitaine

231. Le bassin de vie, territoire structurant et structuré...

Sans chercher à établir une vaine définition du rural qui se surajouterait à celles existantes - comme il serait tout à fait vain d'établir une définition de la ville ou de l'urbain - on peut chercher à comprendre comment se structure l'espace de la France métropolitaine ou de façon plus modeste l'espace rural, en prenant de celui-ci une acception assez large.

C'est pour répondre à cette dernière question posée par le CIADT de décembre 2002 qu'un groupe de travail interministériel (Insee, Inra, Ifen, Ministère de l'agriculture, Datar) a proposé de délimiter des bassins de vie, plus petite maille territoriale dans laquelle la plupart des habitants ont accès à la fois à l'emploi et à des services marchands ou non marchands de la vie quotidienne. Ainsi, s'appuyant sur un bourg ou une petite ville (agglomération de moins de 30 000 habitants), 1 745 bassins de vie des bourgs ou petites villes ont été mis en évidence à partir d'informations sur les attractions par des équipements de différentes natures et par l'emploi. Dans le même temps, bien que le terme « bassin de vie » devienne de plus en plus impropre lorsque la ville s'agrandit, on peut définir, s'appuyant sur les 171 agglomérations de plus de 30 000 habitants, autant de « bassins de vie des grandes agglomérations ». Ces 1 916 bassins de vie (1 745 + 171) constituent alors une partition de la France métropolitaine.

232. ...fondé sur l'accès des habitants aux services quotidiens et à l'emploi

La vie quotidienne des habitants est conditionnée en grande partie par l'accès à certains équipements et l'accès à l'emploi. On peut classer ces équipements, fournisseurs de services à la population, en quatre catégories dans lesquelles des représentants ont été choisis :

– Équipements d'éducation : collège, lycée général ou technologique, lycée professionnel ;
– Équipements de santé : médecin, infirmier, pharmacie, masseur-kinésithérapeute, dentiste, ambulance (qui concernent les soins de premier recours), maternité, service d'urgences, établissement de court séjour, établissement de moyen et long séjour ;
– Équipements concurrentiels : hypermarché ou supermarché, vétérinaire, banque, magasin de vêtements, magasin de chaussures, librairie, magasin d'électroménager, magasin de meubles, droguerie, grande surface non alimentaire, marché de détail ;
– Équipements non concurrentiels : gendarmerie, perception, notaire, ANPE, maison de retraite, bureau de poste, crèche ou halte-garderie, installation sportive couverte, piscine couverte, école de musique, cinéma (classé non concurrentiel en milieu rural).
L'inventaire communal réalisé par enquête auprès des communes en 1998 est la source qui a permis d'établir des pôles de services et les attractions entre communes pour ces différents équipements.
De même les emplois et les attractions communales qu'exerce l'emploi sont connus par le recensement de la population de 1999.
La méthode de détermination des bassins de vie, qui combine simultanément l'accès aux équipements et l'accès à l'emploi est détaillée dans le rapport du groupe interministériel déjà cité qui figure intégralement sur le site www.insee.fr.

233. La « richesse » des bassins de vie en services à la population et en emplois est mesurable

Les bassins de vie, qui représentent davantage des « espaces vécus » que peuvent le faire des entités administratives de taille comparable (par exemple les cantons), se prêtent à de multiples analyses. En premier lieu de celles-ci l'étude de ce qui les a fondés, à savoir l'étude de l'aptitude à répondre aux besoins de leur population.
Trois sortes de bassins de vie sont définis, des « dépendants » aux « autonomes », ces derniers offrant une gamme de services et d'emplois en nombre et qualité permettant aux populations résidentes un « approvisionnement » très majoritairement local.
Afin d'évaluer de façon synthétique la réponse aux besoins des habitants d'un bassin de vie en équipements et en emplois, un « score » de bassin est établi (entre 0 et 20), somme d'un « score » d'emplois (de 0 à 8) et d'un « score » d'équipements (de 0 à 12). Les données détaillées sur les niveaux d'équipements - absolus et attendus en fonction de la population résidente - et sur l'emploi ainsi que la méthode de calcul sont consultables également sur le site.
Parmi les 1 745 bassins de vie des bourgs et petites villes, les 741 dont le « score » est supérieur ou égal à 12 sont qualifiés d' « autonomes » tandis que les 430 au « score » inférieur à 8 sont manifestement dépendants d'un pôle extérieur au bassin de vie pour une partie des actes de la vie courante (il s'agit plus souvent de l'accès à l'emploi que de l'accès aux équipements). Les 574 bassins de vie restants sont qualifiés de « faiblement autonomes ».

3 ○ Définitions

Aire urbaine, pôle urbain, communes multipolarisées

Une aire urbaine est un ensemble de communes, d'un seul tenant et sans enclave, constitué par un pôle urbain, et par des communes rurales ou unités urbaines (couronne périurbaine) dont au moins 40 % de la population résidente ayant un emploi travaille dans le pôle ou dans des communes attirées par celui-ci. Le pôle urbain est une unité urbaine offrant au moins 5 000 emplois et qui n'est pas située dans la couronne périurbaine d'un autre pôle urbain.
Les communes multipolarisées sont les communes rurales et unités urbaines situées hors des aires urbaines, dont au moins 40 % de la population résidente ayant un emploi travaille dans plusieurs aires urbaines, sans atteindre ce seuil avec une seule d'entre elles, et qui forment avec elles un ensemble d'un seul tenant.

Espace à dominante rurale (ou espace rural), pôle de l'espace rural

L'ensemble formé par les aires urbaines et les communes multipolarisées constitue l'espace à dominante urbaine, le reste du territoire étant l'espace à dominante rurale (ou espace rural en abrégé). Les pôles d'emploi de l'espace rural sont, à l'intérieur de ce dernier, les communes ou unités urbaines comptant au moins 1 500 emplois.

Population d'une commune (totale et sans doubles comptes) au sens du recensement

La population totale d'une commune (personnes ayant leur résidence habituelle dans cette commune) se divise en population municipale et en population comptée à part.
La population comptée à part comprend les personnes des catégories résidant dans des établissements situés dans la commune :
a. militaires des forces françaises de l'armée de terre, de la marine et de l'armée de l'air logés dans des casernes, camps ou assimilés ;
b. élèves internes des lycées, collèges, écoles normales d'instituteurs ou d'institutrices, grandes écoles, établissements d'enseignement spécial, séminaires et tous les établissements d'enseignement publics ou privés avec internat, y compris les établissements d'éducation surveillée ;
c. détenus dans les établissements pénitentiaires.
Le décret précité du 22 mai 1998 spécifie que les personnes des catégories a et b ci-dessus qui ont une résidence personnelle doivent être comptées à la fois :
– dans la population comptée à part de la commune où se trouve l'établissement ;
– dans la population municipale de la commune où se trouve leur résidence personnelle.
Sont également comptées au titre de la population comptée à part, les personnes appartenant aux catégories suivantes :
– personnes sans domicile fixe rattachées administrativement à la commune, mais recensées dans une autre commune ;
– travailleurs logés dans un foyer, étudiants logés dans une cité universitaire ou un foyer d'étudiants, personnes âgées vivant dans une maison de retraite ou un hospice, personnes hospitalisées ou en traitement pour une durée supérieure à trois mois, dans un hôpital, une clinique ou tout établissement de soins ou de convalescence, dans leur commune de résidence personnelle, si elle est différente de la commune où elles ont été recensées.
– étudiants inscrits dans un établissement d'enseignement supérieur, logés, hors communauté, dans une autre commune et ayant déclaré une résidence familiale dans la commune.
Il s'ensuit que lorsqu'on détermine la population d'une circonscription administrative autre que la commune : canton, arrondissement, département, région..., obtenue par sommation des populations communales, on introduit des doubles comptes (militaires du contingent, élèves internes, etc., comptés deux fois, dans la commune de résidence personnelle et dans celle de leur communauté ou dans leur résidence personnelle pour les étudiants). Pour éliminer ces doubles comptes, la population comptée à part de chaque commune a été décomposée en deux parties :
a. Les personnes qui sont également comptées dans la population municipale d'autres communes (doubles comptes) ;
b. Les personnes qui ne sont pas comptées dans la population municipale d'autres communes.
Cette façon d'opérer permet d'obtenir :
– la population légale des communes, qui comprend les deux parties a et b ;
– la population sans doubles comptes, qui comprend seulement la partie b et qui, par addition, donne notamment la population des régions, des départements, des unités urbaines.

Villes et unités urbaines

Les villes et unités urbaines, désignées aussi sous le terme unique d'unité urbaine, dont la délimitation est fondée sur le seul critère de continuité de l'habitat, peuvent être constituées :
– de deux ou plusieurs communes, c'est-à-dire d'une ville-centre et de sa banlieue (exceptionnellement de plusieurs villes-centres), sur le territoire desquelles une zone agglomérée contient plus de 2 000 habitants ; une telle unité urbaine porte alors le nom d'agglomération multicommunale ;
– d'une seule commune, dont la population agglomérée compte au moins 2 000 habitants ; une telle commune est dite ville isolée ou plus communément ville.
Une première délimitation des villes et unités urbaines a été réalisée à l'occasion du recensement de 1954. De nouvelles unités urbaines ont été constituées lors des recensements de 1962, 1968, 1975, 1982, 1990 et 1999.

4 ○ Sources de documentation

Organismes :
– Bureau des longitudes.
– IFEN.
– Institut national de recherche agronomique (INRA).
– INSEE.
– Institut national d'études démographiques (INED).
– Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires rurales, service central des enquêtes et études statistiques (SCEES).
– Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, Direction générale des Impôts.

Sites Internet :
– www.datar.gouv.fr
– www.ined.fr
– www.prb.org
– www.insee.fr
– www.recensement.insee.fr

Publications :

INSEE
Sur le site indiqué ci-dessus, tous les produits du recensement sont accessibles directement :
Fiches profil : Tous les niveaux géographiques à partir de la commune, les chiffres clés du recensement illustrés de graphiques.
Cartes : Différents niveaux géographiques (France par régions ou départements, départements par communes).
Évolutions démographiques : Tous les niveaux géographiques à partir de la commune.
Tableaux détaillés : Tableaux France, régions, départements. Tableaux zones d'emploi, aires et unités urbaines, cantons, communes.
Bases de données : Contenu des tableaux détaillés ou tableaux « Analyse » pour une liste de niveaux géographiques prédéfinis.
Ouvrage de synthèse :
– « Portrait de la France – Le recensement de 1999 ».
Économie et Statistique, n^{os} 355-356, décembre 2002.
INSEE-Première (dernières parutions) :
– « Les bassins de vie des bourgs et petites villes : une économie résidentielle et souvent industrielle », n° 954, avril 2004 ;
– « Les bassins de vie, au cœur de la vie des bourgs et petites villes », n° 953, avril 2004 ;
– « Mayotte – Recensement de la population du 30 juillet 2002 », n° 940, décembre 2003 ;
– « Projections régionales de population pour 2030 : l'impact des migrations », n° 805, septembre 2001.
INSEE-Résultats, série Société :
– « Recensement général de la population et des logements de la collectivité départementale de Mayotte (30 juillet 2002) », n° 28, avril 2004 ;
– « Projections démographiques pour la France, ses régions et ses départements (horizon 2030/2050) », n° 16, août 2003.
France, Portrait social, édition 2004-2005.
La France et ses régions, édition 2003.
Données sociales, édition 2002.

INED
Population et sociétés :
– « L'Union européenne élargie : quinze + dix = 455 », n° 398, février 2004 ;
– « Tous les pays du monde (2003) », n° 392, juillet-août 2003.

Autres
– Annuaire du Bureau des longitudes ;
– « Quelle France rurale pour 2020 ? – Contribution à une nouvelle politique de développement rural durable », Étude prospective de la Datar, CIADT, septembre 2003 ;
– « Fiche de données sur la population mondiale 2004 », Population Reference Bureau.

5 ○ Tableaux

Des tableaux rétrospectifs et « séries » sont disponibles sur le cédérom (cf. liste en fin d'annuaire).

TABLEAU A.01-1

Population, superficie et densité de quelques pays (1) en 2004

Source : Population Reference Bureau (2)

Pays ou entités	(3) Superficie (en milliers de km²)	Population en millions — Estimation (4) mi-2004	Projection 2025	Projection 2050	Densité mi-2004 (habitants par km²)
AFRIQUE	**30 333**	**885,0**	**1 323,0**	**1 941,0**	**29**
dont : Afrique du Sud	1 222	46,9	44,6	41,7	38
Algérie	2 384	32,3	40,5	44,3	14
Congo. (Rép. Dém. du ..., ex-Zaïre)	2 348	58,3	104,9	181,3	25
Égypte	1 003	73,4	103,2	127,4	73
Maroc	447	30,6	39,2	45,0	68
Nigeria	925	137,3	206,4	307,4	148
AMÉRIQUE	**40 570**	**875,0**	**1 071,0**	**1 235,0**	**22**
dont : Argentine	2 784	37,9	45,9	53,1	14
Brésil	8 557	179,1	211,2	221,4	21
Canada	9 982	31,9	36,0	36,9	3
Colombie	1 140	45,3	58,1	67,3	40
États-Unis	9 640	293,6	349,4	419,9	30
Mexique	1 960	106,2	131,7	149,7	54
Pérou	1 287	27,5	35,7	42,8	21
ASIE (sans la Russie) (5)	**31 796**	**3 875,0**	**4 778,0**	**5 385,0**	**122**
dont : Bangladesh	144	141,3	204,5	280,0	981
Chine (y compris Hong Kong)	9 585	1 306,9	1 484,4	1 446,4	136
Corée du Sud	99	48,2	50,6	44,3	487
Inde	3 291	1 086,6	1 363,0	1 628,0	330
Indonésie	1 907	218,7	275,5	308,5	115
Iran	1 635	67,4	84,7	96,5	41
Japon	378	127,6	121,1	100,6	338
Pakistan	797	159,2	228,8	295,0	200
Philippines	300	83,7	118,4	147,3	279
Taïwan	36	22,6	24,4	22,1	628
Thaïlande	514	63,8	70,2	73,2	124
Turquie	776	71,3	88,9	97,5	92
Viêt-Nam	332	81,5	102,9	115,1	245
EUROPE (sans la Russie) (5)	**5 920**	**583,9**	**585,1**	**548,9**	**99**
dont : **Union européenne à 25**	**3 991**	**457,3**	**464,8**	**443,0**	**115**
Chypre	9	0,9	1,1	1,1	100
Estonie	45	1,3	1,2	1,0	29
Hongrie	93	10,1	8,9	7,6	109
Lettonie	65	2,3	2,2	1,8	35
Lituanie	65	3,4	3,5	3,1	52
Malte	0,3	0,4	0,4	0,4	1 333
Pologne	324	38,2	36,6	32,4	118
Slovaquie	49	5,4	5,2	4,7	110
Slovénie	20	2,0	2,0	1,7	100
Tchèque (République)	79	10,2	10,1	9,2	129
Union européenne à 15	**3 249**	**383,1**	**393,6**	**380,0**	**118**
Allemagne	357	82,6	82,0	75,1	231
Autriche	84	8,1	8,4	8,2	96
Belgique	31	10,4	10,8	11,0	335
Danemark	43	5,4	5,4	5,3	126
Espagne	507	42,5	43,5	41,3	84
Finlande	339	5,2	5,3	4,8	15
France métropolitaine	**552**	**60,0**	**63,4**	**64,0**	**109**
Grèce	132	11,0	10,4	9,7	83
Irlande	70	4,1	4,5	4,7	59
Italie	302	57,8	57,6	52,3	191
Luxembourg	3	0,5	0,6	0,7	167
Pays-Bas	41	16,3	17,4	17,6	398
Portugal	92	10,5	10,4	9,3	114
Royaume-Uni	245	59,7	64,0	65,4	244
Suède	450	9,0	9,9	10,6	20
RUSSIE (Fédération de) (5)	**17 095**	**144,1**	**136,9**	**119,1**	**8**
OCÉANIE (sans Hawaï) (6)	**8 574**	**33,0**	**41,0**	**47,0**	**4**
MONDE	**134 288**	**6 396,0**	**7 934,0**	**9 276,0**	**48**

(1) Tous les pays ou entités cités ici dépassent vingt millions d'habitants, à l'exception de plusieurs pays appartenant à l'Europe des 25. Tous les chiffres de ce tableau sont arrondis.
(2) Pour toute utilisation dépassant la simple consultation, se reporter aux sources originales : Nations Unies (Division de la Population et Bureau des Statistiques), US Bureau of the Census, Banque mondiale, Union européenne, Conseil de l'Europe, offices nationaux de statistiques, etc.
(3) Il s'agit de la « superficie des terres » (*Land Area*), soit la « superficie totale » (*Total Area*) moins les eaux intérieures, c'est-à-dire les principaux cours d'eau et les lacs. Source des données, en km², PRB d'après le dernier FAO Annuaire Production. Les superficies sont réévaluées de temps à autre.
(4) Les chiffres donnés pour 2004 sont des estimations basées sur les derniers résultats disponibles au moment des calculs du Population Reference Bureau. Pour certains pays, ils peuvent remonter à plusieurs années. Une variation importante d'une année sur l'autre peut s'expliquer par un recensement récent. Pour plus de précisions sur les derniers résultats connus, le lecteur se reportera à l'annuaire démographique des Nations Unies et aux sources citées à la note (2).
(5) Huit Républiques de l'ex-URSS sont classées en Asie (Arménie, Azerbaïdjan, Géorgie, Kazakhstan, Kirghizistan, Ouzbékistan, Tadjikistan, Turkménistan) et six en Europe, (les trois Baltes: Estonie, Lettonie, Lituanie, ainsi que Biélorussie, Moldavie, Ukraine). La Russie, à cheval sur l'Europe et l'Asie, est ici traitée à part.
(6) Hawaii fait partie des États-Unis.

TABLEAU A.01-2

Population des départements et régions en 1982, 1990, 1999 et au 1er janvier des années 2002 et 2003 - France entière

Source : INSEE (recensements de la population, estimation localisée de population au 1er janvier des années 2002 et 2003) — *Unité* : Millier

Départements et régions	Population sans doubles comptes					Départements et régions	Population sans doubles comptes				
	1982	1990	1999	*r* 2002	2003		1982	1990	1999	*r* 2002	2003
Bas-Rhin	915,6	953,1	1 026,1	1 046,7	1 052,7	Ariège	135,7	136,5	137,2	139,1	139,6
Haut-Rhin	650,4	671,3	708,0	720,7	722,7	Aveyron	278,7	270,1	263,8	265,1	266,9
Alsace	**1 565,9**	**1 624,4**	**1 734,1**	**1 767,4**	**1 775,4**	Haute-Garonne	824,5	926,0	1 046,3	1 090,6	1 102,9
Dordogne	386,4	386,4	388,3	391,5	392,3	Gers	174,2	174,6	172,3	173,2	175,1
Gironde	1 127,5	1 213,5	1 287,4	1 319,7	1 330,7	Lot	154,5	155,8	160,2	163,1	164,4
Landes	297,4	311,4	327,3	336,6	341,3	Hautes-Pyrénées	227,9	224,8	222,4	223,5	224,1
Lot-et-Garonne	298,5	306,0	305,4	308,2	310,0	Tarn	339,3	342,7	343,4	348,4	350,5
Pyrénées-Atlantiques	555,7	578,5	600,0	610,6	614,2	Tarn-et-Garonne	190,5	200,2	206,0	212,0	214,5
Aquitaine	**2 656,5**	**2 795,8**	**2 908,4**	**2 966,7**	**2 988,4**	**Midi-Pyrénées**	**2 325,3**	**2 430,7**	**2 551,6**	**2 615,0**	**2 638,0**
Allier	369,6	357,7	344,7	343,0	342,3	Nord	2 520,5	2 531,9	2 555,0	2 566,7	2 561,8
Cantal	162,8	158,7	150,8	149,0	148,4	Pas-de-Calais	1 412,4	1 433,2	1 441,6	1 449,0	1 451,3
Haute-Loire	205,9	206,6	209,1	212,5	214,0	**Nord-Pas-de-Calais**	**3 932,9**	**3 965,1**	**3 996,6**	**4 015,7**	**4 013,1**
Puy-de-Dôme	594,4	598,2	604,3	608,1	609,8	Calvados	589,6	618,5	648,4	657,2	659,9
Auvergne	**1 332,7**	**1 321,2**	**1 308,9**	**1 312,7**	**1 314,5**	Manche	465,9	479,6	481,5	483,6	485,0
Côte-d'Or	473,5	493,9	506,8	509,2	510,3	Orne	295,5	293,2	292,3	291,7	291,3
Nièvre	239,6	233,3	225,2	223,0	222,3	**Basse-Normandie**	**1 351,0**	**1 391,3**	**1 422,2**	**1 432,4**	**1 436,1**
Saône-et-Loire	571,9	559,4	544,9	543,9	543,8	Eure	462,3	513,8	541,1	547,8	550,1
Yonne	311,0	323,1	333,2	334,9	335,9	Seine-Maritime	1 193,1	1 223,4	1 239,1	1 237,6	1 237,3
Bourgogne	**1 596,1**	**1 609,7**	**1 610,1**	**1 611,0**	**1 612,4**	**Haute-Normandie**	**1 655,4**	**1 737,2**	**1 780,2**	**1 785,3**	**1 787,3**
Côtes-d'Armor	538,9	538,4	542,4	550,6	554,0	Loire-Atlantique	995,5	1 052,2	1 134,3	1 164,5	1 174,1
Finistère	828,4	838,7	852,4	860,6	863,8	Maine-et-Loire	675,3	705,9	732,9	742,7	745,5
Ille-et-Vilaine	749,8	798,7	867,5	888,4	894,6	Mayenne	271,8	278,0	285,3	289,4	290,8
Morbihan	590,9	619,8	643,9	658,4	665,5	Sarthe	504,8	513,7	529,9	534,7	536,9
Bretagne	**2 707,9**	**2 795,6**	**2 906,2**	**2 958,0**	**2 977,9**	Vendée	483,0	509,4	539,7	557,7	565,2
Cher	320,2	321,6	314,4	312,7	312,3	**Pays de la Loire**	**2 930,4**	**3 059,1**	**3 222,1**	**3 289,1**	**3 312,5**
Eure-et-Loir	362,8	396,1	407,7	410,5	412,1	Aisne	534,0	537,3	535,5	535,3	535,3
Indre	243,2	237,5	231,1	230,9	231,0	Oise	661,8	725,6	766,4	774,4	777,0
Indre-et-Loire	506,1	529,3	554,0	560,5	563,1	Somme	544,6	547,8	555,6	557,2	557,1
Loir-et-Cher	296,2	305,9	315,0	317,9	318,9	**Picardie**	**1 740,3**	**1 810,7**	**1 857,5**	**1 866,9**	**1 869,4**
Loiret	535,7	580,6	618,1	626,3	629,4	Charente	340,8	342,0	339,6	340,8	341,3
Centre	**2 264,2**	**2 371,0**	**2 440,3**	**2 458,7**	**2 466,6**	Charente-Maritime	513,2	527,1	557,1	571,8	576,9
Ardennes	302,3	296,4	290,1	289,0	288,8	Deux-Sèvres	342,8	346,0	344,4	346,6	347,7
Aube	289,3	289,2	292,1	293,4	293,9	Vienne	371,4	380,0	399,0	401,6	402,6
Marne	543,6	558,2	565,3	564,2	563,0	**Poitou-Charentes**	**1 568,2**	**1 595,1**	**1 640,1**	**1 660,8**	**1 668,3**
Haute-Marne	1 345,9	204,1	194,9	191,4	191,0	Alpes-de-Haute-Provence	119,1	130,9	139,6	143,2	144,5
Champagne-Ardenne	**1 347,8**	**1 347,8**	**1 342,4**	**1 338,0**	**1 336,7**	Hautes-Alpes	105,1	113,3	121,4	125,4	126,8
Corse-du-Sud	108,6	118,8	118,6	120,6	121,4	Alpes-Maritimes	881,2	971,8	1 011,3	1 037,7	1 046,0
Haute-Corse	131,6	131,6	141,6	143,7	144,6	Bouches-du-Rhône	1 724,2	1 759,4	1 835,7	1 872,2	1 883,6
Corse	**240,2**	**250,4**	**260,2**	**264,4**	**266,0**	Var	708,3	815,4	898,4	932,2	946,3
Doubs	477,2	484,8	499,1	503,3	505,6	Vaucluse	427,3	467,1	499,7	512,8	517,8
Jura	242,9	248,8	250,9	252,8	253,3	**Provence-Alpes-Côte d'Azur**	**3 965,2**	**4 257,9**	**4 506,1**	**4 623,4**	**4 665,1**
Haute-Saône	232,0	229,7	229,7	231,1	232,3	Ain	418,5	471,0	515,3	533,0	539,0
Territoire de Belfort	132,0	134,1	137,4	138,9	139,4	Ardèche	268,0	277,6	286,0	291,6	294,9
Franche-Comté	**1 084,0**	**1 097,3**	**1 117,1**	**1 126,2**	**1 130,5**	Drôme	389,8	414,1	437,8	448,6	452,7
Paris	2 176,2	2 152,4	2 125,2	2 145,6	2 147,3	Isère	936,8	1 016,2	1 094,0	1 119,1	1 128,8
Seine-et-Marne	887,1	1 078,2	1 193,8	1 220,2	1 232,5	Loire	739,5	746,3	728,5	726,6	726,6
Yvelines	1 196,1	1 307,2	1 354,3	1 365,0	1 370,4	Rhône	1 445,2	1 509,0	1 578,9	1 609,2	1 621,7
Essonne	988,0	1 084,8	1 134,2	1 146,5	1 153,4	Savoie	323,7	348,3	373,2	383,0	386,2
Hauts-de-Seine	1 387,0	1 391,7	1 428,9	1 462,3	1 470,7	Haute-Savoie	494,5	568,3	631,7	655,7	663,8
Seine-Saint-Denis	1 324,3	1 381,2	1 382,9	1 390,5	1 396,1	**Rhône-Alpes**	**5 015,9**	**5 350,7**	**5 645,4**	**5 766,9**	**5 813,7**
Val-de-Marne	1 193,7	1 215,5	1 227,2	1 236,0	1 239,4						
Val-d'Oise	920,6	1 049,6	1 105,5	1 115,9	1 121,6						
Île-de-France	**10 073,1**	**10 660,6**	**10 952,0**	**11 082,0**	**11 131,4**						
Aude	280,7	298,7	309,8	318,3	321,7	**Métropole**	**54 334,9**	**56 615,2**	**58 518,4**	**59 342,5**	**59 635,0**
Gard	530,5	585,0	623,1	642,2	648,5						
Hérault	706,5	794,6	896,4	933,2	945,9						
Lozère	74,3	72,8	73,5	74,0	74,2						
Pyrénées-Orientales	334,6	363,8	392,8	407,7	411,4	Guadeloupe	328,4	387,0	422,5	...	...
Languedoc-Roussillon	**1 926,5**	**2 115,0**	**2 295,6**	**2 375,4**	**2 401,8**	Guyane	73,0	114,7	157,2	...	...
Corrèze	241,4	237,9	232,6	233,3	234,1	Martinique	328,6	359,6	381,4	...	...
Creuse	140,0	131,3	124,4	123,2	122,7	Réunion	515,8	597,8	706,3	...	...
Haute-Vienne	355,7	353,6	353,9	353,9	353,8						
Limousin	**737,2**	**722,9**	**710,9**	**710,5**	**710,6**	**Départements d'outre-mer**	**1 245,8**	**1 459,1**	**1 667,4**	...	...
Meurthe-et-Moselle	717,0	711,9	713,8	716,6	718,3						
Meuse	200,0	196,2	192,2	191,8	191,7						
Moselle	1 007,2	1 011,3	1 023,4	1 026,3	1 027,9						
Vosges	395,8	386,3	381,0	381,4	381,3	**France entière**	**55 580,7**	**58 074,2**	**60 185,8**	...	...
Lorraine	**2 319,9**	**2 305,7**	**2 310,4**	**2 316,1**	**2 319,1**						

TABLEAU A.01-3

Subdivisions, superficie et population des régions et des départements - France entière

Sources : Direction générale des Impôts (services du Cadastre) ; bureau des Longitudes ; INSEE (recensement de la population de 1999)

Région et département	Au 01-01-2004, nombre de : Arrondissements	Cantons	Communes	Superficie (en km²)	Population totale (sans doubles comptes) (milliers)	Densité au km²	Variation de la population entre 1990 et 1999 : En valeur absolue	En valeur relative %
Alsace	**13**	**75**	**903**	**8 280,20**	**1 734,1**	**209**	**+ 109 773**	**+ 6,8**
67 Bas-Rhin	7	44	526	4 755,03	1 026,1	216	+ 73 067	+ 7,7
68 Haut-Rhin	6	31	377	3 525,17	708,0	201	+ 36 706	+ 5,5
Aquitaine	**18**	**235**	**2 296**	**41 308,42**	**2 908,4**	**70**	**+ 112 529**	**+ 4,0**
24 Dordogne	4	50	557	9 060,01	388,3	43	+ 1 928	+ 0,5
33 Gironde	5	63	542	10 000,14	1 287,3	129	+ 73 835	+ 6,1
40 Landes	2	30	331	9 242,60	327,3	35	+ 15 873	+ 5,1
47 Lot-et-Garonne	4	40	319	5 360,91	305,4	57	– 609	– 0,2
64 Pyrénées-Atlantiques	3	52	547	7 644,76	600,0	78	+ 21 502	+ 3,7
Auvergne	**14**	**158**	**1 310**	**26 012,89**	**1 308,9**	**50**	**– 12 336**	**– 0,9**
03 Allier	3	35	320	7 340,11	344,7	47	– 12 989	– 3,6
15 Cantal	3	27	260	5 725,98	150,8	26	– 7 945	– 5,0
43 Haute-Loire	3	35	260	4 977,14	209,1	42	+ 2 545	+ 1,2
63 Puy-de-Dôme	5	61	470	7 969,66	604,3	76	+ 6 053	+ 1,0
Bourgogne	**15**	**174**	**2 046**	**31 581,96**	**1 610,1**	**51**	**+ 414**	**–**
21 Côte-d'Or	3	43	707	8 763,21	506,8	58	+ 12 889	+ 2,6
58 Nièvre	4	32	312	6 816,71	225,2	33	– 8 080	– 3,5
71 Saône-et-Loire	5	57	573	8 574,69	544,9	64	– 14 520	– 2,6
89 Yonne	3	42	454	7 427,35	333,2	45	+ 10 125	+ 3,1
Bretagne	**15**	**201**	**1 268**	**27 207,91**	**2 906,2**	**107**	**+ 110 559**	**+ 4,0**
22 Côtes-d'Armor	4	52	372	6 877,55	542,4	79	+ 3 978	+ 0,7
29 Finistère	4	54	283	6 733,00	852,4	127	+ 13 731	+ 1,6
35 Ille-et-Vilaine	4	53	352	6 774,72	867,5	128	+ 68 815	+ 8,6
56 Morbihan	3	42	261	6 822,64	643,9	94	+ 24 035	+ 3,9
Centre	**20**	**198**	**1 842**	**39 150,94**	**2 440,3**	**62**	**+ 69 293**	**+ 2,9**
18 Cher	3	35	290	7 234,99	314,4	43	– 7 131	– 2,2
28 Eure-et-Loir	4	29	403	5 879,95	407,7	69	+ 11 592	+ 2,9
36 Indre	4	26	247	6 790,63	231,1	34	– 6 371	– 2,7
37 Indre-et-Loire	3	37	277	6 126,70	554,0	90	+ 24 658	+ 4,7
41 Loir-et-Cher	3	30	291	6 343,44	315,0	50	+ 9 031	+ 3,0
45 Loiret	3	41	334	6 775,23	618,1	91	+ 37 514	+ 6,5
Champagne-Ardenne	**15**	**146**	**1 947**	**25 605,75**	**1 342,4**	**52**	**– 5 485**	**– 0,4**
08 Ardennes	4	37	463	5 229,41	290,1	55	– 6 227	– 2,1
10 Aube	3	33	433	6 004,16	292,1	49	+ 2 924	+ 1,0
51 Marne	5	44	619	8 161,58	565,2	69	+ 7 012	+ 1,3
52 Haute-Marne	3	32	432	6 210,60	194,9	31	– 9 194	– 4,5
Corse	**5**	**52**	**360**	**8 679,79**	**260,2**	**30**	**+ 9 825**	**+ 3,9**
2A Corse-du-Sud	2	22	124	4 014,22	118,6	30	– 215	– 0,2
2B Haute-Corse	3	30	236	4 665,57	141,6	30	+ 10 040	+ 7,6
Franche-Comté	**9**	**116**	**1 786**	**16 202,34**	**1 117,1**	**69**	**+ 19 783**	**+ 1,8**
25 Doubs	3	35	594	5 233,64	499,1	95	+ 14 292	+ 2,9
39 Jura	3	34	545	4 999,18	250,9	50	+ 2 098	+ 0,8
70 Haute-Saône	2	32	545	5 360,08	229,7	43	+ 82	–
90 Territoire de Belfort	1	15	102	609,44	137,4	225	+ 3 311	+ 2,5
Île-de-France	**44**	**317**	**1 281**	**12 012,27**	**10 952,0**	**912**	**+ 291 457**	**+ 2,7**
75 Paris	20	20	1	105,40	2 125,2	20 164	– 27 177	– 1,3
77 Seine-et-Marne	5	43	514	5 915,29	1 193,8	202	+ 115 601	+ 10,7
78 Yvelines	4	39	262	2 284,43	1 354,3	593	+ 47 154	+ 3,6
91 Essonne	3	42	196	1 804,40	1 134,2	629	+ 49 414	+ 4,6
92 Hauts-de-Seine	3	45	36	175,61	1 428,9	8 137	+ 37 223	+ 2,7
93 Seine-Saint-Denis	3	40	40	236,20	1 382,9	5 855	+ 1 664	+ 0,1
94 Val-de-Marne	3	49	47	245,03	1 227,2	5 009	+ 11 712	+ 1,0
95 Val-d'Oise	3	39	185	1 245,91	1 105,5	887	+ 55 866	+ 5,3
Languedoc-Roussillon	**14**	**186**	**1 545**	**27 375,79**	**2 295,6**	**84**	**+ 180 663**	**+ 8,5**
11 Aude	3	35	438	6 138,98	309,8	50	+ 11 058	+ 3,7
30 Gard	3	46	353	5 852,90	623,1	106	+ 38 076	+ 6,5
34 Hérault	3	49	343	6 101,01	896,4	147	+ 101 838	+ 12,8
48 Lozère	2	25	185	5 166,88	73,5	14	+ 684	+ 0,9
66 Pyrénées-Orientales	3	31	226	4 116,02	392,8	95	+ 29 007	+ 8,0
Limousin	**8**	**106**	**747**	**16 942,34**	**710,9**	**42**	**– 11 911**	**– 1,6**
19 Corrèze	3	37	286	5 856,83	232,6	40	– 5 332	– 2,2
23 Creuse	2	27	260	5 565,38	124,5	22	– 6 879	– 5,2
87 Haute-Vienne	3	42	201	5 520,13	353,9	64	+ 300	+ 0,1

TABLEAU A.01-3 (suite et fin)

Subdivisions, superficie et population des régions et des départements - France entière

Sources : Direction générale des Impôts (services du Cadastre) ; bureau des Longitudes ; INSEE (recensement de la population de 1999)

Région et département	Au 01-01-2004, nombre de : Arrondissements	Cantons	Communes	Superficie (en km²)	Population totale (sans doubles comptes) (milliers)	Densité au km²	Variation de la population entre 1990 et 1999 : En valeur absolue	En valeur relative %
Lorraine	**19**	**157**	**2 339**	**23 547,36**	**2 310,4**	**98**	**+ 4 650**	**+ 0,2**
54 Meurthe-et-Moselle	4	44	594	5 245,91	713,8	136	+ 1 836	+ 0,3
55 Meuse	3	31	500	6 211,40	192,2	31	– 4 025	– 2,1
57 Moselle	9	51	730	6 216,27	1 023,4	165	+ 12 145	+ 1,2
88 Vosges	3	31	515	5 873,78	381,0	65	– 5 306	– 1,4
Midi-Pyrénées	**22**	**293**	**3 020**	**45 347,94**	**2 551,6**	**56**	**+ 121 024**	**+ 5,0**
09 Ariège	3	22	332	4 889,92	137,2	28	+ 750	+ 0,5
12 Aveyron	3	46	304	8 735,12	263,8	30	– 6 333	– 2,3
31 Haute-Garonne	3	53	588	6 309,34	1 046,3	166	+ 120 376	+ 13,0
32 Gers	3	31	463	6 256,82	172,3	28	– 2 252	– 1,3
46 Lot	3	31	340	5 216,53	160,2	31	+ 4 381	+ 2,8
65 Hautes-Pyrénées	3	34	474	4 464,04	222,4	50	– 2 391	– 1,1
81 Tarn	2	46	324	5 757,89	343,4	60	+ 679	+ 0,2
82 Tarn-et-Garonne	2	30	195	3 718,28	206,0	55	+ 5 814	+ 2,9
Nord - Pas-de-Calais	**13**	**156**	**1 546**	**12 414,09**	**3 996,6**	**322**	**+ 31 530**	**+ 0,8**
59 Nord	6	79	652	5 742,74	2 555,0	445	+ 23 165	+ 0,9
62 Pas-de-Calais	7	77	894	6 671,35	1 441,6	216	+ 8 365	+ 0,6
Basse-Normandie	**11**	**141**	**1 812**	**17 589,32**	**1 422,2**	**81**	**+ 30 875**	**+ 2,2**
14 Calvados	4	49	705	5 547,92	648,4	117	+ 29 907	+ 4,8
50 Manche	4	52	602	5 938,02	481,5	81	+ 1 835	+ 0,4
61 Orne	3	40	505	6 103,38	292,3	48	– 867	– 0,3
Haute-Normandie	**6**	**112**	**1 420**	**12 317,31**	**1 780,2**	**145**	**+ 42 945**	**+ 2,5**
27 Eure	3	43	675	6 039,74	541,1	90	+ 27 236	+ 5,3
76 Seine-Maritime	3	69	745	6 277,57	1 239,1	197	+ 15 709	+ 1,3
Pays de la Loire	**17**	**203**	**1 502**	**32 081,77**	**3 222,1**	**100**	**+ 162 949**	**+ 5,3**
44 Loire-Atlantique	4	59	221	6 815,38	1 134,3	166	+ 82 083	+ 7,8
49 Maine-et-Loire	4	41	363	7 165,60	732,9	102	+ 27 060	+ 3,8
53 Mayenne	3	32	261	5 175,21	285,3	55	+ 7 301	+ 2,6
72 Sarthe	3	40	375	6 205,99	529,9	85	+ 16 197	+ 3,2
85 Vendée	3	31	282	6 719,59	539,7	80	+ 30 308	+ 6,0
Picardie	**13**	**129**	**2 292**	**19 399,46**	**1 857,5**	**96**	**+ 46 794**	**+ 2,6**
02 Aisne	5	42	816	7 369,12	535,5	73	– 1 770	– 0,3
60 Oise	4	41	693	5 860,22	766,4	131	+ 40 838	+ 5,6
80 Somme	4	46	783	6 170,12	555,6	90	+ 7 726	+ 1,4
Poitou-Charentes	**14**	**157**	**1 464**	**25 809,53**	**1 640,1**	**64**	**+ 44 959**	**+ 2,8**
16 Charente	3	35	404	5 955,99	339,6	57	– 2 365	– 0,7
17 Charente-Maritime	5	51	472	6 863,75	557,0	81	+ 29 878	+ 5,7
79 Deux-Sèvres	3	33	307	5 999,35	344,4	57	– 1 573	– 0,5
86 Vienne	3	38	281	6 990,44	399,0	57	+ 19 019	+ 5,0
Provence - Alpes - Côte d'Azur	**18**	**232**	**963**	**31 399,64**	**4 506,1**	**144**	**+ 248 244**	**+ 5,8**
04 Alpes-de-Haute-Provence	4	30	200	6 925,22	139,6	20	+ 8 678	+ 6,6
05 Hautes-Alpes	2	30	177	5 548,68	121,4	22	+ 8 119	+ 7,2
06 Alpes-Maritimes	2	52	163	4 298,58	1 011,3	235	+ 39 497	+ 4,1
13 Bouches-du-Rhône	4	53	119	5 087,49	1 835,7	361	+ 76 348	+ 4,3
83 Var	3	43	153	5 972,54	898,4	150	+ 82 992	+ 10,2
84 Vaucluse	3	24	151	3 567,13	499,7	140	+ 32 610	+ 7,0
Rhône-Alpes	**25**	**335**	**2 879**	**43 698,23**	**5 645,4**	**129**	**+ 294 706**	**+ 5,5**
01 Ain	4	43	419	5 762,44	515,3	89	+ 44 251	+ 9,4
07 Ardèche	3	33	339	5 528,64	286,0	52	+ 8 442	+ 3,0
26 Drôme	3	36	369	6 529,95	437,8	67	+ 23 706	+ 5,7
38 Isère	3	58	533	7 431,44	1 094,0	147	+ 77 778	+ 7,7
42 Loire	3	40	327	4 780,59	728,5	152	– 17 764	– 2,4
69 Rhône	2	54	293	3 249,12	1 578,9	486	+ 69 903	+ 4,6
73 Savoie	3	37	305	6 028,25	373,3	62	+ 24 997	+ 7,2
74 Haute-Savoie	4	34	294	4 387,80	631,7	144	+ 63 393	+ 11,2
Ensemble métropole	**329**	**3 879**	**36 568**	**543 965,40**	**58 518,4**	**108**	**+ 1 903 240**	**+ 3,4**
97-1 Guadeloupe	3	43	34	1 702,60	422,5	248	+ 35 509	+ 9,2
97-2 Martinique	4	45	34	1 128,00	381,4	338	+ 21 855	+ 6,1
97-3 Guyane	2	19	22	83 533,90	157,2	2	+ 42 535	+ 37,1
97-4 Réunion	4	49	24	2 503,72	706,3	282	+ 108 477	+ 18,1
Ensemble départements d'outre-mer	**13**	**156**	**114**	**88 868,22**	**1 667,4**	**19**	**+ 208 376**	**+ 14,3**
France (métropole et départements d'outre-mer)	**342**	**4 035**	**36 682**	**632 833,62**	**60 185,8**	**95**	**+ 2 111 616**	**+ 3,6**

TABLEAU A.01-4

Subdivisions, superficie et population légale des territoires d'outre-mer et des collectivités territoriales

Sources : Bureau des longitudes ; INSEE

	Superficie en km²	Année de recensement	Population sans doubles comptes	Densité au km²	Chef lieu	Population avec doubles comptes (milliers)
Territoires d'outre-mer :						
Nouvelle-Calédonie	19 058	1996	196 836	10	Nouméa	76,3
Polynésie française (1)	4 000	2002	245 516	61	Papeete	26,5
Wallis et Futuna	255	1996	14 166	56	Mata-Utu	1,1
Collectivités territoriales :						
Mayotte	374	2002	160 265	429	Dzaoudzi	12,3
Saint-Pierre-et-Miquelon	242	1999	6 316	26	Saint-Pierre	5,8

(1) Polynésie française, îles habitées 3265 km², densité : 75.

TABLEAU A.01-5

Structure urbaine de la métropole en 1999

Source : INSEE (recensement de la population)

	Nombre d'unités urbaines	Nombre de communes appartenant à des unités urbaines	Population correspondante (sans doubles comptes)	Pourcentage de population
Tranches de population des unités urbaines (1) :				
Unité urbaine de Paris	1	396	9 644 507	16,48
200 000 à moins de 2 000 000 habitants	29	974	13 491 203	23,05
100 000 à moins de 200 000 habitants	23	320	3 269 986	5,59
50 000 à moins de 100 000 habitants	61	495	4 152 875	7,10
20 000 à moins de 50 000 habitants	119	602	3 730 811	6,38
10 000 à moins de 20 000 habitants	222	689	3 032 541	5,18
5 000 à moins de 10 000 habitants	465	931	3 204 576	5,48
Moins de 5 000 habitants	1 075	1 547	3 670 011	6,27
Ensemble des unités urbaines	**1 995**	**5 954**	**44 196 510**	**75,53**
Communes rurales		**30 611**	**14 321 885**	**24,47**
Ensemble des communes		**36 565**	**58 518 395**	**100,00**

(1) Population totale sans doubles comptes.

TABLEAU A.01-6

Villes et unités urbaines de plus de 50 000 habitants - France entière

Délimitations et population de 1999

Source : INSEE (recensement de la population)

Rang	Département	Code de l'unité urbaine	Nomb. de communes	Nom de l'unité urbaine	Population en 1999 (sans doubles comptes)	Densité au km²
1	(1)	851	396	Paris	9 644 507	3 542
2	(1)	758	38	Marseille - Aix-en-Provence	1 349 772	1 047
3	(1)	757	102	Lyon	1 348 832	1 414
4	59	702	63	Lille (2)	1 000 900	2 223
5	6	701	50	Nice	888 784	1 233
6	31	701	72	Toulouse	761 090	942
7	33	701	51	Bordeaux	753 931	713
8	44	701	20	Nantes	544 932	1 146
9	(1)	756	26	Toulon	519 640	729
10	(1)	755	68	Douai-Lens	518 727	1 061
11	67	701	20	Strasbourg (2)	427 245	1 921
12	38	701	34	Grenoble	419 334	1 291
13	76	702	31	Rouen	389 862	1 457
14	59	701	61	Valenciennes (2)	357 395	706
15	54	701	37	Nancy	331 363	1 055
16	(1)	754	47	Metz	322 526	890
17	37	701	23	Tours	297 631	708
18	(1)	753	17	Saint-Etienne	291 960	1 263
19	34	701	11	Montpellier	287 981	1 865
20	35	701	10	Rennes	272 263	1 473
21	45	701	19	Orléans	263 292	909
22	(1)	752	60	Béthune	259 198	665
23	63	701	17	Clermont-Ferrand	258 541	1 430
24	(1)	751	22	Avignon	253 580	499
25	76	701	14	Le Havre	248 547	1 623
26	21	701	15	Dijon	236 953	1 427
27	68	701	19	Mulhouse	234 445	1 090
28	49	701	12	Angers	226 843	1 000
29	51	701	7	Reims	215 581	2 286
30	29	701	8	Brest	210 055	956
31	14	601	18	Caen	199 490	1 501
32	72	601	12	Le Mans	194 825	928
33	59	601	11	Dunkerque	191 173	1 144
34	64	601	47	Pau	181 413	403
35	(1)	653	20	Bayonne	178 965	570
36	87	601	7	Limoges	173 299	869
37	971	601	7	Pointe-à-Pitre Les Abymes	171 773	399
38	66	601	11	Perpignan	162 678	901
39	80	601	10	Amiens	160 815	1 437
40	974	602	2	Saint-Denis	158 139	688
41	30	601	6	Nîmes	148 889	675
42	44	601	10	Saint-Nazaire	136 886	487
43	74	601	15	Annecy	136 815	897
44	972	601	4	Fort-de-France	134 727	1 060
45	25	602	11	Besançon	134 376	1 098
46	57	601	12	Thionville	130 480	950
47	974	601	2	Saint-Pierre	129 238	494
48	10	601	17	Troyes	128 945	853
49	86	601	8	Poitiers	119 371	711
50	(1)	652	9	Valence	117 448	715
51	56	601	5	Lorient	116 174	1 088
52	17	601	8	La Rochelle	116 157	1 252
53	73	601	18	Chambéry	113 457	719
54	25	601	21	Montbéliard	113 059	806
55	(1)	651	21	Genève (Suisse) Annemasse (2)	106 673	598
56	62	601	7	Calais	104 852	768
57	16	601	16	Angoulême	103 746	563
58	59	502	17	Maubeuge (2)	99 900	771
59	60	503	17	Creil	97 455	743
60	57	501	15	Forbach (2)	92 845	988
61	62	503	8	Boulogne-sur-Mer	92 704	1 477
62	18	501	5	Bourges	91 434	615
63	50	501	7	Cherbourg	89 704	1 138
64	28	501	9	Chartres	87 800	1 275
65	974	502	1	Saint-Paul	87 712	364
66	68	501	6	Colmar	86 832	680
67	22	501	6	Saint-Brieuc	85 849	729
68	83	501	3	Fréjus	83 840	383
69	62	502	14	Arras	83 322	878
70	42	502	12	Saint-Chamond	82 535	535
71	(1)	556	18	Belfort	81 524	720
72	42	501	13	Roanne	80 272	465
73	34	502	4	Béziers	77 996	590
74	65	501	13	Tarbes	77 414	798
75	29	501	4	Quimper	77 256	423
76	30	501	14	Alès	76 159	344
77	(1)	555	22	Elbeuf	75 663	400
78	71	501	11	Chalon-sur-Saône	75 447	804
79	60	502	14	Compiègne	69 903	521
80	47	501	14	Agen	69 488	339
81	2	501	7	Saint-Quentin	69 287	1 204
82	77	501	7	Meaux	67 956	1 207
83	6	501	9	Menton-Monaco (2)	66 410	901
84	81	502	9	Albi	66 231	575
85	34	501	4	Sète	66 177	939
86	973	501	2	Cayenne	66 149	949
87	79	501	3	Niort	66 092	610
88	36	501	4	Châteauroux	66 082	383
89	41	501	6	Blois	65 989	597
90	8	501	7	Charleville-Mézières	65 727	924
91	(1)	554	7	Brive-la-Gaillarde	65 411	504
92	24	501	9	Périgueux	63 539	403
93	53	501	3	Laval	62 729	621
94	88	501	11	Épinal	62 504	437
95	3	502	7	Montluçon	60 993	426
96	3	501	10	Vichy	60 877	475
97	974	501	2	Le Port	60 316	447
98	27	501	4	Évreux	60 108	1 025
99	56	501	2	Vannes	60 062	1 029
100	51	501	5	Châlon-en-Champagne	60 013	802
101	(1)	553	11	Villefranche-sur-Saône	59 261	717
102	60	501	4	Beauvais	59 003	842
103	(1)	552	21	Bergerac	58 991	181
104	74	502	12	Thonon-les-Bains	58 834	533
105	59	501	7	Armentières (2)	58 706	632
106	58	501	5	Nevers	57 515	543
107	1	501	5	Bourg-en-Bresse	57 198	559
108	74	501	9	Cluses	56 906	468
109	82	501	5	Montauban	56 734	284
110	62	501	12	Saint-Omer	56 425	474
111	33	501	4	Arcachon	54 204	165
112	49	501	1	Cholet	54 204	620
113	2B	501	6	Bastia	54 075	598
114	45	501	8	Montargis	53 590	440
115	67	501	5	Haguenau	53 274	234
116	81	501	6	Castres	53 082	284
117	(1)	551	2	Arles	53 057	67
118	2A	501	1	Ajaccio	52 880	645
119	26	501	6	Romans-sur-Isère	52 715	461
120	35	501	1	Saint-Malo	50 675	1 385
121	13	501	4	Salon-de-Provence	50 017	358

(1) L'unité urbaine s'étend sur plusieurs départements.
(2) Partie française.

TABLEAU A.01-7

Aires urbaines de plus de 150 000 habitants

Source : INSEE (recensements de la population 1990 et 1999)

Nom de l'aire urbaine (Délimitation de 1999)	Rang en 1999	Rang en 1990	Nombre de communes en 1999	Population sans doubles comptes en 1999	Taux annuel d'évolution en % 1990-1999	1982-1990	1975-1982
Paris	1	1	1 584	11 174 743	0,32	0,75	0,33
Lyon	2	2	296	1 648 216	0,68	0,85	0,53
Marseille-Aix-en-Provence	3	3	82	1 516 340	0,46	0,20	0,63
Lille (1)	4	4	131	1 143 125	0,32	0,34	0,18
Toulouse	5	7	342	964 797	1,53	1,66	1,01
Nice	6	5	117	933 080	0,51	1,25	1,17
Bordeaux	7	6	191	925 253	0,67	1,07	0,91
Nantes	8	8	82	711 120	1,10	0,94	0,96
Strasbourg (1)	9	9	182	612 104	0,81	0,63	0,61
Toulon	10	11	39	564 823	0,69	1,00	1,29
Douai-Lens	11	10	105	552 682	− 0,17	− 0,07	− 0,26
Rennes	12	14	140	521 188	1,31	1,16	1,44
Rouen	13	12	189	518 316	0,29	0,39	0,23
Grenoble	14	13	119	514 559	0,65	0,63	0,52
Montpellier	15	19	93	459 916	1,88	2,14	2,05
Metz	16	15	237	429 588	0,33	0,18	0,04
Nancy	17	16	225	410 508	0,11	0,27	0,35
Clermont-Ferrand	18	18	147	409 558	0,35	0,44	0,78
Valenciennes (1)	19	17	102	399 677	− 0,02	− 0,35	− 0,48
Tours	20	20	80	376 374	0,69	0,80	1,05
Caen	21	21	240	370 851	0,72	0,99	1,10
Orléans	22	23	90	355 811	0,86	1,26	1,42
Angers	23	25	89	332 624	0,84	1,06	1,36
Dijon	24	24	214	326 631	0,48	0,89	0,69
Saint-Étienne	25	22	41	321 703	− 0,72	− 0,01	− 0,54
Brest	26	27	51	303 484	0,42	0,38	0,65
Le Havre	27	26	72	296 773	− 0,07	0,20	− 0,12
Le Mans	28	28	90	293 159	0,36	0,32	0,56
Reims	29	29	175	291 735	0,41	0,66	0,66
Avignon	30	31	44	290 466	0,78	0,87	1,24
Mulhouse	31	34	62	271 024	0,39	0,30	0,33
Amiens	32	33	210	270 870	0,30	0,33	0,52
Béthune	33	30	73	268 439	− 0,10	0,11	− 0,25
Dunkerque	34	32	56	265 974	0,03	0,02	1,05
Perpignan	35	36	61	249 016	0,84	1,00	2,00
Limoges	36	35	78	247 944	0,28	0,19	0,68
Besançon	37	37	234	222 381	0,74	0,81	0,56
Nîmes	38	39	46	221 455	0,91	1,51	1,05
Pau	39	38	142	216 830	0,51	0,73	1,00
Bayonne	40	40	40	213 969	0,83	1,05	1,02
Genève (CH) - Annemasse (1)	41	42	111	212 248	1,28	2,35	1,78
Poitiers	42	41	83	209 216	1,04	0,82	1,20
Annecy	43	45	66	189 674	1,26	1,65	1,45
Lorient	44	43	24	186 144	0,14	0,75	0,76
Montbéliard	45	44	126	180 064	− 0,21	− 0,64	0,12
Troyes	46	46	120	172 497	0,25	0,09	0,45
Saint-Nazaire	47	47	23	172 379	0,38	0,25	0,76
La Rochelle	48	50	51	171 214	1,15	0,34	1,00
Valence	49	48	40	167 155	0,58	0,79	1,08
Thionville	50	49	30	156 433	− 0,09	− 0,45	− 1,26
Angoulême	51	51	80	153 781	0,15	0,33	0,83

(1) Aire urbaine dont le pôle est une unité internationale.

TABLEAU A.01-8

Autonomie des bassins de vie des bourgs et petites villes selon la nature de leur pôle

Sources : INSEE (Recensement de la population 1999), INRA, IFEN, SCEES, DATAR (ICO 1998)

Nature du pôle du bassin de vie et leur autonomie	Nombre de bassins de vie	Évolution de population entre 1990 et 1999 % (taux annuel)	Densité en 1999 (km²)	Moyenne		Taux d'emploi (emplois/ actifs ayant un emploi)
				Population	Superficie (km²)	
Pôle urbain :						
Faiblement autonome	5	1,24	246,7	26 776	109	0,69
Autonome	183	0,21	61,3	32 836	536	0,98
Ensemble	**188**	**0,23**	**62,3**	**32 675**	**525**	**0,97**
Pôle périurbain :						
Dépendant	300	0,95	85,6	7 935	93	0,54
Faiblement autonome	151	1,02	100,9	13 907	138	0,62
Autonome	56	1,03	103,5	16 512	160	0,84
Ensemble	**507**	**0,99**	**93.9**	**10 661**	**114**	**0.62**
Pôle d'emploi de l'espace rural :						
Dépendant	16	0,64	52,9	7 895	149	0,80
Faiblement autonome	102	0,41	55,1	10 405	189	0,81
Autonome	386	0,09	39,1	13 870	355	0,94
Ensemble	**504**	**0,15**	**41,3**	**12 979**	**315**	**0,91**
Pôle dans le reste de l'espace rural :						
Dépendant	114	0,41	38,9	6 614	170	0,69
Faiblement autonome	316	– 0,03	27,0	4 999	185	0,85
Autonome	116	– 0,07	22,0	6 866	312	0,93
Ensemble	**546**	**0,06**	**27,4**	**5 732**	**209**	**0,83**
Ensemble :						
Dépendant	**430**	**0,81**	**65,7**	**7 583**	**115**	**0,58**
Faiblement autonome	**574**	**0,54**	**49,2**	**8 493**	**173**	**0,73**
Autonome	**741**	**0,20**	**46,7**	**17 657**	**378**	**0,95**
Ensemble	**1 745**	**0,37**	**49,5**	**12 160**	**246**	**0,84**

TABLEAU A.01-9

Communes de plus de 50 000 habitants - France entière

Source : INSEE (recensement de la population de 1999)

Rang	Département	Commune	Population totale (sans doubles comptes)	Densité au km² (1)	Rang	Département	Commune	Population totale (sans doubles comptes)	Densité au km² (1)
1	75	Paris	2 125 246	20 164	57	94	Champigny-sur-Marne	74 237	6 570
2	13	Marseille	798 430	3 318	58	92	Rueil-Malmaison	73 469	4 998
3	69	Lyon	445 452	9 305	59	94	Saint-Maur-des-Fossés	73 069	6 495
4	31	Toulouse	390 350	3 300					
5	06	Nice	342 738	4 766	60	18	Bourges	72 480	1 054
6	44	Nantes	270 251	4 146	61	06	Antibes	72 412	2 735
7	67	Strasbourg	264 115	3 375	62	59	Dunkerque	70 850	1 897
8	34	Montpellier	225 392	3 963	63	92	Courbevoie	69 694	16 713
9	33	Bordeaux	215 363	4 363	64	34	Béziers	69 153	724
10	35	Rennes	206 229	4 093	65	974	Saint-Pierre	68 915	718
11	76	Havre (Le)	190 905	4 066	66	06	Cannes	67 304	3 430
12	51	Reims	187 206	3 992	67	44	Saint-Nazaire	65 874	1 408
13	59	Lille	184 657	6 119	68	68	Colmar	65 136	978
14	42	Saint-Etienne	180 210	2 253	69	59	Villeneuve-d'Ascq	65 042	2 870
15	83	Toulon	160 639	3 750	70	26	Valence	64 260	1 751
16	38	Grenoble	153 317	8 457	71	29	Quimper	63 238	749
17	49	Angers	151 279	3 543	72	93	Aubervilliers	63 136	10 961
18	21	Dijon	149 867	3 709	73	971	Abymes (Les)	63 054	776
19	29	Brest	149 634	3 022	74	93	Drancy	62 263	8 024
20	72	Mans (Le)	146 105	2 767	75	33	Mérignac	61 992	1 287
21	63	Clermont-Ferrand	137 140	3 214	76	10	Troyes	60 958	4 618
22	80	Amiens	135 501	2 740	77	974	Tampon (Le)	60 323	365
23	13	Aix-en-Provence	134 222	721	78	83	Seyne-sur-Mer (La)	60 188	2 715
24	87	Limoges	133 968	1 730	79	92	Antony	59 855	6 261
25	30	Nîmes	133 424	824	80	92	Neuilly-sur-Seine	59 848	16 045
26	37	Tours	132 820	3 866	81	56	Lorient	59 189	3 386
27	974	Saint-Denis	131 557	921	82	02	Saint-Quentin	59 066	2 618
28	69	Villeurbanne	124 215	8 555	83	93	Noisy-le-Grand	58 217	4 496
29	57	Metz	123 776	2 951	84	95	Sarcelles	57 871	6 849
30	25	Besançon	117 733	1 810	85	79	Niort	56 663	831
31	14	Caen	113 987	4 435	86	33	Pessac	56 143	1 446
32	45	Orléans	113 126	4 117	87	69	Vénissieux	56 061	3 657
33	68	Mulhouse	110 359	4 976	88	73	Chambéry	55 786	2 658
34	76	Rouen	106 592	4 986	89	08	Charleville-Mézières	55 490	1 765
35	92	Boulogne-Billancourt	106 367	17 239	90	60	Beauvais	55 392	1 663
36	66	Perpignan	105 115	1 544	91	95	Cergy	54 781	4 690
37	54	Nancy	103 605	6 902	92	92	Levallois-Perret	54 700	22 697
38	59	Roubaix	96 984	7 331	93	49	Cholet	54 204	620
39	972	Fort-de-France	94 049	2 127	94	2A	Ajaccio	52 880	645
40	95	Argenteuil	93 961	5 457	95	92	Issy-les-Moulineaux	52 647	12 388
41	59	Tourcoing	93 540	6 158	96	82	Montauban	51 855	384
42	93	Montreuil	90 674	10 165	97	56	Vannes	51 759	1 602
43	974	Saint-Paul	87 712	364	98	83	Hyères	51 417	388
44	84	Avignon	85 935	1 327	99	27	Evreux	51 198	1 936
45	93	Saint-Denis	85 832	6 944	100	94	Maisons-Alfort	51 103	9 499
46	78	Versailles	85 726	3 274	101	94	Ivry-sur-Seine	50 972	8 356
47	92	Nanterre	84 281	6 914	102	53	Laval	50 947	1 489
48	86	Poitiers	83 448	1 982	103	94	Fontenay-sous-Bois	50 921	9 126
49	94	Créteil	82 154	7 188	104	35	Saint-Malo	50 675	1 385
50	93	Aulnay-sous-Bois	80 021	4 940	105	973	Cayenne	50 594	2 144
51	94	Vitry-sur-Seine	78 908	6 762	106	13	Arles	50 513	67
52	64	Pau	78 732	2 499	107	90	Belfort	50 417	2 948
53	62	Calais	77 333	2 308	108	74	Annecy	50 348	3 688
54	92	Colombes	76 757	9 828	109	78	Sartrouville	50 219	5 936
55	17	Rochelle (La)	76 584	2 694	110	92	Clichy	50 179	16 292
56	92	Asnières-sur-Seine	75 837	15 734	111	71	Chalon-sur-Saône	50 124	3 293

(1) La densité a été calculée à partir de la population sans doubles comptes.

TABLEAU A.01-10

Communes par tranche de population en métropole

Source : INSEE (recensement de la population de 1999)

Tranches de population (population totale sans doubles comptes)	Nombre de communes	Population correspondante (sans doubles comptes)		Taux de variation annuel entre 1990 et 1999 en %
		1990	1999	
200 000 habitants et plus	10	5 182 788	5 283 566	0,21
100 000 à moins de 200 000 habitants	26	3 517 701	3 585 769	0,21
50 000 à moins de 100 000 habitants	68	4 394 988	4 422 902	0,07
20 000 à moins de 50 000 habitants	298	8 958 303	9 079 760	0,15
10 000 à moins de 20 000 habitants	450	6 084 854	6 280 451	0,35
5 000 à moins de 10 000 habitants	943	6 174 291	6 501 762	0,58
2 000 à moins de 5 000 habitants	2 713	7 863 022	8 331 145	0,64
1 000 à moins de 2 000 habitants	4 054	5 368 754	5 646 944	0,56
500 à moins de 1 000 habitants	6 696	4 491 160	4 692 577	0,49
200 à moins de 500 habitants	10 717	3 361 561	3 468 727	0,35
100 à moins de 200 habitants	6 573	957 037	966 721	0,11
50 à moins de 100 habitants	2 956	222 892	221 875	– 0,05
Moins de 50 habitants (1)	1 061	37 804	36 196	– 0,48
Ensemble	**36 565**	**56 615 155**	**58 518 395**	**0,37**

(1) Dont 6 communes inhabitées.

TABLEAU A.01-11

Population des communes urbaines et rurales des régions - France entière

Source : INSEE (recensement de la population de 1999)

Unités : Communes : Nombre
Population : Nombre d'habitants

Région	Communes urbaines		Communes rurales		Ensemble des communes	
	Nombre	Population corres-pondante (1)	Nombre	Population corres-pondante (1)	Nombre	Population corres-pondante (1)
Alsace	241	1 303 075	662	431 070	903	1 734 145
Aquitaine	396	2 027 453	1 896	880 906	2 292	2 908 359
Auvergne	134	780 193	1 176	528 685	1 310	1 308 878
Bourgogne	157	923 321	1 888	686 746	2 045	1 610 067
Bretagne	263	1 873 416	1 005	1 032 781	1 268	2 906 197
Centre	273	1 608 711	1 569	831 618	1 842	2 440 329
Champagne - Ardenne	136	842 537	1 809	499 826	1 945	1 342 363
Corse	25	162 052	335	98 144	360	260 196
Franche-Comté	162	657 431	1 624	459 628	1 786	1 117 059
Île-de-France	607	10 520 839	674	431 172	1 281	10 952 011
Languedoc - Roussillon	259	1 729 637	1 286	566 011	1 545	2 295 648
Limousin	40	367 620	707	343 319	747	710 939
Lorraine	356	1 675 889	1 981	634 487	2 337	2 310 376
Midi - Pyrénées	288	1 645 471	2 732	906 216	3 020	2 551 687
Nord - Pas-de-Calais	554	3 477 862	993	518 726	1 547	3 996 588
Basse-Normandie	167	765 570	1 647	656 623	1 814	1 422 193
Haute-Normandie	205	1 227 722	1 215	552 470	1 420	1 780 192
Pays de la Loire	266	2 105 179	1 238	1 116 882	1 504	3 222 061
Picardie	277	1 136 427	2 015	721 054	2 292	1 857 481
Poitou - Charentes	142	867 708	1 323	772 360	1 465	1 640 068
Provence - Alpes - Côte d'Azur	297	4 128 256	666	377 895	963	4 506 151
Rhône - Alpes	709	4 370 141	2 170	1 275 266	2 879	5 645 407
Métropole	**5 954**	**44 196 510**	**30 611**	**14 321 885**	**36 565**	**58 518 395**
Guadeloupe	30	416 277	4	6 219	34	422 496
Guyane	7	130 332	15	26 881	22	157 213
Martinique	22	350 765	12	30 662	34	381 427
Réunion	22	694 038	2	12 262	24	706 300
Départements d'outre-mer	**81**	**1 591 412**	**33**	**76 024**	**114**	**1 667 436**
France entière	**6 035**	**45 787 922**	**30 644**	**14 397 909**	**36 679**	**60 185 831**

(1) Population sans doubles comptes.

Chapitre A.02

Environnement

1 Présentation.
2 Méthodologie.
3 Définitions.
4 Sources de documentation.
5 Tableaux.

Liste des tableaux

1 Occupation physique du territoire.

2 Espaces naturels protégés en 2003.

3 État des espèces de vertébrés.

4 État des espèces animales en Europe.

5 Plans de chasse au grand gibier.

6 Concentrations atmosphériques en dioxyde de soufre (SO_2), dioxyde d'azote (NO_2) et ozone (O_3) dans la station la plus chargée du réseau de quelques villes de France.

7 Émissions de gaz à effet de serre.

8 Ressources en eau de pluie.

9 Qualité des eaux de baignade – France entière.

10 Épuration des eaux usées dans les grandes villes.

11 Rejets dans l'eau des principaux établissements industriels pour quelques polluants en 2001 – France entière.

12 Répartition des accidents industriels et technologiques par secteur d'activité – France entière.

13 Incendies de forêts.

14 Montant des indemnités versées par les assureurs au titre des catastrophes naturelles.

15 Volume des ordures ménagères selon le mode de traitement en 2002 – France entière.

16 Dépense de protection de l'environnement par domaine.

17 Dépense de lutte contre la pollution dans l'Union européenne en % du PIB.

1
○ Présentation

Le territoire français connaît une grande diversité mais l'occupation des sols y est majoritairement agricole. En 2003, la moitié du territoire est en effet occupée par des cultures ou des prairies. Les zones naturelles couvrent 42 % de la surface. Les sols artificialisés (bâtis ou non) occupent 8 % du territoire mais progressent rapidement : + 17 % entre 1992 et 2003.

La France occupe le premier rang en Europe pour la diversité des vertébrés, avec près de mille espèces présentes en métropole. De nombreuses espèces sont cependant menacées en raison des pressions qu'exercent les activités humaines sur leurs habitats.

La conservation du patrimoine naturel national est assurée par des outils de protection réglementaire (réserves naturelles, parcs nationaux), foncière (acquisitions du Conservatoire du littoral) et contractuelle (actions des parcs naturels régionaux). Une nouvelle réserve naturelle nationale a été créée en 2003 : Archipel de Riou (Bouches-du-Rhône).

En 2002, les émissions de gaz à effet de serre de la France s'élèvent à 554 millions de tonnes d'équivalent CO_2, en légère baisse par rapport à 1990 (- 2 %). Le secteur des transports est la première source d'émissions (27 %), devant les industries manufacturières (21 %).

Les rejets dans le milieu naturel aquatique sont d'origines domestique, industrielle ou agricole. Les rejets d'azote sont principalement d'origine agricole tandis que les rejets de polluants organiques proviennent des activités industrielles et domestiques. L'essentiel des rejets toxiques est dû aux activités industrielles et dans une moindre mesure à l'utilisation domestique de certains produits (phytosanitaires, entretien, bricolage, etc.).

En France, la production annuelle de déchets est de l'ordre de 650 millions de tonnes (déchets de chantiers réutilisés en remblais non compris). L'inventaire des installations de traitement des ordures ménagères répertorie 795 installations en 2002 qui traitent 24 millions de tonnes d'ordures ménagères.

En 2002, la dépense de protection de l'environnement s'élève à 28,8 milliards d'euros et représente 1,9 % du PIB. Elle augmente en moyenne de 5,8 % par an depuis 1990. Incorporant en outre les dépenses relatives à la production et distribution d'eau, au cadre de vie et à la récupération, la dépense nationale liée à l'environnement est évaluée à 42,6 milliards d'euros en 2002.

2
○ Méthodologie

Les pluies efficaces

Le ministère de l'Écologie et du Développement durable (Direction de l'eau) calcule par modèle les valeurs cantonales des pluies efficaces, à partir des données de précipitations disponibles auprès de Météo-France. La moyenne annuelle nationale est la moyenne des valeurs cantonales pondérée par la superficie des cantons.

La protection des espaces naturels

La protection des espaces naturels relève de la compétence du ministère de l'Écologie et du Développement durable (DNP, DIREN), ainsi que des organismes responsables ou gestionnaires de protections (Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres, Parcs nationaux, ...).

La faune et la flore

Le Muséum national d'histoire naturelle rassemble et étudie l'information disponible sur les espèces en provenance des milieux scientifiques, des Conservatoires botaniques nationaux et des associations de naturalistes. Le Conseil supérieur de la pêche et l'Office national de la chasse et de la faune sauvage produisent aussi de nombreuses données sur les espèces.

La chasse au grand gibier est réglementée par les plans de chasse. Le nombre d'animaux prélevés est recensé par l'Office national de la chasse et de la faune sauvage, par espèce et par saison de chasse.

L'air

• *La qualité de l'air ambiant*

Les associations agréées de surveillance de la qualité de l'air (AASQA) gèrent les réseaux de mesures de la qualité de l'air des agglomérations. 40 associations sont en place fin 2003. Agréées par le ministère de l'Écologie et du Développement durable, elles regroupent l'État, des collectivités locales, des industriels, des établissements publics, des associations de protection de l'environnement et des personnalités qualifiées. Elles informent quotidiennement le public sur la pollution de l'air. Toutes les agglomérations de plus de 100 000 habitants disposent actuellement d'un réseau de surveillance de la qualité de l'air. L'ensemble des données recueillies sont examinées puis stockées par l'ADEME (Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie) dans la banque de données sur la qualité de l'air.

• *La qualité de l'air en milieu urbain*

L'objectif de l'indice multipolluant de la qualité de l'air en milieu urbain (ATMO) est de caractériser une situation moyenne sur une unité urbaine. Quatre polluants sont pris en compte : SO_2, NO_2, O_3 et poussières. Un sous-indice est calculé pour chaque polluant. L'indice final retenu est le maximum des sous-indices de chacun des polluants pris en compte. Il comprend 10 niveaux allant de 1 (très bon) à 10 (très mauvais).

Par arrêté du 10 janvier 2000, les modes de calcul de cet indice ont été modifiés (prise d'effet le 18 mars 2000) pour les rendre plus cohérents avec les nouvelles valeurs de références communautaires, ainsi qu'avec la procédure d'alerte. (Cf. Carte dans l'Essentiel de l'annuaire).

• *Les émissions des principaux polluants dans l'air*

Elles sont estimées par le CITEPA (Centre interprofessionnel technique d'études de la pollution atmosphérique) par source d'émissions (combustion, transport, installations industrielles...). Les résultats sont établis à partir de modèles, en fonction soit de mesures d'émissions, soit de paramètres caractéristiques des secteurs d'activité pondérés par un facteur d'émissions spécifique à chaque polluant.

L'eau

Le réseau national des données sur l'eau (RNDE) fédère en 2003 les principaux producteurs et usagers des données sur l'eau en France : le ministère de l'Écologie et du Développement durable, le ministère de la Santé et de la Protection sociale, les six Agences de l'eau, le Conseil supérieur de la pêche, l'Institut français de l'environnement, EDF, IFREMER, Météo-France, le Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM) et l'Office international de l'eau (OIEau). Il vise à améliorer la production, la collecte, le stockage et la communication des données sur l'eau. Le RNDE a confié à l'OIEau la gestion de la banque nationale de données sur l'eau.

• *Les eaux de baignade*

Les eaux de baignade, en eau douce et en mer, sont soumises à une surveillance sanitaire régulière réalisée par les Directions départementales de l'action sanitaire et sociale (DDASS) suivant les décrets n^{os} 81-324 et 91-980 pris en application de la directive européenne 76/160 du 8 décembre 1975. Toutes les eaux « pour lesquelles la baignade est habituellement pratiquée par un nombre important de baigneurs et où elle n'est pas interdite pour quelque raison que ce soit » sont concernées par les analyses. Celles-ci portent principalement sur le comptage des germes tests de contamination fécale.

L'interprétation des résultats conduit à assigner à chaque point de surveillance une classe (A = bonne qualité, conforme ; B = qualité moyenne, conforme ; C = pollution momentanée, non conforme ; D = mauvaise qualité, non conforme).

Les données sont ensuite rassemblées, traitées puis diffusées par le ministère de la Santé et de la Protection sociale (Direction générale de la santé) et par le ministère de l'Écologie et du Développement durable.

• *La pollution de l'eau*

Pour les principaux émetteurs industriels, les rejets sont connus à partir de mesures. Les données relatives aux rejets d'eaux résiduaires des installations classées pour la protection de l'environnement, soumises à auto-surveillance, sont collectées

par les Directions régionales de l'industrie, de la recherche et de l'environnement puis transmises au ministère de l'Écologie et du Développement durable (Direction de la prévention des pollutions et des risques - Service de l'environnement industriel), pour les établissements qui dépassent un seuil minimal de rejet par polluant fixé chaque année. Les données nationales obtenues ainsi ne représentent donc que le cumul des plus gros rejets, mesurés en sortie du site industriel et avant épuration éventuelle dans une station d'épuration collective.
Les données relatives aux flux entrant et sortant des stations d'épuration publiques des collectivités sont collectées auprès des Agences de l'eau dans le cadre du RNDE.

Les risques technologiques

Le ministère de l'Écologie et du Développement durable (DPPR-SEI-BARPI : Direction de la Prévention de la pollution et des risques - Service de l'environnement industriel - Bureau d'analyse des risques et pollutions industrielles) rassemble dans la banque de données ARIA les informations relatives aux accidents technologiques, pollutions graves et incidents significatifs survenus dans les installations ou liés à leur activité, qui sont susceptibles de porter atteinte à l'environnement, à la sécurité ou à la santé publique.

Les déchets

Depuis l'année 2000, le tonnage d'ordures ménagères traitées par les centres collectifs est ventilé par mode de traitement et non plus selon le mode de traitement principal de l'installation. Les résultats sont toujours obtenus par une exploitation de l'inventaire ITOM conduit par l'ADEME.

La dépense nationale liée à l'environnement

L'IFEN élabore les comptes de la dépense de protection de l'environnement selon une méthodologie harmonisée au niveau européen dans le cadre du SERIEE (système européen de rassemblement de l'information économique sur l'environnement). Les résultats sont présentés dans le rapport annuel de la Commission des comptes et de l'économie de l'environnement, créée par le décret n° 98-623 du 21 juillet 1998. Il est aussi fourni ici une partie des résultats sur les dépenses de protection de l'environnement, collectés par le questionnaire conjoint de l'OCDE et d'Eurostat sur l'état de l'environnement et sur les dépenses et recettes de protection de l'environnement. Les définitions et les méthodes peuvent varier d'un pays à l'autre. Les comparaisons internationales sont par conséquent à interpréter avec précaution.

3 ○ Définitions

Équivalent-habitant

Unité de représentation qui assimile la pollution rejetée ou produite, mesurée par des paramètres chimiques, à la pollution résultant de l'activité journalière d'un habitant. Un équivalent-habitant génère journellement 90 g de matières en suspension, 57 g de matières oxydables, 15 g d'azote réduit, 4 g de phosphore total et des toxiques.

Espèces menacées

Elles comprennent les catégories « en danger » et « vulnérables » définies par l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN).
Les espèces « en danger » ont leur effectif réduit à un seuil critique ; leur survie est improbable si les facteurs responsables de leur régression persistent. Les espèces « vulnérables » ont leur effectif en forte régression ; elles sont susceptibles de passer dans la catégorie précédente, si les facteurs de leur vulnérabilité persistent. Les autres catégories sont les espèces « disparues », « rares » ou « indéterminées ».

Espèces protégées

La loi sur la protection de la nature prévoit la conservation partielle ou totale d'espèces animales non domestiques ou végétales non cultivées lorsqu'un intérêt scientifique particulier ou les nécessités de la préservation du patrimoine biologique national le justifient (article L. 411-1 du Code de l'environnement). Les listes des espèces animales protégées sur l'ensemble du territoire national et celles, nationale et régionales, des espèces végétales protégées sont fixées par des arrêtés ministériels. En outre la réglementation de la cueillette de certaines espèces (champignons, muguet...) peut faire l'objet d'arrêtés préfectoraux.

Parcs nationaux

Un parc national est un territoire classé par décret en Conseil d'État pour l'intérêt de la conservation de son milieu naturel et pour le préserver, en application des articles L. 331-1 et suivants du Code de l'environnement. Il comporte une zone centrale strictement protégée et une zone périphérique davantage consacrée au développement culturel, social et économique du territoire.

Plans de chasse

Ils définissent chaque année le nombre d'animaux qui peuvent être prélevés sur les territoires de chasse pendant la période de chasse propre à chaque département. Ils sont obligatoires sur tout le territoire national pour les cerfs, biches, daims, mouflons et chevreuils (art. L. 425-1 à L. 425-3 du Code de l'environnement).

Pluies efficaces

Il s'agit des quantités de pluie tombées dont on soustrait les quantités évaporées et celles transpirées par les végétaux. Cette ressource en eau est disponible pour l'écoulement, l'alimentation des eaux souterraines et les prélèvements.

Rendement des stations d'épuration

Le rendement est la part de la pollution entrant dans la station d'épuration qui est éliminée. Il est calculé pour les paramètres suivants : la demande biologique en oxygène à 5 jours (DBO_5), l'azote (azote organique et azote ammoniacal) et le phosphore.

Réserves naturelles

En application des articles L. 332-1 et suivants du Code de l'environnement, des parties de territoire d'une ou de plusieurs communes peuvent être classées en réserve naturelle lorsque la conservation de la faune, de la flore, du sol, des eaux, des gisements de minéraux et de fossiles et, en général, du milieu naturel présente une importance particulière ou qu'il convient de les soustraire à toute intervention artificielle susceptible de les dégrader.

4 ○ Sources de documentation

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de l'Institut français de l'environnement (IFEN).

Organismes :

- Ministère de l'Écologie et du Développement durable :
  - Institut français de l'environnement.
  - Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres ;
  - Direction des études économiques et de l'évaluation environnementale ;
  - Direction générale de l'administration, des finances et des affaires internationales ;
  - Direction de l'eau ;
  - Direction de la prévention des pollutions et des risques ;
  - Direction de la nature et des paysages.
- Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires rurales :
  - Service central des enquêtes et études statistiques.
- Ministère de la Santé et de la Protection sociale, Direction générale de la santé.
- Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie.
- Agences de l'eau.
- Centre interprofessionnel technique d'études de la pollution atmosphérique.
- Muséum national d'histoire naturelle.
- Office international de l'eau.
- Office national de la chasse et de la faune sauvage.

– Organisation de coopération et de développement économiques.
– Eurostat.
– Fédération française des sociétés d'assurance.

Sites Internet :

– www.ifen.fr
– www.ecologie.gouv.fr

Publications :

IFEN

– « 45 indicateurs de développement durable : une contribution de l'Ifen », *Études et travaux* n° 41, décembre 2003 ;
– « L'Environnement en France », Édition 2002, La Découverte, mai 2002 ;
– « Chiffres-clés de l'environnement », janvier 2002 ;
– « Les données de l'environnement » (mensuel).

IFEN et Ministère de l'Écologie et du Développement durable

– « Les comptes économiques de l'environnement en 2002 - Rapport de la Commission des comptes et de l'économie de l'environnement », Édition 2004, Lavoisier Tec&Doc, septembre 2004.

Ministère de l'Écologie et du Développement durable

– « Indicateurs nationaux du développement durable : lesquels retenir ? », La documentation française, août 2004.

Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires rurales, SCEES

Agreste

– « L'utilisation du territoire en 2003, nouvelle série 1992 à 2003 », *Chiffres et données*, Agriculture, n° 157, mars 2004.

OCDE

– « Dépenses de lutte contre la pollution dans les pays de l'OCDE », juillet 2003 ;
– « Indicateurs clés d'environnement », 2001 ;
– « Indicateurs d'environnement – vers un développement durable », 2001 ;
– « Stratégies de développement durable », Les lignes directrices de CAD.

EUROSTAT, Office des publications officielles des Communautés européennes

– « Environmental pressure indicators for the EU – Data 1985-98 », Commission européenne –, thème 8 : Environnement et énergie, collection « Panorama of the UE », Luxembourg, 2001 ;
– « Environment statistics yearbook », édition 2001, Commission européenne - Luxembourg, 2001 (Cédérom).

Autres

– « Le coût de dépollution atmosphérique pour les entreprises françaises – Une estimation à partir de données individuelles », INSEE, *Document de travail*, N. Riedinger et E. Hauvy, janvier 2003 ;
– « Mesurer la qualité de vie dans les grandes agglomérations », INSEE, *Insee-Première* n° 868, octobre 2002 ;
– « Environmental signals 2002, European Environment Agency regular indicator report », Agence européenne pour l'environnement, janvier 2002 ;
– « Le développement durable : un objectif incertain », *Problèmes économiques* n° 2800, La documentation Française, numéro spécial, 12 mars 2003 ;
– « Développement durable. Pourquoi ? Comment ? », Éditions Édisud, Pierre Chassande ;
– « Prévention et gestion des risques technologiques et industriels », *Avis et Rapports du Conseil Économique et Social*, Les éditions des Journaux Officiels, M. Charles Fiterman.

5

❍ Tableaux

Des tableaux détaillés, rétrospectifs, « séries » et supplémentaires sont disponibles sur le cédérom (cf. liste en fin d'annuaire).

TABLEAU A.02-1

Occupation physique du territoire

Sources : SCEES, IFEN

Unité : Millier d'hectares

	1995	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Cultures annuelles	15 141	15 400	15 323	15 299	15 247	15 272	15 262
Forêts	14 810	14 985	15 003	15 049	15 092	15 131	15 168
Prairies	11 377	10 978	11 006	10 980	10 931	10 883	10 857
Landes, parcours et alpages	4 341	4 210	4 200	4 171	4 163	4 122	4 091
Haies, arbres épars, peupleraies, chemins	1 981	1 912	1 903	1 887	1 886	1 868	1 857
Roches et eaux	1 837	1 836	1 825	1 825	1 822	1 819	1 812
Routes et parkings	1 601	1 650	1 673	1 683	1 699	1 709	1 724
Sols artificiels non bâtis	1 423	1 515	1 539	1 558	1 591	1 620	1 639
Cultures pérennes	1 302	1 280	1 281	1 283	1 284	1 277	1 272
Sols bâtis	985	1 028	1 042	1 059	1 079	1 093	1 110
Zones interdites d'accès	122	124	125	126	126	126	128

TABLEAU A.02-2

Espaces naturels protégés en 2003 (1)

Sources : Ministère de l'Ecologie et du Développement durable, Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres, Réserves naturelles de France.

Unité : km^2

Type de protection ou d'acquisition foncière	Nombre	Surface
Réserves naturelles nationales	154	5 408
Acquisitions du Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres	...	689
Parcs nationaux (zones centrales)	7	3 699

(1) Métropole et DOM pour les réserves naturelles et les parcs nationaux. Métropole et DOM-TOM pour les acquisitions du Conservatoire.

TABLEAU A.02-3

État des espèces de vertébrés

Source : Muséum national d'Histoire naturelle (SPN) (mise à jour en février 2004)

Espèces	Nombre d'espèces connues	Nombre d'espèces protégées	Espèces menacées		Espèces en régression
			En danger	Vulnérables	
Mammifères	121	68	9	14	20
Oiseaux (1)	375	364	20	52	60
Poissons et cyclostomes	420 *e*	20	7	25	28
Reptiles	40	39	2	4	16
Amphibiens	40	33	3	8	13

(1) Oiseaux nicheurs et autres oiseaux séjournant régulièrement sur le territoire national.

TABLEAU A.02-4

État des espèces animales en Europe

Nombre d'espèces connues par pays, dernière année disponible

Source : OCDE (Données sur l'environnement - Compendium 2002)

	Mammifères	Oiseaux	Poissons	Reptiles	Amphibiens	Invertébrés
Autriche	82	219	58	16	21	45 000
Belgique	57	167	46	4	13	939
Danemark	50	219	38	7	14	3 674
Finlande	59	240	68	5	5	26 600
France	**122**	**357**	**415**	**38**	**39**	**38 500**
Allemagne	79	240	66	14	21	30 570
Grèce	116	422	107	59	20	32 800
Irlande	31	193	27	3	3	...
Italie	118	473	85	58	38	56 500
Luxembourg	64	130	43	6	14	30 000
Pays-Bas	64	170	28	7	16	27 700
Portugal	98	313	43	34	17	...
Espagne	118	368	68	56	25	25 000
Suède	65	245	164	6	13	28 500
Royaume-uni	64	544	54	9	14	22 778

TABLEAU A.02-5

Plans de chasse au grand gibier

Nombre d'animaux prélevés par saison de chasse (1)

Sources : Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage, Fédérations de chasse, Réseau de correspondants "Cervidés-sanglier"

	1990	1995	1998	1999	2000	2001
Chevreuils	179 166	302 744	395 657	408 627	431 868	437 342
Cerfs	13 555	20 084	32 349	33 307	36 196	36 716
Sangliers	134 156	236 393	343 628	306 829	389 768	392 202

(1) Saison de chasse : pendant le deuxième semestre de l'année *n* indiquée en tête de colonne et le premier semestre de l'année suivante.

TABLEAU A.02-6

Concentrations atmosphériques en dioxyde de soufre (SO_2), dioxyde d'azote (NO_2) et ozone (O_3) dans la station la plus chargée du réseau de quelques villes de France (1)

Sources : ADEME et réseaux de mesure de la qualité de l'air (BDQA), IFEN — *Unité* : Microgramme / m^3

Réseau de mesure de la qualité de l'air	Valeur de la moyenne journalière de la concentration en SO_2 dépassée dans 2 % des cas			Valeur de la moyenne horaire de la concentration en NO_2 dépassée dans 2 % des cas			Moyenne horaire maximale en O_3		
	2001	2002	2003	2001	2002	2003	2001	2002	2003
Clermont-Ferrand	29	21	10	125	125	106	200	167	199
Grenoble	37	41	21	143	116	118	199	199	201
La Rochelle	9	12	9	98	68	105	172	176	193
Le Havre	117	143	136	115	108	101	222	197	202
Lyon	40	63	28	166	158	194	220	246	306
Marseille	63	40	32	172	167	147	306	256	229
Nancy	18	18	16	112	117	98	214	176	241
Nantes	21	32	6	95	93	102	168	186	212
Paris-Ile de France	44	34	34	169	162	182	232	248	282
Rouen	51	131	94	117	115	120	224	197	264
Strasbourg	104	96	80	116	115	129	230	202	243
Toulouse	23	14	7	119	111	120	212	184	224

(1) du 1er janvier au 31 décembre.

TABLEAU A.02-7

Émissions de gaz à effet de serre

Source : CITEPA, CORALIE format UNFCCC (mise à jour 19/12/2003) (1)

Unité : Million de tonnes équivalent CO_2 (2)

Substance	r 1990	r 1995	r 1996	r 1997	r 1998	r 1999	r 2000	r 2001	2002
Gaz à effet de serre direct									
CO_2	361	351	362	352	374	359	362	354	344
CH_4	68	69	68	65	64	63	63	62	60
N_2O	89	89	90	91	84	78	76	75	72
HFC, PFC et SF_6	9,3	5,5	6,9	7,8	8,3	9,4	9,9	10,9	12,8
PRG Métropole (3)	**527,5**	**514,2**	**526,9**	**515,3**	**530,1**	**509,2**	**510,8**	**501,8**	**488,9**
PRG DOM (3)	**2,5**	**4,2**	**4,4**	**4,7**	**4,7**	**4,9**	**5,1**	**5,4**	**5,4**
PRG France entière (3)	**530,0**	**518,4**	**531,3**	**519,9**	**534,8**	**514,1**	**515,9**	**507,1**	**494,3**

(1) Les émissions du trafic maritime international et du trafic aérien international sont exclues.
(2) Les quantités tiennent compte des puits de carbone liés à la photosynthèse et aux changements d'utilisation des sols ; tout le carbone est comptabilisé sous forme de CO_2.
(3) PRG pouvoir de réchauffement global intégré sur une période de 100 ans et calculé sur la base des coefficients suivants : $CO_2 = 1$; $CH_4 = 21$; $N_2O = 310$; SF6 = 23 900 ; HFC et PFC = valeurs variables dépendantes de la part relative des différentes molécules.

TABLEAU A.02-8

Ressources en eau de pluie (1)

Source : Ministère de l'Écologie et du Développement durable (DE)

Unité : Milliard de m^3/an

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Précipitations	527	497	463	484	583	572	543	535
Pluies efficaces	213	195	128	182	239	224	213	195

(1) En année civile.

TABLEAU A.02-9

Qualité des eaux de baignade - France entière

Sources : Ministère de la Santé et de la Protection sociale (DGS), IFEN

	1995		1999		2000		2001		2002		2003	
	Eau douce	Mer	Eau douce	Mer	Eau douce	Mer	Eau douce	Mer	Eau douce	Mer	Eau douce	Mer
Nombre total de points classés (1) selon la catégorie de qualité (2)	**1 588**	**1 777**	**1 334**	**1 745**	**1 379**	**1 704**	**1 405**	**1 654**	**1 425**	**1 701**	**1 403**	**1 839**
A	678	1 052	684	1 218	639	1 192	694	1 137	707	1 134	661	1 373
Pourcentage	42,7	59,2	51,3	69,8	46,3	70,0	49,4	68,7	49,6	66,7	47,1	74,7
B	768	614	591	475	649	445	648	457	641	501	662	428
Pourcentage	48,4	34,5	44,3	27,2	47,1	26,1	46,1	27,7	45,0	29,4	47,2	23,3
C	113	110	55	52	83	67	56	60	70	66	69	36
Pourcentage	7,1	6,2	4,1	3,0	6,0	3,9	4,0	3,6	4,9	3,9	4,9	1,9
D	29	1	4	–	8	–	7	–	7	–	11	2
Pourcentage	1,8	0,1	0,3	–	0,6	–	0,5	–	0,5	–	0,8	0,1

(1) Classés : qui ont fait l'objet d'une fréquence d'échantillonnage suffisante au regard des demandes de la Commission européenne.
(2) A = eau de bonne qualité ; B = eau de qualité moyenne ; C = eau pouvant être momentanément polluée ; D = eau de mauvaise qualité.

TABLEAU A.02-10

Épuration des eaux usées dans les grandes villes (1)

Sources : RNDE - Agences de l'eau, BNDE

Unités : Flux de pollution en t/j
Rendement en %

	(2) DBO_5			Azote			Phosphore		
	1997	1998	1999	1997	1998	1999	1997	1998	1999
Pollution éliminée par les stations d'épuration	1 802	1 796	1 795	207	224	224	49	123	47
Rendement des stations d'épuration	87	88	88	43	46	47	43	42	50

(1) Pour les agglomérations émettant plus de 10 000 équivalent-habitants.
(2) DBO : Demande Biochimique en Oxygène.

TABLEAU A.02-11

Rejets dans l'eau des principaux établissements industriels pour quelques polluants en 2001 (1) - France entière

Source : Ministère de l'Écologie et du Développement durable (DPPR-SEI)

Types de polluant	Seuil par polluant et par établissement	Nombre d'établissements dont les rejets égalent ou dépassent ce seuil	Cumul des rejets annuels de ces établissements
Aluminium (et ses composés)	2 t/an	24	23 713 t
Arsenic (et ses composés)	5 kg/an	26	8 228 kg
Azote (en N)	50 t/an	113	25 410 t
Cadmium (et ses composés)	5 kg/an	25	3 923 kg
Chlorures	2 000 t/an	40	2 496 943 t
Cyanures	50 kg/an	16	44 499 kg
Demande chimique en oxygène	150 t/an	364	332 858 t
Fer (et ses composés)	3 t/an	27	99 115 t
Fluor	2 t/an	36	5 321 t
Matières en suspension	300 t/an	80	938 428 t
Phosphore (en P)	5 t/an	1 085	17 075 t
Sulfates	1 500 t/an	31	266 503 t
Titane (et ses composés)	100 kg/an	4	20 789 t

(1) Somme des flux rejetés par les établissements égalant ou dépassant le seuil indiqué par polluant ; flux raccordés, isolés ou épandus.

TABLEAU A.02-12

Répartition des accidents industriels et technologiques par secteur d'activité - France entière

Sources : Ministère de l'Écologie et du Développement durable (DPPR - SEI - BARPI), base ARIA - IFEN (1)

	Nombre d'accidents				
	1999	2000	2001	2002	2003
Agriculture, sylviculture, pêche	245	307	169	177	273
Industries extractives	8	8	13	5	10
Industries alimentaires	74	79	68	47	81
Industries manufacturières (hors alimentaires)	477	469	410	383	593
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	45	88	78	64	146
Construction	22	24	17	12	37
Commerce, réparation automobile et d'articles domestiques	114	153	159	139	185
Transports	170	128	171	180	205
Autres secteurs d'activité	166	276	195	119	189
Particuliers	25	61	56	42	35
Activité en cause indéterminée	153	232	253	207	255

(1) Base ARIA : mise à jour d'octobre 2000 (pour 1999), de mai 2001 (pour 2000), de juin 2002 (pour 2001), de juin 2003 (pour 2002) et de juin 2004 (pour 2003).

TABLEAU A.02-13

Incendies de forêts

Sources : Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires rurales (SCEES)
Ministère de l'Intérieur, de la Sécurité intérieure et des Libertés locales (Direction de la Sécurité civile)

	1990	1995	1998	1999	*r* 2000	*r* 2001	*r* 2002	*p* 2003
Nombre d'incendies	5 881	6 549	6 600	4 960	4 553	4 258	4 097	7 023
Surface sinistrée (hectares)	72 625	18 109	19 600	15 905	24 026	20 473	30 160	73 278

TABLEAU A.02-14

Montant des indemnités versées par les assureurs au titre des catastrophes naturelles

Source : Fédération française des sociétés d'assurance — *Unité* : Million d'euros

	1990	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	*p* 2002
Montant (1)	585	774	688	473	427	877	468	484	1 100

(1) Par exercice de survenance.

TABLEAU A.02-15

Volume des ordures ménagères selon le mode de traitement en 2002 - France entière

Sources : Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie (ADEME) - inventaire ITOM (1) — *Unité* : Kilotonne/an

Mode de traitement	Nombre d'unités de traitement	Quantité annuelle traitée
Tri de matériaux recyclables issus de la collecte sélective	222	1 959
Tri de déchets banals d'entreprise	1	0,3
Compostage	92	1 420
Méthanisation	2	151
Incinération sans récupération d'énergie	50	725
Incinération avec récupération d'énergie	112	10 064
Centre d'enfouissement technique (2)	316	9 989
Total	**795**	**24 308**

(1) Inventaire ITOM bi-annuel depuis 2002.
(2) Décharges traitant plus de 3 000 tonnes par an.

TABLEAU A.02-16

Dépense de protection de l'environnement par domaine

Source : IFEN

Unité : Million d'euros

	r 1990	*r* 1995	*r* 1997	*r* 1998	*r* 1999	*r* 2000	*r* 2001	*p* 2002
Gestion des eaux usées	6 341	8 602	8 990	9 415	9 859	10 370	10 725	11 182
Protection de l'air	1 378	1 335	1 721	1 573	1 695	1 536	1 577	1 610
Réduction du bruit	659	737	702	700	731	824	932	876
Gestion des déchets (1)	3 872	6 241	7 435	7 869	8 302	8 987	9 397	10 124
Déchets radioactifs	–	–	–	481	556	570	573	573
Nettoyage des rues	693	808	869	897	927	977	1 029	1 078
Protection de la biodiversité et des paysages	461	526	699	739	697	778	844	908
Recherche et développement	651	796	833	880	919	999	1 038	1 087
Administration générale de l'environnement	633	1 075	1 101	1 122	1 175	1 240	1 320	1 377
Total	**14 688**	**20 120**	**22 350**	**23 675**	**24 861**	**26 281**	**27 436**	**28 814**

(1) Non compris déchets radioactifs.

TABLEAU A.02-17

Dépense de lutte contre la pollution dans l'Union européenne en % du PIB

Source : Eurostat

Pays	Année	Secteur public	Industrie
Allemagne	1999	0,51	0,59
Autriche	1999	0,18	0,58
Belgique	2000	0,51	...
Danemark	2000	1,27	...
Espagne	2000	...	0,24
Finlande	2000	0,39	...
France	**2000**	**0,90**	**...**
Grèce	1999	0,62	...
Irlande	1998	0,53	0,21
Italie	2000	0,74	...
Luxembourg	1997	0,70	...
Pays-Bas	1999	...	0,44
Portugal	2000	0,63	0,38
Royaume-Uni	2000	0,48	0,44
Suède	2000	0,21	...

Chapitre B.01

○ Structure de la population

1 Présentation.
2 Méthodologie.
3 Définitions.
4 Sources de documentation.
5 Tableaux.

❍ Liste des tableaux

1 Population totale par groupe d'âges au 1er janvier.

2 Population des États de l'Union européenne par sexe et groupe d'âges au 1er janvier 2003.

3 Population totale par sexe, âge et état matrimonial au 1er janvier 2002.

4 Population totale par sexe et âge au 1er janvier 2004.

5 Population totale par sexe et groupe d'âges en 1982, 1990 et 1999 - France entière.

6 Population totale des Départements et Territoires d'outre-mer et des collectivités territoriales par sexe et groupe d'âges.

7 Population de 15 ans ou plus par groupe d'âges selon le diplôme en 1999 - France entière.

8 Population totale par groupe d'âges et catégorie socio-professionnelle en 1999 - France entière.

9 Actifs occupés au lieu de travail par sexe et statut selon l'activité économique regroupée en 1999 - France entière.

10 Population active ayant un emploi par sexe et statut selon l'activité économique regroupée en 1999 - France entière.

11 Navettes domicile-travail des actifs ayant un emploi par sexe et catégorie socioprofessionnelle en 1999.

12 Migrations par sexe et par catégorie socioprofessionnelle en 1999 en fonction du lieu de naissance et du lieu de résidence au 1er janvier 1990.

13 Migrations par sexe en 1999 en fonction du lieu de naissance et du lieu de résidence au 1er janvier 1990 - Départements d'outre-mer.

14 Projections de population totale par groupe d'âges au 1er janvier - Scénario central - Données de cadrage.

1
○ Présentation

La population française, départements d'outre-mer inclus, est estimée à 61,7 millions d'habitants au 1er janvier 2004.
La population française continue de vieillir. Au 1er janvier 2004, les personnes de 65 ans ou plus représentent 16,2 % de la population totale contre 14,6 % en 1994. Sur la même période, la part des moins de 20 ans a diminué de 26,7 % à 25,3 %.
La population de la France se situe au deuxième rang des pays européens, derrière l'Allemagne (82,5 millions d'habitants au 1er janvier 2004) et juste devant le Royaume-Uni (59,5 millions). Elle rassemble 16 % des habitants de l'Europe des Quinze et 13 % de l'Europe élargie à 25 pays. En 2003, la population française a augmenté à un rythme plus élevé que celui de l'ensemble de l'Europe des Quinze (+ 4,7 contre + 3,4 pour 1000).
Selon les projections démographiques pour la France, la population métropolitaine atteindra 64 millions d'habitants en 2050, soit 5 millions de plus qu'aujourd'hui (cf. Scénario central, partie « 2 méthodologie »). La population devrait croître jusqu'en 2040, pour atteindre un maximum de 64,5 millions d'habitants. Le rythme annuel moyen de croissance sera toutefois moins soutenu qu'entre 1990 et 2000 (0,35 % par an). En effet, entre 2000 et 2025, la population augmentera au rythme moyen de 0,3 % par an, puis de 0,1 % entre 2025 et 2040.
Conséquence directe de l'arrivée aux âges élevés des générations nombreuses du baby-boom, le nombre de décès passera de 600 000 en 2025 à près de 700 000 en 2040. Ceci entraînera un ralentissement puis l'arrêt de la croissance de la population française.

2
○ Méthodologie

21. Recensement de population de 1999

Les chiffres définitifs du dénombrement de la population issus du recensement du 8 mars 1999 ont été arrêtés et authentifiés par le décret n° 99-1154 du 29 décembre 1999, rectifié par le décret n° 2000-1021 du 17 octobre 2000.
Dans ce chapitre consacré aux « structures de la population », la plupart des tableaux sont issus du recensement de 1999, comparé dans la mesure du possible aux recensements de 1990 et de 1982. On trouvera également des résultats du recensement de 1999 dans les chapitres A.01 : « Territoire », B.03 : « Étrangers et Immigrés », B.04 : « Ménages », C.01 : « Population active et Emploi ».
En revanche, cinq tableaux ne sont pas issus du recensement. Trois sont des estimations annuelles de population établies par la division « Enquêtes et études démographiques » de l'INSEE. Les calculs sont basés sur le recensement de 1999, qui a amené à réviser les estimations depuis 1991.

Exploitation

Le recensement général de la population et des habitations a été effectué en France métropolitaine et dans les départements d'Outre-mer entre le 8 mars et le 3 avril 1999, conformément aux dispositions du décret n° 98-403 du 22 mai 1998.
La date de référence est le 8 mars 1999.
Dans un premier temps, on effectue un décompte des questionnaires permettant d'obtenir différentes données concernant entre autres la population légale de la France et des différentes circonscriptions administratives.
L'ensemble des questionnaires donne ensuite lieu à une exploitation statistique permettant d'obtenir des résultats détaillés : répartition de la population par sexe, âge, catégorie socioprofessionnelle, confort des logements, etc.
Le dépouillement statistique est effectué pour la population dite « sans doubles comptes » (voir la définition dans le chapitre A.01), c'est-à-dire en privilégiant la commune de résidence personnelle. Elle comprend deux grandes catégories : la population des ménages et la population hors ménage (voir définition dans le chapitre B.04).

Le plan d'exploitation des questionnaires des recensements de 1990 et 1999 a été modifié par rapport à celui de 1982. Considérée lors des recensements antérieurs à 1990 comme une exploitation postérieure à celle des échantillons au 1/20ème et au 1/4, l'exploitation principale (anciennement exhaustive légère) a été réalisée en premier, avant les exploitations des échantillons au 1/20ème et au 1/4. Elle a consisté en une opération à part entière qui a permis de fournir les informations principales sur la structure de la population totale et de la population active, ainsi que sur les déplacements domicile-travail et toutes les caractéristiques des logements, à des niveaux géographiques fins.
Lors des phases d'exploitation suivantes, l'ensemble des informations collectées au niveau du bulletin individuel n'est saisi que pour une partie seulement des questionnaires, dans un premier temps sur un échantillon au 1/20ème et dans un second sur un échantillon plus large au 1/4. Ces deux exploitations dites complémentaires donnent lieu à des publications qui complètent celles issues de l'exploitation principale.
Dans le présent chapitre, les résultats des recensements de 1982 et 1990 sont issus de l'exploitation au 1/4 et ceux de 1999 de l'exploitation principale ou complémentaire selon les tableaux.

Les différentes étapes de la diffusion

a. Le dénombrement
La diffusion des résultats du dénombrement s'est déroulée entre la fin du 1er semestre 1999 et la fin du 3ème trimestre 2000. Elle a permis d'établir successivement :
– Les évolutions démographiques provisoires (populations provisoires, logements provisoires et état civil provisoire) ;
– Les populations légales (populations définitives arrêtées par décret) ;
– Les évolutions démographiques définitives (population sans double compte, soldes naturels et migratoires, nombre de logements).
Ces différentes étapes ont fait l'objet de publications dans trois séries (respectivement grise, bleue et orange) ainsi que d'une présentation sous forme de tableaux normalisés, de cartes, graphiques et fichiers (cf. partie « 4 Sources de documentation »).
b. L'exploitation principale
Deux phases caractérisent la diffusion de l'exploitation principale :
– La 1ère, au cours du 2ème semestre 2000, a donné lieu à l'établissement de résultats par département sur 11 thèmes (population, activité, navettes domicile/travail, formation, migrations, nationalité, immigration, ménages, logements, résidences principales, immeubles) ;
– La 2ème (fin 2000 - début 2001) a permis d'établir les résultats France entière sur les 11 thèmes précédents auquel s'est ajouté le thème « emplois » et également les données sur les mobilités (résidentielles, professionnelles et scolaires).
L'exploitation principale a fait l'objet de publications dans la série jaune (« Tableaux références et analyses »), de tableaux, de cartes et graphiques, de fichiers et de bases de données localisées (cf. partie « 4 Sources de documentation »).
c. Le sondage au 1/20ème
Pour permettre la validation des traitements statistiques (imputation de valeurs manquantes, redressement, recodification) et la diffusion plus rapide des premiers résultats sur les catégories sociales et l'activité économique, une exploitation au 1/20ème a été réalisée pour la métropole.
Cette étape réalisée au cours du 2ème trimestre 2001 a permis d'établir pour l'ensemble de la France métropolitaine et ses départements les résultats sur tous les thèmes, y compris les familles et l'activité économique.
Le sondage au 1/20ème a notamment donné lieu à la publication d'un volume « Tableaux références et analyses » dans la collection INSEE-résultats (cf. partie « 4 Sources de documentation »).
d. L'exploitation complémentaire
L'exploitation complémentaire est la dernière étape des exploitations statistiques. Elle s'est déroulée au cours du 4ème trimestre 2001 et du 1er semestre 2002. Cette étape permet

d'affiner les caractéristiques de l'emploi (en termes de professions et d'activités économiques) et de procéder à l'analyse détaillée de la composition des ménages et des familles.

L'exploitation complémentaire a fait l'objet de publications dans la série verte (« Tableaux références et analyses »), de tableaux, de cartes et graphiques, de fichiers et de bases de données localisées (cf. partie « 4 : Sources de documentation »).

Cette dernière étape de la diffusion des exploitations statistiques a également permis de diffuser, sous forme de 3 volumes thématiques dans la collection des fascicules verts, des résultats sur des thèmes particuliers :

– Population immigrée, population étrangère ;

– Ménages, familles, population ;

– Population active, formation.

22. Les enquêtes de recensement

La diffusion des résultats des nouvelles enquêtes de recensement, en vigueur depuis 2004, atteindra son régime de croisière à la fin de l'année 2008. À partir de cette date, l'Insee publiera chaque année la population légale de chaque circonscription administrative et les exploitations statistiques détaillées à tous les niveaux d'organisation du territoire. Cependant, entre 2004 et 2008, l'Insee proposera une diffusion progressive des résultats en fonction de la taille de la commune et du nombre d'enquêtes de recensement cumulées.

Ainsi, des premiers résultats statistiques seront progressivement diffusés :

Au début 2005 :

– une estimation de la population de la France et de ses régions, les populations des communes de moins de 10 000 habitants recensées en 2004 ainsi qu'une première estimation de population pour une centaine de communes de 50 000 habitants ou plus ;

– des premiers résultats statistiques sur la population française.

Avant l' été 2005 :

– les principales caractéristiques de population des communes de moins de 10 000 habitants enquêtées en 2004 et des plus grandes communes ;

– quelques premiers indicateurs pour les autres communes.

23. Projections de population pour la France métropolitaine (horizon 2050, scénario central)

Les projections de population pour la France métropolitaine sont traditionnellement révisées après chaque recensement de la population. Les dernières sont basées sur le recensement de 1999 et sur les données d'état civil disponibles au moment de leur élaboration.

Ces projections ont pour point de départ le premier janvier 2000 et pour horizon le premier janvier 2050.

L'exercice de projection présent consiste à estimer les effectifs par sexe et âge pour chaque année de la période de projection retenue en fonction de ceux de l'année précédente et des trois composantes de l'évolution de la population, à savoir naissances, décès et solde migratoire. C'est le principe de la « méthode des composantes ».

Le tableau B.01-14 présente ici le scénario central qui retient les hypothèses centrales : fécondité constante (Indicateur Conjoncturel de Fécondité égal à 1,8), mortalité tendancielle et solde migratoire net de 50 000 par an.

L'INSEE-Résultats n° 16 reprend les projections détaillées pour la France, ses régions et ses départements.

3 ○ Définitions

Activité économique

La notion d'activité économique se distingue de la notion de profession. Cette dernière correspond au métier individuel (par exemple : sténodactylo) ; la première se rapporte à l'unité économique où la profession est exercée (par exemple : construction automobile).
Dans le recensement de 1999 (ainsi que dans les recensements précédents), on a attribué à chaque actif ayant un emploi l'activité économique de l'établissement qu'il dirige ou qui l'emploie. Cette notion mérite deux précisions pour lever les ambiguïtés d'interprétation :
– il s'agit de l'établissement et non de l'entreprise qui peut comprendre plusieurs établissements d'activités différentes. Un établissement est une cellule économique (usine, bureau, magasin de vente, dépôt, mine, etc.) située dans un lieu déterminé, dans laquelle travaillent une ou plusieurs personnes pour le compte d'une même autorité directrice. Comme lors des recensements antérieurs, les actifs sont classés selon l'activité principale de l'établissement qui les emploie et non d'après l'activité de la section d'établissement où ils travaillent et qui peut être différente. Les tableaux ne fournissent donc pas une classification par branche mais une classification par secteur d'établissement (voir définition de la branche et du secteur au chapitre N.01) ;
– les actifs employés par un établissement de prestation de services ou de main-d'oeuvre (entreprise de nettoyage, service de maintenance de matériel, agence de travail temporaire, etc.) relèvent de l'activité économique de l'établissement de prestation de services ou de main-d'oeuvre qui les emploie et non de l'activité économique de l'établissement où ils travaillent.

Âge

La population est classée par année de naissance, c'est-à-dire par génération. L'âge indiqué est l'âge atteint par chaque génération au cours de l'année du recensement ; c'est également l'âge en années révolues au 31 décembre de l'année du recensement.
En métropole et dans les DOM, la classe « 0 » ne comprend, pour le recensement de 1999, que les enfants nés entre le 1er janvier 1999 et le 7 mars 1999. Pour le recensement de 1990, elle ne comprend, en métropole, que ceux nés du 1er janvier 1990 au 4 mars 1990 et dans les DOM que ceux nés du 1er janvier 1990 au 14 mars 1990. Pour le recensement de 1982, la classe « 0 » ne comprend, en métropole, que les enfants nés du 1er janvier 1982 au 3 mars 1982, et pour les DOM, ceux nés du 1er janvier 1982 au 8 mars 1982.

Catégorie socioprofessionnelle

Depuis le recensement de 1982, est utilisée la nomenclature des « Professions et catégories socioprofessionnelles ».
Cette nomenclature comprenant 455 postes est le résultat de la refonte complète du système de nomenclatures d'emplois (et en particulier, de la nomenclature des « catégories socioprofessionnelles » utilisée pendant 30 ans).
La catégorie socioprofessionnelle est obtenue par regroupement de rubriques de la nomenclature « professions et catégories socioprofessionnelles – PCS ».
Trois niveaux de regroupement sont proposés :
– le « niveau 42 » (dont 33 pour les actifs) est suffisamment détaillé pour permettre aux utilisateurs d'autres regroupements selon leurs besoins ;
– le « niveau 24 » (dont 19 pour les actifs) s'en tient à des catégories assez fournies en effectifs mais maintient néanmoins dans leurs grandes lignes les principales distinctions de la nomenclature PCS : salariés - non-salariés, niveau de classification, public - privé ;
– le « niveau 8 » (dont 6 pour les actifs) représente les « groupes socioprofessionnels » : 6 groupes de personnes ayant une

activité professionnelle et 2 groupes sans activité professionnelle. Les chômeurs ayant déjà occupé un emploi sont classés, selon leur dernier emploi, dans l'un des 6 groupes de personnes ayant une activité professionnelle ; les chômeurs n'ayant jamais travaillé et les militaires du contingent sont classés dans le groupe des « autres personnes sans activité professionnelle ». La distinction entre personnes ayant une activité professionnelle et personnes sans activité professionnelle qui figure dans certains tableaux ne coïncide donc pas tout à fait avec la distinction actifs-inactifs au sens du type d'activité.
Une rénovation actualisée (PCS-2003) est en vigueur depuis le 1er janvier 2003. Les premier et deuxième niveaux sont restés inchangés par rapport à la version en vigueur de 1982 à 2003. La rénovation de 2003 a donc porté uniquement sur le troisième niveau qui comprenait 455 postes dans la version 1982. Elle a permis de regrouper des professions dont la distinction était devenue obsolète, et d'en éclater d'autres afin de tenir compte de l'apparition de nouveaux métiers ou de nouvelles fonctions transversales aux différentes activités industrielles. Il existe une version de la nomenclature des professions plus détaillée à l'usage des entreprises, dite PCS-ESE-2003 (cf. Nomenclature en annexe).

Diplômes

L'information relative au dernier diplôme figurant sur le bulletin individuel (question n° 10) correspond à une information légèrement modifiée par rapport à ce qui était demandé au recensement de 1990. On distingue désormais le baccalauréat général du baccalauréat technologique ou professionnel et le niveau « aucun diplôme » a été ajouté.
Les différents niveaux de diplôme retenus sont :
– aucun diplôme ;
– certificat d'études primaires ;
– BEPC, brevet élémentaire, brevet des collèges ;
– CAP ;
– BEP ;
– baccalauréat général (Philo., Sciences ex., Math. élém., A, B, C, D, E, L, S, ES, etc.) ;
– baccalauréat technologique (F, G, H, STI, etc.) ou professionnel, brevet professionnel ou de technicien, autre brevet (BEA, BEC, BEI, etc.), capacité en droit ;
– diplôme universitaire de 1er cycle, BTS, DEUST, DUT, diplôme des professions sociales ou de la santé ;
– diplôme universitaire de 2e ou 3e cycle, diplôme d'ingénieur, d'une grande école, etc.

État matrimonial

Les personnes recensées doivent indiquer leur « état matrimonial légal » : célibataire, marié(e) ou remarié(e), veuf(ve) ou divorcé(e). Les réponses peuvent présenter, dans certaines situations, des différences avec la situation légale de la personne, par exemple :
– une personne vivant séparée de son conjoint mais non encore divorcée et donc légalement mariée aura pu hésiter entre les réponses « célibataire », « marié(e) » ou « divorcé(e) » ;
– des personnes vivant en union libre auront pu hésiter devant la réponse « marié(e) » ; mais certaines d'entre elles, légalement divorcées ou séparées, pourront préférer se déclarer célibataires...
Si, dans la plupart des cas, l'état matrimonial déclaré reste un bon indicateur de l'état matrimonial légal de la personne recensée, il faut avoir à l'esprit ces remarques lorsqu'on étudie certaines sous-populations particulières.

Navettes

On appelle « navettes » les déplacements quotidiens entre le domicile et le lieu de travail.
On répartit les actifs ayant un emploi selon qu'ils résident et travaillent :
– dans la même commune ;
– dans des communes différentes ;
– de la même unité urbaine ;
– de la même zone d'emploi (sauf pour les DOM) ;
– du même département ;
– autres que ci-dessus.

Les découpages géographiques particuliers que constituent les unités urbaines et les zones d'emploi ne sont pas emboîtés et ne sont pas toujours entièrement compris dans un seul département. Ainsi, la commune de lieu de travail peut être dans un autre département, tout en étant dans la même unité urbaine. Certaines personnes exerçant des professions bien déterminées telles que « chauffeur-routier », « chauffeur de taxi », « VRP », « commerçant ambulant » ou « marin-pêcheur » les amenant à se déplacer plus ou moins fréquemment pour leur travail sont, par convention, considérées comme travaillant dans leur commune de résidence.

Population active aux recensements de 1990 et 1999

Les résultats concernant la population active – et particulièrement le nombre même de personnes actives – dépendent assez fortement des méthodes utilisées pour les obtenir. Par exemple, dans un recensement, on est contraint à se borner à quelques questions générales, auxquelles la plupart des habitants répondent eux-mêmes ; au contraire, dans une enquête par sondage centrée sur les questions de main-d'oeuvre, des questions plus nombreuses et plus précises sont posées par des enquêteurs formés à cet effet. Ceci entraîne des évaluations différentes de la population active entre les résultats de ce chapitre et ceux du chapitre C.01 « Population active et Emploi ».
La population active comprend la « population active ayant un emploi », les chômeurs et, depuis le recensement de 1990, les militaires du contingent.
Le type d'activité (voir définition ci-dessous) joue un rôle de filtre pour orienter les chiffrements ultérieurs :
– profession et catégorie socioprofessionnelle ;
– statut ;
– activité économique ;
– lieu de travail.

Statut et condition d'emploi dans la profession

• *STATUT*
La notion de statut ne s'applique qu'à la population active ayant un emploi ; elle permet, pour l'ensemble des actifs ayant un emploi, de distinguer de manière systématique les personnes à leur compte des salariés et au sein de ceux-ci, ceux qui travaillent respectivement dans les secteurs privé, public ou semi-public :
Salariés :
– salariés du secteur privé ;
– salariés du secteur public (État, collectivités locales, fonction publique hospitalière) ;
– salariés des entreprises publiques ou nationales et de la sécurité sociale.
Non-salariés :
– indépendants sans salarié ;
– employeurs ;
– aides familiaux.
• *SALARIÉS*
Sont classées dans ces postes toutes les personnes qui ont répondu affirmativement à la question « Êtes-vous salarié ? » et qui, n'étant pas chefs d'entreprise, n'ont pas été affectées aux postes « indépendants sans salarié » ou « employeurs ».
La répartition entre les cinq catégories de salariés décrites ci-dessous dépend de la nature de l'employeur.
a. Salariés du secteur privé
Sont classés dans ce poste les salariés rattachés à une entreprise qui apparaît en secteur privé dans le fichier SIRENE, ou qui n'appartiennent pas à l'une des quatre autres catégories de salariés déterminées comme suit.
b. Salariés de l'État
Salariés, titulaires ou non (auxiliaires, contractuels, vacataires, etc.), des services de l'État et établissements ou organismes assimilés.
c. Salariés des collectivités locales, hôpitaux publics, HLM, etc.
Salariés, titulaires ou non des régions, départements, communes et des services ou organismes rattachés ou en émanant (syndicats de communes, régies, etc.) et des « organismes divers d'administration locale » de formes

juridiques variées mais dont les ressources principales sont des transferts des collectivités territoriales.

d. Salariés de la Sécurité sociale.

Ce poste rassemble les salariés dont l'employeur est un régime de sécurité sociale.

e. Salariés des entreprises publiques ou nationales.

Salariés dont l'employeur est un des principaux établissements publics à caractère industriel ou commercial, une des principales sociétés nationales d'État, d'économie mixte ou leurs sociétés filiales.

- *NON-SALARIÉS (indépendants sans salarié, employeurs)*

La notion d'employeur ou d'indépendant est plus large que celle qui ressort de la réponse affirmative à la question : « Êtes-vous à votre compte ou chef d'entreprise ? » (exploitant agricole, artisan, commerçant, industriel, profession libérale, aide familial non salarié, etc.). Elle recouvre toutes les personnes établies à leur compte ou qui dirigent de droit – sans avoir besoin d'une délégation quelconque – une entreprise ou une société. Un gérant de société peut se déclarer salarié au recensement parce qu'il cumule un emploi salarié avec un mandat social ou parce que le Code des impôts lui permet de se déclarer tel. Néanmoins, il est considéré comme employeur ou indépendant dans le code « statut ».

On considère donc comme non-salariées les personnes déclarant les professions suivantes :

– gérant (majoritaire ou non) de SARL (société à responsabilité limitée) ;
– président-directeur général ;
– président de société anonyme ;
– directeur général de société anonyme ;
– associé de société en nom ;
– associé de société de fait ;
– commanditaire de société en commandite ;
– chef d'entreprise ;
– administrateur de société ;
– agent d'assurance dirigeant un cabinet ;
– associé d'un cabinet de groupe (professions libérales) ;
– président d'entreprise nationalisée ;
– associé de GAEC (agriculture) ;

ainsi que :

– les médecins ayant à la fois une activité libérale et salariée ;
– les avocats ;
– les gérants libres du commerce (mais les gérants salariés du commerce restent classés comme salariés).

La distinction entre indépendants sans salarié et employeurs résulte selon les cas de la réponse à la question : « Si vous êtes à votre compte ou chef d'entreprise, combien de salariés employez-vous? » ou de l'examen du nombre de salariés dans l'entreprise dans le fichier des entreprises (SIRENE). En l'absence de réponse et lorsque l'entreprise apparaît comme employant « moins de 10 salariés » dans le fichier SIRENE, le statut a été classé « indépendants sans salarié ». C'est le plus vraisemblable ; cependant cette interprétation fait glisser un certain nombre d'employeurs négligents du statut d'employeur à celui d'indépendant sans salarié.

Type d'activité au recensement de 1999

Pour toute personne née en 1984 ou avant, le type d'activité correspond à l'une des rubriques suivantes :

1. Actifs :
– actifs ayant un emploi ;
– chômeurs ;
– militaires du contingent.
2. Inactifs :
– anciens actifs ;
– étudiants, élèves ou stagiaires non rémunérés (sauf ceux qui exercent simultanément une activité professionnelle) ;
– autres inactifs.
3. Actifs ayant un emploi :

sont classées dans cette rubrique les personnes nées en 1984 ou avant, qui ont déclaré : soit avoir un statut (salarié ou à son compte), soit un lieu de travail, soit être aide familial, soit avoir une situation particulière, soit enfin avoir une position professionnelle.

Remarque :

– les membres du clergé en activité font également partie des actifs ayant un emploi.

4. Chômeurs :

on considère comme chômeurs les personnes nées de 1925 à 1984 qui :

– soit se déclarent chômeurs sans avoir répondu à aucune des questions concernant l'activité professionnelle, ni avoir répondu qu'ils ne recherchaient pas d'emploi ;
– soit se déclarent « retraités, retirés des affaires, femmes au foyer, autres inactifs », tout en annonçant rechercher un emploi sans avoir répondu à aucune des questions concernant l'activité professionnelle.

5. Militaires du contingent :

à partir du recensement de 1990, les militaires du contingent font partie des actifs tout en restant dans le groupe des « autres personnes sans activité professionnelle » dans la nomenclature des catégories socioprofessionnelles. Sont exclus de cette rubrique les militaires de carrière classés parmi les actifs ayant un emploi.

6. Anciens actifs :

sont classées dans cette rubrique les personnes nées en 1969 ou avant qui déclarent être retraitées ou retirées des affaires, n'avoir répondu à aucune des questions concernant l'activité professionnelle ni rechercher un emploi.

7. Étudiants, élèves, stagiaires non rémunérés :

sont classées dans cette rubrique les personnes nées en 1984 ou avant qui ont répondu au bulletin individuel particulier pour la catégorie des élèves, internes, ou qui ont répondu « élève, étudiant, stagiaire non rémunéré » sans être âgées de plus de 39 ans, ni avoir répondu à aucune des questions concernant l'activité professionnelle.

8. Autres inactifs :

sont classés dans cette rubrique les jeunes nés après 1984 et les détenus.

Sont également classées dans cette rubrique les personnes nées en 1984 ou avant qui déclarent être soit :

– femme au foyer ou autre inactif, sans avoir répondu à aucune des questions ni rechercher un emploi ;
– chômeur, sans avoir répondu à aucune des questions concernant l'activité professionnelle mais ayant répondu ne pas rechercher d'emploi ;
– étudiant, sans avoir répondu aux questions concernant l'activité professionnelle et ayant plus de 39 ans.

Remarque :

– les stagiaires rémunérés en stage de formation (dans un centre FPA, etc.), classés en autres inactifs au recensement de 1982 sont désormais classés parmi les actifs ayant un emploi ;
– les personnes en disponibilité sont considérées comme inactives.

4 ○ Sources de documentation

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de la division « Enquêtes et Études démographiques » de l'INSEE.

Organisme :

INSEE.

Sites Internet :

www.insee.fr
www.recensement.insee.fr

Publications INSEE :

Généralités et méthodologie sur le recensement de 1999 :

Guide d'utilisation du recensement de la population 1999.
Tome 1 : Organisation générale du recensement de la population de 1999 ;
Tome 2 : Description du dénombrement ;
Tome 3 : Description des données de l'exploitation légère (principale) ;

Tome 4 : Description des traitements de l'exploitation légère (principale) ;
Tome 5 : Description des données de l'exploitation lourde (complémentaire) ;
Tome 6 : Description des traitements de l'exploitation lourde (complémentaire) ;
Tome 7 : Description des tableaux prédéfinis des exploitations statistiques ;
Tome 8 : Description des fichiers des exploitations statistiques ;
Tome 9 : Liste des tableaux des volumes thématiques ;
Tome 10 : Produits de diffusion.

Publications relatives au recensement de la population de 1999 :

• *Ouvrage de synthèse* :
– « Portrait de la France – Le recensement de 1999 ».
• *Tableaux statistiques* :
– « Populations légales » : fascicules départementaux, fascicule France, fascicule France synthèse (communes de 2000 habitants ou plus), cédérom France ;
– « Évolutions démographiques » : fascicules départe-mentaux, fascicule France, cédérom France ;
– « Tableaux Références et Analyses - Exploitation principale » : fascicules départementaux, fascicule France ;
– « Tableaux Références et Analyses - Exploitation complémentaire » : fascicules régionaux, fascicule France, cédérom France ;
– « Circonscriptions législatives – Tableaux Analyses – Exploitations principale et complémentaire » ;
– « Tableaux Thématiques – Exploitation complémentaire » ;
– « Tableaux à la demande, sur des territoires personnalisés » : tableaux Références, tableaux Analyses, tableaux Mobilités.
• *Bases de données locales* :
– « Les bases de données locales – Populations légales » : cédérom France ;
– « Les bases de données locales – Évolutions démographiques » : cédérom France ;
– « Les bases de données locales – Territoires…L'information supra-communale » : Profils – cédérom France, Analyses cédérom ;
– « Les bases de données locales – Communes… L'information communale » : Références – cédérom France, Profils – cédérom départemental, Profils – cédérom France par thème, Profils – cédérom France tous thèmes ;
– « Les bases de données locales – Communes…Les bases de données thématiques à la demande » : Analyses – cédérom départemental, Mobilités ;
– « Les bases de données locales – IRIS…L'information infra-communale » : Références – cédérom France, Analyses – cédérom départemental, Profils – cédérom départemental, Profils – cédérom France par thème, cédérom France tous thèmes ;
– « Les bases de données locales – Îlots…L'information infra-communale » : ÎLOTS…15 – cédérom départemental, cédérom France ;
– « Les bases de données locales – Les outils pour l'analyse infra-communale » : Contours…IRIS et Contours…Îlots, Correspondances…IRIS-Îlots, Correspondances…Adresse, cédéroms.
• *Fichier détail*
– « Fichier Détail…Logements » : cédérom régional, cédérom France ;
– « Fichier Détail…Individus et Logements » : cédérom ;
– « Fichier d'études de données individuelles anonymes issues du sondage au 1/20ème » : cédérom.
• *Cartes et graphiques*
– « La fiche profil et la fiche cartographique ».
• *INSEE-Première (dernières parutions)* :
– « Recensement de la population 1999 : les migrations en France entre 1990 et 1999 – les régions de l'ouest de plus en plus attractives », n° 758, février 2001 ;
– « Le zonage en aires urbaines en 1999, 4 millions d'habitants en plus dans les aires urbaines » n° 765, avril 2001 ;
– « Les grandes villes françaises étendent leur influence » n° 766, avril 2001 ;
– « Recensement de la population 1999, les déplacements domicile-travail », n° 767, avril 2001 ;
– « Recensement de la population de 1999 : la scolarisation des moins de 18 ans », n° 787, juillet 2001 ;
– Recensement de la population de 1999 : 7,4 millions de personnes vivent seules en 1999 », n° 788, juillet 2001 ;
– Recensement de la population de 1999 : des ménages de plus en plus petits », n° 789, juillet 2001 ;
– Recensement de la population de 1999 : l'espace des métiers de 1990 à 1999 », n° 790, juillet 2001 ;
– Recensement de la population de 1999 : de plus en plus de femmes immigrées sur le marché du travail », n° 791, juillet 2001 ;
– Recensement de la population de 1999 : les métiers se redéploient sur le territoire métropolitain », n° 792, juillet 2001 ;
– « Projections régionales de population pour 2030 : l'impact des migrations », n° 805, septembre 2001 ;
– « Les zones urbaines sensibles : forte progression du chômage entre 1990 et 1999 », n° 835, mars 2002.
• *INSEE-Méthodes :*
– « Le recensement de la population 1999. Préparation », nos 79-80, octobre 1998.

Autres :

• *INSEE-Méthodes :*
– « Les zonages : enjeux et méthodes », n° 83, janvier 1999.
• *INSEE-Première :*
– « Bilan démographique 2003 - Stabilité des naissances, augmentation des décès », n° 948, février 2004.
• *INSEE-Résultats, série « Société » :*
– « Recensement général de la population et des logements de la collectivité départementale de Mayotte (30 juillet 2002) », n° 28, avril 2004 ;
– « Projections démographiques pour la France, ses régions et ses départements (horizon 2030/2050) n° 16, juillet 2003 ;
– « Images de la population de Wallis et Futuna - Principaux résultats du recensement de 1996 », n° 79, novembre 2000 ;
– « Résultats du recensement général de la population de la Polynésie française du 3 septembre 1996, premier volume », nos 77-78, mars 2000.
– *Document de travail de la Direction des Statistiques Démographiques et Sociales :*
– « Projections de population pour la France métropolitaine » n° F0305 , septembre 2003.
• *Synthèses* :
– « Les tendances régionales 1999 », nos 36-37, juillet 2000.
• *Données sociales*, édition 2002 :
– « Panorama démographique de la France en 2000 », L. Doisneau ;
– « Les natifs des Dom résidant en métropole en 1999 », D. Collignon ;
– « Inégalités et disparités entre les quartiers en 1999 », G. Martin-Houssart, N. Tabard ;
– « Les grands échanges migratoires régionaux entre 1990 et 1999 », B. Aubry.

5

❍ Tableaux

Des tableaux détaillés, rétrospectifs, « séries » et supplémentaires sont disponibles sur le cédérom (cf. liste en fin d'annuaire).

TABLEAU B.01-1

Population totale par groupe d'âges au 1er janvier

Source : INSEE

Année	Population au 1er janvier (milliers)	Âge moyen	Âge médian (1)	Nombre de femmes pour 100 hommes	Répartition par groupe d'âges pour 100 personnes de			
					0 à 19 ans	20 à 59 ans	60 ans ou plus	*dont* 75 ans ou plus
1975	52 600,0	35,02	31,56	104,13	32,11	49,50	18,39	5,05
1980	53 731,4	35,67	32,21	104,74	30,56	52,40	17,04	5,73
1985	55 157,3	36,20	33,45	105,12	29,17	52,76	18,07	6,27
1990	56 577,0	36,88	34,67	105,40	27,78	53,19	19,02	6,78
1995	57 752,5	37,82	36,11	105,69	26,12	53,80	20,08	6,12
1997	58 116,0	38,20	36,71	105,82	25,91	53,74	20,35	6,64
1998	58 299,0	38,39	37,02	105,88	25,78	53,76	20,46	6,85
1999	58 496,6	38,57	37,25	105,93	25,67	53,77	20,55	7,04
2000	58 748,7	38,72	37,52	105,89	25,56	53,81	20,63	7,22
2001	59 042,7	38,87	37,82	105,86	25,41	53,95	20,64	7,40
2002 *r*	59 342,5	39,02	38,07	105,83	25,26	54,14	20,60	7,58
2003 *r*	59 635,0	39,17	38,40	105,80	25,11	54,24	20,64	7,74
2004 *p*	59 900,3	39,31	38,62	105,76	25,06	54,21	20,73	7,89

(1) L'âge médian : 50 % de la population est plus jeune, 50 % plus âgée.

TABLEAU B.01-2

Population des États de l'Union européenne par sexe et groupe d'âges au 1er janvier 2003

Source : Eurostat — *Unité* : Millier

Pays	Population	Hommes				Femmes			
		Ensemble	0-19 ans	20-64 ans	65 ans ou +	Ensemble	0-19 ans	20-64 ans	65 ans ou +
U E (à 25)									
Allemagne	82 536,7	40 344,9	8 769,7	25 836,9	5 738,2	42 191,8	8 319,3	25 171,9	8 700,6
Autriche	8 067,3	3 909,1	928,9	2 497,7	482,6	4 158,2	884,6	2 505,1	768,5
Belgique	10 355,8	5 066,9	1 230,4	3 110,8	725,7	5 289,0	1 177,0	3 075,3	1 036,7
Danemark	5 383,5	2 662,4	666,3	1 658,9	337,2	2 721,1	633,5	1 626,5	461,1
Espagne	41 550,6	20 387,1	4 327,2	13 100,9	2 959,0	21 163,5	4 101,6	13 000,5	4 061,4
Finlande	5 206,3	2 544,9	638,4	1 594,1	312,4	2 661,4	611,7	1 563,5	486,2
France	**59 635,0**	**28 976,9**	**7 659,8**	**17 346,5**	**3 970,5**	**30 658,1**	**7 317,3**	**17 583,4**	**5 757,3**
Grèce (2000)	10 554,4	5 199,8	1 181,5	3 204,7	813,6	5 354,6	1 114,9	3 227,7	1 011,9
Irlande *p*	3 963,6	1 969,1	584,5	1 192,9	191,7	1 994,5	556,4	1 188,9	249,2
Italie (2001)	57 844,0	28 094,9	5 831,8	17 952,0	4 311,1	29 749,1	5 517,6	17 986,7	6 244,9
Luxembourg	448,3	221,0	56,2	139,3	25,6	227,3	53,5	136,5	37,3
Pays-Bas	16 192,6	8 015,5	2 031,6	5 060,6	923,2	8 177,1	1 937,4	4 942,5	1 297,2
Portugal e	10 407,5	5 030,2	1 167,6	3 137,2	725,4	5 377,2	1 113,2	3 253,9	1 010,1
Royaume-Uni (2001)	59 862,8	29 511,8	7 712,8	17 916,8	3 882,2	30 351,0	7 319,1	17 580,7	5 451,2
Suède	8 940,8	4 427,1	1 100,7	2 670,6	655,8	4 513,7	1 043,4	2 592,3	878,0
Chypre	715,1	350,6	105,3	207,5	37,7	364,5	99,8	217,9	46,8
Estonie	1 355,6	624,7	169,9	383,8	71,0	730,9	161,6	425,3	144,0
Hongrie	10 142,4	4 818,5	1 164,7	3 079,8	574,0	5 323,9	1 113,7	3 224,9	985,3
Lettonie	2 331,5	1 073,1	285,9	667,6	119,5	1 258,4	274,0	734,4	250,0
Lituanie	3 462,6	1 617,3	466,4	975,7	175,2	1 845,2	445,4	1 065,4	334,5
Malte (2002)	394,6	195,4	54,0	120,4	20,9	199,3	50,9	119,6	28,8
Pologne	38 218,5	18 506,7	5 135,0	11 521,5	1 850,3	19 711,8	4 900,5	11 773,9	3 037,4
République tchèque	10 203,3	4 966,7	1 156,2	3 262,0	548,4	5 236,6	1 098,8	3 268,2	869,5
Slovaquie	5 379,2	2 611,3	715,7	1 660,2	235,3	2 767,9	683,8	1 695,8	388,2
Slovénie	1 995,0	975,6	220,2	645,3	110,1	1 019,4	209,1	625,8	184,6

TABLEAU B.01-3

Population totale par sexe, âge et état matrimonial au 1er janvier 2002

Évaluation basée sur le recensement de 1999

Source : INSEE

Année de naissance	Âge en années révolues	Ensemble	Hommes					Femmes				
			Total	Célibataires	Mariés	Veufs	Divorcés	Total	Célibataires	Mariées	Veuves	Divorcées
2001	0	**766 955**	**391 956**	391 956	–	–	–	**374 999**	374 999	–	–	–
2000	1	**769 531**	**394 141**	394 141	–	–	–	**375 390**	375 390	–	–	–
1999	2	**732 866**	**375 709**	375 709	–	–	–	**357 157**	357 157	–	–	–
1998	3	**719 723**	**367 562**	367 562	–	–	–	**352 161**	352 161	–	–	–
1997	4	**716 147**	**367 638**	367 638	–	–	–	**348 509**	348 509	–	–	–
2001 - 1997	**0 - 4**	**3 705 222**	**1 897 006**	**1 897 006**	**–**	**–**	**–**	**1 808 216**	**1 808 216**	**–**	**–**	**–**
1996	5	**723 401**	**370 605**	370 605	–	–	–	**352 796**	352 796	–	–	–
1995	6	**718 162**	**367 744**	367 744	–	–	–	**350 418**	350 418	–	–	–
1994	7	**705 458**	**361 044**	361 044	–	–	–	**344 414**	344 414	–	–	–
1993	8	**701 985**	**359 139**	359 139	–	–	–	**342 846**	342 846	–	–	–
1992	9	**735 032**	**376 569**	376 569	–	–	–	**358 463**	358 463	–	–	–
1996 - 1992	**5 - 9**	**3 584 038**	**1 835 101**	**1 835 101**	**–**	**–**	**–**	**1 748 937**	**1 748 937**	**–**	**–**	**–**
1991	10	**752 446**	**385 595**	385 595	–	–	–	**366 851**	366 851	–	–	–
1990	11	**760 418**	**389 694**	389 694	–	–	–	**370 724**	370 724	–	–	–
1989	12	**766 030**	**391 294**	391 294	–	–	–	**374 736**	374 736	–	–	–
1988	13	**770 201**	**394 003**	394 003	–	–	–	**376 198**	376 198	–	–	–
1987	14	**772 088**	**394 513**	394 513	–	–	–	**377 575**	377 573	2	–	–
1991 - 1987	**10 - 14**	**3 821 183**	**1 955 099**	**1 955 099**	**–**	**–**	**–**	**1 866 084**	**1 866 082**	**2**	**–**	**–**
1986	15	**782 315**	**399 725**	399 725	–	–	–	**382 590**	382 565	25	–	–
1985	16	**771 570**	**394 151**	394 151	–	–	–	**377 419**	377 286	127	3	3
1984	17	**767 788**	**391 595**	391 588	7	–	–	**376 193**	375 745	443	5	0
1983	18	**755 652**	**385 424**	385 306	118	–	–	**370 228**	368 713	1 503	3	9
1982	19	**800 129**	**408 111**	407 667	440	1	3	**392 018**	388 151	3 820	10	37
1986 - 1982	**15 - 19**	**3 877 454**	**1 979 006**	**1 978 437**	**565**	**1**	**3**	**1 898 448**	**1 892 460**	**5 918**	**21**	**49**
1981	20	**807 932**	**411 289**	409 857	1 420	2	10	**396 643**	388 620	7 893	19	111
1980	21	**805 068**	**407 724**	404 417	3 284	6	17	**397 344**	382 585	14 422	41	296
1979	22	**760 133**	**384 194**	377 615	6 443	10	126	**375 939**	352 409	22 896	56	578
1978	23	**735 213**	**370 060**	357 384	12 427	13	236	**365 153**	328 341	35 626	104	1 082
1977	24	**738 961**	**372 373**	350 112	21 750	22	489	**366 588**	306 045	58 556	163	1 824
1981 - 1977	**20 - 24**	**3 847 307**	**1 945 640**	**1 899 385**	**45 324**	**53**	**878**	**1 901 667**	**1 758 000**	**139 393**	**383**	**3 891**
1976	25	**714 727**	**359 359**	323 467	35 017	42	833	**355 368**	271 020	81 173	320	2 855
1975	26	**734 225**	**368 506**	307 568	59 307	73	1 558	**365 719**	253 147	107 539	542	4 491
1974	27	**786 044**	**393 689**	303 928	87 096	110	2 555	**392 355**	246 903	138 099	623	6 730
1973	28	**836 884**	**419 559**	297 350	117 399	144	4 666	**417 325**	238 448	168 475	743	9 659
1972	29	**861 424**	**431 627**	280 469	144 284	226	6 648	**429 797**	223 866	192 493	990	12 448
1976 - 1972	**25 - 29**	**3 933 304**	**1 972 740**	**1 512 782**	**443 103**	**595**	**16 260**	**1 960 564**	**1 233 384**	**687 779**	**3 218**	**36 183**
1971	30	**866 398**	**433 361**	257 908	165 953	281	9 219	**433 037**	206 094	210 173	1 172	15 598
1970	31	**846 212**	**423 173**	231 329	180 191	302	11 351	**423 039**	183 774	219 713	1 390	18 162
1969	32	**844 448**	**421 293**	208 414	198 029	387	14 463	**423 155**	166 893	232 092	1 630	22 540
1968	33	**837 387**	**416 770**	192 290	207 384	426	16 670	**420 617**	155 197	238 286	1 893	25 241
1967	34	**839 885**	**417 888**	180 536	217 371	523	19 458	**421 997**	146 668	244 711	2 230	28 388
1971 - 1967	**30 - 34**	**4 234 330**	**2 112 485**	**1 070 477**	**968 928**	**1 919**	**71 161**	**2 121 845**	**858 626**	**1 144 975**	**8 315**	**109 929**
1966	35	**867 266**	**431 313**	174 580	233 149	594	22 990	**435 953**	141 034	259 552	2 663	32 704
1965	36	**869 415**	**432 259**	164 353	241 092	757	26 057	**437 156**	131 417	266 027	3 108	36 604
1964	37	**888 813**	**440 659**	156 104	254 478	908	29 169	**448 154**	125 057	278 378	3 725	40 994
1963	38	**878 753**	**434 848**	145 360	257 058	983	31 447	**443 905**	114 457	280 684	4 318	44 446
1962	39	**851 348**	**421 266**	131 156	255 094	1 167	33 849	**430 082**	102 470	275 920	4 908	46 784
1966 - 1962	**35 - 39**	**4 355 595**	**2 160 345**	**771 553**	**1 240 871**	**4 409**	**143 512**	**2 195 250**	**614 435**	**1 360 561**	**18 722**	**201 532**
1961	40	**861 600**	**425 645**	123 831	263 295	1 321	37 198	**435 955**	96 001	283 636	5 652	50 666
1960	41	**855 254**	**422 072**	114 297	266 997	1 569	39 209	**433 182**	87 905	285 927	6 393	52 957
1959	42	**861 466**	**424 897**	104 961	275 397	1 906	42 633	**436 569**	80 690	290 814	7 695	57 370
1958	43	**840 253**	**413 660**	94 851	272 072	2 115	44 622	**426 593**	72 749	286 897	8 510	58 437
1957	44	**845 930**	**416 687**	88 321	279 232	2 258	46 876	**429 243**	67 339	291 070	9 726	61 108
1961 - 1957	**40 - 44**	**4 264 503**	**2 102 961**	**526 261**	**1 356 993**	**9 169**	**210 538**	**2 161 542**	**404 684**	**1 438 344**	**37 976**	**280 538**
1956	45	**839 225**	**413 158**	80 934	281 149	2 578	48 497	**426 067**	61 529	291 311	10 854	62 373
1955	46	**834 822**	**410 328**	73 092	284 462	2 952	49 822	**424 494**	57 017	291 627	11 951	63 899
1954	47	**840 024**	**414 028**	68 194	290 970	3 383	51 481	**425 996**	53 162	294 489	13 369	64 976
1953	48	**824 394**	**406 910**	62 268	290 015	3 677	50 950	**417 484**	49 237	289 553	14 522	64 172
1952	49	**837 299**	**413 991**	59 275	298 446	4 151	52 119	**423 308**	46 737	295 390	16 110	65 071
1956 - 1952	**45 - 49**	**4 175 764**	**2 058 415**	**343 763**	**1 445 042**	**16 741**	**252 869**	**2 117 349**	**267 682**	**1 462 370**	**66 806**	**320 491**
1951	50	**826 070**	**408 994**	54 710	297 936	4 529	51 819	**417 076**	43 597	291 512	17 679	64 288
1950	51	**855 487**	**424 768**	52 866	313 780	5 156	52 966	**430 719**	41 985	302 434	20 224	66 076
1949	52	**847 756**	**421 134**	47 519	316 345	5 686	51 584	**426 622**	38 445	300 360	22 718	65 099
1948	53	**846 068**	**422 017**	44 227	321 474	6 230	50 086	**424 051**	36 109	300 301	25 102	62 539
1947	54	**833 386**	**415 016**	40 236	318 597	6 721	49 462	**418 370**	33 879	297 203	27 134	60 154
1951 - 1947	**50 - 54**	**4 208 767**	**2 091 929**	**239 558**	**1 568 132**	**28 322**	**255 917**	**2 116 838**	**194 015**	**1 491 810**	**112 857**	**318 156**

TABLEAU B.01-3 (suite et fin)

Population totale par sexe, âge et état matrimonial au 1er janvier 2002

Évaluation basée sur le recensement de 1999

Source : INSEE

Année de naissance	Âge en années révolues	Ensemble	Hommes					Femmes				
			Total	Célibataires	Mariés	Veufs	Divorcés	Total	Célibataires	Mariées	Veuves	Divorcées
1946	55	**792 889**	**394 412**	36 784	305 386	6 969	45 273	**398 477**	30 503	283 677	28 879	55 418
1945	56	**600 524**	**298 484**	26 552	232 568	5 827	33 537	**302 040**	22 630	213 916	24 681	40 813
1944	57	**595 822**	**295 045**	24 920	232 169	6 377	31 579	**300 777**	21 573	212 813	27 485	38 906
1943	58	**579 955**	**287 339**	23 145	227 763	6 654	29 777	**292 616**	20 166	206 858	29 307	36 285
1942	59	**539 561**	**267 158**	21 402	212 630	6 672	26 454	**272 403**	18 544	191 086	30 119	32 654
1946 - 1942	**55 - 59**	**3 108 751**	**1 542 438**	**132 803**	**1 210 516**	**32 499**	**166 620**	**1 566 313**	**113 416**	**1 108 350**	**140 471**	**204 076**
1941	60	**488 040**	**240 614**	19 417	191 566	6 748	22 883	**247 426**	16 453	173 067	30 176	27 730
1940	61	**507 920**	**248 509**	20 170	198 738	7 537	22 064	**259 411**	17 020	180 025	35 163	27 203
1939	62	**539 068**	**260 244**	21 742	208 596	8 792	21 114	**278 824**	17 842	191 906	42 196	26 880
1938	63	**531 394**	**255 228**	21 472	204 798	9 449	19 509	**276 166**	17 946	186 999	45 905	25 316
1937	64	**528 164**	**251 547**	21 301	201 727	10 184	18 335	**276 617**	17 465	185 193	50 359	23 600
1941 - 1937	**60 - 64**	**2 594 586**	**1 256 142**	**104 102**	**1 005 425**	**42 710**	**103 905**	**1 338 444**	**86 726**	**917 190**	**203 799**	**130 729**
1936	65	**531 604**	**251 438**	21 614	201 845	11 160	16 819	**280 166**	17 915	183 692	56 188	22 371
1935	66	**522 961**	**243 977**	21 135	195 399	11 930	15 513	**278 984**	17 913	178 928	61 204	20 939
1934	67	**538 281**	**249 321**	21 103	199 837	13 401	14 980	**288 960**	18 740	180 502	69 194	20 524
1933	68	**520 377**	**238 320**	20 331	190 477	14 047	13 465	**282 057**	18 519	170 798	73 759	18 981
1932	69	**535 469**	**242 453**	20 247	193 707	15 773	12 726	**293 016**	19 722	172 241	82 536	18 517
1936 - 1932	**65 - 69**	**2 648 692**	**1 225 509**	**104 430**	**981 265**	**66 311**	**73 503**	**1 423 183**	**92 809**	**886 161**	**342 881**	**101 332**
1931	70	**525 455**	**234 657**	20 017	186 524	16 503	11 613	**290 798**	20 064	165 178	88 153	17 403
1930	71	**522 306**	**230 334**	19 660	182 007	17 871	10 796	**291 972**	20 626	159 105	95 742	16 499
1929	72	**492 097**	**214 964**	18 030	169 013	18 513	9 408	**277 133**	19 971	143 641	98 821	14 700
1928	73	**481 036**	**206 541**	17 018	162 168	19 061	8 294	**274 495**	19 622	135 683	105 350	13 840
1927	74	**462 455**	**196 002**	15 307	153 223	20 034	7 438	**266 453**	19 562	125 133	109 028	12 730
1931 - 1927	**70 - 74**	**2 483 349**	**1 082 498**	**90 032**	**852 935**	**91 982**	**47 549**	**1 400 851**	**99 845**	**728 740**	**497 094**	**75 172**
1926	75	**452 820**	**188 382**	14 770	145 788	21 110	6 714	**264 438**	19 860	116 473	115 944	12 161
1925	76	**437 711**	**178 443**	14 578	136 434	21 420	6 011	**259 268**	19 919	107 000	120 733	11 616
1924	77	**416 750**	**166 317**	13 196	125 918	21 948	5 255	**250 433**	19 345	96 371	124 062	10 655
1923	78	**399 682**	**157 317**	11 768	118 199	22 674	4 676	**242 365**	19 002	86 030	127 423	9 910
1922	79	**384 128**	**148 450**	10 748	110 206	23 418	4 078	**235 678**	18 108	76 892	131 242	9 436
1926 - 1922	**75 - 79**	**2 091 091**	**838 909**	**65 060**	**636 545**	**110 570**	**26 734**	**1 252 182**	**96 234**	**482 766**	**619 404**	**53 778**
1921	80	**378 928**	**143 798**	10 195	105 018	24 673	3 912	**235 130**	17 663	69 916	138 428	9 123
1920	81	**359 309**	**133 603**	8 519	96 771	25 001	3 312	**225 706**	16 412	59 404	141 422	8 468
1919	82	**208 400**	**75 822**	5 816	52 705	15 251	2 050	**132 578**	10 335	30 679	86 419	5 145
1918	83	**165 366**	**57 375**	3 512	39 408	13 079	1 376	**107 991**	8 071	21 741	74 206	3 973
1917	84	**135 446**	**45 522**	3 001	30 434	11 073	1 014	**89 924**	6 681	15 890	64 031	3 322
1921 - 1917	**80 - 84**	**1 247 449**	**456 120**	**31 043**	**324 336**	**89 077**	**11 664**	**791 329**	**59 162**	**197 630**	**504 506**	**30 031**
1916	85	**115 590**	**37 631**	2 395	24 193	10 273	770	**77 959**	6 015	11 846	57 318	2 780
1915	86	**128 960**	**40 545**	2 618	25 055	12 083	789	**88 415**	6 906	11 468	67 049	2 992
1914	87	**175 484**	**52 779**	3 307	31 266	17 264	942	**122 705**	9 238	14 118	95 405	3 944
1913	88	**152 994**	**44 805**	2 864	24 816	16 300	825	**108 189**	8 264	10 399	86 105	3 421
1912	89	**132 194**	**36 805**	2 437	18 904	14 815	649	**95 389**	7 460	7 747	77 226	2 956
1916 - 1912	**85 - 89**	**705 222**	**212 565**	**13 621**	**124 234**	**70 735**	**3 975**	**492 657**	**37 883**	**55 578**	**383 103**	**16 093**
1911	90	**104 459**	**27 667**	1 863	13 264	12 033	507	**76 792**	6 234	5 072	63 203	2 283
1910	91	**88 958**	**22 262**	1 576	9 859	10 454	373	**66 696**	5 436	3 606	55 805	1 849
1909	92	**69 595**	**16 290**	1 059	6 409	8 599	223	**53 305**	4 415	2 215	45 185	1 490
1908	93	**54 588**	**12 219**	890	4 146	7 062	121	**42 369**	3 787	1 495	35 942	1 145
1907	94	**40 477**	**8 538**	656	2 511	5 284	87	**31 939**	3 021	985	27 171	762
1911 - 1907	**90 - 94**	**358 077**	**86 976**	**6 044**	**36 189**	**43 432**	**1 311**	**271 101**	**22 893**	**13 373**	**227 306**	**7 529**
1906	95	**30 449**	**6 074**	494	1 512	3 976	92	**24 375**	2 510	566	20 710	589
1905	96	**21 899**	**4 205**	392	836	2 926	51	**17 694**	1 930	422	14 973	369
1904	97	**15 512**	**2 912**	356	377	2 160	19	**12 600**	1 360	241	10 747	252
1903	98	**10 975**	**1 776**	289	88	1 380	19	**9 199**	1 115	130	7 792	162
1902	99	**7 424**	**1 236**	195	15	1 007	19	**6 188**	748	97	5 205	138
1906 - 1902	**95 - 99**	**86 259**	**16 203**	**1 726**	**2 828**	**11 449**	**200**	**70 056**	**7 663**	**1 456**	**59 427**	**1 510**
1901 et avant	100 et +	**11 590**	**1 996**	489	20	1 459	28	**9 594**	1 430	175	7 827	162
Population totale		**59 342 533**	**28 830 083**	**14 578 772**	**12 243 251**	**621 433**	**1 386 627**	**30 512 450**	**13 264 582**	**12 122 571**	**3 234 116**	**1 891 181**
Moins de 20 ans		**14 987 897**	**7 666 212**	7 665 643	565	1	3	**7 321 685**	7 315 695	5 920	21	49
De 20 à 64 ans		**34 722 907**	**17 243 095**	6 600 684	9 284 334	136 417	1 221 660	**17 479 812**	5 530 968	9 750 772	592 547	1 605 525
65 ans et plus		**9 631 729**	**3 920 776**	312 445	2 958 352	485 015	164 964	**5 710 953**	417 919	2 365 879	2 641 548	285 607
Moins de 15 ans		**11 110 443**	**5 687 206**	5 687 206	–	–	–	**5 423 237**	5 423 235	2	–	–
60 ans et plus		**12 226 315**	**5 176 918**	416 547	3 963 777	527 725	268 869	**7 049 397**	504 645	3 283 069	2 845 347	416 336
75 ans et plus		**4 499 688**	**1 612 769**	117 983	1 124 152	326 722	43 912	**2 886 919**	225 265	750 978	1 801 573	109 103

TABLEAU B.01-4

Population totale par sexe et âge au 1er janvier 2004

Évaluation provisoire basée sur les résultats du recensement de 1999

Source : INSEE

Année de naissance	Âge révolu	**Ensemble**	Hommes	Femmes	Année de naissance	Âge révolu	**Ensemble**	Hommes	Femmes
2003	0	**756 690**	386 655	370 035	1948	55	**838 207**	416 433	421 774
2002	1	**756 195**	386 738	369 457	1947	56	**824 782**	408 910	415 872
2001	2	**765 656**	391 024	374 632	1946	57	**784 121**	388 239	395 882
2000	3	**771 578**	395 018	376 560	1945	58	**593 506**	293 532	299 974
1999	4	**736 527**	377 500	359 027	1944	59	**588 510**	289 931	298 579
2003 - 1999	**0 - 4**	**3 786 646**	**1 936 935**	**1 849 711**	**1948 - 1944**	**55 - 59**	**3 629 126**	**1 797 045**	**1 832 081**
1998	5	**723 355**	369 417	353 938	1943	60	**572 196**	281 872	290 324
1997	6	**719 476**	369 351	350 125	1942	61	**531 713**	261 606	270 107
1996	7	**726 861**	372 365	354 496	1941	62	**480 387**	235 246	245 141
1995	8	**721 857**	369 661	352 196	1940	63	**499 135**	242 435	256 700
1994	9	**709 285**	363 049	346 236	1939	64	**528 906**	253 198	275 708
1998 - 1994	**5 - 9**	**3 600 834**	**1 843 843**	**1 756 991**	**1943 - 1939**	**60 - 64**	**2 612 337**	**1 274 357**	**1 337 980**
1993	10	**705 891**	361 210	344 681	1938	65	**520 298**	247 588	272 710
1992	11	**739 314**	378 835	360 479	1937	66	**516 236**	243 504	272 732
1991	12	**756 907**	387 933	368 974	1936	67	**518 559**	242 670	275 889
1990	13	**765 024**	392 047	372 977	1935	68	**508 686**	234 540	274 146
1989	14	**770 686**	393 591	377 095	1934	69	**522 141**	238 487	283 654
1993 - 1989	**10 - 14**	**3 737 822**	**1 913 616**	**1 824 206**	**1938 - 1934**	**65 - 69**	**2 585 920**	**1 206 789**	**1 379 131**
1988	15	**774 489**	395 883	378 606	1933	70	**503 341**	227 130	276 211
1987	16	**777 029**	396 557	380 472	1932	71	**516 187**	229 966	286 221
1986	17	**787 339**	401 816	385 523	1931	72	**504 845**	221 481	283 364
1985	18	**775 940**	395 772	380 168	1930	73	**500 020**	216 307	283 713
1984	19	**768 831**	390 975	377 856	1929	74	**468 924**	200 492	268 432
1988 - 1984	**15 - 19**	**3 883 628**	**1 981 003**	**1 902 625**	**1933 - 1929**	**70 - 74**	**2 493 317**	**1 095 376**	**1 397 941**
1983	20	**752 184**	381 834	370 350	1928	75	**455 970**	191 197	264 773
1982	21	**795 045**	403 330	391 715	1927	76	**435 889**	180 085	255 804
1981	22	**803 351**	407 069	396 282	1926	77	**424 273**	171 615	252 658
1980	23	**801 537**	404 537	397 000	1925	78	**407 146**	161 102	246 044
1979	24	**757 902**	382 118	375 784	1924	79	**384 570**	148 641	235 929
1983 - 1979	**20 - 24**	**3 910 019**	**1 978 888**	**1 931 131**	**1928 - 1924**	**75 - 79**	**2 107 848**	**852 640**	**1 255 208**
1978	25	**733 814**	368 836	364 978	1923	80	**365 445**	138 802	226 643
1977	26	**738 222**	371 887	366 335	1922	81	**347 387**	129 183	218 204
1976	27	**715 147**	359 663	355 484	1921	82	**338 520**	123 238	215 282
1975	28	**736 096**	369 433	366 663	1920	83	**315 858**	112 311	203 547
1974	29	**789 824**	395 693	394 131	1919	84	**180 975**	62 899	118 076
1978 - 1974	**25 - 29**	**3 713 103**	**1 865 512**	**1 847 591**	**1923 - 1919**	**80 - 84**	**1 548 185**	**566 433**	**981 752**
1973	30	**841 895**	422 291	419 604	1918	85	**140 009**	45 873	94 136
1972	31	**866 641**	434 494	432 147	1917	86	**112 769**	35 621	77 148
1971	32	**871 349**	436 096	435 253	1916	87	**93 918**	28 840	65 078
1970	33	**850 315**	425 429	424 886	1915	88	**101 642**	29 684	71 958
1969	34	**847 604**	422 995	424 609	1914	89	**135 208**	37 919	97 289
1973 - 1969	**30 - 34**	**4 277 804**	**2 141 305**	**2 136 499**	**1918 - 1914**	**85 - 89**	**583 546**	**177 937**	**405 609**
1968	35	**839 634**	417 741	421 893	1913	90	**113 333**	30 740	82 593
1967	36	**841 323**	418 208	423 115	1912	91	**94 416**	24 210	70 206
1966	37	**868 041**	431 135	436 906	1911	92	**72 019**	17 608	54 411
1965	38	**869 814**	431 841	437 973	1910	93	**58 506**	13 422	45 084
1964	39	**888 710**	440 076	448 634	1909	94	**43 369**	9 148	34 221
1968 - 1964	**35 - 39**	**4 307 522**	**2 139 001**	**2 168 521**	**1913 - 1909**	**90 - 94**	**381 643**	**95 128**	**286 515**
1963	40	**878 273**	434 080	444 193	1908	95	**32 595**	6 639	25 956
1962	41	**850 118**	419 913	430 205	1907	96	**23 117**	4 494	18 623
1961	42	**860 021**	424 168	435 853	1906	97	**16 472**	3 001	13 471
1960	43	**852 980**	420 271	432 709	1905	98	**11 218**	1 930	9 288
1959	44	**858 369**	422 497	435 872	1904	99	**7 784**	1 343	6 441
1963 - 1959	**40 - 44**	**4 299 761**	**2 120 929**	**2 178 832**	**1908 - 1904**	**95 - 99**	**91 186**	**17 407**	**73 779**
1958	45	**836 815**	411 087	425 728	1903	100	**5 236**	820	4 416
1957	46	**841 875**	413 827	428 048	1902	101	**3 522**	573	2 949
1956	47	**834 713**	409 955	424 758	1901	102	**2 916**	696	2 220
1955	48	**829 671**	406 646	423 025	1900	103	**1 637**	430	1 207
1954	49	**834 750**	410 267	424 483	1899	104	**381**	33	348
1958 - 1954	**45 - 49**	**4 177 824**	**2 051 782**	**2 126 042**	**1903 - 1899**	**100 - 104**	**13 692**	**2 552**	**11 140**
1953	50	**818 903**	403 099	415 804	1898 et av	105 ou +	**500**	100	400
1952	51	**830 999**	409 653	421 346					
1951	52	**819 483**	404 494	414 989	**Population totale**		**59 900 268**	**29 111 463**	**30 788 805**
1950	53	**848 306**	419 752	428 554	**Moins de 20 ans**		**15 008 930**	**7 675 397**	**7 333 533**
1949	54	**840 314**	415 887	424 427	**de 20 à 64 ans**		**35 085 501**	**17 421 704**	**17 663 797**
1953 - 1949	**50 - 54**	**4 158 005**	**2 052 885**	**2 105 120**	**65 ans et plus**		**9 805 837**	**4 014 362**	**5 791 475**

TABLEAU B.01-5

Population totale par sexe et groupe d'âges en 1982, 1990 et 1999 - France entière

Source : INSEE (recensements de la population)

Groupe d'âges	1982			1990			1999		
	Ensemble	Hommes	Femmes	**Ensemble**	Hommes	Femmes	**Ensemble**	Hommes	Femmes
France métropolitaine	**54 295 612**	**26 487 656**	**27 807 956**	**56 651 955**	**27 565 056**	**29 086 899**	**58 520 688**	**28 419 419**	**30 101 269**
Moins de 20 ans	**15 594 780**	7 980 256	7 614 524	**14 991 528**	7 666 883	7 324 645	**14 381 440**	7 358 257	7 023 183
20 à 39 ans	**16 445 472**	8 320 652	8 124 820	**17 148 846**	8 586 258	8 562 588	**16 467 740**	8 228 417	8 239 323
40 à 59 ans	**12 218 604**	6 082 932	6 135 672	**13 210 132**	6 611 292	6 598 840	**15 193 381**	7 548 685	7 644 696
60 à 74 ans	**6 478 304**	2 888 248	3 590 056	**7 256 296**	3 301 003	3 955 293	**7 973 216**	3 672 160	4 301 056
75 ans ou plus	**3 558 452**	1 215 568	2 342 884	**4 045 153**	1 399 620	2 645 533	**4 504 911**	1 611 900	2 893 011
Départements d'outre-mer	**1 242 529**	**609 972**	**632 557**	**1 459 249**	**717 120**	**742 129**	**1 666 517**	**810 095**	**856 422**
Guadeloupe	**327 002**	160 112	166 890	**387 034**	189 187	197 847	**422 222**	203 146	219 076
Guyane	**73 012**	38 448	34 564	**114 808**	59 799	55 009	**156 790**	78 963	77 827
Martinique	**326 717**	158 415	168 302	**359 579**	173 878	185 701	**381 325**	180 910	200 415
Réunion	**515 798**	252 997	262 801	**597 828**	294 256	303 572	**706 180**	347 076	359 104

TABLEAU B.01-6

Population totale des départements et territoires d'outre-mer et des collectivités territoriales par sexe et groupe d'âges

Source : INSEE (recensements de la population)

Départements et territoires d'outre-mer et collectivités territoriales	**Total**	Moins de 20 ans	20 à 39 ans	40 à 59 ans	60 à 74 ans	75 ans et plus
Guadeloupe - recensement de 1999						
Ensemble	**422 222**	**133 696**	**132 517**	**96 915**	**39 431**	**19 663**
Hommes	**203 146**	67 809	63 635	45 853	18 011	7 838
Femmes	**219 076**	65 887	68 882	51 062	21 420	11 825
Guyane - recensement de 1999						
Ensemble	**156 790**	**67 860**	**49 168**	**30 366**	**6 756**	**2 640**
Hommes	**78 963**	34 437	24 085	15 879	3 460	1 102
Femmes	**77 827**	33 423	25 083	14 487	3 296	1 538
Martinique - recensement de 1999						
Ensemble	**381 325**	**112 670**	**116 422**	**88 944**	**42 206**	**21 083**
Hommes	**180 910**	56 922	55 150	41 448	19 209	8 181
Femmes	**200 415**	55 748	61 272	47 496	22 997	12 902
Réunion - recensement de 1999						
Ensemble	**706 180**	**255 499**	**233 573**	**146 417**	**51 087**	**19 604**
Hommes	**347 076**	129 697	114 401	72 545	23 449	6 984
Femmes	**359 104**	125 802	119 172	73 872	27 638	12 620
Nouvelle-Calédonie - recensement de 1996						
Ensemble	**196 836**	**78 003**	**66 184**	**37 911**	**11 527**	**3 211**
Hommes	**100 842**	40 115	33 609	19 971	5 792	1 355
Femmes	**95 994**	37 888	32 575	17 940	5 735	1 856
Polynésie française - recensement de 1996						
Ensemble	**219 521**	**94 519**	**73 633**	**38 161**	**10 941**	**2 267**
Hommes	**113 830**	48 656	38 316	20 331	5 586	941
Femmes	**105 691**	45 863	35 317	17 830	5 355	1 326
Wallis et Futuna - recensement de 1996						
Ensemble	**14 166**	**7 073**	**3 637**	**2 392**	**779**	**285**
Hommes	**6 984**	3 623	1 652	1 237	334	138
Femmes	**7 182**	3 450	1 985	1 155	445	147
Saint-Pierre et Miquelon - recensement de 1999						
Ensemble	**6 316**	**1 701**	**1 931**	**1 700**	**628**	**356**
Hommes	**3 147**	881	994	894	283	95
Femmes	**3 169**	820	937	806	345	261
Mayotte - recensement de 2002						
Ensemble	**160 301**	**84 905**	**50 953**	**18 544**	**4 720**	**1 179**
Hommes	**80 281**	42 475	24 708	10 026	2 504	568
Femmes	**80 020**	42 430	26 245	8 518	2 216	611

TABLEAU B.01-7

Population de 15 ans ou plus par groupe d'âges selon le diplôme en 1999 - France entière

Source : INSEE (recensement de la population)

Groupe d'âges	**Ensemble**	Études en cours	Aucun diplôme	CEP	BEPC	CAP, BEP	BAC, Brevet professionnel	BAC plus 2 ans	Diplômes supérieurs
France métropolitaine	**48 071 349**	**5 426 393**	**8 511 666**	**7 369 796**	**3 467 522**	**10 592 142**	**5 201 118**	**3 633 680**	**3 869 032**
15 à 19 ans	**3 932 101**	3 551 436	168 570	12 734	89 418	94 902	12 919	1 135	987
20 à 59 ans	**31 661 121**	1 874 957	4 633 502	2 806 165	2 400 489	8 954 527	4 355 886	3 325 050	3 310 545
60 ans ou plus	**12 478 127**	–	3 709 594	4 550 897	977 615	1 542 713	832 313	307 495	557 500
Guadeloupe	**322 581**	**42 719**	**133 099**	**20 094**	**20 960**	**48 216**	**29 241**	**13 954**	**14 298**
15 à 19 ans	**34 055**	31 133	2 054	45	352	366	89	7	9
20 à 59 ans	**229 432**	11 586	87 338	12 558	18 049	46 324	27 210	13 284	13 083
60 ans ou plus	**59 094**	–	43 707	7 491	2 559	1 526	1 942	663	1 206
Guyane	**103 517**	**14 771**	**44 773**	**4 068**	**4 911**	**15 694**	**8 300**	**5 014**	**5 986**
15 à 19 ans	**14 587**	11 650	2 549	44	215	103	23	2	1
20 à 59 ans	**79 534**	3 121	36 104	2 688	4 225	15 103	7 863	4 805	5 625
60 ans ou plus	**9 396**	–	6 120	1 336	471	488	414	207	360
Martinique	**297 424**	**38 851**	**117 602**	**22 860**	**20 171**	**44 919**	**24 788**	**13 364**	**14 869**
15 à 19 ans	**28 769**	27 099	1 210	14	196	195	41	7	7
20 à 59 ans	**205 366**	11 752	72 196	12 768	16 822	43 135	22 441	12 594	13 658
60 ans ou plus	**63 289**	–	44 196	10 078	3 153	1 589	2 306	763	1 204
Réunion	**515 349**	**71 996**	**254 291**	**20 334**	**29 261**	**62 606**	**36 306**	**17 384**	**23 171**
15 à 19 ans	**64 668**	55 962	5 921	69	1 208	1 269	207	20	12
20 à 59 ans	**379 990**	16 034	190 581	14 621	25 546	60 149	34 473	16 756	21 830
60 ans ou plus	**70 691**	–	57 789	5 644	2 507	1 188	1 626	608	1 329

TABLEAU B.01-8

Population totale par groupe d'âges et catégorie socioprofessionnelle en 1999 - France entière

Source : INSEE (recensement de la population - exploitation complémentaire)

Groupe d'âges	Agriculteurs exploitants	Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	Cadres, professions intellectuelles supérieures	Professions intermédiaires	Employés	Ouvriers	Retraités	Autres sans activité professionnelle
France métropolitaine	**642 167**	**1 659 052**	**3 165 335**	**5 762 885**	**7 809 091**	**7 061 742**	**10 634 443**	**21 778 985**
0 à 19 ans	1 099	5 452	1 130	9 639	94 113	162 877	–	14 107 482
20 à 59 ans	593 924	1 562 183	3 066 728	5 680 255	7 585 479	6 818 984	623 629	5 725 826
60 ans et plus	47 144	91 417	97 477	72 991	129 499	79 881	10 010 814	1 945 677
Guadeloupe	**4 879**	**17 532**	**9 721**	**29 104**	**68 327**	**41 285**	**45 991**	**205 383**
0 à 19 ans	9	32	7	40	260	405	–	132 943
20 à 59 ans	4 514	16 351	9 280	28 467	66 403	39 854	3 839	60 724
60 ans et plus	356	1 149	434	597	1 664	1 026	42 152	11 716
Guyane	**2 019**	**4 685**	**4 565**	**10 349**	**19 751**	**13 624**	**6 209**	**95 588**
0 à 19 ans	121	44	7	13	138	154	–	67 383
20 à 59 ans	1 755	4 388	4 434	10 132	19 219	13 190	705	25 711
60 ans et plus	143	253	124	204	394	280	5 504	2 494
Martinique	**2 942**	**13 147**	**9 988**	**28 352**	**59 763**	**41 364**	**50 831**	**174 938**
0 à 19 ans	7	17	3	33	132	261	–	112 217
20 à 59 ans	2 690	11 955	9 569	27 612	57 997	40 036	3 508	51 999
60 ans et plus	245	1 175	416	707	1 634	1 067	47 323	10 722
Réunion	**7 606**	**15 435**	**15 942**	**44 824**	**101 381**	**76 320**	**45 204**	**399 468**
0 à 19 ans	45	55	18	107	742	906	–	253 626
20 à 59 ans	7 191	14 501	15 508	44 145	99 078	74 560	5 690	119 317
60 ans et plus	370	879	416	572	1 561	854	39 514	26 525

TABLEAU B.01-9

Actifs occupés au lieu de travail par sexe et statut selon l'activité économique regroupée en 1999 - France entière

Source : INSEE (recensement de la population - exploitation complémentaire)

Activité économique (niveaux 4 et 16)	NES	**Ensemble**	Salariés	Non Salariés	**Hommes**	Salariés	Non Salariés	**Femmes**	Salariées	Non Salariées
France métropolitaine		**22 800 731**	**20 118 253**	**2 682 478**	**12 539 561**	**10 681 955**	**1 857 606**	**10 261 170**	**9 436 298**	**824 872**
Agriculture	**ES**	**947 446**	**304 850**	**642 596**	**661 662**	**220 206**	**441 456**	**285 784**	**84 644**	**201 140**
Industrie	**ET**	**4 151 952**	**3 906 267**	**245 685**	**2 941 624**	**2 752 844**	**188 780**	**1 210 328**	**1 153 423**	**56 905**
Construction	**EU**	**1 322 979**	**1 056 637**	**266 342**	**1 215 240**	**961 287**	**253 953**	**107 739**	**95 350**	**12 389**
Tertiaire	**EV**	**16 378 354**	**14 850 499**	**1 527 855**	**7 721 035**	**6 747 618**	**973 417**	**8 657 319**	**8 102 881**	**554 438**
Agriculture, sylviculture, pêche	EA	**947 446**	304 850	642 596	**661 662**	220 206	441 456	**285 784**	84 644	201 140
Industries agricoles et alimentaires	EB	**622 722**	538 519	84 203	**384 856**	328 211	56 645	**237 866**	210 308	27 558
Industries des biens de consommation	EC	**751 953**	687 386	64 567	**392 260**	345 320	46 940	**359 693**	342 066	17 627
Industrie automobile	ED	**268 497**	266 262	2 235	**224 816**	222 776	2 040	**43 681**	43 486	195
Industries des biens d'équipement	EE	**821 197**	784 331	36 866	**661 843**	628 306	33 537	**159 354**	156 025	3 329
Industries des biens intermédiaires	EF	**1 443 341**	1 386 899	56 442	**1 083 845**	1 035 319	48 526	**359 496**	351 580	7 916
Énergie	EG	**244 242**	242 870	1 372	**194 004**	192 912	1 092	**50 238**	49 958	280
Construction	EH	**1 322 979**	1 056 637	266 342	**1 215 240**	961 287	253 953	**107 739**	95 350	12 389
Commerce	EJ	**3 013 546**	2 522 116	491 430	**1 659 031**	1 337 521	321 510	**1 354 515**	1 184 595	169 920
Transports	EK	**997 935**	924 835	73 100	**781 263**	718 281	62 982	**216 672**	206 554	10 118
Activités financières	EL	**682 032**	646 569	35 463	**316 048**	288 810	27 238	**365 984**	357 759	8 225
Activités immobilières	EM	**279 034**	239 479	39 555	**124 414**	96 756	27 658	**154 620**	142 723	11 897
Services aux entreprises	EN	**2 799 774**	2 558 954	240 820	**1 639 799**	1 458 343	181 456	**1 159 975**	1 100 611	59 364
Services aux particuliers	EP	**1 683 936**	1 346 960	336 976	**700 968**	522 922	178 046	**982 968**	824 038	158 930
Éducation, santé, action sociale	EQ	**4 325 868**	4 026 534	299 334	**1 219 759**	1 052 649	167 110	**3 106 109**	2 973 885	132 224
Administration	ER	**2 596 229**	2 585 052	11 177	**1 279 753**	1 272 336	7 417	**1 316 476**	1 312 716	3 760
Départements d'outre-mer										
Guadeloupe		**124 332**	**101 797**	**22 535**	**66 378**	**49 078**	**17 300**	**57 954**	**52 719**	**5 235**
Agriculture	ES	**7 308**	2 834	4 474	**6 054**	2 256	3 798	**1 254**	578	676
Industrie	ET	**8 933**	7 024	1 909	**6 855**	5 289	1 566	**2 078**	1 735	343
Construction	EU	**9 737**	5 397	4 340	**9 100**	4 839	4 261	**637**	558	79
Tertiaire	EV	**98 354**	86 542	11 812	**44 369**	36 694	7 675	**53 985**	49 848	4 137
Guyane		**43 448**	**36 827**	**6 621**	**25 701**	**21 081**	**4 620**	**17 747**	**15 746**	**2 001**
Agriculture	ES	**2 885**	995	1 890	**1 998**	886	1 112	**887**	109	778
Industrie	ET	**3 522**	2 876	646	**2 872**	2 349	523	**650**	527	123
Construction	EU	**3 257**	2 313	944	**3 038**	2 124	914	**219**	189	30
Tertiaire	EV	**33 784**	30 643	3 141	**17 793**	15 722	2 071	**15 991**	14 921	1 070
Martinique		**116 009**	**99 502**	**16 507**	**60 208**	**47 793**	**12 415**	**55 801**	**51 709**	**4 092**
Agriculture	ES	**8 377**	5 638	2 739	**6 429**	4 144	2 285	**1 948**	1 494	454
Industrie	ET	**9 051**	7 544	1 507	**6 638**	5 429	1 209	**2 413**	2 115	298
Construction	EU	**7 068**	4 556	2 512	**6 557**	4 103	2 454	**511**	453	58
Tertiaire	EV	**91 513**	81 764	9 749	**40 584**	34 117	6 467	**50 929**	47 647	3 282
Réunion		**173 677**	**150 103**	**23 574**	**100 634**	**82 344**	**18 290**	**73 043**	**67 759**	**5 284**
Agriculture	ES	**9 562**	2 825	6 737	**8 407**	2 520	5 887	**1 155**	305	850
Industrie	ET	**13 424**	11 576	1 848	**10 784**	9 278	1 506	**2 640**	2 298	342
Construction	EU	**11 003**	8 900	2 103	**10 370**	8 385	1 985	**633**	515	118
Tertiaire	EV	**139 688**	126 802	12 886	**71 073**	62 161	8 912	**68 615**	64 641	3 974

TABLEAU B.01-10

Population active ayant un emploi par sexe et statut selon l'activité économique regroupée en 1999 - France entière

Source : INSEE (recensement de la population - exploitation complémentaire)

Activité économique (niveaux 4 et 16)	NES	**Ensemble**	Salariés	Non Salariés	**Hommes**	Salariés	Non Salariés	**Femmes**	Salariées	Non Salariées
France métropolitaine		**23 050 566**	**20 358 713**	**2 691 853**	**12 701 719**	**10 837 005**	**1 864 714**	**10 348 847**	**9 521 708**	**827 139**
Agriculture	**ES**	**949 017**	**306 040**	**642 977**	**662 957**	**221 207**	**441 750**	**286 060**	**84 833**	**201 227**
Industrie	**ET**	**4 230 978**	**3 983 941**	**247 037**	**3 001 979**	**2 812 054**	**189 925**	**1 228 999**	**1 171 887**	**57 112**
Construction	**EU**	**1 344 215**	**1 077 130**	**267 085**	**1 235 362**	**980 696**	**254 666**	**108 853**	**96 434**	**12 419**
Tertiaire	**EV**	**16 526 356**	**14 991 602**	**1 534 754**	**7 801 421**	**6 823 048**	**978 373**	**8 724 935**	**8 168 554**	**556 381**
Agriculture, sylviculture, pêche	EA	**949 017**	306 040	642 977	**662 957**	221 207	441 750	**286 060**	84 833	201 227
Industries agricoles et alimentaires	EB	**629 502**	545 054	84 448	**389 655**	332 789	56 866	**239 847**	212 265	27 582
Industries des biens de consommation	EC	**769 911**	704 875	65 036	**403 086**	355 802	47 284	**366 825**	349 073	17 752
Industrie automobile	ED	**275 315**	273 033	2 282	**230 797**	228 718	2 079	**44 518**	44 315	203
Industries des biens d'équipement	EE	**834 392**	797 290	37 102	**672 832**	639 085	33 747	**161 560**	158 205	3 355
Industries des biens intermédiaires	EF	**1 475 987**	1 419 222	56 765	**1 110 161**	1 061 336	48 825	**365 826**	357 886	7 940
Énergie	EG	**245 871**	244 467	1 404	**195 448**	194 324	1 124	**50 423**	50 143	280
Construction	EH	**1 344 215**	1 077 130	267 085	**1 235 362**	980 696	254 666	**108 853**	96 434	12 419
Commerce	EJ	**3 051 246**	2 557 701	493 545	**1 679 952**	1 356 893	323 059	**1 371 294**	1 200 808	170 486
Transports	EK	**1 010 078**	936 626	73 452	**790 500**	727 198	63 302	**219 578**	209 428	10 150
Activités financières	EL	**691 758**	656 060	35 698	**320 835**	293 383	27 452	**370 923**	362 677	8 246
Activités immobilières	EM	**281 007**	241 143	39 864	**125 460**	97 564	27 896	**155 547**	143 579	11 968
Services aux entreprises	EN	**2 829 667**	2 587 287	242 380	**1 658 600**	1 475 888	182 712	**1 171 067**	1 111 399	59 668
Services aux particuliers	EP	**1 705 250**	1 366 889	338 361	**712 112**	533 264	178 848	**993 138**	833 625	159 513
Éducation, santé, action sociale	EQ	**4 347 307**	4 047 138	300 169	**1 225 969**	1 058 349	167 620	**3 121 338**	2 988 789	132 549
Administration	ER	**2 610 043**	2 598 758	11 285	**1 287 993**	1 280 509	7 484	**1 322 050**	1 318 249	3 801
Départements d'outre-mer										
Guadeloupe		**125 245**	**102 629**	**22 616**	**66 857**	**49 494**	**17 363**	**58 388**	**53 135**	**5 253**
Agriculture	ES	7 316	2 836	4 480	6 063	2 259	3 804	1 253	577	676
Industrie	ET	8 999	7 082	1 917	6 900	5 326	1 574	2 099	1 756	343
Construction	EU	9 793	5 438	4 355	9 155	4 879	4 276	638	559	79
Tertiaire	EV	99 137	87 273	11 864	44 739	37 030	7 709	54 398	50 243	4 155
Guyane		**43 443**	**36 819**	**6 624**	**25 703**	**21 080**	**4 623**	**17 740**	**15 739**	**2 001**
Agriculture	ES	2 888	997	1 891	2 001	888	1 113	887	109	778
Industrie	ET	3 524	2 878	646	2 873	2 350	523	651	528	123
Construction	EU	3 256	2 312	944	3 037	2 123	914	219	189	30
Tertiaire	EV	33 775	30 632	3 143	17 792	15 719	2 073	15 983	14 913	1 070
Martinique		**116 067**	**99 546**	**16 521**	**60 245**	**47 823**	**12 422**	**55 822**	**51 723**	**4 099**
Agriculture	ES	8 384	5 642	2 742	6 433	4 146	2 287	1 951	1 496	455
Industrie	ET	9 058	7 549	1 509	6 644	5 433	1 211	2 414	2 116	298
Construction	EU	7 070	4 558	2 512	6 559	4 105	2 454	511	453	58
Tertiaire	EV	91 555	81 797	9 758	40 609	34 139	6 470	50 946	47 658	3 288
Réunion		**173 677**	**150 103**	**23 574**	**100 634**	**82 344**	**18 290**	**73 043**	**67 759**	**5 284**
Agriculture	ES	9 562	2 825	6 737	8 407	2 520	5 887	1 155	305	850
Industrie	ET	13 424	11 576	1 848	10 784	9 278	1 506	2 640	2 298	342
Construction	EU	11 003	8 900	2 103	10 370	8 385	1 985	633	515	118
Tertiaire	EV	139 688	126 802	12 886	71 073	62 161	8 912	68 615	64 641	3 974

TABLEAU B.01-11

Navettes domicile-travail des actifs ayant un emploi par sexe et catégorie socioprofessionnelle en 1999

Source : INSEE (recensement de la population - exploitation complémentaire)

Caractéristiques individuelles	**Ensemble**	Lieu de résidence - Lieu de travail					
		Même commune	Dans deux communes différentes				
			Même unité urbaine	Même zone d'emploi	Même département	Même région	Autres cas
Hommes	**12 701 719**	4 828 235	3 290 628	4 747 842	5 652 967	7 226 853	637 751
Femmes	**10 348 847**	4 532 065	2 784 864	3 831 293	4 393 449	5 516 718	292 574
Ensemble	**23 050 566**	**9 360 300**	**6 075 492**	**8 579 135**	**10 046 416**	**12 743 571**	**930 325**
Agriculteurs exploitants	**627 204**	571 916	4 470	41 025	48 058	51 550	3 706
Artisans, commerçants, chefs d'entreprises	**1 525 719**	1 000 733	233 267	345 597	395 420	491 246	32 888
Cadres, professions intellectuelles supérieures	**3 025 190**	1 079 790	1 098 715	943 137	1 133 576	1 777 185	166 513
Professions intermédiaires	**5 318 217**	1 768 881	1 619 133	2 138 021	2 555 231	3 309 180	236 446
Employés	**6 645 135**	3 002 275	1 760 993	2 414 791	2 756 379	3 433 922	204 102
Ouvriers	**5 909 101**	1 936 705	1 358 914	2 696 564	3 157 752	3 680 488	286 670

TABLEAU B.01-12

Migrations par sexe et par catégorie socioprofessionnelle en 1999 en fonction du lieu de naissance et du lieu de résidence au 1er janvier 1990

Source : INSEE (recensement de la population - exploitation complémentaire)

Caractéristiques individuelles	**Ensemble**	Lieu de naissance				Lieu de résidence					
		Même département	Même région	France métropolitaine	Hors France métropolitaine	Même logement	Même commune	Même département	Même région	France métropolitaine	Hors France métropolitaine
Population totale	**58 513 700**	**31 909 885**	**38 980 137**	**52 292 296**	**6 221 404**	**29 304 612**	**38 751 652**	**48 430 149**	**51 647 044**	**57 166 484**	**1 347 216**
Hommes	**28 416 917**	15 660 209	19 036 401	25 338 356	3 078 561	14 118 518	18 720 476	23 449 716	25 022 326	27 761 417	655 500
Femmes	**30 096 783**	16 249 676	19 943 736	26 953 940	3 142 843	15 186 094	20 031 176	24 980 433	26 624 718	29 405 067	691 716
Catégorie Socioprofessionnelle											
Agriculteurs exploitants	**642 167**	508 483	550 646	622 775	19 392	493 593	569 164	619 189	625 429	638 699	3 468
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	**1 659 052**	794 582	996 113	1 427 113	231 939	850 324	1 111 871	1 396 440	1 487 372	1 628 088	30 964
Cadres, professions intellectuelles supérieures	**3 165 335**	882 542	1 447 935	2 760 949	404 386	1 180 640	1 658 606	2 127 207	2 456 878	3 055 838	109 497
Professions intermédiaires	**5 762 885**	2 491 906	3 411 170	5 216 439	546 446	2 360 120	3 238 779	4 436 505	4 907 583	5 656 421	106 464
Employés	**7 809 091**	3 924 915	4 890 784	6 853 794	955 297	3 384 580	4 843 838	6 388 383	6 854 062	7 648 511	160 580
Ouvriers	**7 061 742**	4 058 303	4 726 855	5 959 622	1 102 120	3 401 660	4 775 103	6 207 851	6 501 187	6 928 433	133 309
Retraités	**10 634 443**	5 499 625	6 646 059	9 479 886	1 154 557	8 241 552	9 103 093	9 822 509	10 021 496	10 571 425	63 018
Autres sans activité	**21 778 985**	13 749 529	16 310 575	19 971 718	1 807 267	9 392 143	13 451 198	17 432 065	18 793 037	21 039 069	739 916

TABLEAU B.01-13

Migrations par sexe en 1999 en fonction du lieu de naissance et du lieu de résidence au 1er janvier 1990 Départements d'outre-mer

Source : INSEE (recensement de la population - exploitation complémentaire)

	Ensemble	Lieu de naissance				Lieu de résidence					
		Même département	Autre DOM ou TOM	France métropolitaine	Étranger	Même logement	Même commune	Même département	Autre DOM ou TOM	France métropolitaine	Étranger
GUADELOUPE	**422 222**	**341 539**	**8 962**	**46 102**	**25 619**	**223 935**	**313 468**	**368 299**	**4 941**	**42 083**	**6 899**
Hommes	**203 146**	164 372	4 013	23 207	11 554	108 648	152 059	177 031	2 344	20 548	3 223
Femmes	**219 076**	177 167	4 949	22 895	14 065	115 287	161 409	191 268	2 597	21 535	3 676
GUYANE	**156 790**	**85 258**	**8 106**	**18 560**	**44 866**	**51 301**	**102 305**	**122 840**	**3 814**	**16 661**	**13 475**
Hommes	**78 963**	42 231	4 437	10 301	21 994	25 769	51 472	61 792	2 014	9 009	6 148
Femmes	**77 827**	43 027	3 669	8 259	22 872	25 532	50 833	61 048	1 800	7 652	7 327
MARTINIQUE	**381 325**	**329 232**	**7 532**	**35 783**	**8 778**	**208 799**	**286 525**	**338 326**	**5 267**	**34 998**	**2 734**
Hommes	**180 910**	156 396	3 090	17 601	3 823	100 514	136 927	160 580	2 284	16 844	1 202
Femmes	**200 415**	172 836	4 442	18 182	4 955	108 285	149 598	177 746	2 983	18 154	1 532
RÉUNION	**706 180**	**608 157**	**9 114**	**64 561**	**24 348**	**339 406**	**550 279**	**628 782**	**7 619**	**60 298**	**9 481**
Hommes	**347 076**	296 098	4 317	34 991	11 670	169 053	271 429	307 797	3 651	31 307	4 321
Femmes	**359 104**	312 059	4 797	29 570	12 678	170 353	278 850	320 985	3 968	28 991	5 160

TABLEAU B.01-14

Projections de population totale par groupe d'âges au 1er janvier
Scénario central - Données de cadrage (1)

Source : INSEE

Unité : Millier

Année	Population	– de 20 ans	20-59 ans	60-64 ans	65 ans et +	*dont* 75 ans et +	Solde naturel	Solde migratoire
		%	%	%	%	%		
2000	58 744	25,6	53,8	4,6	16,0	7,2	209	50
2001	59 004	25,4	54,0	4,5	16,1	7,4	204	50
2002	59 258	25,1	54,2	4,4	16,3	7,6	198	50
2003	59 506	25,0	54,4	4,3	16,4	7,8	192	50
2004	59 747	24,8	54,3	4,4	16,5	8,0	186	50
2005	59 983	24,7	54,3	4,4	16,6	8,1	179	50
2006	60 212	24,5	54,4	4,5	16,6	8,3	172	50
2007	60 434	24,3	54,1	5,0	16,6	8,5	165	50
2008	60 650	24,1	53,8	5,4	16,7	8,7	159	50
2009	60 858	24,0	53,4	5,8	16,8	8,8	152	50
2010	61 061	23,8	53,1	6,1	17,0	9,0	146	50
2011	61 256	23,6	52,8	6,5	17,1	9,1	140	50
2012	61 446	23,5	52,5	6,5	17,5	9,2	133	50
2013	61 629	23,3	52,2	6,5	18,0	9,3	126	50
2014	61 805	23,2	51,9	6,4	18,5	9,3	120	50
2015	61 975	23,2	51,5	6,3	19,0	9,4	113	50
2016	62 138	23,0	51,3	6,3	19,4	9,4	107	50
2017	62 295	22,9	51,0	6,3	19,8	9,4	102	50
2018	62 447	22,8	50,7	6,3	20,2	9,4	96	50
2019	62 593	22,7	50,4	6,3	20,6	9,5	91	50
2020	62 734	22,5	50,2	6,3	21,0	9,6	87	50
2021	62 871	22,4	49,9	6,3	21,4	9,8	82	50
2022	63 003	22,2	49,7	6,3	21,8	10,1	78	50
2023	63 131	22,1	49,4	6,3	22,2	10,5	75	50
2024	63 256	21,9	49,2	6,4	22,5	10,9	71	50
2025	63 377	21,8	48,9	6,4	22,9	11,3	68	50
2026	63 495	21,7	48,6	6,4	23,3	11,7	64	50
2027	63 609	21,6	48,3	6,4	23,7	12,1	61	50
2028	63 720	21,5	48,1	6,4	24,1	12,4	56	50
2029	63 826	21,4	47,8	6,3	24,5	12,8	51	50
2030	63 927	21,3	47,6	6,3	24,9	13,1	45	50
2031	64 023	21,2	47,3	6,2	25,3	13,4	39	50
2032	64 111	21,1	47,0	6,2	25,6	13,8	31	50
2033	64 192	21,0	46,7	6,3	25,9	14,1	22	50
2034	64 264	21,0	46,5	6,3	26,2	14,4	12	50
2035	64 326	20,9	46,3	6,2	26,6	14,7	1	50
2036	64 377	20,8	46,2	6,1	26,9	15,0	– 10	50
2037	64 418	20,8	46,2	5,9	27,2	15,3	– 21	50
2038	64 446	20,7	46,1	5,7	27,5	15,6	– 33	50
2039	64 463	20,6	46,0	5,6	27,8	15,8	– 45	50
2040	64 469	20,6	45,9	5,6	28,0	16,1	– 56	50
2041	64 462	20,5	45,7	5,7	28,1	16,4	– 67	50
2042	64 445	20,5	45,6	5,8	28,2	16,6	– 77	50
2043	64 418	20,4	45,5	5,9	28,3	16,8	– 87	50
2044	64 381	20,4	45,4	5,9	28,4	17,0	– 95	50
2045	61 337	20,3	45,3	5,9	28,5	17,2	– 101	50
2046	64 286	20,3	45,2	5,9	28,6	17,4	– 107	50
2047	64 229	20,2	45,1	5,8	28,8	17,6	– 112	50
2048	64 167	20,2	45,0	5,8	29,0	17,8	– 116	50
2049	64 101	20,2	44,9	5,9	29,1	18,0	– 119	50
2050	64 032	20,1	44,8	5,9	29,2	18,1	–	–

(1) Les données présentées sont des projections, y compris pour les années 2000 à 2003. Pour les composantes du scénario central, cf. partie 2 Méthodologie.

Chapitre B.02

○ Mouvement de la population

1 Présentation.
2 Méthodologie.
3 Définitions.
4 Sources de documentation.
5 Tableaux.

❍ Liste des tableaux

1 Mouvement de la population : aperçu d'ensemble - France entière.

2 Mouvement naturel de la population : taux de nuptialité, natalité, mortalité - France entière.

3 Indicateurs synthétiques de la situation démographique.

4 Enfants nés vivants et enfants sans vie par sexe et qualité juridique.

5 Enfants nés vivants par âge de la mère et qualité juridique.

6 Enfants nés vivants légitimes suivant le rang de naissance.

7 Enfants nés vivants légitimes suivant la nationalité des parents et nés vivants hors mariage de mère étrangère.

8 Indicateur de fécondité (pour 100 femmes) et âge moyen des mères à la maternité.

9 Mariages par âge et état matrimonial antérieur en 2002.

10 Mariages par état matrimonial antérieur et par nationalité des époux. Âge moyen au premier mariage.

11 Indicateurs de primo-nuptialité (nuptialité féminine pour 100 femmes).

12 Décédés par sexe, groupe d'âges en années révolues et état matrimonial en 2002.

13 Mortalité infantile et ses diverses composantes.

14 Taux de mortalité par sexe et groupe d'âges.

15 Tables de mortalité annuelles abrégées.

16 Table de mortalité : années 2000-2002.

17 Principaux indicateurs démographiques de divers pays en 2002.

18 Mouvement naturel de la population - Territoires d'outre-mer.

1
○ Présentation

Selon les estimations provisoires, la France métropolitaine compte 59,9 millions d'habitants au 1er janvier 2004. Avec 760 300 naissances et 549 600 décès, l'excédent naturel est de 210 700 personnes. Compte-tenu de l'excédent migratoire, évalué à 55 000 personnes, l'accroissement total de population s'élève à 265 700. Avec les départements d'outre-mer, la population française est estimée à 61,7 millions d'habitants.
La natalité reste stable en 2003. L'année est marquée par une hausse sensible du nombre de décès, du fait de la canicule du mois d'août.

Les naissances se stabilisent

En 2003, le nombre de naissances reste stable à un niveau élevé. 760 000 bébés sont nés en France métropolitaine, soit autant qu'en 2002.
Depuis 1994, les femmes de 20 à 40 ans, qui ont donné naissance à 96 % des bébés en 2003, sont pourtant de moins en moins nombreuses. En effet, les générations du baby-boom sont progressivement remplacées par des générations moins nombreuses.
Si les naissances se maintiennent à un niveau aussi élevé, c'est que les femmes continuent à avoir en moyenne plus d'enfants qu'au cours des années quatre-vingt-dix. En 2003, l'indicateur conjoncturel de fécondité est de 189 enfants pour 100 femmes. Après un léger recul en 2002, il repart à la hausse. Entre 2000 et 2001, la hausse de la fécondité était principalement due aux femmes de moins de 25 ans ; entre 2002 et 2003, elle est due surtout aux femmes plus âgées, en particulier celles de 30 à 34 ans. Comme en 2002, l'âge moyen à la maternité est de 29,5 ans.

Pic des décès en août

En 2003, les décès ont augmenté de 3 % par rapport à 2002 : 550 000 décès en France métropolitaine contre 534 000 l'an dernier. L'année 2003 a débuté favorablement avec 6 000 décès en moins en janvier par rapport au même mois de l'année 2002 : le début de l'année 2002 avait en effet été marqué par une forte épidémie de grippe. Jusqu'en juillet, les décès ont en revanche été un peu plus nombreux en 2003 qu'en 2002 et en fin d'année, l'épidémie de grippe a été sévère. Mais c'est bien sûr la canicule d'août 2003 qui a le plus fortement contribué à la hausse des décès : le nombre de décès supplémentaires qu'elle a provoqués a été estimé par l'INSERM à 15 000.
Le nombre de décès n'avait jamais été aussi élevé en métropole depuis 1985. Après avoir régulièrement diminué, il augmente légèrement depuis 2000 malgré la baisse du risque de mortalité à chaque âge. L'augmentation du nombre des personnes âgées tend en effet à l'accroître mais, compte tenu du rythme de baisse de la mortalité que la France connaît depuis plusieurs années, on aurait pu s'attendre en 2003 à un nombre de décès voisin de celui de 2002.
Au cours des dix dernières années, l'espérance de vie à la naissance a progressé de 0,25 an en moyenne chaque année pour les hommes et de 0,15 an pour les femmes. En 2003, du fait de la surmortalité du mois d'août, elle atteint 75,9 ans pour les hommes soit une progression de 0,1 an seulement par rapport à 2002 et 82,9 ans pour les femmes, en légère baisse par rapport à 2002.
En 2003, la mortalité infantile est stable avec 4,1 décès d'enfants de moins d'un an pour mille naissances vivantes.

Diminution des mariages, succès des Pacs

Après l'envolée du nombre de mariages en 2000 - quasiment 300 000 -, la baisse amorcée en 2001 se confirme. En 2003, 273 000 mariages ont été célébrés, soit 6 000 de moins qu'en 2002 (- 2,1 %) et un niveau comparable à celui de 1998. Entre 2001 et 2002, la baisse a surtout touché les premiers mariages tandis que le nombre de remariages restait quasiment stable.
En 2002, l'âge moyen au mariage repart à la hausse après être resté stable au cours des deux années précédentes. Les hommes se marient en moyenne à 30,4 ans et les femmes à 28,2 ans. Par rapport à 1990, les hommes se marient 2,8 ans plus tard et les femmes 2,6 ans. L'écart de deux années entre l'âge moyen au mariage des deux sexes reste constant.
Créé fin 1999, le pacte civil de solidarité (pacs) prend de plus en plus d'ampleur. Après un léger recul en 2001, 25 000 pacs ont été signés en 2002. Le succès croissant se confirme pour 2003 avec plus de 31 500 pacs. Actuellement, pour cent mariages célébrés, huit pacs sont signés.

Le solde migratoire joue peu dans la croissance

La part des mouvements migratoires dans l'accroissement de la population française a encore diminué en 2003 : seulement un cinquième de la croissance de la population leur est attribuable, les quatre cinquièmes étant dus à l'excédent des naissances sur les décès. La situation de la France se distingue ainsi de celle de l'Union européenne pour laquelle le solde migratoire explique les trois quarts de la croissance de la population.

2
○ Méthodologie

Statistiques de l'état civil

Les statistiques des mariages, naissances et décès sont dressées à partir des bulletins statistiques de l'état civil, établis par les maires au moment et dans la commune où ont lieu les mariages, les naissances et les décès.
Le dépouillement des bulletins, effectué par l'INSEE, donne lieu à une publication annuelle présentant l'ensemble des résultats accompagnés d'une description détaillée des méthodes de collecte et d'élaboration des données, dans le volume « La situation démographique en .... – Mouvement de la population ». Le dernier ouvrage paru se rapporte à l'année 2002.
D'autres statistiques relatives au mouvement de la population sont établies par divers ministères et organismes : le ministère de la Justice pour les divorces et les Pacs, celui de la Santé et de la Protection sociale pour les interruptions volontaires de grossesse, l'Institut national de la santé et de la recherche médicale pour la statistique des causes médicales de décès.

Migrations extérieures

Le solde migratoire ne correspond pas seulement aux mouvements d'étrangers mais inclut bien sûr les mouvements migratoires de Français (tels que, par exemple, les échanges de population entre la France métropolitaine et les DOM).
De 1982 à 1989, les bilans migratoires résultent de la confrontation des populations des deux recensements de 1982 et de 1990, après déduction du mouvement naturel sur la période intercensitaire. De 1990 à 1998, les estimations du solde migratoire n'ont pas été modifiées suite au recensement de 1999. Un ajustement statistique a été introduit pour assurer la cohérence entre les populations issues des recensements et les données de l'état civil.
À partir de 1990, les bilans migratoires tiennent compte des flux d'entrées observés et des informations fournies par la comparaison des recensements. Les statistiques relatives aux entrées d'étrangers sont établies depuis 1990 par le Haut Conseil à l'intégration à partir des statistiques de l'OMI et de l'OFPRA. L'effectif des familles ne comprend pas toutes les familles de ressortissants de la CEE, mais seulement celles qui adressent une demande de regroupement familial à l'OMI, procédure qui n'est pas obligatoire. Les chiffres pour les réfugiés ont été transmis par l'OFPRA qui ne publie pas de données exhaustives par nationalité. La colonne « Autres » comprend des enfants de Français, des ascendants d'enfants français, et les autres bénéficiaires de plein droit de la carte de résident. La colonne « réexamens » comptabilise les personnes ayant obtenu un titre de séjour suite à la circulaire du 24 juin 1997.

3
○ Définitions

Âge

● ***Âge moyen***

L'âge moyen pondéré est calculé à partir des effectifs classés par année de naissance. Il faut tenir compte de l'inégalité des

effectifs des générations dans l'interprétation de ces âges moyens.
L'âge moyen non pondéré est calculé à partir des taux, sans tenir compte de la structure par âge de la population considérée.

● ***Classement par âge***

Le classement par âge utilisé dans ce chapitre est réalisé selon deux définitions :
– l'âge par génération ou âge atteint dans l'année,
– l'âge en années révolues.
L'âge généralement utilisé est l'âge atteint dans l'année. Il correspond à la différence entre l'année de l'événement et l'année de naissance de l'individu.
L'âge en années révolues est l'âge au dernier anniversaire. Aussi, à la date de l'événement, dans une même génération, l'âge en années révolues n'est pas le même pour toutes les personnes.
Par exemple, un individu né le 10 octobre 1925 décède le 18 avril 1999. Il a 74 ans en âge atteint dans l'année : 1999 moins 1925 égale 74. Mais il a 73 ans en années révolues : 18 avril 1999 moins 10 octobre 1925 égale 73 ans 6 mois et 8 jours.
Ainsi, pour un individu ayant *x* ans en âge atteint dans l'année, si l'événement a eu lieu à la date *d* :
– l'individu ayant son anniversaire après la date *d* aura comme âge en années révolues (*x-1*) ;
– l'individu ayant son anniversaire à la date *d* ou avant aura comme âge en années révolues (*x*).
Seule exception : L'événement a lieu le 31 décembre. À cette date, le classement par âge atteint dans l'année et par âge en années révolues est identique. Et au 1er janvier, l'âge atteint dans l'année est égal à l'âge en années révolues plus un.

● ***Classement par groupe d'âges***

Le classement par groupe quinquennal d'âges utilisé dans ce chapitre regroupe les évènements de façon cohérente avec le calcul de la population moyenne.
Il s'agit de moyennes arithmétiques des effectifs de groupes de générations à chaque premier janvier. Les groupes de générations n'ont donc pas le même âge en années révolues aux deux premiers janvier.

Divorces

Les divorces prononcés sont la somme des divorces directs et des conversions de séparation de corps.

Événement

Les statistiques portent sur les événements survenus en France métropolitaine, ceux (peu nombreux) concernant des personnes domiciliées hors métropole y sont compris. À l'inverse, les événements enregistrés hors métropole concernant des personnes domiciliées en métropole ne sont pas pris en compte.

● ***Événement enregistré, événement domicilié***

Le lieu d'enregistrement est le lieu où s'est produit l'événement : lieu de mariage, de la naissance ou du décès.
Le lieu du domicile est celui du domicile conjugal pour les mariages, du domicile de la mère pour les naissances et du domicile du défunt pour les décès.

Mouvement naturel

Au sens strict, différence entre les naissances et les décès durant une période donnée.

Naissances

● ***Enfants nés vivants, enfants sans vie, statistiques de naissances vivantes et d'enfants sans vie.***

Jusqu'en 1992 :
– Les enfants nés vivants mais décédés avant la déclaration de leur naissance à l'état civil (appelés également « faux mort-nés » ou « enfant sans vie (mort-nés) ayant respiré ») étaient légalement enregistrés comme enfants sans vie. Toutefois, leur prise en compte dans la statistique des naissances vivantes a été introduite dès 1975.
Avant 1975 :
– La statistique des naissances portait seulement sur les enfants vivants au moment de leur déclaration à l'état civil ;
– La statistique des mort-nés portait sur l'ensemble des enfants déclarés sans vie, y compris ceux ayant respiré.
De 1975 à 1992 :
– La statistique des naissances s'est étendue à l'ensemble des enfants nés vivants : enfants déclarés vivants et enfants sans vie ayant respiré ;
– La statistique des enfants sans vie comprenait seulement les enfants sans vie n'ayant pas respiré et ceux pour lesquels le critère de vitalité (respiration) n'était pas renseigné.
À partir de 1993 :
– Les règles d'établissement d'un acte de naissance ou d'un acte d'enfant sans vie dépendent de la vitalité de l'enfant, au moment de la naissance. Les enfants décédés au moment de la déclaration sont enregistrés en naissance et décès, si l'on justifie, par la production d'un certificat médical, qu'ils sont nés vivants et viables. Sinon, il est dressé un acte d'enfant sans vie ;
– la statistique des naissances comprend les enfants nés vivants et viables ;
– la statistique des enfants sans vie couvre l'ensemble des actes d'enfants sans vie : enfants décédés au moment de la déclaration nés vivants mais non viables, ou enfants sans vie après une durée de gestation supérieure à 180 jours.
– une circulaire de novembre 2001 a modifié cette définition : désormais, un acte d'enfant sans vie correspond au terme de vingt-deux semaines d'aménorrhée ou à un poids de 500 grammes.

● ***Naissances légitimes, naturelles***

Les naissances sont définies légitimes ou naturelles suivant les types d'actes de naissance établis par l'officier de l'état civil.
Les enfants légitimes sont ceux dont les parents sont mariés.

● ***Rang de naissance***

Les tableaux par rang de naissance concernent uniquement les enfants légitimes.
Jusqu'en 1965 et à partir de 1998, le rang de naissance est déterminé de deux manières : d'une part en tenant compte de tous les enfants nés vivants de la mère, d'autre part en prenant en compte les seuls enfants nés du mariage actuel.
De 1966 à 1997, seule cette seconde classification était adoptée.
Les enfants sans vie ne sont pas retenus pour la détermination du rang de naissance.

Décès d'enfants de moins d'un an (mortalité infantile)

Jusqu'en 1974, les « faux enfants sans vie » (ne figurant pas dans les statistiques des nés vivants) étaient exclus des statistiques de décès.
Pour corriger la sous-estimation importante de la mortalité infantile introduite par cette pratique, on calculait, outre le taux de mortalité infantile, un taux de mortalité infantile rectifié en ajoutant les faux enfants sans vie aux naissances et aux décès.
À partir de l'année 1975, il n'existe plus qu'un seul taux de mortalité infantile. Jusqu'en 1992 les faux enfants sans vie étaient inclus dans les statistiques de décès.
Depuis 1993, les enfants morts au moment de la déclaration, nés vivants et viables, ont un acte de naissance et de décès.

Taux. Méthode de calcul des indicateurs

● ***Taux bruts***

Les taux bruts rapportent le nombre d'événements de l'année (naissance, décès, mariages...) à la population moyenne totale de l'année.

● ***Taux par âge***

Les taux par âge rapportent les événements, survenus dans une génération au cours de l'année, à l'effectif moyen de cette génération.
Les taux par groupe d'âges rapportent les événements classés par groupe d'âges à la population moyenne correspondante.

● ***Taux synthétiques***

Pour résumer les séries de taux par âge, on en fait la somme (somme des naissances réduites, somme des premiers mariages réduits, somme des divorces réduits). Ceci revient à appliquer en l'absence de mortalité, les taux par âge observés dans l'année à une génération fictive, et à faire la somme des événements que cette génération subirait à chaque âge.

— Indicateur de primo-nuptialité
L'indicateur de primo-nuptialité, ou somme des premiers mariages réduits, est la somme des premiers mariages conclus à chaque âge, l'année considérée, sur la base de 100 hommes ou femmes par génération. Il mesure la proportion d'hommes ou de femmes non célibataires à 50 ans dans une génération fictive dont les mariages seraient à chaque âge égaux à ceux observés l'année considérée.

— Indicateurs de mortalité infantile
(Voir ci-dessus les mots clés « décès d'enfants de moins d'un an » et « naissances »).
Le taux de mortalité infantile est le rapport du nombre d'enfants décédés avant un an à l'ensemble des nés vivants.
Parmi les enfants décédés avant l'âge d'un an au cours d'une année donnée, les uns sont nés au cours de la même année, les autres au cours de l'année précédente. Le taux de mortalité infantile est la somme des taux partiels relatifs à chacune des deux générations d'enfants.
Suivant la période de la mort de l'enfant, on distingue plusieurs taux :
– le taux de mortalité néo-natale précoce est le rapport du nombre d'enfants décédés à moins de 7 jours à l'ensemble des nés vivants ;
– le taux de mortalité néo-natale est le rapport du nombre d'enfants décédés à moins de 28 jours à l'ensemble des nés vivants ;
– le taux de mortalité post néo-natale est le rapport du nombre d'enfants décédés à moins d'un an et plus de 28 jours à l'ensemble des nés vivants ;
– le taux de mortalité périnatale est le rapport du nombre d'enfants sans vie (mort-nés) et d'enfants décédés à moins de 7 jours à l'ensemble des nés vivants et enfants sans vie ;
– le taux de mortalité foeto-infantile est le rapport du nombre d'enfants sans vie et d'enfants décédés à moins d'un an à l'ensemble des nés vivants et enfants sans vie ;
– le taux de mortinatalité est le rapport du nombre d'enfants sans vie à l'ensemble des nés vivants et enfants sans vie.

— Indicateur conjoncturel de divortialité
L'indicateur conjoncturel de divortialité ou somme des divorces réduits est, pour une année donnée, la somme des divorces prononcés à chaque durée de mariage sur la base de 1 000 mariages dont ils sont issus. Il indique le nombre de désunions dans une promotion fictive de 1 000 mariages dont les divorces seraient, à chaque durée de mariage, égaux à ceux observés l'année considérée.

— Indicateur conjoncturel de fécondité
Fondé sur le même principe, l'indicateur conjoncturel de fécondité, ou somme des naissances réduites, est la somme de l'ensemble des taux de fécondité par âge pour une année donnée. Il indique le nombre moyen d'enfants que mettrait au monde chaque femme d'une génération fictive pendant sa vie féconde, mesuré avec les taux de fécondité par âge identiques à ceux observés l'année considérée.

— Taux brut de reproduction
Si une génération (fictive) de 100 femmes, supposées non soumises à l'effet de la mortalité, avait à chaque âge (entre 15 et 50 ans) la fécondité observée pendant l'année n, ces 100 femmes mettraient au monde au cours de leur vie un nombre de filles qui est par définition le taux brut de reproduction (relatif à l'année n). Ce taux est en fait un indice de fécondité de l'année n, indépendant de la structure réelle par âge et permettant donc des comparaisons dans le temps et dans l'espace (à la différence du taux de natalité, qui dépend à la fois de la fécondité et de la structure de la population).
Il ne faut perdre de vue que les taux utilisés dans le calcul sont ceux observés au cours d'une année donnée dans l'ensemble de la population féminine (composée de plusieurs générations) et ne représentent donc pas les taux d'une génération réelle de femmes. Il est probable qu'aucune génération réelle n'aura à chaque âge les taux observés. Les taux de reproduction servent donc uniquement à caractériser d'une façon synthétique la situation démographique au cours d'une année donnée, sans qu'on puisse en tirer des conclusions certaines sur l'avenir de la population.

— Espérance de vie (voir tables de mortalité)
L'espérance de vie à chaque âge est la moyenne des durées restant à vivre pour les survivants à cet âge.
L'espérance de vie à la naissance (âge 0), ou durée moyenne de vie, est la moyenne des âges au décès d'une génération fictive soumise aux conditions actuelles de mortalité.

— Tables de mortalité
Une table de mortalité annuelle suit le cheminement d'une génération fictive de 100 000 nouveau-nés à qui l'on fait subir aux divers âges les conditions de mortalité observées sur les diverses générations réelles, durant l'année étudiée.
Cette table se construit à l'aide des quotients de mortalité observés l'année n, définis de la façon suivante :
—On rapporte les décès de la génération g atteignant l'âge x = n – g au cours de l'année n à l'effectif de cette génération au 1er janvier, corrigé pour tenir compte des immigrations et émigrations.
À partir de ces quotients on construit une table de survivants au 31 décembre, dont on déduit le calcul des survivants à chaque anniversaire.
Pour éviter les aléas des tables annuelles et pour disposer d'une table détaillée par âge aussi précise que possible, on calcule une table de mortalité couvrant une période de plusieurs années.
Le calcul de cette table est identique à celui décrit précédemment pour la table annuelle, le quotient t(x) étant la moyenne arithmétique des quotients à l'âge x relatifs à chacune des années de la période.
À partir de la Situation démographique en 1998, la table de mortalité est calculée jusqu'à 105 ans.

4 ○ Sources de documentation

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de la division « Enquêtes et Études démographiques » de l'INSEE.

Organismes :
– INSEE ;
– Ministère de la Justice.

Sites Internet :
– www.insee.fr
– www.justice.gouv.fr
– www.ined.fr

Publications :

INSEE
Bulletin mensuel de statistique :
« Bilan démographique 2003 », n° 2, février 2004.
INSEE-Résultats, série Société :
– « La situation démographique en 2002 - Mouvement de la population », n° 34, août 2004 ;
– « Projections démographiques pour la France, ses régions et ses départements (horizon 2030/2050) », C. Brutel, L. Omalek, n° 16, août 2003 ;
– « Un siècle de fécondité française – Caractéristiques et évolution de la fécondité de 1901 à 1999 », n° 8, octobre 2002.
INSEE-Première :
– « La fécondité dans les régions à la fin des années quatre-vingt-dix », n° 963, avril 2004 ;
– « Bilan démographique 2003 - Stabilité des naissances, augmentation des décès », n° 948, février 2004 ;
– « Une femme accouche en moyenne à 14 kms de son domicile », n° 903, juin 2003 ;
– « 1,6 million d'enfants vivent dans une famille recomposée », n° 901, juin 2003 ;
– « La fécondité des étrangères en France », n° 898, mai 2003 ;
– « Mortalité des femmes et environnement familial - Rôle protecteur de la vie de famille », n° 892, avril 2003.
Économie et Statistique :
– « La population de la France métropolitaine à l'horizon 2050 : un vieillissement inéluctable », C. Brutel, n° 355-356, 2002.
Données sociales, édition 2002 :
– « Panorama démographique de la France en 2000 », L. Doisneau.

France, portrait social, édition 2004-2005 :
– « Fiche thématique Démographie ».
Synthèses, Statistique publique :
– « Regards sur l'immigration depuis 1945 », n° 30, octobre 1999.

INED

– *Population et sociétés* (mensuel) ;
– *Population* (bimestriel).

Autres

– « Rééquilibrer les structures d'âge en France : natalité, fécondité, quelle politique de long terme? », avis et rapports du *Conseil économique et social*, n° 7, mars 2004.
– « Les familles monoparentales : des caractéristiques liées à leur histoire matrimoniale », Direction de la Recherche des Études de l'Évaluation et des Statistiques, *Études et résultats*, n° 218, février 2003.
– « Accès aux origines » : rapport d'information fait au nom de la délégation du Sénat aux droits des femmes et de l'égalité des chances entre les hommes et les femmes, R. Del Picchia, *Rapports du Sénat*, 2001.
– *Population et Avenir* (bimestriel).
– *Statistiques démographiques* .... (annuel), Organisation des Nations Unies.
– *Statistiques démographiques* .... (annuel), Eurostat.
– OMISTAT (Annuaire des migrations), Office des migrations internationales, annuel.

5 ❍ Tableaux

Des tableaux rétrospectifs, « séries » et supplémentaires sont disponibles sur le cédérom (cf. liste en fin d'annuaire).

TABLEAU B.02-1

Mouvement de la population : aperçu d'ensemble - France entière (1)

Sources : INSEE
Ministère de la Justice

Unités : France métropolitaine : Millier
Départements d'outre-mer : Nombre

Année	Population au 1er janvier (millier)	Mariages	Divorces prononcés (2)	Naissances		Décès		Enfants sans vie (3)	Excédent naturel	Solde migratoire	Variation totale (4)
				Total	*dont* légitimes	Total	*dont* moins d'un an				
France métropolitaine											
1990	**56 577,0**	287,1	105,8	**762,4**	533,3	**526,2**	5,6	4,5	236,2	80,0	263,7
1995	**57 752,5**	254,7	119,2	**729,6**	455,4	**531,6**	3,5	3,9	198,0	40,0	183,4
1999	**58 496,6**	286,2	116,8	**744,8**	433,9	**537,7**	3,2	3,4	207,1	45,0	252,1
2000	**58 748,7**	297,9	114,0	**774,8**	444,7	**530,9**	3,4	3,6	243,9	50,0	293,9
2001 *r*	**59 042,7**	288,3	112,6	**770,9**	433,9	**531,1**	3,4	3,7	239,9	60,0	299,9
2002 *r*	**59 342,5**	279,1	127,6	**761,6**	424,5	**534,2**	3,1	6,3	227,4	65,0	292,4
2003 *p*	**59 635,0**	273,1	...	**760,3**	...	**549,6**	...	...	210,7	55,0	265,7
Guadeloupe											
1990	**384,8**	2 021	548	**7 569**	...	**2 334**	76	110	5 235	...	...
1995 *r*	**402,4**	1 865	626	**7 089**	2 714	**2 474**	54	96	4 615	– 251	4 364
1998 *r*	**416,3**	1 959	653	**6 439**	2 485	**2 560**	65	29	3 879	1 209	5 088
1999 *r*	**421,5**	1 892	869	**7 341**	2 526	**2 664**	54	101	4 677	– 534	4 143
2000 *r*	**425,7**	1 935	703	**7 653**	2 636	**2 698**	57	90	4 955	– 412	4 543
2001 *r*	**430,2**	1 929	912	**7 503**	2 439	**2 888**	51	77	4 615	– 363	4 252
2002 *p*	**434,7**	1 809	788	**6 995**	2 287	**2 584**	45	118	4 411	– 909	3 502
Guyane											
1990 *r*	**113,4**	461	99	**3 606**	...	**597**	64	72	3 009	...	...
1995 *r*	**135,0**	656	92	**4 264**	816	**548**	76	48	3 716	1 209	4 925
1998 *r*	**150,2**	510	146	**4 691**	863	**617**	51	54	4 074	1 429	5 503
1999 *r*	**155,8**	548	143	**4 898**	867	**640**	51	61	4 258	1 109	5 367
2000 *r*	**161,1**	518	148	**5 116**	885	**620**	64	61	4 496	1 199	5 695
2001 *r*	**166,8**	547	121	**5 114**	803	**690**	75	51	4 424	1 198	5 622
2002 *p*	**172,5**	522	182	**5 249**	825	**656**	52	72	4 593	1 232	5 825
Martinique											
1990	**358,4**	1 572	327	**6 437**	...	**2 228**	48	54	4 209	...	...
1995 *r*	**368,0**	1 507	604	**5 645**	1 933	**2 317**	33	56	3 328	– 584	2 744
1998 *r*	**377,2**	1 501	355	**5 816**	1 875	**2 548**	52	61	3 268	373	3 641
1999 *r*	**380,9**	1 591	679	**5 789**	1 833	**2 577**	39	42	3 212	– 767	2 445
2000 *r*	**383,3**	1 591	556	**6 059**	1 902	**2 692**	40	62	3 367	– 1 659	1 708
2001 *r*	**385,9**	1 572	463	**5 908**	1 891	**2 748**	43	60	3 160	– 591	2 569
2002 *p*	**388,4**	1 524	597	**5 446**	1 572	**2 681**	33	89	2 765	– 918	1 847
Réunion											
1990 *r*	**595,8**	3 716	798	**13 912**	...	**3 183**	96	150	10 729	...	...
1995 *r*	**657,5**	3 313	1 435	**13 087**	5 746	**3 477**	101	95	9 610	2 094	11 704
1998 *r*	**692,4**	3 348	1 215	**13 555**	5 522	**3 795**	116	99	9 760	1 694	11 454
1999 *r*	**703,9**	3 495	1 045	**13 729**	5 481	**3 835**	84	100	9 894	2 048	11 942
2000 *r*	**715,9**	3 419	1 311	**14 639**	5 963	**3 843**	84	128	10 796	1 463	12 259
2001 *r*	**728,5**	3 579	1 261	**14 582**	5 486	**3 785**	108	62	10 797	1 820	12 617
2002 *p*	**741,0**	3 378	1 466	**14 286**	5 345	**4 044**	88	144	10 242	2 378	12 620

(1) Les événements sont ceux enregistrés au cours de l'année.
(2) Divorces directs prononcés et divorces prononcés par conversion de séparation de corps.
(3) La forte évolution du nombre d'enfants sans vie est liée à un changement législatif . Selon une circulaire de novembre 2001, un acte d'enfant sans vie correspond désormais au terme de vingt-deux semaines d'aménorrhée ou à un poids de 500 grammes. Ces critères se substituent au délai de 180 jours de gestation prévu dans l'état civil.
(4) La colonne variation totale intègre parfois un ajustement pour tenir compte des omissions nettes entre les deux recensements successifs. Il est de -53 500 pour les années 1990 à 1998.

TABLEAU B.02-2

Mouvement naturel de la population : taux de nuptialité, natalité, mortalité - France entière (1)

Source : INSEE

Année	Population (2) moyenne (millier)	Taux pour 1000 habitants				(3) Mortalité infantile		
		Nuptialité	Natalité	Mortalité	Excédent naturel	**Total**	Mortalité (4) néonatale	Mortalité post- (5) néonatale
France métropolitaine								
1990	**56 708,8**	5,1	13,4	9,3	4,2 *r*	**7,3**	3,6	3,8
1995	**57 844,2**	4,4	12,6	9,2	3,4	**4,9**	2,9	2,0
1999	**58 622,7**	4,9	12,7	9,2	3,5	**4,3**	2,7	1,6
2000	**58 895,7**	5,1	13,2	9,0	4,1 *r*	**4,4**	2,8	1,6
2001	**59 192,4**	4,9	13,0	9,0	4,1 *r*	**4,5**	2,9	1,6
2002 *r*	**59 488,8**	4,7	12,8	9,0	3,8	**4,1**	2,7	1,4
2003 *p*	**59 767,4**	4,6	12,7	9,2	3,5	**4,1**	...	...
Guadeloupe								
1990 *r*	**386,3**	5,2	19,6	6,0	13,6	**10,0**	...	...
1995 *r*	**404,6**	4,6	17,5	6,1	11,4	**7,6**	3,2	4,4
1998 *r*	**418,9**	4,7	15,4	6,1	9,3	**10,1**	7,8	2,3
1999 *r*	**423,6**	4,5	17,3	6,3	11,0	**7,3**	4,6	2,7
2000 *r*	**427,9**	4,5	17,9	6,3	11,6	**7,5**	5,1	2,4
2001 *r*	**432,4**	4,5	17,4	6,7	10,7	**6,8**	4,4	2,4
2002 *p*	**436,8**	4,2	16,0	5,9	10,1	**6,4**	4,1	2,3
Guyane								
1990 *r*	**115,3**	4,0	31,3	5,2	26,1	**17,0**	...	...
1995 *r*	**137,4**	4,8	31,0	4,0	27,0	**17,8**	13,1	4,7
1998 *r*	**153,0**	3,3	30,7	4,0	26,6	**10,9**	9,0	1,9
1999 *r*	**158,4**	3,5	30,9	4,0	26,9	**10,4**	6,1	4,3
2000 *r*	**164,0**	3,2	31,2	3,8	27,4	**12,5**	7,4	5,1
2001 *r*	**169,7**	3,2	30,1	4,1	26,1	**14,7**	9,0	5,7
2002 *p*	**175,4**	3,0	29,9	3,7	26,2	**9,9**	5,7	4,2
Martinique								
1990 *r*	**359,1**	4,4	17,9	6,2	11,7	**7,1**	...	...
1995 *r*	**369,4**	4,1	15,3	6,3	9,0	**5,8**	3,7	2,1
1998 *r*	**379,0**	4,0	15,3	6,7	8,6	**9,0**	8,3	0,7
1999 *r*	**382,1**	4,2	15,2	6,7	8,4	**6,7**	4,8	1,9
2000 *r*	**384,6**	4,1	15,8	7,0	8,8	**6,6**	5,1	1,5
2001 *r*	**387,1**	4,1	15,3	7,1	8,2	**7,3**	4,6	2,7
2002 *p*	**389,5**	3,9	14,0	6,9	7,1	**6,0**	4,0	2,0
Réunion								
1990 *r*	**601,8**	6,2	23,1	5,3	17,8	**6,9**	...	...
1995 *r*	**663,4**	5,0	19,7	5,2	14,5	**7,7**	4,9	2,8
1998 *r*	**698,2**	4,8	19,4	5,4	14,0	**8,6**	7,6	1,0
1999 *r*	**709,9**	4,9	19,3	5,4	13,9	**6,1**	4,9	1,2
2000 *r*	**722,2**	4,7	20,3	5,3	14,9	**5,7**	4,0	1,7
2001 *r*	**734,8**	4,9	19,8	5,2	14,7	**7,4**	5,4	2,0
2002 *p*	**747,3**	4,6	19,1	5,4	13,7	**6,1**	4,5	1,6

(1) Les événements sont ceux enregistrés au cours de l'année.
(2) Population estimée en milieu d'année, d'après le recensement de 1999.
(3) Taux rectifié, c'est-à-dire y compris les enfants nés vivants, mais morts avant leur déclaration à l'état civil.
(4) De 0 à 28 jours.
(5) De 29 à 365 jours.

TABLEAU B.02-3

Indicateurs synthétiques de la situation démographique

Source : INSEE

Année	Indice synthétique de primo-nuptialité		Indice synthétique		Taux de reproduction		Espérance de vie à la naissance	
	(1) Masculine	(1) Féminine	(2) Divortialité	(3) Fécondité	(4) Brut	(5) Net	(6) Hommes	(6) Femmes
1975	82,2	85,8	15,7	192,7	94,0	91,7	69,0	76,9
1980	68,9	70,6	22,3	194,5	94,8	92,9	70,2	78,4
1985	52,9	53,7	30,5	181,4	88,4	86,9	71,3	79,4
1990	55,2	56,4	32,1	177,8	86,6	85,3	72,8	81,0
1995	48,5	49,7	38,2	171,3	83,6	82,5	73,9	81,9
1997	54,2	55,9	38,0	172,6	84,0	83,0	74,6	82,3
1998	52,3	54,2	38,5	176,4	86,0	85,0	74,8	82,4
1999	55,7	58,0	38,9	179,3	87,3	86,3	75,0	82,5
2000	58,1	60,6	38,2	188,0	91,6	90,6	75,3	82,8
2001	57,4	59,9	38,0	188,8	92,2	91,2	75,5	82,9
2002 *r*	55,6	57,9	43,2	188,1	91,8	90,8	75,8	83,0
2003 *p*	...	56,9	...	189,4	92,6	91,6	75,9	82,9

(1) Somme des premiers mariages réduits, pour 100 (hommes ou femmes).
(2) Somme des divorces réduits, pour 100 mariages.
(3) Somme des naissances réduites, pour 100 femmes.
(4) Nombre de filles mises au monde par une génération de 100 femmes, en l'absence de mortalité.
(5) Nombre de filles mises au monde par une génération de 100 femmes, compte tenu de la mortalité.
(6) En années et dixièmes d'année.

TABLEAU B.02-4

Enfants nés vivants et enfants sans vie par sexe et qualité juridique (1)

Source : INSEE

Année	Nés vivants				Enfants sans vie			
	Ensemble	Garçons	Filles	*dont* hors mariage	**Ensemble**	Garçons	Filles	*dont* hors mariage
1975	**745 065**	381 804	363 261	63 429	**8 225**	4 406	3 819	1 008
1980	**800 376**	410 547	389 829	91 115	**6 942**	3 645	3 297	1 036
1985	**768 431**	394 112	374 319	150 492	**5 658**	2 945	2 713	1 386
1990	**762 407**	391 312	371 095	229 107	**4 488**	2 332	2 156	1 588
1995	**729 609**	373 409	356 200	274 210	**3 859**	2 059	1 800	1 586
1997	**726 768**	373 157	353 611	290 848	**3 576**	1 874	1 702	1 571
1998	**738 080**	378 075	360 005	300 546	**3 685**	1 909	1 776	1 661
1999	**744 791**	382 132	362 659	310 886	**3 442**	1 799	1 643	1 566
2000	**774 782**	397 352	377 430	330 115	**3 559**	...	...	1 659
2001	**770 945**	394 297	376 648	337 007	**3 741**	...	...	1 732
2002	**761 630**	389 981	371 649	337 122	**6 259**	...	...	3 062

(1) La répartition des enfants sans vie par sexe n'est pas disponible à partir de 2000. La forte évolution du nombre d'enfants sans vie est liée à un changement législatif : selon une circulaire de novembre 2001, un acte d'enfant sans vie correspond désormais au terme de vingt-deux semaines d'aménorrhée ou à un poids de 500 grammes. Ces critères se substituent au délai de 180 jours de gestation prévu dans l'état civil.

TABLEAU B.02-5

Enfants nés vivants par âge de la mère et qualité juridique

Source : INSEE

(1) Age de la mère	1999		2000		2001		2002	
	Total	*dont* hors mariage	**Total**	*dont* hors mariage	**Total**	*dont* hors mariage	**Total**	*dont* hors mariage
Moins de 20 ans	**14 697**	12 696	**15 706**	13 667	**16 090**	13 941	**15 261**	13 083
20 à 24 ans	**98 164**	63 434	**103 571**	67 837	**108 133**	72 311	**106 917**	71 591
25 à 29 ans	**270 106**	108 602	**273 523**	112 995	**260 317**	111 012	**249 785**	107 915
30 à 34 ans	**236 217**	79 929	**247 714**	85 915	**248 683**	88 020	**250 567**	90 834
35 à 39 ans	**103 209**	37 347	**109 881**	40 062	**112 413**	41 433	**113 302**	42 931
40 à 44 ans	**21 327**	8 520	**23 337**	9 241	**24 126**	9 862	**24 603**	10 310
45 ans ou plus	**1 071**	358	**1 050**	398	**1 183**	428	**1 195**	458
Total	**744 791**	**310 886**	**774 782**	**330 115**	**770 945**	**337 007**	**761 630**	**337 122**

(1) Il s'agit de l'âge atteint dans l'année (différence entre le millésime de l'année observée et celui de l'année de naissance de la mère).

TABLEAU B.02-6

Enfants nés vivants légitimes suivant le rang de naissance (1)

Source : INSEE

Année	Total	Rang de la naissance	
		1	2 et plus
1975	**681 636**	328 838	352 798
1980	**709 261**	313 401	395 860
1985	**617 939**	260 490	357 449
1990	**533 300**	228 868	304 432
1995	**455 399**	200 243	255 156
1998	**437 534**	190 104	247 430
1999	**433 905**	195 938	237 967
2000	**444 667**	203 399	241 268
2001	**433 938**	208 867	225 071
2002	**424 508**	211 575	212 933

(1) Le rang est déterminé en tenant compte uniquement des enfants nés vivants au cours du mariage actuel.

TABLEAU B.02-7

Enfants nés vivants légitimes suivant la nationalité des parents et nés vivants hors mariage de mère étrangère

Source : INSEE

Année	Enfants légitimes nés vivants					Pour 100 enfants légitimes			Enfants nés hors mariage de mère étrangère
	Total	Deux parents français	Père français mère étrangère	Père étranger mère française	Deux parents étrangers	Deux parents français	Couples mixtes	Deux parents étrangers	
1975	**681 636**	599 485	3 058	14 187	64 906	88,0	2,5	9,5	4 043
1980	**709 261**	618 945	4 852	15 248	70 216	87,3	2,8	9,9	6 223
1985	**617 939**	530 442	6 294	14 166	67 037	85,8	3,3	10,9	9 470
1990	**533 300**	451 521	9 026	13 801	58 952	84,7	4,3	11,0	13 386
1995	**455 399**	380 660	12 155	15 467	47 117	83,6	6,1	10,3	14 303
1998	**437 534**	363 921	14 743	16 761	42 109	83,2	7,2	9,6	15 970
1999	**433 905**	358 093	16 297	17 879	41 636	82,5	7,9	9,6	17 175
2000	**444 667**	365 497	17 471	19 789	41 910	82,2	8,4	9,4	18 679
2001	**433 938**	352 124	18 243	20 860	42 711	81,2	9,0	9,8	20 625
2002	**424 508**	338 584	20 230	22 373	43 321	79,8	10,0	10,2	22 099

TABLEAU B.02-8

Indicateur de fécondité (pour 100 femmes) et âge moyen des mères à la maternité (1)

Source : INSEE

Année	Total	*dont* part des femmes						Âge moyen des mères à la maternité
		15 à 19 ans	20 à 24 ans	25 à 29 ans	30 à 34 ans	35 à 39 ans	40 ans et plus	
1975	**192,72**	12,67	63,78	63,57	33,48	14,71	4,51	26,7
1980	**194,50**	8,94	60,79	72,05	37,04	12,71	2,97	26,8
1985	**181,44**	5,70	48,43	70,80	39,45	13,92	3,14	27,5
1990	**177,84**	4,38	37,30	69,06	45,40	17,87	3,83	28,3
1995	**171,30**	3,54	27,93	65,83	49,88	19,84	4,28	29,0
1998	**176,36**	3,51	26,27	64,64	54,36	22,61	4,97	29,3
1999	**179,33**	3,71	26,87	64,46	55,61	23,48	5,20	29,3
2000	**188,02**	4,01	28,12	66,72	58,55	24,99	5,63	29,4
2001	**188,80**	4,19	28,72	65,85	58,60	25,61	5,83	29,4
2002 *r*	**188,11**	4,07	27,99	65,41	58,65	26,04	5,95	29,5
2003 *p*	**189,40**	3,88	27,57	65,26	60,00	36,51	6,18	29,5

(1) La somme des naissances réduites, indicateur conjoncturel de fécondité, est la somme des taux de fécondité des femmes âgées de 15 à 50 ans, une année donnée. C'est le nombre moyen d'enfants d'une génération de femmes qui auraient au cours de leur vie la fécondité par âge observée dans l'année considérée. L'âge moyen (non pondéré) des mères à la maternité est celui à la naissance de leurs enfants.

TABLEAU B.02-9

Mariages par âge et état matrimonial antérieur en 2002

Source : INSEE

(1) Âge	Époux				Épouses			
	Total	Célibataires	Veufs	Divorcés	**Total**	Célibataires	Veuves	Divorcées
Moins de 20 ans	**439**	438	1	–	**4 088**	4 078	2	8
20-24 ans	**21 762**	21 713	6	43	**50 412**	50 062	26	324
25-29 ans	**90 060**	89 228	58	774	**96 470**	93 992	133	2 345
30-34 ans	**70 534**	66 380	97	4 057	**55 112**	48 278	300	6 534
35-39 ans	**36 562**	28 722	210	7 630	**29 272**	19 912	441	8 919
40-44 ans	**21 989**	12 675	300	9 014	**17 721**	8 395	579	8 747
45-49 ans	**14 186**	5 066	407	8 713	**11 532**	3 395	672	7 465
50-54 ans	**10 757**	2 272	542	7 943	**7 866**	1 596	635	5 635
55-59 ans	**6 289**	885	568	4 836	**3 740**	611	424	2 705
60 ans et plus	**6 509**	894	1 773	3 842	**2 874**	520	729	1 625
Total	**279 087**	**228 273**	**3 962**	**46 852**	**279 087**	**230 839**	**3 941**	**44 307**

(1) Âge atteint dans l'année du mariage (différence entre le millésime de l'année de mariage et celui de l'année de naissance des époux).

TABLEAU B.02-10

Mariages par état matrimonial antérieur et par nationalité des époux. Âge moyen au premier mariage

Source : INSEE

Année de mariage	**Total des mariages**	État matrimonial antérieur des époux				Nationalité des époux				(1) Âge moyen au premier mariage	
		Époux célibataire	Époux veuf ou divorcé	Épouse célibataire	Épouse veuve ou divorcée	Deux époux français	Deux époux étrangers	Couples mixtes		Hommes	Femmes
								Époux français	Époux étrangers		
1975	**387 379**	350 094	37 285	353 410	33 969	359 612	7 157	7 918	12 692	**24,6**	**22,5**
1980	**334 377**	292 523	41 854	296 140	38 237	308 066	5 696	8 323	12 292	**25,2**	**23,0**
1985	**269 419**	227 133	42 286	229 787	39 632	241 497	6 505	8 773	12 644	**26,4**	**24,3**
1990	**287 099**	238 910	48 189	241 521	45 578	247 853	8 703	12 606	17 937	**27,8**	**25,7**
1995	**254 651**	208 571	46 080	211 179	43 472	225 612	5 214	10 545	13 280	**29,2**	**27,2**
1998	**271 361**	221 652	49 709	224 765	46 596	239 704	5 658	11 604	14 395	**30,2**	**28,1**
1999	**286 191**	234 410	51 781	237 617	48 574	250 252	5 897	13 638	16 404	**30,4**	**28,3**
2000	**297 922**	242 560	55 362	245 525	52 397	256 787	6 550	15 387	19 198	**30,7**	**28,6**
2001	**288 255**	237 289	50 966	240 163	48 092	241 129	7 281	17 397	22 448	**30,8**	**28,6**
2002	**279 087**	228 273	50 814	230 839	48 248	226 758	7 892	18 822	25 615	**31,0**	**28,8**

(1) Âge moyen pondéré.

TABLEAU B.02-11

Indicateurs de primo-nuptialité (nuptialité féminine pour 100 femmes)

Source : INSEE

Année	**Total**	*dont* part des femmes						
		15 à 19 ans	20 à 24 ans	25 à 29 ans	30 à 34 ans	35 à 39 ans	40 à 44 ans	45 à 50 ans
1975	**85,84**	19,08	48,50	12,57	3,28	1,27	0,65	0,49
1980	**70,69**	12,36	40,33	12,55	3,37	1,21	0,52	0,35
1985	**53,72**	4,67	29,48	13,72	3,80	1,23	0,50	0,32
1990	**56,35**	2,19	25,40	19,82	5,90	1,91	0,73	0,40
1995	**49,71**	1,01	15,91	21,43	7,32	2,57	1,00	0,47
1998	**54,21**	0,80	14,03	24,29	9,47	3,59	1,39	0,64
1999	**58,03**	0,88	14,60	25,88	10,38	4,03	1,57	0,69
2000	**60,58**	0,99	14,75	26,23	11,32	4,61	1,85	0,83
2001	**59,91**	1,07	14,21	26,26	11,14	4,48	1,91	0,84
2002 *r.*	**57,92**	1,09	13,17	24,95	11,28	4,58	1,94	0,91
2003 *p*	**56,95**	...	...	...	...	...	...	...

TABLEAU B.02-12

Décédés par sexe, groupe d'âges en années révolues et état matrimonial en 2002

Source : INSEE

Année de naissance	Âge atteint dans l'année du décès	Ensemble	Sexe masculin					Sexe féminin				
			Total	Célibataires	Mariés	Veufs	Divorcés	**Total**	Célibataires	Mariées	Veuves	Divorcées
2002-2001	moins d'1 an	**2 677**	**1 520**	1 520	–	–	–	**1 157**	1 157	–	–	–
2001 - 1997 ...	1 à 4 ans	**1 096**	**617**	617	–	–	–	**479**	479	–	–	–
1997 - 1993 ...	5 à 9 ans	**460**	**256**	256	–	–	–	**204**	204	–	–	–
1992 - 1988 ...	10 à 14 ans	**518**	**297**	297	–	–	–	**221**	221	–	–	–
1987 - 1983 ...	15 à 19 ans	**1 582**	**1 115**	1 098	12	2	3	**467**	446	10	9	2
1982 - 1978 ...	20 à 24 ans	**2 632**	**1 980**	1 920	56	2	2	**652**	602	40	9	1
1977 - 1973 ...	25 à 29 ans	**2 746**	**2 045**	1 795	230	8	12	**701**	522	155	11	13
1972 - 1968 ...	30 à 34 ans	**3 559**	**2 576**	1 876	603	9	88	**983**	546	354	18	65
1967 - 1963 ...	35 à 39 ans	**5 355**	**3 659**	2 073	1 228	20	338	**1 696**	722	756	31	187
1962 - 1958 ...	40 à 44 ans	**8 636**	**5 733**	2 573	2 181	52	927	**2 903**	816	1 493	103	491
1957 - 1953 ...	45 à 49 ans	**13 436**	**9 157**	2 735	4 295	160	1 967	**4 279**	837	2 437	182	823
1952 - 1948 ...	50 à 54 ans	**19 509**	**13 573**	2 846	7 349	340	3 038	**5 936**	811	3 479	465	1 181
1947 - 1943 ...	55 à 59 ans	**21 722**	**15 200**	2 416	9 249	599	2 936	**6 522**	782	3 924	789	1 027
1942 - 1938 ...	60 à 64 ans	**23 113**	**16 182**	2 346	10 677	895	2 264	**6 931**	714	3 993	1 403	821
1937 - 1933 ...	65 à 69 ans	**34 902**	**23 608**	3 276	16 293	1 857	2 182	**11 294**	1 053	6 035	3 277	929
1932 - 1928 ...	70 à 74 ans	**52 082**	**33 358**	4 031	23 489	3 689	2 149	**18 724**	1 745	8 321	7 394	1 264
1927 - 1923 ...	75 à 79 ans	**71 580**	**41 008**	4 316	28 326	6 700	1 666	**30 572**	2 738	10 180	16 017	1 637
1922 - 1918 ...	80 à 84 ans	**82 609**	**41 181**	3 278	27 181	9 486	1 236	**41 428**	3 340	9 078	27 195	1 815
1917 - 1913 ...	85 à 89 ans	**74 027**	**28 961**	1 946	16 396	9 990	629	**45 066**	3 484	4 786	35 086	1 710
1912 - 1908 ...	90 à 94 ans	**76 232**	**23 158**	1 393	9 951	11 377	437	**53 074**	4 132	2 871	44 193	1 878
1907 - 1903 ...	95 à 99 ans	**29 775**	**6 339**	374	1 745	4 111	109	**23 436**	2 144	515	20 057	720
1902 et av	100 ans et +	**5 935**	**848**	46	135	659	8	**5 087**	539	41	4 376	131
Total.....		**534 183**	**272 371**	**43 028**	**159 396**	**49 956**	**19 991**	**261 812**	**28 034**	**58 468**	**160 615**	**14 695**

TABLEAU B.02-13

Mortalité infantile et ses diverses composantes

Source : INSEE

Année	Taux de mortalité						Taux de mortinatalité (2) (3)
	Néo-natale précoce (1)	Néo-natale (1)	Post néo-natale (1)	Infantile (1)	Périnatale (2) (3)	Foeto-infantile (2) (3)	
1975	7,3	9,1	4,6	13,8	18,1	24,6	10,9
1980	4,4	5,8	4,3	10,0	12,9	18,5	8,6
1985	3,4	4,6	3,7	8,3	10,7	15,6	7,3
1990	2,5	3,6	3,8	7,3	8,3	13,2	5,9
1995	2,2	2,9	2,0	4,9	7,4	10,1	5,3
1997	2,1	3,0	1,7	4,7	7,0	9,6	4,9
1998	2,1	2,9	1,7	4,6	7,0	9,6	5,0
1999	2,0	2,7	1,6	4,3	6,5	8,9	4,6
2000	2,0	2,8	1,6	4,4	6,6	9,0	4,6
2001	2,1	2,9	1,6	4,5	6,9	9,3	4,8
2002 *p*	1,9	2,7	1,4	4,1	10,0	12,2	8,2

(1) Pour 1 000 nés vivants.
(2) Pour 1 000 enfants nés vivants ou enfants sans vie (mort-nés).
(3) La forte évolution de ces taux en 2002 est liée à la forte augmentation du nombre d'enfants sans vie, due à un changement législatif : selon une circulaire de novembre 2001, un acte d'enfant sans vie correspond désormais au terme de vingt-deux semaines d'aménorrhée ou à un poids de 500 grammes. Ces critères se substituent au délai de 180 jours de gestation prévu dans l'état civil.

TABLEAU B.02-14

Taux de mortalité par sexe et groupe d'âges

Source : INSEE

Année	Tous âges	Moins d'un an	1 à 4 ans	5 à 9 ans	10 à 14 ans	15 à 19 ans	20 à 24 ans	25 à 29 ans	30 à 34 ans
Ensemble									
1975 *r*	10,6	11,9	1,05	0,37	0,31	0,85	1,16	1,04	1,24
1980	10,2	8,5 *r*	0,96 *r*	0,33	0,29	0,84	1,23	1,08	1,19
1985 *r*	10,0	6,9	0,78	0,25	0,24	0,64	1,05	1,06	1,20
1990	9,3	5,9 *r*	0,70 *r*	0,17	0,19	0,56	0,98	1,08	1,25
1995 *r*	9,2	4,1	0,46	0,16	0,18	0,48	0,85	1,02	1,32
1999 *r*	9,2	3,7	0,39	0,14	0,15	0,46	0,76	0,77	0,93
2000 *r*	9,0	3,8	0,39	0,13	0,15	0,44	0,69	0,73	0,90
2001 *r*	9,0	3,9	0,40	0,13	0,14	0,46	0,70	0,73	0,87
2002 *p*	9,0	3,5	0,37	0,13	0,14	0,41	0,67	0,72	0,84
Hommes									
1975	11,3	13,4 *r*	0,83 *r*	0,44	0,39	1,18	1,70	1,43	1,62
1980	10,8	9,8 *r*	0,65 *r*	0,35	0,34	1,18	1,85	1,56	1,61
1985	10,6	7,9 *r*	0,56 *r*	0,25	0,30	0,89	1,56	1,56	1,67
1990	9,9	6,8 *r*	0,51 *r*	0,18	0,22	0,79	1,51	1,63	1,85
1995	9,8	4,6 *r*	0,30 *r*	0,16	0,20	0,66	1,25	1,52	1,91
1999 *r*	9,7	4,1	0,28	0,15	0,17	0,65	1,12	1,15	1,30
2000 *r*	9,5	4,3	0,27	0,15	0,17	0,60	1,03	1,10	1,27
2001 *r*	9,5	4,3	0,28	0,15	0,17	0,64	1,05	1,09	1,25
2002 *p*	9,4	3,9	0,26	0,14	0,15	0,57	1,00	1,07	1,21
Femmes									
1975	10,0	10,3 *r*	0,62 *r*	0,29	0,23	0,50	0,60	0,63	0,83
1980 *r*	9,5	7,1	0,52	0,26	0,22	0,48	0,59	0,59	0,76
1985	9,4	5,8 *r*	0,43 *r*	0,19	0,18	0,39	0,53	0,57	0,73
1990	8,7	5,0 *r*	0,38 *r*	0,15	0,16	0,33	0,43	0,54	0,66
1995	8,6	3,6 *r*	0,27 *r*	0,12	0,15	0,29	0,44	0,52	0,73
1999	8,7	3,3 *r*	0,21 *r*	0,13	0,13	0,26	0,39	0,40	0,55
2000 *r*	8,5	3,3	0,22	0,11	0,13	0,28	0,34	0,35	0,53
2001 *r*	8,5	3,4	0,23	0,09	0,11	0,29	0,35	0,38	0,50
2002 *p*	8,6	3,1	0,21	0,12	0,12	0,25	0,34	0,37	0,46

TABLEAU B.02-14 (suite et fin)

Taux de mortalité par sexe et groupe d'âges

Source : INSEE

Année	35 à 39 ans	40 à 44 ans	45 à 49 ans	50 à 54 ans	55 à 59 ans	60 à 64 ans	65 à 69 ans	70 à 79 ans	80 à 89 ans	90 ans ou plus
Ensemble										
1975	1,86	3,07	4,84	7,15	10,1	15,3	23,8	47,3	120	271
1980	1,69	2,71	4,44	6,78	9,5	13,4	20,4	42,1	109	262
1985	1,64	2,41	3,89	6,20	9,1	12,8	18,2	38,9	105	255
1990	1,69	2,32	3,49	5,24	7,9	11,5	16,1	33,3	92	233
1995	1,68	2,40	3,42	4,84	6,9	10,5	15,6	28,0	85	216
1999 *r*	1,30	2,14	3,27	4,64	6,5	9,5	14,3	28,7	87	217
2000 *r*	1,29	2,09	3,27	4,61	6,4	9,2	13,9	27,6	81	212
2001 *r*	1,31	2,05	3,32	4,58	6,4	9,1	13,6	27,0	77	210
2002 *p*	1,23	2,02	3,22	4,64	6,4	8,9	13,3	26,5	74	210
Hommes										
1975	2,51	4,22	6,75	10,11	14,3	22,5	34,7	64,8	150	306
1980	2,24	3,69	6,26	9,76	13,8	19,7	30,4	59,2	136	297
1985	2,21	3,35	5,52	8,95	13,6	19,2	27,0	54,9	134 *r*	297
1990	2,40	3,28	4,87	7,47	11,5	17,2	24,2	46,9	117	270
1995	2,41	3,37	4,80	6,84	10,0	15,5	23,3	40,2	110	253
1999 *r*	1,77	2,95	4,58	6,51	9,2	13,8	21,2	40,9	111	251
2000 *r*	1,77	2,89	4,53	6,49	9,1	13,3	20,6	39,4	103	245
2001 *r*	1,79	2,80	4,65	6,46	9,0	13,1	19,9	38,4	99	240
2002 *p*	1,70	2,72	4,45	6,51	9,0	12,8	19,3	37,6	94	240
Femmes										
1975	1,18	1,89	2,92	4,32	6,1	9,1	15,0	35,7	108	261
1980	1,10	1,70	2,59	3,87	5,4	7,7	12,4	30,7	97	252
1985	1,04	1,44	2,24	3,49	4,9	7,2	11,0	28,1	92	244
1990	0,98	1,35	2,07	3,03	4,4	6,4	9,5	23,9	79	224
1995	0,97	1,44	2,03	2,83	4,0	5,9	9,2	19,1	73	205
1999 *r*	0,84	1,36	1,99	2,78	3,8	5,5	8,4	19,8	75	206
2000 *r*	0,83	1,32	2,03	2,74	3,8	5,3	8,2	18,9	69	202
2001 *r*	0,83	1,32	2,03	2,71	3,8	5,4	8,1	18,6	65	200
2002 *p*	0,78	1,34	2,02	2,80	3,8	5,2	8,1	18,4	63	201

TABLEAU B.02-15

Tables de mortalité annuelles abrégées (1)

Source : INSEE

Année	0	1	2	3	4	5	10	15	20	25	30	35
Survivants aux âges indiqués pour 10 000 nés vivants												
Hommes												
1985	10 000	9 904	9 897	9 892	9 888	9 884	9 871	9 855	9 807	9 730	9 655	9 574
1995	10 000	9 945	9 941	9 937	9 935	9 933	9 924	9 913	9 877	9 814	9 738	9 643
2000	10 000	9 949	9 945	9 943	9 941	9 939	9 932	9 922	9 890	9 838	9 784	9 720
2001 *r*	10 000	9 950	9 946	9 943	9 941	9 939	9 932	9 923	9 888	9 836	9 782	9 719
2002 *p*	10 000	9 954	9 951	9 948	9 946	9 944	9 938	9 930	9 898	9 848	9 795	9 735
Femmes												
1985	10 000	9 928	9 922	9 918	9 915	9.912	9 902	9 892	9 872	9 846	9 817	9 781
1995	10 000	9 956	9 951	9 949	9 947	9 945	9 938	9 931	9 915	9 893	9 866	9 830
2000	10 000	9 961	9 958	9 956	9 954	9 953	9 948	9 941	9 927	9 910	9 892	9 865
2001 *r*	10 000	9 960	9 957	9 955	9 953	9 951	9 947	9 941	9 925	9 908	9 889	9 863
2002 *p*	10 000	9 963	9 960	9 958	9 957	9 955	9 950	9 944	9 930	9 913	9 895	9 871
Espérance de vie aux âges indiqués (2)												
Hommes												
1985	71,3	70,9	70,0	69,0	68,1	67,1	62,2	57,3	52,5	47,9	43,3	38,6
1995	73,9	73,3	72,3	71,3	70,4	69,4	64,4	59,5	54,7	50,0	45,4	40,8
2000	75,3	74,7	73,7	72,7	71,7	70,8	65,8	60,9	56,1	51,3	46,6	41,9
2001 *r*	75,5	74,8	73,9	72,9	71,9	70,9	66,0	61,0	56,2	51,5	46,8	42,1
2002 *p*	75,8	75,1	74,1	73,2	72,2	71,2	66,2	61,3	56,5	51,7	47,0	42,3
Femmes												
1985	79,4	79,0	78,1	77,1	76,1	75,1	70,2	65,3	60,4	55,6	50,7	45,9
1995	81,9	81,3	80,3	79,3	78,3	77,3	72,4	67,5	62,6	57,7	52,8	48,0
2000	82,8	82,1	81,1	80,2	79,2	78,2	73,2	68,3	63,4	58,5	53,6	48,7
2001 *r*	82,9	82,2	81,3	80,3	79,3	78,3	73,3	68,4	63,5	58,6	53,7	48,8
2002 *p*	83,0	82,3	81,3	80,4	79,4	78,4	73,4	68,5	63,5	58,7	53,8	48,9

N.B. - Voir notes en fin de tableau.

TABLEAU B.02-15 (suite et fin)

Tables de mortalité annuelles abrégées (1)

Source : INSEE

Année	40	45	50	55	60	65	70	75	80	85	90	95	100
Survivants aux âges indiqués pour 100 000 nés vivants													
Hommes													
1985	9 464	9 298	9 033	8 620	8 033	7 270	6 282	5 018	3 455	1 867	682	139	17
1995	9 525	9 360	9 129	8 812	8 363	7 710	6 830	5 711	4 283	2 655	1 171	321	43
2000	9 632	9 486 *r*	9 265	8 958	8 545	7 971	7 156	6 061	4 666	2 979	1 397	392	79
2001 *r*	9 629	9 487	9 262	8 957	8 547	7 987	7 200	6 124	4 741	3 052	1 444	419	81
2002 *p*	9 649	9 512	9 294	8 986	8 571	8 021	7 250	6 190	4 811	3 137	1 496	430	82
Femmes													
1985	9 728	9 655	9 543	9 373	9 135	8 796	8 286	7 465	6 104	4 134	2 004	578	82
1995	9 780	9 708	9 606	9 467	9 275	8 995	8 570	7 912	6 826	5 130	2 920	1 084	210
2000	9 822	9 755	9 652	9 517	9 333	9 079	8 696	8 085	7 083	5 437	3 214	1 212	270
2001 *r*	9 821	9 753	9 651	9 517	9 331	9 075	8 699	8 093	7 107	5 492	3 299	1 260	279
2002 *p*	9 831	9 762	9 660	9 522	9 336	9 087	8 711	8 122	7 137	5 514	3 309	1 261	274
Espérance de vie aux âges indiqués (2)													
Hommes													
1985	34,0	29,6	25,4	21,5	17,9	14,5	11,3	8,5	6,2	4,4	–	–	–
1995	36,3	31,9	27,6	23,5	19,7	16,1	12,8	9,8	7,3	5,2	3,7	2,6	2,4
2000	37,3	32,8	28,5	24,4	20,4	16,7	13,3	10,3	7,6	5,4	3,8	2,9	2,0
2001 *r*	37,4	33,0	28,7	24,6	20,6	16,9	13,5	10,4	7,7	5,5	3,9	3,0	2,6
2002 *p*	37,6	33,1	28,9	24,8	20,8	17,1	13,6	10,5	7,7	5,5	3,9	3,0	2,9
Femmes													
1985	41,1	36,4	31,8	27,3	23,0	18,8	14,8	11,1	8,0	5,5	–	–	–
1995	43,3	38,6	33,9	29,4	25,0	20,6	16,5	12,7	9,3	6,5	4,4	3,0	2,1
2000	43,9	39,2	34,6	30,0	25,6	21,2	17,0	13,1	9,6	6,7	4,6	3,2	2,2
2001 *r*	44,0	39,3	34,7	30,2	25,7	21,4	17,2	13,3	9,7	6,8	4,6	3,2	2,3
2002 *p*	44,1	39,4	34,7	30,2	25,8	21,4	17,2	13,3	9,7	6,8	4,6	3,2	2,4

(1) Âges en années.
(2) Nombre moyen d'années restant à vivre aux personnes qui atteignent l'âge indiqué.

TABLEAU B.02-16

Table de mortalité : années 2000-2002

Source : INSEE (évaluation basée sur le recensement de 1999)

Âge	Hommes			Femmes			**Ensemble**		
	Survivants (1)	Quotient de mortalité (1) (2)	Espérance de vie (1)	Survivantes (1)	Quotient de mortalité (1) (2)	Espérance de vie (1)	**Survivants (1)**	**Quotient de mortalité (1) (2)**	**Espérance de vie (1)**
0	100 000	489	75,51	100 000	384	82,90	**100 000**	**438**	**79,11**
1	99 511	38	74,87	99 616	33	82,22	**99 562**	**35**	**78,46**
2	99 473	27	73,90	99 583	21	81,24	**99 527**	**25**	**77,49**
3	99 446	22	72,92	99 562	16	80,26	**99 502**	**19**	**76,51**
4	99 424	17	71,94	99 546	15	79,27	**99 483**	**16**	**75,52**
5	99 406	16	70,95	99 531	12	78,29	**99 467**	**14**	**74,53**
6	99 391	15	69,96	99 519	11	77,30	**99 453**	**13**	**73,54**
7	99 376	14	68,97	99 508	9	76,30	**99 441**	**12**	**72,55**
8	99 363	13	67,98	99 499	10	75,31	**99 429**	**11**	**71,56**
9	99 350	13	66,99	99 489	10	74,32	**99 418**	**12**	**70,57**
10	99 337	13	66,00	99 478	11	73,33	**99 406**	**12**	**69,58**
11	99 325	14	65,01	99 467	11	72,33	**99 394**	**13**	**68,59**
12	99 311	16	64,02	99 456	13	71,34	**99 382**	**15**	**67,59**
13	99 295	20	63,03	99 443	12	70,35	**99 367**	**16**	**66,60**
14	99 275	27	62,04	99 431	15	69,36	**99 351**	**21**	**65,61**
15	99 248	37	61,06	99 417	21	68,37	**99 330**	**29**	**64,63**
16	99 211	46	60,08	99 396	23	67,38	**99 301**	**35**	**63,65**
17	99 166	62	59,11	99 373	27	66,40	**99 267**	**45**	**62,67**
18	99 104	88	58,14	99 346	37	65,42	**99 222**	**63**	**61,70**
19	99 017	101	57,19	99 309	36	64,44	**99 160**	**69**	**60,74**
20	98 917	101	56,25	99 273	34	63,47	**99 091**	**68**	**59,78**
21	98 817	105	55,31	99 240	34	62,49	**99 023**	**70**	**58,82**
22	98 713	105	54,36	99 206	33	61,51	**98 954**	**70**	**57,86**
23	98 610	103	53,42	99 173	33	60,53	**98 885**	**69**	**56,90**
24	98 508	103	52,47	99 140	37	59,55	**98 817**	**71**	**55,94**
25	98 407	105	51,53	99 104	35	58,57	**98 747**	**70**	**54,98**
26	98 303	108	50,58	99 069	36	57,59	**98 677**	**72**	**54,02**
27	98 198	109	49,64	99 034	37	56,61	**98 606**	**74**	**53,05**
28	98 090	112	48,69	98 997	37	55,63	**98 533**	**75**	**52,09**
29	97 980	115	47,74	98 960	38	54,65	**98 458**	**77**	**51,13**
30	97 868	117	46,80	98 923	43	53,67	**98 382**	**80**	**50,17**
31	97 754	120	45,85	98 881	47	52,69	**98 304**	**84**	**49,21**
32	97 636	124	44,91	98 834	51	51,72	**98 221**	**88**	**48,25**
33	97 516	131	43,96	98 783	58	50,75	**98 134**	**95**	**47,29**
34	97 387	142	43,02	98 726	62	49,77	**98 040**	**103**	**46,34**
35	97 249	155	42,08	98 664	72	48,81	**97 940**	**114**	**45,39**
36	97 098	167	41,14	98 593	75	47,84	**97 828**	**122**	**44,44**
37	96 935	178	40,21	98 519	83	46,88	**97 708**	**131**	**43,49**
38	96 763	197	39,28	98 437	92	45,91	**97 580**	**146**	**42,55**
39	96 572	210	38,36	98 346	103	44,96	**97 438**	**158**	**41,61**
40	96 368	235	37,44	98 245	116	44,00	**97 284**	**176**	**40,67**
41	96 142	266	36,53	98 131	128	43,05	**97 113**	**198**	**39,74**
42	95 886	296	35,62	98 006	134	42,11	**96 920**	**216**	**38,82**
43	95 602	325	34,73	97 875	151	41,16	**96 711**	**239**	**37,91**
44	95 291	357	33,84	97 727	165	40,22	**96 480**	**262**	**37,00**
45	94 951	394	32,96	97 566	181	39,29	**96 227**	**289**	**36,09**
46	94 577	436	32,09	97 389	194	38,36	**95 949**	**317**	**35,19**
47	94 164	479	31,22	97 199	206	37,43	**95 645**	**344**	**34,30**
48	93 713	508	30,37	96 999	223	36,51	**95 316**	**366**	**33,42**
49	93 237	536	29,53	96 782	247	35,59	**94 967**	**392**	**32,54**

N.B. - Voir notes en fin de tableau.

TABLEAU B.02-16 (suite et fin)

Table de mortalité : années 2000-2002

Source : INSEE (évaluation basée sur le recensement de 1999)

Âge	Hommes			Femmes			**Ensemble**		
	Survivants (1)	Quotient de mortalité (1) (2)	Espérance de vie (1)	Survivantes (1)	Quotient de mortalité (1) (2)	Espérance de vie (1)	**Survivants (1)**	**Quotient de mortalité (1) (2)**	**Espérance de vie (1)**
50	92 737	587	28,68	96 543	246	34,68	**94 594**	**417**	**31,67**
51	92 193	626	27,85	96 305	256	33,76	**94 200**	**441**	**30,80**
52	91 616	665	27,02	96 059	289	32,85	**93 784**	**477**	**29,93**
53	91 007	711	26,20	95 781	301	31,94	**93 337**	**506**	**29,07**
54	90 359	765	25,38	95 493	320	31,04	**92 865**	**542**	**28,22**
55	89 668	827	24,57	95 187	346	30,13	**92 361**	**585**	**27,37**
56	88 927	882	23,77	94 858	372	29,24	**91 821**	**625**	**26,53**
57	88 142	931	22,98	94 504	393	28,35	**91 247**	**659**	**25,69**
58	87 322	982	22,19	94 133	415	27,46	**90 645**	**694**	**24,86**
59	86 464	1 069	21,41	93 742	436	26,57	**90 016**	**747**	**24,03**
60	85 540	1 155	20,63	93 333	469	25,68	**89 343**	**805**	**23,21**
61	84 552	1 233	19,87	92 896	500	24,80	**88 624**	**858**	**22,39**
62	83 510	1 330	19,11	92 432	548	23,92	**87 864**	**929**	**21,58**
63	82 399	1 451	18,36	91 925	588	23,05	**87 048**	**1 006**	**20,78**
64	81 203	1 569	17,62	91 385	638	22,18	**86 172**	**1 087**	**19,98**
65	79 929	1 720	16,90	90 801	695	21,32	**85 235**	**1 187**	**19,20**
66	78 554	1 885	16,18	90 170	769	20,47	**84 223**	**1 302**	**18,42**
67	77 074	2 043	15,49	89 476	837	19,62	**83 126**	**1 410**	**17,66**
68	75 499	2 237	14,80	88 727	919	18,79	**81 954**	**1 541**	**16,91**
69	73 810	2 426	14,13	87 912	1 017	17,96	**80 692**	**1 677**	**16,16**
70	72 019	2 651	13,46	87 018	1 136	17,14	**79 338**	**1 840**	**15,43**
71	70 110	2 895	12,82	86 029	1 260	16,33	**77 878**	**2 013**	**14,71**
72	68 080	3 202	12,19	84 946	1 410	15,53	**76 310**	**2 228**	**14,00**
73	65 900	3 451	11,57	83 748	1 558	14,74	**74 610**	**2 414**	**13,31**
74	63 626	3 733	10,97	82 443	1 754	13,97	**72 809**	**2 639**	**12,63**
75	61 250	4 123	10,37	80 998	1 961	13,21	**70 887**	**2 917**	**11,95**
76	58 725	4 512	9,80	79 409	2 220	12,46	**68 819**	**3 222**	**11,30**
77	56 075	4 964	9,24	77 646	2 547	11,73	**66 602**	**3 589**	**10,66**
78	53 292	5 469	8,69	75 668	2 881	11,03	**64 212**	**3 981**	**10,04**
79	50 377	5 928	8,17	73 489	3 264	10,34	**61 656**	**4 379**	**9,43**
80	47 391	6 642	7,65	71 090	3 772	9,67	**58 956**	**4 953**	**8,84**
81	44 243	7 399	7,16	68 408	4 278	9,03	**56 036**	**5 540**	**8,28**
82	40 969	8 307	6,69	65 482	4 945	8,41	**52 931**	**6 277**	**7,73**
83	37 566	9 362	6,25	62 244	5 730	7,83	**49 609**	**7 138**	**7,22**
84	34 049	10 266	5,85	58 678	6 591	7,27	**46 068**	**7 982**	**6,73**
85	30 554	11 268	5,46	54 810	7 489	6,75	**42 391**	**8 884**	**6,27**
86	27 111	12 554	5,09	50 705	8 514	6,25	**38 625**	**9 966**	**5,83**
87	23 708	13 747	4,75	46 388	9 642	5,79	**34 776**	**11 075**	**5,43**
88	20 449	15 184	4,42	41 915	10 891	5,35	**30 924**	**12 344**	**5,04**
89	17 344	16 678	4,13	37 351	12 356	4,95	**27 107**	**13 772**	**4,68**
90	14 451	18 417	3,85	32 735	13 835	4,57	**23 374**	**15 285**	**4,35**
91	11 790	20 419	3,61	28 206	15 703	4,23	**19 801**	**17 140**	**4,04**
92	9 382	22 268	3,41	23 777	17 642	3,92	**16 407**	**18 996**	**3,77**
93	7 293	23 874	3,24	19 582	19 482	3,66	**13 290**	**20 716**	**3,54**
94	5 552	25 520	3,10	15 767	21 097	3,42	**10 537**	**22 290**	**3,33**
95	4 135	26 630	2,99	12 441	23 215	3,20	**8 188**	**24 098**	**3,14**
96	3 034	28 216	2,89	9 553	24 731	3,02	**6 215**	**25 602**	**2,98**
97	2 178	29 215	2,83	7 190	26 190	2,84	**4 624**	**26 920**	**2,84**
98	1 542	27 860	2,79	5 307	27 668	2,67	**3 379**	**27 713**	**2,70**
99	1 112	27 740	2,67	3 839	28 570	2,50	**2 443**	**28 377**	**2,54**

(1) À l'âge indiqué.
(2) Pour 100 000 survivants.

TABLEAU B.02-17

Principaux indicateurs démographiques de divers pays en 2002 (1)

Sources : EUROSTAT
Conseil de l'Europe

Pays	Taux pour 1 000 habitants					Taux de reproduction		Mortalité infantile (pour 1 000 naissances vivantes)	Espérance de vie à la naissance	
	Variation (2) totale	Natalité	Mortalité	Nuptialité	Divortialité	Brut	Net		Hommes	Femmes
Allemagne	1,2	8,7	10,2	4,8	...	0,64	...	4,2	75,4	81,2
Autriche	3,5	9,7	9,4	4,5	2,4	0,68	0,68	4,1	75,8	81,7
Belgique	4,5	10,8	10,2	3,9	3,0	0,79	...	4,4	75,1	81,1
Danemark	2,8	11,9	10,9	6,9	2,8	0,84	0,83	4,4	74,8	79,5
Espagne	17,0	10,1	8,9	5,1	...	0,61	...	3,6	75,7	83,1
Finlande	2,2	10,7	9,5	5,2	2,6	0,84	0,83	3,0	74,9	81,5
France	**4,9**	**12,8**	**9,0**	**4,7**	**1,9**	**0,92**	**0,91**	**4,1**	**75,8**	**83,0**
Grèce	2,7	9,3	9,5	5,2	1,1	0,61	...	5,9	75,4	80,7
Irlande	16,2	15,4	7,5	5,1	...	0,96	0,95	5,1	75,2	80,3
Italie	5,7	9,4	9,8	4,6	0,7	0,61	0,61	4,5	76,8	82,9
Luxembourg	9,4	12,0	8,4	4,5	2,4	0,79	0,78	5,1	74,9	81,5
Pays-Bas	5,4	12,5	8,8	5,2	2,1	0,84	0,83	5,0	76,0	80,7
Portugal	7,5	11,0	10,2	5,4	2,6	0,72	0,71	5,0	73,8	80,5
Royaume-Uni	3,2	11,3	10,2	...	...	0,80	0,79	5,2	...	...
Suède	3,6	10,7	10,6	4,3	2,4	0,80	0,80	3,3	77,7	82,1
Europe des Quinze *(p)*	**5,2**	**10,5**	**9,7**	**5,8**	**1,9**	**0,73**	**0,72**	**4,5**	**75,8**	**81,6**
Chypre	13,5	11,1	7,3	14,5	1,9	0,73	...	4,7	...	...
Estonie	– 3,8	9,6	13,5	4,3	3,0	0,67	0,66	5,7	65,3	77,1
Hongrie	– 3,2	9,5	9,5	4,5	2,5	0,64	0,63	7,2	68,4	76,7
Lettonie	– 6,1	8,6	13,9	4,2	2,5	0,60	0,59	9,9	64,8	76,0
Lituanie	– 3,8	8,7	11,8	4,7	3,0	0,60	0,59	7,9	66,3	77,5
Malte	6,7	9,9	7,8	...	...	...	...	6,1	75,9	81,0
Pologne	– 0,5	9,2	9,4	5,0	1,2	0,60	0,59	7,5	70,4	78,7
République tchèque	– 0,3	9,1	10,6	5,2	3,1	0,57	0,56	4,1	72,1	78,7
Slovaquie	–	9,5	9,6	4,7	2,0	0,58	0,57	7,6	69,9	77,8
Slovénie	0,5	8,8	9,4	3,5	1,2	0,59	0,59	3,8	72,7	80,5
Europe des Vingt-cinq *(p)*	**4,2**	**10,3**	**9,8**	**4,8**	**1,9**	**0,71**	**0,71**	**4,8**	**74,8**	**81,1**
États-Unis	9,1	14,0	8,5	7,8	...	...	...	6,9	74,1	79,7
Japon	1,3	9,7	8,4	...	...	...	...	3,3	77,5	84,3

(1) 2002 ou dernière année disponible.
(2) La variation totale tient compte du solde migratoire.

TABLEAU B.02-18

Mouvement naturel de la population - Territoires d'outre-mer

Sources : INSEE, ITSEE (Institut territorial de la Statistique et des Études Économiques)
Préfecture de Saint-Pierre-et-Miquelon

Année	Population moyenne (en milliers) (1)	Nombre						Taux pour 1 000				
		Mariages	Divorces prononcés	Nés vivants	Décédés au total	Mortalité infantile	Excédent naturel	Nuptialité (2)	Natalité (2)	Mortalité (2)	Excédent naturel (2)	Mortalité infantile (3)
Nouvelle Calédonie												
1975	133,0	...	...	4 115	923	142	3 192	...	30,9	6,9	24,0	34,5
1980	140,0	781	127	3 668	1 008	99	2 660	5,6	26,2	7,2	19,0	27,0
1985	154,5	794	207	3 619	891	53	2 728	5,1	23,4	5,8	17,7	14,6
1990	170,9	887	157	4 378	928	47	3 450	5,2	25,6	5,4	20,2	10,7
1995	193,8	875	181	4 242	1 020	33	3 222	4,5	21,9	5,3	16,6	7,8
1997	200,9	1 005	179	4 490	1 016	24	3 474	5,0	22,4	5,1	17,3	5,3
1998	204,3	1 005	196	4 352	982	30	3 370	4,9	21,3	4,8	16,5	6,9
1999	207,6	943	161	4 316	1 095	27	3 221	4,5	20,8	5,3	15,5	6,3
2000	211,0	995	159	4 566	1 077	21	3 489	4,7	21,6	5,1	16,5	4,6
2001	214,3	925	230	4 326	1 131	24	3 195	4,3	20,2	5,3	14,9	4,9
2002	217,4	905	219	4 194	1 121	29	3 073	4,2	19,3	5,2	14,1	6,9
Polynésie française												
1975	131,8	...	...	4 404	953	187	3 451	...	33,4	7,2	26,2	42,5
1980	150,9	...	...	4 544	1 005	185	3 539	...	30,1	6,7	23,5	40,7
1985	174,5	1 280	...	5 415	993	125	4 422	7,3	31,0	5,7	25,3	23,1
1990	195,7	1 211	...	5 568	982	64	4 586	6,2	28,5	5,0	23,4	11,5
1995	216,0	1 220	...	4 905	1 113	50	3 792	5,6	22,7	5,2	17,6	10,2
1997	222,9 *r*	1 158	...	4 702	1 090	36	3 612	5,2	21,1	4,9	16,2	7,7
1998	226,9 *r*	1 047	...	4 569	1 113	32	3 456	4,6	20,1	4,9	15,2	7,0
1999	231,0 *r*	1 107	271	4 716	1 023	31	3 693	4,7	20,4	4,4	16,0	6,6
2000 *r*	235,2	1 091	228	4 791	1 037	33	3 754	4,6	20,4	4,4	16,0	7,0
2001 *r*	239,4	958	...	4 873	1 168	34	3 675	4,0	20,4	4,9	15,5	7,0
2002	243,4	1 041	...	4 759	1 125	32	3 634	4,1	19,6	4,6	14,9	6,7
Saint-Pierre-et-Miquelon (4)												
1975	5,9	50	...	99	32	///	67	8,5	16,9	5,4	11,5	///
1980	6,0	32	6	90	39	///	51	5,3	15,0	6,5	8,5	///
1985	6,3	32	5	95	50	///	45	5,1	15,2	8,0	7,2	///
1990	6,4	34	7	74	38	///	36	5,3	11,5	5,9	5,6	///
1995	6,6	17	9	75	50	///	25	2,6	11,4	7,6	3,8	///
1997	6,7	36	10	93	57	///	36	5,4	14,0	8,6	5,4	///
1998	6,7	27	7	74	50	///	24	4,0	11,1	7,5	3,6	///
1999 *r*	6,5	26	5	75	45	///	30	4,0	11,2	6,7	4,5	///
2000	6,5	26	7	51	35	///	16	4,0	7,8	5,3	2,4	///
2001	6,6	28	8	71	46	///	25	4,3	10,8	7,0	3,8	///
2002	6,6	16	10	53	41	///	12	2,4	8,0	6,2	1,8	///

(1) Population estimée en milieu d'année, d'après les recensements de 1976, 1983, 1989 et 1996 pour la Nouvelle Calédonie ; 1975, 1982, 1988, 1996 pour la Polynésie française et 1999 pour Saint-Pierre-et-Miquelon.
(2) Taux par rapport à la population moyenne.
(3) Taux pour 1 000 naissances vivantes.
(4) À Saint-Pierre-et-Miquelon, le faible nombre de décès de moins d'un an enlèverait toute signification au calcul d'un taux de mortalité infantile.

Chapitre B.03

Étrangers et Immigrés

1 Présentation.
2 Méthodologie.
3 Définitions.
4 Sources de documentation.
5 Tableaux.

Liste des tableaux

1 Étrangers selon quelques nationalités sélectionnées aux différents recensements.

2 Structure par âge et sexe de la population étrangère en 1999.

3 Population totale et étrangère par sexe et type d'activité en 1999 - Départements d'outre-mer.

4 Étrangers de 15 ans ou plus, étrangers actifs et taux d'activité selon le sexe et l'âge regroupé.

5 Étrangers de 15 ans ou plus, étrangers actifs et taux d'activité selon le sexe et la nationalité regroupée.

6 Étrangers actifs selon la catégorie socioprofessionnelle et le sexe.

7 Salariés étrangers selon l'activité économique regroupée (NES16) et le sexe.

8 Familles selon le nombre d'enfants de 0 à 16 ans et la nationalité de la personne de référence en 1999.

9 Immigrés selon le sexe et quelques pays de naissance en 1999.

10 Structure par âge et sexe de la population immigrée en 1999 selon le pays de naissance.

11 Acquisitions de la nationalité française.

12 Acquisitions de la nationalité française, par décret, selon la nationalité antérieure.

13 Acquisitions de nationalité dans les pays d'Europe.

14 Immigrants selon le type de procédure en 2002.

15 Travailleurs étrangers permanents enregistrés par l'OMI, par âge, sexe et état matrimonial en 2002.

16 Travailleurs étrangers permanents enregistrés par l'OMI, par activité économique, profession et nationalité en 2002.

1

○ Présentation

La notion d'étranger est fondée sur le critère de la nationalité : est étrangère toute personne qui n'a pas la nationalité française. La nationalité peut changer : certaines personnes acquièrent la nationalité française au cours de leur vie. On les appelle alors français par acquisition, par opposition aux français de naissance.

La notion d'immigré est, pour sa part, liée à deux caractéristiques invariables : le lieu de naissance et la nationalité. L'immigré est une personne née étrangère, dans un pays étranger, mais qui vit en France. Après son entrée en France, il peut soit devenir français, soit rester étranger, suivant les possibilités offertes par le code de la nationalité française. Tout étranger n'est pas nécessairement un immigré, et tout immigré n'est pas forcément un étranger.

En mars 1999, 3 263 186 étrangers sont recensés en France métropolitaine. Leur part dans la population totale atteint 5,6 % contre 6,3 % en 1990 et 6,8 % en 1982. La diminution du nombre d'étrangers originaires de l'Union européenne, observée lors des recensements précédents, se confirme en 1999. Cette baisse concerne tout particulièrement les nationalités les plus nombreuses en 1990 (Espagnols, Italiens, Portugais). Les étrangers originaires du Maghreb sont également moins nombreux en 1999 qu'en 1990 quelle que soit leur nationalité.

La population étrangère résidant en France est relativement jeune. La proportion de personnes âgées de 20 à 40 ans dans la population étrangère est de 34,5 % ; elle est de 29,6 % dans la population totale. En revanche, 16,4 % des étrangers ont 60 ans ou plus contre 21,3 % pour la population totale.

En 2003, on compte plus d'un million de salariés étrangers en France, dont 648 623 hommes et 449 130 femmes. Ils sont particulièrement présents dans le secteur de la construction (12 % de l'ensemble).

Les immigrés sont au nombre de 4 308 527 en 1999, 2 753 588 sont étrangers, les 1 554 939 autres étant français par acquisition.

La structure par âge de la population immigrée diffère de celle de l'ensemble de la population. Les jeunes sont peu nombreux, puisque, par définition, les immigrés ne naissent pas en France. Les moins de 20 ans représentent le quart de l'ensemble de la population et 8 % seulement de la population immigrée. La moitié des immigrés ont entre 30 et 55 ans, contre un tiers de l'ensemble des résidents. Un quart de la population immigrée a plus de 60 ans. Cette proportion n'est que d'un cinquième dans l'ensemble de la population.

Depuis 1975 l'écart, entre le nombre d'hommes et de femmes parmi les immigrés se réduit : les femmes immigrées sont en 1999 aussi nombreuses que les hommes.

En 1999, une fraction des immigrés, 190 000, résident dans une collectivité (foyers de travailleurs, maisons de retraite, centres d'hébergement...). Sur les 4,1 millions vivant dans un logement, 3,4 millions vivent en famille, 510 000 sont seuls et 228 000 habitent avec d'autres personnes sans avoir de lien familial direct avec elles.

On compte 2,9 millions d'immigrés vivant en couple ou à la tête d'une famille monoparentale. Les 2 millions de familles auxquelles ils appartiennent regroupent 6,9 millions de personnes dont moins de la moitié sont immigrées. Plus du tiers des immigrés vivant en couple sont en union avec une personne non immigrée. Mais, quand les deux conjoints sont immigrés, l'endogamie reste très forte : dans neuf cas sur dix, les conjoints ont la même origine. Plus du tiers des immigrés sont en couple à leur arrivée en France.

La vie familiale des immigrés connaît les mêmes évolutions que celle de l'ensemble de la population : personnes seules et familles monoparentales plus nombreuses, ruptures et remises en couple plus fréquentes.

Si les femmes immigrées forment leur première union au même âge que les autres, les calendriers matrimoniaux des hommes immigrés sont nettement plus retardés que ceux de l'ensemble des hommes. Ce retard est particulièrement accusé pour les immigrés d'Algérie ou d'Afrique subsaharienne.

Comme l'ensemble de la population, les immigrés débutent de plus en plus souvent leur vie de couple sans être mariés, mais ce mode d'entrée en union reste encore peu fréquent pour les immigrés venus du Maghreb ou de Turquie. Le mariage intervenant plus vite après la mise en couple pour les immigrés, ils se marient désormais plus jeunes que l'ensemble de la population.

Malgré un âge au premier enfant relativement proche, les immigrés ont eu, en fin de vie féconde, davantage d'enfants. Ces écarts de descendance finale ne tiennent pas seulement à des différences de composition sociale.

2

○ Méthodologie

Pour la partie recensement de ce chapitre, voir la méthodologie au chapitre B.01 : « Structure de la population ».

La législation sur la nationalité a fait l'objet de modifications importantes depuis une vingtaine d'années.

La loi n° 73-42 du 9 janvier 1973 qui a complété et modifié le Code de la nationalité française tel qu'il résultait de l'ordonnance n° 45-2441 du 19 octobre 1945, la loi n° 74-631 du 5 juillet 1974 fixant à 18 ans l'âge de la majorité et la loi n° 84-341 du 7 mai 1984 modifiant l'article 37-1 du code prévoyant l'acquisition à raison du mariage, réglaient jusqu'en 1993 les questions d'acquisition et de perte de la nationalité française.

La réforme du droit de la nationalité, issue de la loi n° 93-933 du 22 juillet 1993, intégrée dans le code civil, modifie les règles d'attribution et d'acquisition de la nationalité française mais aussi la répartition des compétences à partir de 1994.

Avant cette réforme, le ministère de l'Aménagement du territoire, de la Ville et de l'Intégration avait compétence pour l'ensemble des acquisitions de la nationalité française, quelle que soit la procédure (l'acquisition de la nationalité française à 18 ans par les jeunes étrangers nés et résidant en France ne nécessitait aucune formalité).

Après la réforme, les compétences étaient réparties entre le ministère de l'Aménagement du territoire, de la Ville et de l'Intégration et celui de la Justice, et depuis juin 1997, elles le sont entre le ministère de l'Emploi, du Travail et de la Cohésion sociale et celui de la Justice ; le premier reste seul compétent en matière d'acquisition par décret (naturalisation et réintégration) et les déclarations d'acquisition à raison du mariage, les autres acquisitions par déclaration sont de la compétence du second. La manifestation de volonté qui concernait les jeunes étrangers nés en France relevait du juge d'instance. Chaque ministère présente les statistiques des acquisitions qui relèvent de sa compétence.

Depuis le 1er septembre 1998, la loi n° 98-170 du 16 mars 1998 relative à la nationalité a supprimé la procédure d'acquisition de nationalité par manifestation de volonté.

3

○ Définitions

Acquisition de la nationalité française

a) Pour les jeunes :

Les jeunes étrangers nés en France deviennent Français de plein droit à 18 ans, s'ils y résident et y ont résidé de manière continue ou discontinue pendant cinq années depuis l'âge de 11 ans. Dès l'âge de 16 ans, ces jeunes nés et résidant en France peuvent anticiper l'acquisition de la nationalité française. De même, les parents d'un jeune étranger né en France peuvent demander pour lui et avec son accord, la nationalité française, dès qu'il a 13 ans s'il a résidé cinq ans en France pendant une période continue ou discontinue depuis l'âge de 8 ans.

b) Pour les majeurs :

• *Par décret*

Les naturalisations accordées par décret concernent des étrangers qui en font la demande et sous certaines conditions (sauf exceptions prévues, justification d'une résidence habituelle

en France pendant les cinq années qui précèdent le dépôt de la demande) (art 21.17 du Code Civil).

Un enfant mineur devient français de plein droit dans le cas où l'un de ses parents acquiert la nationalité française, si son nom est mentionné dans le décret de naturalisation et s'il a la même résidence habituelle que ce parent (art 22.1 du Code Civil).

Une réintégration peut également résulter d'un décret.

• *Par déclaration de nationalité*

Elles sont souscrites par des étrangers sous certaines conditions. On distingue :

– les déclarations de nationalité à raison du mariage (art. 21-2 du Code Civil) ;

– les déclarations de nationalité des enfants adoptés par un Français ou recueillis en France (art. 21-12 du Code Civil) ;

– les déclarations de nationalité à raison de la possession d'état de français (jouissance de la nationalité française, pendant les dix années précédant la déclaration) (art. 21-13 du Code Civil) ;

– les déclarations de nationalité souscrites par des personnes qui se sont vu opposer les dispositions des articles 23-6 ou 30-3 du Code Civil ;

– les déclarations de nationalité souscrites en vue de la réintégration dans la nationalité française (art. 24 ; 24-2 du Code Civil).

• *Par manifestation de volonté (à raison de la naissance et de la résidence en France)*

La procédure d'acquisition de la nationalité française par manifestation de volonté, créée le 1er janvier 1994, s'appliquait aux jeunes étrangers, dès l'âge de 16 ans et jusqu'à l'âge de 21 ans, nés en France et y résidant de façon habituelle depuis au moins cinq ans (art 21.7 du Code civil).

Depuis le 1er septembre 1998, la loi n° 98-170 du 16 mars 1998 relative à la nationalité supprime la procédure d'acquisition de nationalité par manifestation de volonté. Toutefois, les manifestations de volonté souscrites mais non enregistrées avant le 1er septembre 1998 demeurent régies par les dispositions en vigueur à la date de leur souscription, c'est-à-dire par la loi du 22 juillet 1993. Cette disposition transitoire est importante pour les jeunes ayant manifesté leur volonté de devenir français entre 18 et 21 ans. En effet, ayant passé l'âge de 18 ans, ils ne peuvent plus bénéficier de l'acquisition de plein droit rétablie par la loi du 16 mars 1998.

Nationalité au RP 1999

La population est répartie en trois grands groupes :

– Français de naissance (y compris par réintégration) ;

– Français par acquisition (personnes devenues françaises par naturalisation, mariage, déclaration ou à leur majorité) ;

– Étrangers, qui sont classés suivant leur nationalité.

Parmi les étrangers se trouvant en France au moment du recensement, seuls ont été recensés ceux qui ont leur résidence permanente en France et ceux qui y travaillent ou y étudient (travailleurs permanents, stagiaires, étudiants, ainsi que leur famille le cas échéant), à l'exception des travailleurs saisonniers et des travailleurs frontaliers. En outre, n'ont pas été recensés les étrangers membres du corps diplomatique, mais le personnel étranger (administratif, technique ou de service) des ambassades résidant de façon permanente en France l'a été. Ne sont recensés ni les touristes ni toute personne faisant en France un séjour de courte durée.

Les étrangers sont regroupés par nationalité selon plusieurs nomenclatures.

Les résultats du recensement de 1999 contiennent des données par nationalité détaillée.

Les pays de l'Union européenne en mars 1999 sont : l'Allemagne, la Belgique, le Danemark, l'Espagne, la France, la Grèce, l'Irlande, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas, le Portugal, le Royaume-Uni, l'Autriche, la Finlande et la Suède. Le champ de l'Union européenne à 15 a été reconstitué pour 1975, 1982 et 1990.

Naturalisation

Naturaliser français un étranger, c'est lui accorder la condition de citoyen français à part entière.

Perte de la nationalité française

Les pertes de la nationalité française contrôlées se divisent en deux catégories :

– les pertes de la nationalité française résultant d'une demande des intéressés : déclarations de perte souscrites par des Français qui ont acquis une nationalité étrangère, déclarations de répudiation (enfants français dans certaines conditions ; conjoint français d'un étranger), décrets de perte de la nationalité française (libération de l'allégeance française) ;

– les pertes de la nationalité française décidées par le Gouvernement : retraits d'office, déchéances.

Il faut noter que depuis la mise en vigueur de la loi du 9 janvier 1973, il n'y a plus de perte automatique de la nationalité française par acquisition d'une nationalité étrangère, sauf exception prévue par la Convention du Conseil de l'Europe du 6 mai 1963.

4 ○ Sources de documentation

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de la cellule Statistiques et études sur l'immigration de l'INSEE, de la direction de la Population et des Migrations du ministère de l'Emploi, du Travail et de la Cohésion sociale, et du ministère de la Justice.

Organismes :

— INSEE ;

— Ministère de l'Emploi, du Travail et de la Cohésion sociale, Direction de la Population et des Migrations ;

— Ministère de la Justice.

Sites Internet :

— www.insee.fr

— www.emploi-solidarité.gouv.fr

— www.justice.gouv.fr

Publications :

INSEE

Recensement de la population de 1999 - Tableaux thématiques : exploitation complémentaire : population immigrée – population étrangère – France métropolitaine, 2001.

INSEE-Résultats, série Démographie-société :

– « La population active immigrée en 1982 et 1990 », n° 577, octobre 1997 ;

– « Les immigrés et leur famille », nos 538-539, avril 1997.

INSEE-Première :

– « La fécondité des étrangères en France », n° 898, mai 2003 ;

– « Recensement de la population 1999, de plus en plus de femmes immigrées sur le marché du travail », n° 791, juillet 2001 ;

– « Recensement de la population 1999, la proportion d'immigrés est stable depuis 25 ans », n° 748, novembre 2000 ;

– « L'emploi des immigrés en 1999 », n° 717, mai 2000.

Économie et Statistique :

– « Le parcours professionnel des immigrés en France : une analyse longitudinale », n° 299, 1996.

Contours et caractères :

– « Les immigrés en France », février 1997.

Données sociales :

– « Les familles immigrées et l'école française : un rapport singulier qui persiste même après un long séjour en France », JP. Caille, S. O'Prey, 2002.

France - Portrait social, édition 2004-2005 :

Synthèses :

– « Regards sur l'immigration depuis 1945 », n° 30, octobre 1999.

Ministère de l'Emploi, du Travail et de la Cohésion sociale, direction de la Population et des Migrations et Ministère de la Justice

– « La sous-direction des naturalisations en 2002 : données chiffrées et commentaires », ministère de l'Emploi, du Travail et de la Cohésion sociale, direction de la Population et des Migrations, 2004 ;

– « Les acquisitions de la nationalité française en 2002 », S. Lumbroso, M. Tonnerre, A. Lebon..., *Études et statistiques Justice*, 2004 ;
– « Immigration et présence étrangère en France en 2002 », A. Lebon, décembre 2003.

INED

Population et sociétés :
– « La fécondité des immigrées : nouvelles données, nouvelle approche », n° 400, avril 2004 ;
– « Cinq idées reçues sur l'immigration », n° 397, janvier 2004.

Autres

– « OMISTAT (Annuaire des migrations 2003) », Office des migrations internationales, annuel ;
– « Les jeunes issus de l'immigration. De l'enseignement supérieur au marché du travail », *Bref* n° 205, février 2004, CEREQ ;
– « Nouvelles migrations, nouvelles formes des migrations », Ville-École-Intégration-Enjeux (migrants-formation), n° 131, décembre 2002 ;
– « Qu'est-ce qu'un français ? : histoire de la nationalité française, de la Révolution à nos jours », P. Weil, 2002 ;
– « Les migrations internationales », *Cahiers français*, n° 307, mars, avril 2002 ;
– « Rapport 2002-2003 », Observatoire des statistiques de l'immigration et de l'intégration.

5 ○ Tableaux

Des tableaux détaillés, rétrospectifs, « séries » et supplémentaires sont disponibles sur le cédérom (cf. liste en fin d'annuaire).

TABLEAU B.03-1

Étrangers selon quelques nationalités sélectionnées aux différents recensements

Source : INSEE (recensement de la population - exploitation complémentaire)

Nationalité	1975		1982		1990		1999	
	effectif	%	effectif	%	effectif	%	effectif	%
Population totale	**52 599 430**	///	**54 295 612**	///	**56 651 955**	///	**58 513 700**	///
Total étrangers	**3 442 415**	**100,0**	**3 714 200**	**100,0**	**3 596 602**	**100,0**	**3 258 539**	**100,0**
Total nationalités d'Europe	**2 090 235**	**60,7**	**1 768 176**	**47,6**	**1 459 113**	**40,6**	**1 333 310**	**40,9**
dont : UE à 15 (1)	1 876 990	54,5	1 602 208	43,1	1 321 529	36,7	1 194 135	36,6
Allemands (ex - RFA)	42 955	1,3	44 000	1,2	52 723	1,5	76 882	2,4
Belges	55 945	1,6	52 636	1,4	56 129	1,6	66 927	2,1
Espagnols	497 480	14,5	327 156	8,8	216 047	6,0	160 194	4,9
Italiens	462 940	13,4	340 308	9,2	252 759	7,0	200 632	6,2
Polonais	93 655	2,7	64 804	1,7	47 127	1,3	33 925	1,0
Portugais	758 925	22,0	767 304	20,7	649 714	18,1	555 383	17,0
Ex-Yougoslaves	70 280	2,1	62 472	1,7	52 453	1,5	50 396	1,5
Autres nationalités d'Europe (sauf ex-URSS)	108 055	3,1	109 496	2,9	132 161	3,7	188 971	5,8
Ex-URSS	**12 450**	**0,4**	**7 452**	**0,2**	**4 661**	**0,1**	**17 784**	**0,5**
Total nationalités d'Afrique	**1 192 300**	**34,6**	**1 594 772**	**43,0**	**1 633 142**	**45,4**	**1 417 831**	**43,5**
Algériens	710 690	20,6	805 116	21,7	614 207	17,1	475 216	14,6
Marocains	260 025	7,6	441 308	11,9	572 652	15,9	506 305	15,5
Tunisiens	139 735	4,1	190 800	5,2	206 336	5,7	153 574	4,7
Autres nationalités d'Afrique	81 850	2,3	157 548	4,2	239 947	6,7	282 736	8,7
Total nationalités d'Amérique	**41 560**	**1,2**	**52 840**	**1,4**	**72 758**	**2,0**	**80 732**	**2,5**
Total nationalités d'Asie	**104 465**	**3,0**	**289 560**	**7,8**	**424 668**	**11,8**	**405 845**	**12,5**
Turcs	50 860	1,5	122 260	3,3	197 712	5,5	205 589	6,3
Autres nationalités	53 605	1,5	167 300	4,5	226 956	6,3	200 256	6,1
Nationalités d'Océanie, nationalités non précisées	**1 405**	**0,1**	**1 400**	**n.s.**	**2 260**	**0,1**	**3 037**	**0,1**

(1) Le champ de l'Union européenne a été reconstitué pour 1975, 1982 et 1990.

TABLEAU B.03-2

Structure par âge et sexe de la population étrangère en 1999

Source : INSEE (recensement de la population)

Âge atteint en 1999	**Total**	*dont* UE à 15	Espagnols	Italiens	Portugais	Algériens	Marocains	Tunisiens	Autres Afrique	(1) Asie	Turcs	Autres
Ensemble	**3 263 186**	**1 195 498**	**161 762**	**201 670**	**553 663**	**477 482**	**504 096**	**154 356**	**283 824**	**63 371**	**208 049**	**654 913**
0 à 14 ans	**444 328**	103 435	6 302	7 218	59 963	36 727	104 481	31 648	50 180	11 243	53 354	83 212
15 à 24 ans	**360 078**	84 492	7 009	6 743	43 209	36 599	87 208	16 259	43 167	9 392	35 748	74 744
25 à 34 ans	**558 698**	181 861	14 685	15 316	105 035	68 218	75 743	20 659	68 632	10 760	49 666	129 984
35 à 44 ans	**598 855**	216 976	22 905	25 059	113 407	84 969	78 036	30 705	71 460	11 938	28 726	131 650
45 à 54 ans	**544 937**	212 514	22 227	29 272	117 325	93 507	89 846	31 586	33 895	8 195	26 499	92 585
55 à 64 ans	**396 414**	181 502	29 794	38 545	79 153	94 830	49 712	16 502	12 328	4 535	10 584	60 431
65 ans ou plus	**359 876**	214 718	58 840	79 517	35 571	62 632	19 070	6 997	4 162	7 308	3 472	82 307
Hommes	**1 732 288**	**623 026**	**81 153**	**114 399**	**294 746**	**272 911**	**274 899**	**90 551**	**150 908**	**31 585**	**109 790**	**311 346**
0 à 14 ans	**226 952**	52 859	3 214	3 736	30 794	18 682	53 479	16 120	25 027	5 690	27 600	42 610
15 à 24 ans	**176 884**	41 209	3 287	3 345	23 257	18 147	45 704	8 450	19 620	4 790	17 346	32 938
25 à 34 ans	**278 670**	94 557	7 356	8 861	59 114	34 318	40 174	11 258	29 731	6 163	26 505	55 190
35 à 44 ans	**298 402**	113 502	12 959	16 132	59 676	41 000	29 984	16 410	39 390	6 287	15 487	61 077
45 à 54 ans	**306 221**	113 346	11 645	18 836	61 669	48 298	55 436	20 836	24 974	4 075	14 376	46 076
55 à 64 ans	**250 277**	99 890	15 187	23 615	42 794	67 794	36 857	12 680	9 925	2 037	6 725	32 663
65 ans ou plus	**194 882**	107 663	27 505	39 874	17 442	44 672	13 265	4 797	2 241	2 543	1 751	40 792
Femmes	**1 530 898**	**572 472**	**80 609**	**87 271**	**258 917**	**204 571**	**229 197**	**63 805**	**132 916**	**31 786**	**98 259**	**343 567**
0 à 14 ans	**217 376**	50 576	3 088	3 482	29 169	18 045	51 002	15 528	25 153	5 553	25 754	40 602
15 à 24 ans	**183 194**	43 283	3 722	3 398	19 952	18 452	41 504	7 809	23 547	4 602	18 402	41 806
25 à 34 ans	**280 028**	87 304	7 329	6 455	45 921	33 900	35 569	9 401	38 901	4 597	23 161	74 794
35 à 44 ans	**300 453**	103 474	9 946	8 927	53 731	43 969	48 052	14 295	32 070	5 651	13 239	70 573
45 à 54 ans	**238 716**	99 168	10 582	10 436	55 656	45 209	34 410	10 750	8 921	4 120	12 123	46 509
55 à 64 ans	**146 137**	81 612	14 607	14 930	36 359	27 036	12 855	3 822	2 403	2 498	3 859	27 768
65 ans ou plus	**164 994**	107 055	31 335	39 643	18 129	17 960	5 805	2 200	1 921	4 765	1 721	41 515

(1) Cambodgiens, Laotiens et Vietnamiens.

TABLEAU B.03-3

Population totale et étrangère par sexe et type d'activité en 1999 - Départements d'outre-mer

Source : INSEE (recensement de la population - exploitation complémentaire)

Caractéristiques individuelles	Ensemble		Hommes		Femmes	
	Ensemble	***dont* étrangers**	Ensemble	*dont* étrangers	Ensemble	*dont* étrangères
GUADELOUPE						
Population totale	**422 222**	**21 103**	**203 146**	**9 740**	**219 076**	**11 363**
Activité						
Actifs ayant un emploi	**125 245**	**6 547**	66 857	3 819	58 388	2 728
Salariés	**102 629**	**5 021**	49 494	2 740	53 135	2 281
Non-salariés	**22 616**	**1 526**	17 363	1 079	5 253	447
Chômeurs	**65 518**	**4 881**	29 901	1 874	35 617	3 007
GUYANE						
Population totale	**156 790**	**46 576**	**78 963**	**23 149**	**77 827**	**23 427**
Activité						
Actifs ayant un emploi	**43 443**	**9 050**	25 703	6 422	17 740	2 628
Salariés	**36 819**	**6 431**	21 080	4 702	15 739	1 729
Non-salariés	**6 624**	**2 619**	4 623	1 720	2 001	899
Chômeurs	**18 783**	**8 885**	9 083	4 206	9 700	4 679
MARTINIQUE						
Population totale	**381 325**	**3 589**	**180 910**	**1 613**	**200 415**	**1 976**
Activité						
Actifs ayant un emploi	**116 067**	**1 066**	60 245	653	55 822	413
Salariés	**99 546**	**708**	47 823	390	51 723	318
Non-salariés	**16 521**	**358**	12 422	263	4 099	95
Chômeurs	**56 973**	**1 020**	25 304	382	31 669	638
RÉUNION						
Population totale	**706 180**	**3 614**	**347 076**	**1 486**	**359 104**	**2 128**
Activité						
Actifs ayant un emploi	**173 677**	**899**	100 634	555	73 043	344
Salariés	**150 103**	**695**	82 344	412	67 759	283
Non-salariés	**23 574**	**204**	18 290	143	5 284	61
Chômeurs	**124 203**	**955**	63 519	372	60 684	583

TABLEAU B.03-4

Étrangers de 15 ans ou plus, étrangers actifs et taux d'activité selon le sexe et l'âge regroupé

Source : INSEE (enquête sur l'emploi de 2003) (1)

Unités : Nombre et %

Âge regroupé	Hommes			Femmes			**Ensemble**		
	Total	Actifs	(2) Taux	**Total**	Actives	(2) Taux	**Total**	**Actifs**	**(2) Taux**
De 15 à 29 ans	**235 997**	139 735	59,2	**241 238**	90 580	37,5	**477 235**	**230 315**	**48,3**
De 30 à 39 ans	**308 462**	285 121	92,4	**308 390**	182 947	59,3	**616 852**	**468 068**	**75,9**
De 40 à 49 ans	**269 536**	245 009	90,9	**286 903**	192 938	67,2	**556 439**	**437 947**	**78,7**
De 50 à 59 ans	**267 212**	209 715	78,5	**220 119**	105 846	48,1	**487 331**	**315 561**	**64,8**
60 ans et plus	**304 780**	36 688	12,0	**254 189**	20 951	8,2	**558 969**	**57 639**	**10,3**
Total	**1 385 987**	**916 268**	**66,1**	**1 310 839**	**593 262**	**45,3**	**2 696 826**	**1 509 530**	**56,0**

(1) Il s'agit de résultats en moyenne annuelle.
(2) Proportion d'actifs (actifs occupés + chômeurs BIT) dans l'effectif total.

TABLEAU B.03-5

Étrangers de 15 ans ou plus, étrangers actifs et taux d'activité selon le sexe et la nationalité regroupée

Source : INSEE (enquête sur l'emploi de 2003) (1) — *Unités :* Nombre et %

Nationalité regroupée	Hommes			Femmes			**Ensemble**		
	Total	Actifs	(2) Taux	**Total**	Actives	(2) Taux	**Total**	**Actifs**	**(2) Taux**
Italiens	**85 554**	28 781	33,6	**74 572**	16 404	22,0	**160 126**	**45 185**	**28,2**
Espagnols	**58 743**	27 311	46,5	**60 957**	19 643	32,2	**119 700**	**46 954**	**39,2**
Portugais	**215 013**	170 996	79,5	**209 626**	144 350	68,9	**424 639**	**315 346**	**74,3**
Autres ressortissants de la CEE	**96 859**	63 135	65,2	**104 307**	53 771	51,6	**201 166**	**116 906**	**58,1**
Total CEE	**456 169**	**290 223**	**63,6**	**449 462**	**234 168**	**52,1**	**905 631**	**524 391**	**57,9**
Algériens	**230 092**	135 805	59,0	**195 327**	69 522	35,6	**425 419**	**205 327**	**48,3**
Tunisiens	**64 678**	47 875	74,0	**41 208**	15 450	37,5	**105 886**	**63 325**	**59,8**
Marocains	**183 867**	120 827	65,7	**167 961**	65 255	38,9	**351 828**	**186 082**	**52,9**
Ressortissants des pays d'Afrique noire	**139 901**	108 521	77,6	**133 408**	70 619	52,9	**273 309**	**179 140**	**65,5**
Polonais	**12 655**	8 243	65,1	**18 210**	7 997	43,9	**30 865**	**16 240**	**52,6**
Yougoslaves	**13 193**	9 224	69,9	**13 770**	6 466	47,0	**26 963**	**15 690**	**58,2**
Turcs	**61 371**	47 328	77,1	**51 554**	13 418	26,0	**112 925**	**60 746**	**53,8**
Autres étrangers hors CEE	**224 061**	148 222	66,2	**239 939**	110 367	46,0	**464 000**	**258 589**	**55,7**
Total étrangers hors CEE	**929 818**	**626 045**	**67,3**	**861 377**	**359 094**	**41,7**	**1 791 195**	**985 139**	**55,0**
Ensemble	**1 385 987**	**916 268**	**66,1**	**1 310 839**	**593 262**	**45,3**	**2 696 826**	**1 509 530**	**56,0**

(1) Il s'agit de résultats en moyenne annuelle.
(2) Proportion d'actifs (actifs occupés + chômeurs BIT) dans l'effectif total.

TABLEAU B.03-6

Étrangers actifs selon la catégorie socioprofessionnelle et le sexe

Source : INSEE (enquête sur l'emploi de 2003) (1) — *Unités :* Nombre et %

Catégorie socioprofessionnelle	Hommes		Femmes		**Ensemble**	
	Effectifs	(2) %	Effectifs	(2) %	**Effectifs**	**(2) %**
Agriculteurs exploitants	5 257	1,0	2 563	1,1	**7 820**	**1,0**
Artisans	44 427	8,2	4 017	2,1	**48 444**	**6,6**
Commerçants et assimilés	37 851	9,4	11 728	4,6	**49 579**	**7,5**
Chefs d'entreprises de 10 salariés ou plus	6 449	5,0	1 065	5,1	**7 514**	**5,0**
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	**88 727**	**8,3**	**16 810**	**3,6**	**105 537**	**6,9**
Professions libérales	6 437	2,9	5 381	4,2	**11 818**	**3,4**
Cadres de la fonction publique	29 316	4,2	14 988	2,5	**44 304**	**3,4**
Cadres d'entreprise	43 690	3,0	18 941	3,6	**62 631**	**3,2**
Cadres, professions intellectuelles supérieures	**79 443**	**3,4**	**39 310**	**3,1**	**118 753**	**3,3**
Professions intermédiaires de l'enseignement	14 199	1,8	27 198	1,6	**41 397**	**1,7**
Professions intermédiaires administratives	34 728	3,9	27 943	2,9	**62 671**	**3,4**
Techniciens	27 717	3,0	3 715	2,7	**31 432**	**3,0**
Contremaîtres, agents de maîtrise	20 802	3,7	3 775	5,9	**24 577**	**4,0**
Professions intermédiaires	**97 446**	**3,1**	**62 631**	**2,2**	**160 077**	**2,7**
Employés de la fonction publique	40 047	4,2	41 510	2,2	**81 557**	**2,9**
Employés administratifs d'entreprises	10 820	3,1	44 507	2,7	**55 327**	**2,7**
Employés de commerce	20 384	7,3	34 077	4,0	**54 461**	**4,8**
Personnels des services directs aux particuliers	43 310	21,1	178 930	11,6	**222 240**	**12,7**
Employés	**114 561**	**6,4**	**299 024**	**5,0**	**413 585**	**5,4**
Ouvriers qualifiés	300 915	7,9	34 028	7,1	**334 943**	**7,8**
Ouvriers non qualifiés	163 713	11,4	93 974	11,7	**257 687**	**11,6**
Ouvriers agricoles	25 086	11,4	9 182	12,1	**34 268**	**11,6**
Ouvriers	**489 714**	**9,0**	**137 184**	**10,1**	**626 898**	**9,2**
Chômeurs n'ayant jamais travaillé	37 741	11,8	34 381	9,8	**72 122**	**10,7**
Militaires du contingent	–	–	–	–	**–**	**–**
Catégorie socio-professionnelle indéterminée	3 379	9,9	1 359	4,4	**4 738**	**7,3**
Total	**916 268**	**6,2**	**593 262**	**4,8**	**1 509 530**	**5,6**

(1) Il s'agit de résultats en moyenne annuelle.
(2) Pourcentage calculé par rapport à l'effectif total (français + étrangers) de la catégorie.

TABLEAU B.03-7

Salariés étrangers selon l'activité économique regroupée (NES 16) et le sexe

Source : INSEE (Enquête sur l'emploi de 2003) (1) — *Unités :* Nombre et %

Activité économique regroupée	Ensemble		Hommes		Femmes	
	Effectif	**(2) %**	Effectif	(2) %	Effectif	(2) %
Agriculture, sylviculture et pêche	**22 684**	**7,4**	17 308	7,8	5 376	6,2
Industries agricoles et alimentaires	**22 930**	**4,1**	14 651	4,1	8 279	4,0
Industrie des biens de consommation	**29 114**	**4,5**	15 726	4,6	13 388	4,4
Industrie automobile	**15 683**	**4,9**	14 148	5,3	1 535	2,8
Industrie des biens d'équipement	**26 364**	**3,3**	23 665	3,7	2 699	1,7
Industrie des biens intermédiaires	**68 977**	**4,8**	55 563	5,1	13 414	3,9
Énergie	**3 681**	**1,5**	3 681	1,8	–	–
Construction	**148 682**	**12,0**	141 805	12,6	6 877	6,2
Commerce	**120 211**	**4,4**	75 516	5,3	44 695	3,4
Transports	**41 318**	**4,2**	30 619	4,0	10 699	4,6
Activités financières	**15 880**	**2,3**	6 949	2,2	8 931	2,3
Activités immobilières	**28 096**	**11,2**	7 939	7,7	20 157	13,7
Services aux entreprises	**202 638**	**7,1**	119 319	7,2	83 319	6,8
Services aux particuliers	**203 818**	**11,7**	72 845	11,0	130 973	12,1
Éducation, santé, action sociale	**97 828**	**2,3**	27 249	2,6	70 579	2,3
Administrations	**43 205**	**1,7**	16 834	1,3	26 371	2,0
Activité indéterminée	**6 644**	**5,9**	4 806	8,1	1 838	3,5
Total	**1 097 753**	**5,1**	**648 623**	**5,6**	**449 130**	**4,4**

(1) Il s'agit de résultats en moyenne annuelle.
(2) Pourcentage calculé par rapport à l'effectif salarié (français + étrangers) de l'activité.

TABLEAU B.03-8

Familles selon le nombre d'enfants de 0 à 16 ans et la nationalité de la personne de référence en 1999

Source : INSEE (recensement de la population - exploitation complémentaire)

Famille	**Total**	Total étrangers	*dont* Union européenne									
			Ensemble	*dont*			Algériens	Marocains	Tunisiens	Autres Afrique	(1) Asie	Turcs
				Espagnols	Italiens	Portugais						
Nombre total de familles	**16 096 782**	**1 056 756**	**460 266**	**62 078**	**90 509**	**222 477**	**170 011**	**132 446**	**46 533**	**71 848**	**16 759**	**59 732**
Familles comprenant des enfants de 0 à 16 ans :												
0 enfant	**9 328 536**	485 021	278 523	45 063	67 444	113 829	70 446	35 971	13 674	14 852	6 727	16 455
1 enfant	**3 178 661**	224 377	87 211	8 236	11 388	52 828	36 497	30 644	10 387	18 791	3 461	14 072
2 enfants	**2 505 916**	186 197	69 540	6 486	8 443	42 108	30 232	27 035	9 528	15 820	2 862	13 571
3 enfants	**842 662**	100 354	20 586	1 791	2 682	11 522	20 370	20 675	7 814	10 610	2 322	10 818
4 enfants ou plus	**241 007**	60 807	4 406	502	552	2 190	12 466	18 121	5 130	11 775	1 387	4 816
Nombre total d'enfants de 0 à 16 ans	**11 774 239**	**1 175 512**	**306 747**	**28 765**	**38 674**	**180 864**	**213 141**	**228 233**	**75 307**	**142 894**	**22 717**	**94 521**

(1) Cambodgiens, Laotiens et Vietnamiens.

TABLEAU B.03-9

Immigrés selon le sexe et quelques pays de naissance en 1999

Source : INSEE (recensement de la population)

Pays d'origine	Ensemble		Hommes		Femmes	
	Total	Français par acquisition	**Total**	Français par acquisition	**Total**	Françaises par acquisition
Population totale (1)	**58 520 688**	**2 355 290**	**28 419 419**	**1 088 369**	**30 101 269**	**1 266 921**
Total immigrés	**4 308 527**	**1 554 939**	**2 167 936**	**706 952**	**2 140 591**	**847 987**
Total pays d'Europe	**1 909 275**	**760 324**	**893 616**	**307 409**	**1 015 659**	**452 915**
dont : UE à 15	1 631 329	612 767	774 146	249 904	857 183	362 863
Allemagne	125 227	50 170	48 127	13 475	77 100	36 695
Belgique	93 395	33 664	39 070	10 083	54 325	23 581
Espagne	316 544	172 505	143 275	72 593	173 269	99 912
Italie	380 798	210 529	186 863	91 076	193 935	119 453
Pologne	98 566	68 441	34 342	23 055	64 224	45 386
Portugal	570 243	115 755	292 867	53 224	277 376	62 531
Ex-Yougoslavie	75 144	29 282	38 092	14 609	37 052	14 673
Autres pays d'Europe (sauf ex-URSS)	249 358	79 978	110 980	29 294	138 378	50 684
Ex-URSS	**32 323**	**15 441**	**12 120**	**5 081**	**20 203**	**10 360**
Total pays d'Afrique	**1 692 110**	**510 738**	**929 173**	**263 027**	**762 937**	**247 711**
Algérie	575 740	156 856	323 092	81 341	252 648	75 515
Maroc	521 059	133 405	283 940	68 633	237 119	64 772
Tunisie	201 700	80 987	116 232	43 075	85 468	37 912
Autres pays d'Afrique	393 611	139 490	205 909	69 978	187 702	69 512
Total pays d'Amérique	**127 343**	**50 150**	**55 745**	**21 419**	**71 598**	**28 731**
Total pays d'Asie	**543 326**	**217 270**	**275 421**	**109 608**	**267 905**	**107 662**
Turquie	175 987	26 759	93 383	14 280	82 604	12 479
Cambodge, Laos, Viêt-Nam	159 552	109 234	78 476	53 696	81 076	55 538
Autres pays d'Asie	207 787	81 277	103 562	41 632	104 225	39 645
Océanie	**4 150**	**1 016**	**1 861**	**408**	**2 289**	**608**

(1) Il existe une différence minime entre les chiffres de la population totale figurant dans ce tableau, issus d'une exploitation statistique, et les chiffres du dénombrement authentifiés par décret.

TABLEAU B.03-10

Structure par âge et sexe de la population immigrée en 1999 selon le pays de naissance

Source : INSEE (recensement de la population)

Âge atteint en 1999	**Total**	*dont* UE à 15	Espagne	Italie	Portugal	Algérie	Maroc	Tunisie	Autres Afrique	(1) Asie du Sud-Est	Turquie	Autres
Ensemble	**4 308 527**	**1 631 329**	**316 544**	**380 798**	**570 243**	**575 740**	**521 059**	**201 700**	**393 611**	**159 552**	**175 987**	**1 013 293**
0 à 14 ans	**186 695**	39 494	2 527	2 713	12 742	22 404	21 518	5 318	27 609	7 407	9 283	75 174
15 à 24 ans	**364 974**	59 119	5 007	4 222	21 265	40 558	75 760	11 622	58 235	13 803	31 198	103 304
25 à 34 ans	**697 457**	186 010	15 137	13 112	107 523	89 560	98 011	25 458	95 383	35 426	53 231	164 616
35 à 44 ans	**875 179**	295 973	50 632	35 295	148 454	108 201	112 988	45 930	112 287	39 733	32 347	189 312
45 à 54 ans	**828 535**	322 712	53 903	64 804	143 691	118 124	116 210	49 925	63 649	30 395	28 898	158 936
55 à 64 ans	**588 487**	274 612	58 198	72 113	92 353	113 491	63 000	30 692	23 999	14 524	11 445	108 672
65 ans ou plus	**767 200**	453 409	131 140	188 539	44 215	83 402	33 572	32 755	12 449	18 264	9 585	213 279
Hommes	**2 167 936**	**774 146**	**143 275**	**186 863**	**292 867**	**323 092**	**283 940**	**116 232**	**205 909**	**78 476**	**93 383**	**443 899**
0 à 14 ans	**94 895**	20 136	1 292	1 385	6 565	11 431	11 466	2 738	13 529	3 221	4 838	38 430
15 à 24 ans	**175 763**	26 729	2 161	2 045	10 627	20 119	39 320	6 120	26 795	6 929	14 924	46 723
25 à 34 ans	**333 137**	89 217	6 551	6 774	55 210	43 576	49 500	13 598	41 590	18 136	28 193	70 009
35 à 44 ans	**424 678**	144 304	24 956	19 098	74 070	51 305	48 384	24 699	58 660	20 080	17 861	85 565
45 à 54 ans	**445 837**	161 195	25 482	34 865	75 544	61 789	71 107	31 862	41 893	15 707	16 042	71 546
55 à 64 ans	**339 422**	135 826	25 904	38 827	49 267	78 876	44 147	20 539	17 127	7 367	7 239	50 129
65 ans ou plus	**354 204**	196 739	56 929	83 869	21 584	55 996	20 016	16 676	6 315	7 036	4 286	81 497
Femmes	**2 140 591**	**857 183**	**173 269**	**193 935**	**277 376**	**252 648**	**237 119**	**85 468**	**187 702**	**81 076**	**82 604**	**569 394**
0 à 14 ans	**91 800**	19 358	1 235	1 328	6 177	10 973	10 052	2 580	14 080	4 186	4 445	36 744
15 à 24 ans	**189 211**	32 390	2 846	2 177	10 638	20 439	36 440	5 502	31 440	6 874	16 274	56 581
25 à 34 ans	**364 320**	96 793	8 586	6 338	52 313	45 984	48 511	11 860	53 793	17 290	25 038	94 607
35 à 44 ans	**450 501**	151 669	25 676	16 197	74 384	56 896	64 604	21 231	53 627	19 653	14 486	103 747
45 à 54 ans	**382 698**	161 517	28 421	29 939	68 147	56 335	45 103	18 063	21 756	14 688	12 856	87 390
55 à 64 ans	**249 065**	138 786	32 294	33 286	43 086	34 615	18 853	10 153	6 872	7 157	4 206	58 543
65 ans ou plus	**412 996**	256 670	74 211	104 670	22 631	27 406	13 556	16 079	6 134	11 228	5 299	131 782

(1) Cambodge, Laos et Viêt-Nam.

TABLEAU B.03-11

Acquisitions de la nationalité française

Sources : Ministère de l'Emploi, du Travail et de la Cohésion sociale
Ministère de la Justice

	1995		1999		2000		2001		2002	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Acquisitions par décret	40 867	44,2	67 569	71,9	77 478	73,4	64 595	71,3	64 081	69,2
dont : Enfants mineurs	12 041	13,0	21 225	22,6	24 653	23,4	19 436	21,5	19 929	21,5
Acquisitions par déclaration (1)	21 017	22,7	26 433	28,1	28 094	26,6	25 965	28,7	28 471	30,8
Total acquisitions	**61 884**	**67,0**	**94 002 (2)**	**100,0**	**105 572 (2)**	**100,0**	**90 560 (2)**	**100,0**	**92 552 (2)**	**100,0**
Par manifestation de volonté	30 526	33,0	///	///	///	///	///	///	///	///
Total	**92 410**	**100,0**	///	///	///	///	///	///	///	///

(1) Déclarations réellement acquisitives, non compris les déclarations en vue de renoncer à la faculté de répudier la nationalité française.
(2) Ce total ne comprend pas les acquisitions sans formalité et les acquisitions par anticipation rétablies par la loi du 16 mars 1998, et estimées respectivement à : 4 000 et 12 300 pour l'année 1998 ; 11 087 et 42 433 pour l'année 1999 ; 8 570 et 35 883 pour l'année 2000 ; 5 917 et 31 071 pour l'année 2001 ; 5 258 et 30 282 pour l'année 2002. En effet, la loi du 16 mars 1998 a supprimé la procédure de manifestation de volonté à compter du 1er septembre 1998 (cf. Méthodologie) ; par ailleurs, elle rétablit l'acquisition de plein droit de la nationalité française à la majorité pour les jeunes étrangers nés en France de parents étrangers. Cette loi a également rétabli la possibilité pour l'enfant de devenir français par anticipation durant sa minorité, à partir de 13 ans (cf. Définitions).

TABLEAU B.03-12

Acquisitions de la nationalité française, par décret, selon la nationalité antérieure

Sources : Ministère de l'Emploi, du Travail et de la Cohésion sociale
Ministère de la Justice

Nationalités antérieures	1990	2000	2000 avec enfants mineurs	2001	2001 avec enfants mineurs	2002	2002 avec enfants mineurs
Nationalités d'Europe (sauf ex-URSS)	**6 412**	**5 966**	**7 994**	**4 283**	**5 578**	**3 952**	**5 233**
UE (à 15)	**4 255**	**2 948**	**3 873**	**2 234**	**2 842**	**1 903**	**2 502**
dont : Belges	149	133	161	138	176	136	195
Britanniques	67	76	98	73	89	64	85
Espagnols	809	272	358	179	205	134	159
Italiens	732	369	435	279	326	229	275
Portugais	2 350	1 998	2 691	1 460	1 915	1 255	1 679
Hors UE	**2 157**	**3 018**	**4 121**	**2 049**	**2 736**	**2 049**	**2 731**
dont : Polonais	977	525	721	347	466	304	396
Roumains	281	546	701	295	379	263	331
Ex-Yougoslaves	684	1 519	2 121	1 127	1 537	1 171	1 610
Nationalités d'Afrique	**9 500**	**33 307**	**48 107**	**30 166**	**42 654**	**30 040**	**43 116**
dont : Algériens	3 647	10 963	12 542	9 527	11 116	8 887	10 506
Marocains	3 220	12 666	20 020	12 833	19 243	12 120	18 178
Mauriciens	280	473	686	317	472	344	504
Togolais	203	260	397	224	322	249	374
Tunisiens	1 117	3 613	6 079	2 964	4 691	2 997	4 857
Nationalités d'Amérique	**813**	**1 553**	**2 472**	**1 302**	**2 050**	**1 381**	**2 232**
dont : Chiliens	231	127	168	72	87	62	75
Haïtiens	266	714	1 338	617	1 106	731	1 342
Nationalités d'Asie / Océanie	**7 455**	**11 552**	**18 248**	**9 101**	**13 899**	**8 468**	**13 103**
dont : Cambodgiens	1 521	1 304	2 026	933	1 348	860	1 215
Chinois	204	432	615	348	469	324	434
Iraniens	274	771	970	432	552	424	513
Laotiens	1 288	907	1 400	597	972	501	842
Libanais	807	921	1 227	518	684	528	740
Syriens	150	228	369	156	217	169	268
Turcs	626	3 926	6 791	3 797	6 162	3 387	5 603
Vietnamiens	1 986	1 208	1 644	826	1 111	767	1 024
Ex-Soviétiques	**68**	**390**	**509**	**307**	**414**	**311**	**397**
Diverses ou non précisées	**41**	**57**	**148**	**–**	**–**	**–**	**–**
Total	**24 289**	**52 825**	**77 478**	**45 159**	**64 595**	**44 152**	**64 081**

TABLEAU B.03-13

Acquisitions de nationalité dans les pays d'Europe (1)

Source : Eurostat

Pays	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
UE (à 15)	192 706	234 556	276 217	290 491	329 946	...	...	...	...	...	...	...
Allemagne	20 078	27 162	37 000	45 016	61 625	31 797	86 356	83 027	106 790	143 120	186 688	180 349
Autriche	8 980	11 137	11 656	14 131	15 275	15 627	15 627	15 792	17 786	...	24 320	31 731
Belgique	8 658	8 470	46 485	16 379	25 808	26 149	...	...	...	24 196	...	62 160
Danemark	3 028	5 484	5 104	5 037	5 736	5 260	7 283	5 482	10 262	12 416	18 811	11 902
Espagne	7 033	3 752	5 226	8 348	7 802	6 756	8 433	9 801	12 550	16 384	16 743	16 743
Finlande	899	1 236	876	839	651	668	981	1 439	4 017	4 730	2 977	2 720
France	**54 381**	**59 684**	**59 252**	**60 013**	**77 515**	**92 410**	**63 055**	**83 676**	**81 449**	**94 002**	...	...
Grèce	1 090	886	1 204	1 803	383	1 258	716	930	807	...	...	...
Irlande	179	188	150	133	175	355	...	...	1 474	1 433	1 143	2 817
Italie	555	349	539	6 469	5 993	7 442	...	...	...	...	...	...
Luxembourg	893	748	739	800	293	270	305	761	631	549	684	496
Pays-Bas	12 794	29 112	36 237	43 069	49 448	71 445	82 690	59 831	59 173	62 090	49 968	46 667
Portugal	97	43	117	2	144	80	1 154	1 364	519	584	1 143	1 419 *p*
Royaume-Uni	57 271	58 642	42 243	45 793	44 033	40 516	43 069	37 010	53 934	54 902	82 210	89 785
Suède	16 770	27 663	29 389	42 659	35 065	...	25 549	28 875	46 520	37 777	43 474	36 399
EEE (2)	197 568	239 776	281 504	296 206	338 929	...	...	...	...	...	...	...
Chypre	...	...	...	...	...	...	...	...	...	97	296	...
Estonie	...	...	...	...	...	...	...	...	9 969	4 534	3 425	3 090
Hongrie	...	...	...	...	...	...	12 126	...	6 203	6 066	5 393	8 430
Lettonie	...	...	...	...	...	...	...	...	...	12 914	13 482	9 947
Lituanie	...	...	...	...	...	...	825	...	562	567	490	507
Pologne	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	1 070
République tchèque	...	...	...	...	...	...	...	...	...	7 309	...	...
Slovaquie	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	2 886
Slovénie	...	...	...	...	1 451	1 973	981	...	3 321	2 337	2 102	1 346
Islande	105	165	155	177	205	229	308	289	352	288	328	...
Norvège	4 757	5 055	5 132	5 538	8 778	11 778	12 237	12 037	9 244	7 988	9 474	10 838
Suisse	8 658	8 757	11 133	12 880	13 739	16 790	19 159	19 169	21 277	20 363	28 700	27 583

(1) Malte n'a pas fourni d'informations.
(2) L'Espace économique européen (EEE) est composé des pays de l'Union européenne, de l'Islande, du Liechtenstein et de la Norvège.

TABLEAU B.03-14

Immigrants selon le type de procédure en 2002

Sources : Office des migrations internationales (OMI)
Office Français de Protection des Réfugiés et des Apatrides (OFPRA)

Nationalité	Travailleurs permanents	Regroupement familial	Conjoints de français	Parents d'enfants français	Réfugiés (O.F.P.R.A.) (1)	Familles de réfugiés et apatrides	Actifs non salariés	Réexamens (2)	Autres (3)	Vie privée vie familiale	**Total 2002**
Européens	...	**3 828**	**1 016**	**150**	**2 771**	**448**	**96**	**7**	**7 545**	**2 147**	...
dont : UE et pays non membres parties à l'EEE (4)	...	–	–	–	–	–	–	–	–	1	...
Autres Européens et ex-URSS	1 277	957	646	121	2 106	138	86	5	3 836	1 934	**11 106**
Turcs	335	2 871	370	29	665	310	10	2	3 709	212	**8 513**
Asiatiques	**2 153**	**2 122**	**1 119**	**134**	**1 630**	**630**	**90**	**5**	**3 617**	**2 613**	**14 113**
dont : Libanais	619	168	66	8	8	4	5	–	180	198	**1 256**
Sri Lankais	8	71	55	2	961	303	–	–	175	77	**1 652**
Vietnamiens	163	39	107	7	80	50	2	–	537	96	**1 081**
Africains	**2 480**	**19 474**	**14 308**	**1 161**	**3 653**	**319**	**273**	**50**	**28 252**	**8 894**	**78 864**
dont : Maghreb	1 498	16 755	12 384	219	193	30	227	22	16 901	4 590	**52 819**
Algériens	466	5 594	6 965	–	170	21	185	10	6 937	3 121	**23 469**
Marocains	789	8 656	1 968	129	5	2	33	10	8 928	1 075	**21 595**
Tunisiens	243	2 505	3 451	90	18	7	9	2	1 036	394	**7 755**
Afrique hors Maghreb	982	2 719	1 924	942	3 460	289	46	28	11 351	4 304	**26 045**
Américains	**1 147**	**1 765**	**918**	**249**	**386**	**50**	**49**	**4**	**4 167**	**1 739**	**10 474**
Autres	**77**	**78**	**38**	**7**	**55**	**3**	**2**	–	**100**	**112**	**472**
Ensemble	...	**27 267**	**17 399**	**1 701**	**8 495**	**1 450**	**510**	**66**	**43 681**	**15 505**	...

(1) Les données par nationalité détaillée sur les réfugiés ne sont pas disponibles.
(2) Circulaire du 24 juin 1997.
(3) Cette rubrique « autres » comprend les enfants de français, les ascendants de français, les titulaires d'une rente d'accident du travail, les visiteurs, les bénéficiaires de l'asile territorial et les étrangers malades.
(4) L'Espace économique européen (EEE) est composé des pays de l'Union européenne, de l'Islande, du Liechtenstein et de la Norvège.

TABLEAU B.03-15

Travailleurs étrangers permanents (1) enregistrés par l'OMI, par âge, sexe et état matrimonial en 2002

Source : Office des migrations internationales (OMI)

Age	**Total des travailleurs**	Hommes		Femmes	
		Total	*dont* mariés	Total	*dont* mariées
Moins de 20 ans	**54**	37	4	17	2
20 à 24 ans	**1 035**	714	93	321	39
25 à 29 ans	**2 459**	1 697	217	762	86
30 à 34 ans	**1 654**	1 206	374	448	88
35 à 39 ans	**1 007**	778	342	229	59
40 à 44 ans	**685**	551	306	134	43
45 ans ou plus	**575**	459	259	116	38
Total	**7 469**	**5 442**	**1 595**	**2 027**	**355**

(1) Ceux qui sont autorisés à travailler en France sous couvert d'un contrat à durée indéterminée ou d'une durée initiale supérieure à un an.

TABLEAU B.03-16

Travailleurs étrangers permanents (1) enregistrés par l'OMI, par activité économique, profession et nationalité en 2002

Source : Office des migrations internationales (OMI)

	Allemands	Espagnols	Italiens	Portugais	Algériens	Marocains	Tunisiens	Turcs	Autres	**Total**
Activité économique (2)										
Pêche, agriculture, sylviculture	...	...	...	...	2	54	2	5	73	...
Industries agricoles et alimentaires	...	...	...	...	5	14	4	8	140	...
Industries textile, de l'habillement, du cuir et de la chaussure	...	...	...	...	–	1	1	2	32	...
Industrie chimique, caoutchouc et plastiques	...	...	...	...	5	9	5	1	156	...
Fabrication équipements électriques, électroniques	...	...	...	...	8	9	6	3	175	...
Construction	...	...	...	...	29	68	13	200	291	...
Commerce de gros, de détail et réparation	...	...	...	...	61	70	19	19	581	...
Hôtels, restaurants	...	...	...	...	32	40	13	52	705	...
Transports et communications	...	...	...	...	20	15	6	–	243	...
Activités financières	...	...	...	...	7	38	3	1	177	...
Immobilier, location, services aux entreprises	...	...	...	...	182	332	134	22	1 745	...
Éducation	...	...	...	...	15	8	7	–	131	...
Santé et action sociale	...	...	...	...	49	60	6	–	199	...
Services collectifs, sociaux, personnels	...	...	...	...	16	18	6	5	334	...
Services domestiques	...	...	...	...	8	15	4	–	101	...
Administration publique, activités extra-territoriales	...	...	...	...	5	4	1	1	20	...
Autres (3)	...	...	...	...	22	34	13	16	533	...
Total	...	...	...	...	**466**	**789**	**243**	**335**	**5 636**	...
Profession										...
Ouvriers et employés non qualifiés	...	...	...	...	57	88	11	33	728	...
Ouvriers et employés qualifiés	...	...	...	...	118	206	46	258	1 651	...
Techniciens et agents de maîtrise	...	...	...	...	41	74	12	7	374	...
Cadres et ingénieurs	...	...	...	...	250	421	174	37	2 883	...
Total	...	...	...	...	**466**	**789**	**243**	**335**	**5 636**	...

(1) Ceux qui sont autorisés à travailler en France sous couvert d'un contrat à durée indéterminée ou d'une durée initiale supérieure à un an.
(2) D'après la nomenclature utilisée par l'OMI, à partir de la NAF (Nomenclature d'activités française).
(3) Extraction de produits énergétiques et non énergétiques, travail du bois, fabrication d'articles en bois, industries du papier, édition, imprimerie, cokéfaction, raffinage, industrie nucléaire, métallurgie et travail des métaux, fabrication de machines et équipements, fabrication de matériel de transport, autres industries manufacturières, production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau.

Chapitre B.04

Ménages

1 Présentation.
2 Méthodologie.
3 Définitions.
4 Sources de documentation.
5 Tableaux.

Liste des tableaux

1 Répartition des ménages selon le type de ménage et l'âge de la personne de référence.

2 Ménages selon le nombre de personnes en 1982, 1990 et 1999 - France entière.

3 Catégories de population par sexe en 1982, 1990 et 1999.

4 Ménages, population et nombre de personnes selon la catégorie socioprofessionnelle de la personne de référence en 1999 - France entière.

5 Familles selon le type, la catégorie socioprofessionnelle (niveau 8) de la personne de référence et le nombre d'enfants de 0 à 24 ans en 1999.

6 Population, ménages et mode de cohabitation à l'horizon 2030.

1

○ Présentation

Depuis 1962, la taille des ménages baisse de manière continue.
Entre les recensements de 1990 et 1999, le phénomène marquant est la forte augmentation du nombre de ménages d'une seule personne. En 1999, un ménage sur trois se compose d'une seule personne contre un peu plus d'un sur quatre en 1990.
Les couples sans enfant sont eux aussi plus nombreux depuis 1990 (+ 16 %) alors que la population n'augmente dans le même temps que de 3,3 %.
En 1999, 9,8 millions de familles avec enfants habitent en métropole : 20 % sont des familles monoparentales et 80 % des couples.
La proportion des couples formés de deux personnes mariées continue de baisser depuis 1962, celle des couples de deux célibataires a quadruplé. Les couples composés de personnes séparées ou divorcées progressent également. Ceci contribue aux recompositions familiales.
Selon les projections démographiques pour la France, la population métropolitaine augmenterait de 9,3 %, soit 0,3 % par an en moyenne entre 1999 et 2030 (cf. chapitre B.01). Le nombre de ménages croîtrait bien davantage en lien avec l'augmentation de la part des personnes âgées dans la population. Si jusqu'en 2030, les individus adoptaient les différents modes de cohabitation possibles dans les mêmes proportions que les individus du même sexe et du même âge en 1999, le nombre de ménages augmenterait entre 1999 et 2030 de 21 %, soit 0,6 % par an.
En tenant compte en outre de l'évolution des modes de cohabitation, le nombre de ménages devrait s'accroître finalement de 24 % entre 1999 et 2030, soit + 0,7 % par an. On passerait ainsi de 23,8 millions de ménages en 1999 à un peu moins de 30 millions en 2030. Le rythme de croissance annuel du nombre de ménages, proche de 250 0000 par an en début de projection, fléchirait progressivement et ne serait plus que de 152 000 au cours de la décennie 2020. À l'horizon de cette projection, les ménages constitués d'une seule personne représenteraient 37 % des ménages, au lieu de 31 % en 1999. La proportion de personnes seules dans la population s'élèverait à 17,0 % contre 10,3 % en 1990 et 12,6 % en 1999. Le nombre moyen de personnes par ménage ne serait plus que de 2,10 alors qu'il était de 2,41 en 1999.

2

○ Méthodologie

La méthodologie du recensement de la population de 1999 est expliquée au chapitre B.01 : « Structure de la population ».
La projection métropolitaine du nombre de ménages s'appuie sur la projection de population par sexe et âge détaillé réalisée par l'INSEE à la suite du recensement de 1999 (cf. chapitre B.01). L'exercice de projection du nombre de ménages consiste, pour chaque âge et pour chacun des deux sexes, à éclater la population projetée, en distinguant les personnes de référence et les autres personnes.
Pour chaque année, pour chacun des deux sexes et à chaque âge, on ventile tout d'abord la population entre les six modes de cohabitation suivants :
– Population hors ménages ordinaires ;
– Personnes seules ;
– Personnes vivant en couple ;
– Parents à la tête d'une famille monoparentale ;
– Enfants ;
– Autres personnes (personnes n'appartenant pas à une famille et vivant dans un ménage d'au moins deux personnes).
Dans une deuxième étape, on détermine pour chaque année, pour chacun des deux sexes et à chaque âge, le nombre de personnes de référence.

3

○ Définitions

Composition des familles

Chaque personne d'un ménage ne peut appartenir, tout au plus, qu'à une seule famille.
Une famille comprend :
– soit un couple (marié ou non) et, le cas échéant, ses enfants ;
– soit une personne sans conjoint et ses enfants (famille monoparentale).
L'enfant de la famille est compté comme tel, quel que soit son âge, s'il n'a pas de conjoint ou d'enfant vivant dans le ménage avec lequel il constituerait alors une famille en tant qu'adulte. Ce peut être l'enfant des deux parents, de l'un ou de l'autre, enfant adopté, enfant en tutelle de l'un ou l'autre parent. Aucune limite d'âge n'est fixée pour être enfant de la famille. Un petit-fils ou une petite-fille n'est pas considéré comme « enfant de la famille ».

Détermination de la personne de référence du ménage

La règle de détermination est la suivante :
– si le ménage comprend plusieurs familles dont au moins une contenant un couple, la personne de référence est parmi les hommes de ces couples, le plus âgé des actifs ou, à défaut, le plus âgé ;
– si le ménage comprend au moins une famille monoparentale (et aucune famille contenant un couple), alors la personne de référence est, parmi les parents des familles monoparentales, le plus âgé des actifs ou, à défaut, le plus âgé.
– si le ménage ne comprend aucune famille (il ne comprend donc que des « isolés »), la personne de référence est, parmi les personnes du ménage à l'exception des pensionnaires ou salariés logés, le plus âgé des actifs ou, à défaut, le plus âgé.
La personne de référence du ménage n'est pas toujours celle inscrite en première ligne du tableau de composition du ménage de la feuille de logement.
Lorsqu'une famille comprend la personne de référence du ménage, elle est appelée famille principale. L'autre famille éventuelle est appelée famille secondaire.

Ménages complexes

Les ménages complexes sont ceux qui comptent plus d'une famille ou d'une personne isolée. Ils comportent notamment les ménages au sein desquels cohabitent trois générations.

Ménages, familles

La définition du ménage correspond au concept de « ménage-logement » : il comprend toutes les personnes qui partagent une même résidence principale.
La famille s'entend comme un cadre susceptible d'accueillir un ou des enfants. Elle est constituée d'au moins deux personnes, dont au moins un adulte.
Toute personne qui ne fait partie d'aucune famille est appelée « personne isolée ».
Un ménage peut comprendre zéro, une ou deux familles. Le cas où un logement comporte trois familles est extrêmement rare, on considère alors les membres de la troisième famille comme des « isolés » ou « hors famille ».
Dans chaque ménage, il est désigné une unique personne de référence du ménage grâce à une règle basée sur la prédominance donnée aux familles, aux pères, à l'activité et à l'âge.
Il est ainsi nécessaire de déterminer au préalable les familles.

Population réintégrée du recensement de 1999

Ce sont les élèves internes des établissements d'enseignement et les militaires du contingent qui sont « réintégrés » dans la population des ménages de la commune où ils ont leur résidence personnelle.

Type de famille

Ce code caractérise chaque famille (famille monoparentale ou famille comprenant un couple).

Familles monoparentales : elles sont composées d'un père ou d'une mère de famille sans conjoint avec un ou plusieurs enfants.
Ces familles sont distinguées selon le sexe du parent et son type d'activité (actif ayant un emploi-autres).
Familles comprenant un couple : les couples sont des couples de fait ; les conjoints peuvent donc être mariés ou non.

4 ❍ Sources de documentation

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de la division Emploi de l'INSEE.

Organisme :

– INSEE.

Sites Internet :

– www.insee.fr
– www.recensement.insee.fr

Publications :

INSEE

INSEE-Première :
– « Patrimoine des ménages début 2004 - Le déploiement de l'épargne salariale », n° 985, septembre 2004 ;
– « Les ménages à bas revenus et le logement social », n° 962, avril 2004 ;
– « Enquête sur l'emploi 2003 », n° 958, avril 2004 ;
– « Les conditions de logement des ménages à bas revenus », n° 950, février 2004 ;
– « La famille, pilier des identités », n° 937, décembre 2003 ;
– « Le cadre de vie des ménages les plus pauvres », n° 926, octobre 2003 ;
– « Les sans domicile ne sont pas coupés de l'emploi », n° 925, octobre 2003 ;
– « Des ménages modestes aux ménages aisés : des sources de revenus différentes », n° 916, août 2003 ;
– « 1,6 million d'enfants vivent dans une famille recomposée », n° 901, juin 2003 ;
– « Recensement de la population 1999. Des ménages de plus en plus petits », n° 789, juillet 2001 ;
– « Recensement de la population 1999. 7,4 millions de personnes vivent seules en 1999 », n° 788, juillet 2001.

INSEE Résultats série Société :
– « L'enquête « Étude de l'histoire familiale » de 1999 », n° 33, août 2004 ;
– « Projections de ménages pour la France métropolitaine, ses régions et ses départements (horizon 2030) », n° 19, octobre 2003.

Document de travail de la Direction des Statistiques Démographiques et Sociales :
– « Calendriers de constitution des familles et âge de fin d'études », n° F0308, décembre 2003.

Économie et statistique :
– « Les services informels entre ménages : une dimension méconnue du bénévolat », n° 368, avril 2004 ;
– « La nouvelle enquête emploi, l'activité et le chômage », n° 362, juillet 2003 ;
– « Le panel européen : une source statistique longitudinale sur les revenus et les conditions de vie des ménages », n^{os} 349-350, octobre 2001.

Fascicule thématique du recensement de la population 1999, série « verte » :
Ménages, familles et population totale.

5 ❍ Tableaux

Des tableaux rétrospectifs, « séries » et supplémentaires sont disponibles sur le cédérom (cf. liste en fin d'annuaire).

TABLEAU B.04-1

Répartition des ménages selon le type de ménage et l'âge de la personne de référence (1)

Source : INSEE (Enquête sur l'emploi de 2003) (2) — *Unité : %*

Type de ménage	15 à 39 ans	40 à 64 ans	65 ans ou plus	**Total**	Répartition des ménages 2003
Seul et marié	13,0	56,2	30,8	**100,0**	1,0
Seul et veuf	0,1	11,3	88,6	**100,0**	10,6
Seul et divorcé	6,5	67,3	26,2	**100,0**	5,1
Seul et célibataire	60,8	26,3	12,9	**100,0**	12,9
Personnes seules	**28,1**	**28,9**	**43,0**	100,0	**29,6**
Familles monoparentales	26,4	55,0	18,6	**100,0**	7,6
Personnes seules + familles monoparentales	**27,7**	**34,2**	**38,1**	**100,0**	**37,2**
Couple sans enfant	19,2	38,5	42,3	**100,0**	27,8
Couple avec enfant(s)	37,0	59,2	3,8	**100,0**	32,0
Ménages complexes	33,2	45,7	21,1	**100,0**	3,0
Total	**27,9**	**43,5**	**28,6**	100,0	**100,0**

(1) Lecture : 60,8 % des célibataires vivant seuls ont entre 15 et 39 ans ; les personnes célibataires représentent 12,9 % des ménages en 2003.
(2) Il s'agit de résultats en moyenne annuelle.

TABLEAU B.04-2

Ménages selon le nombre de personnes en 1982, 1990 et 1999 - France entière

Source : INSEE (recensements de population)

Caractéristique du ménage	1982	1990	1999
France métropolitaine			
Ensemble des ménages	**19 588 924**	**21 542 152**	**23 810 161**
Nombre de personnes :			
1	4 811 476	5 845 140	7 380 512
2	5 591 208	6 368 948	7 414 525
3	3 679 188	3 821 700	3 850 077
4	3 172 216	3 371 484	3 277 099
5	1 440 324	1 439 144	1 321 235
6 ou plus	894 512	695 736	566 713
Nombre total de personnes	52 987 260	55 396 580	57 226 208
Nombre moyen de personnes par ménage	2,70	2,57	2,40
Départements d'outre-mer			
Guadeloupe			
Ensemble des ménages	**85 629**	**112 478**	**144 818**
Nombre total de personnes	323 400	383 627	419 050
Nombre moyen de personnes par ménage	3,7	3,4	2,9
Guyane			
Ensemble des ménages	**21 063**	**33 285**	**46 173**
Nombre total de personnes	70 241	112 953	154 290
Nombre moyen de personnes par ménage	3,3	3,4	3,3
Martinique			
Ensemble des ménages	**82 265**	**106 536**	**130 844**
Nombre total de personnes	321 811	355 498	377 317
Nombre moyen de personnes par ménage	3,7	3,3	2,9
Réunion			
Ensemble des ménages	**120 861**	**157 853**	**215 044**
Nombre total de personnes	509 232	593 684	701 030
Nombre moyen de personnes par ménage	4,2	3,8	3,3

TABLEAU B.04-3

Catégories de population par sexe en 1982, 1990 et 1999 (1)

Source : INSEE (recensements de la population - exploitation complémentaire)

	1982			1990			1999		
	Ensemble	Hommes	Femmes	Ensemble	Hommes	Femmes	Ensemble	Hommes	Femmes
Population totale	**54 295 612**	**26 487 656**	**27 807 956**	**56 651 955**	**27 565 056**	**29 086 899**	**58 513 700**	**28 416 917**	**30 096 783**
Population des ménages	52 987 260	25 794 600	27 192 660	55 396 580	26 924 992	28 471 588	57 220 124	27 785 532	29 434 592
Population non réintégrée	52 208 428	25 225 036	26 983 392	54 624 828	26 344 412	28 280 416	56 669 709	27 398 974	29 270 735
Population réintégrée	778 832	569 564	209 268	771 752	580 580	191 172	550 415	386 558	163 857
dont : Élèves internes	512 864	314 992	197 872	523 592	335 624	187 968	427 844	268 916	158 928
Militaires	241 792	240 104	1 688	248 160	244 956	3 204	122 571	117 642	4 929
Population des collectivités	1 045 428	516 024	529 404	1 005 092	469 120	535 972	1 060 985	471 326	589 659
Foyers de travailleurs	203 932	180 292	23 640	176 232	151 772	24 460	150 988	130 164	20 824
Foyers d'étudiants, cités universitaires	129 764	69 904	59 860	137 664	69 872	67 792	153 184	75 687	77 497
Maisons de retraite, hospices	329 152	102 600	226 552	357 268	99 212	258 056	424 850	110 777	314 073
Hospitalisation longue durée	192 772	89 780	102 992	140 784	60 952	79 832	116 456	46 644	69 812
Communautés religieuses	87 324	17 204	70 120	70 280	14 956	55 324	54 629	12 502	42 127
Autres collectivités	102 484	56 244	46 240	122 864	72 356	50 508	160 878	95 552	65 326
Population des habitations mobiles (y c. mariniers)	135 792	73 500	62 292	151 377	82 417	68 960	140 252	76 800	63 452
Population non réintégrée des établissements	127 132	103 532	23 600	98 906	88 527	10 379	92 339	83 259	9 080

(1) Les personnes en traitement dans les sanatoriums, préventoriums, aériums, de même que les personnes en traitement dans les hôpitaux psychiatriques ont été intégrées à la population en hospitalisation de longue durée pour le recensement de 1982 afin d'assurer la comparaison avec ceux de 1990 et 1999.

TABLEAU B.04-4

Ménages, population et nombre de personnes selon la catégorie socioprofessionnelle de la personne de référence en 1999 - France entière

Source : INSEE (recensement de la population - exploitation complémentaire)

	Agriculteurs exploitants	Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	Cadres, professions intellectuelles supérieures	Professions intermédiaires	Employés	Ouvriers	Retraités	Autres sans activité professionnelle	**Ensemble**
France métropolitaine									
Ensemble des ménages	377 654	1 189 966	2 283 985	3 349 275	2 732 961	4 627 333	7 143 836	2 103 062	**23 808 072**
%	1,6	5,0	9,6	14,1	11,5	19,4	30,0	8,8	**100,0**
Population des ménages	1 234 575	3 560 921	6 327 940	8 889 358	6 459 938	14 338 289	12 777 480	3 631 623	**57 220 124**
Nombre de personnes par ménage	3,27	2,99	2,77	2,65	2,36	3,10	1,79	1,73	**2,40**
Ménages composés de :									
1 personne	43 482	169 158	525 829	848 204	943 983	785 257	2 761 181	1 303 015	**7 380 109**
2 personnes	76 229	306 300	553 392	819 094	704 349	1 004 063	3 519 720	431 033	**7 414 180**
3 personnes	84 526	281 391	455 464	699 414	510 588	1 018 075	622 878	176 250	**3 848 586**
4 personnes	105 881	287 992	495 227	692 326	378 740	1 057 675	157 565	101 209	**3 276 615**
5 personnes	50 408	106 947	196 869	230 396	141 170	497 677	47 922	50 635	**1 322 024**
6 personnes ou plus	17 128	38 178	57 204	59 841	54 131	264 586	34 570	40 920	**566 558**
Départements d'outre-mer									
Guadeloupe									
Ensemble des ménages	3 545	12 797	6 893	15 931	29 220	26 533	31 123	18 776	**144 818**
Guyane									
Ensemble des ménages	1 165	3 332	3 362	6 139	9 572	9 997	4 050	8 556	**46 173**
Martinique									
Ensemble des ménages	1 991	9 604	6 883	14 838	25 348	24 591	32 820	14 769	**130 844**
Réunion									
Ensemble des ménages	5 877	11 318	11 345	23 352	39 292	55 456	30 259	38 145	**215 044**

TABLEAU B.04-5

Familles selon le type, la catégorie socioprofessionnelle (niveau 8) de la personne de référence et le nombre d'enfants de 0 à 24 ans en 1999

Source : INSEE (recensement de la population - exploitation complémentaire)

Caractéristique de la famille	Ensemble	Familles ayant ... enfant(s) de 0 à 24 ans					Nombre total d'enfants de				
		0	1	2	3	4 ou plus	0 à 3 ans	4 à 6 ans	7 à 11 ans	12 à 16 ans	17 à 24 ans
Ensemble des familles	**16 096 782**	**7 492 332**	**3 615 859**	**3 255 259**	**1 267 979**	**465 353**	**2 239 196**	**2 081 225**	**3 708 167**	**3 745 651**	**4 260 588**
Type de famille :											
Familles monoparentales	**1 984 599**	**490 938**	**859 273**	**433 499**	**143 943**	**56 946**	**217 701**	**252 921**	**535 569**	**608 104**	**798 482**
Homme actif occupé	**186 673**	18 262	104 367	45 888	13 878	4 278	14 556	18 686	45 391	68 306	110 034
Homme autre	**106 025**	58 693	32 621	9 414	3 273	2 024	4 339	4 895	11 247	16 306	33 959
Femme active occupée	**928 037**	81 176	499 239	259 611	70 433	17 578	78 667	125 144	299 730	354 249	447 467
Femme autre	**763 864**	332 807	223 046	118 586	56 359	33 066	120 139	104 196	179 201	169 243	207 022
Familles comprenant un couple	**14 112 183**	**7 001 394**	**2 756 586**	**2 821 760**	**1 124 036**	**408 407**	**2 021 495**	**1 828 304**	**3 172 598**	**3 137 547**	**3 462 106**
Homme et femme actifs occupés	**6 207 302**	1 911 611	1 754 773	1 856 785	569 551	114 582	1 074 368	1 007 330	1 808 405	1 843 383	1 935 506
Homme actif et femme autre	**2 801 075**	803 818	617 879	737 205	437 348	204 825	744 207	642 090	1 044 945	943 723	962 275
Homme autre et femme active occupée	**941 628**	577 933	187 951	114 714	43 240	17 790	70 741	65 120	123 125	141 806	226 200
Homme et femme autres	**4 162 178**	3 708 032	195 983	113 056	73 897	71 210	132 179	113 764	196 123	208 635	338 125
Catégorie socioprofessionnelle de la personne de référence :											
1. Agriculteurs exploitants	**327 187**	91 962	83 003	99 557	42 218	10 447	53 332	53 221	104 851	112 869	129 776
2. Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	**1 005 285**	321 310	280 707	277 492	97 277	28 499	138 284	148 764	292 320	310 704	362 942
3. Cadres, professions intellectuelles supérieures	**1 723 436**	525 246	467 997	493 803	187 990	48 400	320 233	304 463	531 999	519 807	551 602
4. Professions intermédiaires	**2 451 449**	717 329	746 518	714 494	224 563	48 545	437 268	401 588	719 205	729 366	772 439
5. Employés	**1 734 002**	402 208	638 260	473 104	168 072	52 358	316 273	302 854	547 796	550 389	603 167
6. Ouvriers	**3 789 692**	1 006 094	1 052 477	1 043 236	471 000	216 885	842 844	766 482	1 316 180	1 276 999	1 346 011
7. Retraités	**4 318 497**	4 061 801	176 503	46 674	17 756	15 763	7 348	11 366	38 277	78 734	264 588
8. Autres sans activité professionnelle	**747 234**	366 382	170 394	106 899	59 103	44 456	123 614	92 487	157 539	166 783	230 063

TABLEAU B.04-6

Population, ménages et mode de cohabitation à l'horizon 2030 (1)

Source : INSEE

	1990	2010	2020	2030
Population				
Population totale (milliers)	56 707	61 061	62 734	63 927
Part des femmes dans la population (%)	51,3	51,4	51,4	51,5
Âge moyen de la population (années)	36,4	40,1	42,0	43,8
Nombre de ménages				
Population hors ménages (milliers)	1 311	1 445	1 638	1 812
Nombre de ménages (milliers)	21 542	26 295	28 006	29 522
Nombre de personnes par ménage	2,57	2,27	2,18	2,10
Part des femmes au sein des personnes de référence (PR) (%)	24,3	28,3	29,2	30,3
Âge moyen des personnes de référence (PR)	49,8	52,3	53,9	55,8
Répartition de la population selon le mode de cohabitation (%) :				
- Enfants	32,6	28,6	27,1	25,8
- Adultes en couple	48,6	47,7	47,8	47,7
- Parents famille monoparentale	2,8	3,6	3,6	3,6
- Personnes seules	10,3	14,7	15,8	17,0
- Hors famille des ménages > = 2 personnes	3,3	3,0	3,1	3,1
- Hors ménage	2,3	2,4	2,6	2,8
Total	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

(1) Chiffres au 1er janvier, sauf pour 1990 (recensement en mars).

Chapitre C.01

Population active et Emploi

1 Présentation.
2 Méthodologie.
3 Définitions.
4 Sources de documentation.
5 Tableaux.

Liste des tableaux

1 Population active : actifs occupés, chômeurs et militaires du contingent.

2 Taux d'activité au sens du recensement et au sens du BIT par sexe et groupe d'âges quinquennal.

3 Chômage au sens du BIT par sexe et âge regroupé.

4 Taux de chômage standardisés dans les pays de l'Union européenne (à 25) et d'autres pays de l'OCDE.

5 Population résidente occupée au 31 décembre.

6 Effectifs salariés du régime UNEDIC par taille d'établissement, au 31 décembre.

7A Actifs occupés selon le sexe, l'activité économique regroupée (NES 16), le statut et le type d'horaire de travail (temps complet, temps partiel).

7B Actifs occupés à temps partiel selon le sexe et le statut.

8 Intérim et contrats à durée déterminée.

9 Établissements de travail temporaire et effectifs salariés, au 31 décembre.

10 Indicateurs du marché du travail.

11 Effectifs des agents de l'État, des établissements publics nationaux, des établissements d'enseignement privé sous contrat et de « La Poste » par statut, au 31 décembre 2003.

12 Effectifs des agents de l'État par ministère, grand service et statut au 31 décembre.

13 Effectifs des agents de l'État par catégorie statutaire A, B, C et sexe.

14 Taux de chômage selon le sexe et la catégorie socioprofessionnelle.

15 La dépense pour l'emploi.

16 Effectifs de la fonction publique territoriale - France entière.

17 Population totale et population active en 1999 - Départements d'outre-mer.

1

○ Présentation

En 2003, 2 640 000 personnes sont au chômage au sens du BIT en moyenne sur l'année, soit 9,7 % de la population active. Entre le 4ème trimestre 2002 et le 4ème trimestre 2003, le taux de chômage a augmenté de 0,8 point, soit environ 230 000 chômeurs de plus. Cette hausse n'épargne aucune catégorie de la population. Entre fin 2002 et fin 2003, même si le taux de chômage augmente plus vite pour les hommes que pour les femmes, ces dernières restent comme par le passé plus fragiles face au risque de chômage : ainsi fin 2003, en données non corrigées des variations saisonnières, 11,4 % des femmes actives sont au chômage, contre 9,3 % des hommes. La proportion de chômeurs parmi les personnes sans diplôme est presque deux fois plus élevée que chez les diplômés du supérieur long, en 2003 comme en 2002. Depuis deux ans, les personnes les moins touchées par le chômage ne sont plus celles qui ont les diplômes les plus élevés, mais celles possédant des diplômes de niveau supérieur au baccalauréat à spécialités techniques ou professionnelles : DUT, BTS, diplômes de professions du secteur social ou sanitaire (kinésithérapeute, infirmière, laborantin, etc.) ou DESS.

Entre 2002 et 2003, le marché du travail se dégrade à tous les niveaux de la hiérarchie des professions salariées, sauf pour les employés. Les risques de chômage s'accroissent dans des proportions analogues pour les cadres, les professions intermédiaires et les ouvriers. Cependant, la proportion de cadres au chômage ne dépasse pas 4 %, soit trois fois moins que chez les ouvriers.

Le nombre de personnes au chômage depuis plus d'un an augmente moins vite que l'ensemble des chômeurs. Au 4ème trimestre 2003, on compte cependant 62 000 personnes de plus que fin 2002 à la recherche d'un emploi depuis plus d'un an, soit 1 140 000 chômeurs de longue durée. La moitié d'entre eux recherchent un emploi depuis 2 ans. Dès lors qu'ils sont au chômage, les hommes et femmes jeunes ont des risques comparables de rester durablement à la recherche d'un emploi. Rester longtemps au chômage est le lot des salariés les plus âgés : près de 60 % des chômeurs ayant au moins cinquante ans recherchent un emploi depuis plus d'un an et presque 40 % depuis plus de 2 ans. De fait, les entreprises recrutent peu de salariés ayant dépassé la cinquantaine.

Pour la première fois depuis 1993, l'emploi diminue en France : en moyenne sur l'année, on compte 67 000 emplois de moins en 2003 qu'en 2002. Dans le secteur public, l'emploi diminue quel que soit le type de contrat : plus de 100 000 emplois publics ont disparu en un an. Dans le secteur privé, l'emploi salarié se maintient : le nombre d'emplois sous contrat à durée déterminée, contrat aidé, d'apprentissage ou intérim chute (- 73 000), tandis que celui des postes sous contrat à durée indéterminée augmente sensiblement (+ 84 000), essentiellement chez les plus de 30 ans. En baisse régulière depuis le début des années quatre-vingt-dix, l'emploi non salarié a légèrement augmenté entre 2002 et 2003 (+ 26 000). L'emploi masculin perd un peu plus de 100 000 postes en moyenne en 2003. L'emploi féminin commence à baisser plus tardivement, à partir du second semestre 2003. Parmi les personnes de 55 à 64 ans, le taux d'emploi augmente d'un point pour atteindre 40,3 % : les deux tiers de cette hausse sont dus à l'arrivée à la cinquantaine des générations du baby-boom, qui rajeunit la classe des 55-64 ans et élève mécaniquement leur taux moyen d'activité. En baisse régulière depuis 1997, le sous-emploi s'est stabilisé entre 2002 et 2003 et concerne 27,5 % des personnes travaillant à temps partiel.

La hausse de l'activité féminine engagée dans les années soixante se poursuit : pour autant, seulement 63,4 % des femmes en âge de travailler sont actives, soit plus de 10 points de moins que les hommes. Entre 30 et 54 ans, âges où l'activité professionnelle est la norme pour les hommes, une femme sur cinq n'est pas active. À ces âges, les Françaises restent malgré tout parmi les plus actives en Europe.

Fin 2002, la fonction publique de l'État au sens strict, y compris les emplois aidés, compte un peu plus de 2,62 millions d'agents. Elle regroupe les ministères civils, le ministère de la Défense et les établissements publics administratifs nationaux ou d'enseignement, à l'exception des caisses nationales de Sécurité sociale. Si on inclut ces dernières, La Poste, certains établissements publics industriels et commerciaux (EPIC) et les enseignants de l'enseignement privé sous contrat, la Fonction publique d'État au sens large emploie 3,15 millions de personnes. Le nombre d'emplois aidés diminue de 14,2 % : les contrats emplois-solidarité continuent leur décroissance tandis que se manifestent les premières sorties du dispositif « emplois-jeunes », notamment des aides éducateurs des établissements locaux d'enseignement. Hors emplois aidés, titulaires et militaires constituent 84,6 % de la Fonction publique d'État au sens strict. Les non-titulaires sont de moins en moins nombreux dans les ministères, alors que les CROUS et les universités en recrutent de plus en plus. Pour la première fois, la Fonction publique d'État compte plus de femmes que d'hommes : hors emplois aidés, elles représentent 50,3 % des effectifs de l'État au sens strict et 54,2 % des cadres A. L'emploi public est en forte hausse dans les secteurs de la police et de la justice : fin 2002, la Police nationale regroupe 134 000 personnes, en augmentation de 3,5 %. Conformément à la loi d'orientation de la police, la hausse concerne surtout la police de proximité : 82 000 gardiens de la paix contre 78 000 un an auparavant, et une hausse de 3,5 % du nombre de brigadiers de police. En un an, les effectifs du ministère de la Justice ont augmenté de 2,0 %, ceux du ministère de l'Intérieur de 4,4 %.

Au 31 décembre 2002, 1,7 million de personnes sont employées par les collectivités locales et leurs établissements publics en France métropolitaine et dans les DOM. L'année 2002 renoue avec une croissance relativement soutenue (près de 3 %), après une année 2001 marquée par une baisse sensible du nombre des contrats emploi-solidarité. En 2002, le nombre d'emplois jeunes se stabilise et le nombre total d'emplois aidés revient à son niveau de 1999, avec un peu plus de 144 000 personnes. La coopération intercommunale se développe à un rythme accéléré, avec une croissance de 12 %, ce qui n'empêche pas les organismes communaux de recruter. Les régions et départements continuent d'accroître leurs emplois de façon significative. Le temps partiel régresse, surtout chez les femmes. Toutes les filières bénéficient de la croissance, mais c'est dans la filière animation puis dans les filières incendie-secours et police municipale que la progression est la plus marquée.

2

○ Méthodologie

Population active occupée

Ce chapitre fournit les dernières estimations disponibles concernant la population active occupée, par groupe d'activités économiques (secteur d'établissement).

Les séries publiées sont obtenues grâce à des indices d'évolution annuelle issus principalement des statistiques de l'UNEDIC (Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce). Ces indices sont appliqués à la dernière donnée annuelle disponible, la base étant constituée à partir des résultats du recensement de la population.

L'UNEDIC établit au 31 décembre de chaque année, des statistiques d'effectifs salariés relevant du régime des ASSEDIC (Associations pour l'emploi dans l'industrie et le commerce), classés par activité économique et par sexe. Le champ d'application de ce régime est assez vaste mais ne couvre pas cependant l'ensemble des salariés. Aussi, les principales données concernant l'emploi se répartissent-elles de la façon suivante :

– statistiques annuelles de l'UNEDIC permettant d'obtenir des estimations de l'emploi à la fin de chaque année sur le champ couvert ;

– statistiques trimestrielles de l'UNEDIC portant sur les établissements de 10 salariés et plus et données fournies par le ministère de l'Emploi, du Travail et de la Cohésion sociale, en particulier par son enquête trimestrielle sur l'activité et les conditions d'emploi de la main-d'oeuvre (ACEMO) ; elles permettent à l'INSEE d'évaluer l'emploi en fin de trimestre sur le

secteur « concurrentiel », c'est-à-dire l'ensemble des activités économiques hors agriculture, administration, santé, action sociale et éducation ;

– données complémentaires fournies par les régimes de sécurité sociale agricole ou des non-salariés ou par les grandes entreprises nationales et statistiques de source INSEE provenant principalement des enquêtes Emploi en continu, de l'exploitation des fichiers de paie de l'État et d'enquêtes auprès des collectivités locales, pour couvrir le champ non couvert par l'UNEDIC (secteur public, agriculture, services domestiques) ainsi que les non-salariés.

La Comptabilité nationale utilise pour ses travaux, en particulier dans le Rapport sur les comptes de la Nation, un cadre légèrement différent : celui des branches, alors que le secteur d'établissement regroupe les établissements ayant la même activité principale. La branche est l'activité qui élabore un produit et un seul parmi une nomenclature de biens et services. De plus, c'est l'emploi intérieur et non la population résidente occupée qui est ventilé par branche : le concept retenu dans les comptes de la Nation inclut les non-résidents ayant un emploi dans l'économie nationale et exclut les résidents ayant un emploi dans le reste du monde. Enfin, la Comptabilité nationale utilise les moyennes annuelles, alors que les estimations présentées ici sont faites au 31 décembre.

La nomenclature par secteur d'établissement constitue, sur le plan statistique, le point de passage obligé pour toute estimation dans le cadre des branches. La répartition de la population active occupée par branche résultant d'un passage secteur-branche à travers une matrice établie en majeure partie à l'aide des résultats des enquêtes annuelles d'entreprises ; les résultats sont moins précis que ceux établis dans le cadre des secteurs. La répartition de la population active occupée par secteur résulte d'une ventilation de la population selon le code d'activité économique principale de l'établissement dans lequel chaque travailleur est occupé.

Niveau de chômage

Jusqu'en 1975, la mesure du chômage retenue était la population disponible à la recherche d'un emploi, ensemble des individus qui déclaraient, à l'enquête sur l'emploi ou au recensement, être sans emploi et en rechercher un.

Depuis 1975, l'enquête sur l'emploi permet de retenir la définition du chômage, recommandée par le Bureau international du travail (BIT). Pour être classé comme chômeur, trois conditions sont requises :

– être dépourvu d'emploi ;

– être disponible pour travailler ;

– rechercher activement un travail.

L'enquête sur l'emploi dénombre les chômeurs répondant à ces critères.

Depuis juillet 2001, l'INSEE a mis en place une nouvelle enquête Emploi qui se substitue à l'enquête annuelle à partir du 1er janvier 2003. Alors que l'enquête Emploi annuelle se déroulait sur un mois, en général en mars, la nouvelle enquête Emploi s'effectue en continu, tout au long de l'année. L'échantillon est renouvelé pour 1/6ème chaque trimestre. L'enquête est réalisée dans les logements dits « ordinaires » c'est-à-dire dans tous les logements hors les communautés : toutes les personnes vivant ne serait-ce qu'une partie du temps dans un tel logement sont interrogées. L'enquête est cependant représentative de l'ensemble de la population résidant en France métropolitaine, communautés comprises : l'hypothèse étant que les personnes vivant exclusivement en communauté ne diffèrent pas, à sexe et à âge donnés, des personnes vivant tout ou partie de leur temps dans un logement ordinaire. Par rapport à l'ancienne enquête, trois autres modifications majeures ont été introduites :

. Le questionnaire a été profondément remanié afin de le rendre plus comparable à celui des enquêtes équivalentes réalisées dans les autres pays européens (enquête sur les forces de travail) ; il a aussi été enrichi, notamment sur les transitions professionnelles infra-annuelles, sur l'exercice de plusieurs activités, sur l'accès à la formation continue et sur les horaires de travail.

. Les techniques de collecte ont été modifiées : une partie des enquêtes sont désormais réalisées par téléphone pour limiter les coûts de collecte.

. Les méthodes de codification des diplômes et des professions ont été améliorées.

Ces trois changements majeurs expliquent que la continuité des séries entre ancienne et nouvelle enquêtes Emploi ne soit pas toujours parfaitement assurée. C'est le cas en particulier sur les variables concernant le sous-emploi, l'ancienneté du chômage, ou encore les catégories socioprofessionnelles détaillées. Comme auparavant l'enquête Emploi annuelle, l'enquête Emploi en continu constitue la seule source qui permet de mettre en œuvre la définition du chômage préconisée par le Bureau International du Travail (BIT). Elle permet en outre de faire le lien entre le chômage au sens du BIT et le chômage défini par le recensement des demandeurs d'emploi inscrits à l'Agence Nationale Pour l'Emploi (ANPE).

Agents de l'État

Depuis 1976, le recensement des agents de l'État, des établissements publics nationaux et des établissements privés sous contrat est établi à partir d'un système d'information statistique utilisant les fichiers automatisés de paie. La collecte des données est annuelle depuis 1983. Les recensements sont exhaustifs, en métropole, dans les DOM-TOM et à l'étranger et concernent à la fois l'emploi et les salaires. Les données sont individuelles.

Les personnes ou les rémunérations (indemnités, avantages en nature) manquantes dans les fichiers sont recensées au moyen d'une enquête complémentaire par questionnaire. Toutefois, le volet « Rémunérations » de l'enquête complémentaire n'est présent que les années paires. Le ministère de la Défense est inclus dans le champ des recensements, mais selon des modalités particulières qui se répercutent au niveau de la diffusion des résultats. Outre les informations sur les rémunérations (indices hiérarchiques, traitements, indemnités, cotisations, prestations...), les principales variables exploitées sont : l'affectation (ministère, service ou établissement), le lieu de travail, le sexe, l'âge et le lieu de naissance, le statut (titulaire, contractuel, auxiliaire, ouvrier, militaire), la catégorie statutaire (A, B, C, D), le corps et le grade, la catégorie socioprofessionnelle et la profession.

Les années impaires, l'exploitation des résultats est simplifiée et la diffusion est limitée aux caractéristiques fondamentales. Le champ des recensements individuels est prolongé par des enquêtes récapitulatives sur les personnels des organismes consulaires et des entreprises publiques à statut d'établissement public.

Intérim et contrats de travail à durée déterminée

Les relevés de contrats que les agences d'intérim établissent chaque mois sont collectés par l'UNEDIC et par le ministère de l'Emploi, du Travail et de la Cohésion sociale. Depuis le 1er janvier 1995, ils sont centralisés par un centre serveur de l'UNEDIC. L'exploitation statistique est réalisée par le ministère de l'Emploi, du Travail et de la Cohésion sociale. Ce nouveau système d'exploitation permet de prolonger les séries homogènes débutant en 1992. Par ailleurs, il fournit des informations qui n'étaient plus disponibles depuis cette date : répartition du nombre de contrats et du volume de travail correspondant par secteur d'activité et par catégorie socio-professionnelle.

Deux enquêtes fournissent des informations à la fois sur les contrats d'intérim et sur les contrats à durée déterminée :

– l'enquête sur l'emploi de l'INSEE permet de connaître le nombre d'intérimaires et de salariés sous contrat à durée déterminée ainsi que leur répartition par secteur d'activité, âge, sexe... Depuis juillet 2001, l'INSEE a mis en place une nouvelle enquête Emploi (cf. paragraphe niveau de chômage) ;

– les enquêtes sur l'activité et les conditions d'emploi de la main-d'oeuvre (enquêtes ACEMO) du ministère de l'Emploi, du Travail et de la Cohésion sociale fournissent chaque trimestre le taux d'intérim et le taux de salariés sous contrats à durée déterminée dans les établissements de 10 salariés et plus.

La législation en vigueur depuis le 12 juillet 1990 vise à limiter les abus dans le recours aux contrats à durée déterminée et à l'intérim et à rapprocher les deux formes d'emploi. Ses grands principes sont :

• *Le retour à une liste limitative des cas de recours. Trois grands cas sont prévus :*

– le remplacement d'un salarié ;

– les variations temporaires ou exceptionnelles d'activité ;

– les variations inhérentes à la nature des activités de l'entreprise (emplois saisonniers et emplois pour lesquels il est d'usage constant de ne pas recourir aux contrats à durée indéterminée, CDI).

• *Limitation (sauf cas particulier) à 18 mois (contre 24 dans le régime précédent) de la durée maximale des contrats à terme précis.*

• *Limitation à un seul renouvellement.*

Marché du travail

En dehors du chômage au sens du BIT et du nombre de bénéficiaires des allocations de chômage établi par l'UNEDIC, les autres données ayant servi à établir ces tableaux sont recueillies auprès des directions départementales du ministère de l'Emploi, du Travail et de la Cohésion sociale ou de l'ANPE ; ces renseignements sont centralisés et exploités sur le plan national par la Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques du ministère précité.

Les autres indicateurs du marché du travail donnent des informations concernant le chômage partiel. Ces renseignements sont établis à l'aide d'états dressés par les directions départementales de l'Emploi, du Travail et de la Cohésion sociale lors de l'octroi aux établissements d'indemnités de chômage partiel.

Dépenses pour l'emploi

Le champ retenu inclut non seulement toutes les actions de politique de l'emploi mises en oeuvre par le ministère de l'Emploi, du Travail et de la Cohésion sociale, mais également celles gérées par les autres administrations (de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires rurales, de l'Économie, des Finances et de l'Industrie). Il comprend aussi les dépenses effectuées par les entreprises dans le cadre de l'indemnisation du chômage ou de l'incitation au retrait d'activité à travers le système de l'UNEDIC, ainsi que celles réalisées pour la formation professionnelle continue. En matière d'aides aux entreprises, ne sont retenues que les mesures qui présentent un critère explicite de création ou de maintien de l'emploi.

3 ○ Définitions

Chômeur au sens du BIT

En application de la définition internationale adoptée en 1982 par le Bureau international du travail (BIT), un chômeur est une personne en âge de travailler (15 ans ou plus) qui répond simultanément à trois conditions :

– être sans emploi, c'est à dire ne pas avoir travaillé, ne serait-ce qu'une heure, durant une semaine de référence ;

– être disponible pour prendre un emploi dans les 15 jours ;

– chercher activement un emploi ou en avoir trouvé un qui commence ultérieurement.

Un chômeur au sens du BIT n'est pas forcément inscrit à l'ANPE (et inversement).

Contrat de travail à durée déterminée

Un contrat de travail à durée déterminée (CDD) est un contrat de travail établi pour une durée précise, qui ne peut excéder, en principe, dix-huit mois et pour exécuter une tâche précise et temporaire (remplacement d'un salarié absent, accroissement temporaire de l'activité de l'entreprise, emploi saisonnier, emploi aidé dans le cadre des mesures en faveur de l'emploi).

Demandes d'emploi en fin de mois (DEFM)

Elles concernent les travailleurs sans emploi recensés dans les agences locales pour l'emploi à la fin de chaque mois. Plus précisément, il s'agit des personnes inscrites à l'ANPE, sans emploi, immédiatement disponibles, à la recherche soit d'un emploi à durée indéterminée, à temps plein (DEFM de catégorie 1) soit d'un emploi à temps partiel (catégorie 2), soit d'un emploi saisonnier ou temporaire (catégorie 3).

En juin 1995, trois nouvelles catégories de DEFM sont créées par éclatement des anciennes catégories 1, 2 et 3. Dans les nouvelles catégories 6, 7 et 8 sont comptabilisées les personnes ayant travaillé plus de 78 heures au cours du mois et précédemment dénombrées dans les catégories 1, 2 et 3.

Des statistiques de flux sont également établies notamment sur les demandes d'emploi enregistrées ou satisfaites (par placement ou annulation) chaque mois ou chaque trimestre.

Dépenses pour l'emploi

Elles sont présentées sous forme d'un bilan du coût des politiques d'emploi.

Sept rubriques composent la typologie des « Comptes de l'emploi » :

– l'indemnisation du chômage total comprend les prestations de chômage ;

– l'incitation au retrait d'activité englobe les prestations versées dans le cadre des garanties de ressources, des allocations spéciales du Fonds national de l'emploi, les contrats de solidarité, le plan social de la sidérurgie, les aides au départ d'agriculteurs âgés et l'aide à la réinsertion des travailleurs étrangers ;

– la formation professionnelle reprend les opérations de formation professionnelle et d'insertion professionnelle des jeunes réalisées au profit, soit des actifs occupés, soit des demandeurs d'emploi, par l'État, les régions, les entreprises et leurs organismes de mutualisation, ainsi que l'UNEDIC ;

– la promotion de l'emploi et la création d'emploi comprend les aides à l'aménagement du territoire, les aides en faveur de l'artisanat, les exonérations fiscales ou sociales liées à la création d'emploi, l'aide à la création d'entreprises par les salariés privés d'emploi, les travaux d'utilité collective, les contrats emploi-solidarité ;

– l'incitation à l'activité regroupe les aides à la mobilité géographique, celles visant à faciliter l'installation des jeunes agriculteurs et la garantie de ressources des travailleurs handicapés ;

– le maintien de l'emploi recouvre l'indemnisation de chômage partiel, les subventions du Comité interministériel de restructuration industrielle (CIRI) et diverses mesures d'accompagnement des restructurations ;

– le perfectionnement du fonctionnement du marché du travail comptabilise principalement le fonctionnement de l'Agence nationale pour l'emploi.

Fonction publique

La Fonction publique comprend la fonction publique d'État (ensemble des agents employés dans les différents ministères et leurs établissements publics sous tutelle), la fonction publique territoriale (personnel des collectivités locales) et la fonction publique hospitalière (personnel des hôpitaux publics et des maisons ou retraite publiques).

– *Effectifs budgétaires* : Lors de son vote annuel du budget, le Parlement pour les agents de l'État ou les instances territoriales (conseil généraux, municipaux...), conseils d'administration des hôpitaux pour les autres fonctions publiques « autorisent » des emplois dont le nombre diffère des effectifs réellement en fonction en raison de l'existence d'emplois vacants et du temps partiel.

– *Titulaires* : Les personnels titulaires appartiennent à ces corps regroupés en catégories d'après leur niveau de concours de recrutement :

  – catégorie A, assure des fonctions d'études générales, de conception et de direction ;

  – catégorie B, chargée des fonctions d'application ;

  – catégorie C assure les tâches d'exécution (la catégorie D est en extinction depuis 1992).

– *Non-titulaires* : Ce sont les ouvriers d'État, contractuels (dont certains, régis par des textes statutaires, ont un déroulement de carrière organisé et une quasi-stabilité d'emploi), auxiliaires, vacataires, collaborateurs extérieurs, ou encore « emplois aidés » tels « les contrats emploi-solidarité ».

Intérim

L'opération de « travail intérimaire » (ou « intérim » ou « travail temporaire ») consiste à mettre à disposition provisoire d'entreprises clientes, des salariés qui, en fonction d'une rémunération convenue, sont embauchés et rémunérés à cet effet par l'entreprise de travail intérimaire. Elle se caractérise donc par une relation triangulaire entre l'entreprise de travail temporaire, l'entreprise cliente et le salarié, et implique la conclusion de deux contrats, un contrat de mise à disposition (entre l'entreprise de travail temporaire et l'entreprise cliente) et un contrat de mission (entre l'entreprise de travail temporaire et le salarié).

Offres d'emploi enregistrées au cours de l'année

Les offres d'emploi enregistrées au cours de l'année sont les offres d'emplois durables (type A), temporaires (type B) ou occasionnels (type C) déposées par les employeurs dans les agences locales pour l'emploi au cours de l'année.
Les offres d'emploi en fin de mois sont également décomptées : il s'agit des offres qui au dernier jour du mois ne sont pas satisfaites.
Jusqu'en mars 1995, les offres d'emplois étaient classées par catégorie : offres à temps plein et à durée indéterminée (catégorie 1), offres à temps partiel (catégorie 2), offres à durée déterminée (catégorie 3), offres d'emploi de très courte durée (catégorie 4). Le passage des catégories aux types d'offres en avril 1995 a entraîné une rupture de toutes les séries à l'exception de celle des offres enregistrées totales. Les offres enregistrées de type A + B + C correspondent à celles des catégories 1 + 2 + 3 + 4.

Population active au sens du BIT

Elle regroupe la population active occupée et les chômeurs (ces deux concepts étant entendus selon les définitions BIT).

Population active occupée au sens du BIT

Elle comprend les personnes (âgées de 15 ans ou plus) ayant travaillé (ne serait-ce qu'une heure) au cours d'une semaine de référence, qu'elles soient salariées, à leur compte, employeurs ou aides dans l'entreprise ou l'exploitation familiale. Elle comprend aussi les personnes pourvues d'un emploi mais qui en sont temporairement absentes pour un motif tel qu'une maladie (moins d'un an), des congés payés, un congé de maternité, un conflit du travail, une formation, une intempérie, etc. Les militaires du contingent, les apprentis et les stagiaires rémunérés effectuant un travail font partie de la population active occupée.

Taux d'activité

Rapport entre le nombre d'actifs (actifs occupés et chômeurs) et la population totale correspondante.

4 ○ Sources de documentation

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du ministère de l'Emploi, du Travail et de la Cohésion sociale et du département de l' « Emploi et des Revenus d'activité » de l'INSEE.

Organismes :

- INSEE.
- Ministère de l'Emploi, du Travail et de la Cohésion sociale.
- Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).
- Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce.

Sites Internet :

- www.insee.fr
- www.travail.gouv.fr

Publications :

INSEE

Économie et statistique
- Dossiers « emploi public, carrières et mobilité professionnelle », n^{os} 369-370, 2004 ;
- Dossier « les travailleurs âgés face à l'emploi », n° 368, 2004 ;
- Dossier spécial « enquête emploi », n° 362, 2003.

INSEE-Résultats, série Société
- Enquête emploi en continu, n° 35, 2004 ;
- L'emploi départemental et sectoriel de 1989 à 2002, n° 31, juillet 2004 ;
- Les effectifs des collectivités territoriales au 31 décembre 1999, 2000 et 2001, n° 30, juillet 2004 ;
- Les mouvements de main d'œuvre dans les établissements de 50 salariés ou plus en 2001 et 2002, n° 27, 2004 ;
- « Les effectifs des agents de l'État au 31 décembre 2000 », n° 21, novembre 2003 ;
- « Projection de population active 2003-2050 », n° 13, août 2003.

INSEE-Première
- « Les agents de l'État au 31 décembre 2002 », n° 987, septembre 2004 ;
- « L'emploi dans les collectivités locales au 31 décembre 2002 », n° 986, septembre 2004 ;
- « Enquête sur l'emploi 2003 », n° 958, avril 2004.

France, portrait social, Édition 2004-2005.

Recensement général de la population de 1999
- « Tableaux Références et Analyses - Exploitation complémentaire », fascicules régionaux, France et cédérom ;
- « Tableaux Thématiques – Exploitation complémentaire », Population active, fascicule vert et cédérom ;
- « Bases de données locales – Communes...Profils – cédérom France par thème », thème 2 : Activité, thème 3 : Emplois.

Ministère de l'Emploi, du Travail et de la Cohésion sociale, DARES

Cahier Travail et emploi ;
Revue Travail et emploi ;
Premières informations, Premières synthèses ;
Dossiers statistiques du travail et de l'emploi (8 à 10 numéros par an) ;
Tableau de bord de la politique de l'emploi (mensuel) ;
Bulletin mensuel de statistiques du travail, et ses suppléments ;
Revue française des affaires sociales, publication trimestrielle ;

CEREQ

Formation emploi.

La Documentation française
- « L'Observatoire de l'emploi public », Rapport 2003, juin 2004 ;
- « La Fonction publique de l'État », Rapport 2002, ministère de la Fonction publique, septembre 2003 ;

Autres

Bulletin de liaison de l'UNEDIC.
Quatre pages du Centre d'Études de l'Emploi.

5 ○ Tableaux

Des tableaux détaillés, rétrospectifs, « séries », et supplémentaires sont disponibles sur le cédérom (cf. liste en fin d'annuaire).

TABLEAU C.01-1

Population active : actifs occupés, chômeurs et militaires du contingent (1) (moyennes annuelles)

Source : INSEE (Section Synthèse et Conjoncture de l'Emploi)

Unité : Millier

	r 1990	*r* 1995	*r* 1997	*r* 1998	*r* 1999	*r* 2000	*r* 2001	*r* 2002	*p* 2003
Salariés :									
Hommes	10 985,4	10 821,1	10 917,5	11 150,9	11 399,9	11 748,7	11 981,5	11 973,3	11 874,1
Femmes	8 481,1	9 062,4	9 315,9	9 549,0	9 779,5	10 091,1	10 314,3	10 482,8	10 589,9
Ensemble	**19 466,5**	**19 883,5**	**20 233,4**	**20 700,0**	**21 179,4**	**21 839,8**	**22 295,8**	**22 456,1**	**22 464,0**
Non salariés :									
Hommes	1 872,8	1 560,4	1 491,3	1 471,1	1 465,2	1 458,8	1 445,9	1 421,4	1 421,8
Femmes	1 034,8	810,8	753,8	734,7	725,6	720,5	709,6	723,7	721,1
Ensemble	**2 907,7**	**2 371,1**	**2 245,1**	**2 205,9**	**2 190,8**	**2 179,3**	**2 155,5**	**2 145,0**	**2 142,9**
Chômeurs :									
Hommes	945,1	1 342,1	1 488,7	1 403,9	1 329,2	1 140,7	1 048,1	1 164,4	1 276,6
Femmes	1 253,5	1 544,8	1 620,6	1 589,5	1 515,1	1 375,9	1 273,3	1 266,2	1 363,7
Ensemble	**2 198,6**	**2 886,9**	**3 109,3**	**2 993,4**	**2 844,3**	**2 516,6**	**2 321,4**	**2 430,7**	**2 640,4**
Militaires du contingent	251,5	206,1	170,1	127,8	83,5	51,6	13,2	–	–
Population active totale :									
Hommes	14 054,9	13 929,6	14 067,7	14 153,7	14 277,8	14 399,8	14 488,7	14 559,1	14 572,6
Femmes	10 769,4	11 418,0	11 690,2	11 873,3	12 020,2	12 187,5	12 297,2	12 472,7	12 674,7
Ensemble	**24 824,2**	**25 347,6**	**25 757,9**	**26 027,0**	**26 298,0**	**26 587,3**	**26 785,9**	**27 031,8**	**27 247,3**

(1) À compter de 2002, il n'y a plus de contingent.

TABLEAU C.01-2

Taux d'activité au sens du recensement et au sens du BIT par sexe et groupe d'âge quinquennal

Source : INSEE

Âge (1)	Recensements						Enquêtes sur l'emploi							
	1982		1990		1999		2000		2001		2002		■ (2) 2003	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
De 15 à 19 ans	23,8	16,7	14,4	9,0	10,9	5,5	11,4	5,9	11,0	6,2	11,6	5,6	13,9	8,1
De 20 à 24 ans	79,1	67,1	67,4	59,8	56,9	48,3	55,5	46,9	56,2	46,9	56,1	47,0	61,0	51,7
De 25 à 29 ans	93,3	71,1	93,5	80,2	91,4	82,3	91,7	79,3	91,9	78,5	91,2	79,5	90,3	78,8
De 30 à 34 ans	96,4	67,1	96,8	76,3	96,2	81,8	95,6	77,9	95,6	78,6	95,6	77,9	95,7	78,6
De 35 à 39 ans	96,8	65,4	97,2	75,6	96,7	81,6	96,3	79,2	96,1	79,6	96,1	79,2	95,8	80,4
De 40 à 44 ans	96,2	62,4	97,1	75,5	96,1	81,7	95,5	80,6	95,6	81,3	95,6	81,8	95,4	84,2
De 45 à 49 ans	94,9	58,7	95,9	71,5	95,0	80,2	94,9	79,3	94,6	79,9	94,6	80,8	94,0	81,3
De 50 à 54 ans	90,8	54,0	91,0	62,7	91,9	74,6	90,8	73,8	90,5	74,2	90,1	74,6	90,9	75,5
De 55 à 59 ans	76,8	44,9	69,7	46,3	70,7	53,2	65,8	52,0	66,9	52,0	69,3	53,3	69,2	55,4
De 60 à 64 ans	39,1	22,5	21,4	16,7	15,5	14,2	15,5	13,5	15,5	13,0	17,3	15,1	18,6	15,7
De 65 à 69 ans	9,5	5,0	5,2	3,3	1,5	0,9	3,7	2,5	3,3	2,3	3,3	2,5	4,3	2,5
De 70 à 74 ans	4,6	2,1	1,6	0,7	(3)	(3)	1,7	0,5	1,4	0,7	1,7	0,6	1,2	0,6
De 75 ans et plus	2,3	1,0	(4)	(4)	(3)	(3)	0,6	0,3	0,8	0,3	0,9	0,4	0,7	0,3
Ensemble	**68,5**	**43,1**	**64,5**	**46,4**	**62,3**	**48,7**	**61,9**	**48,2**	**61,8**	**48,3**	**61,9**	**48,5**	**62,3**	**48,9**

(1) Âge atteint au cours de l'année.
(2) L'enquête emploi est annuelle entre 1999 et 2002. Sa collecte avait lieu en mars, sauf en 1999 où elle a eu lieu en janvier. Depuis le 1er janvier 2003, l'enquête emploi annuelle est remplacée par une enquête emploi trimestrielle. Les données reportées concernent l'année 2003. La collecte a lieu uniformément sur toutes les semaines de chaque trimestre. Outre le changement de période de référence, le champ de l'enquête emploi trimestrielle inclut les personnes résidant en collectivité, contrairement à l'enquête emploi annuelle. Le questionnaire a aussi été largement remanié. Ces trois changements impliquent que les résultats sur 2003 ne soient pas toujours directement comparables à ceux des années précédentes.
(3) Valeur comprise dans les 65 à 69 ans.
(4) Valeur comprise dans les 70 à 74 ans.

TABLEAU C.01-3

Chômage au sens du BIT par sexe et âge regroupé (moyennes annuelles)

Source : INSEE (section Synthèse et conjoncture de l'emploi)

Unités : Chômeurs : Millier
Taux de chômage : %

	1995		2000		*r* 2001		*r* 2002		*p* 2003	
	Chômeurs	Taux de chômage	Chômeurs	Taux de chômage	Chômeurs	Taux de chômage	Chômeurs	Taux de chômage	Chômeurs	Taux de chômage
Hommes :										
15 à 24 ans	272	18,9	232	16,2	231	15,7	269	18,2	299	19,7
25 à 49 ans	885	8,7	715	7,1	646	6,5	690	7,0	747	7,7
50 ans et plus	184	7,8	194	6,6	171	5,6	206	6,2	231	6,9
Total	**1 341**	**9,6**	**1 141**	**7,9**	**1 048**	**7,2**	**1 164**	**8,0**	**1 277**	**8,8**
Femmes :										
15 à 24 ans	339	29,3	241	21,8	236	21,1	243	20,9	261	22,0
25 à 49 ans	1 054	12,5	940	10,9	856	9,9	825	9,7	880	10,2
50 ans et plus	151	8,1	195	8,0	181	7,1	198	7,1	223	7,8
Total	**1 544**	**13,5**	**1 376**	**11,3**	**1 273**	**10,4**	**1 266**	**10,2**	**1 364**	**10,8**
Ensemble :										
15 à 24 ans	612	23,5	473	18,6	467	18,0	511	19,4	560	20,7
25 à 49 ans	1 939	10,5	1 655	8,9	1 502	8,1	1 515	8,3	1 627	8,9
50 ans et plus	336	8,0	389	7,3	352	6,3	404	6,7	454	7,3
Total	**2 887**	**11,4**	**2 517**	**9,5**	**2 321**	**8,7**	**2 431**	**9,0**	**2 640**	**9,7**

TABLEAU C.01-4

Taux de chômage standardisés dans les Pays de l'Union européenne (à 25) et d'autres pays de l'OCDE (1)

Sources : Eurostat et OCDE (Perspectives économiques, juin 2004)

Unité : % de la population active civile

	r 1992	*r* 1993	*r* 1994	*r* 1995	*r* 1996	*r* 1997	*r* 1998	*r* 1999	*r* 2000	*r* 2001	*r* 2002	2003
Pays de l'Union européenne :												
Allemagne	6,4	7,7	8,2	8,0	8,7	9,7	9,1	8,4	7,8	7,8	8,7	9,7
Autriche	...	4,0	3,8	3,9	4,4	4,4	4,5	4,0	3,7	3,6	4,3	4,4
Belgique	7,1	8,6	9,8	9,7	9,5	9,2	9,3	8,6	6,9	6,7	7,3	8,1
Danemark	8,6	9,6	7,7	6,8	6,3	5,3	4,9	4,8	4,4	4,3	4,6	5,6
Espagne	14,9	18,6	19,8	18,8	18,1	17,0	15,2	12,8	11,3	10,6	11,3	11,3
Finlande	11,6	16,4	16,8	15,2	14,5	12,7	11,4	10,2	9,7	9,1	9,1	9,0
France	**10,0**	**11,3**	**11,8**	**11,4**	**11,9**	**11,8**	**11,4**	**10,7**	**9,3**	**8,5**	**8,8**	**9,4**
Grèce	7,8	8,6	8,9	9,1	9,7	9,6	11,0	11,8	11,0	10,4	10,0	...
Irlande	15,4	15,6	14,3	12,3	11,7	9,9	7,5	5,6	4,3	3,9	4,3	4,6
Italie	8,7	10,1	11,0	11,5	11,5	11,6	11,7	11,3	10,4	9,4	9,0	8,6
Luxembourg	2,1	2,6	3,2	2,9	2,9	2,7	2,7	2,4	2,3	2,1	2,8	3,7
Pays-Bas	5,3	6,2	6,8	6,6	6,0	4,9	3,8	3,2	2,9	2,5	2,7	3,8
Portugal	4,3	5,6	6,9	7,3	7,3	6,8	5,2	4,5	4,1	4,1	5,1	6,4
Royaume-Uni	9,8	10,0	9,2	8,5	8,0	6,9	6,2	5,9	5,4	5,0	5,1	5,0
Suède	5,6	9,1	9,4	8,8	9,6	9,9	8,2	6,7	5,6	4,9	4,9	5,6
Union européenne à 15	**9,2**	**10,7**	**11,1**	**10,7**	**10,8**	**10,6**	**9,9**	**8,7**	**7,8**	**7,4**	**7,7**	**8,0**
Chypre	...	...	...	...	...	...	...	...	5,2	4,4	3,9	4,4
Estonie	...	...	...	...	...	...	...	11,3	12,5	11,8	9,5	10,1
Hongrie	9,9	12,1	11,0	10,4	9,6	9,0	8,4	6,9	6,3	5,6	5,6	5,8
Lettonie	...	...	...	...	...	...	...	14,0	13,7	12,9	12,6	10,5
Lituanie	...	...	...	...	...	...	...	11,2	15,7	16,1	13,6	12,7
Malte	...	...	...	...	...	...	...	...	7,0	6,7	7,4	7,8
Pologne	...	14,0	14,4	13,3	12,3	10,9	10,2	13,4	16,4	18,5	19,8	19,2
République Tchèque	...	4,4	4,3	4,1	3,9	4,8	6,4	8,6	8,7	8,0	7,3	7,6
Slovaquie	...	...	13,7	13,1	11,3	11,9	12,6	16,7	18,7	19,4	18,7	17,1
Slovénie	...	...	...	...	...	...	...	7,2	6,6	5,8	6,1	6,5
	...	...	...	...	...	...	...					
Union européenne à 25	**...**	**...**	**...**	**...**	**...**	**...**	**...**	**9,2**	**8,8**	**8,5**	**8,8**	**9,0**
Autres pays de l'OCDE :												
Canada	11,2	11,4	10,4	9,4	9,6	9,1	8,3	7,6	6,8	7,2	7,7	7,6
États-Unis	7,5	6,9	6,1	5,6	5,4	4,9	4,5	4,2	4,0	4,7	5,8	6,0
Japon	2,2	2,5	2,9	3,1	3,4	3,4	4,1	4,7	4,7	5,0	5,4	5,3

(1) Les chiffres concernant l'Union européenne sont calculés par Eurostat, ce sont des taux « comparables » pour tous les pays membres. Les chiffres des pays qui ne sont pas du ressort d'Eurostat sont calculés par l'OCDE.

TABLEAU C.01-5

Population résidente occupée au 31 décembre

Source : INSEE (section Synthèse et conjoncture de l'emploi) — *Unité* : Millier

Intitulé du secteur	NES 16	2000			*r* 2001			*p* 2002		
		Emploi total	Emploi salarié		Emploi total	Emploi salarié		Emploi total	Emploi salarié	
			Total	*dont* femmes		Total	*dont* femmes		Total	*dont* femmes
Agriculture, sylviculture et pêche	EA	912,5	354,3	86,7	895,1	340,7	81,7	876,7	338,2	81,7
Industries agricoles et alimentaires	EB	644,0	574,2	228,5	650,7	580,6	233,9	650,8	581,0	235,5
Industries des biens de consommation	EC	758,0	712,4	340,2	746,4	700,8	334,2	725,9	680,4	324,4
Industrie automobile	ED	294,5	293,3	46,1	298,0	296,8	47,3	292,6	291,4	47,2
Industries des biens d'équipement	EE	855,6	834,7	160,5	854,2	833,2	161,5	832,6	811,8	157,5
Industries des biens intermédiaires	EF	1 522,5	1 491,4	373,9	1 516,1	1 484,9	371,9	1 475,3	1 444,2	359,1
Énergie	EG	248,0	247,0	50,0	245,7	244,7	50,6	243,3	242,3	50,6
Construction	EH	1 436,9	1 231,0	110,4	1 470,8	1 259,0	116,1	1 478,7	1 263,1	118,7
Commerce	EJ	3 238,8	2 881,7	1 344,2	3 315,3	2 961,8	1 396,9	3 350,0	2 992,9	1 416,8
Transports	EK	1 093,0	1 038,2	221,4	1 113,2	1 059,5	229,2	1 128,3	1 074,2	234,8
Activités financières	EL	703,7	673,1	377,9	729,1	699,1	395,9	731,4	701,1	396,7
Activités immobilières	EM	288,2	260,6	155,6	290,6	263,4	156,0	296,8	269,4	159,4
Services aux entreprises	EN	3 274,3	3 091,9	1 320,2	3 335,1	3 156,0	1 370,5	3 366,8	3 186,7	1 391,5
Services aux particuliers	EP	2 062,0	1 780,4	1 169,3	2 098,4	1 821,9	1 197,8	2 140,0	1 861,8	1 222,6
Éducation, santé, action sociale	EQ	4 182,7	3 896,2	2 814,7	4 185,2	3 903,9	2 796,2	4 240,2	3 957,2	2 838,4
Administration	ER	2 712,3	2 702,7	1 388,5	2 747,6	2 738,1	1 385,5	2 796,8	2 787,2	1 405,5
Total	**TT**	**24 227,1**	**22 063,0**	**10 188,0**	**24 491,4**	**22 344,5**	**10 325,2**	**24 626,1**	**22 483,1**	**10 440,5**

TABLEAU C.01-6

Effectifs salariés du régime UNEDIC par taille d'établissements, au 31 décembre

Source : UNEDIC — %

Taille de l'établissement	*r* 1995	*r* 1997	*r* 1998	*r* 1999	*r* 2000	*r* 2001	*r* 2002	*p* 2003
Ensemble								
1 à 9 salariés	26,0	26,1	25,9	25,4	24,6	24,4	24,4	24,4
10 à 49 salariés	28,9	28,7	28,7	28,4	28,2	28,5	28,5	28,7
50 à 199 salariés	22,6	22,4	22,2	22,3	22,8	23,1	23,3	23,5
200 à 499 salariés	11,6	11,8	12,0	12,4	12,7	12,8	12,8	12,5
500 salariés et plus	11,0	11,0	11,2	11,6	11,6	11,1	11,0	10,9
Total	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**
Effectifs (milliers)	**13 746,1**	**14 025,6**	**14 361,1**	**14 866,6**	**15 476,3**	**15 755,0**	**15 862,6**	**15 816,9**
***dont* :**								
Industrie								
1 à 9 salariés	11,6	11,9	11,8	11,7	11,3	11,3	11,4	11,4
10 à 49 salariés	23,3	23,4	23,4	23,2	22,8	22,7	22,7	22,8
50 à 199 salariés	25,1	25,0	24,9	25,0	25,1	24,9	25,0	25,0
200 à 499 salariés	17,8	17,5	17,7	17,7	17,8	18,1	18,2	18,3
500 salariés et plus	22,3	22,3	22,2	22,3	23,0	23,1	22,7	22,5
Total	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**
Effectifs (milliers)	**3 868,0**	**3 786,3**	**3 790,7**	**3 789,3**	**3 867,7**	**3 863,3**	**3 767,6**	**3 664,5**
Construction								
1 à 9 salariés	34,3	36,6	37,0	37,2	36,8	36,6	36,5	36,5
10 à 49 salariés	37,1	37,7	38,1	38,5	38,6	38,7	38,9	39,3
50 à 199 salariés	19,0	17,6	17,4	17,5	18,0	18,1	18,2	18,2
200 à 499 salariés	6,0	5,2	5,0	4,8	4,7	4,5	4,5	3,9
500 salariés et plus	3,7	2,9	2,5	2,0	1,9	2,1	1,8	2,1
Total	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**
Effectifs (milliers)	**1 173,9**	**1 117,6**	**1 127,5**	**1 161,2**	**1 220,4**	**1 248,0**	**1 253,4**	**1 262,1**
Tertiaire								
1 à 9 salariés	31,2	30,7	30,2	29,3	28,1	27,8	27,4	27,4
10 à 49 salariés	30,3	29,9	29,7	29,2	29,0	29,4	29,3	29,4
50 à 199 salariés	22,0	21,9	21,7	21,8	22,6	23,1	23,3	23,6
200 à 499 salariés	9,6	10,3	10,6	11,2	11,7	11,9	11,9	11,6
500 salariés et plus	6,9	7,4	7,8	8,6	8,6	7,9	8,0	8,0
Total	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**
Effectifs (milliers)	**8 693,7**	**9 111,9**	**9 433,1**	**9 906,0**	**10 378,1**	**10 633,1**	**10 831,4**	**10 879,4**

TABLEAU C.01-7A

Actifs occupés selon le sexe, l'activité économique regroupée (NES 16), le statut et le type d'horaire de travail (temps complet, temps partiel)

Source : INSEE (Enquête sur l'emploi) (1)

Unité : Millier

	Non salariés						Salariés					
	2002			2003			2002			2003		
	Total	Temps partiel	%	Total	Temps partiel	%	Total	Temps partiel	%	Total	Temps partiel	%
Hommes												
Agriculture, sylviculture et pêche	544	36	6,6	512	34	6,6	225	22	9,8	221	17	7,7
Industries agricoles et alimentaires	39	2	5,1	44	1	2,3	331	7	2,1	357	8	2,2
Industries des biens de consommation	42	2	4,8	36	3	8,3	351	11	3,1	343	9	2,6
Industrie automobile	2	–	–	3	–	–	251	2	0,8	266	3	1,1
Industries des biens d'équipement	30	–	–	38	–	–	609	12	2,0	641	8	1,2
Industries des biens intermédiaires	38	2	5,3	41	1	2,4	1 103	23	2,1	1 097	28	2,6
Énergie	1	–	–	–	–	–	179	6	3,4	199	6	3,0
Construction	274	5	1,8	304	6	2,0	1 122	24	2,1	1 123	17	1,5
Commerce	312	15	4,8	307	13	4,2	1 435	64	4,5	1 418	70	4,9
Transports	50	1	2,0	49	1	2,0	824	28	3,4	761	26	3,4
Activités financières	14	–	–	11	–	–	310	11	3,5	312	13	4,2
Activités immobilières	24	1	4,2	27	1	3,7	114	10	8,8	104	9	8,7
Services aux entreprises	170	6	3,5	175	9	5,1	1 650	83	5,0	1 645	84	5,1
Services aux particuliers	159	10	6,3	165	11	6,7	672	109	16,2	660	113	17,1
Éducation, santé, action sociale	146	7	4,8	160	8	5,0	1 046	123	11,8	1 051	123	11,7
Administration	1	–	–	–	–	–	1 262	78	6,2	1 253	75	6,0
Activité indéterminée	15	1	6,7	3	1	33,3	154	26	16,9	59	22	37,3
Total	**1 861**	**88**	**4,7**	**1 875**	**89**	**4,7**	**11 638**	**639**	**5,5**	**11 510**	**631**	**5,5**
Femmes												
Agriculture, sylviculture et pêche	253	59	23,3	237	51	21,5	78	29	37,2	86	26	30,2
Industries agricoles et alimentaires	17	2	11,8	28	2	7,1	225	47	20,9	208	39	18,8
Industries des biens de consommation	20	3	15,0	17	1	5,9	301	38	12,6	306	41	13,4
Industrie automobile	–	–	–	–	–	–	52	7	13,5	54	4	7,4
Industries des biens d'équipement	3	–	–	4	2	50,0	154	18	11,7	158	21	13,3
Industries des biens intermédiaires	10	3	30,0	11	2	18,2	339	47	13,9	347	42	12,1
Énergie	–	–	–	–	–	–	50	14	28,0	52	16	30,8
Construction	32	16	50,0	38	20	52,6	110	40	36,4	111	38	34,2
Commerce	175	20	11,4	178	26	14,6	1 281	432	33,7	1 329	446	33,6
Transports	11	4	36,4	10	2	20,0	247	51	20,6	231	48	20,8
Activités financières	5	1	20,0	2	–	–	364	67	18,4	381	75	19,7
Activités immobilières	14	2	14,3	10	3	30,0	154	46	29,9	147	40	27,2
Services aux entreprises	52	12	23,1	58	12	20,7	1 202	331	27,5	1 219	330	27,1
Services aux particuliers	159	22	13,8	153	26	17,0	1 128	594	52,7	1 080	552	51,1
Éducation, santé, action sociale	128	33	25,8	148	35	23,6	2 998	898	30,0	3 114	958	30,8
Administration	1	–	–	3	–	–	1 343	449	33,4	1 325	422	31,8
Activité indéterminée	7	3	42,9	2	1	50,0	140	46	32,9	53	31	58,5
Total	**887**	**180**	**20,3**	**899**	**183**	**20,4**	**10 166**	**3 154**	**31,0**	**10 201**	**3 129**	**30,7**
Ensemble												
Agriculture, sylviculture et pêche	797	95	11,9	749	85	11,3	303	51	16,8	307	43	14,0
Industries agricoles et alimentaires	56	4	7,1	72	3	4,2	556	54	9,7	565	47	8,3
Industries des biens de consommation	62	5	8,1	53	4	7,5	652	49	7,5	649	50	7,7
Industrie automobile	2	–	–	3	–	–	303	9	3,0	320	7	2,2
Industries des biens d'équipement	33	–	–	42	2	4,8	763	30	3,9	799	29	3,6
Industries des biens intermédiaires	48	5	10,4	52	3	5,8	1 442	70	4,9	1 444	70	4,8
Énergie	1	–	–	–	–	–	229	20	8,7	251	22	8,8
Construction	306	21	6,9	342	26	7,6	1 232	64	5,2	1 234	55	4,5
Commerce	487	35	7,2	485	39	8,0	2 716	496	18,3	2 747	516	18,8
Transports	61	5	8,2	59	3	5,1	1 071	79	7,4	992	74	7,5
Activités financières	19	1	5,3	13	–	–	674	78	11,6	693	88	12,7
Activités immobilières	38	3	7,9	37	4	10,8	268	56	20,9	251	49	19,5
Services aux entreprises	222	18	8,1	233	21	9,0	2 852	414	14,5	2 864	414	14,5
Services aux particuliers	318	32	10,1	318	37	11,6	1 800	703	39,1	1 740	665	38,2
Éducation, santé, action sociale	274	40	14,6	308	43	14,0	4 044	1 021	25,2	4 165	1 081	26,0
Administration	2	–	–	3	–	–	2 605	527	20,2	2 578	497	19,3
Activité indéterminée	22	4	18,2	5	2	40,0	294	72	24,5	112	53	47,3
Total	**2 748**	**268**	**9,8**	**2 774**	**272**	**9,8**	**21 804**	**3 793**	**17,4**	**21 711**	**3 760**	**17,3**

(1) Les résultats sont en moyenne annuelle.

TABLEAU C.01-7B

Actifs occupés à temps partiel selon le sexe et le statut

Source : INSEE (Enquête sur l'emploi) (1)

Unité : Millier

	Hommes				Femmes				Ensemble			
	2002		2003		2002		2003		2002		2003	
	Effectifs	Taux de temps partiel	Effectifs	Taux de temps partiel	Effectifs	Taux de temps partiel	Effectifs	Taux de temps partiel	Effectifs	Taux de temps partiel	Effectifs	Taux de temps partiel
Indépendants, employeurs	57	3,2	56	3,1	111	16,3	107	15,7	168	6,8	163	6,6
Aides familiaux	31	46,3	33	44,6	70	34,0	76	34,7	100	36,6	110	37,5
Salariés des services domestiques	24	15,7	27	20,5	372	68,5	349	69,4	395	56,8	376	59,2
Autres salariés du secteur privé	469	5,1	454	4,9	1 898	29,3	1 926	29,2	2 367	15,1	2 380	15,1
Salariés de l'Etat	44	5,9	49	6,6	344	27,2	351	26,9	388	19,3	399	19,5
Salariés des collectivités locales	63	4,6	67	5,0	458	26,7	426	25,8	521	16,9	494	16,6
Stagiaires et contrats aidés	39	29,8	35	28,2	82	48,0	78	49,4	121	40,1	113	40,1
Total	**726**	**5,4**	**721**	**5,4**	**3 334**	**30,2**	**3 313**	**29,8**	**4 060**	**16,5**	**4 034**	**16,5**

(1) Les résultats sont en moyenne annuelle.

TABLEAU C.01-8

Intérim et contrats à durée déterminée

Source : INSEE (Enquête sur l'emploi) (1)

Unité : Millier

	2002			2003		
	Intérim	Contrats à durée déter-minée	Ensemble des salariés	Intérim	Contrats à durée déter-minée	Ensemble des salariés
Par sexe et âge						
Hommes : Moins de 25 ans	123	218	1 165	112	211	1 159
25 à 39 ans	157	298	4 895	142	290	4 772
40 ans et plus	60	134	5 576	65	145	5 580
Total	**340**	**651**	**11 636**	**319**	**646**	**11 510**
Femmes : Moins de 25 ans	47	265	892	46	252	882
25 à 39 ans	61	455	4 126	67	412	4 066
40 ans et plus	32	293	5 150	39	315	5 252
Total	**140**	**1 014**	**10 168**	**152**	**978**	**10 200**
Ensemble : Moins de 25 ans	170	484	2 057	157	462	2 041
25 à 39 ans	218	754	9 021	209	702	8 838
40 ans et plus	92	428	10 726	105	460	10 832
Total	**480**	**1 665**	**21 804**	**471**	**1 624**	**21 711**
Par sexe et catégorie socioprofessionnelle regroupée						
Hommes : Cadres, professions intellectuelles supérieures et professions intermédiaires	20	229	4 807	26	242	4 921
Employés	13	135	1 637	13	145	1 627
Ouvriers	306	282	5 090	279	257	4 940
Catégorie sociale indéterminée	1	4	103	1	2	21
Total	**340**	**651**	**11 636**	**319**	**646**	**11 510**
Femmes : Cadres, professions intellectuelles supérieures et professions intermédiaires	19	311	3 581	19	293	3 657
Employés	53	568	5 344	55	569	5 389
Ouvriers	68	131	1 158	79	114	1 134
Catégorie sociale indéterminée	–	4	86	–	2	19
Total	**140**	**1 014**	**10 168**	**152**	**978**	**10 200**
Ensemble : Cadres, professions intellectuelles supérieures et professions intermédiaires	39	540	8 388	44	535	8 578
Employés	66	704	6 981	68	714	7 017
Ouvriers	374	413	6 247	358	371	6 074
Catégorie sociale indéterminée	1	8	189	1	4	40
Total	**480**	**1 665**	**21 804**	**471**	**1 624**	**21 711**

(1) Les résultats sont en moyenne annuelle.

TABLEAU C.01-9

Établissements de travail temporaire et effectifs salariés, au 31 décembre

Source : UNEDIC

	1990	1995	1998	1999	2000	2001	*r* 2002	*p* 2003
Nombre d'établissements	4 723	4 859	5 403	5 875	6 539	7 490	7 929	8 127
Effectifs salariés (1) en milliers :								
Hommes	207,3	207,4	302,4	393,8	445,3	390,3	428,0	414,6
Femmes	84,2	81,8	126,6	179,1	222,0	220,1	222,7	208,9
Ensemble	**291,5**	**289,2**	**429,0**	**572,9**	**667,4**	**610,4**	**650,7**	**623,5**

(1) Comprend le personnel intèrimaire et celui des agences de travail temporaire.

TABLEAU C.01-10

Indicateurs du marché du travail (moyennes annuelles ou cumuls annuels)

Sources : Ministère de l'Emploi, du Travail et de la Cohésion sociale,
INSEE (section Synthèse et conjoncture de l'emploi) et UNEDIC

Unité : Millier

	r 1995	*r* 1999	*r* 2000	*r* 2001	*r* 2002	*p* 2003
Chômage BIT :						
Hommes	1 342,1	1 329,2	1 140,7	1 048,1	1 164,4	1 276,6
Femmes	1 544,8	1 515,1	1 375,9	1 273,3	1 266,2	1 363,7
Total	**2 886,9**	**2 844,3**	**2 516,6**	**2 321,4**	**2 430,7**	**2 640,4**
Demandes d'emploi en fin de mois (1) :						
Hommes	1 600,6	1 616,6	1 367,0	1 240,6	1 343,2	1 440,9
Femmes	1 650,3	1 673,3	1 466,1	1 315,1	1 314,7	1 352,7
Total	**3 250,9**	**3 289,9**	**2 833,1**	**2 555,8**	**2 657,9**	**2 793,6**
Bénéficiaires des aides :						
Allocation unique dégressive (2)	1 759,6	1 713,6	1 672,1	1 698,8	1 944,7	2 149,6
Allocation d'insertion	19,1	22,1	30,1	34,0	40,2	44,3
Allocation de solidarité spécifique	470,2	466,3	448,8	406,4	382,1	354,8
Total des demandeurs d'emploi indemnisés	**2 248,9**	**2 202,0**	**2 151,0**	**2 139,2**	**2 367,0**	**2 548,7**
Bénéficiaires des aides :						
Garanties de ressources	6,2	0,1	–	–	–	–
Allocation spéciale du FNE	165,2	79,3	66,3	52,8	40,8	34,2
Allocation spécifique de conversion	54,6	40,5	33,7	25,7	3,2	–
Ancienneté moyenne du chômage (en mois) (3)	14,6	14,9	15,9	14,5	12,8	16,2
Pourcentage de chômeurs de plus d'un an (3)	39,5	38,2	40,1	35,3	31,7	39,1
Chômage partiel indemnisé :						
Effectifs concernés	158,6	67,5	22,2	40,6	40,6	37,0
Journées indemnisables	800,2	344,3	123,7	207,6	230,5	213,6
Offres d'emploi de types A + B + C enregistrées au cours de l'année	2 012,6	2 962,7	3 156,6	3 028,9	2 946,3	2 900,5
Demandes d'emploi enregistrées au cours de l'année	4 250,3	4 083,8	3 906,5	4 104,1	4 365,3	4 548,2
dont : Demandes enregistrées à la suite d'un licenciement économique	329,2	228,3	196,7	204,0	253,0	203,2
Demandes d'emploi sorties au cours de l'année (4)	...	4 170,5	4 177,6	3 903,9	4 086,6	4 205,4
dont : Reprises d'emploi	...	1 268,7	1 233,5	1 048,4	1 032,0	997,8
Autres motifs de sortie	...	2 069,1	2 170,9	2 175,5	2 306,0	2 438,4

(1) Il s'agit des demandes d'emploi en fin de mois (DEFM) de l'ancienne catégorie 1 (nouvelles catégories 1 et 6 depuis juin 1995).
(2) L'allocation de retour à l'emploi (ARE) a remplacé l'allocation unique dégressive (AUD). Cette dernière a remplacé depuis janvier 1993 l'allocation de base, l'allocation de base exceptionnelle, l'allocation de fin de droits et l'allocation de base dégressive. Les bénéficiaires résiduels de ces anciennes allocations sont comptés sur cette ligne avec les bénéficiaires de l'ARE et de l'AUD à compter de 1993.
(3) D'après l'enquête sur l'emploi de l'INSEE. À partir de l'année 2003, les chiffres sont issus de l'enquête emploi en continu tandis que les chiffres des années antérieures sont issus de l'enquête emploi annuelle.
(4) Suite aux grèves postales de décembre 1995, les flux de sorties ne sont pas disponibles pour les mois de novembre et décembre 1995.

TABLEAU C.01-11

Effectifs des agents de l'État, des établissements publics nationaux, des établissements d'enseignement privé sous contrat et de « La Poste », par statut, au 31 décembre 2003 (résultats provisoires)

Source : INSEE (Recensement des agents de l'État)

Organismes et zones de fonction	Titulaires civils et militaires		Autres personnels (1)		Ensemble		
	Total	*dont* militaires	**Total**	*dont* ouvriers d'État	**Total**	mi-temps ou plus	moins de mi-temps
1. État :							
11. Ministères civils :							
Métropole	**1 628 087**	630	**184 507**	12 039	**1 812 594**	241 368	16 893
Métropole, DOM-TOM, étranger	**1 703 413**	1 718	**203 781**	12 371	**1 907 194**	246 816	17 906
12. Ministère de la Défense :							
Métropole, DOM-TOM, étranger (2)	**368 910**	324 442	**52 209**	43 188	**421 119**	9 863	603
Tous ministères :							
Métropole	**1 628 087**	630	**184 507**	12 039	**1 812 594**	241 368	16 893
Métropole, DOM-TOM, étranger	**2 072 323**	326 160	**255 990**	55 559	**2 328 313**	256 679	18 509
2. Établissements publics nationaux (3) :							
Métropole	**1 210**	–	**147 549**	–	**148 759**	27 319	4 373
Métropole, DOM-TOM, étranger	**1 556**	–	**152 274**	–	**153 830**	27 621	4 439
3. Enseignement privé sous contrat (personnels payés par l'État) :							
Métropole	**80 477**	50	**274 704**	1 705	**355 181**	116 863	39 582
Métropole, DOM-TOM, étranger	**89 338**	51	**289 687**	1 706	**379 025**	121 053	41 486
4. La Poste (4) :							
Métropole	**211 333**	–	**72 479**	–	**283 812**	48 981	5 332
Métropole, DOM-TOM, étranger	**215 692**	–	**73 922**	–	**289 614**	49 613	5 410
Ensemble :							
Métropole	**2 274 089**	309 769	**729 757**	56 447	**3 003 846**	444 323	66 759
DOM-TOM	**82 089**	9 460	**27 221**	818	**109 310**	9 117	2 304
Étranger	**22 731**	6 982	**14 895**	–	**37 626**	1 526	781
Total	**2 378 909**	**326 211**	**771 873**	**57 265**	**3 150 782**	**454 966**	**69 844**

(1) Y compris contrats emploi-solidarité et emplois jeunes (aides éducateurs, adjoints de sécurité, agents de justice).
(2) En 2000 la Défense a absorbé les Anciens Combattants.
(3) Non compris les établissements suivants (entreprises publiques) : SNCF, EDF-GDF, Charbonnages de France et Houillères de Bassin, RATP, Aéroports de Paris et de Mulhouse, ports autonomes, INA et huit établissements divers.
(4) La Poste est le seul « exploitant public » depuis qu'en 1996 France Télécom est devenue une société anonyme ; effectifs 2002

TABLEAU C.01-12

Effectifs des agents de l'État par ministère, grand service et statut, au 31 décembre

Métropole, DOM-TOM et étranger
Non compris agents employés à moins de mi-temps

Source : INSEE (Recensement des agents de l'État)

Ministères	Titulaires et militaires de carrière				Ensemble			
	r 2000	*r* 2001	*r* 2002	*p* 2003	*r* 2000	*r* 2001	*r* 2002	*p* 2003
Éducation nationale : enseignement scolaire	952 065	961 533	972 952	977 353	1 047 428	1 061 540	1 071 793	1 064 697
Éducation nationale : enseignement supérieur	119 887	120 489	120 017	121 787	145 557	148 121	147 854	150 450
Jeunesse et Sports (1)	6 484	6 437	6 470	5 757	7 973	7 750	7 531	6 649
Total Education nationale, Recherche, Jeunesse, Sports (2)	**1 078 436**	**1 088 459**	**1 099 439**	**1 104 897**	**1 200 958**	**1 217 411**	**1 227 178**	**1 221 796**
dont : Enseignements 1er degré (3)	325 525	328 239	328 316	327 184	326 165	329 348	329 403	329 519
Enseignements 2ème degré (3)	325 525	556 309	563 597	568 502	326 165	647 232	654 591	646 908
Enseignements supérieurs (3)	114 452	115 029	115 374	116 808	130 707	132 153	132 603	134 249
Économie, Finances et Industrie	186 798	187 330	186 686	184 646	195 557	195 839	194 757	192 396
dont : Services extérieurs du Trésor	58 914	59 057	59 063	57 920	60 537	60 821	60 593	59 550
Services extérieurs des Impôts	82 786	83 171	82 318	81 491	85 111	85 369	84 327	83 194
Services extérieurs des Douanes	19 835	19 727	19 758	19 542	20 630	20 290	20 247	19 987
INSEE	6 950	6 972	6 972	7 008	7 508	7 521	7 661	7 712
Industrie, commerce	3 837	3 937	4 127	4 157	4 291	4 437	4 599	4 585
Intérieur et DOM-TOM	161 043	162 903	167 817	169 066	181 058	183 677	188 277	188 660
dont : Services des préfectures	28 333	29 132	29 478	29 438	30 460	31 150	33 331	33 301
Police nationale	126 238	126 076	130 700	132 086	142 829	143 538	145 904	146 399
Services divers intérieur	2 710	2 662	2 644	2 770	3 367	3 319	3 289	3 412
DOM-TOM	1 783	2 510	2 493	2 217	2 207	2 935	2 992	2 734
Équipement, Transports, Tourisme	96 210	96 695	98 080	98 635	113 639	113 738	114 597	114 764
dont : Équipement et Logement	86 698	86 714	87 738	88 044	102 470	102 118	102 533	102 463
Transports, Mer	9 512	9 981	10 342	10 591	11 169	11 620	12 064	12 301
Justice	61 952	63 084	64 496	66 185	65 908	67 387	69 089	70 375
dont : Services judiciaires	26 181	26 591	26 840	27 631	28 055	28 568	28 981	29 450
Services pénitentiaires	25 342	25 552	26 381	26 856	26 147	26 502	27 348	27 740
Protection judiciaire de la jeunesse	6 402	6 831	7 062	7 233	7 111	7 626	7 948	8 136
Agriculture	29 566	30 126	31 638	32 245	36 579	37 269	37 057	37 182
dont : Services déconcentrés	12 887	13 381	14 184	14 551	16 609	16 959	16 460	16 763
Enseignement agricole	14 889	14 933	15 543	15 787	17 891	18 195	18 390	18 231
Santé, Affaires sociales, Travail-Emploi	23 092	23 315	23 961	23 916	26 911	27 032	27 730	27 748
dont : Services déconcentrés, Santé, Action sociale	11 839	11 722	12 058	11 984	13 242	13 066	13 539	13 509
Services déconcentrés Travail-Emploi	8 566	8 701	8 909	8 852	10 045	10 045	10 185	10 090
Affaires étrangères, coopération	9 556	9 826	12 829	10 261	18 129	18 162	14 748	19 177
Culture	12 518	12 608	9 989	12 041	14 627	14 618	18 821	13 886
Anciens combattants (4)	///	///	///	///	///	///	///	///
Services du Premier ministre	1 297	1 347	1 442	1 521	2 875	3 043	3 250	3 304
Total ministères civils (5)	**1 660 468**	**1 675 693**	**1 696 377**	**1 703 413**	**1 856 241**	**1 878 176**	**1 895 504**	**1 889 288**
Défense (6)	360 256	362 576	365 662	368 910	414 473	414 786	416 998	420 516
Tous ministères	**2 020 724**	**2 038 269**	**2 062 039**	**2 072 323**	**2 270 714**	**2 292 962**	**2 312 502**	**2 309 804**

(1) Hors sport scolaire et universitaire.
(2) La recherche a été rattachée au ministère Éducation Nationale, Recherche et technologie.
(3) Hors formation des personnels du ministère, formation permanente, formation des adultes et bibliothèques universitaires.
(4) Les Anciens combattants ont été rattachés au ministère de la Défense en 2000.
(5) Le total de la colonne ensemble ne peut être comparé strictement avec celui du tableau C01-11, le champ étant différent, les titulaires n'ayant pas le droit statutairement de travailler à moins de mi-temps.
(6) Résultats provisoires.

TABLEAU C.01-13

Effectifs des agents de l'État par catégorie statutaire A, B, C et sexe (1)

Métropole, DOM-TOM et étranger
Non compris agents effectuant un service à moins de mi-temps

Source : INSEE (Recensement des agents de l'Etat)

	Ensemble			Hommes			Femmes		
	r 2001	*r* 2002	*p* 2003	*r* 2001	*r* 2002	*p* 2003	*r* 2001	*r* 2002	*p* 2003
Tous agents	**2 292 962**	**2 312 502**	**2 309 804**	**1 161 069**	**1 163 431**	**1 157 027**	**1 131 893**	**1 149 071**	**1 152 777**
A.	986 186	1 018 990	1 043 195	451 461	457 164	461 549	534 725	561 826	581 646
B.	582 988	562 169	540 649	314 964	307 101	300 900	268 024	255 068	239 749
C et D	700 083	708 455	705 651	382 542	388 285	384 527	317 541	320 170	321 124
***dont* : Personnels enseignants (2)**	**1 003 764**	**1 012 890**	**1 004 110**	**382 054**	**382 903**	**376 678**	**621 710**	**629 987**	**627 432**
A.	804 376	835 465	855 943	327 933	334 195	337 207	476 443	501 270	518 736
B.	199 372	177 424	148 166	54 111	48 708	39 471	145 261	128 716	108 695
C et D	1	1	1	–	–	–	1	1	1
***dont* : Personnels non enseignants**	**1 289 198**	**1 299 612**	**1 305 694**	**779 015**	**780 528**	**780 349**	**510 183**	**519 084**	**525 345**
A.	181 810	183 525	187 252	123 528	122 969	124 342	58 282	60 556	62 910
B.	383 616	384 745	392 483	260 853	258 393	261 429	122 763	126 352	131 054
C et D	700 082	708 454	705 650	382 542	388 285	384 527	317 540	320 169	321 123
***dont* : Titulaires civils**	**1 715 550**	**1 738 470**	**1 746 163**	**733 466**	**740 825**	**740 986**	**982 084**	**997 645**	**1 005 177**
A.	871 269	905 256	930 985	373 694	380 766	385 845	497 575	524 490	545 140
B.	320 048	302 766	285 465	110 473	106 644	102 374	209 575	196 122	183 091
C et D	524 195	530 332	529 612	249 285	253 343	252 715	274 910	276 989	276 897
***dont* : Militaires**	**322 719**	**323 569**	**326 160**	**290 560**	**288 303**	**288 083**	**32 159**	**35 266**	**38 077**
Officiers	40 932	40 550	41 206	38 147	37 396	37 629	2 785	3 154	3 577
Sous-officiers	191 237	188 114	192 130	173 108	169 028	171 178	18 129	19 086	20 952
Hommes du rang	90 550	94 905	92 824	79 305	81 879	79 276	11 245	13 026	13 548

(1) Les catégories statutaires de la fonction publique concernent en droit les titulaires civils. Ces catégories ont été étendues aux autres personnels par assimilation : ainsi les officiers ont été classés avec les agents de catégorie A, les sous-officiers avec ceux de la catégorie B et les hommes du rang avec ceux de la catégorie C. Quelques agents n'ont pas pu être classés, ce qui explique que la somme des rubriques A, B, C, soit parfois inférieure aux effectifs totaux.
(2) Enseignants, chercheurs et assimilés (directeurs d'établissements, surveillants...).

TABLEAU C.01-14

Taux de chômage selon le sexe et la catégorie socioprofessionnelle (1)

Source : INSEE (Enquête sur l'emploi) %

	2000			2001			2002			■ (2) 2003			Structure de la population active (2) 2003		
	Hommes	Femmes	**Total**	Hommes	Femmes	**Total**	Hommes	Femmes	**Total**	Hommes	Femmes	**Total**	Hommes	Femmes	**Total**
Agriculteurs exploitants	0,3	0,5	**0,4**	0,3	1,5	**0,7**	0,1	3,0	**2,0**	0,3	0,3	**0,3**	3,5	1,9	**2,8**
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	4,0	4,6	**4,2**	3,2	4,1	**3,5**	2,8	4,7	**3,4**	3,2	5,1	**3,8**	7,3	3,7	**5,7**
Cadres (3) et professions intermédiaires	4,6	5,1	**4,8**	3,5	4,8	**4,1**	4,5	5,1	**4,7**	4,4	5,0	**4,7**	37,5	32,8	**35,3**
Cadres (3)	3,5	4,1	**3,7**	3,0	3,4	**3,1**	4,0	3,5	**3,8**	3,7	4,8	**4,1**	16,1	10,1	**13,3**
Professions intermédiaires	5,4	5,6	**5,5**	4,0	5,5	**4,7**	4,9	5,9	**5,4**	4,9	5,1	**5,0**	21,4	22,7	**22,0**
Employés	10,8	12,9	**12,4**	9,1	11,7	**11,0**	9,8	10,7	**10,5**	8,7	9,2	**9,1**	12,2	47,6	**28,5**
Employés administratifs y.c. fonction publique	8,8	10,6	**10,1**	8,2	9,8	**9,4**	9,1	9,1	**9,1**	6,9	8,3	**7,9**	8,9	28,5	**17,9**
Employés du commerce et des services	16,4	16,7	**16,6**	11,7	14,6	**14,1**	12,0	13,2	**13,0**	13,6	10,7	**11,2**	3,3	19,2	**10,6**
Ouvriers (4)	10,8	18,5	**12,4**	9,4	16,5	**10,9**	10,2	16,0	**11,4**	9,4	16,5	**10,8**	37,2	10,9	**25,1**
Ouvriers qualifiés	7,4	16,5	**8,5**	6,4	14,0	**7,3**	7,0	13,2	**7,7**	6,6	13,4	**7,4**	26,0	3,9	**15,8**
Ouvriers non qualifiés	19,0	19,2	**19,1**	16,8	17,6	**17,1**	18,4	17,0	**17,9**	16,8	18,0	**17,3**	9,7	6,4	**8,2**
Total (5)	**8,5**	**11,9**	**10,0**	**7,1**	**10,7**	**8,8**	**7,9**	**10,1**	**8,9**	**8,7**	**10,9**	**9,7**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

(1) Proportion de chômeurs par rapport à l'ensemble des actifs de la catégorie.
(2) L'enquête emploi est annuelle entre 2000 et 2002. Sa collecte avait lieu en mars. Depuis le 1er janvier 2003, l'enquête emploi annuelle est remplacée par une enquête emploi trimestrielle. Les résultats sont en moyenne annuelle. La collecte a lieu uniformément sur toutes les semaines de chaque trimestre. Outre le changement de période de référence, le champ de l'enquête emploi trimestrielle inclut les personnes résidant en collectivité, contrairement à l'enquête emploi annuelle. Le questionnaire a aussi été largement remanié. Ces trois changements impliquent que les résultats sur 2003 ne soient pas toujours directement comparables à ceux des années précédentes.
(3) La catégorie « cadres » comprend ici les professions libérales, les cadres de la fonction publique, les professions intellectuelles et artistiques, les cadres d'entreprises.
(4) Les ouvriers agricoles sont inclus dans l'ensemble des ouvriers mais ne sont pas répartis entre ouvriers qualifiés et non qualifiés.
(5) Outre les catégories présentées dans ce tableau, la ligne total inclut les chômeurs n'ayant jamais travaillé.

TABLEAU C.01-15

La dépense pour l'emploi

Source : Ministère de l'Emploi, du Travail et de la Cohésion sociale (DARES), comptes de l'emploi — *Unité* : Million d'euros

	1995	*r* 1998	*r* 1999	*r* (1) 2000	■ *r* 2001	■ *p* 2002
Dépenses passives :						
Indemnisation du chômage	17 159,5	20 181,1	20 853,4	20 659,7	21 837,7	26 093,7
Incitation au retrait d'activité	4 320,5	4 320,8	4 075,7	3 859,8	3 510,5	2 702,5
Dépenses actives :						
Formation professionnelle	12 422,0	12 765,4	12 891,4	12 699,9	13 085,0	12 370,8
Promotion de l'emploi et création d'emploi	6 226,1	7 850,6	9 209,1	9 312,9	9 756,0	9 918,5
Exonérations non compensées	1 599,8	1 711,5	1 802,8	1 707,5	1 553,4	1 401,0
Maintien de l'emploi	723,5	561,5	497,5	497,8	552,6	608,5
Incitation à l'activité	835,2	936,8	968,0	991,7	1 034,0	1 111,1
Fonctionnement du marché du travail	836,1	911,8	1 033,4	1 161,1	1 222,2	1 720,5
Total de la dépense pour l'emploi	**44 122,7**	**49 239,5**	**51 331,4**	**50 890,4**	**52 551,5**	**55 926,6**
En % du PIB	**3,73**	**3,77**	**3,79**	**3,58**	**3,56**	**3,66**
Réductions dégressives bas salaires (entreprises à 39 h.)	3 150,1	7 207,2	5 989,8	5 274,7 *e*	5 116,1	4 333,3
ARTT (2) (Loi Robien, 11 juin 1996)	///	543,8	638,0	554,1	505,6	538,7
Loi Aubry 1 (13 juin 1998, 35 h.)	///	27,2	291,0	2 073,3 *e*	2 423,2	2 362,1
Loi Aubry 2 (19 janvier 2000, ristourne 35 h.)	///	///	///	3 674,0 *e*	6 371,0	8 190,7
Dispositif d'appui et de conseil à la réduction du temps de travail (3)	///	4,3	75,1	78,4	62,2	32,0
Total de la dépense pour l'emploi + baisses cotisations bas salaires + ARTT	**47 272,8**	**57 022,1**	**58 325,3**	**62 544,9**	**67 029,7**	**71 383,3**
En % du PIB	**4,00**	**4,37**	**4,30**	**4,40**	**4,54**	**4,68**

(1) Rupture de série pour les allègements généraux : les dépenses sont présentées en "encaissements/décaissements" (dépenses au cours de l'année) jusqu'en 2000 ; en "droits constatés" (dépenses au titre de l'année) à partir de 2001, source FOREC.
(2) Aménagement de la réduction du temps de travail.
(3) La ligne "Dispositif d'appui et de conseil à la réduction du temps de travail" est sortie de la ligne Aubry I, afin de distinguer les exonérations à proprement parler. Le total des "Baisses de cotisations bas salaires et ARTT" n'est pas modifié.

TABLEAU C.01-16

Effectifs de la fonction publique territoriale - France entière

Source : INSEE (Enquête sur les effectifs des collectivités territoriales)

	1995	1998	1999	*r* 2000	*r* 2001	2002
1. Organismes départementaux et régionaux (1)	215 260	233 873	245 762	262 580	276 011	287 469
Régions	8 134	9 733	10 492	10 955	11 596	12 514
Départements	159 344	168 488	172 487	176 871	181 436	187 199
Établissements publics	47 782	55 652	62 783	74 754	82 979	87 756
2. Organismes communaux et intercommunaux (2)	1 210 061	1 255 401	1 273 410	1 313 055	1 326 125	1 363 159
Communes	1 002 476	1 032 655	1 045 214	1 074 591	1 077 772	1 093 313
Organismes communaux	98 920	100 121	100 829	103 583	105 663	109 452
Organismes intercommunaux	108 665	122 625	127 367	134 881	142 690	160 394
3. Organismes privés d'action locale (à financement public prédominant) (3)	106 242	110 542	110 050	...	...	...
4. Établissements publics administratifs divers (4)	29 795	27 963	27 694	28 094	26 558	26 342
dont : Office d'HLM	23 678	22 061	21 850	22 258	21 090	21 143
5. Établissements publics, industriels et commerciaux (5)	32 244	36 007	36 629	37 730	39 665	41 101
dont : Offices publics d'aménagement et de construction	19 740	21 737	22 091	22 614	23 879	24 580
Total : collectivités locales (1 à 5)	**1 593 602**	**1 663 786**	**1 583 495**	**1 641 459**	**1 668 359**	**1 718 071**
***dont* : Métropole**	**1 528 174**	**1 595 925**	**1 517 649**	**1 572 825**	**1 599 437**	**1 647 972**
Emplois principaux	**1 494 643**	**1 565 988**	**1 511 701**	**1 566 783**	**1 594 955**	**1 646 628**
Titulaires	**945 629**	**1 011 280**	**1 031 983**	**1 067 798**	**1 101 430**	**1 143 021**
Non titulaires	**440 432**	**441 042**	**349 318**	**353 999**	**357 010**	**370 016**
Assistantes maternelles à domicile	**60 175**	**58 391**	**57 618**	**57 318**	**56 641**	**55 864**
Contrats « emploi solidarité » (CES)	**147 366**	**130 821**	**112 172**	**107 526**	**95 162**	**90 390**
Contrats « emplois jeunes »	///	**22 252**	**32 404**	**50 685**	**53 609**	**54 174**
Apprentis	///	///	///	**4 133 (6)**	**4 507**	**4 606**
Effectifs totaux convertis en équivalent temps complet	**1 294 162**	**1 362 226**	**1 326 418**	**1 375 489**	**1 409 514**	**1 462 659**
Administrations publiques locales : 1 à 3 (7)	**1 531 563**	**1 599 816**	**1 519 172**	**1 575 635**	**1 602 136**	**1 650 628**
Fonction publique territoriale : 1, 2, 4 (8)	**1 455 116**	**1 517 237**	**1 546 866**	**1 603 729**	**1 628 694**	**1 676 970**

(1) Non compris les établissements publics nationaux classés en administrations publiques locales qui sont inclus dans la fonction publique d'État : agences de l'eau, centres de la propriété forestière, etc.
(2) Y compris les syndicats mixtes entre des communes et d'autres collectivités publiques.
(3) Y compris les sociétés d'économie mixte non marchandes (SAFER...).
(4) Offices publics d'HLM, caisses de crédit municipal, associations syndicales autorisées (ASA).
(5) Y compris régies dotées de la personnalité morale et à partir de 2000, non compris les organismes privés d'action locale.
(6) Les apprentis sont comptés à part depuis 2000 (auparavant comptabilisés avec les non-titulaires).
(7) Non compris les organismes consulaires et les ASA et à partir de 2000, non compris les organismes privés d'action locale.
(8) Y compris personnels non fonctionnaires des organismes considérés.

TABLEAU C.01-17

Population totale et population active (1) en 1999 - Départements d'outre-mer

Source : INSEE (recensement de la population)

	Total	0 à 14 ans	15 à 19 ans	20 à 29 ans	30 à 39 ans	40 à 49 ans	50 à 59 ans	60 ans et plus
GUADELOUPE								
Ensemble :								
Population totale	**422 222**	99 641	34 055	60 744	71 773	56 855	40 060	59 094
dont : Actifs	**191 362**	///	2 085	44 741	63 198	48 062	27 978	5 298
Taux d'activité	**59,3**	///	1,1	23,4	33,0	25,1	14,6	2,8
Taux de chômage	**34,2**	///	76,3	51,5	35,4	25,4	20,6	10,4
Hommes :								
Population totale	**203 146**	50 679	17 130	29 863	33 772	26 817	19 036	25 849
dont : Actifs	**97 329**	///	1 317	22 511	31 300	24 250	14 872	3 079
Taux d'activité	**63,8**	///	1,4	23,1	32,2	24,9	15,3	3,2
Taux de chômage	**30,7**	///	75,9	48,4	29,7	22,2	20,1	10,5
Femmes :								
Population totale	**219 076**	48 962	16 925	30 881	38 001	30 038	21 024	33 245
dont : Actifs	**94 033**	///	768	22 230	31 898	23 812	13 106	2 219
Taux d'activité	**55,3**	///	0,8	23,6	33,9	25,3	13,9	2,4
Taux de chômage	**37,9**	///	77,1	54,7	40,9	28,6	21,2	10,1
GUYANE								
Ensemble :								
Population totale	**156 790**	53 273	14 587	23 329	25 839	19 465	10 901	9 396
dont : Actifs	**62 634**	///	1 328	15 423	20 677	15 844	7 931	1 431
Taux d'activité	**60,5**	///	2,1	24,6	33,0	25,3	12,7	2,3
Taux de chômage	**30,0**	///	71,6	40,7	28,3	24,7	20,5	12,0
Hommes :								
Population totale	**78 963**	27 122	7 315	11 421	12 664	10 016	5 863	4 562
dont : Actifs	**35 186**	///	695	8 310	11 328	9 064	4 877	912
Taux d'activité	**67,9**	///	2,0	23,6	32,2	25,8	13,9	2,6
Taux de chômage	**25,8**	///	67,5	34,8	23,6	22,0	19,4	12,4
Femmes :								
Population totale	**77 827**	26 151	7 272	11 908	13 175	9 449	5 038	4 834
dont : Actifs	**27 448**	///	633	7 113	9 349	6 780	3 054	519
Taux d'activité	**53,1**	///	2,3	25,9	34,1	24,7	11,1	1,9
Taux de chômage	**35,3**	///	76,1	47,6	33,9	28,4	22,3	11,4
MARTINIQUE								
Ensemble :								
Population totale	**381 325**	83 901	28 769	51 499	64 923	52 131	36 813	63 289
dont : Actifs	**173 950**	///	1 205	36 783	58 285	45 551	26 822	5 304
Taux d'activité	**58,5**	///	0,7	21,1	33,5	26,2	15,4	3,0
Taux de chômage	**32,8**	///	73,4	50,2	35,9	24,8	18,5	9,0
Hommes :								
Population totale	**180 910**	42 278	14 644	24 906	30 244	24 295	17 153	27 390
dont : Actifs	**86 428**	///	779	18 562	28 107	22 318	13 669	2 993
Taux d'activité	**62,3**	///	0,9	21,5	32,5	25,8	15,8	3,5
Taux de chômage	**29,3**	///	71,9	46,5	29,8	22,2	18,5	8,1
Femmes :								
Population totale	**200 415**	41 623	14 125	26 593	34 679	27 836	19 660	35 899
dont : Actifs	**87 522**	///	426	18 221	30 178	23 233	13 153	2 311
Taux d'activité	**55,1**	///	0,5	20,8	34,5	26,5	15,0	2,6
Taux de chômage	**36,2**	///	76,1	53,8	41,5	27,3	18,4	10,2
RÉUNION								
Ensemble :								
Population totale	**706 180**	190 831	64 668	110 071	123 502	89 954	56 463	70 691
dont : Actifs	**298 847**	///	6 435	81 980	101 881	70 282	33 506	4 763
Taux d'activité	**58,0**	///	2,2	27,4	34,1	23,5	11,2	1,6
Taux de chômage	**41,6**	///	79,9	54,0	41,2	32,6	27,4	14,8
Hommes :								
Population totale	**347 076**	96 978	32 719	54 008	60 393	44 455	28 090	30 433
dont : Actifs	**165 098**	///	3 857	43 136	56 059	39 375	19 863	2 808
Taux d'activité	**66,0**	///	2,3	26,1	34,0	23,8	12,0	1,7
Taux de chômage	**38,5**	///	76,6	51,0	37,3	30,6	26,3	14,4
Femmes :								
Population totale	**359 104**	93 853	31 949	56 063	63 109	45 499	28 373	40 258
dont : Actifs	**133 749**	///	2 578	38 844	45 822	30 907	13 643	1 955
Taux d'activité	**50,4**	///	1,9	29,0	34,3	23,1	10,2	1,5
Taux de chômage	**45,4**	///	84,8	57,4	45,9	35,2	29,1	15,4

(1) La population active, au sens du recensement, comprend : les actifs ayant un emploi, les chômeurs, et les militaires du contingent.

Chapitre C.02

Conditions de travail

1 Présentation.
2 Méthodologie.
3 Définitions.
4 Sources de documentation.
5 Tableaux.

Liste des tableaux

1 Durée annuelle du travail des salariés à temps complet et pratique des heures supplémentaires, selon le secteur d'activité, en 2002.

2 Travail le samedi et le dimanche, type d'horaires des salariés selon leur catégorie socioprofessionnelle.

3 Les conditions de travail : organisation des horaires, efforts et risques au travail.

4 Proportion de salariés utilisateurs des nouvelles technologies.

5 Maladies professionnelles reconnues.

6 Accidents du travail avec arrêt pour 1 000 salariés et nombre de décès.

7 Accidents du travail dans les secteurs les plus exposés du régime général en 2002.

8 Conflits du travail.

9 Établissements et salariés couverts par un comité d'entreprise (CE), des délégués syndicaux (DS), un CHSCT ou ayant élu des délégués du personnel (DP), selon la taille des établissements, en 1999.

10 Taux de présence des représentants du personnel dans les établissements et parmi les salariés en 1999.

11 Résultats des élections aux comités d'entreprise.

1

○ Présentation

La durée annuelle du travail des salariés à temps complet s'établit à 1 614 heures en moyenne fin 2002 selon l'enquête ACEMO annuelle. Elle est de 1 593 heures dans les entreprises ayant réduit la durée du travail contre 1 729 heures dans les autres. À cette date, 72 % des salariés travaillent dans une entreprise dont la durée collective a été réduite à moins de 1 620 heures par an. Dans les entreprises de 10 à 19 salariés soumises à la nouvelle durée légale depuis le 1er janvier 2002, seulement 41 % des salariés sont dans ce cas contre 87 % dans celles de plus de 500 salariés. C'est dans l'industrie que la diffusion des 35 heures est la plus forte, suivie du tertiaire et de la construction où moins d'un salarié sur deux est concerné.

En 2002, 45 % des salariés à temps complet sont concernés par la pratique d'heures supplémentaires dans les entreprises qui en déclarent. Cette proportion dépasse la moyenne dans la construction, les industries agricoles et alimentaires, les industries des biens intermédiaires, l'industrie automobile, l'énergie et les transports.

La durée moyenne du travail pour les cadres au forfait atteint 214 jours, soit 3 jours de moins que le maximum de 217 jours prévu par les textes. Le nombre moyen de jours varie beaucoup selon le secteur d'activité. Il est supérieur à la moyenne dans l'industrie (hormis l'énergie) alors qu'il lui est inférieur dans les services.

Selon l'enquête « Conditions de travail » en 1998, les salariés ne sont guère plus nombreux qu'en 1991 à considérer qu'ils sont exposés à des efforts physiques et à des risques au cours de leur travail. En revanche, il arrive beaucoup plus souvent qu'ils cumulent plusieurs de ces pénibilités.

L'utilisation de l'ordinateur à des fins professionnelles progresse fortement au cours des dix dernières années et concerne en 1998 la moitié des personnes qui travaillent contre moins d'un tiers en 1991.

Le nombre des maladies indemnisées par le régime général des salariés (CNAMTS) est en forte augmentation depuis les années 1990. Ce chiffre global reflète le niveau de reconnaissance des maladies dues au travail. Il est lié à la réglementation et à son application.

Après avoir baissé régulièrement au début des années 90, le nombre d'accidents du travail avec arrêt se stabilise autour de 43 pour 1 000 salariés.

En 2001, les résultats des élections aux comités d'entreprise et aux délégations uniques du personnel indiquent une progression de l'audience syndicale, principalement pour la CGT dont les suffrages obtenus progressent de + 1,1 point par rapport à 1999, mais également, dans une moindre mesure, pour la CGT-FO et les « autres syndicats ». La CFDT, CFE-CGC et la CFTC maintiennent leur niveau. Les listes de « non syndiqués » perdent 2,2 points. Une présence syndicale accrue, favorisée par la négociation des 35 heures, a sans doute encouragé la constitution de listes syndicales dans les établissements qui en étaient dépourvus et par là même, l'audience électorale des syndicats.

Les résultats portent sur les élections qui ont eu lieu entre le 1er janvier et le 31 décembre 2001. Depuis 1994, ils incluent ceux des élections de la « délégation unique du personnel » instaurée par la loi quinquennale relative au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle du 20 décembre 1993. Pour apprécier l'évolution des scores des syndicats et des listes sans étiquette, il est donc nécessaire de cumuler les résultats des élections aux comités d'entreprise et aux délégations uniques.

En 1999, 36 % des établissements d'au moins 10 salariés et 80 % de ceux d'au moins 50 salariés disposent de délégués du personnel (DP). La présence des délégués du personnel est moins souvent signalée que celle d'un CE[1]. Globalement, 72 % des salariés des établissements de 10 salariés ou plus et 95 % de ceux qui travaillent dans des établissements de 50 salariés ou plus sont couverts par des comités d'entreprise.
Les délégués syndicaux sont présents dans deux tiers des établissements de 50 salariés ou plus, et ils le sont presque toujours au-dessus de 500 salariés. Mais ils sont peu implantés dans les établissements de moins de 50 salariés, dont ils ne couvrent que 10 % (là encore, surtout des établissements appartenant à de plus grandes entreprises).

2

○ Méthodologie

La durée annuelle dans l'enquête ACEMO

Les chiffres présentés proviennent de l'enquête ACEMO (Activités et Conditions d'emploi de la main d'œuvre) annuelle de la DARES. Menée depuis 1998, cette enquête comprend un ensemble de questions sur la durée du travail, auquel s'ajoutent un volet de questions sur les effectifs et un autre sur les rémunérations.
Une première partie du volet « durée » du questionnaire porte sur la situation de l'établissement par rapport à une réduction collective du temps de travail.
La seconde partie de ce volet cherche à estimer une durée annuelle offerte (ou durée collective) pour les salariés à temps complet, à partir de l'organisation du temps de travail telle qu'elle s'applique au 31 décembre, en distinguant trois grandes catégories de salariés à temps complet en fonction de leur organisation du travail :
– les salariés dont la durée de travail est organisée sur la semaine ;
– les salariés dont la durée de travail est annualisée ;
– les salariés au forfait en jours.
Une autre question cerne le volume d'heures supplémentaires de l'année avec les effectifs concernés.

Accidents du travail

Les chiffres présentés dans les deux tableaux comptabilisent les victimes d'accidents du travail dont le caractère professionnel a été reconnu. L'année correspond d'ailleurs à la date de reconnaissance. Elle diffère, pour une proportion non négligeable de ces accidents, de l'année de survenance.
Les accidents avec arrêt sont ceux ayant entraîné un arrêt d'au moins 24 heures en plus du jour de l'accident.
Des accidents du travail sont exclus de ce décompte :
– les accidents de trajet, entre le domicile et le lieu de travail ;
– les accidents de salariés des DOM-TOM ;
– les accidents couverts par des régimes spéciaux ;
– les accidents de titulaires de l'État ;
– les accidents de titulaires des administrations ou collectivités régionales, départementales ou locales.
À partir de 2000, les résultats sont publiés dans la nouvelle nomenclature des comités techniques nationaux arrêtée le 22 décembre 2000, qui a réduit leur nombre de 15 à 9.

Comités d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail (CHSCT)

Ces données statistiques ont été établies sur la base d'informations fournies par les inspecteurs du travail pour la première fois au début de l'année 1988, sur les CHSCT existant au 31 décembre 1987. Elle concerne les établissements de 50 salariés et plus assujettis et relevant de l'inspection du travail des ministères de l'Emploi, du Travail et de la Cohésion sociale ; de l'Équipement, des Transports, de l'Aménagement du Territoire, du Tourisme et de la Mer, et celui de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires rurales.

---

[1] On a regroupé dans l'analyse les délégations uniques avec à la fois les DP et les CE. On a considéré qu'un établissement était couvert par un DP si un DP y était effectivement présent, ou si l'établissement ressortissait d'une DU (implantée dans l'établissement ou dans un autre établissement de l'entreprise).

Pour des raisons techniques, deux grandes entreprises publiques - EDF et la SNCF - ont dû être exclues du champ, de même que les établissements publics (en particulier, les hôpitaux).

Conflits du travail, conflits localisés et conflits généralisés

Les statistiques des conflits sont établies mensuellement par la DARES sur la base des informations issues des sections d'inspections du travail et collectées au niveau régional.
Le champ de la statistique du ministère de l'Emploi, du Travail et de la Cohésion sociale recouvre l'ensemble des activités des entreprises privées et publiques nationalisées, en métropole, et depuis 1995, dans les DOM-TOM. Cette statistique comprend donc la SNCF, la RATP, Air-France et EDF-GDF, l'agriculture et la fonction publique n'en font pas partie. Les statistiques portent sur les conflits collectifs du travail donnant lieu à cessation totale du travail, c'est-à-dire les grèves, au sens du code du travail. D'autres formes d'actions, comme les manifestations, les grèves perlées ou les grèves du zèle, ne sont pas comptabilisées. Pour les conflits localisés, il est facile de dénombrer le nombre de conflits ainsi que le nombre de grévistes et jours de grève. En revanche, les conflits généralisés ainsi que leurs participants sont plus difficiles à dénombrer ; le nombre de journées individuelles non travaillées est donc estimé.
Des données relatives aux grèves dans la fonction publique (hospitalière et collectivités territoriales) sont publiées par la Direction générale de la fonction publique.

Élections aux comités d'entreprise ou aux délégations uniques du personnel

Le système de collecte et de traitement informatique des résultats des élections aux comités d'entreprise, mis en place en 1974, prend en compte des données relatives aux entreprises ou établissements relevant du contrôle de l'inspection de travail ainsi que celles relevant du contrôle des inspections du travail spécifiques au ministère de l'Équipement, des Transports, de l'Aménagement du Territoire, du Tourisme et de la Mer ainsi qu'au ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires rurales. Ce système repose sur l'envoi, par les établissements concernés à la section d'inspection du travail dont ils dépendent, des procès-verbaux des élections intervenues.
La mise en place progressive d'une nouvelle chaîne informatique entre 1996 et 1998 a provoqué un changement dans le traitement de l'information. Les sections ont été chargées d'enregistrer les élections qui leurs sont parvenues. Le remplissage des fiches de codification à partir des procès-verbaux et la saisie des résultats sont désormais confiés à une entreprise de service. La modification des procédures de remontée de l'information en modifie le contenu. L'effet qui en résulte est difficile à isoler des autres facteurs intervenant sur le champ de l'enquête.
La loi du 20 décembre 1993 ouvre aux entreprises de moins de 200 salariés la possibilité de mettre en place une délégation unique du personnel. La fonction publique et certains établissements publics ne sont pas soumis à la législation sur les comités d'entreprise. Dans les entreprises de moins de 50 salariés, des comités d'entreprise peuvent être créés par convention ou accord conclu entre l'employeur et les organisations syndicales. Les entreprises qui ont des établissements distincts sont tenues d'instituer des comités d'établissement ainsi qu'un comité central d'entreprise. Les membres des comités d'établissement, comme ceux des comités d'entreprise sont directement élus par le personnel pour une durée de deux ans.

Enquête sur les conditions de travail et enquête sur les techniques et l'organisation du travail

L'enquête de 1998 est la quatrième depuis 1978 ; elle est menée auprès d'échantillons représentatifs de l'ensemble des salariés. Elle est organisée et exploitée par la Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques du ministère de l'Emploi, du Travail et de la Cohésion sociale. Cette enquête est réalisée en complément de l'enquête sur l'Emploi de l'INSEE.
Le questionnaire est soumis à tous les actifs ayant un emploi parmi le tiers sortant de l'échantillon, soit environ 22 000 personnes. Le champ de cette enquête est celui de l'enquête sur l'Emploi.

Enquête relations professionnelles et négociations d'entreprise

Cette enquête a été menée de décembre 1998 à mai 1999 auprès de 3 000 établissements de 20 salariés ou plus, dans les secteurs privé et semi-public (hors administration et agriculture), tirés aléatoirement selon des critères de taille et de secteur pour constituer un échantillon représentatif au niveau national, et volontaires pour recevoir un enquêteur en face-à-face. Dans l'échantillon figurent également 570 établissements déjà interrogés en 1993 afin de constituer un panel.
Dans la nouvelle enquête, un volet supplémentaire a été introduit. Des salariés (10, 20, ou 30, selon la taille de l'établissement) ont été enquêtés par voie postale, avec des questionnaires auto-administrés. Les salariés ont été tirés au sort par l'enquêteur, avec l'accord préalable du représentant « Employeur », qui a toujours reçu, à titre d'information, un exemplaire du questionnaire destiné aux salariés.
Au total 2 978 « Employeurs », 1 673 « Représentants du personnel » (dont 55 % délégués syndicaux, 26 % secrétaires du comité d'entreprise, 15 % délégués du personnel et 4 % pour délégation unique, CHSCT ou salariés mandatés), ainsi que 10 303 salariés enquêtés, entrent dans le champ étudié.

Maladies professionnelles reconnues

Ces statistiques comptabilisent les maladies, dont le caractère professionnel est dûment constaté par le système traditionnel ou complémentaire et entraînant des prestations financières (indemnité journalière ou rente d'incapacité) et/ou des prestations en nature (soins, etc.).
Les sources sont d'une part (ligne « a ») le régime général des salariés (CNAMTS), d'autre part (ligne « b ») le régime des salariés agricoles (MSA). Les autres organismes d'assurance particuliers à certains secteurs (EDF- GDF, RATP, les mines, administrations nationales et locales) ne sont pas inclus dans cet ensemble. Le détail figure dans le tableau sur le cédérom.
Pour les statistiques de la CNAMTS, l'année de prise en compte est celle de la date de la première constatation de la maladie. Pour celle de la MSA c'est celle de la date du premier versement d'indemnisation.
Le numéro de chaque maladie, noté T... dans le tableau, renvoie au texte de la réglementation propre aux régimes d'assurance considérés. Par exemple, pour les affections provoquées par le bruit, le T42 réglemente l'assurance du régime général (CNAMTS), le T46 réglemente celle des salariés agricoles (MSA) (cf. tableau du cédérom).

Enquête ACEMO sur les modes de représentation du personnel

– L'enquête ACEMO sur les modes de représentation du personnel a été réalisée en 1999 auprès d'un échantillon de 11 000 établissements et 900 entreprises de 10 salariés ou plus appartenant au champ de l'enquête ACEMO (activité et conditions d'emploi de la main-d'œuvre). L'échantillon est représentatif de l'ensemble des activités économiques à l'exclusion principalement de l'agriculture, des administrations et d'une grande partie des services du secteur sanitaire et social. Tous les établissements ou entreprises de plus de 100 salariés sont interrogés, ceux compris entre 50 et 99 salariés le sont par sondage au ½ et ceux entre 10 et 49 salariés par sondage au 1/8^{ième}. Les entreprises pour lesquelles un seul envoi de questionnaires est effectué au siège, ont pour consigne de retourner autant de questionnaires qu'il y a de comités d'établissement dans l'entreprise.
– Le questionnaire s'intéresse à la présence des institutions représentatives dans les établissements. L'unité de réponse choisie est le comité d'entreprise et la délégation unique du personnel, ceci afin de cadrer l'enquête avec les résultats statistiques issus de l'exploitation des procès-verbaux d'élection. La Délégation unique du personnel, qui peut être mise en place dans les entreprises de moins de 200 salariés, reçoit les

attributions des délégués du personnel et des représentants du personnel au comité d'entreprise. Aussi, elle sera prise en compte dans les résultats ici présentés aussi bien au titre des CE qu'à celui des DP.

– La période concernée par l'enquête s'étend de mars 1997 à mars 1999 afin de couvrir tous les comités d'entreprise. Les représentants aux CE et les DP sont en effet élus pour deux ans.

– Les résultats rassemblés dans ce document se présentent comme des taux de couverture des établissements par l'une et l'autre de ces institutions. Nous avons fait l'hypothèse que tous les établissements d'une entreprise étaient couverts par un CE chaque fois qu'un établissement de cette entreprise était couvert par un CE. Nous avons fait la même hypothèse pour les DS et les CHSCT. En revanche, nous n'avons pas appliqué cette hypothèse forte pour les DP. Leurs attributions s'exercent en effet au niveau local et leur présence dans un établissement n'implique pas qu'ils soient compétents pour un autre établissement de la même entreprise.

– Le redressement de l'échantillon a été effectué à l'aide de la méthode du calage sur les marges des variables taille (en 5 tranches) et activité (en 36 secteurs). La taille retenue est celle de l'établissement telle qu'elle est renseignée dans la base de sondage, et non la taille du comité d'entreprise qui était demandée à l'enquête. Les résultats publiés dans ce document ne dénombrent pas des institutions de représentation du personnel mais des établissements couverts par l'une ou (et) l'autre de ces institutions.

3 ○ Définitions

Comités d'entreprise

Par comité d'entreprise, on entend aussi bien le comité d'entreprise que le comité d'établissement, et par élection, soit une élection pour la création du comité, soit une élection pour son renouvellement.

La mise en place d'un comité d'entreprise est obligatoire dans les entreprises de 50 salariés ou plus lorsqu'elles emploient du personnel dans des conditions de droit privé[1]. Dans les entreprises employant moins de 50 salariés, des comités d'entreprise peuvent être créés par convention ou accord conclu entre l'employeur et les organisations syndicales. Les entreprises de 50 salariés ou plus qui ont des établissements distincts sont tenues d'instituer des comités d'établissement ainsi qu'un comité central d'entreprise. Les membres des comités d'établissement, comme ceux des comités d'entreprise, sont directement élus par le personnel pour une durée de deux ans. Leur nombre augmente avec la taille de l'établissement. En revanche, les membres des comités centraux sont désignés par les comités d'établissement.

Les élections ont lieu par collèges catégoriels. Les collèges légaux sont au nombre de deux : ouvriers et employés d'une part, agents de maîtrise, techniciens, ingénieurs et cadres d'autre part. Le nombre et la composition des collèges peuvent être modifiés après accord entre les organisations syndicales et l'entreprise. Dans un certain nombre de petites et moyennes entreprises, l'ensemble du personnel est regroupé dans un collège unique.

Le comité d'entreprise est chargé de l'animation des activités culturelles et sociales. Il est de plus consulté pour toutes questions de portée collective intéressant l'organisation, la gestion et la marche générale de l'entreprise.

Comités d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail (CHSCT)

La constitution d'un CHSCT est obligatoire pour tous les établissements occupant au moins 50 salariés. La loi du 31 décembre 1991, entrée en vigueur le 1er janvier 1993, supprime la dérogation qui touchait les petites entreprises du bâtiment. Les entreprises du secteur dont l'effectif n'atteint pas 300 salariés sont donc tenues de mettre en place des CHSCT dans ceux de leurs établissements occupant au moins 50 salariés.

Le CHSCT est composé du chef d'établissement et d'une délégation du personnel dont les membres sont désignés pour deux ans par un collège constitué des membres élus du comité d'entreprise ou d'établissement et des délégués du personnel.

Conflits localisés et conflits généralisés

La distinction entre conflits localisés et conflits généralisés est fonction de l'origine du mot d'ordre de grève. Si ce mot d'ordre est propre à l'entreprise, il s'agit d'un conflit localisé ; si ce mot d'ordre est extérieur à l'entreprise et commun à plusieurs d'entre elles, il s'agit d'un conflit généralisé. Une journée d'action nationale plurisectorielle ou non sera considérée comme un conflit généralisé.

Délégations uniques du personnel

La loi quinquennale relative au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle adoptée le 20 décembre 1993 a donné aux entreprises de moins de 200 salariés la faculté de mettre en place une « délégation unique du personnel » qui reçoit tout à la fois les attributions des délégués du personnel et celles des représentants du personnel au comité d'entreprise ou d'établissement. Si, quelquefois, des délégations uniques ont été créées dans des entreprises où il n'existait pas auparavant de représentation du personnel, dans la majorité des cas, les délégations uniques ont remplacé des comités d'entreprise.

Délégués du personnel

Tout établissement d'au moins 11 salariés doit élire un ou plusieurs délégués du personnel, à l'exception des organismes relevant du droit public. Depuis la loi du 20 décembre 1993, le mandat des délégués du personnel a été porté de un an à deux ans, s'alignant ainsi sur les comités d'entreprise. Les règles d'élections des délégués du personnel sont les mêmes que celles des élections des représentants aux comités d'entreprise.

Les délégués du personnel sont l'institution représentative du personnel dont le champ d'application est le plus étendu. Porte-parole des salariés auprès du chef d'entreprise et de l'inspecteur du travail, leur rôle principal est de veiller à l'application de la réglementation du travail. Ils sont consultés sur les conditions de travail et d'emploi dans l'entreprise et peuvent émettre des avis et faire des propositions à l'employeur comme aux autres institutions représentatives qui existent dans l'entreprise.

Délégués syndicaux

Chaque organisation syndicale représentative qui, dans une entreprise d'au moins 50 salariés, constitue une section syndicale peut désigner un ou plusieurs délégués syndicaux, leur nombre augmentant avec la taille de l'entreprise. Les délégués syndicaux sont les interlocuteurs nécessaires et obligatoires de l'employeur dans les négociations de la convention ou des accords d'entreprise.

Nuisances professionnelles

Être exposé à une nuisance professionnelle ne signifie pas être en présence d'un risque. Il y a risque seulement si la nature, la durée ou l'intensité de l'exposition sont suffisantes pour provoquer une atteinte éventuelle à la santé du salarié. Les résultats publiés ici concernent uniquement les expositions.

Représentants du personnel

Sont englobées sous le terme « représentants du personnel » les diverses catégories de salariés protégés par la loi : délégués du personnel, membres des comités d'entreprise, des comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail, délégués syndicaux, représentants syndicaux auprès des comités d'entreprise, représentants des salariés aux conseils d'administration ou de surveillance des entreprises soumises à la loi de démocratisation du secteur public. D'autres catégories de salariés, disposant de mandats électifs ou non, bénéficient également d'un statut protecteur : les représentants des salariés des entreprises en redressement judiciaire, les conseillers prud'homaux, et, depuis 1991, les conseillers du salarié.

[1] La Fonction publique et certains établissements publics ne sont pas soumis à la législation sur les comités d'entreprise.

Les représentants du personnel bénéficient de dispositions légales protectrices. Parmi elles, figure l'obligation, pour tout employeur souhaitant licencier un représentant du personnel, d'en demander l'autorisation préalable à l'inspecteur du travail. Saisi d'une demande de licenciement de salarié protégé, l'inspecteur du travail peut l'autoriser ou la refuser. Le cas échéant, l'une ou l'autre partie (employeur ou représentant du personnel en cause) peut contester la décision de l'inspecteur du travail en formant un recours hiérarchique auprès du ministre de l'Emploi, du Travail et de la Cohésion sociale.

4 ○ Sources de documentation

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du ministère de l'Emploi, du Travail et de la Cohésion sociale (DARES) et de la division « Emploi » de l'INSEE.

Organismes :

– Ministère de l'Emploi, du Travail et de la Cohésion sociale (DARES) ;
– Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés (CNAMTS) ;
– Mutualité sociale agricole (MSA) ;
– INSEE.

Sites Internet :

– www.travail.gouv.fr
– www.ameli.fr
– www.msa.fr
– www.insee.fr

Publications :

Ministère de l'Emploi, du Travail et de la Cohésion sociale

Bulletin mensuel des statistiques du travail ;
Dossiers statistiques ;
Revue Travail et Emploi ;
Cahier Travail et emploi ;
Premières informations et premières synthèses, DARES :
– « Mythes et réalités de la syndicalisation en France », n° 44.2, octobre 2004 ;
– « Les femmes dans les comités d'entreprise et délégations uniques du personnel : une parité encore lointaine », n° 44.1, octobre 2004 ;
– « Les réticences aux 35 heures : ce qu'en disent les entreprises de plus de 20 salariés », n° 39.1, septembre 2004 ;
– « Les conditions de travail des seniors », n° 19.2, mai 2004 ;
– « Durée annuelle du travail et outils de flexibilité du temps de travail en 2001 », n° 33.1, août 2003.

Documents d'études :
– « Étude de qualité sur le questionnement relatif au temps de travail dans les enquêtes ACÈMO », n° 85, octobre 2004.
– « Évaluation des statistiques administratives sur les conflits du travail », n° 79, novembre 2003.

INSEE

INSEE-première :
– « Les entreprises du spectacle de 1995 à 2001 – Emploi, salaire et gestion de la main - d'œuvre », n° 978, juillet 2004 ;
– « Enquête sur l'emploi 2003 – l'emploi diminue et le chômage augmente fortement », n° 958, avril 2004 ;
– « La baisse de la durée du travail entre 1995 et 2001 », n° 881, janvier 2003.
Données sociales, Édition 2002.
France Portrait social, Édition 2004-2005.
Document de travail :
– « Présence syndicale dans les firmes : quel impact sur les inégalités salariales entre les hommes et les femmes », Marie Leclair et Pascale Petit, décembre 2003.

Autres

Problèmes politiques et sociaux :
– « La réduction du temps de travail. Des politiques aux pratiques », n° 889, juin 2003 ;
– « Travail et santé », n° 883, décembre 2002.
« Les conditions de travail perçues par les professionnels des établissements de santé », Romuald Le Lan : *études et résultats* (DRESS), n° 335, août 2004.
« Intensité et conditions de travail », Damien Cartron, Michel Gollac : *4 pages* du *centre d'études de l'emploi*, n° 58, juillet 2003.
« Les formes d'organisation du travail dans les pays de l'Union européenne », Edward Lorenz, Antoine Valeyre, *document de travail du centre d'études de l'emploi.*
« La durée du travail », *Les dossiers thématiques*, INSEE Liaisons sociales DARES.

5 ○ Tableaux

Des tableaux détaillés, « séries » et supplémentaires sont disponibles sur le cédérom (cf. liste en fin d'annuaire).

TABLEAU C.02-1

Durée annuelle du travail des salariés à temps complet et pratique des heures supplémentaires, selon le secteur d'activité, en 2002

Source : Enquête ACEMO annuelle (DARES-MASTS) — *Unité* : Heure

Secteur	Code NES 16 et 36	Durée annuelle du travail des salariés à temps complet	% des salariés ayant fait des heures supplémentaires dans les entreprises en déclarant	Volume annuel moyen d'heures supplémentaires par salarié en ayant effectué
INDUSTRIES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES	EB-B0	1 609	54	52
INDUSTRIES DES BIENS DE CONSOMMATION	EC	1 593	43	53
Habillement, cuir	C1	1 604	55	82
Édition, imprimerie, reproduction	C2	1 587	44	42
Pharmacie, parfumerie, et entretien	C3	1 584	29	53
Industries des équipements du foyer	C4	1 598	44	38
INDUSTRIE AUTOMOBILE	ED-D0	1 583	51	40
INDUSTRIES DES BIENS D'ÉQUIPEMENT	EE	1 607	42	56
Construction navale, aéronautique er ferroviaire	E1	1 583	37	39
Industries des équipements mécaniques	E2	1 620	53	69
Industries des équipements électriques et électroniques	E3	1 597	26	44
INDUSTRIES DES BIENS INTERMÉDIAIRES	EF	1 601	50	51
Industries des produits minéraux	F1	1 596	51	49
Industrie textile	F2	1 602	46	50
Industries du bois et du papier	F3	1 610	63	66
Chimie, caoutchouc, plastiques	F4	1 586	46	44
Métallurgie et transformation des métaux	F5	1 618	57	60
Industrie des composants électriques et électroniques	F6	1 593	34	34
ÉNERGIE	EG	1 574	53	38
Production de combustibles et de carburants	G1	1 558	37	28
Eau, gaz, électricité	G2	1 577	55	40
CONSTRUCTION	EH-H0	1 655	69	76
COMMERCE	EJ	1 623	48	58
Commerce et réparation automobile	J1	1 641	52	86
Commerce de gros	J2	1 613	41	58
Commerce de détail et réparation	J3	1 625	52	51
TRANSPORTS	EK-K0	1 650	53	121
ACTIVITÉS FINANCIÈRES	EL-L0	1 585	17	29
ACTIVITÉS IMMOBILIÈRES	EM-M0	1 610	19	29
SERVICES AUX ENTREPRISES	EN	1 599	44	59
Postes et télécommunications	N1	1 583	47	91
Conseils et assistance	N2	1 614	28	52
Services opérationnels	N3	1 596	60	48
Recherche et développement	N4	1 578	17	29
SERVICES AUX PARTICULIERS	EP	1 680	49	43
Hôtels et restaurants	P1	1 695	49	39
Activités récréatives, culturelles et sportives	P2	1 660	48	53
Services personnels et domestiques	P3	1 631	55	40
ÉDUCATION, SANTE, ACTION SOCIALE	EQ	1 576	38	44
Éducation	Q1	1 518	32	32
Santé, action sociale	Q2	1 591	39	47
ACTIVITÉS ASSOCIATIVES ET EXTRA-TERRITORIALES	ER-R2	1 572	23	54
TOUS SECTEURS		**1 614**	**45**	**59**

TABLEAU C.02-2

Travail le samedi et le dimanche, type d'horaires des salariés selon leur catégorie socioprofessionnelle

Source : INSEE (enquête sur l'emploi) (1) %

Catégorie socioprofessionnelle	Mêmes horaires toutes les semaines	Horaires alternants	Horaires variables d'une semaine à l'autre	Travail habituel le samedi	Travail occasionnel le samedi	Aucun samedi travaillé	Travail habituel le dimanche	Travail occasionnel le dimanche	Aucun dimanche travaillé
Cadres									
2003	75,5	0,8	23,6	16,4	32,2	51,4	6,4	23,3	70,3
2002	72,7	0,7	26,4	17,2	33,4	49,4	6,4	23,8	69,8
Professions intermédiaires									
2003	71,7	6,9	21,4	25,0	25,0	50,0	9,9	18,0	72,2
2002	72,0	6,7	21,2	25,3	25,4	49,3	9,6	17,8	72,6
Employés									
2003	71,0	6,4	22,4	38,0	16,0	46,1	15,9	14,1	70,0
2002	70,8	5,9	23,0	36,9	16,0	47,1	15,0	14,1	70,9
Ouvriers									
2003	66,8	18,8	14,2	18,5	24,6	57,9	7,7	10,0	82,3
2002	67,5	17,9	14,2	18,2	22,4	59,4	7,4	9,6	83,0
Ensemble des salariés									
2003	**70,6**	**9,2**	**20,0**	**26,2**	**22,7**	**51,1**	**10,7**	**15,3**	**74,0**
2002	**70,4**	**8,8**	**20,5**	**25,8**	**22,7**	**51,5**	**10,2**	**15,1**	**74,7**

(1) Les résultats sont en moyenne annuelle.

TABLEAU C.02-3

Les conditions de travail : organisation des horaires, efforts et risques au travail

Source : Ministère de l'Emploi, du Travail et de la Cohésion sociale, DARES, enquêtes sur les conditions de travail %

Proportion de salariés déclarant	Cadres			Professions intermédiaires			Employés			Ouvriers			Ensemble		
	1984	1991	1998	1984	1991	1998	1984	1991	1998	1984	1991	1998	1984	1991	1998
Les horaires de travail															
Pas de repos de 48 heures	19	20	14	22	22	19	23	27	28	12	16	17	19	21	21
Journées de plus de 10 heures	33	39	39	18	21	23	17	17	19	15	17	17	18	20	22
Travail de nuit	16	10	9	12	12	14	10	10	12	15	15	19	12	12	14
Travailler 100 nuits par an ou plus	1	1	1	2	2	2	4	2	4	4	4	6	3	3	4
Travailler moins de 100 nuits par an	12	9	8	10	10	11	6	7	8	10	11	13	9	9	10
Ne connaissent pas leurs horaires pour la semaine prochaine	...	...	6	...	...	5	...	...	4	...	...	5	...	...	5
Les efforts physiques															
Rester longtemps debout	20	23	26	43	44	46	42	48	51	68	73	76	49	53	54
Rester longtemps dans une autre posture pénible ou fatigante à la longue	5	10	13	8	19	26	13	26	37	27	46	57	16	29	37
Effectuer des déplacements à pied longs ou fréquents	10	13	16	18	28	33	16	28	35	19	34	45	17	28	35
Porter des charges lourdes	4	6	10	10	19	27	15	26	36	40	54	61	22	31	38
Effectuer des mouvements douloureux ou fatigants	...	...	6	...	...	21	...	...	31	...	...	59	...	...	34
Subir des secousses ou vibrations	2	3	3	3	5	8	2	4	5	18	26	31	8	11	13
Les risques professionnels															
Respirer des fumées	6	13	11	11	17	17	13	19	16	21	29	32	15	21	20
Respirer des poussières	7	11	13	15	22	24	16	25	28	51	63	65	27	35	36
Respirer des produits toxiques ou dangereux	4	6	7	9	12	14	6	8	10	23	29	34	13	16	18
Manipuler des produits toxiques ou dangereux	8	9	8	13	17	19	8	13	16	23	30	37	14	19	22
Être en contact des produits explosifs	4	3	3	4	6	7	2	3	5	6	7	12	4	5	8
Risquer d'être atteint par la projection ou la chute de matériaux	5	6	8	8	13	19	4	8	12	28	40	46	14	19	23
Risquer une chute grave	4	6	7	8	13	17	7	14	19	27	38	45	14	21	25
Risquer d'être électrocuté	5	6	7	8	13	14	4	7	9	16	23	27	9	14	15
Risquer d'être brûlé	4	5	6	8	11	14	7	10	13	19	27	33	11	15	18
Risquer des blessures sur machine	2	3	4	7	9	12	3	4	6	34	39	45	15	17	19
Risquer des blessures avec des outils ou des matériaux	...	6	8	...	18	24	...	13	15	...	57	62	...	28	30
Risquer des accidents de la circulation	19	28	32	18	29	34	10	13	18	23	32	37	17	25	29
Risquer des irradiations	...	3	4	...	4	5	...	2	3	...	2	3	...	3	3
Être exposé à des risques infectieux	11	13	18	19	24	31	16	23	33	...	13	23	14	19	27
Les nuisances sonores															
Ne pas entendre une personne parler sans qu'elle élève la voix	4	6	6	9	11	12	7	10	10	34	37	36	16	19	18
La charge mentale															
Devoir abandonner une tâche pour en effectuer une autre non prévue	...	55	59	...	52	61	...	51	58	...	40	48	...	48	56
Pour effectuer correctement le travail :															
N'ont pas d'informations claires et suffisantes	...	23	26	...	24	27	...	16	17	...	14	18	...	18	21
N'ont pas un temps suffisant	...	36	34	...	28	29	...	20	20	...	17	22	...	23	24
Vivent des situations de tension avec le public	...	39	54	...	38	55	...	35	47	...	24	34	...	34	48
Doivent toujours se dépêcher	...	...	19	...	...	18	...	...	18	...	...	23	...	...	20

TABLEAU C.02-4

Proportion de salariés utilisateurs des nouvelles technologies

Source : Ministère de l'Emploi, du Travail et de la Cohésion sociale, DARES (enquêtes sur les conditions de travail) %

Type d'équipement	Cadres			Professions intermédiaires			Employés			Ouvriers qualifiés			Ouvriers non qualifiés			Ensemble		
	1991	1993	1998	1991	1993	1998	1991	1993	1998	1991	1993	1998	1991	1993	1998	1991	1993	1998
Terminal relié à un ordinateur	35	38	31	28	30	25	24	24	18	7	9	9	3	4	4	20	22	18
Micro-ordinateur (y compris machine à traitement de texte)	52	63	83	37	45	68	26	33	47	6	8	20	3	4	9	35	31	47
Ordinateur (terminal relié à un ordinateur ou micro-ordinateur)	60	–	•	47	–	•	36	–	•	10	–	•	5	–	•	32	–	•
Minitel	44	56	•	32	44	•	25	34	•	4	7	•	1	2	•	21	30	•
Vidéo	17	24	•	13	20	•	3	7	•	2	4	•	1	2	•	7	11	•
Robot ou manipulateur automatique	1	1	1	1	2	2	–	–	–	3	4	4	2	3	3	1	2	2
Machine à commande numérique	1	1	1	1	2	3	–	–	1	4	7	11	2	5	9	1	3	4
Instruments de mesure	–	12	•	–	11	•	–	4	•	–	10	•	–	5	•	–	8	•
Instruments médicaux	–	2	•	–	3	•	–	1	•	–	–	•	–	–	•	–	1	•
Autres outils	–	4	•	–	3	•	–	2	•	–	2	•	–	1	•	–	2	•
Appareil à télécopie (fax)	–	68	•	–	48	•	–	34	•	–	10	•	–	4	•	–	34	•
Micro-ordinateur portable	–	14	25	–	5	10	–	2	4	–	1	2	–	•	•	–	4	7

TABLEAU C.02-5

Maladies professionnelles reconnues

Sources : Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés (CNAMTS) et Mutualité sociale agricole (MSA) *Unité* : Nombre

	1998		1999		(1) 2000	2001	*p* 2002
	Tout système	dont système traditionnel	Tout système	dont système traditionnel	Tout système	Tout système	Tout système
Affections provoquées par le bruit	677	664	635	619	607	573	625
Affections périarticulaires	13 388	13 107	16 753	16 418	19 862	22 975	28 183
Silicoses	230	185	278	223	223	295	313
Ciment	232	227	241	241	269	245	245
Amiante	1 941	1 660	2 653	2 335	3 187	4 253	5 010
Hépatites virales	43	41	53	50	53	40	27
Lésions eczématiformes de mécanisme allergique	467	464	506	501	540	542	517
Bois	114	110	116	114	142	133	123
Affections respiratoires de mécanisme allergique	362	352	375	360	450	426	449
Vibrations et chocs d'outils	174	162	197	192	208	184	199
Brucelloses	12	12	13	13	2	1	–
Dermatoses dues aux lubrifiants	137	134	141	141	148	141	136
Isocyanates organiques	102	100	123	122	133	104	126
Amines aromatiques	22	22	12	12	12	16	8
Acides chromiques, chromates	25	24	27	27	43	42	52
Dérivés halogénés de l'éthylène	27	27	24	24	43	22	30
Benzolisme	29	26	26	24	25	41	49
Aldéhyde formique et polymères	30	28	30	30	38	37	36
Sidérose (oxyde de fer)	21	15	33	27	24	31	23
Résines époxydiques	87	87	87	85	97	89	88
Amines aliphatiques et alicycliques	19	19	33	32	35	29	34
Maladies infectieuses en milieu hospitalier	17	17	67	66	50	56	72
Kératoconjonctivites virales	1	1	1	1	6	12	3
Affections consécutives aux vibrations	21	20	485	463	433	467	449
Affections consécutives à la manipulation de charges lourdes	109	105	1 727	1 581	2 175	2 198	2 280
Total des maladies listées	**18 287**	**17 609**	**24 636**	**23 701**	**28 805**	**32 952**	**39 077**
Total des maladies	**19 190**	**18 449**	**25 784**	**24 768**	**30 199**	**34 356**	**40 922**

(1) Depuis 2000, la MSA ne fournit plus d'informations.

TABLEAU C.02-6

Accidents du travail avec arrêt pour 1 000 salariés et nombre de décès (1)

Sources : Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés (CNAMTS) et Mutualité sociale agricole (MSA)

	1990	1995	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Nombre d'arrêts pour 1 000 salariés :								
CNAMTS	53	46	44	45	44 ■	44	43	43
Régime agricole	39	33	30	32	31	...	...	...
Nombre de décès :								
CNAMTS	1 213	712	690	683	717 ■	730	730	692
Régime agricole	72	93	85	81	60	...	...	...
Total	**1 285**	**805**	**775**	**764**	**777**	**730**	**730**	**692**

(1) Champ : total des 15 Comités techniques nationaux jusqu'en 1999. À partir de 2000, c'est le total des 9 Comités techniques nationaux.

TABLEAU C.02-7

Accidents du travail dans les secteurs les plus exposés du régime général en 2002

Source : Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés (CNAMTS)

Année de reconnaissance de l'accident (1)	Taux de (2) Fréquence	Taux de (2) Gravité
Bâtiment, travaux publics (3)	58	3,17
Bois, ameublement, papier-carton, textiles, vêtement, cuirs et peaux, pierres et terres à feu	37	1,62
Alimentation	35	1,44
Transports, eau, gaz, électricité, livre, communication	28	1,42
Métallurgie	29	1,13
Activités services et travail temporaire	28	1,33
Chimie, caoutchouc, plasturgie	24	1,01
Ensemble du régime général	**25**	**1,17**

(1) Une partie de ces accidents sont survenus l'année antérieure.
(2) Taux de fréquence = (Nombre d'accidents avec arrêt / Nombre d'heures travaillées) x 1 000 000 ; Taux de gravité = (nombre de journées perdues / nombre d'heures travaillées) x 1 000.
(3) Les taux relatifs au bâtiment et aux travaux publics sont calculés « sièges sociaux et bureaux » non compris.

TABLEAU C.02-8

Conflits du travail

Sources : Ministère de l'Emploi, du Travail et de la Cohésion sociale (DARES),
Ministère de la Fonction publique et de la Réforme de l'État (DGAFP)

	Unité	1998	1999	2000	2001
Ensemble des activités économiques (1) (à l'exception de l'agriculture et des administrations publiques)					
Conflits localisés					
Conflits observés	Nombre	1 475	2 319	3 142	2 131
Effectifs ayant cessé le travail	Millier	121,28	178,90	222,24	176,75
Journées individuelles non travaillées	Millier	345,58	568,14	807,76	703,59
Conflits généralisés					
Effectifs ayant cessé le travail	Millier	1,26	1,25	2,10	–
Journées individuelles non travaillées	Millier	7,60	5,43	...	–
Ensemble des conflits (1)					
Fonction publique (2) :					
Journées individuelles non travaillées	Millier	683,58	751,87	1 650,34	1 115,33
Entreprises privées et publiques nationalisées (3) :					
Journées individuelles non travaillées	Millier	353,18	573,56	809,86	703,59
Secteur privé et nationalisé par rapport au total des JINT	%	34	43	33	39

(1) France entière pour l'ensemble des activités économiques, métropole uniquement pour l'ensemble des conflits.
(2) Il s'agit des journées individuelles non travaillées dans la Fonction publique d'État, y compris France-Télécom et la Poste, sauf pour 1998 et 1999, à l'exclusion de la Fonction publique territoriale et de la Fonction publique hospitalière (les chiffres de 1997 ne comprennent donc pas la grève des internes, ceux de 1999 la grève des médecins hospitaliers d'urgence).
(3) Y compris la SNCF, Air-France et Air-France Europe (ex. : Air-Inter).

TABLEAU C.02-9

Établissements et salariés couverts par un comité d'entreprise (CE), des délégués syndicaux (DS), un CHSCT (1) ou ayant élu des délégués du personnel (DP), selon la taille des établissements (2), en 1999

Source : Ministère de l'Emploi, du Travail et de la Cohésion sociale, DARES (Enquête ACEMO - IRP) — *Unité* : %

Type de l'institution	10 à 19 salariés	20 à 49 salariés	50 à 99 salariés	100 à 250 salariés	250 à 499 salariés	500 salariés et plus	Toutes tailles	10 à 49 salariés	50 salariés et plus
Etablissements									
Couverture CE - DU (3)	7,8	24,5	82,7	92,6	96,2	98,1	27,1	14,5	88,1
Présence DP - DU	14,7	48,3	73,8	83,4	91,6	94,8	36,4	27,9	79,8
Couverture DS	5,6	18,0	55,1	74,0	89,1	95,5	20,2	10,5	67,0
Couverture CHSCT	6,2	16,9	71,8	88,8	95,2	96,4	22,6	10,5	81,1
Aucune institution	81,2	44,1	10,2	3,3	1,7	0,5	56,2	66,4	6,6
Salariés									
Couverture CE - DU	25,3	33,4	87,5	93,4	97,0	98,7	71,9	30,1	95,0
Présence DP - DU	20,6	53,4	76,1	84,4	91,8	96,8	70,4	39,7	88,6
Couverture DS	23,5	23,1	60,9	76,4	90,2	97,8	62,5	23,3	84,2
Couverture CHSCT	23,2	22,8	77,7	90,5	96,1	97,8	67,3	23,0	91,8
Aucune institution	63,5	37,5	7,2	2,6	1,6	0,1	18,7	48,2	2,3

(1) CHSCT : comité d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail.
(2) Établissements de 10 salariés et plus.
(3) DU : délégation unique.

TABLEAU C.02-10

Taux de présence des représentants du personnel dans les établissements et parmi les salariés en 1999 (1) (2)

Source : Ministère de l'Emploi, du Travail et de la Cohésion sociale, DARES (Enquête ACEMO - IRP) — *Unité* : %

	CFDT	CGC	CFTC	CGT	CGT-FO	Autres syndicats	Non syndiqués	Au moins un syndicat	Pas (3) d'IRP
Établissements									
Élus aux CE	12,5	7,0	6,1	12,9	9,8	2,7	14,8	18,9	72,9
Moins de 50 salariés	6,7	3,4	3,3	6,8	5,2	1,2	7,8	10,0	85,5
Plus de 50 salariés	40,5	24,3	19,2	42,1	32,0	10,2	48,3	61,8	11,9
Élus DP	7,4	2,8	2,2	6,6	4,6	1,4	24,6	15,9	63,6
Moins de 50 salariés	3,8	0,7	1,0	2,7	1,8	0,6	21,2	8,5	72,1
Plus de 50 salariés	25,4	13,4	8,0	26,3	18,8	5,5	41,6	30,6	20,2
DS	13,7	7,8	7,9	14,0	11,6	3,3	–	20,2	79,8
Moins de 50 salariés	7,1	3,7	4,1	7,2	5,7	1,4	–	10,5	89,5
Plus de 50 salariés	45,6	27,2	26,4	46,7	39,7	12,2	–	66,9	33,0
Salariés									
Élus aux CE	46,2	34,3	22,6	42,4	35,1	14,9	27,9	59,3	28,1
Moins de 50 salariés	17,6	10,3	6,4	11,4	9,2	1,4	18,2	22,1	69,9
Plus de 50 salariés	61,9	47,5	31,6	59,5	49,4	22,4	33,3	79,9	5,0
Élus DP	35,0	22,9	13,0	31,9	24,7	10,5	29,5	52,7	29,6
Moins de 50 salariés	9,0	2,4	2,7	5,6	4,3	0,8	27,7	15,5	60,3
Plus de 50 salariés	50,5	35,1	19,2	47,6	36,9	16,3	30,6	74,8	11,4
DS	49,3	35,3	29,6	45,5	41,8	16,3	–	61,4	37,5
Moins de 50 salariés	18,2	7,0	5,9	12,4	10,3	2,9	–	23,3	76,7
Plus de 50 salariés	66,5	50,9	42,7	63,8	59,2	23,6	–	82,4	15,8

(1) Établissements de 10 salariés et plus.
(2) L'écart des résultats entre les taux d'établissements couverts par les DP et les taux des établissements couverts par l'une des deux autres IRP s'expliquent par les hypothèses retenues (cf méthodologie paragraphe 5).
(3) Institution représentative du personnel.

TABLEAU C.02-11

Résultats des élections aux comités d'entreprise (1)

Source : Ministère de l'Emploi, du Travail et de la Cohésion sociale — *Unité* : % des suffrages exprimés

	r 1995	r 1996	r 1997	r 1998	r 1999	r 2000	r 2001	2002
Ensemble des salariés :								
CGT	19,7	23,6	20,4	24,3	21,5	24,4	22,6	24,2
CFDT	20,5	21,5	20,8	21,7	22,9	22,9	22,8	22,4
CFTC	5,1	4,5	5,1	4,9	5,8	5,3	6,0	5,6
FO	12,3	12,1	12,1	12,1	12,2	12,4	13,1	12,4
CGC	6,4	5,8	6,4	5,8	6,3	5,7	6,1	5,4
Autres syndicats	6,2	7,3	5,9	7,0	5,6	7,4	6,5	8,0
Non syndiqués	29,9	25,1	29,3	24,1	25,8	21,9	23,0	22,0
Ouvriers et employés (premiers collèges) :								
CGT	25,5	30,2	26,0	30,7	27,3	31,0	28,3	30,3
CFDT	20,8	22,0	21,3	21,8	23,2	22,9	23,3	22,5
CFTC	5,3	4,4	5,5	4,8	6,1	5,2	6,4	5,6
FO	13,7	13,4	13,4	13,5	13,7	13,7	14,7	13,6
CGC	1,0	0,7	1,1	0,9	1,3	0,6	0,8	0,9
Autres syndicats	5,4	6,3	5,0	6,1	4,7	6,8	5,6	7,0
Non syndiqués	28,3	23,1	27,7	22,2	23,7	19,9	21,1	20,1
Maîtrise, techniciens et cadres [deuxièmes et troisièmes collèges (2)] :								
CGT	10,4	12,8	11,1	13,2	11,6	13,1	12,7	13,5
CFDT	20,0	21,0	19,5	21,5	21,7	22,4	21,6	21,1
CFTC	5,0	4,6	4,8	5,2	5,4	5,7	5,5	5,7
FO	10,3	10,2	10,2	9,9	9,8	10,4	10,6	10,5
CGC	17,6	16,4	17,5	16,3	17,1	16,4	17,3	15,7
Autres syndicats	7,8	9,7	7,7	9,1	7,3	9,0	8,3	10,3
Non syndiqués	28,9	25,4	29,2	24,7	27,1	23,0	24,0	23,2
Collèges uniques								
CGT	12,4	13,3	13,3	13,5	13,8	16,0	16,6	15,6
CFDT	20,8	20,1	22,1	22,6	26,0	26,2	24,7	27,3
CFTC	3,4	4,0	3,8	3,7	4,0	4,2	4,7	4,1
FO	9,6	8,9	9,1	9,0	9,0	10,0	10,1	9,6
CGC	1,4	2,7	2,0	3,3	2,0	1,6	1,4	1,6
Autres syndicats	5,5	6,1	5,4	4,3	5,3	5,2	6,3	6,0
Non syndiqués	46,9	45,0	44,2	43,5	40,0	36,8	36,2	35,8

(1) Depuis 1992, les élections SNCF ont lieu les années paires.
(2) Troisième collège à partir du moment où il est constitué.

Chapitre D.01

○ Revenus et Salaires

1 Présentation.
2 Méthodologie.
3 Définitions.
4 Sources de documentation.
5 Tableaux.

❍ Liste des tableaux

1 Revenus annuels moyens et effectifs des ménages selon la catégorie socioprofessionnelle de la personne de référence, en 2001.

2 Effectifs et masse des salaires bruts en 2002 – France entière.

3 Salaires bruts annuels moyens en 2002 – France entière.

4 Distribution par décile des salaires annuels, nets de prélèvements, dans les entreprises privées, publiques et les hôpitaux.

5 Prélèvements sociaux sur les salaires.

6 Salaire minimum interprofessionnel de croissance SMIC (moyennes annuelles).

7 Proportion de salariés payés au SMIC selon l'activité économique au 1er juillet.

8 Gains bruts mensuels moyens selon la taille, l'activité économique de l'établissement, le sexe et la catégorie socioprofessionnelle des salariés en 2002.

9 Gains bruts moyens et leur décomposition selon l'activité économique de l'établissement et la catégorie socioprofessionnelle des salariés en 2002.

10 Salaire annuel net monétaire moyen des agents de l'État par catégorie socioprofessionnelle, statut et sexe, en 2003.

11 Taux des rémunérations annexes des agents de l'État par catégorie socioprofessionnelle, statut et sexe, en 2003.

12 Distribution par décile des salaires annuels, nets de prélèvements, de la Fonction publique d'État.

13 Indice des traitements bruts et nets des fonctionnaires civils titulaires de l'État (moyennes annuelles).

14 Structure des coûts de la main-d'œuvre.

15 Structure du coût de la main-d'œuvre dans l'industrie dans les pays de l'Union européenne (à 15) en 2000.

16 Coût horaire de la main-d'œuvre par secteur dans 23 pays de l'Union européenne et 2 pays candidats en 2000.

1
❍ Présentation

En 2002, le salaire brut mensuel moyen pour les emplois à temps complet du secteur privé et semi-public s'établit à 2 275 euros, en progression de 2,5 % par rapport à 2001 et de 0,6 % en euros constants, compte tenu de la hausse des prix à la consommation de 1,9 % en moyenne annuelle.
En raison de la poursuite de la mise en place des lois Aubry sur la réduction du temps de travail, les salaires horaires augmentent davantage que les salaires mensuels. Par ailleurs, dans le secteur privé et semi-public (hors apprentis et stagiaires), une femme salariée à temps complet perçoit une rémunération brute inférieure de plus de 20 % à celle d'un homme. Cet écart, comparable à celui observé en 2001, tend à se réduire sur longue période avec l'élévation progressive du niveau de qualification des femmes.
En 2002, le rapport interdécile (rapport entre le 9ème et le 1er décile) reste stable (autour de 3). En rémunération brute, 10 % des salariés à temps complet gagnent moins de 1 240 euros par mois, tandis que 10 % gagnent plus de 3 600 euros.
Les 1,87 million d'agents titulaires et non titulaires des ministères civils de l'État travaillant en métropole perçoivent en 2002, un salaire annuel brut moyen de 28 852 euros, soit 2 404 euros par mois. Ceci correspond à un traitement indiciaire brut de 24 286 euros et à des compléments de rémunérations de 4 566 euros. Une fois prélevés 2 358 euros de cotisations sociales « salariées » , 2 187 euros pour la contribution sociale généralisée (CSG) et la contribution au remboursement de la dette sociale (CRDS), la rémunération moyenne nette de prélèvements est de 24 308 euros, soit 2 026 euros par mois.
Le salaire brut moyen des agents de l'État augmente de 2,0 % en euros courants en 2002. Le salaire net croît de 2,1 % en euros courants. Cette croissance est due pour 1,8 % aux revalorisations salariales et pour 0,3 % à l'évolution de la qualification moyenne des agents. Compte tenu d'une hausse des prix de 1,9 % en moyenne annuelle en 2002, le salaire net moyen progresse de 0,2 % en euros constants pour l'ensemble des agents. Celui des employés et ouvriers augmente de 1,5 % contre - 0,1 % pour les professions intermédiaires et - 1,3 % pour les cadres.
En 2002, la moitié des agents titulaires de l'État perçoit un salaire mensuel net de prélèvements supérieur à 1 923 euros. En bas de l'échelle des salaires, 10 % gagne moins de 1 305 euros alors qu'à l'autre extrémité 10 % des agents dispose de plus de 3 083 euros, soit 2,4 fois plus. Ce rapport interdécile (D9/D1) est le même qu'en 2001.
L'écart des salaires entre hommes et femmes reste stable : en 2002, les salaires masculins sont en moyenne supérieurs de 16,5 % aux salaires féminins comme en 2001.
En France métropolitaine, la moitié de la population vit dans un ménage qui déclare un revenu fiscal inférieur à 14 650 euros par unité de consommation (uc) en 2001. 10 % de la population vit dans un ménage qui déclare moins de 5 469 euros par uc et a contrario, 10 % appartient à un ménage déclarant plus de 29 943 euros. Le rapport entre les revenus les plus élevés et les plus faibles est de 5,5. Sur 100 euros de revenu déclaré 66 sont d'origine salariale, 22,4 proviennent de retraites, pensions et rentes, 7,6 de revenus de professions indépendantes et 4 d'autres revenus (patrimoine).
En Europe, les coûts de la main-d'œuvre les plus élevés sont enregistrés dans les secteurs des activités financières (section J) et de l'énergie (section E) dans les États de l'Union européenne à 25. En revanche, le commerce (section G) et les hôtels et restaurants (section H) comptent parmi les secteurs dont les coûts de la main-d'œuvre sont les plus bas.

2
❍ Méthodologie

Revenu des ménages

Les comptes de revenus des ménages par catégorie socioprofessionnelle reposent largement sur l'exploitation des données fiscales collectées par la Direction générale des Impôts en vue de l'établissement de l'impôt sur le revenu. Cette exploitation est effectuée tous les cinq ou six ans.

Les revenus monétaires déclarés aux enquêtes sont issus de l'enquête annuelle sur les revenus fiscaux (ERF), réalisée en 2001. Cette enquête s'appuie sur les déclarations fiscales d'un échantillon de 70 000 ménages. Les résultats sont donc basés sur les revenus déclarés au fisc qui, notamment, ne comprennent pas les revenus du patrimoine exonérés d'impôts ou soumis au prélèvement libératoire. De nos jours, la quasi-totalité de la population remplit une déclaration fiscale et se trouve donc couverte par cette source.

Salaires et les gains

Les tableaux donnant les salaires annuels moyens (secteurs privé et semi-public) résultent de l'exploitation des DADS (déclarations annuelles de données sociales) adressées par les employeurs aux administrations fiscale, sociale et à l'INSEE. Le champ de l'exploitation des DADS couvre l'ensemble des employeurs et de leurs salariés, sauf ceux de l'agriculture et de la sylviculture, les agents des organismes de l'État titulaires ou non, les services domestiques et les activités extra-territoriales. Symétriquement les salariés des établissements publics ainsi que ceux des industries ou services agricoles sont inclus dans l'exploitation, même s'ils relèvent du régime social agricole. Le champ des déclarations annuelles de données sociales recouvre donc l'essentiel des secteurs privé et semi-public. Ces exclusions peuvent expliquer certaines différences entre les statistiques fournies par l'UNEDIC et les résultats issus des DADS, notamment pour les secteurs E2, les arsenaux faisant partie des Administrations publiques et P2, Q1, Q2 et R1, une partie de ces secteurs étant exclue du champ. La collecte imparfaite des DADS dans certains secteurs d'activité (A0, par exemple) est aussi une cause de différence entre les deux sources statistiques. Les résultats présentés ici excluent en outre les chefs d'entreprises salariés, les agents des collectivités territoriales, les apprentis, les stagiaires et les titulaires d'emplois aidés. À partir de 2002, les salaires tirés des DADS sont présentés selon un seul concept : celui de salaire brut. Le salaire brut concerne l'intégralité des sommes perçues par le salarié au titre de son contrat de travail, avant toute déduction de cotisations obligatoires. Il intègre donc, en particulier l'intéressement et la participation.

L'enquête annuelle ACEMO permet de connaître la décomposition de la masse salariale brute versée par établissement par grande catégorie professionnelle et par sexe : salaire de base, heures supplémentaires, primes - hors intéressement et participation. Elle fournit en outre des informations sur la part des différents types de primes et indemnités (hors intéressement et participation), en distinguant périodicité fixe et occasionnelle : primes d'ancienneté, primes fixes mensuelles, primes fixes non mensuelles liées au salaire de base, primes de montants variables liées à la performance ou bien primes exceptionnelles.

L'enquête ACEMO dans les « petites entreprises » est réalisée par voie postale auprès d'un échantillon d'entreprises de moins de 10 salariés, au mois de juin de chaque année. Le taux de sondage est d'un vingtième et l'échantillon est renouvelé d'un quart chaque année. Les résultats de cette enquête annuelle sont issus de l'exploitation d'environ 40 000 questionnaires. Le concept de rémunération utilisé correspond à l'ensemble de la rémunération brute relative au mois de juin, toutes primes versées au salarié incluses (hors intéressement et participation), quel qu'en soit le rythme.

Le calcul des niveaux de gains mensuels moyens dans les établissements de 10 salariés ou plus a été élaboré à partir des informations issues des déclarations annuelles de données sociales (DADS) que les entreprises adressent à l'administration. Les résultats sont issus de l'exploitation du sondage au 12ème pour les déclarations de 2001 et 2002.

Afin de se rapprocher des concepts de la comptabilité nationale, le mode de calcul des gains bruts a été modifié par rapport aux publications précédentes. Le gain brut correspond à l'intégralité des traitements, salaires et gratifications perçus par le salarié,

avant toute déduction des cotisations obligatoires à la charge du salarié. Il intègre dorénavant les sommes versées au titre de la participation ou de l'intéressement, ainsi que l'abondement éventuel de l'employeur à des plans d'épargne.
Pour les salariés à temps complet, les effectifs sont convertis en années-travail au prorata de leur durée de présence. Les salaires sont rapportés à cette durée. Par exemple, un salarié ayant travaillé durant six mois et ayant perçu 10 000 euros compte pour 0,5 année-travail rémunérée à 20 000 euros par an pour le calcul des salaires moyens. Les évolutions de rémunérations issues des DADS étudiées ici portent ainsi sur l'ensemble des salariés à temps complet des entreprises de 10 salariés et plus ayant reçu une rémunération au cours de 2001 ou de 2002.

Salaires de la Fonction publique de l'État

L'exploitation des fichiers informatisés de paie de la Fonction publique permet d'extraire, entre autres, des données sur le salaire annuel net moyen des agents de l'État et sur le niveau de leurs primes et indemnités. Celles-ci s'ajoutent au traitement de base, obtenu en multipliant l'indice majoré de chaque agent par la valeur du point d'indice. La grille indiciaire de la fonction publique va d'un minimum (263) à un maximum (820), au-delà duquel se situe « l'échelle-lettre », elle-même subdivisée en groupes (de A à G) et chevrons (de 1 à 3). L'équivalent indiciaire du groupe E, 2e chevron est de 1 319 (les lettres F et G étant réservées aux ministres ou secrétaires d'État, et à quelques emplois, tels les préfets de région, les hauts magistrats et les chefs d'État-major...). Au traitement brut il faut ajouter éventuellement, d'une indemnité de résidence (1 ou 3 % du traitement) et d'un supplément familial pour enfants à charge pour obtenir le salaire brut. À celui-ci, on déduit la retenue pour pension, la cotisation maladie de sécurité sociale et, le cas échéant (indices dépassant un certain seuil : 286) la contribution de solidarité pour les travailleurs sans emploi (qui remplace la cotisation aux ASSEDIC), la contribution sociale généralisée (CSG) et, depuis 1996, la contribution au remboursement de la dette sociale (CRDS) pour arriver au salaire net.
De plus, un indice des traitements de la Fonction publique d'État est élaboré. Cet indice vise à représenter ce qu'aurait été l'évolution du salaire moyen dans la Fonction publique d'État dans l'hypothèse où il n'y aurait eu aucun recrutement et aucun départ et où chacun des salariés aurait gardé, en l'absence de tout avancement ou de toute promotion, la même situation professionnelle. Cet indice prend en compte l'incidence moyenne, pour l'ensemble des fonctionnaires civils titulaires de l'État, des mesures concernant l'indemnité de résidence et le supplément familial de traitement. Il est calculé sur des salaires qui ne tiennent pas compte de la plupart des mesures concernant les primes et indemnités.
Certaines mesures catégorielles étant rétroactives, cet indice des traitements ne devient définitif qu'au bout d'une période qui peut être généralement estimée à deux ans.
Dans ce chapitre, les résultats relatifs aux salaires annuels nets de prélèvements ne sont pas directement comparables, les champs étant différents.

Coût de la main-d'œuvre

Les enquêtes sur les coûts de la main-d'œuvre sont des enquêtes obligatoires, quadriennales et coordonnées au niveau européen. Elles existent depuis 1966 et, depuis 1999, elles s'inscrivent dans un cadre réglementaire européen. Ces enquêtes sont réalisées en alternance avec les enquêtes de la structure des salaires.
Le règlement européen du 9 mars 1999 stipule qu'il convient d'actualiser régulièrement les statistiques sur les salaires et les coûts pour tenir compte des changements intervenant dans la structure de la main-d'œuvre, la répartition des salaires et la composition des dépenses des entreprises au titre des salaires et des cotisations patronales. La dernière enquête réalisée se rapporte à 2000.
Pour chaque enquête, un règlement de la Commission européenne fournit la liste des variables à envoyer à Eurostat, le champ de l'enquête détaillé selon chaque variable, ainsi que les modalités d'envoi. Par contre, chaque pays est libre d'organiser comme il l'entend la collecte des informations, du moment que les réponses respectent certaines normes de qualité. En France, la collecte de l'information demandée s'est faite pour partie grâce à une enquête adressée à un échantillon d'établissements et pour partie grâce à l'information recueillie dans les DADS. Les établissements interrogés dans les enquêtes sont un échantillon d'établissements des entreprises de plus de 10 salariés, implantées en France métropolitaine, des secteurs de l'industrie (y compris l'énergie), de la construction, du commerce et des services du secteur privé. En 2000, le nombre d'établissements constituant l'échantillon s'élève à 25 000. Le tirage de l'échantillon d'établissement respecte un principe d'interrogation alternée avec les autres enquêtes pour les établissements ayant moins de 200 salariés. En revanche, tous les établissements de 200 salariés ou plus sont interrogés.

3 ○ Définitions

Coût de la main-d'œuvre

Le coût de la main-d'œuvre est constitué de l'ensemble des dépenses qui incombent à l'entreprise en contrepartie directe de l'emploi d'un salarié : rémunération directe (salaire de base, primes mensuelles et autres, congés payés, etc.), charges sociales légales (déductions faites des subventions reçues et des allègements), conventionnelles et contractuelles, charges d'apprentissage et de formation professionnelle, participation aux frais de transport, avantages en nature, oeuvres sociales, impôts et taxes.

Gains

Voir dans la méthodologie « Les salaires et les gains ».

Niveau de vie des individus

Revenu disponible du ménage par unité de consommation (le niveau de vie d'un individu est celui de son ménage).

Rémunération de la Fonction publique

La Fonction publique comprend la Fonction publique d'État (ensemble des agents employés dans les différents ministères), la Fonction publique territoriale (personnel des collectivités locales) et la Fonction publique hospitalière (personnel des hôpitaux publics).
Le minimum mensuel de rémunération existe dans la Fonction publique depuis octobre 1955 et joue un rôle analogue à celui du SMIC dans le secteur privé. Il s'applique aux fonctionnaires titulaires de plus de 18 ans ; il est défini par un indice majoré variable dans le temps. Une indemnité de résidence variable selon le lieu de travail, s'ajoute en fonction également de l'indice de rémunération.
Les échelles indiciaires ont été modifiées à différentes reprises par l'octroi à tous les fonctionnaires de points uniformes d'indice. Ces mesures ont contribué à un léger resserrement de l'éventail hiérarchique.
L'indemnité de résidence, qui s'ajoute au traitement proprement dit, est calculée en pourcentage de celui-ci. Les communes sont classées dans différentes zones dont le nombre est passé de 10 en 1950, date d'entrée en vigueur du statut des fonctionnaires, à 3 depuis novembre 1974. Parallèlement, le taux de l'indemnité de résidence a diminué, celle-ci étant intégrée dans le traitement proprement dit, ce qui a contribué à majorer les pensions de retraite des fonctionnaires. Depuis novembre 1983, cette intégration est totale pour les communes classées en zone 3, l'indemnité de résidence ne subsistant plus qu'à Paris (au taux de 3 %), en Corse et dans quelques grandes villes (au taux de 1 %).
Les traitements augmentent sous l'effet de mesures générales (proportionnelles ou uniformes) ou catégorielles ; celles-ci peuvent concerner un seul corps de fonctionnaires (instituteurs, professeurs de collège, agents et adjoints administratifs des administrations centrales et des services déconcentrés), un ensemble de corps ou un ministère, ou même toute une catégorie statutaire comprenant plus de 500 000 personnes.

Revenu initial d'un ménage

Revenu déclaré au fisc, dans lequel on a réintégré la CSG déductible prélevée sur les revenus d'activité et de rem-

placement. Il s'agit donc du revenu avant prestations et impôts. Les revenus déclarés comprennent les revenus d'activité indépendante ou salariée, les indemnités de chômage (y c. l'ASS), les pensions (retraites, invalidité et alimentaires) et les revenus du patrimoine mentionnés sur la déclaration fiscale.

Revenu avant impôts

Revenu initial augmenté des prestations sociales (prestations familiales, allocations logement et minima sociaux). Les prestations familiales comprennent les allocations familiales et d'autres prestations généralement soumises à conditions de ressources (APJE, complément familial, AES, APE , ASF, ARS). Les minima sociaux incluent ici le minimum-vieillesse, le RMI, l'API, l'AAH et son complément.

Revenu disponible

Le revenu disponible est égal au revenu avant impôts diminué des impôts directs. Les impôts pris en compte dans les tableaux sont l'impôt sur le revenu, la taxe d'habitation et les contributions sociales (CSG, CRDS et prélèvement social sur les revenus du patrimoine). Il n'est tenu compte ni des taxes foncières ni de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF).

SMIC

L'évolution du salaire minimum de croissance (SMIC) [loi n° 70-7 du 2 janvier 1970] est fonction de la hausse des prix à la consommation des ménages. De plus, le SMIC peut être relevé eu égard à l'évolution des conditions économiques générales[1]. Cette même loi détermine l'entrée en vigueur depuis janvier 1970 d'un minimum garanti, indexé sur les prix uniquement, qui sert au calcul de diverses allocations indemnités, primes, plafonds de ressources ou exemptions fiscales.

4 ❍ Sources de documentation

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du Ministère de l'Emploi, du Travail et de la Cohésion sociale et des divisions « Salaires et revenus d'activité », « Exploitation des fichiers administratifs sur l'emploi et les revenus » et « Revenus et Patrimoine des ménages » de l'INSEE.

Organismes :

- Direction générale des Impôts ;
- INSEE ;
- Eurostat ;
- Journal officiel ;
- Ministère de l'Emploi, du Travail et de la Cohésion sociale.

Sites Internet :

- www.travail.gouv.fr
- www.insee.fr

Publications :

Ministère de l'Emploi, du Travail et de la Cohésion sociale

– ***Direction des Relations du Travail***

– « Le salaire », Collection *Transparences*, mai 2003.

– ***Direction de l'animation, de la recherche, des études et des statistiques (DARES)***

Premières informations, Premières synthèses.

INSEE

INSEE-Première :

– « Patrimoine des ménages début 2004 – Le déploiement de l'épargne salariale », n° 985, septembre 2004 ;
– « Les salaires dans les entreprises en 2002 – Une année en demi-teinte », n° 980, juillet 2004 ;
– « Les salaires des agents de l'État en 2002 », n° 977, juillet 2004 ;
– « Le coût de la main-d'œuvre en France et en Allemagne », n° 970, juin 2004 ;
– « Une dirigeante de société gagne un tiers de moins que son homologue masculin – Les salaires des dirigeantes de société en 2001 », n° 951, mars 2004 ;
– « Évolution des niveaux de vie de 1996 à 2001 », n° 947, février 2004 ;
– « Le pouvoir d'achat des entrepreneurs individuels, très sensible à la conjoncture », n° 945, janvier 2004 ;
– « La carte de France des revenus déclarés », n° 900, mai 2003.

INSEE-Résultats, Série Économie :

– « Comptes nationaux : Rapport sur les comptes de la Nation 2003 », n° 14, juillet 2004.

INSEE-Résultats, Série Société :

– « Les salaires dans l'industrie, le commerce et les services en 2002 », cédérom, à paraître ;
– « Le coût de la main d'œuvre en 2000 », n° 36, octobre 2004 ;
– « Le budget des familles en 2001 », n° 29, avril 2004 ;
– « Les mouvements de main d'œuvre dans les établissements de 50 salariés ou plus en 2001 et 2002 », n° 27, avril 2004.

Économie et Statistique :

– « Les carrières salariales par cohorte de 1967 à 2000 », Malik Koubi, n°s 369-370, juillet 2004.

Synthèses :

– « Les revenus d'activité des indépendants et des dirigeants jusqu'en 2001 », n° 78, août 2004.

France Portrait social, Édition 2004-2005.

Eurostat

Statistiques en bref, Thème 3 :

– « Enquête sur les coûts de la main-d'œuvre 2000 – États membre et Pays candidats », n° 18, 2003.

5 ❍ Tableaux

Des tableaux détaillés, rétrospectifs, « séries » et supplémentaires sont disponibles sur le cédérom (cf. liste en fin d'annuaire).

---

[1] Le SMIC s'applique également aux salariés agricoles ; la rémunération minimale en agriculture peut, toutefois, être réduite contractuellement dans la limite de 10 % pour les salariés n'ayant aucune capacité professionnelle réduite. Il est révisé de droit selon deux modalités :

— Chaque hausse d'au moins 2 % de l'indice des prix à la consommation est automatiquement suivie d'un relèvement du SMIC dans les mêmes proportions ;

— Une réévaluation a lieu chaque année au mois de juillet de façon à ce que l'accroissement du pouvoir d'achat du SMIC ne soit pas inférieur à la moitié du gain de pouvoir d'achat du taux de salaire horaire ouvrier ;

— Enfin, clause non obligatoire, le gouvernement peut décider de porter en cours d'année le SMIC à un niveau supérieur à celui qui résulterait de la seule évolution des prix (c'est ce que l'on nomme « coup de pouce »).

TABLEAU D.01-1

Revenus annuels moyens et effectifs des ménages selon la catégorie socioprofessionnelle de la personne de référence, en 2001 (1)

Source : INSEE (enquête revenus fiscaux) — *Unité* : Euro

Catégorie socioprofessionnelle de la personne de référence	Nombre de ménages	%	Revenu déclaré par le ménage	Revenu disponible monétaire du ménage	Niveau de vie des individus du ménage
Agriculteurs sur petite exploitation	54 990	0,2	18 800	18 720	11 160
Agriculteurs sur moyenne exploitation	99 790	0,4	24 010	22 650	12 280
Agriculteurs sur grande exploitation	234 060	1,0	31 540	29 130	14 610
Artisans	549 680	2,2	35 590	33 000	16 960
Commerçants et assimilés	419 200	1,7	41 210	36 730	20 450
Chefs d'entreprise de 10 salariés ou plus	113 310	0,5	95 570	75 590	37 870
Professions libérales	236 560	1,0	87 670	68 250	35 770
Cadres de la fonction publique	248 630	1,0	51 300	45 140	25 020
Professeurs, professeurs scientifiques	450 860	1,8	49 240	42 750	25 980
Professions de l'information, des arts et des spectacles	156 890	0,6	32 870	30 300	19 550
Cadres administratifs et commerciaux d'entreprises	768 520	3,1	58 940	49 560	27 900
Ingénieurs et cadres techniques d'entreprises	788 560	3,2	51 460	45 670	25 110
Instituteurs et assimilés	391 140	1,6	32 150	29 630	18 520
Professions intermédiaires de l'enseignement, de la santé et du travail social	427 380	1,7	30 040	28 150	18 350
Clergé, religieux	n.s.	n.s.	n.s.	n.s.	n.s.
Professions intermédiaires administratives de la fonction publique	241 410	1,0	34 040	31 890	18 220
Professions intermédiaires administratives et commerciales des entreprises	922 900	3,8	32 100	30 060	18 230
Techniciens	813 010	3,3	32 540	30 890	17 420
Contremaîtres, agents maîtrise	504 640	2,1	34 430	33 040	16 920
Employés civils et agents de service de la fonction publique	835 250	3,4	22 110	22 370	14 140
Policiers et militaires	424 880	1,7	26 940	26 880	14 850
Employés administratifs d'entreprises	786 170	3,2	22 700	22 380	15 060
Employés de commerce	345 950	1,4	19 380	20 280	13 170
Personnels des services directs aux particuliers	413 200	1,7	14 050	16 420	10 990
Ouvriers qualifiés de type industriel	1 283 590	5,2	26 180	26 570	13 890
Ouvriers qualifiés de type artisanal	1 299 600	5,3	23 750	24 760	13 100
Chauffeurs	571 860	2,3	24 550	25 330	13 160
Ouvriers qualifiés de la manutention, du magasinage et du transport	377 880	1,5	25 390	26 050	13 700
Ouvriers non qualifiés de type industriel	737 070	3,0	18 980	21 200	11 690
Ouvriers non qualifiés de type artisanal	397 350	1,6	17 310	20 180	10 850
Ouvriers agricoles	156 410	0,6	19 560	21 800	11 620
Anciens agriculteurs exploitants	662 010	2,7	14 740	14 490	10 980
Anciens artisans, commerçants, chefs d'entreprise	700 410	2,9	22 780	20 600	15 530
Anciens cadres	828 080	3,4	42 460	36 380	25 680
Anciennes professions intermédiaires	1 349 870	5,5	27 900	25 300	18 370
Anciens employés	1 803 670	7,4	18 520	17 770	14 980
Anciens ouvriers	2 345 700	9,6	18 790	18 570	13 180
Chômeurs n'ayant jamais travaillé	n.s.	n.s.	n.s.	n.s.	n.s.
Personnes sans activité professionnelle de moins de 60 ans (sauf retraités)	1 054 490	4,3	13 480	17 580	10 810
Personnes sans activité professionnelle de 60 ans et plus (sauf retraités)	622 310	2,5	14 610	14 860	12 760
Ensemble	**24 466 630**	**100,0**	**27 970**	**26 570**	**16 540**

(1) Champ revenus : revenu fiscal positif ou nul. Champ ménages : ménages ordinaires hors ménages dont la personne de référence est étudiante.

TABLEAU D.01-2

Effectifs et masse des salaires bruts en 2002 (1) - France entière

Source : INSEE (exploitation des DADS)

Activité économique	NES 36	Nombre de postes rémunérés dans l'année	Masse des salaires bruts (millions d'euros)
Agriculture, sylviculture et pêche	A0	13 695	239,3
Industries agricoles et alimentaires	B0	705 590	11 797,7
Habillement, cuir	C1	128 212	2 140,1
Édition, Imprimerie, reproduction	C2	241 794	5 700,5
Pharmacie, parfumerie et entretien	C3	164 258	5 151,3
Industries des équipements du foyer	C4	217 707	4 170,2
Industrie automobile	D0	301 369	7 940,8
Construction navale, aéronautique et ferroviaire	E1	135 913	4 179,8
Industries des équipements mécaniques	E2	489 071	11 102,4
Industries des équipements électriques et électroniques	E3	272 639	7 798,0
Industries des produits minéraux	F1	186 016	4 130,8
Industrie textile	F2	120 395	2 192,4
Industrie du bois et du papier	F3	199 911	4 042,0
Chimie, caoutchouc, plastiques	F4	394 658	9 596,7
Métallurgie et transformation des métaux	F5	494 104	10 619,1
Industries des composants électriques et électroniques	F6	210 868	5 258,1
Production de combustibles et de carburants	G1	38 047	1 472,8
Eau, gaz, électricité	G2	239 983	6 659,8
Construction	H0	1 433 883	25 761,3
Commerce et réparation automobile	J1	493 468	8 552,8
Commerce de gros	J2	1 195 481	26 620,0
Commerce de détail, réparation	J3	2 055 429	25 171,9
Transports	K0	1 290 891	25 783,4
Activités financières	L0	832 534	25 249,1
Activités immobilières	M0	344 144	5 901,5
Postes et télécommunications	N1	634 089	14 014,6
Conseils et assistance	N2	1 550 047	42 424,1
Services opérationnels	N3	2 767 006	25 550,9
Recherche et développement	N4	148 384	4 498,1
Hôtels et restaurants	P1	1 240 192	12 106,1
Activités récréatives, culturelles et sportives	P2	467 615	7 124,4
Services personnels et domestiques	P3	190 569	2 128,3
Éducation	Q1	328 967	4 940,4
Santé, action sociale	Q2	2 518 498	44 760,4
Administration publique	R1	357 792	8 221,8
Activités associatives et extra-territoriales	R2	339 553	5 116,2
Total		**22 742 772**	**418 205,2**

(1) Champ : entreprises privées, publiques et hôpitaux, hors agriculture-sylviculture, fonction publique d'État et fonction publique territoriale ; y compris DOM.

TABLEAU D.01-3

Salaires bruts annuels moyens en 2002 (1) - France entière

Source : INSEE (exploitation des DADS)

Unités : Salaires : Euro
Effectifs : Millier d'années-travail

Activité économique	NES 36	Effectifs toutes catégories	Par sexe			Par catégorie socioprofessionnelle				
			Ensemble	Hommes	Femmes	Cadres supérieurs et chefs d'entreprise	Profes-sions intermé-diaires	Employés	Ouvriers qualifiés	Ouvriers non qualifiés
Agriculture, sylviculture et pêche	A0	8,3	26 037	26 814	19 065	51 558	36 918	20 228	24 884	21 862
Industries agricoles et alimentaires	B0	449,4	23 465	25 229	20 013	55 353	29 899	18 347	20 928	17 830
Habillement, cuir	C1	92,4	21 235	27 237	18 814	57 435	28 565	19 985	17 097	15 525
Édition, Imprimerie, reproduction	C2	165,4	31 389	33 431	28 035	50 303	30 965	22 499	24 562	19 131
Pharmacie, parfumerie et entretien	C3	122,5	38 158	42 793	33 863	65 394	35 483	26 206	25 807	20 122
Industries des équipements du foyer	C4	163,6	23 626	25 123	20 577	52 212	28 646	20 455	19 699	17 317
Industrie automobile	D0	254,8	29 638	30 296	25 814	56 613	32 522	25 909	24 093	22 477
Construction navale, aéronautique et ferroviaire	E1	110,8	35 667	36 437	30 654	58 760	34 936	26 853	26 807	20 590
Industries des équipements mécaniques	E2	377,9	27 214	27 637	24 187	52 914	29 666	21 866	21 921	18 832
Industries des équipements électriques et électroniques	E3	207,0	35 348	38 303	27 283	55 542	29 272	23 766	21 454	18 254
Industries des produits minéraux	F1	150,8	26 106	26 774	22 525	56 930	31 422	22 292	22 535	18 849
Industrie textile	F2	94,5	21 969	24 737	18 424	53 900	27 823	19 835	18 571	16 341
Industrie du bois et du papier	F3	156,6	24 344	25 013	21 480	56 549	30 833	21 700	21 338	17 633
Chimie, caoutchouc, plastiques	F4	314,3	28 472	30 013	23 474	59 382	31 753	23 260	22 501	18 860
Métallurgie et transformation des métaux	F5	389,4	25 316	25 965	21 705	53 431	30 304	22 081	22 269	18 511
Industries des composants électriques et électroniques	F6	161,0	29 533	33 124	22 694	53 543	29 493	22 825	21 503	18 530
Production de combustibles et de carburants	G1	31,3	43 702	44 436	39 153	76 850	40 616	33 114	32 061	26 238
Eau, gaz, électricité	G2	161,2	34 664	35 468	30 690	58 151	31 171	24 884	25 533	24 128
Construction	H0	1 049,5	23 450	23 427	23 789	53 488	30 468	21 094	20 360	17 323
Commerce et réparation automobile	J1	342,9	23 388	23 878	20 847	51 553	29 415	18 143	19 326	17 656
Commerce de gros	J2	838,2	29 777	31 593	25 514	57 473	29 520	20 185	19 941	17 489
Commerce de détail, réparation	J3	918,6	21 079	23 197	19 139	43 333	24 167	17 279	18 777	17 319
Transports	K0	916,3	25 306	25 681	23 593	50 883	28 445	21 377	21 890	18 606
Activités financières	L0	568,0	40 000	49 273	31 437	64 966	30 559	24 905	25 584	20 694
Activités immobilières	M0	183,8	27 360	31 172	23 745	54 786	27 875	19 821	20 413	17 249
Postes et télécommunications	N1	444,0	27 648	29 764	24 551	45 326	26 655	21 334	21 320	18 703
Conseils et assistance	N2	1 009,1	38 381	43 964	30 000	55 057	27 490	20 952	21 094	17 914
Services opérationnels	N3	949,9	21 248	21 643	20 443	51 966	27 068	18 190	19 533	16 715
Recherche et développement	N4	109,8	38 325	42 388	32 528	46 814	28 277	24 134	24 526	19 340
Hôtels et restaurants	P1	474,3	20 127	21 379	18 276	43 795	25 039	17 251	18 478	17 075
Activités récréatives, culturelles et sportives	P2	171,3	31 292	34 274	26 802	49 870	31 043	18 736	20 573	17 418
Services personnels et domestiques	P3	90,5	18 058	21 972	16 590	43 478	23 866	16 258	17 399	15 261
Éducation	Q1	133,1	27 120	30 986	23 769	45 577	25 849	18 200	19 459	15 714
Santé, action sociale	Q2	1 398,2	25 302	27 920	24 253	50 807	28 480	20 227	20 815	10 107
Administration publique	R1	254,0	29 080	33 385	27 056	44 492	27 401	22 975	22 867	17 115
Activités associatives et extra-territoriales	R2	146,9	26 523	30 125	24 025	44 121	24 450	19 345	19 422	14 512
Ensemble		**13 409,6**	**27 294**	**29 067**	**24 184**	**53 811**	**28 728**	**19 815**	**21 096**	**17 389**

(1) Champ : salariés à temps complet hors dirigeants salariés et hors apprentis et stagiaires ; entreprises privées, publiques et hôpitaux ; hors agriculture-sylviculture, fonction publique d'État et fonction publique territoriale ; y compris DOM.

TABLEAU D.01-4

Distribution par décile des salaires annuels, nets de prélèvements (1), dans les entreprises privées, publiques et les hôpitaux (2)

Salariés à temps complet hors stagiaires et apprentis

Source : INSEE, DADS — *Unité* : Euro

Déciles	2000			2001			2002		
	Hommes	Femmes	**Ensemble**	Hommes	Femmes	**Ensemble**	Hommes	Femmes	**Ensemble**
D 1	11 230	10 190	**10 790**	11 540	10 530	**11 110**	11 974	10 907	**11 527**
D 2	12 760	11 420	**12 220**	13 060	11 760	**12 530**	13 451	12 098	**12 894**
D 3	14 140	12 500	**13 520**	14 450	12 850	**13 830**	14 804	13 131	**14 173**
D 4	15 580	13 710	**14 910**	15 920	14 020	**15 230**	16 249	14 288	**15 555**
D 5	17 270	15 130	**16 500**	17 610	15 440	**16 830**	17 932	15 695	**17 142**
D 6	19 330	16 810	**18 410**	19 690	17 140	**18 760**	20 054	17 410	**19 098**
D 7	22 170	18 850	**20 890**	22 580	19 250	**21 300**	22 980	19 572	**21 687**
D 8	26 660	21 620	**24 780**	27 250	22 210	**25 340**	27 759	22 560	**25 818**
D 9	36 020	26 950	**32 810**	37 040	27 880	**33 700**	37 448	28 275	**34 206**
D 9/D 1	3,21	2,64	**3,04**	3,21	2,65	**3,03**	3,12	2,59	**2,97**

(1) Cotisations sociales, contribution sociale généralisée (CSG instituée en 1991) et contribution pour le remboursement de la dette sociale (CRDS depuis le 1er janvier 1996).
(2) Les résultats de ce tableau sont définitifs et exhaustifs ; ils ne sont pas directement comparables avec ceux du tableau "Répartition des salaires, nets de prélèvements" disponible sur le cédérom.

TABLEAU D.01-5

Prélèvements sociaux sur les salaires

Source : INSEE — % du salaire brut

	1990	1995	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Cotisations des salariés, CSG et CRDS (1) :								
Taux de cotisation sur la partie du salaire								
inférieure au plafond de la sécurité sociale (non cadres)	18,0	20,9	20,8	21,0	21,0	20,9	20,9	21,2
comprise entre 1 et 4 fois le plafond (cadres)	12,5	18,1	19,0	19,7	19,7	19,4	19,1	19,4
comprise entre 4 et 8 fois le plafond (cadres)	9,5	14,2	15,4	16,0	16,1	16,1	16,1	16,1
Plafond sécurité sociale (mensuel brut en euro)	1 664,7	1 981,1	2 148,0	2 205,9	2 241,0	2 279,1	2 352,0	2 432,0
Cotisations patronales (2) :								
Taux de cotisation pour un salaire égal au SMIC	37,9	29,8	22,3	22,6	22,6	22,2	22,4	21,5
Taux de cotisation sur la partie du salaire								
inférieure au plafond de la sécurité sociale (3) (non cadres)	37,9	39,6	40,5	40,8	40,8	40,4	40,6	41,0
comprise entre 1 et 4 fois le plafond (cadres)	35,1	38,5	40,2	40,8	40,8	40,5	40,6	41,1
comprise entre 4 et 8 fois le plafond (cadres)	22,3	32,7	34,6	35,3	35,3	35,4	35,4	35,4

(1) Elles comprennent les cotisations de sécurité sociale, celles relatives aux retraites complémentaires, aux assedic, à la CSG et à la CRDS.
(2) Elles comprennent les cotisations de sécurité sociale hors accidents de travail (taux variable), celles relatives aux retraites complémentaires, aux assedic, au fonds de garantie des salaires, à la construction, à l'allocation logement, à la taxe d'apprentissage et à la formation professionnelle.
(3) Hors mesures d'allégements de charges patronales sur les bas salaires, mises en place à partir de juillet 1993.

TABLEAU D.01-6

Salaire minimum interprofessionnel de croissance SMIC (moyennes annuelles)

Source : Journal officiel — *Unité* : Euro par heure

	1995	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Métropole :								
SMIC brut (1)	5,53	5,90	6,07	6,17	6,31	6,54	6,75	7,01
Minimum garanti brut	2,68	2,77	2,79	2,81	2,83	2,88	2,93	2,98
Départements d'outre-mer :								
Antilles, Guyane, Réunion (SMIC brut) (1)	5,11	5,90	6,07	6,17	6,31	6,54	6,75	7,01
Métropole :								
SMIC net (2)	4,40	4,64	4,81	4,85	4,98	5,17	5,34	5,52

(1) Au 1er juillet 2004, le montant horaire brut est de 7,61 euros.
(2) Au 1er juillet 2004, le montant horaire net (CSG et CRDS déduites) est de 6,00 euros.

TABLEAU D.01-7

Proportion de salariés payés au SMIC selon l'activité économique au 1er juillet (1)

Source : Ministère de l'Emploi, du Travail et de la Cohésion sociale (METCS-DARES)
(enquête trimestrielle ACEMO sur l'activité et les conditions d'emploi de la main-d'œuvre) %

Activité économique	NES 16	NES 36	1998	1999	2000	2001	(2) 2002	(2) 2003
Industries agro-alimentaires	**EB**	**B0**	**20,2**	**20,7**	**21,2**	**23,1**	**18,9**	**17,4**
Industries des biens de consommation	**EC**		**12,7**	**10,7**	**12,7**	**13,8**	**13,0**	**13,8**
Habillement , cuir		C1	30,9	24,9	32,2	34,0	...	...
Édition, imprimerie, reproduction		C2	5,9	5,4	6,6	9,2	...	...
Pharmacie, parfumerie et entretien		C3	2,1	2,3	2,2	1,1	...	...
Industries des équipements du foyer		C4	12,3	10,8	12,2	13,6	...	...
Industrie automobile	**ED**	**D0**	**1,3**	**1,2**	**1,5**	**1,7**	**0,5**	**0,8**
Industries des biens d'équipement	**EE**		**3,8**	**4,2**	**4,3**	**4,1**	**4,8**	**5,1**
Construction navale, aéronautique et ferroviaire		E1	1,9	2,6	3,0	1,8	...	...
Industries des équipements mécaniques		E2	4,5	4,4	4,3	4,7	...	...
Industries des équipements électriques et électroniques		E3	3,7	4,9	4,8	4,2	...	...
Industries des biens intermédiaires	**EF**		**8,3**	**7,1**	**8,5**	**8,7**	**11,0**	**10,9**
Industries des produits minéraux		F1	7,8	6,6	8,5	8,3	...	...
Industrie textile		F2	19,4	16,3	17,9	20,6	...	...
Industries du bois et du papier		F3	11,6	10,3	11,9	13,7	...	...
Chimie, caoutchouc, plastiques		F4	6,2	5,0	6,7	6,2	...	...
Métallurgie et transformation des métaux		F5	6,5	5,7	6,9	7,3	...	...
Industries des composants électriques et électroniques		F6	6,9	5,6	6,3	5,0	...	...
Énergie	**EG**		**0,2**	**0,2**	**0,3**	**0,2**	**1,4**	**0,3**
Production de combustibles et de carburants		G1	0,1	0,1	0,3	–	...	...
Eau, gaz, électricité		G2	0,2	0,2	0,3	0,2	...	...
Construction	**EH**	**H0**	**9,4**	**11,7**	**12,3**	**11,5**	**15,4**	**13,6**
Commerce	**EJ**		**16,2**	**15,7**	**19,0**	**18,9**	**19,4**	**18,2**
Commerce et réparation automobile		J1	14,1	15,3	14,9	15,2	...	...
Commerce de gros		J2	9,5	8,9	9,1	9,2	...	...
Commerce de détail		J3	21,0	20,5	26,8	26,6	...	...
Transports	**EK**	**K0**	**6,4**	**5,9**	**5,6**	**5,5**	**8,2**	**7,3**
Activités financières	**EL**	**L0**	**2,8**	**2,0**	**2,2**	**2,3**	**2,6**	**2,8**
Activités immobilières	**EM**	**M0**	**16,7**	**15,5**	**16,0**	**14,6**	**13,2**	**11,5**
Services aux entreprises	**EN**		**11,6**	**12,2**	**10,1**	**9,9**	**9,7**	**9,7**
Postes et télécommunications		N1	...	0,8	0,5	7,7	...	...
Conseil et assistance		N2	4,3	6,5	5,9	5,4	...	...
Services opérationnels		N3	18,3	30,3	22,9	17,5	...	...
Recherche et développement		N4	1,4	1,3	1,7	1,3	...	...
Services aux particuliers	**EP**		**36,5**	**32,7**	**33,9**	**35,9**	**32,5**	**33,7**
Hôtels et restaurants		P1	45,4	38,9	40,7	43,3	...	...
Activités récréatives, culturelles et sportives		P2	16,0	17,4	18,8	18,6	...	...
Services personnels et domestiques		P3	31,0	34,6	33,1	36,9	...	...
Éducation, santé, action sociale	**EQ**		**10,8**	**14,2**	**15,4**	**14,8**	**15,5**	**10,1**
Éducation		Q1	8,0	10,2	9,2	8,2	...	...
Santé, action sociale		Q2	11,4	14,9	17,2	16,7	...	...
Administration (activités associatives)		R2	16,2	24,7	18,4	22,9	16,4	16,4
Ensemble des secteurs	**EB à ER**		**12,4**	**12,8**	**13,6**	**13,9**	**14,0**	**13,4**
Regroupements spéciaux								
Industries de transformation, non compris la construction	EB à EG	RS1	8,6	8,2	9,2	9,8	9,9	9,8
Industries de transformation, y compris la construction	EB à EH	RS5	...	9,0	9,9	10,2	11,2	10,7
Tertiaire (commerces, transports, services)	EJ à ER	RS6	14,5	14,9	15,6	16,0	15,6	14,8

(1) Champ ACEMO : ensemble des secteurs non agricoles, hors administration, personnel domestique et travail temporaire.
(2) À cause de l'apparition de différents niveaux de garantie mensuelle de rémunération (G.M.R.), une enquête SMIC spéciale, effectuée sur un nombre restreint d'entreprises, a été nécessaire en juillet 2002 et en juillet 2003 : les données ne sont pas fiables au niveau des secteurs d'activité NES 36.

TABLEAU D.01-8

Gains bruts mensuels moyens selon la taille, l'activité économique de l'établissement, le sexe et la catégorie socioprofessionnelle des salariés en 2002 (1)

Sources : INSEE (DADS), METCS-DARES (Enquête annuelle ACEMO) — *Unité* : Euro

Activité économique et catégorie socioprofessionnelle	NES 16	Établissements de moins de 10 salariés juin 2002			Établissements de 10 salariés et plus moyenne 2002		
		Hommes	Femmes	Ensemble	Hommes	Femmes	Ensemble
Gains mensuels des ouvriers		**1 600**	**1 500**	**1 600**	**1 780**	**1 440**	**1 720**
Industries de transformation (non compris la construction)	EB à EG	1 680	1 490	1 660	1 870	1 500	1 790
Construction	EH	1 560	1 490	1 560	1 730	1 420	1 730
Industries de transformation (y compris la construction)	EB à EH	1 600	1 490	1 600	1 830	1 490	1 770
Commerce	EJ	1 580	1 490	1 580	1 640	1 430	1 620
Transports	EK	1 610	1 410	1 600	1 830	1 630	1 820
Services	EL à ER	1 650	1 520	1 620	1 500	1 250	1 430
Gains mensuels des employés		**1 740**	**1 570**	**1 620**	**1 730**	**1 650**	**1 680**
Industries de transformation (non compris la construction)	EB à EG	1 670	1 520	1 550	2 140	1 830	1 900
Construction	EH	1 830	1 490	1 580	1 990	1 790	1 820
Industries de transformation (y compris la construction)	EB à EH	1 720	1 510	1 560	2 130	1 830	1 890
Commerce	EJ	1 890	1 510	1 660	1 600	1 490	1 530
Transports	EK	1 940	1 470	1 630	1 900	1 700	1 790
Services	EL à ER	1 600	1 590	1 590	1 720	1 670	1 690
Gains mensuels des professions intermédiaires		**2 140**	**1 950**	**2 060**	**2 520**	**2 220**	**2 410**
Industries de transformation (non compris la construction)	EB à EG	2 350	1 900	2 240	2 670	2 360	2 590
Construction	EH	2 120	1 760	2 080	2 550	2 270	2 520
Industries de transformation (y compris la construction)	EB à EH	2 260	1 860	2 180	2 650	2 350	2 580
Commerce	EJ	2 140	1 900	2 020	2 430	2 060	2 300
Transports	EK	2 110	1 820	1 930	2 420	2 160	2 350
Services	EL à ER	2 060	1 970	2 010	2 440	2 220	2 330
Gains mensuels des cadres		**2 940**	**2 570**	**2 850**	**5 050**	**3 940**	**4 770**
Industries de transformation (non compris la construction)	EB à EG	2 940	2 530	2 860	5 050	4 030	4 850
Construction	EH	2 510	2 170	2 500	4 950	3 910	4 850
Industries de transformation (y compris la construction)	EB à EH	2 730	2 430	2 700	5 030	4 030	4 850
Commerce	EJ	2 980	2 520	2 860	5 100	3 920	4 830
Transports	EK	2 970	2 520	2 840	4 550	3 540	4 360
Services	EL à ER	3 020	2 580	2 880	5 090	3 930	4 750
Gains mensuels de l'ensemble des salariés		**1 940**	**1 790**	**1 890**	**2 600**	**2 080**	**2 430**
Industries de transformation (non compris la construction)	EB à EG	1 950	1 680	1 890	2 570	2 030	2 430
Construction	EH	1 680	1 610	1 680	2 150	2 140	2 150
Industries de transformation (y compris la construction)	EB à EH	1 780	1 660	1 770	2 480	2 040	2 380
Commerce	EJ	2 000	1 760	1 910	2 450	1 860	2 240
Transports	EK	1 790	1 750	1 780	2 190	2 000	2 160
Services	EL à ER	2 130	1 810	1 970	3 020	2 180	2 620

(1) Les chiffres de salaires bruts, issus des DADS, ne sont pas directement comparables à ceux qui apparaissent dans les publications antérieures. Afin de se raprocher des concepts de la comptabilité nationale, le mode de calcul du salaire brut a été modifié (cf. partie "méthodologie" du chapitre D.01).

TABLEAU D.01-9

Gains bruts moyens et leur décomposition selon l'activité économique de l'établissement et la catégorie socioprofessionnelle des salariés en 2002 (1)

Établissements de 10 salariés et plus

Sources : INSEE (DADS), METCS-DARES (enquête annuelle ACEMO)

Activité économique et catégorie socioprofessionnelle	NES 16	Gain moyen en 2002 (euros)	Décomposition de la masse salariale (%)			
			Salaire de base	Heures supplémentaires	Primes	**Total**
Gains mensuels des ouvriers		**1 720**	**86,3**	**1,3**	**12,4**	**100,0**
Industries de transformation (non compris la construction)	EB à EG	1 790	82,6	1,2	16,2	**100,0**
Construction	EH	1 730	90,1	2,5	7,4	**100,0**
Industries de transformation (y compris la construction)	EB à EH	1 770	83,6	1,4	15,0	**100,0**
Commerce	EJ	1 620	89,9	1,2	8,9	**100,0**
Transports	EK	1 820	82,4	3,3	14,3	**100,0**
Services	EL à ER	1 430	89,1	0,6	10,3	**100,0**
Gains mensuels des employés		**1 680**	**87,9**	**0,8**	**11,3**	100,0
Industries de transformation (non compris la construction)	EB à EG	1 900	85,4	0,7	13,9	**100,0**
Construction	EH	1 820	92,6	1,1	6,3	**100,0**
Industries de transformation (y compris la construction)	EB à EH	1 890	86,4	0,8	12,8	**100,0**
Commerce	EJ	1 530	89,4	1,2	9,4	**100,0**
Transports	EK	1 790	85,6	0,8	13,6	**100,0**
Services	EL à ER	1 690	89,3	0,6	10,1	**100,0**
Gains mensuels des professions intermédiaires		**2 410**	**86,1**	**0,8**	**13,1**	100,0
Industries de transformation (non compris la construction)	EB à EG	2 590	83,6	0,8	15,6	**100,0**
Construction	EH	2 520	90,8	1,0	8,2	**100,0**
Industries de transformation (y compris la construction)	EB à EH	2 580	84,5	0,9	14,6	**100,0**
Commerce	EJ	2 300	87,3	0,7	12,0	**100,0**
Transports	EK	2 350	85,6	0,9	13,5	**100,0**
Services	EL à ER	2 330	87,3	0,6	12,1	**100,0**
Gains mensuels des cadres		**4 770**	**87,5**	**0,2**	**12,3**	100,0
Industries de transformation (non compris la construction)	EB à EG	4 850	87,9	0,1	12,0	**100,0**
Construction	EH	4 850	89,4	0,4	10,2	**100,0**
Industries de transformation (y compris la construction)	EB à EH	4 850	88,2	0,1	11,7	**100,0**
Commerce	EJ	4 830	87,0	0,3	12,7	**100,0**
Transports	EK	4 360	88,1	0,4	11,5	**100,0**
Services	EL à ER	4 750	87,0	0,2	12,8	**100,0**
Gains mensuels de l'ensemble des salariés		**2 430**	**86,6**	**0,9**	**12,5**	100,0
Industries de transformation (non compris la construction)	EB à EG	2 430	84,1	0,9	15,0	**100,0**
Construction	EH	2 150	90,0	1,8	8,2	**100,0**
Industries de transformation (y compris la construction)	EB à EH	2 380	85,0	1,0	14,0	**100,0**
Commerce	EJ	2 240	88,0	1,0	11,0	**100,0**
Transports	EK	2 160	84,2	2,5	13,3	**100,0**
Services	EL à ER	2 620	88,0	0,5	11,5	**100,0**

(1) Les chiffres de salaires bruts, issus des DADS, ne sont pas directement comparables à ceux qui apparaissent dans les publications antérieures. Afin de se raprocher des concepts de la comptabilité nationale, le mode de calcul du salaire brut a été modifié (cf. partie "méthodologie" du chapitre D.01).

TABLEAU D.01-10

Salaire annuel net monétaire (1) moyen des agents de l'État (2) par catégorie socioprofessionnelle, statut et sexe, en 2003 (résultats provisoires)

Y compris Défense

Source : INSEE (Recensement des agents de l'État) — *Unité* : Millier d'euros

Catégorie socioprofessionnelle	Effectifs (années-travail)	Tous personnels			Titulaires			Non titulaires		
		Ensemble	Hommes	Femmes	Ensemble	Hommes	Femmes	Ensemble	Hommes	Femmes
Cadres et professions intellectuelles supérieures	881 937	31,53	35,73	27,80	31,65	35,94	27,91	28,49	31,46	24,38
Cadres	166 877	42,55	44,57	37,30	42,99	44,94	37,81	37,73	40,21	32,68
Professeurs, professions scientifiques et culturelles	715 060	28,96	32,11	26,75	29,16	32,42	26,90	22,13	23,66	20,48
Professions intermédiaires	535 488	23,72	24,65	22,06	24,30	25,02	23,02	19,86	22,18	16,00
Employés et ouvriers	566 458	18,73	19,66	17,38	18,94	19,79	17,70	17,03	18,61	14,71
Toutes catégories	**1 983 882**	**25,77**	**27,33**	**23,85**	**26,24**	**27,79**	**24,37**	**20,59**	**22,72**	**17,35**

(1) Salaire net de prélèvements (CSG et CRDS déduites), non compris les avantages en nature.
(2) Agents à temps complet en métropole, dans les départements et territoires d'outre-mer et à l'étranger.

TABLEAU D.01-11

Taux des rémunérations annexes (1) des agents de l'État (2) par catégorie socioprofessionnelle, statut et sexe, en 2003 (résultats provisoires)

Y compris Défense

Source : INSEE (Recensement des agents de l'État)

Catégorie socioprofessionnelle	Effectifs (années-travail)	Salaire net annuel (Millier d'euros)	Taux de rémunérations annexes				
			Total	Titulaires	Non-titulaires	Hommes	Femmes
Cadres et professions intellectuelles supérieures	835 998	30 605	**18,6**	18,8	11,2	24,4	12,8
Cadres	157 069	41 049	**44,8**	47,9	11,6	47,8	36,6
Professeurs, professions scientifiques, culturelles	678 929	28 188	**11,9**	11,9	10,9	14,4	9,9
Professions intermédiaires	508 673	23 173	**27,5**	29,0	16,8	32,6	18,6
Employés et ouvriers	539 782	18 277	**25,9**	27,3	14,0	30,9	18,3
Ensemble	**1 884 453**	**25 068**	**22,2**	**22,8**	**14,4**	**28,1**	**14,9**

(1) Rapport (multiplié par 100) des rémunérations annexes brutes (hors indemnité de résidence et supplément familial de traitement) au traitement brut.
(2) Agents à temps complet en métropole.

TABLEAU D.01-12

Distribution par décile des salaires annuels, nets de prélèvements, de la Fonction publique d'État

Champ : ensemble des agents des services civils de l'État

Source : INSEE (fichier de paie des agents de l'État) — *Unité* : Euro

Déciles (1)	*r* 2000			*r* 2001			2002		
	Homme	Femme	**Ensemble**	Homme	Femme	**Ensemble**	Homme	Femme	**Ensemble**
D1	13 805,0	14 326,0	**13 518,5**	14 095,2	14 651,3	**13 776,0**	14 364,0	14 976,5	**14 008,7**
D2	16 331,0	16 863,0	**15 934,9**	16 658,0	17 250,0	**16 287,7**	17 022,7	17 688,0	**16 641,0**
D3	18 071,0	18 921,0	**17 651,7**	18 479,0	19 274,0	**17 994,8**	18 955,5	19 852,0	**18 363,0**
D4	19 724,0	21 030,8	**19 070,2**	20 081,0	21 397,0	**19 473,0**	20 506,0	21 934,7	**19 817,0**
D5	21 492,0	22 949,9	**20 495,0**	21 866,2	23 337,0	**20 899,0**	22 287,7	24 082,0	**21 253,0**
D6	23 299,0	25 183,8	**22 112,5**	23 746,0	25 606,0	**22 539,8**	24 348,0	26 299,0	**22 960,0**
D7	25 623,0	28 022,0	**24 129,0**	26 040,0	28 452,0	**24 558,0**	26 606,8	28 971,9	**24 991,0**
D8	28 847,0	32 118,4	**26 686,0**	29 292,5	32 651,0	**27 147,0**	29 751,0	33 095,8	**27 610,0**
D9	34 775,0	39 244,0	**31 060,5**	35 388,0	39 963,0	**31 587,0**	35 874,0	40 236,0	**32 180,3**
D9/D1	2,52	2,74	**2,30**	2,51	2,73	**2,29**	2,50	2,69	**2,30**
Salaire net moyen	**23 340,0**	**25 380,0**	**21 803,0**	**23 798,0**	**25 892,0**	**22 234,0**	**24 308,0**	**26 467,0**	**22 712,0**

(1) En 2002, 10 % des salariés de la fonction publique d'État ont un salaire annuel net de prélèvements inférieur à 14 008,7 euros, 20 % inférieur à 16 641,0 euros, etc.

TABLEAU D.01-13

Indice des traitements bruts et nets des fonctionnaires civils titulaires de l'État (moyennes annuelles)

Source : INSEE — Nouvel indice base 100 : Décembre 1991

	1995	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Indices bruts par catégorie :							
Catégorie A	108,2	111,6	113,0	114,2	115,2	116,8	117,6
Catégorie B	109,1	112,6	114,1	115,5	116,6	118,2	119,0
Catégories C + D	110,6	114,7	116,8	118,6	120,1	122,0	122,9
Indice brut d'ensemble	**109,0**	**112,6**	**114,1**	**115,5**	**116,7**	**118,3**	**119,2**
Indices nets par catégorie (1) :							
Catégorie A	106,5	110,6	111,9	113,1	114,1	115,6	116,5
Catégorie B	107,3	111,4	112,9	114,2	115,3	116,9	117,7
Catégories C + D	108,8	113,2	115,3	117,0	118,5	120,3	121,2
Indice net d'ensemble (1)	**107,3**	**111,4**	**112,9**	**114,3**	**115,5**	**117,0**	**117,9**

(1) Les traitements sont nets à la fois de cotisations sociales et de prélèvements fiscaux (CSG et CRDS).

TABLEAU D.01-14

Structure des coûts de la main-d'œuvre

Champ : établissements des entreprises de 10 salariés et plus en 2000
établissements des entreprises de 10 salariés et plus en 1996
établissements de 10 salariés et plus en 1992
établissements de 10 salariés et plus dans l'industrie et le bâtiment en 1988
entreprises de 10 salariés et plus dans le commerce, les banques et les assurances en 1988

Source : INSEE-Eurostat (Enquêtes communautaires sur le coût de la main-d'œuvre) %

Éléments du coût de la main-d'œuvre	Industrie et bâtiment				(1) Services			
	1988	1992	1996	*r* 2000	1988	1992	1996	*r* 2000
Salaire, primes et épargne salariale	57,6	58,4	59,7	60,2	57,8	59,9	59,5	61,2
Congés payés et jours fériés chômés payés	9,4	9,0	8,0	7,4	8,6	7,6	6,6	6,4
Sécurité sociale	19,1	18,7	17,6	16,8	18,0	18,6	18,2	16,5
dont : Assurance maladie, maternité, invalidité, décès, vieillesse	12,3	13,2	13,1	12,2	12,3	13,4	14,2	12,2
Allocations familiales	4,7	4,2	3,0	3,2	4,5	4,2	3,0	3,3
Autres charges (y compris accidents du travail)	2,1	1,3	1,5	1,4	1,3	1,0	1,0	1,0
Autres modes de protection sociale	8,9	9,2	9,0	8,9	9,1	9,0	8,7	9,4
dont : ASSEDIC	3,0	3,1	3,5	3,4	3,0	3,1	3,3	3,4
Retraite complémentaire	4,9	4,9	4,4	4,2	4,8	5,0	4,3	4,5
Autres charges conventionnelles	1,0	1,3	1,1	1,3	1,3	0,9	1,1	1,5
Autres charges sociales diverses	5,0	4,6	5,7	6,7	6,5	4,9	7,0	6,5
Coût total	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**
Coût total mensuel moyen par salarié équivalent temps complet (en euros)	2 294	2 686	2 975	3 105	2 406	2 791	3 176	3 427

(1) Commerce, banques, assurances jusqu'en 1992 ; en 1996, section G à K de la Nace révisée 1, non compris transports, poste-télécommunications, auxiliaires financiers d'assurance et recherche-développement.

TABLEAU D.01-15

Structure du coût de la main-d'œuvre dans l'industrie (1) dans les pays de l'Union européenne (à 15) en 2000

Champ : établissements des entreprises de 10 salariés et plus

Source : INSEE-Eurostat (Enquêtes communautaires sur le coût de la main-d'œuvre) % du coût total

	Coût (2) direct	Rémunération (3) directe	Coût indirect	Charges (4) sociales
Allemagne	75,4	63,8	24,6	23,1
Autriche	71,7	62,7	28,3	24,4
Belgique	–	–	–	–
Danemark	88,6	73,0	11,4	7,9
Espagne	73,9	63,9	26,1	25,1
Finlande	77,8	67,0	22,2	20,7
France *r*	**67,7**	**57,9**	**32,3**	**28,1**
Grèce	77,6	71,4	22,4	22,3
Irlande	84,8	74,9	15,2	13,4
Italie	67,2	61,5	32,8	30,6
Luxembourg	83,9	72,9	16,1	15,3
Pays-Bas	77,1	66,8	22,9	21,1
Portugal	79,8	71,2	20,3	19,3
Royaume-Uni	79,8	67,4	20,2	16,8
Suède	66,8	57,9	33,2	29,5
EUROPE DES 15	**73,8**	**63,5**	**26,2**	**23,8**

(1) Y.c. énergie et construction (NACE C à F).
(2) Rémunération directe et primes (journées travaillées et journées de congés), avantages en nature et épargne salariale.
(3) Pour les journées travaillées. Primes incluses.
(4) Cotisations patronales légales de sécurité sociale, protection sociale complémentaire, et prestations sociales directes.

TABLEAU D.01-16

Coût horaire de la main-d'œuvre par secteur dans 23 pays de l'Union européenne et 2 pays candidats (1) en 2000

Champ : établissements des entreprises de 10 salariés et plus

Sources : INSEE-Eurostat (Enquêtes communautaires sur le coût de la main-d'œuvre)

Unités : Coût horaire : Euro
Heures travaillées : Nombre

Secteurs (NACE révision 1)		DK	(2) DE	GR	ES	***r* FR**	IE	IT	LU	NL	AT	PT	FI	SE	UK
COÛT HORAIRE															
Industries extractives	C	32,99	31,57	11,96	18,58	**25,31**	18,46	20,91	19,73	37,79	27,66	7,77	21,71	30,38	31,97
Industrie manufacturière	D	25,94	28,48	9,56	15,12	**24,69**	17,34	18,28	22,10	24,11	24,32	6,94	22,03	28,30	23,50
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	E	31,98	35,94	16,37	25,58	**28,53**	29,75	27,20	37,12	33,59	37,65	13,25	25,51	31,86	32,33
Construction	F	26,00	21,19	7,76	12,06	**20,51**	16,60	16,26	16,07	23,19	22,71	6,94	20,84	25,67	23,05
Commerce, réparations automobiles et d'articles domestiques	G	25,22	21,33	7,62	12,00	**22,12**	13,77	16,88	16,66	19,48	20,91	8,10	21,66	26,19	19,68
Hôtels et restaurants	H	20,45	13,94	10,71	9,97	**18,43**	10,62	12,81	12,95	14,22	14,05	5,72	14,53	18,85	14,06
Transports et communications	I	28,21	///	13,27	17,14	**23,64**	18,10	20,31	25,08	22,11	21,93	11,30	22,97	29,24	22,50
Activités financières	J	34,90	34,70	16,34	26,72	**32,84**	24,58	32,16	41,91	32,79	34,42	19,01	28,34	42,92	40,11
Immobilier, location et services aux entreprises	K	29,68	///	11,33	11,85	**29,92**	21,49	17,91	21,56	23,06	24,81	8,09	22,91	30,78	27,11
Ensemble de l'industrie et des services	**C à K**	**27,10**	**26,34**	**10,40**	**14,22**	**25,13**	**17,31**	**18,99**	**24,23**	**22,99**	**23,60**	**8,13**	**22,13**	**28,56**	**23,85**
NOMBRE MOYEN D'HEURES TRAVAILLÉES PAR MOIS															
Industries extractives	C	145	140	153	133	**130**	176	146	152	141	142	145	141	134	171
Industrie manufacturière	D	138	132	150	143	**128**	157	145	141	135	145	143	136	142	156
Production et distribution d'eau, gaz et électricité	E	138	134	154	137	**119**	145	135	139	133	143	140	135	145	147
Construction	F	141	139	144	143	**135**	179	145	145	136	142	149	137	142	170
Commerce, réparations automobiles et d'articles domestiques	G	141	138	152	145	**133**	162	153	144	138	148	150	141	146	156
Hôtels et restaurants	H	136	142	146	144	**137**	170	150	145	141	152	150	176	143	155
Transports et communications	I	140	///	155	143	**129**	166	144	144	148	149	153	132	137	164
Activités financières	J	133	137	152	134	**125**	146	138	141	133	144	127	132	135	137
Immobilier, location et services aux entreprises	K	137	///	151	145	**129**	152	150	145	136	146	157	147	142	150
Ensemble de l'industrie et des services	**C à K**	**139**	**135**	**151**	**143**	**130**	**160**	**146**	**143**	**137**	**146**	**146**	**138**	**142**	**155**

(1) DK = Danemark, DE = Allemagne, EL = Grèce, ES = Espagne, FR = France, IE = Irlande, IT = Italie, LU = Luxembourg, NL = Pays-Bas, AT = Autriche, PT = Portugal, FI = Finlande, SE = Suède, UK = Royaume-Uni.
(2) La collecte de données relatives à l'année 2000 était facultative pour les sections I et K en Allemagne.

TABLEAU D.01-16 (suite et fin)

Coût horaire de la main-d'œuvre par secteur dans 23 pays de l'Union européenne et 2 pays candidats (1) en 2000

Champ : établissements des entreprises de 10 salariés et plus

Source : INSEE-Eurostat (Enquêtes communautaires sur le coût de la main-d'œuvre)

Unités : Coût horaire : Euro
Heures travaillées : Nombre

Secteurs (NACE révision 1)		BG	CY	CZ	EE	HU	LT	LV	PL	RO	SI	SK
COÛT HORAIRE												
Industries extractives	C	2,26	12,08	4,91	4,01	4,93	3,24	2,23	7,36	2,49	11,65	3,85
Industrie manufacturière	D	1,22	9,02	3,58	2,81	3,68	2,57	2,18	3,95	1,28	8,19	3,05
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	E	2,51	18,98	4,78	3,51	5,34	3,40	3,60	5,73	2,32	11,10	2,75
Construction	F	1,09	9,92	3,60	2,73	2,86	2,41	2,00	4,01	1,11	7,58	2,95
Commerce, réparations automobiles et d'articles domestiques	G	0,96	9,82	3,89	2,68	3,09	2,28	1,78	4,03	1,10	8,73	2,64
Hôtels et restaurants	H	0,89	8,63	2,94	1,82	2,32	1,74	1,54	3,00	1,01	7,41	2,39
Transports et communications	I	1,64	12,27	4,08	3,54	4,33	3,06	3,14	4,98	2,09	10,18	3,35
Activités financières	J	2,44	15,84	6,89	6,66	7,61	4,93	4,89	6,66	3,99	14,34	4,45
Immobilier, location et services aux entreprises	K	1,12	10,51	4,18	2,99	4,07	3,00	2,63	4,83	1,31	11,21	3,26
Ensemble de l'industrie et des services	**C à K**	**1,35**	**10,74**	**3,90**	**3,03**	**3,83**	**2,71**	**2,42**	**4,48**	**1,51**	**8,98**	**3,06**
NOMBRE MOYEN D'HEURES TRAVAILLÉES PAR MOIS												
Industries extractives	C	138	171	142	131	145	152	155	139	147	132	139
Industrie manufacturière	D	142	155	149	148	146	147	151	152	149	143	140
Production et distribution d'eau, gaz et électricité	E	137	137	149	151	143	149	151	146	146	140	147
Construction	F	147	147	151	148	152	138	153	151	164	149	147
Commerce, réparations automobiles et d'articles domestiques	G	155	157	155	152	154	154	159	154	159	145	151
Hôtels et restaurants	H	150	149	158	154	152	152	157	153	166	145	152
Transports et communications	I	145	162	155	152	144	152	154	145	148	143	147
Activités financières	J	150	141	155	152	152	152	158	147	156	138	149
Immobilier, location et services aux entreprises	K	149	151	158	156	153	153	156	150	168	146	152
Ensemble de l'industrie et des services	**C à K**	**145**	**153**	**151**	**150**	**148**	**149**	**154**	**150**	**152**	**144**	**145**

(1) BG = Bulgarie, CY = Chypre, CZ = République tchèque, EE = Estonie, HU = Hongrie, LT = Lituanie, LV = Lettonie, PL = Pologne, RO = Roumanie, SI = Slovénie, SK = Slovaquie.

Chapitre D.02

Transferts sociaux

1 Présentation.
2 Méthodologie.
3 Définitions.
4 Sources de documentation.
5 Tableaux.

Liste des tableaux

1 Compte de la protection sociale - France entière.

2 Contributions publiques reçues par les différents régimes et prestations de protection sociale par risque - France entière.

3 Prestations de protection sociale par fonction et dépenses courantes en pourcentage du PIB, dans les pays de l'Union européenne, en 2001.

4 Recettes courantes de protection sociale par nature dans les pays de l'Union européenne en 2001.

5 Prestations maladies versées par les caisses de sécurité sociale.

6 Dépenses d'aide sociale relevant de la compétence de l'État et du département.

7 Bénéficiaires de l'aide sociale au 31 décembre.

8 Prestations familiales : Nombre de familles et d'enfants bénéficiaires ; ensemble des régimes, montant global.

9 Prestations familiales, tous régimes et régime général. Montants versés et bénéficiaires par allocation.

10 Retraites : données de cadrage par régime au 31 décembre 2003.

11 Montants mensuels moyens bruts des différents avantages vieillesse composant la retraite globale des retraités de droit direct (échantillon inter régimes de retraités 2001).

12 Bénéficiaires et montants des prestations vieillesse versées par le FSV et le FSI, selon l'organisme verseur, au 31 décembre 2002 - France entière.

13 Minimum vieillesse - France entière.

14 Bénéficiaires de minima sociaux au 31 décembre.

15 Bénéficiaires du RMI au 31 décembre 2003 - France entière.

1

○ Présentation

La part des prestations de protection sociale dans le produit intérieur brut (PIB), appelée taux de redistribution sociale, s'établit à 29,9 % en 2003, soit le niveau le plus élevé observé jusqu'ici. Ce taux a décru régulièrement jusqu'en 2000 (28,3 %) avant de remonter dans un contexte économique moins favorable.

Entre 1995 et 2000, la croissance des ressources des Comptes de la protection sociale a été plus rapide que celle des emplois. En revanche, depuis 2001, le dynamisme des prestations de protection sociale versées conduit à une croissance des emplois plus forte que celle des ressources.

Les prestations de protection sociale (prestations sociales et transferts sociaux servis aux ménages) s'accroissent de 4,9 % en euros courants en 2003 après 5,6 % en 2002. En termes réels, elles augmentent de 2,8 %, la hausse des prix étant un peu supérieure à 2,0 % en 2003.

En 2003, les pensions de droit direct versées par les régimes de retraite de base augmentent de 3,6 % en valeur.

S'agissant des retraites complémentaires, les partenaires sociaux ont conclu le 13 novembre 2003 un accord interprofessionnel qui adapte les règles applicables aux régimes de retraite complémentaires aux modifications intervenues dans le domaine des retraites de base. En 2003, les retraites complémentaires progressent en valeur de 3,6 % après 3,7 % en 2002.

Les montants alloués au titre du minimum vieillesse augmentent de 3,8 % en 2003, après une longue période de baisse régulière qui s'explique par la diminution des effectifs concernés. Cette reprise est due à une revalorisation intervenue au 1er janvier 2003 (1,5 %). Les prestations familiales sont quasiment stables en valeur (+ 0,5 %).

Les allocations familiales progressent de 1,7 % en valeur, suivant en cela la revalorisation dans les mêmes proportions de la base mensuelle des allocations familiales (BMAF) qui sert de référence pour une grande partie des allocations du risque famille, alors que les effectifs d'allocataires progressent de 0,7 % en glissement annuel. Le complément familial est stable (+ 0,1 %) avec des effectifs en léger recul (+ 0,8 % en glissement annuel). L'Allocation parentale d'éducation (APE) qui représente 3 milliards d'euros, progresse de 1,3 % en valeur, le nombre de ses bénéficiaires étant voisin de la stabilité (+ 0,2 %) en 2003. Au sein des aides à la garde d'enfant, l'Aide familiale pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée (AFEAMA) progresse de près de 5 % avec des effectifs de bénéficiaires en hausse de 2,7 %, alors que l'Allocation de garde d'enfant à domicile (AGED) continue de se replier (- 2 %), tendance à l'œuvre depuis son plafonnement intervenu en 1998, avec des effectifs encore en recul cette année (- 4,3 % en glissement annuel). Enfin, le dynamisme des prestations familiales sous conditions de ressources en hausse de 17 % en valeur en 2003 peut être lié aux difficultés économiques intervenues depuis 2001 et à leur répercussion sur le revenu et l'emploi des ménages. Ce même phénomène peut expliquer l'augmentation de l'Aide aux parents isolés (API), minimum social sous conditions de ressources destiné aux familles monoparentales, qui progresse de 3,7 % en valeur suite à une hausse des effectifs de 4,3 % en glissement sur 2003.

En revanche, les montants versés au titre de l'Allocation pour jeune enfant (APJE) longue, servie aux parents d'enfants de 3 mois à 3 ans diminue de 0,5 %, avec une baisse des effectifs de bénéficiaires de 2,6 %. Enfin, les montants versés au titre de l'Allocation de rentrée scolaire (ARS) sont en repli (- 1,1 %) avec des effectifs qui reculent en 2003 (- 1,8 % en glissement annuel) pour 2003.

Les indemnités journalières de maternité augmentent moins qu'en 2002 : 4,4 % contre 5,8 %.

Les aides au logement marquent un net ralentissement en 2003 (+ 1,8 % après + 6,1 % en 2002).

Les prestations liées au chômage et à la perte d'emploi se sont accrues en moyenne annuelle de 9,8 % en 2003, en euros courants (après + 12,5 % en 2002). Cette évolution est intervenue dans un contexte économique marqué par la hausse du chômage, qu'il s'agisse des demandeurs d'emploi en fin de mois (DEFM de catégories 1 à 3 et 6 à 8 + dispensés de recherche d'emploi) dont les effectifs augmentent de 8,6 % en moyenne annuelle ou du chômage indemnisé (+ 10,3 % en moyenne annuelle). Les indemnités versées par le régime d'assurance chômage progressent de 15,9 % en valeur, croissance qui demeure très vive quoique ralentie par rapport à 2002 (+ 28,9 %). Le montant des prestations versées par le régime de solidarité progresse pour sa part de 2 %. Si l'effectif des bénéficiaires de l'ASS recule, on assiste en contrepartie à la montée en charge de l'Allocation équivalent retraite (AER). Enfin, les montants versés au titre de l'Allocation aux chômeurs âgés (ACA) qui permettait aux chômeurs ayant cotisé 160 trimestres à l'assurance vieillesse de bénéficier d'une allocation de chômage jusqu'à 60 ans, diminuent de près de 20 %. Le nombre de ces allocataires diminue de près d'un quart en 2003, aucun nouveau bénéficiaire n'étant admis dans ce dispositif depuis le 1er janvier 2002.

Les montants versés au titre de l'insertion et la réinsertion professionnelle augmentent quant à eux de 6,4 % en 2003, sous l'effet notamment de la montée en charge de l'ARE-formation versée par l'Unedic.

Enfin les prestations afférentes au risque pauvreté et exclusion sociale sont en forte accélération (+ 6,8 % après + 4,6 % en 2002), notamment les montants versés au titre du RMI : + 8,7 %, après + 6,6 % en 2002, dont le barème a été revalorisé de 1,5 % au 1er janvier 2003 et dont les effectifs ont cru de 4,9 % en glissement annuel sur 2003.

Concernant le financement de la protection sociale, la part des impôts et taxes affectés atteint 19 % en 2003.

2

○ Méthodologie

Les comptes de la protection sociale décrivent les diverses interventions des régimes précités selon les types de prestations et les risques couverts. Ils permettent également d'appréhender l'équilibre financier des régimes et l'origine de leurs ressources.

Généralités

Les prestations sociales sont réparties en quatre risques principaux :

– **la « santé »** recouvre la maladie, l'invalidité infirmité, les accidents du travail et maladies professionnelles ;

– **la « vieillesse-survie »** correspond aux cessations d'activités, au minimum vieillesse et à d'autres prestations ainsi qu'à l'assurance veuvage et aux pensions de réversion ;

– **la « famille »** compense une partie des charges liées à la naissance et à l'éducation des enfants. Il est à noter que les aides au logement y sont incluses ;

– **l'« emploi »** : ce risque se décompose en inadaptation professionnelle et chômage. L'inadaptation professionnelle correspond à la recherche et à l'adaptation à un nouvel emploi et aux versements compensant la perte de salaire due à l'absence de travail pour cause de formation professionnelle.

Deux autres risques « logement et exclusion sociale » correspondent essentiellement à la protection sociale de certaines catégories de la population.

Régimes de protection sociale

Ils se décomposent en cinq grands sous-ensembles :

– **Régimes d'assurance sociale** : ce sont des régimes obligatoires pour les individus en vertu de la législation, le plus souvent dans le cadre du travail. Les cotisations à la charge de l'assuré et de l'employeur en assurent le financement. La protection contre le chômage et la sécurité sociale, à travers ses multiples régimes et caisses, constituent l'essentiel de cette catégorie où entrent également les régimes complémentaires.

– **Régimes d'employeurs** : ils sont organisés par les employeurs sans que la législation en impose l'existence (suppléments familiaux de traitement, indemnités de licenciement...).

– **Sociétés mutualistes** : elles sont définies par le code de la mutualité. L'affiliation est facultative, l'assuré acquittant seul sa

cotisation. Les mutuelles interviennent essentiellement dans le domaine de la santé.

– **Régimes d'intervention sociale des pouvoirs publics**

Ces régimes, financés principalement par l'impôt, développent des actions de solidarité nationale en faveur de populations ciblées (familles, personnes âgées, handicapés, victimes de guerre...) et aussi sur certains domaines, comme le logement ou la formation.

– **Régimes d'intervention sociale des Institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM)**

Les organisations caritatives classées en régimes d'intervention sociale des ISBLSM, sont essentiellement financées par des dons.

Échantillon inter régimes de retraités

C'est l'outil du rapprochement, individu par individu, d'informations provenant des différents régimes de retraite. En collaboration avec l'INSEE, la Direction de la Recherche, des Études, de l'Évaluation et des Statistiques (DREES) interroge tous les quatre ans la quasi totalité des organismes de retraite obligatoire, de base et complémentaire. La première enquête a eu lieu en 1988, la seconde en 1993, les suivantes en 1997 et 2001. L'Échantillon inter régimes de retraités a été conçu à l'origine comme un panel, c'est-à-dire que les générations appartenant à l'échantillon lors d'une vague sont ré-interrogées lors de la vague suivante. Au cours des vagues successives, la couverture de l'échantillon s'est élargie. En 1988 et 1993, respectivement quatre et cinq générations seulement avaient été sélectionnées, pour représenter les retraités âgés de 65 ans et plus. En 1997, le champ s'est étendu aux retraités âgés de 54 ans et plus, et douze générations étaient représentées. En 2001, en sus des deux jeunes générations entrantes, cinq nouvelles générations âgées ont été introduites, afin d'améliorer la représentativité de l'échantillon aux âges élevés. De plus les personnes nées dans les Dom sont prises en compte. La manière de définir l'âge a été revue. Il s'agit maintenant de l'âge exact.

Statistiques européennes

Le système européen de statistiques intégrées de protection sociale (SESPROS) réalisé par l'OSCE (Office statistique des communautés européennes) établit, sur une base homogène, des données statistiques comprenant le poids et la structure des dépenses et recettes relatives à la protection sociale entre les différents États membres.

3 ○ Définitions

Aide sociale

« L'aide sociale est l'aide apportée par les collectivités publiques aux personnes dont les ressources sont insuffisantes : elle relève directement d'une idée d'assistance et ne fait aucune place aux mécanismes de l'assurance. Elle exprime un devoir de solidarité à l'égard des plus déshérités de ses membres (Droit de la Sécurité sociale, Dalloz, 1989) ». Elle dépend de l'appréciation d'une « commission d'admission » ; l'aide sociale, est un droit « octroyé » qui nécessite une procédure d'admission et des instances administratives. Elle est « obligatoire » ou « légale » à la différence de l'action sociale.

On distingue les prestations relevant de la compétence du département et celles relevant de la compétence de l'État. Les départements gèrent la très grande majorité des allocations d'aide sociale et des services sociaux. Les conditions d'attribution, ainsi que le montant minimum des prestations, restent toutefois fixés au niveau national.

Contributions publiques

Les contributions publiques sont des versements de l'État aux régimes de la protection sociale. Elles sont prélevées sur l'ensemble des recettes fiscales et ne constituent pas des recettes affectées.

Elles peuvent être décomposées en deux grandes rubriques :

– la contrepartie des dépenses des régimes d'intervention sociale des pouvoirs publics non couverte par d'autres ressources ;

– les autres contributions, catégorie hétérogène regroupant essentiellement des concours ou des subventions publiques aux régimes d'assurances sociales.

Diverses catégories d'assurance

- Les assurances maladie et maternité ont pour objectifs :

– de prendre en charge, sous forme de prestations en nature, en totalité (maladies longues et maternité) ou partiellement, les dépenses médicales engagées par les assurés sociaux et leurs ayants droit ;

– de compenser partiellement, par des indemnités journalières (prestations en espèces), les pertes de revenus subies par les assurés et leurs ayants droit en cas de maladie ou de maternité.

- L'assurance invalidité accorde à l'assuré une pension en compensation de la perte de salaire qui résulte de la réduction de sa capacité de travail.
- L'assurance décès garantit aux ayants droit des assurés le paiement d'un capital.
- L'assurance accident du travail et maladies professionnelles intervient en cas d'accidents ou de maladies subis par les salariés, en remboursant des dépenses médicales et en versant des prestations en espèces (indemnités journalières et rentes) pour incapacité temporaire ou permanente.

Ces catégories d'assurance sont gérées par une multiplicité de régimes :

– le plus important, le régime général dont bénéficient les salariés de l'industrie et du commerce ;

– les régimes agricoles : exploitants et salariés (MSA) ;

– le régime des artisans et professions libérales (CANAM) ;

– les régimes spéciaux, (mines, SNCF, militaires, marins, RATP, Banque de France, clercs de notaires...).

Assurance vieillesse (les régimes de retraite de base)

Le système d'assurance du risque vieillesse est extrêmement complexe. On dénombre en effet plus de 120 régimes de base, environ 180 caisses de retraite complémentaire obligatoire dont 59 regroupées au sein de l'AGIRC (Association générale des institutions de retraites des cadres) et 113 au sein de l'ARRCO (Association des régimes de retraites complémentaires), sans compter une centaine de caisses de retraite complémentaire dite facultative qui correspondent à des dispositifs conventionnels d'entreprise.

Les régimes de retraite de base peuvent se répartir en trois catégories :

- le régime général des salariés de l'industrie et du commerce (CNAV) et le régime des salariés agricoles (géré par la mutualité sociale agricole) ;
- les régimes de non-salariés :

– la Caisse autonome d'assurance vieillesse des artisans (CANCAVA),

– la Caisse autonome nationale d'assurance vieillesse des industriels et des commerçants (ORGANIC),

– la Caisse nationale d'assurance vieillesse des professions libérales (CNAVPL),

– la Mutualité sociale agricole pour le régime des exploitants agricoles (MSA),

– la Caisse nationale des barreaux français (CNBF),

– la Caisse d'assurance vieillesse des cultes (CAVIMAC).

- les régimes spéciaux de salariés.

Ces régimes, au nombre de quinze, ont été créés avant 1930. Les pensions des régimes spéciaux constituent à la fois la pension de base et la pension complémentaire. La population concernée est généralement composée de salariés du secteur public ou des entreprises publiques (fonctionnaires, agents des collectivités locales, SNCF, EDF...) mais certains salariés du secteur privé (marins, clercs de notaire) bénéficient aussi de régimes spéciaux.

Minimum vieillesse et allocation supplémentaire du Fonds de Solidarité Vieillesse

Créé le 1er janvier 1994, le Fonds de solidarité Vieillesse (FSV) accorde, sous certaines conditions d'âge, de nationalité et de

résidence, une allocation supplémentaire aux personnes titulaires de pensions de vieillesse ou d'invalidité dans la limite d'un plafond à ne pas dépasser. Il leur assure ainsi le minimum vieillesse. Une personne sur dix âgée de plus de 65 ans perçoit encore cette allocation.

Le minimum vieillesse garanti par les pouvoirs publics aux personnes âgées de plus de 65 ans (ou de 60 ans en cas d'inaptitude) résulte de l'addition de deux étages de prestations :

– premier étage : le montant est aligné sur l'allocation aux vieux travailleurs salariés (AVTS), il peut être constitué de pensions normales ou d'allocations non contributives diverses (allocation spéciale servie par le fonds spécial, majoration de pension destinée à porter le montant de l'avantage contributif au niveau de l'AVTS...) ;

– second étage : l'allocation supplémentaire du fonds de solidarité vieillesse.

Même si la personne ne peut prétendre à aucune retraite, il existe un dispositif spécifique pour atteindre le minimum vieillesse, le service de l'allocation spéciale vieillesse (SASV). Elle doit, dans un premier temps, solliciter l'allocation spéciale vieillesse. Le montant maximal de cette allocation est celui de l'AVTS.

Prestations chômage et préretraite

Depuis avril 1984, l'indemnisation du chômage comprend deux régimes distincts :

– un régime d'assurance chômage financé par les partenaires sociaux (UNEDIC et ASSEDIC) et destiné aux chômeurs ayant travaillé suffisamment ;

– un régime de solidarité relevant de l'État.

Les préretraites-État comprennent :

– l'allocation spéciale du FNE (AS-FNE) destinée aux salariés de 56 ans minimum, licenciés par une entreprise ayant signé une convention avec l'État ;

– la préretraite progressive qui permet aux salariés de 55 ans minimum, le passage à un emploi à mi-temps dans les seules entreprises industrielles qui s'engagent à maintenir leur effectif à plein-temps constant ;

– l'allocation de remplacement pour l'emploi (ARPE) suite à l'accord du 6 septembre 1995. En contrepartie du départ des salariés d'au moins 58 ans en 1997 et ayant 172 trimestres d'assurance vieillesse, l'entreprise s'engage à procéder à des embauches, notamment de jeunes de moins de 26 ans.

Ce dispositif est complété depuis 1997 par l'allocation pour chômeurs âgés.

Prestations familiales

- Allocations familiales (AF)

Cette prestation est versée dès que la famille a deux enfants ou plus à charge. Sa valeur est majorée selon l'âge des enfants. Transitoirement mise sous conditions de ressources de mars à décembre 1998, elle est de nouveau sans condition de ressources depuis janvier 1999. À partir de cette même date, les majorations pour âge sont reportées d'un an (respectivement de 10 à 11 ans et de 15 à 16 ans). Au 1er janvier 2003, cette prestation a été revalorisée de 1,7 % suivant la base mensuelle des allocations familiales (BMAF).

- Complément familial (CF)

Cette prestation est versée sous conditions de ressources aux familles de trois enfants et plus, tous les enfants ayant plus de trois ans. L'âge limite pour les enfants à charge est reporté de 20 à 21 ans en janvier 2000.

- Allocation de rentrée scolaire (ARS)

Cette allocation est soumise à conditions de ressources et à la présence d'enfants scolarisés. Elle est versée en une fois.

- Allocation d'adoption

Créée le 1er janvier 1995, elle est versée, sous conditions de ressources, depuis le 1er août 1996, pendant vingt et un mois aux personnes qui adoptent un enfant ou qui accueillent un enfant en vue de son adoption.

- Allocation pour jeune enfant (APJE)

Depuis le 1er janvier 1996, elle est versée sous conditions de ressources du cinquième mois de grossesse aux trois ans de l'enfant. Plus généreuse et plus large que le complément familial, elle se substitue à celui-ci pour les familles de trois enfants et plus dans lesquelles l'un des enfants a moins de trois ans.

- Allocation parentale d'éducation (APE)

Elle est versée sans condition de ressources à des familles de trois enfants dont un est âgé de moins de trois ans. En outre, l'un des parents ne doit plus exercer d'activité, mais doit avoir exercé une activité salariée pendant 24 mois au cours des dix années précédentes. Depuis le 1er juillet 1994, elle est versée à des familles de deux enfants, sous condition d'une activité salariée pendant 24 mois au cours des cinq années précédentes. Elle est versée pour une durée maximale de trois ans.

- Allocation de garde d'enfant à domicile (AGED)

Elle vise à assurer une aide financière aux parents qui exercent une activité professionnelle et emploient à leur domicile une personne pour garder leur(s) enfant(s) de moins de 3 ans. Elle a été étendue, à taux réduit, par la loi famille de 1994 aux enfants de trois à six ans. Elle peut être cumulée à mi-taux avec une Allocation parentale d'éducation à taux partiel. Cette prestation est versée sans condition de ressources jusqu'en décembre 1997. À partir de janvier 1998, elle est limitée à une fraction des cotisations sociales (50 ou 75 %) variable selon le revenu.

- Aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée (AFEAMA)

Elle consiste en la prise en charge de l'intégralité des cotisations sociales et patronales dues pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée (avec un salaire plafond). De plus, l'AFEAMA comporte un complément qui prend en charge une partie du coût de la garde.

- Allocation de parent isolé (API)

Elle est soumise à conditions de ressources. C'est une allocation différentielle versée aux personnes seules qui assument la charge d'un ou plusieurs enfants. Elle est servie pendant une période d'un an maximum mais peut être prolongée jusqu'au troisième anniversaire du dernier enfant. À compter de janvier 2001 et sur sept ans, le montant de l'allocation est en cours d'harmonisation avec celui versé dans les DOM.

- Allocation de soutien familial (ASF)

Elle est versée aux personnes isolées ayant la garde d'un enfant et aux familles ayant à leur charge un enfant orphelin de père et (ou) de mère. Son montant varie selon que l'enfant est orphelin d'un ou des deux parents (ou assimilé).

- Allocation de logement « familiale » (ALF)

Elle a été créée en 1948 pour solvabiliser les familles face à la hausse des loyers des logements neufs lors de la reconstruction. Elle est à présent attribuée aux familles avec enfants ou ayant à charge un ascendant ou un proche parent infirme et aux jeunes couples sans enfant à charge qui n'entrent pas dans le champ d'application de l'Aide personnalisée au logement.

- Allocation de logement « sociale » (ALS)

Elle a été créée en 1971 et est versée sous conditions de ressources à des personnes âgées, des handicapés et des jeunes salariés. Son extension aux étudiants, permet de couvrir intégralement toutes les personnes non éligibles à l'ALS ou à l'APL. C'est uniquement parce que les caisses d'allocations familiales en assurent le versement que cette prestation peut être considérée comme familiale.

- Aide personnalisée au logement (APL)

Elle a été créée en 1977 et s'adresse, sous conditions de ressources, à toute personne locataire d'un logement neuf ou ancien qui a fait l'objet d'une convention entre le propriétaire et l'État fixant, entre autres, l'évolution du loyer, la durée du bail, les normes de confort ou aux personnes accédant à la propriété (ou déjà propriétaire) et ayant contracté un prêt aidé par l'État.

Prestations de l'assurance maladie

Les prestations afférentes à ce risque comprennent l'ensemble des dispositifs qui visent à compenser les diminutions des revenus ou les augmentations de charges pour les ménages, consécutives à une détérioration de l'état de santé.

Les principales de ces prestations sont : les indemnités journalières, les congés maladie de longue durée, la prise en charge de soins de santé.

Prestations de vieillesse-survie

En matière de retraites, il existe deux sortes de droits : les droits directs correspondant aux droits acquis par un individu en contrepartie de ses cotisations passées et les droits dérivés correspondant aux pensions de réversion versées au conjoint lors du décès de l'assuré.

Régime d'assurance chômage

Le régime d'assurance-chômage est géré de manière paritaire, d'une part par des représentants des employeurs, d'autre part par des représentants des salariés.
La gestion de ce régime, assurée au plan national par l'UNEDIC, est fortement décentralisée.
L'UNEDIC regroupe, au plan local, 48 ASSEDIC en métropole et 5 dans les départements d'outre-mer.
Le financement est assuré par les cotisations des employeurs et des salariés, et par une contribution supplémentaire due par l'employeur pour toute rupture de contrat de travail d'un salarié de 50 ans et plus.

Protection sociale

Les risques retenus au titre de la protection sociale sont la santé, la vieillesse, la famille, l'emploi et les risques divers.
Elle recouvre les prestations et cotisations suivantes :

- Prestations sociales

Elles prennent la forme de prestations en espèces (pensions de retraite, prestations familiales, indemnités de chômage, indemnités journalières...), de prestations en nature [remboursement d'une dépense par un tiers payant (soins de santé par exemple), ou d'une prise en charge d'une dépense liée à un risque social (comme l'aide ménagère)].

- Prestations fiscales

Ce sont des exonérations ou des réductions d'impôts accordées au titre de l'un des risques.

- Prestations de services sociaux

Elles retracent l'avantage constitué par l'accès à des services gratuits ou quasi gratuits, fournis en relation avec un risque de la protection sociale (services de santé, d'action sociale, de placement).

- Cotisations sociales

Les comptes de la protection sociale distinguent deux grandes catégories de cotisations sociales :
– **Les cotisations sociales effectives** comprennent tous les versements que les personnes assurées ou leurs employeurs font à des institutions octroyant des prestations sociales afin d'acquérir et de maintenir le droit à ces prestations. Elles sont partagées entre cotisations à la charge des employeurs, cotisations à la charge des salariés, cotisations à la charge des travailleurs indépendants et cotisations sur prestations.
– **Les cotisations fictives** mesurent la contribution des employeurs au financement du régime d'assurance sociale qu'ils organisent eux-mêmes pour leurs propres salariés ou ayants droits. Elles équivalent aux cotisations que paierait l'employeur s'il passait par un régime d'assurances sociales.

Revenu minimum d'insertion

La loi sur le RMI (votée le 1er décembre 1988 et renouvelée le 23 juillet 1992) garantit un revenu minimum à toute personne âgée de plus de 25 ans, ou à toute personne âgée de moins de 25 ans ayant au moins un enfant né ou à naître. Une durée minimum de résidence en France est nécessaire pour les étrangers.
Le RMI est une allocation différentielle, due par l'État ; il assure un certain nombre de droits annexes (droit à l'assurance maladie avec gratuité totale des soins, aides au logement spécifiques, mesures particulières pour l'emploi...).
Au 1er janvier 2003, le montant est de 411,70 euros pour une personne seule en métropole, majoré de 50 % pour la seconde personne au foyer, 30 % pour chacune des personnes suivantes et 40 % à partir du 3ème enfant.
Au 31 décembre 2003 on comptait 975 300 bénéficiaires du RMI en métropole et 145 500 dans les DOM en données brutes (hors MSA).
En contrepartie du versement de la prestation, le droit au RMI implique l'établissement d'un contrat d'insertion, signé entre le bénéficiaire et le représentant de l'État dans le département, dans le but de faciliter la réinsertion sociale du bénéficiaire. Le dispositif d'insertion est géré conjointement dans le département par le représentant de l'État et le Conseil général.
La loi d'orientation pour l'outre-mer du 13 décembre 2000 prévoyait un alignement progressif pour 2003 du RMI en vigueur dans les DOM sur celui de la métropole. Cet alignement a été réalisé dès 2002.

4 ○ Sources de documentation

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du ministère de l'Emploi, du Travail et de la Cohésion sociale, ministère de la Santé et de la Protection sociale, direction de la Recherche, des Études, de l'Évaluation et des Statistiques (DREES) et la CNAF.

Organismes :

– Ministère de l'Emploi, du Travail et de la Cohésion sociale, ministère de la Santé et de la Protection sociale (DREES).
– Eurostat.
– Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés.
– Caisse nationale des allocations familiales.
– Caisse des dépôts et consignations.
– Caisse centrale de mutualité sociale agricole.
– Association générale des institutions de retraites des cadres (AGIRC).
– Association des régimes de retraites complémentaires (ARRCO).
– Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (UNEDIC).

Sites Internet :

– www.sante.gouv.fr
– www.cnaf.fr
– www.ameli.fr (assurance maladie en ligne)
– www.cnav.fr

Publications :

Ministère de l'Emploi, du Travail et de la Cohésion sociale, ministère de la Santé et de la Protection sociale, DREES (Direction de la Recherche, des Études, de l'Évaluation et des Statistiques)

Chiffres et indicateurs départementaux (CID).
Documents de travail, Série Statistiques :
– « Compte de la protection sociale en 2003 » , n° 70, octobre 2004 ;
– « Dépenses d'aide sociale des départements de 1996 à 2000 », n° 36, mai 2002.
Études et résultats :
– « Les allocataires de minima sociaux en 2003 », n° 354, novembre 2004 ;
– « Les comptes de la protection sociale en 2003 », n° 345, octobre 2004 ;
– « Les prestations sociales en 2003 », J. Bechtel, n° 338, septembre 2004 ;
– « Les bénéficiaires de l'aide sociale départementale en 2003 », n° 332, août 2004 ;
– « Les comptes de la santé en 2003 », n° 323, A. Fenina, Y. Geffroy, juillet 2004 ;
– « L'opinion des jeunes adultes en matière de protection sociale en 2002 », n° 328, juillet 2004 ;
– « Vingt ans de Comptes de la protection sociale en France : une rétropolation de 1981 à 2002 », J. Bechtel, L. Caussat, P. Horusitzky, C. Loisy, décembre 2003.

CNAF, Direction des Statistiques, des Études et de la Recherche

– « Prestations légales. Aides au logement. Revenu minimum d'insertion au 31 décembre 2003 », 2004 ;
– « Brochure prestations familiales 2003 », C. Boissières, 2004 ;
– « L'allocation de présence parentale – Une prestation appréciée de ses bénéficiaires », *l'e-ssentiel*, publication électronique, n° 28, août 2004 ;
– Horizon 2015, « Prospective de la politique familiale », *bulletin électronique mensuel*, n° 2, août 2004.

INSEE

Recueil d'études sociales, Statistique publique.

INSEE-Première :

– « De 1996 à 2000, la pauvreté relative baisse puis se stabilise », n° 942, décembre 2003.

France, Portrait social, Édition 2004-2005.

Autres

Rapport annuel d'activité, ASSEDIC.
Bulletin de liaison (mensuel), UNEDIC.
Bulletin d'information (trimestriel), ARRCO.
Rapport d'activité (annuel), ARRCO.
Bulletin d'information (trimestriel), AGIRC.

La Mutualité sociale agricole, statistiques (annuel), Caisses centrales de mutualité sociale agricole.

5 ○ Tableaux

Des tableaux rétrospectifs « séries » et supplémentaires sont disponibles sur le cédérom (cf. liste en fin d'annuaire).

TABLEAU D.02-1

Compte de la protection sociale (1) - France entière

Sources : Ministère de l'Emploi, du Travail et de la Cohésion sociale
Ministère de la Santé et de la Protection sociale (DREES)

Unité : Million d'euros

	1995	1999	2000	2001	*r* 2002	2003
EMPLOIS						
Prestations sociales	305 146	345 716	357 985	374 242	395 217	414 306
Prestations de services sociaux	37 732	42 508	43 677	45 389	48 081	50 613
Frais de gestion	14 365	16 367	16 858	17 465	18 566	18 456
Transferts entre régimes	60 767	70 883	75 323	77 706	82 110	84 428
Frais financiers	2 503	778	823	953	988	1 028
Autres dépenses	2 720	3 705	3 538	3 827	4 555	4 510
Total des emplois	**423 234**	**479 957**	**498 204**	**519 582**	**549 518**	**573 421**
RESSOURCES						
Cotisations	266 699	277 097	289 120	300 912	312 260	323 238
Impôts et taxes affectés	25 663	68 922	80 814	87 200	89 239	91 443
Transferts entre régimes	60 767	70 883	75 323	77 706	82 110	84 428
Contributions publiques	51 018	57 420	51 638	49 932	53 134	53 709
Produits financiers	3 699	3 632	3 815	4 162	4 209	4 216
Autres recettes	8 928	8 093	8 311	8 650	8 506	8 513
Total des ressources	**416 775**	**486 047**	**509 021**	**528 562**	**549 708**	**565 547**
Solde opérations courantes	**– 6 459**	**6 090**	**10 816**	**8 980**	**109**	**– 7 874**

(1) Compte de la protection sociale, base 1995.

TABLEAU D.02-2

Contributions publiques reçues par les différents régimes et prestations de protection sociale par risque (1) - France entière

Sources : Ministère de l'Emploi, du Travail et de la Cohésion sociale
Ministère de la Santé et de la Protection sociale (DREES)

Unité : Million d'euros

	1995	2000	*r* 2001	*r* 2002	2003
Contributions publiques :					
Régimes					
Régime général de la sécurité sociale	3 526	4 287	4 376	4 838	4 835
Régimes d'indemnisation du chômage	1 441	221	183	61	118
Régimes d'intervention sociale des pouvoirs publics	38 991	39 708	38 232	41 264	41 285
Autres régimes de sécurité sociale	7 060	7 422	7 141	6 971	7 471
Total	**51 018**	**51 638**	**49 932**	**53 134**	**53 709**
Prestations par risque :					
Santé	**115 085**	**137 293**	**145 088**	**154 789**	**164 215**
Maladie	92 655	110 968	117 243	125 663	134 120
Invalidité, infirmité	16 384	19 802	20 964	21 950	22 480
Accidents du travail, maladies professionnelles	6 046	6 523	6 882	7 176	7 616
Vieillesse-survie	**149 277**	**176 546**	**183 673**	**191 677**	**199 625**
Vieillesse	127 988	152 658	159 174	161 909	168 758
Survie	21 289	23 888	24 498	29 768	30 867
Maternité-famille	**36 263**	**4 114**	**42 392**	**43 563**	**43 049**
Maternité	4 661	5 148	5 320	5 578	5 774
Famille	31 602	35 966	37 072	37 984	38 175
Emploi	**26 985**	**28 658**	**29 861**	**33 597**	**36 877**
Chômage	22 759	25 844	27 077	31 049	34 165
Insertion et réinsertion professionnelle	4 226	2 814	2 785	2 548	2 712
Logement	**11 046**	**12 400**	**12 811**	**13 588**	**13 832**
Pauvreté, exclusion sociale	**4 222**	**5 651**	**5 806**	**6 085**	**6 501**
Total	**342 878**	**401 662**	**419 631**	**443 299**	**464 998**

(1) Compte de la protection sociale, base 1995.

TABLEAU D.02-3

Prestations de protection sociale par fonction et dépenses courantes en pourcentage du PIB, dans les pays de l'Union européenne (1) en 2001

Source : Eurostat — *Unité* : Million d'euros

	Prestations de protection sociale par fonction									Dépenses courantes en % du PIB
	Maladie	Invalidité	Vieillesse	Survie	Famille, enfants	Chômage	Logement	Exclusion sociale	Total prestations	
Allemagne (incluant l'ex-RDA)	171 355	46 135	243 445	9 354	61 644	48 752	4 080	10 775	595 541	29,8
Autriche	14 479	4 758	23 251	5 787	6 212	2 930	211	1 031	58 659	28,4
Belgique	16 426	5 929	21 990	6 719	5 861	7 663	...	1 045	65 633	27,5
Danemark	10 312	6 354	19 309	19	6 742	5 093	1 182	1 870	50 880	29,5
Espagne	38 324	9 662	54 223	3 732	3 280	16 516	1 158	978	127 872	20,0
Finlande	8 264	4 623	11 023	1 339	4 103	3 312	401	708	33 774	25,8
France	**122 652**	**25 009**	**159 174**	**24 498**	**40 057**	**29 861**	**12 811**	**5 819**	**419 881**	**30,0**
Grèce	8 932	1 724	16 634	1 129	2 397	2 063	969	808	34 657	27,2
Irlande	6 954	833	3 060	916	1 994	1 329	549	373	16 007	14,6
Italie	78 274	17 190	154 839	31 696	11 982	4 795	181	586	299 543	25,6
Luxembourg	1 146	642	1 646	132	757	115	26	48	4 512	21,2
Pays-Bas	33 658	12 787	40 036	6 217	4 875	5 526	1 569	5 909	110 577	27,6
Portugal	8 090	3 186	9 984	1 845	1 458	940	6	328	25 837	23,9
Royaume-Uni	117 936	39 561	179 107	16 241	28 446	12 112	23 513	3 038	419 953	27,2
Suède	21 894	9 290	27 733	1 607	7 181	4 193	1 556	1 648	75 102	31,3
Union européenne à 15 (2)	**658 695**	**187 683**	**965 455**	**111 231**	**186 987**	**145 200**	**48 211**	**34 964**	**2 338 427**	**27,5**
Hongrie	3 095	1 139	4 620	168	1 447	380	279	109	11 236	19,9
Malte	187	45	312	83	48	44	6	9	733	18,3
Slovaquie	1 378	338	1 614	40	356	142	17	279	4 163	19,1
Slovènie	1 705	474	2 368	102	485	200	...	95	5 428	25,6

(1) Prestations de protection sociale + frais de fonctionnement + autres dépenses courantes.
(2) Somme des informations disponibles pour les prestations logement.

TABLEAU D.02-4

Recettes courantes de protection sociale par nature dans les pays de l'Union européenne en 2001

Source : Eurostat — *Unité* : Million d'euros

	Cotisations sociales		Contributions publiques courantes	Autres recettes courantes	**Total recettes courantes (2)**
	Employeurs	Personnes protégées (1)			
Allemagne (incluant l'ex-RDA) *p*	237 017	176 505	206 554	14 069	**634 144**
Autriche *p*	23 065	16 733	20 970	731	**61 498**
Belgique *e*	40 742	18 190	18 221	2 072	**79 226**
Danemark	5 572	12 616	37 444	4 164	**59 796**
Espagne *p*	77 054	23 688	38 849	5 978	**145 568**
Finlande	15 240	4 543	16 816	2 716	**39 315**
France *p*	**207 100**	**93 812**	**137 132**	**12 812**	**450 856**
Grèce	13 997	8 551	10 105	3 707	**36 359**
Irlande *p*	4 465	2 611	10 479	422	**17 977**
Italie *p*	136 177	46 962	132 136	5 839	**321 114**
Luxembourg *p*	1 322	1 319	2 495	263	**5 399**
Pays-Bas *p*	43 019	47 957	22 118	22 862	**135 956**
Portugal *p*	10 125	4 990	10 517	2 160	**27 792**
Royaume-Uni *p*	135 510	86 683	214 140	7 709	**444 042**
Suède *p*	37 833	7 961	39 325	2 034	**87 152**
Union européenne à 15 *e*	**988 236**	**553 121**	**917 300**	**87 537**	**2 546 193**
Hongrie *p*	5 479	1 551	3 824	1 017	**11 870**
Malte	362	163	201	18	**744**
Slovaquie *p*	2 109	837	1 273	273	**4 492**
Slovènie *p*	1 449	2 148	1 781	82	**5 461**

(1) Les cotisations des personnes protégées comprennent les cotisations à charge des employés, des indépendants, des pensionnés et autres personnes protégées.
(2) Non compris les transactions entre régimes.

TABLEAU D.02-5

Prestations maladies versées par les caisses de sécurité sociale

Source : Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés (CNAMTS) — *Unité* : Million d'euros

	1980	1985	1990	1995	1999	2000	*r* 2001	*r* 2002	2003
CNAMTS	**19 012,4**	**35 305,8**	**50 617,5**	**66 072,6**	**75 091,9**	**79 447,5**	**84 174,8**	**90 324,6**	**96 183,1**
Autres régimes	**5 250,6**	**9 702,9**	**12 651,9**	**14 813,9**	**15 702,4**	**16 360,6**	**16 877,5**	**17 919,2**	**7 850,5**
Dont : CANAM	1 097,9	2 075,4	2 811,6	3 374,0	3 627,4	3 790,1	4 162,4	4 471,1	4751,2
Exploitants agricoles	1 629,7	2 960,0	4 124,8	4 791,9	5 217,6	5 437,2	5 496,6	5 904,1	...
Salariés agricoles	941,8	1 649,5	1 998,8	2 373,2	2 620,4	2 713,6	2 842,4	2 973,4	...
Assurance agricole personnelle	...	30,5	24,4	25,8	24,7	20,0	15,5	16,1	...
Mines	403,1	697,9	901,0	1 047,0	1 074,3	1 121,7	1 100,9	1 163,3	1188,5
SNCF	554,2	963,0	1 148,1	1 298,1	1 285,3	1 330,4	1 355,3	1 404,4	1451,8
Militaires	386,3	754,6	953,0	1 116,4	1 154,2	1 230,8	1 178,4	1 236,1	...
Marins	122,1	223,2	256,3	278,2	268,2	270,0	277,3	288,4	307,7
CAMAC (1)	...	81,7	107,0	127,1	129,5	132,0	123,8	132,8	...
RATP (2)	57,9	144,8	152,4	165,3	171,8	183,5	188,5	185,4	...
Clercs de notaires	32,6	59,5	90,4	109,6	...	...	...	...	...
Banque de France	18,4	36,6	51,1	61,9	65,5	65,5	65,3	69,7	75,1
Compagnie des Eaux (3)	4,0	6,6	9,5	///	///	///	///	///	///
Chambre de Commerce	2,6	5,3	7,8	10,2	10,6	11,3	15,6	16,1	16,3
Français de l'Étranger	...	14,3	15,9	34,1	52,1	53,8	54,7	57,6	59,9
Port autonome de Bordeaux	...	...	...	1,1	0,8	0,7	0,8	0,7	...
Total	**24 263,0**	**45 008,7**	**63 269,4**	**80 886,6**	**90 794,3 (4)**	**95 808,1**	**101 052,3**	**108 243,8**	**104 033,6**

(1) Caisse mutuelle d'assurance maladie des cultes.
(2) Les données portant sur le montant du maintien du salaire assuré par la RATP sont exclues des séries à partir de 1990.
(3) Régime intégré au régime général à compter du 1er janvier 1991.
(4) Hors régime des clercs de notaires à partir de 1999.

TABLEAU D.02-6

Dépenses d'aide sociale relevant de la compétence de l'État et du département

Sources : Ministère de l'Emploi, du Travail et de la Cohésion sociale, ministère de la Santé et de la Protection sociale (DREES) — *Unité* : Million d'euros

	1995	1997	1998	1999	2000	2001	2002
DÉPENSES BRUTES RELEVANT DE L'ÉTAT (1)							
Aide sociale aux personnes handicapées	**814,8**	**895,0**	**927,0**	**958,4**	**991,2**	**1 023,4**	///
Centres d'aide par le travail (CAT)	806,9	888,5	920,8	953,4	987,0	1 019,6	///
Centres de rééducation professionnelle	–	–	–	–	–	–	///
Allocation différentielle	8,0	6,6	6,1	5,0	4,2	3,8	///
Centres d'hébergement et de réadaptation sociale	**367,1**	**400,7**	**414,3**	**455,1**	**454,0**	**502,8**	///
Sans domicile fixe (IVG et soins aux SDF) (2)	**106,3**	**123,9**	**121,7**	**123,2**	**47,4**	**3,6**	///
Interruption volontaire de grossesse	0,9	–	–	–	–	–	///
Aide médicale aux SDF	105,3	123,9	121,7	123,2	47,4	3,6	///
Sans domicile fixe : Autres formes d'aide sociale	**55,5**	**56,5**	**57,9**	**56,7**	**55,3**	**55,7**	///
Aide sociale aux personnes âgées	38,1	38,8	40,9	39,4	38,8	38,6	///
Aide sociale aux personnes handicapées	14,8	16,5	16,5	16,4	16,5	17,0	///
Aide sociale à l'enfance	2,6	1,2	0,5	0,9	0,1	–	///
Aide sociale aux personnes âgées	**3,0**	**2,7**	**2,6**	**1,9**	**0,8**	**0,5**	///
Allocation simple	3,0	2,7	2,6	1,9	0,8	0,5	///
Divers	**57,5**	**75,0**	**85,0**	**95,0**	**104,3**	**122,0**	///
Allocations supplémentaires (personnes âgées et handicapées)	1,5	1,4	1,1	0,9	0,7	0,6	///
Allocation militaire	0,1	–	–	–	–	–	///
Tutelle et curatelle	52,0	69,4	79,5	89,7	99,3	116,1	///
Prévention/Réadaptation	4,0	4,2	4,3	4,3	4,3	5,3	///
Total	**1 404,2**	**1 553,8**	**1 608,4**	**1 690,2**	**1 652,9**	**1 708,0**	///
DÉPENSES NETTES RELEVANT DU DÉPARTEMENT							
Aide sociale à l'enfance	**3 650,8**	**3 949,6**	**4 079,7** *e*	**4 198,4** *e*	**4 264,6**	**4 366,8** *r*	**4 628,2**
Aide sociale aux personnes handicapées	**2 888,0**	**3 099,9** *e*	**2 849,6** *e*	**2 729,6** *e*	**2 699,1**	**2 702,8** *r*	**2 953,1**
À domicile (3)	1 394,1	1 392,2 *e*	1 045,5	832,8 *e*	...	...	...
Hébergement (4)	1 479,2	1 666,4 *e*	1 759,4	1 847,5 *e*	...	...	...
Autres dépenses (5)	14,5	41,5 *e*	44,7	49,2 *e*	...	...	...
Aide sociale aux personnes âgées	**1 070,8**	**1 080,3** *e*	**1 285,8** *e*	**1 455,4** *e*	**1 502,8**	**1 548,8** *r*	**3 052,9**
À domicile	194,8	177,6 *e*	312,7 *e*	416,3 *e*	...	...	...
Hébergement	862,9	884,2 *e*	936,8 *e*	1 026,6 *e*	...	...	...
Autres dépenses (5)	13,3	18,3 *e*	26,4 *e*	– 7,6 *e*	...	...	...
PSD non ventilée entre domicile et établissement (6)	///	///	9,9	20,1	...	...	...
APA non ventilée entre domicile et établissement (7)	///	///	///	///	///	///	...
Aide médicale	**947,6**	**1 131,6**	**1 216,4**	**1 280,7**	**196,7**	**10,8**	**3,3**
Aide médicale générale :							
À domicile	358,1	///	///	///	///	///	///
Hospitalière	172,1	///	///	///	///	///	///
Soins (8)	530,2	727,0	765,9	817,7	///	///	///
Cotisations d'assurance personnelle (9)	406,0	425,2	469,4	477,9	///	///	///
Autres dépenses (5)	11,6	///	///	///	///	///	///
Aide médicale aux malades mentaux	///	///	///	///	///	///	///
Aide médicale aux tuberculeux	///	///	///	///	///	///	///
Sous-total prestations versées	**8 557,3**	**9 261,4** *e*	**9 431,4** *e*	**9 664,2** *e*	**8 663,2** *r*	**8 629,2** *r*	**10 637,5**
Charges d'insertion bénéficiaires du RMI	463,7	536,6	602,8	655,7	639,9	644,3	698,6
Service départemental d'action sociale (10)	580,7	1 020,0	1 140,9	1 209,1	1 175,9	1 149,0	1 104,0
Frais communs	295,6	346,8	379,3	403,2	352,7	404,5 *r*	446,5
Total	**9 897,3**	**11 164,9** *e*	**11 554,4** *e*	**11 932,2** *e*	**10 831,7** *r*	**10 827,0** *r*	**12 886,6**

(1) Champ : France entière, pour les dépenses relevant de l'État. L'extraction des différents postes de dépenses d'aide sociale relevant de l'État n'est plus réalisée depuis 2002.
(2) Il s'agit de l'aide médicale de l'État avant la mise en œuvre de la couverture maladie universelle (CMU) au 1er janvier 2000. Ne sont plus imputés sur cette ligne à partir de cette date que des remboursements de dettes des années antérieures aux organismes d'assurance maladie ou des prises en charge exceptionnelles ou d'urgence.
(3) Les dépenses d'aide à domicile sont essentiellement des dépenses d'allocation compensatrice.
(4) Y compris les dépenses d'éducation spéciale.
(5) Le poste « Autres dépenses » regroupe les frais divers (frais d'inhumation, frais de transport, argent de poche, etc.).
(6) PSD : prestation spécifique dépendance instaurée par la loi du 24 janvier 1997.
(7) APA : allocation personnalisée d'autonomie instaurée par les lois du 20 juillet 2001 et du 1er avril 2003.
(8) La rubrique soins correspond à l'ensemble des soins de ville et hospitaliers.
(9) Dépenses à la charge du département depuis 1987. À partir de 1989, s'ajoutent les dépenses de cotisations d'assurance personnelle au titre du RMI.
(10) En 1997, le champ de l'action sociale a été élargi du chapitre 954-2 aux chapitres 954-2,954-9, 957 et 951 de la nomenclature M51.

TABLEAU D.02-7

Bénéficiaires de l'aide sociale au 31 décembre

Sources : Ministère de l'Emploi, du Travail et de la Cohésion sociale
Ministère de la Santé et de la Protection sociale (DREES) (Enquête Aide sociale)

	1995	1996	1997	1998	*r* 1999	*r* 2000	*r* 2001	2002	*e* 2003
Aide relevant du département									
Aide sociale à l'enfance :									
Mesures administratives	31 310	30 575	29 630	28 860	28 930	28 685	28 655	27 935	29 385
Mesures judiciaires	76 140	78 360	80 330	81 790	82 465	82 250	82 175	83 230	83 435
Total des enfants confiés à l'ASE	**107 450**	**108 935**	**109 960**	**110 650**	**111 395**	**110 935**	**110 830**	**111 165**	**112 820**
Placements directs	27 225	27 130	27 200	26 150	25 540	25 080	23 660	23 235	22 725
Total des enfants accueillis à l'ASE	**134 675**	**136 065**	**137 160**	**136 800**	**136 935**	**136 015**	**134 490**	**134 400**	**135 545**
Aide sociale aux personnes handicapées :									
Aide ménagère et auxiliaires de vie	8 085	9 140	9 900	11 595	11 865	12 980	13 125	13 510	14 795
ACTP (1) des moins de 60 ans (2)	84 245	85 980	87 330	89 930	88 205	91 805	96 330	99 820	102 095
Accueil :									
Hébergement en établissement	73 980	75 225	77 080	78 660	77 980	77 945	79 015	81 340	83 770
Accueil de jour	5 545	6 200	6 825	7 500	7 880	8 520	9 565	10 575	11 895
Accueil en milieu familial	2 590	2 760	2 960	3 005	3 095	3 305	3 440	3 455	3 640
Aide sociale aux personnes âgées :									
ACTP des moins de 60 ans (2)	200 040	203 095	175 050	104 685	62 700	43 190	27 330	21 405	21 015
Aide à domicile :									
Aide ménagère ARSM (2) (3)	86 860	80 895	75 415	71 380	65 445	59 815	57 235	46 020	36 150
APA à domicile (4)	...	...	...	...	...	...	...	296 135	420 600
PSD (5) à domicile	...	...	10 000	46 440	54 665	63 290	74 145	26 085	5 515
Accueil :									
Hébergement en établissement	133 310	130 350	128 655	125 195	120 910	117 260	116 775	112 855	117 805
Accueil en milieu familial	685	705	710	830	920	940	1 010	975	1 045
APA en établissement (4)	...	...	...	...	...	...	...	304 175	347 730
PSD en établissement	...	...	13 000	39 560	52 295	63 055	72 545	11 010	2 240
Aide médicale :									
Cotisations d'assurance personnelle	264 675	264 675	290 735	283 940	280 410	...	...	...	...
Prise en charge des soins (6)	...	2 618 080	2 776 430	2 839 895	2 925 600	...	...	...	...

(1) ACTP : allocation compensatrice pour tierce personne.
(2) Sont compris ici les personnes ayant des droits ouverts au 31 décembre.
(3) ARSM : allocation représentative des services ménagers.
(4) APA : allocation personnalisée d'autonomie.
(5) PSD : prestation spécifique dépendance instaurée par la loi du 24 janvier 1997.
(6) Sont comptés ici les titulaires et ayants droit.

TABLEAU D.02-8

Prestations familiales : Nombre de familles et d'enfants bénéficiaires ; ensemble des régimes, montant global (1)

Source : CNAF (Caisse nationale des allocations familiales)

Unités : Millier
Million d'euros

	1990	1995	1998	1999	2000	2001	*r* 2002	2003
Familles bénéficiaires :								
Tous régimes	5 848	5 914	5 567	6 085	6 131	6 164	6 186	6 227
dont : régime général	4 863	5 091	4 924	5 412	5 467	5 518	5 555	5 587
Enfants bénéficiaires :								
Tous régimes	12 406	12 271	11 203	12 472	12 476	12 520	12 528	12 576
dont : régime général	10 253	10 459	9 797	11 005	11 040	11 120	11 164	11 222
Montant global des prestations :								
Tous régimes hors AAH (2) *r*	18 329,9	22 641,1	24 282,6	24 796,0	25 069,5	25 793,8	26 487,8	26 954,4
Régime général hors AAH (2) *r*	15 535,9	20 002,5	21 862,3	22 430,7	22 710,1	23 448,5	24 176,8	24 657,7

(1) Prestations versées au titre du Fonds national des Prestations familiales (FNPF).
(2) AAH : allocation d'adulte handicapé.

TABLEAU D.02-9

Prestations familiales, tous régimes et régime général. Montants versés et bénéficiaires par allocation

Source : Caisse nationale des allocations familiales (CNAF) — *Unités* : Millier de bénéficiaires et million d'euros

	2001			2002			2003		
	Tous régimes	Régime général		Tous régimes	Régime général		Tous régimes	Régime général	
	Montants versés	Montants versés	Nombre de bénéficiaires	Montants versés	Montants versés	Nombre de bénéficiaires	Montants versés	Montants versés	Nombre de bénéficiaires
Prestations complément de revenu :									
Allocations familiales	10 623,9	9 312,0	3 938	10 769,9	9 490,3	3 965	10 948,3	9 680,3	4 003
Complément familial	1 531,6	1 362,8	812	1 520,9	1 359,9	796	1 521,9	1 366,3	790
Allocation de parent isolé	718,8	714,2	160	751,3	745,9	163	777,4	771,9	169
Prestations liées à la maternité :									
Allocation pour jeune enfant	2 655,0	2 455,3	1 241	2 673,6	2 477,9	1 227	2 669,2	2 475,6	1 198
Allocation parentale d'éducation	2 865,1	2 603,2	500	2 956,1	2 693,0	505	2 992,4	2 733,9	506
Allocation de garde d'enfant à domicile	128,7	126,9	56	115,3	113,4	53	113,1	111,3	51
Aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle	1 864,9	1 794,1	572	2 058,2	1 981,0	589	2 160,4	2 078,0	604
Allocation d'adoption	3,3	2,6	1,2	3,4	2,7	1,2	4,1	3,3	1,5
Prestations spécifiques :									
Allocation de soutien familial	801,9	754,4	527	826,5	779,2	536	856,7	809,0	552
Allocation d'éducation spéciale	336,2	299,4	103	372,6	334,1	105	450,2	403,4	110
Allocation de présence parentale (APP)	5,4	5,2	1,7	17,7	16,3	2,3	28,3	26,3	3,1
Allocation de rentrée scolaire	1 280,2	1 164,7	2 766	1 282,1	1 170,5	2 729	1 266,8	1 160,6	2 684
Logement :									
Allocation de logement à caractère familial	2 773,4	2 659,2	1 099	2 930,6	2 813,5	1 089	2 947,4	2 830,1	1 071
Prime de déménagement	3,6	3,5	9	3,3	3,2	9	3,2	3,1	9
Dépenses diverses :									
Prestations versées à l'étranger et accords CEE	20,6	16,1	18	17,4	13,7	15	16,3	12,1	11
Allocation différentielle	17,9	17,9	12	19,9	19,9	12	21,5	21,5	11
Frais de tutelle	167,6	161,4	236	173,5	166,5	247	182,4	175,9	259
Solde des prêts à l'amélioration de l'habitat	– 4,3	– 4,3	...	– 4,2	– 4,2	...	– 4,7	– 4,7	...
Prestations familiales (1) (2) *r*	**25 793,8**	**23 448,5**	///	26 487,8	24 176,8	///	26 954,4	24 657,7	///
Prestations versées au titre du Fonds national d'aide au logement [FNAL] (3) :									
Allocation de logement à caractère social	3 626,7	3 407,7	2 017	3 850,3	3 628,3	2 036	3 848,6	3 647,0	2 035
Prestations versées au titre du Fonds national de l'Habitat (FNH) :									
Aide personnalisée au logement	5 920,8	5 683,8	2 643	6 125,7	5 888,8	2 602	6 032,4	5 800,1	2 534
Prime de déménagement	3,4	3,4	...	3,0	3,0	...	2,8	2,7	...

(1) Hors AAH (allocation d'adulte handicapé).
(2) Prestations versées au titre du Fonds national des prestations familiales.
(3) Régime général, régimes spéciaux : mines et régimes agricoles seulement.

TABLEAU D.02-10

Retraites : données de cadrage par régime au 31 décembre 2003

Sources : Caisses de retraite citées

Caisses de retraite	Bénéficiaires d'un droit direct			Liquidants d'un droit direct au cours de l'année			Cotisants
	Effectifs	Montant moyen brut mensuel (en euros)		Effectifs	Montant moyen brut mensuel (en euros)		Effectifs
		Avantage principal de droit direct	Retraite totale		Avantage principal de droit direct	Retraite totale	
CNAV métropole	9 467 863	466	537	466 578	509	554 (1)	...
ARRCO (1)	8 371 251	233	256	477 722	262	276	17 740 000 (2)
AGIRC	1 447 094	712	749 (3)	87 346	609	635 (3)	3 538 971 (4)
MSA salariés	1 799 010	157	180	85 552	170	184	...
Fonction publique	1 476 834	1 568	1 673	86 221	1 743	1 803	...
CNRACL	518 710	1 072	1 125	47 912	1 170	1 215	1 792 600
IRCANTEC	1 242 388	75	77	68 933	76	76	2 475 000
MSA exploitants	1 813 976	298	365	42 126	294	321	...
ORGANIC	739 325	254	262	52 349	266	273	679 271
CANCAVA (5)	515 495	218	290	27 683	...	...	530 146
IEG pensions (6)	103 540	1 973	2 055	4 957	2 021	2 080	142 812
SNCF	192 846	1 490	1 522	6 558	1 640	1 666	174 774
RATP	30 475	1 716	...	1 188	2 107	...	43 384

(1) Rupture de série en 2003.
(2) Estimations ARRCO.
(3) Hors réversion éventuelle.
(4) Résultat provisoire.
(5) Pas de distinction en 2003 entre les régimes de base et complémentaire de la CANCAVA.
(6) Données mesurées au 1er janvier 2004, sauf effectif des cotisants.

TABLEAU D.02-11

Montants mensuels moyens bruts des différents avantages vieillesse composant la retraite globale des retraités de droit direct (échantillon interrégimes de retraités 2001) (1)

Source : Ministère de l'Emploi, du Travail et de la Cohésion sociale, Ministère de la Santé et de la Protection sociale (DREES) — *Unité* : Euro

		60 à 64 ans	65 à 69 ans	70 à 74 ans	75 à 79 ans	80 à 84 ans	85 ans et plus	Ensemble
Retraités de droit direct quelle que soit la durée de carrière (2)								
Ensemble								
Avantages principaux de droit direct		1 188	1 012	960	917	877	686	982
Avantages de réversion		29	55	86	124	163	211	89
Avantages accessoires (3)		45	46	47	48	47	35	46
Allocations du minimum vieillesse		6	6	7	9	12	23	9
Retraite totale		**1 268**	**1 119**	**1 101**	**1 098**	**1 099**	**954**	**1 126**
Hommes								
Avantages principaux de droit direct	(1A)	1 417	1 393	1 374	1 373	1 392	1 187	1 383
Avantages de réversion		4	4	7	9	15	19	7
Avantages accessoires (3)		54	63	68	73	71	63	64
Allocations du minimum vieillesse		5	6	7	8	9	18	7
Retraite totale	**(1B)**	**1 480**	**1 466**	**1 456**	**1 464**	**1 488**	**1 287**	**1 461**
Femmes								
Avantages principaux de droit direct	(2A)	892	666	619	587	566	506	650
Avantages de réversion		61	101	151	206	252	280	158
Avantages accessoires (3)		34	31	30	30	33	25	31
Allocations du minimum vieillesse		7	7	8	10	13	24	10
Retraite totale	**(2B)**	**994**	**805**	**808**	**833**	**864**	**835**	**848**
Rapport des montants féminins / masculins								
Avantages principaux de droit direct	(2A)/(1A)	0,63	0,48	0,45	0,43	0,41	0,43	0,47
Retraite totale	**(2B)/(1B)**	**0,67**	**0,55**	**0,56**	**0,57**	**0,58**	**0,65**	**0,58**
***dont* retraités de droit direct ayant effecfué une carrière complète (2) (4)**								
Ensemble								
Avantages principaux de droit direct		1 368	1 326	1 279	1 245	1 258	1 035	1 291
Retraite totale		**1 432**	**1 407**	**1 376**	**1 362**	**1 390**	**1 199**	**1 386**
Hommes								
Avantages principaux de droit direct	(1A)	1 488	1 478	1 445	1 449	1 475	1 307	1 461
Retraite totale	**(1B)**	**1 547**	**1 548**	**1 524**	**1 536**	**1 567**	**1 402**	**1 536**
Femmes								
Avantages principaux de droit direct	(2A)	1 124	1 026	967	906	924	790	986
Retraite totale	**(2B)**	**1 200**	**1 128**	**1 099**	**1 071**	**1 117**	**1 016**	**1 117**
Rapport des montants féminins / masculins								
Avantages principaux de droit direct	(2A)/(1A)	0,76	0,69	0,67	0,63	0,63	0,60	0,67
Retraite totale	**(2B)/(1B)**	**0,78**	**0,73**	**0,72**	**0,70**	**0,71**	**0,72**	**0,73**

(1) L'âge est ici l'âge exact des retraités à la date de collecte (1er trimestre 2001), et non l'âge atteint en cours d'année comme dans le précédent échantillon interrégimes de retraités de 1997. Selon la tranche d'âge, les données de 1997 et de 2001 ne sont pas toujours comparables.
(2) Champ : retraités de droit direct de 60 ans et plus.
(3) Bonification pour enfants, majoration pour conjoint à charge, majoration pour aide constante d'une tierce personne.
(4) Carrière complète : retraités de 60 ans ou plus ayant cotisé 150 trimestres ou plus (tous régimes), sauf pour les jeunes générations nées en 1934 et après, ayant cotisé au régime général ou un régime aligné sur le régime général et concernées par la réforme Balladur : le nombre minimum de trimestres d'assurance tous régimes augmente de 1 par génération.

TABLEAU D.02-12

Bénéficiaires (1) et montants des prestations vieillesse versées par le FSV et le FSI, selon l'organisme verseur, au 31 décembre 2002 - France entière

Sources : Enquête DREES
Fonds de Solidarité Vieillesse, Caisse des Dépôts et Consignations, CNAMTS

Unité : Montants en million d'euros

	Fonds de solidarité vieillesse		Fonds spécial invalidité	
	Effectifs	Montants	Effectifs	Montants
Régime général	423 350	1 122,0	92 868 *e*	223,1
Exploitants agricoles	112 705	190,2	4 587	15,0 (2)
SASV	63 635	254,5	///	///
Salariés agricoles	30 230	80,8	5 397	16,9
ORGANIC (commerçants)	14 215	43,7	498	1,0
CANCAVA (artisans)	12 160	34,5	1 046	3,5
CAVIMAC (cultes)	5 704	14,5	14	–
CAMR (3)	89	0,2	///	///
Professions libérales	283	0,8	24	0,1
Régimes spéciaux	5 665	8,6	921	2,2
SNCF	113	...	172	...
Mines	934	...	176	...
Marins	1 475	...	60	...
Ouvriers de l'État	256	...	50	...
Collectivités locales	431	...	429	...
Autres régimes spéciaux (4)	122	...	34	...
Fonctionnaires	1 314	...	///	...
Total métropole	**668 036**	**1 749,8**	**105 355 (2)**	**261,8 (2)**
DOM	**77 482 (5)**	**226,9**	///	///

(1) Les effectifs de bénéficiaires de l'allocation supplémentaire vieillesse au 31 décembre 2002 ne comportent pas les personnes âgées de moins de 60 ans.
(2) Ces chiffres concernent la métropole, sauf pour les exploitants agricoles où les montants versés aux DOM sont inclus.
(3) La CAMR était la caisse de retraite des agents des chemins de fer secondaires et des tramways. Elle a été intégrée à la CNAV début 1992.
(4) RATP, EDF-GDF, SEITA, CRPCEN, CCIP...
(5) Les effectifs DOM sont ici les effectifs gérés par les caisses des DOM.

TABLEAU D.02-13

Minimum vieillesse - France entière

Montant annuel des allocations constituant le minimum vieillesse au 1er juillet

Source : Ministère de l'Emploi, du Travail et de la Cohésion sociale, Ministère de la Santé et de la Protection sociale (DREES)

Unité : Euro

	1985	1990	1995	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Allocation aux vieux travailleurs salariés (AVTS)	1 980,3	2 285,2	2 532,2	2 674,7	2 688,1	2 747,3	2 807,7	2 849,9	2 898,3
Allocation supplémentaire au Fonds de Solidarité Vieillesse (FSV)	2 664,8	3 076,4	3 545,8	3 802,1	3 853,5	3 938,2	4 024,9	4 085,2	4 154,7
Minimum vieillesse :									
Personne seule	4 645,1	5 361,6	6 078,1	6 476,8	6 541,6	6 685,5	6 832,6	6 935,1	7 053,0
Couple	8 418,2	9 621,1	10 903,9	11 618,9	11 735,1	11 993,2	12 257,0	12 441,0	12 652,4

TABLEAU D.02-14

Bénéficiaires de minima sociaux au 31 décembre

Sources : Ministère de la Santé et de la Protection sociale (DREES), CNAF, MSA, UNEDIC, CNAV — *Unité* : Millier

	1990	1995	1999	2000	2001	*r* 2002	2003
Revenu Minimum d'Insertion (RMI)	422,1	840,8	1 017,8	965,2	938,5	950,7	998,6
Allocation de Parents Isolés (API)	131,0	148,0	155,2	156,8	160,7	164,1	170,1
Allocation aux Adultes Handicapés (AAH)	519,0	593,5	671,3	689,0	710,8	728,4	741,4
Allocation Supplémentaire d'Invalidité (ASI)	131,7	103,4	100,2	104,4	105,0	105,4	111,2
Allocation de Solidarité Spécifique (ASS)	336,1	485,8	470,1	425,3	391,6	372,0	348,6 *e*
Allocation d'Insertion (AI)	123,6	18,4	26,7	31,9	36,7	43,5	46,7 *e*
Allocation Supplémentaire de Vieillesse (ASV)	1 182,9	908,8	727,5	686,0	644,7	590,6	557,6
Allocation Veuvage (AV)	16,0	16,2	19,2	14,6	13,6	13,0	12,3 *e*
Total	**2 862,4**	**3 115,0**	**3 188,0**	**3 073,2** *r*	**3 001,6** *r*	**2 967,7**	**2 986,5** *e*

TABLEAU D.02-15

Bénéficiaires du RMI au 31 décembre 2003 - France entière

Source : CNAF (Caisse nationale des allocations familiales)

	Métropole		DOM		Ensemble Évolution 12.03/12.02
	Effectif	%	Effectif	%	%
Situation familiale (1) :					
Personne sans conjoint :					
Sans enfant	569 901	58,4	63 696	43,8	**5,6**
Avec un enfant	125 038	12,8	23 373	16,1	**3,8**
Avec deux enfants	68 510	7,0	15 861	10,9	**4,7**
Avec trois enfants et plus	45 581	4,7	13 096	9,0	**5,4**
Couple :					
Sans enfant	35 673	3,7	4 128	2,8	**4,1**
Avec un enfant	40 442	4,1	6 777	4,7	**4,6**
Avec deux enfants	38 792	4,0	8 656	5,9	**3,9**
Avec trois enfants et plus	51 335	5,3	9 985	6,9	**1,0**
Allocataires selon l'âge (2) :					
Moins de 25 ans	29 549	3,0	7 716	5,3	**8,2**
De 25 à 29 ans	184 146	18,9	22 922	15,7	**5,3**
De 30 à 39 ans	308 797	31,7	51 012	35,0	**4,2**
De 40 à 49 ans	242 853	24,9	40 231	27,6	**4,7**
De 50 à 59 ans	176 817	18,1	19 104	13,1	**5,5**
60 ans et plus	33 110	3,4	4 587	3,2	**3,9**
Ouverture de droits :					
Moins de 6 mois	152 458	15,6	15 449	10,6	**12,8**
De 6 mois à 1 an	113 091	11,6	12 850	8,8	**9,0**
De 1 à 2 ans	157 548	16,2	22 128	15,2	**8,2**
De 2 à 3 ans	102 426	10,5	17 933	12,3	**2,1**
De 3 à 5 ans	141 512	14,5	27 200	18,7	**– 5,9**
Plus de 5 ans	308 237	31,6	50 012	34,4	**5,0**
Total	**975 272**	**100,0**	**145 572**	**100,0**	**4,9**
Montant moyen RMI en euro	**360**	///	**362**	///	///

(1) Nombre d'enfants à charge au sens du RMI.
(2) Il s'agit du nombre d'allocataires payés par les caisses d'allocations familiales.

Chapitre E.01

○ Consommation et modes de vie des ménages

1 Présentation.
2 Méthodologie.
3 Définitions.
4 Sources de documentation.
5 Tableaux.

❍ Liste des tableaux

1A Montant de la consommation effective des ménages par fonction (en valeur).

1B Consommation effective des ménages par fonction (en volume).

2 Montant et évolution de la consommation effective des ménages par durabilité.

3 Consommation des ménages en biens et services sportifs.

4 Principales quantités consommées en France métropolitaine par les ménages à partir de 1990.

5 Équipement des ménages en biens durables selon la catégorie socioprofessionnelle de la personne de référence du ménage.

6 Équipement des ménages en biens durables selon l'âge de la personne de référence du ménage.

7 Équipement des ménages en biens durables selon leur taille.

8 Poids des repas et consommation à l'extérieur dans le budget alimentaire des ménages selon le type d'habitat de résidence.

9 Taux d'équipement des ménages européens en biens durables en 2001.

10 Budget des ménages.

11 Emplois du temps des adultes citadins en 1986 et 1999.

12 Participation électorale en 2004 selon le niveau de diplôme à « âge contrôlé ».

13 Participation électorale en 2004 selon l'âge.

1 ○ Présentation

En 2003, la dépense de consommation des ménages augmente de 1,3 % aux prix de l'année précédente (+ 1,5 % en 2002). Les prix continuent de croître au même rythme (+ 2,1 % de moyenne annuelle contre + 1,9 % en 2002). Le pouvoir d'achat progresse peu (+ 0,3 % en 2003 contre + 2,3 % en 2002).

Les ménages sont toujours attirés par les biens et services des technologies de l'information et de la communication (TIC), avec cependant un ralentissement (+ 8,1 % en 2003 contre + 22,2 % en 2000). La demande en biens et services de communication concerne surtout l'Internet haut débit et les mobiles.

Pour les biens durables, les ventes des voitures neuves baissent (- 7,9 % en 2003 et – 3,8 % en 2002). Les achats sont de plus en plus tournés vers des véhicules diesel (67,4 % des ventes de véhicules neufs et 43,1 % du parc de voitures particulières). Les marques françaises sont les plus touchées par cette baisse. Le marché de l'occasion a, quant à lui, légèrement progressé (+ 0,8 % en 2003).

En électroménager, les ventes de téléviseurs et de réfrigérateurs progressent respectivement de 10,5 % et 11,6 % en volume.

Les conditions climatiques stimulent la consommation d'énergie : + 4,4 % pour les dépenses d'éclairage et de chauffage.

Les dépenses de santé atteignent 30 654 millions d'euros en 2003. Les soins hospitaliers à la charge des ménages augmentent de 3,6 % en 2003 contre 9,3 % en 2002, il en est de même avec les soins non-hospitaliers (+ 3,3 % en 2003). L'achat de médicaments et autres produits pharmaceutiques est en hausse de 5,37 %.

La dépense de loisirs et culture continue de croître en 2003 (+ 3,1 %), notamment pour le matériel photo (+ 35 %) et les DVD. Cependant les achats d'enregistrements sonores reculent fortement (– 18,1 %).

La fréquentation des salles de cinéma, qui avait bénéficié d'une fin de siècle prometteuse, vient de subir deux années de baisse, tandis que le prix des entrées augmentait de 3 % par an.

Pour la première année, depuis 1995, le transport ferroviaire accuse une baisse de 1,8 %. La dépense des ménages en transports aériens recule de 2,4 % malgré la faible reprise de 2002 (+ 0,3 %).

Les dépenses en soins de beauté et entretien corporel continuent de progresser depuis 1997 avec pour l'année 2003 une hausse de 2,9 %. À l'inverse, la coiffure connaît une baisse continue de fréquentation depuis 2000 et cela malgré le ralentissement de la hausse des prix.

La consommation alimentaire (hors boissons alcoolisées) est stable en 2003. La consommation de viandes diminue légèrement avec une baisse marquée pour la volaille (- 4,9 %). La consommation de poissons frais poursuit sa baisse (- 1,7 % en volume). Depuis 1999, les ménages se tournent vers les préparations et les conserves de poissons (+ 2,4 % en 2003).

La canicule a fait augmenter la consommation de glaces et de sorbets (+ 12,8 %) ainsi que celle de boissons rafraîchissantes (+ 8,4 %). Les achats de jus de fruits et légumes progressent de 5 %.

La consommation de boissons alcoolisées subit une baisse sensible (- 1,6 %). Alors que cidre et bière semblent retrouver l'engouement du consommateur, les achats de vins régressent fortement (- 5,2 %), ceux de champagnes et mousseux modérément (- 1,6 %). La rigueur amorcée de la répression de l'alcool au volant a contribué à amoindrir les achats de boissons alcoolisées et à transférer la consommation vers des boissons au titrage plus faible.

2 ○ Méthodologie

Les informations relatives à la consommation des ménages et à son évolution sont ici de trois types :

– dépenses globales de consommation au sens des comptes nationaux ;

– estimation des quantités consommées de certains produits alimentaires et de quelques autres biens et services, parcs de biens durables (disponibles pour la métropole uniquement) ;

– données issues de diverses enquêtes auprès des ménages, apportant un éclairage sur leurs modes de vie et leurs comportements.

Consommation des ménages en comptabilité nationale

Les estimations présentées dans la consommation des ménages (tableaux E.01-1 et E.01-2) sont homogènes aux autres données de la comptabilité nationale (dans le nouveau système européen de comptabilité nationale - SEC 95 - mis en application dans la « base 1995 ») : leur addition forme exactement le total « Consommation effective des ménages » qui constitue le principal emploi du compte d'utilisation du revenu disponible ajusté des ménages [1]. Ces tableaux analysent, avec un certain détail, la structure de la consommation des ménages et son évolution récente [2].

Les évaluations de la consommation sont obtenues à partir de trois sources principales :

● **les enquêtes directes (générales ou spécialisées) auprès des ménages**

Elles sont réalisées par sondage auprès d'échantillons aléatoires de 5 000 à 15 000 ménages. Elles ne sont pas parfaitement adaptées aux évaluations des comptes nationaux car elles ont un champ et une périodicité différents, mais elles constituent le seul moyen de saisir les disparités entre les catégories socioprofessionnelles et permettent la description d'autres aspects des modes de vie (niveau d'équipement, déplacements, etc.). Les principales enquêtes utilisées sont les suivantes :

– l'enquête permanente sur les conditions de vie (EPCV). Elle est effectuée trois fois par an auprès de 8 000 ménages. L'enquête de mai fournit des informations sur l'équipement des ménages en biens durables.

– L'effectif de ménages répondant pour certaines catégories socioprofessionnelles est parfois petit et, par conséquent, les résultats sont à utiliser avec précaution.

– l'enquête sur le budget des familles.

Les données sur les dépenses des ménages (tableau E01-10) sont issues de l'enquête sur le budget des familles réalisée en 2000 - 2001 ; de périodicité quinquennale, elle fait suite aux précédentes enquêtes effectuées en 1979, 1984 - 1985 ,1989 et 1995.

– L'enquête « Emploi du temps », a lieu environ tous les dix ans (la prochaine aura lieu en 2008). L'enquête de 1998-1999 fait suite aux enquêtes précédentes sur le même thème, effectuées en 1964 -1965, 1974 -1975 et 1985 -1986. Ce sont des enquêtes « à vagues » étalées sur un an (comme budget de famille) pour éviter les effets de saisonnalité (on n'a pas les mêmes occupations en hiver et en été). La dernière enquête, réalisée entre février 1998 et février 1999, a interrogé tous les individus de 15 ans et plus d'un échantillon de 8 000 ménages sur la nature et la durée de leurs activités pendant 24 heures. Le tableau E01-11, concerne 16 000 individus environ.

– l'enquête logement qui a lieu tous les quatre ans.

– les enquêtes transports.

---

[1] Voir le chapitre I.01 « Comptes nationaux » du présent annuaire et le « Rapport sur les comptes de la nation » , cf. « partie 4 Sources de documentation ».

[2] Pour plus de détails, voir la publication annuelle INSEE résultats, série Économie, sous le titre : « Consommation des ménages de l'année n », cf. « partie 4 Sources de documentation ».

- **les statistiques de production et du commerce extérieur**

Elles permettent de calculer, pour un produit donné, les ressources sur le territoire. Elles sont établies soit en valeur, soit en quantités physiques.

Les statistiques de production en valeur résultent le plus souvent de l'exploitation des déclarations fiscales des chiffres d'affaires des différents secteurs d'activité (principalement déclarations de bénéfices industriels et commerciaux) et des enquêtes annuelles d'entreprise.

Les statistiques de production en quantités physiques sont, elles aussi, largement utilisées. Souvent d'origine professionnelle (enquêtes de branche), elles sont centralisées par les services statistiques des différents ministères (ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires rurales).

Les statistiques du commerce extérieur en valeur et en quantités résultent de l'exploitation de la base de données douanières. Les importations et exportations par produits détaillés sont ainsi obtenues.

Pour la consommation des ménages, les indices de prix à qualité constante résultent de très nombreuses observations effectuées mensuellement par l'INSEE pour l'établissement de l'indice des prix à la consommation.

- **les statistiques de distribution**

Différentes sources sont utilisées : les statistiques fiscales des chiffres d'affaires des entreprises commerciales, l'enquête annuelle d'entreprise du commerce, les enquêtes directes auprès de détaillants (notamment l'enquête mensuelle sur les chiffres d'affaires du commerce de détail indépendant effectuée par l'INSEE), les statistiques professionnelles établies pour certains circuits de distribution (grands magasins, magasins populaires, coopératives de consommation).

Les statistiques de distribution ne permettent pas d'estimer la consommation dans une nomenclature aussi fine que les équilibres « Ressources-Emplois ».

L'imperfection des sources disponibles (statistiques de production et du commerce extérieur, enquêtes auprès des ménages ou des détaillants), dont aucune ne peut être utilisée comme base exclusive, impose de faire une synthèse qui consiste en l'établissement de bilans des ressources et des emplois pour chaque bien ou service.

Les ressources sont constituées par la production intérieure hors TVA et les importations, augmentées des marges commerciales et de transport ainsi que l'ensemble des impôts sur les produits (dont la TVA et les droits de douanes), et diminuées des subventions sur les produits. Les emplois se répartissent entre la consommation intermédiaire, la consommation des ménages, la formation brute de capital fixe, les exportations et enfin les variations de stocks + acquisitions nettes de cession d'objet de valeur.

L'intérêt des statistiques de distribution réside dans le fait que les chiffres d'affaires du commerce sont très proches de la consommation des ménages. Par contre, les équilibres « Ressources-Emplois » nécessitent de faire une estimation des marges et des variations de stocks, variations qui sont mal connues.

Si chaque élément est connu à partir de sources indépendantes et ayant leur propre marge d'incertitude, l'ensemble des estimations permet, par cohérence, d'améliorer notablement les chiffres les plus incertains, ou même de déduire des éléments non saisis directement. Il ne faut donc pas s'étonner de rencontrer des divergences appréciables, qui peuvent exister en certaines occasions, entre les statistiques brutes, tels par exemple les résultats globaux des enquêtes, et les évaluations retenues dans les comptes nationaux puisque celles-ci résultent de l'examen critique de l'ensemble des sources disponibles.

La détermination des niveaux est effectuée lors de l'élaboration des comptes de l'année de base. Ces évaluations résultent de la confrontation et de l'harmonisation des quatre sources déjà citées, dans le cadre des équilibres « Ressources-Emplois ».

La détermination des évolutions annuelles s'effectue chaque année en calculant les indices de valeur, de prix et de volume, sans remettre en question les niveaux de la base en cours.

Nomenclatures

- **Nomenclature de fonction**

Elle classe les biens et les services selon les besoins humains auxquels ils répondent : alimentation, boissons alcoolisées et tabac, articles d'habillement et chaussures, logement chauffage et éclairage, équipement du logement, santé, transport, communications, loisirs-culture, éducation, hôtels, cafés et restaurants, autres biens et services, constituent les douze grandes fonctions. La fonction 13 représente les dépenses de consommation des Institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM) et la 14ème regroupe les dépenses de consommation finale individualisable des Administrations publiques (APU). Cette nomenclature regroupe, aux prix de quelques conventions, les produits complémentaires c'est-à-dire simultanément nécessaires à la satisfaction d'un même besoin, ou substituables c'est-à-dire alternatifs pour satisfaire un même besoin. Les biens et services destinés à satisfaire un même besoin sont ainsi regroupés dans cette nomenclature. Par exemple, la fonction « transport » regroupe les achats de véhicules, leurs frais d'entretien et de réparation, la consommation de carburants, les dépenses de transports ferroviaires, routiers et enfin les transports aériens.

- **Nomenclature de durabilité**

Elle oppose les biens durables aux biens fongibles et distingue les biens des services. Elle classe les biens en trois groupes : biens durables importants (véhicules, meubles, équipement ménager ou de loisir), biens semi-durables (textile, habillement) et biens non durables (alimentation, énergie).

Quantités consommées

Les évaluations relatives aux quantités (tableau E.01-4) ne sont pas toujours homogènes aux estimations, aux prix de l'année précédente, de la comptabilité nationale. Des notes précisent le contenu exact de chaque ligne.

Les quantités de produits alimentaires ont été retenues après comparaison des statistiques de production et de celles du commerce extérieur. Dans certains cas, on a pu tenir compte de statistiques de distribution ; ainsi s'expliquent les divergences entre les quantités retenues et certaines statistiques de production. Les quantités sont données par habitant.

Pour les produits non alimentaires et les services, ce sont les quantités totales qui figurent dans les tableaux ; dans la plupart des cas, en effet, la notion de quantité par habitant n'a pas de sens.

Panel communautaire des ménages

Le panel communautaire des ménages, enquête multidimensionnelle européenne, coordonnée par Eurostat, a pour objectif principal de suivre les dynamiques individuelles d'emploi et de revenus. La première vague a eu lieu en 1994 dans les douze États membres formant l'Union européenne à l'époque. L'échantillon total comprenait environ 60 500 ménages sélectionnés de façon aléatoire. L'enquête « panel communautaire des ménages » fournit des statistiques comparables entre pays. (cf. tableau E01-9). Cette enquête a été remplacée par un nouvel instrument : EU – SILC (statistiques sur le revenu et les conditions de vie) en 2003 pour les pays de l'Union européenne à 15 et à partir de 2004-2005 pour les 10 nouveaux pays membres.

Participation électorale

L'opération participation électorale, réalisée en 2004 par les agents de l'INSEE dans les préfectures, a permis de collecter les données individuelles sur la participation aux scrutins d'un échantillon de près de 42 000 électeurs, représentatif des électeurs de nationalité française, inscrits dans une commune de métropole. Elle a permis de repérer la participation effective, c'est à dire le fait d'aller voter, quel que soit le

contenu du vote, la seule information recueillie étant l'émargement.
Des opérations similaires avaient auparavant été réalisées en 1988 - 1989, en 1995 - 1998 et en 2002.

3 ○ Définitions

Consommation finale des ménages

Ensemble de la consommation des ménages. C'est la somme de la dépense de consommation des ménages et des consommations individualisables incluses dans la dépense de consommation finale des Administrations.
La dépense de consommation des ménages se limite aux dépenses que les ménages supportent directement. Elle comprend la part des dépenses de santé, d'éducation, de logement, restant à leur charge, après remboursements éventuels. On y inclut aussi les loyers imputés, que les ménages propriétaires de leur résidence principale se versent implicitement à eux-mêmes.
Les consommations individualisables incluses dans la dépense de consommation finale des Administrations sont celles dont les bénéficiaires peuvent être précisément définis. C'est le cas en particulier des dépenses pour l'éducation et pour la santé.
La consommation des ménages qui doit être évaluée est une consommation finale nationale, c'est-à-dire la consommation des ménages résidents qu'elle ait lieu dans ou hors le territoire économique national. Le territoire économique français inclut les départements d'outre-mer (Guadeloupe, Guyane, Martinique, Réunion), mais exclut Monaco.
Pour des raisons statistiques, on ne peut évaluer dans un premier temps, par produits, qu'une consommation territoriale, représentant l'ensemble des achats effectués sur le territoire par des ménages résidents ou non. La consommation nationale est obtenue en retranchant la consommation des non-résidents sur le territoire, reclassée en exportations, et en ajoutant la consommation des résidents hors le territoire. Les données nécessaires pour effectuer cette correction sont obtenues par un traitement particulier de la balance des paiements.
La consommation finale des ménages peut être subdivisée en trois grandes composantes : les achats de biens et de services, l'autoconsommation de biens et de services et les avantages en nature.

– Les biens et services marchands constituent l'essentiel du poste. Ils correspondent aux achats de biens neufs (sauf les logements mais y compris les achats en crédit bail pour les automobiles) ; aux acquisitions de biens d'occasion par exemple les automobiles (occasions passant par les garages, voitures de démonstration, voitures de société), motocycles, caravanes, téléviseurs et aux achats de services marchands.

– L'autoconsommation de biens et de services est la contrepartie de la production des ménages qui est destinée à leur consommation finale propre.

– Les avantages en nature : est évaluée comme avantage en nature la contrepartie de la rémunération en nature. Elle se compose des biens et des services fournis gratuitement ou à un prix inférieur à leur prix d'acquisition, par les employeurs au titre de la rémunération des salariés.

Consommation effective finale des ménages

Pour passer de la dépense de consommation des ménages à la consommation finale effective, il faut ajouter au premier de ces agrégats les transferts sociaux en nature versés par les Administrations publiques (APU) et les Institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM).

La dépense de consommation finale des Administrations publiques se subdivise en dépense de consommation finale individualisable (celles dont le consommateur effectif est identifiable) et dépense de consommation collective, correspondant aux fonctions régaliennes des Administrations.

Les transferts sociaux en nature des Administrations publiques aux ménages correspondent aux dépenses de consommation finale individualisable de ces Administrations.

La consommation effective des Administrations publiques ne comprend plus alors que les biens et services inclus dans les dépenses de consommation finale collective.

– exemples de dépenses individualisables : dépenses d'éducation, de santé, de culture...

– exemples de dépenses collectives : dépenses liées à la défense, la justice, la police, l'administration générale...

Pour ce qui concerne les Institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM), c'est, par convention, l'ensemble de leur dépense de consommation finale qui est considéré comme individualisable et qui constitue une consommation effective des ménages. Il n'y a donc pas de consommation finale effective pour les ISBLSM.

	Ménages	Administrations publiques	ISBLSM
Dépense de consommation finale	Dépenses de consommation finale des ménages	Dépenses de consommation finale collective et individuelle des Administrations publiques	Dépenses de consommation finale des ISBLSM
Consommation finale effective	Dépenses de consommation finale des ménages + Dépenses de consommation individuelle des APU + Dépenses de consommation finale des ISBLSM	Dépenses de consommation finale collective des Administrations publiques	

Coefficient budgétaire

Rapport de la dépense consacrée à un bien ou service particulier (ou à une catégorie de biens ou services) à la dépense totale.

4 ○ Sources de documentation

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du département « Prix à la consommation, ressources et conditions de vie des ménages » et la division « Synthèses des biens et services » de l'INSEE.

Organismes :

– INSEE.
– Eurostat.

Site Internet :

– www.insee.fr

Publications :

INSEE
Économie et Statistique :
– « Les services informels entre ménages : une dimension méconnue du bénévolat », n° 368, avril 2004 ;
INSEE-Première :
– « La participation électorale au printemps 2004 », N° à paraître ;
– « 40 ans de services culturels et récréatifs, la télévision détrône le stade et le cinéma », n° 983, août 2004 ;

– « La consommation des ménages en 2003 », n° 973, juin 2004 ;
– « Le marché des Télécommunications en 2002 », n° 968, mai 2004 ;
– « Boissons alcoolisées : 40 ans de baisse de consommation », n° 966, mai 2004 ;
– « La vie associative en 2002 : 12 millions de bénévoles », n° 946, février 2004 ;
– « Une personne sur deux est membre d'une association en 2002 », n° 920, septembre 2003 ;

INSEE-Résultats, Consommation – modes de vie :

– « Enquête emploi du temps 1998-1999 », n[os] 101-102, janvier 2000.

INSEE-Résultats, Série Économie :

– « Comptes nationaux. Rapport sur les Comptes de la Nation 2003 », n° 14, juillet 2004.

– *INSEE-Résultats, Série Société* :
– « La consommation des ménages en 2003 », n° 32, juillet 2004 ;
– « Le budget des familles en 2001 », n° 29, avril 2004 ;
– « Indicateurs de niveau de vie, Indicateurs sociaux annuels de 1996 à 2001 », n° 2, janvier 2002.

Données sociales Édition 2002 :

– « Le niveau de vie des ménages de 1970 à 1999 », O.Guillemin, V. Roux ;
– « La pauvreté en termes de conditions de vie : quatre profils de ménages », S . Pontieux.
– *France, Portrait social. Édition 2004-2005.*

5 ○ Tableaux

Des tableaux rétrospectifs, « séries » et supplémentaires sont disponibles sur le cédérom (cf. liste en fin d'annuaire).

TABLEAU E.01-1A

Montant de la consommation effective des ménages par fonction (en valeur)

Source : INSEE (Comptabilité nationale, base 1995) — *Unités* : Million d'euros courants et %

Intitulé du poste	Code	Valeurs aux prix courants						Coefficients budgétaires %	
		1995	1999	2000	2001	*r* 2002	*p* 2003	1990	*p* 2003
Prod. alimentaires et boissons non alcoolisées	01	98 976	107 153	110 413	117 327	122 126	125 005	13,14	**11,42**
Boissons alcoolisées et tabac	02	22 229	26 046	26 456	27 682	28 549	28 484	2,45	**2,60**
Articles d'habillement et chaussures	03	36 321	38 144	38 447	38 791	38 980	38 974	5,36	**3,56**
Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles	04	156 404	177 719	183 591	190 410	197 619	208 725	17,44	**19,07**
Meubles, articles de ménage et entretien courant de l'habitation	05	41 581	47 247	49 278	50 606	50 985	51 385	5,65	**4,69**
Santé	06	24 460	26 578	27 645	28 770	30 418	32 312	2,71	**2,95**
Transport	07	96 101	111 685	118 767	123 869	126 253	127 272	12,60	**11,63**
Communications	08	12 081	15 434	17 043	18 432	19 758	20 970	1,45	**1,92**
Loisirs et culture	09	55 990	65 113	69 151	72 302	76 031	78 283	7,03	**7,15**
Éducation	10	3 966	4 796	4 774	4 930	5 170	5 464	0,51	**0,50**
Hôtels, cafés et restaurants	11	48 056	56 178	59 328	61 557	64 446	65 512	6,03	**5,98**
Autres biens et services	12	52 869	57 747	59 789	62 910	65 135	71 376	6,07	**6,52**
Dépense de consommation des ménages	**01..12**	**649 034**	**733 840**	**764 683**	**797 584**	**825 470**	**853 763**	**80,46**	**77,99**
Consommation individualisable des ISBLSM	13	7 028	8 482	8 555	9 904	10 257	10 683	0,69	**0,98**
Consommation individualisable des APU	14	166 781	189 251	198 128	206 540	221 055	230 208	18,86	**21,03**
Consommation effective des ménages		**822 844**	**931 573**	**971 366**	**1 014 028**	**1 056 782**	**1 094 655**	**100,00**	**100,00**

TABLEAU E.01-1B

Consommation effective des ménages par fonction (en volume)

Source : INSEE (Comptabilité nationale, base 1995) — *Unités* : Indice et %

Intitulé du poste	Code	Indices de volume base 100 de l'année précédente						Taux de variation annuel moyen (%)
		1995	1999	2000	2001	*r* 2002	*p* 2003	de 1993 à 2003
Prod. alimentaires et boissons non alcoolisées	01	101,5	101,7	100,7	100,6	101,4	100,0	0,9
Boissons alcoolisées et tabac	02	99,7	101,3	98,7	101,4	98,4	92,3	– 1,1
Articles d'habillement et chaussures	03	97,9	101,1	100,6	100,2	99,6	100,4	–
Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles	04	101,2	101,7	101,7	102,7	101,6	102,8	1,7
Meubles, articles de ménage et entretien courant de l'habitation	05	101,2	103,2	103,6	100,4	99,4	99,6	1,3
Santé	06	103,3	103,6	103,8	104,8	105,0	104,3	2,8
Transport	07	100,0	105,6	101,9	104,0	100,8	98,5	2,0
Communications	08	103,8	124,1	120,8	112,0	102,1	101,4	10,4
Loisirs et culture	09	101,9	105,7	106,9	104,6	104,4	103,1	4,0
Éducation	10	101,0	101,5	99,1	101,3	103,4	102,5	2,0
Hôtels, cafés et restaurants	11	100,2	104,2	103,6	101,2	100,8	99,2	1,3
Autres biens et services	12	105,3	99,6	102,0	102,9	100,8	106,8	2,1
Dépense de consommation des ménages	**01..12**	**101,2**	**103,2**	**102,7**	**102,6**	**101,5**	**101,3**	**1,8**
Consommation individualisable des ISBLSM	13	103,0	104,6	99,0	114,6	102,2	103,4	3,7
Consommation individualisable des APU	14	100,6	101,6	103,2	103,3	105,2	102,6	2,4
Consommation effective des ménages		**101,1**	**102,9**	**102,7**	**102,9**	**102,3**	**101,6**	**2,0**

TABLEAU E.01-2

Montant et évolution de la consommation effective des ménages par durabilité

Source : INSEE (Comptabilité nationale, base 1995) — *Unités* : Million d'euros, % et Indice

Intitulé du poste	Code	Valeurs aux prix courants		Coefficients budgétaires %		Indices de volume base 100 de l'année précédente		Taux de variation annuel moyen (%)
		r 2002	*p* 2003	1990	*p* 2003	*r* 2002	*p* 2003	de 1993 à 2003
Biens durables importants	**1**	**64 891**	**63 087**	**7,84**	**5,76**	**99,4**	**97,9**	**3,6**
Automobiles	11	31 460	30 222	3,82	2,76	98,4	94,6	3,1
Automobiles neuves	111	22 669	21 166	3,24	1,93	96,2	92,1	2,1
Automobiles autres	112	8 790	9 055	0,58	0,83	104,5	100,8	6,2
Téléviseurs	12	2 258	2 268	0,28	0,21	112,1	110,5	8,7
Réfrigérateurs, congélateurs	13	1 332	1 450	0,17	0,13	102,4	111,6	4,1
Machines à laver	14	1 412	1 377	0,17	0,13	102,3	102,6	3,4
Meubles	15	12 149	11 565	1,66	1,06	93,3	93,9	– 0,7
Autres biens durables importants	16	16 280	16 204	1,75	1,48	103,9	104,3	7,6
Biens semi-durables	**2**	**97 456**	**98 609**	**11,29**	**9,01**	**100,9**	**100,7**	**1,4**
Textiles et cuirs	21	41 866	41 819	5,72	3,82	99,7	100,2	-
Autres biens semi-durables	22	55 590	56 790	5,57	5,19	101,9	101,1	2,5
Biens non durables	**3**	**277 399**	**285 190**	**27,88**	**26,05**	**100,8**	**100,2**	**1,1**
Biens non durables et non alimentaires	31	139 773	144 561	13,11	13,21	100,4	100,5	1,3
Énergie, y c. sylviculture	311	61 817	64 202	6,45	5,87	98,4	101,4	0,7
Autres biens non durables et non alimentaires	312	77 957	80 358	6,66	7,34	102,1	99,7	1,9
Alimentation, y c. animale	32	137 626	140 630	14,77	12,85	101,3	99,9	0,8
Services	**4**	**617 035**	**647 769**	**52,99**	**59,18**	**103,5**	**102,7**	**2,3**
Logement, y c. entretien	41	161 060	169 330	13,60	15,47	102,5	102,2	1,8
Services de santé, y c. vétérinaires	42	105 494	111 358	9,29	10,17	105,6	103,1	2,3
Transports en commun, postes et télécommunications	43	45 565	47 754	3,72	4,36	104,8	103,6	5,6
Services des hôtels, cafés, restaurants, cantines, loyers	44	64 451	65 518	6,04	5,99	100,8	99,2	1,3
Autres services	45	240 465	253 808	20,34	23,19	103,8	103,7	2,4
Action sociale, y c. services domestiques	451	37 495	40 742	2,61	3,72	108,3	105,6	3,9
Autres services divers	452	202 970	213 066	17,74	19,46	103,0	103,3	2,1
Consommation effective des ménages		**1 056 782**	**1 094 655**	**100,00**	**100,00**	**102,3**	**101,6**	**2,0**

TABLEAU E.01-3

La consommation des ménages en biens et services sportifs

Sources : INSEE (Comptabilité nationale, base 1995)
Ministère de la Jeunesse, des Sports et de la Vie associative

Unité : Milliard d'euros à prix courants

Intitulé du poste	*r* 1995	*r* 1996	*r* 1997	*r* 1998	*r* 1999	*r* 2000	*r* 2001	2002
Vêtements et chaussures de sport	**2,91**	**2,93**	**3,00**	**3,05**	**3,11**	**3,20**	**3,27**	**3,42**
dont : Vêtements de sports	1,37	1,37	1,41	1,45	1,50	1,55	1,58	1,59
Chaussures de sports	1,54	1,56	1,58	1,60	1,61	1,65	1,69	1,83
Biens durables	**1,79**	**1,66**	**1,53**	**1,72**	**1,87**	**2,01**	**2,02**	**1,90**
dont : Bateaux	0,69	0,67	0,58	0,81	0,91	1,01	0,98	0,99
Bicyclettes	1,05	0,95	0,90	0,87	0,91	0,96	0,99	0,87
Avions	0,04	0,04	0,04	0,05	0,05	0,05	0,05	0,04
Autres biens	**1,85**	**1,90**	**1,99**	**2,13**	**2,14**	**2,22**	**2,33**	**2,45**
dont : Articles de sports	1,68	1,74	1,82	1,96	1,96	1,94	2,05	2,16
Armes	0,12	0,11	0,11	0,11	0,10	0,10	0,11	0,11
Périodiques sportifs	0,17	0,17	0,19	0,17	0,18	0,18	0,17	0,18
Achats de services	**3,80**	**3,98**	**4,14**	**4,37**	**4,70**	**4,82**	**5,17**	**5,50**
Total	**10,47**	**10,58**	**10,77**	**11,38**	**11,92**	**12,25**	**12,79**	**13,27**

TABLEAU E.01-4

Principales quantités consommées en France métropolitaine par les ménages à partir de 1990

Source : INSEE (Comptabilité nationale, base 1995)

Nature des produits, biens et services	Unités	1990	1995	1997	*r* 1998	*r* 1999	*r* 2000	*r* 2001	*p* 2002
A. CONSOMMATION ALIMENTAIRE (par habitant)									
Population intérieure moyenne	10^6	**56,71**	**57,85**	**58,21**	**58,40**	**58,62**	**58,90**	**59,19**	**59,49**
Semoule de blé dur	kg	1,08	1,26	1,06	0,98	0,97	0,97	0,98	0,97
Farine de froment	"	5,09	4,41	4,38	4,38	4,19	4,12	4,10	4,14
Riz	"	3,72	3,74	3,63	3,53	3,62	3,86	3,98	4,33
Biscottes	"	1,80	1,72	1,72	1,63	1,64	1,84	1,88	2,06
Biscuits et pains d'épices	"	8,78	9,80	10,32	10,38	10,61	11,51	11,50	11,30
Farines diététiques de l'enfance	"	0,16	0,13	0,14	0,14	0,14	0,13	0,13	0,14
Pâtes alimentaires	"	6,76	7,30	7,57	7,40	7,67	7,68	7,87	8,02
Pain, préemballé non compris	"	63,37	59,89	60,02	59,87	57,42	59,38	60,07	55,55
Pommes de terre (1)	"	62,42	68,93	69,79	65,78	67,96	68,66	68,21	69,16
Légumes frais (1)	"	88,34	91,33	89,85	91,05	92,17	91,61	90,59	90,65
Légumes surgelés	"	5,18	6,50	6,58	6,69	6,94	6,98	6,93	6,92
Légumes secs (1)	"	1,56	1,44	1,42	1,41	1,40	1,43	1,46	1,49
Conserves de légumes	"	23,23	23,67	23,94	24,34	25,25	25,38	25,20	25,18
Agrumes (1)	"	16,45	13,81	13,67	13,30	12,70	12,62	11,66	13,76
Autres fruits frais (1)	"	45,93	44,94	44,05	43,25	44,42	44,65	45,45	46,08
Fruits surgelés	"	0,10	0,04	0,04	0,05	0,05	0,05	0,05	0,05
Fruits secs (1)	"	1,16	1,36	1,34	1,31	1,36	1,37	1,39	1,41
Fruits au sirop	"	3,11	2,04	1,98	2,06	1,60	1,73	1,58	1,65
Confitures et gelées	"	2,54	2,63	2,51	2,47	2,41	2,48	2,65	2,36
Compote de fruits	"	1,63	1,88	2,00	2,10	2,22	2,35	2,77	2,71
Porc frais	"	9,96	10,07	10,11	10,77	10,90	10,70	10,70	11,32
Jambon	"	5,59	5,52	5,55	5,93	5,61	5,63	5,75	5,45
Autres charcuteries et conserves de viande	"	14,25	15,67	16,01	16,55	16,98	17,24	17,45	17,84
Triperie	"	4,48	3,99	3,76	3,76	3,80	3,32	3,39	3,36
Bœuf	"	17,58	16,57	15,42	15,59	15,60	14,78	14,29	14,27
Veau	"	4,49	4,13	3,95	3,74	3,75	3,78	3,72	3,70
Mouton, agneau	"	3,64	3,57	3,39	3,39	3,43	3,55	2,93	3,12
Cheval	"	0,65	0,37	0,40	0,37	0,34	0,35	0,39	0,34
Volailles (1)	"	22,24	22,83	23,99	24,15	23,82	24,02	23,73	23,83
Lapin, gibier (1)	"	4,59	3,97	4,18	4,20	4,15	4,18	4,13	4,15
Œufs (1)	"	14,34	15,50	14,89	14,94	15,16	15,08	14,88	14,51
Poissons, crustacés, coquillages (poids après la pêche, vendu aux ménages) (1)	"	14,75	14,41	14,92	14,80	14,99	14,48	14,13	13,68
Poissons et crustacés surgelés	"	4,20	4,22	4,33	4,37	4,45	4,56	4,64	4,69
Conserves de poisson	"	5,81	4,84	4,69	5,19	4,16	4,29	5,76	6,28
Laits liquides (1)	litre	68,16	69,52	68,07	68,57	67,30	68,01	66,13	64,12
Crème fraîche	kg	2,77	4,89	5,33	5,92	4,93	5,13	4,90	5,13
Yaourts	"	16,31	18,29	19,12	19,94	20,50	20,48	20,77	21,14
Desserts lactés frais	"	5,89	7,28	7,78	8,34	8,39	8,82	9,01	9,04
Fromages frais (1)	"	6,71	6,97	7,15	7,20	7,51	8,03	8,37	8,66
Fromages (1)	"	17,10	18,12	18,28	18,95	19,30	19,25	19,06	18,99
Beurre (1)	"	8,43	8,05	7,83	7,65	7,54	7,67	7,41	7,37
Huile	"	11,37	10,23	10,30	10,08	10,00	9,88	10,05	10,15
Margarine	"	2,34	2,12	2,32	2,26	2,15	2,06	2,02	1,99
Sucre	"	10,02	8,92	8,20	7,71	7,59	7,08	6,89	6,79
Chocolat (poudre et tablettes)	"	3,40	3,93	4,16	4,38	4,27	4,30	4,12	4,11
Confiserie de sucre	"	2,67	3,45	3,52	3,46	3,38	3,64	3,59	3,62
Confiserie de chocolat	"	1,63	1,70	1,84	1,69	1,68	1,72	1,48	1,39
Miel (1)	"	0,41	0,45	0,45	0,44	0,45	0,45	0,45	0,45
Crèmes glacées	litre	6,50	6,92	6,23	6,63	5,96	6,56	5,58	6,07
Vins courants (1)	litre	45,96	39,09	37,38	37,25	36,21	32,10	33,68	34,68
Vins AOC et VDQS (depuis 1983) (1)	"	23,49	25,16	26,16	27,67	27,14	26,42	27,10	26,84
Vins doux naturels et autres vins de liqueur (1)	"	1,55	1,37	1,34	1,34	1,37	1,10	1,15	1,07
Champagne (1)	"	1,95	2,05	2,12	2,29	2,44	1,91	2,08	2,21
Bière	"	39,66	38,04	35,47	37,70	37,78	33,71	33,31	31,99

N.B. Voir notes en fin de tableau.

TABLEAU E.01-4 (suite et fin)

Principales quantités consommées en France métropolitaine par les ménages à partir de 1990

Source : INSEE (Comptabilité nationale, base 1995)

Nature des produits, biens et services	Unités	1990	1995	1997	1998	1999	*r* 2000	*r* 2001	*p* 2002
Cidre (1)	litre	6,47	6,83	6,42	6,52	6,40	5,53	5,57	5,44
Eaux minérales et de source	"	92,42	119,83	125,42	136,73	146,06	153,24	149,66	161,62
Boissons gazeuses	"	35,82	37,71	39,02	40,06	40,56	41,10	43,14	43,87
Jus de fruits, y compris nectars	"	6,84	10,78	11,44	11,53	11,88	12,08	12,38	12,65
Café (torréfié : en grains, moulu, soluble) (2)	kg	4,41	4,38	4,64	4,40	4,51	4,46	4,53	4,61
Thé et maté (2)	"	0,20	0,20	0,29	0,23	0,21	0,23	0,23	0,23
Infusions	g	65,70	66,66	69,45	68,60	68,91	68,35	68,96	69,92
B. CONSOMMATION DE BIENS NON ALIMENTAIRES (ENSEMBLE DE LA POPULATION)									
Biens durables :									
Réfrigérateurs (n. c. congélateurs)	10^3 unité	2 129	2 107	2 089	2 119	2 255	2 400	2 353	2 388
Machines à laver	"	2 042	2 117	2 121	2 154	2 247	2 346	2 328	2 331
Lave-vaisselle	"	669	727	740	771	856	946	980	1 001
Récepteurs de télévision couleur	"	3 310	3 368	3 531	4 271	4 508	4 622	4 283	4 327
Automobiles (3)	"	2 309	1 931	1 713	1 944	2 148	2 134	2 255	2 145
Chauffage et éclairage :									
Électricité	10^9 kWh	96,90	109,08	119,08	121,45	126,93	128,72	133,89	133,00
Gaz de ville	10^9 kWh	124,00	146,53	148,23	163,90	165,73	165,76	177,87	162,46
Butane, propane	10^6 tonnes	1,51	1,58	1,58	1,60	1,59	1,51	1,50	1,46
Charbon (y c. houille, coke et agglomérés)	10^6 tonnes	2,43	1,41	1,43	1,36	1,25	0,98	0,97	0,65
Fioul domestique (4)	10^6 m^3	20,18	19,53	19,79	20,48	20,07	18,44	20,42	18,46
Transports :									
Carburants	10^3 m^3								
Supercarburants autos (5)	"	19 889	17 682	16 532	16 439	16 332	15 570	15 331	14 799
Gazole (6)	"	5 400	9 627	11 119	11 936	11 900	12 100	13 236	13 816
Chemins de fer (7) :									
Grandes lignes	10^9 voyag.-km	54,97	47,08	52,80	55,30	57,00	60,20	61,65	63,43
Banlieue de Paris	"	8,99	8,48	9,02	9,13	9,62	9,68	9,85	10,11
Régie autonome des transports parisiens :									
Réseau ferré :									
Métropolitain et funiculaire de Montmartre	10^6 voyag-km	1 222	1 029	1 116	1 157	1 190	1 247	1 262	1 283
Réseau express régional	"	362	323	354	368	384	404	415	412
Réseau autobus	"	841	781	878	887	902	939	941	880
Tramway	"	///	23	29	35	43	47	48	91
Autres biens et services :									
Savon de ménage	10^3 tonnes	18,3	10,9	8,9	8,3	8,4	8,6	8,3	7,7
Savons de toilette, etc	"	28,3	24,0	21,7	19,9	14,3	14,3	15,7	16,0
Poudres à laver le linge ménagères	"	483,9	538,6	533,4	499,6	439,6	395,7	...	...
Cinéma	10^6 spectateurs	121,9	130,2	149,0	170,1	155,5	166,6	187,1	184,5
Cigarettes	10^6 tonnes	95 809	88 336	82 984	83 836	83 675	82 514	83 464	80 529
Cigares et cigarillos	"	1 474	1 460	1 572	1 630	1 672	1 712	1 729	1 707
Scaferlatis	"	4 933	6 444	7 315	7 283	7 386	7 170	7 087	6 957

(1) Produits faisant l'objet d'une autoconsommation.
(2) Les quantités indiquées sont obtenues à partir de statistiques douanières : elles ne tiennent pas compte d'éventuels stockages ou déstockages.
(3) Automobiles : total des immatriculations de voitures particulières et commerciales neuves, non compris les immatriculations de voitures en transit temporaire (TT).
(4) En acquitté total des factures des distributeurs.
(5) Consommation de super plombé et sans plomb par les voitures particulières, commerciales et taxis.
(6) Consommation de gazole par les voitures particulières, commerciales et taxis. Source : estimation du Comité Professionnel du Pétrole et du service économique et statistique du ministère de l'Équipement, des Transports, de l'Aménagement du territoire, du Tourisme et de la Mer.
(7) Y compris les déplacements professionnels.

TABLEAU E.01-5

Équipement des ménages en biens durables selon la catégorie socioprofessionnelle de la personne de référence du ménage (1)

Source : INSEE (Enquêtes Permanentes Conditions de vie - mai 1997, 2000, 2001, 2002, 2003, janvier 2004) %

Nature de l'équipement	Date	Agriculteurs exploitants	Artisans commerçants, chefs d'entreprise	Cadres	Professions intermédiaires	Employés	Ouvriers	Autres inactifs	Ensemble des ménages
Combiné réfrigérateur-congélateur	2001	35	56	68	65	61	60	38	60
Congélateur	2000	77	53	42	46	38	52	12	47
Réfrigérateur (avec ou sans congélateur)	2004	100	100	100	99	98	99	89	99
Congélateur (avec ou sans réfrigérateur)	2004	89	82	83	83	77	80	31	80
Lave-vaisselle	2003	43	57	66	50	31	33	7	44
Micro-ondes	2004	56	72	79	78	72	74	62	74
Lave-linge	2004	95	94	96	94	91	93	33	92
Sèche-linge ou lave-linge sèchant	2001	22	36	41	34	23	28	3	30
Télévision couleur	2004	98	96	94	93	95	97	80	95
Multi-équipement en télévision couleur	2004	36	40	41	41	35	43	7	39
Magnétoscope	2004	51	68	79	75	67	72	38	71
Chaîne hi-fi	2003	25	61	81	76	58	58	59	64
Camescope	1997	8	21	23	16	11	13	3	14
Répondeur téléphonique	2001	19	32	56	45	35	28	22	37
Minitel	2004	15	18	26	17	7	4	–	12
Téléphone portable	2004	37	66	82	79	65	64	86	70
Téléphone fixe	2004	97	93	96	90	84	81	38	86
Micro-ordinateur	2004	25	41	72	56	36	31	52	45
Connexion à internet	2004	19	27	58	40	22	16	27	30
Automobile	2004	78	86	90	89	69	80	41	81
Multi-équipement en automobile	2004	37	41	46	41	22	33	1	35
Nombre de ménages (millions)	**2004**	**1 072**	**1 950**	**3 984**	**5 120**	**5 024**	**6 981**	**568**	**24 699**
Nombre de ménages répondants dans l'échantillon	**2004**	**285**	**504**	**1 028**	**1 326**	**1 285**	**1 793**	**130**	**6 351**

(1) Champ : ensemble des ménages. Les retraités sont classés dans leur ancienne catégorie socioprofessionnelle.

TABLEAU E.01-6

Équipement des ménages en biens durables selon l'âge de la personne de référence du ménage (1)

Source : INSEE (Enquêtes Permanentes Conditions de vie - mai 1997, 2000, 2001, 2002, 2003, janvier 2004) %

Nature de l'équipement	Date	Moins de 30 ans	30 à 39 ans	40 à 49 ans	50 à 59 ans	60 à 69 ans	70 à 79 ans	80 ans et plus	Ensemble des ménages
Combiné réfrigérateur-congélateur	2001	62	70	61	58	58	55	52	60
Réfrigérateur sans congélateur	2000	39	40	53	53	51	53	52	49
Congélateur	2000	23	42	59	56	56	44	29	47
Réfrigérateur (avec ou sans congélateur)	2004	94	99	99	100	100	100	100	99
Congélateur (avec ou sans réfrigérateur)	2004	57	81	85	87	86	81	66	80
Lave-vaisselle	2003	15	42	56	57	53	36	22	44
Micro-ondes	2004	80	84	85	78	73	54	43	74
Lave-linge	2004	70	94	96	96	97	94	87	92
Sèche-linge ou lave-linge sèchant	2001	21	38	46	36	23	14	8	30
Télévision couleur	2004	91	92	94	95	97	98	99	95
Multi-équipement en télévision couleur	2004	20	37	46	48	46	36	25	39
Magnétoscope	2004	61	80	82	80	75	54	27	71
Chaîne hi-fi	2003	73	82	80	71	56	34	18	64
Camescope	1997	8	23	19	18	11	6	1	14
Répondeur téléphonique	2001	39	49	45	43	33	16	7	37
Minitel	2004	1	7	16	20	17	12	7	12
Téléphone fixe	2004	52	82	87	93	95	96	95	86
Téléphone portable	2004	93	86	85	77	59	33	17	70
Micro-ordinateur	2004	55	60	65	54	28	10	5	45
Connexion à internet	2004	32	42	44	40	17	6	3	30
Automobile	2004	72	89	89	89	86	67	40	81
Multi-équipement en automobile	2004	21	42	49	49	31	14	4	35
Nombre de ménages (millions)	**2004**	**1 072**	**1 950**	**3 984**	**5 120**	**5 024**	**6 981**	**568**	**24 699**
Nombre de ménages répondants dans l'échantillon	**2004**	**285**	**504**	**1 028**	**1 326**	**1 285**	**1 793**	**130**	**6 351**

(1) Champ : ensemble des ménages.

TABLEAU E.01-7

Équipement des ménages en biens durables selon leur taille (1)

Source : INSEE (Enquêtes Permanentes Conditions de vie - mai 1997, 2000, 2001, 2002, 2003, janvier 2004) %

Nature de l'équipement	Date	Nombre de personnes du ménage						
		1	2	3	4	5	6 et plus	Ensemble des ménages
Combiné réfrigérateur-congélateur	2001	53	62	67	66	62	67	60
Réfrigérateur sans congélateur	2000	50	48	47	50	51	51	49
Congélateur	2000	25	50	58	66	71	64	47
Réfrigérateur (avec ou sans congélateur)	2004	97	99	100	100	100	100	99
Congélateur (avec ou sans réfrigérateur)	2004	64	84	88	92	90	90	80
Lave-vaisselle	2003	20	48	52	68	67	47	44
Micro-ondes	2004	57	75	88	90	89	90	74
Lave-linge	2004	79	96	99	100	99	100	92
Sèche-linge ou lave-linge sèchant	2001	13	26	40	55	55	49	30
Télévision couleur	2004	91	97	95	98	96	98	95
Multi-équipement en télévision couleur	2004	17	43	51	55	58	59	39
Magnétoscope	2004	48	74	84	89	87	84	71
Chaîne hi-fi	2003	47	62	78	84	84	71	64
Camescope	1997	3	12	20	28	30	22	14
Répondeur téléphonique	2001	27	38	47	44	42	26	37
Minitel	2004	7	15	13	14	17	14	12
Téléphone fixe	2004	78	90	89	92	90	86	86
Téléphone portable	2004	50	67	88	89	88	89	70
Micro-ordinateur	2004	25	36	62	73	76	64	45
Connexion à internet	2004	16	25	43	53	49	34	30
Automobile	2004	55	89	93	96	93	90	81
Multi-équipement en automobile	2004	2	36	58	62	64	53	35
Nombre de ménages (millions)	**2004**	**7 396**	**8 490**	**3 553**	**3 439**	**1 425**	**395**	**24 699**
Nombre de ménages répondants dans l'échantillon	**2004**	**1 846**	**2 200**	**969**	**877**	**343**	**116**	**6 351**

(1) Champ : ensemble des ménages.

TABLEAU E.01-8

Poids des repas et consommation à l'extérieur dans le budget alimentaire des ménages selon le type d'habitat de résidence (1)

Source : INSEE (Enquête Budget de Famille 2000 - 2001) *Unité* : Euro

Catégorie de commune	Dépense alimentaire annuelle moyenne par ménage	Dépense en repas pris à l'extérieur par an	Part en % des repas pris à l'extérieur dans le budget
Communes rurales	5 388,5	1 001,1	18,6
Unités urbaines de moins de 20 000 habitants	5 416,7	1 033,1	19,1
Unités urbaines de 20 000 à 100 000 habitants	4 970,8	970,9	19,5
Unités urbaines de 100 000 habitants et plus sauf UU Paris	5 291,2	1 272,7	24,1
Agglomération parisienne hors Paris	6 805,0	2 023,3	29,7
Ville de Paris	6 152,3	2 551,2	41,5
Ensemble	**5 512,7**	**1 263,7**	**22,9**

(1) Le champ des rubriques 2000 n'étant pas strictement identique à celui de 1995, la comparaison 1995 - 2000 n'est pas réalisable.

TABLEAU E.01-9

Taux d'équipement des ménages européens en biens durables en 2001

Source : Eurostat (Panel communautaire sur l'équipement des ménages)

%

	Voiture	TV couleur	Magnéto-scope	Lave-vaisselle	Four à micro-ondes	Téléphone
Allemagne	84,5	98,4	...	...	...	98,6
Autriche	86,6	98,8	80,5	69,3	72,7	97,2
Belgique	89,7	98,2	83,3	51,6	79,2	94,6
Danemark	82,2	99,4	88,9	64,2	60,3	99,9
Espagne	82,8	99,5	83,4	34,5	68,3	97,8
Finlande	83,2	95,6	79,8	66,5	88,7	99,5
France	**91,2**	**97,8**	**84,0**	**54,9**	**75,6**	**97,8**
Grèce	74,3	98,3	58,6	31,4	18,6	98,0
Irlande	84,1	99,4	91,5	46,4	86,0	97,3
Italie	90,0	98,7	78,8	35,9	28,0	97,5
Luxembourg	100,0	99,0	81,8	72,4	60,1	99,3
Pays-Bas	79,1	93,9	86,1	49,1	84,0	99,7
Portugal	76,3	98,3	69,2	31,4	45,0	94,5
Royaume-Uni	...	98,8	92,9	35,0	88,4	98,3
Suède	82,3	98,5	84,3	57,2	80,9	...
Total Union européenne à 15	**88,1**	**98,3**	**83,7**	**43,7**	**66,7**	**95,1**

TABLEAU E.01-10

Budget des ménages

Source : INSEE (Enquête budget de famille 2000 - 2001)

%

	Alimentation	Boissons alcoolisées et tabac	Habillement chaussures	Logement combustibles	Ameublement et équipement ménager	Santé
Âge de la personne de référence :						
Moins de 25 ans	9,9	3,6	6,8	27,3	4,8	1,8
25 à 34 ans	12,7	3,0	7,4	18,9	5,8	3,2
35 à 44 ans	16,2	2,9	7,6	15,1	6,1	4,4
45 à 54 ans	17,1	3,0	7,3	13,7	6,0	4,1
55 à 64 ans	18,1	3,3	5,9	15,9	6,8	4,4
65 à 74 ans	21,0	2,8	4,7	17,6	6,8	6,0
75 ans et plus	22,0	2,5	3,6	20,4	9,1	7,9
Catégorie socioprofessionnelle de la personne de référence :						
Exploitants agricoles	18,8	2,7	6,6	13,3	6,4	6,6
Artisans, commerçants, chefs d'entreprises	16,6	2,8	8,5	14,9	7,3	3,6
Cadres et professions libérales	12,9	2,3	8,0	14,2	6,8	4,1
Professions intermédiaires	14,9	2,7	7,5	14,8	6,1	4,0
Employés	15,9	3,0	6,9	18,8	5,2	3,6
Ouvriers	17,7	3,9	6,8	16,2	5,4	3,9
Retraités	20,7	2,9	4,5	17,7	7,5	6,2
Autres inactifs	18,1	3,3	6,0	24,6	6,1	4,0
Type de ménage :						
Personne seule de moins de 65 ans	12,3	3,4	5,7	24,3	5,1	3,3
Personne seule de 65 ans et plus	20,2	2,2	3,9	24,8	8,4	6,7
Couples sans enfant, personne de référence âgée de :						
Moins de 35 ans	10,4	3,3	7,4	19,2	6,0	2,4
35 à 64 ans	17,5	3,5	5,8	14,4	7,3	4,6
65 ans et plus	22,0	2,9	4,1	16,1	8,0	6,9
Familles monoparentales	16,7	2,9	7,4	21,8	5,2	3,7
Couples avec :						
1 enfant	15,1	2,8	8,1	14,0	6,2	4,1
2 enfants	16,6	2,7	7,9	13,3	5,9	4,5
3 enfants ou plus	18,4	2,7	8,2	13,6	5,8	4,2
Autres ménages de :						
2 personnes	18,4	3,5	4,7	17,9	5,5	5,5
3 personnes	19,6	3,3	6,3	13,9	7,3	5,0
Plus de 3 personnes	20,6	3,5	6,7	13,6	5,3	3,4
Type d'habitat de résidence :						
Communes rurales	18,3	3,1	6,0	14,3	6,8	4,7
Communes urbaines de moins de 20 000 habitants	18,1	3,0	6,2	15,6	6,4	4,4
Communes urbaines de 20 000 à 100 000 habitants	17,0	3,2	6,9	16,6	6,2	4,2
Communes urbaines de plus de 100 000 habitants	16,8	2,9	6,6	17,8	6,2	4,3
Unité urbaine de Paris	14,2	2,8	7,6	17,7	6,3	4,8
Revenu moyen par unité de consommation en euros :						
Moins de 7 528 (décile 1)	19,8	3,7	6,2	23,4	5,4	3,7
De 7 528 à 9 441 (décile2)	20,6	3,5	6,6	21,1	5,1	4,7
De 9 442 à 11 065 (décile 3)	18,9	3,2	6,1	20,1	5,4	4,8
De 11 066 à 12 665 (décile 4)	19,0	3,1	6,2	19,5	5,2	5,0
De 12 666 à 14 264 (décile 5)	18,6	3,0	6,2	17,4	5,9	4,4
De 14 265 à 16 279 (décile 6)	17,7	3,2	6,4	16,7	5,8	4,7
De 16 280 à 18 779 (décile 7)	16,5	2,9	6,3	14,7	6,2	4,4
De 18 780 à 22 608 (décile 8)	16,4	2,6	6,8	14,2	6,4	4,6
De 22 609 à 29 338 (décile 9)	14,7	2,7	6,9	13,6	6,9	4,8
De 29 339 et plus (décile 10)	13,2	2,8	7,7	13,6	8,7	4,0
Diplôme le plus élevé de la personne de référence :						
Aucun diplôme	16,9	3,0	6,6	16,5	6,4	4,5
Niveau CEP	20,4	3,5	5,6	18,7	5,8	4,6
Niveau CAP, BEP	20,8	3,1	4,9	18,0	6,3	6,0
BEPC	18,0	3,5	6,7	14,9	6,3	4,3
Bac technique	16,1	3,0	6,9	15,5	5,8	4,6
Bac général	15,9	2,9	7,1	14,3	7,0	3,8
Bac + 2	15,7	2,7	7,1	16,7	6,9	4,7
Bac + 3	14,0	2,3	7,2	15,9	6,8	4,0
Non déclaré	12,9	2,5	7,8	15,6	7,3	4,1
Ensemble	**16,9**	**3,0**	**6,6**	**16,5**	**6,4**	**4,5**

N.B. - Voir note en fin de tableau.

TABLEAU E.01-10 (suite et fin)

Budget des ménages

Source : INSEE (Enquête budget de famille 2000 - 2001)

%

	Transports	Communications	Loisirs et culture	Enseignement	Restauration et hébergement	Autres biens et services (1)	**Total**
Âge de la personne de référence :							
Moins de 25 ans	16,8	3,7	8,0	0,9	7,7	8,7	**100,0**
25 à 34 ans	18,0	2,8	8,3	0,2	7,5	12,0	**100,0**
35 à 44 ans	16,8	2,6	9,1	0,6	7,9	10,7	**100,0**
45 à 54 ans	17,6	2,8	8,9	0,8	7,6	10,9	**100,0**
55 à 64 ans	15,8	2,8	8,9	0,3	5,3	12,5	**100,0**
65 à 74 ans	13,7	2,7	7,8	0,1	3,8	13,0	**100,0**
75 ans et plus	7,6	2,8	6,3	–	3,9	13,7	**100,0**
Catégorie socioprofessionnelle de la personne de référence :							
Exploitants agricoles	15,3	2,4	6,7	0,8	5,6	14,9	**100,0**
Artisans, commerçants, chefs d'entreprises	14,8	2,8	7,7	0,8	7,7	12,4	**100,0**
Cadres et professions libérales	16,9	2,7	9,9	0,9	9,9	11,4	**100,0**
Professions intermédiaires	18,4	2,6	9,4	0,5	8,1	11,1	**100,0**
Employés	17,1	3,1	8,4	0,4	6,6	11,1	**100,0**
Ouvriers	18,1	2,8	7,8	0,3	6,0	10,9	**100,0**
Retraités	12,7	2,7	7,8	0,1	4,1	13,1	**100,0**
Autres inactifs	11,1	3,8	7,9	0,8	4,5	9,8	**100,0**
Type de ménage :							
Personne seule de moins de 65 ans	15,2	3,6	8,8	0,2	7,8	10,4	**100,0**
Personne seule de 65 ans et plus	6,6	3,5	6,6	–	4,4	12,7	**100,0**
Couples sans enfant, personne de référence âgée de :							
Moins de 35 ans	19,8	3,0	8,5	0,2	9,2	10,4	**100,0**
35 à 64 ans	17,4	2,5	9,0	–	5,7	12,2	**100,0**
65 ans et plus	13,2	2,4	7,2	–	3,6	13,8	**100,0**
Familles monoparentales	12,4	3,7	8,3	0,8	6,7	10,4	**100,0**
Couples avec :							
1 enfant	19,1	2,4	8,3	0,6	6,9	12,4	**100,0**
2 enfants	17,8	2,4	8,8	0,8	8,1	11,3	**100,0**
3 enfants ou plus	15,6	2,7	10,0	1,2	7,5	10,2	**100,0**
Autres ménages de :							
2 personnes	15,1	3,2	8,5	0,5	6,0	11,3	**100,0**
3 personnes	15,2	2,9	8,5	0,1	5,7	12,2	**100,0**
Plus de 3 personnes	17,2	3,0	8,0	0,6	6,6	11,6	**100,0**
Type d'habitat de résidence :							
Communes rurales	17,8	2,4	8,2	0,3	5,6	12,5	**100,0**
Communes urbaines de moins de 20 000 habitants	17,9	2,6	8,4	0,4	5,6	11,6	**100,0**
Communes urbaines de 20 000 à 100 000 habitants	17,2	2,7	8,3	0,3	5,7	11,5	**100,0**
Communes urbaines de plus de 100 000 habitants	14,7	2,9	8,6	0,4	6,9	11,6	**100,0**
Unité urbaine de Paris	13,7	3,1	9,0	0,7	9,2	10,8	**100,0**
Revenu moyen par unité de consommation en euros :							
Moins de 7 528 (décile 1)	11,0	3,9	6,8	0,6	4,7	10,9	**100,0**
De 7 528 à 9 441 (décile2)	12,3	3,3	6,8	0,5	4,3	11,3	**100,0**
De 9 442 à 11 065 (décile 3)	14,8	3,1	7,6	0,4	4,8	10,9	**100,0**
De 11 066 à 12 665 (décile 4)	14,2	2,8	8,1	0,4	5,2	11,4	**100,0**
De 12 666 à 14 264 (décile 5)	16,6	2,8	8,0	0,4	5,5	11,3	**100,0**
De 14 265 à 16 279 (décile 6)	16,6	2,7	8,0	0,4	6,2	11,7	**100,0**
De 16 280 à 18 779 (décile 7)	19,2	2,6	8,3	0,4	6,8	11,7	**100,0**
De 18 780 à 22 608 (décile 8)	18,5	2,6	8,4	0,4	7,1	12,1	**100,0**
De 22 609 à 29 338 (décile 9)	17,6	2,6	10,1	0,3	7,9	11,9	**100,0**
De 29 339 et plus (décile 10)	15,1	2,5	9,9	0,6	9,5	12,3	**100,0**
Diplôme le plus élevé de la personne de référence :							
Aucun diplôme	16,1	2,8	8,5	0,5	6,7	11,7	**100,0**
Niveau CEP	14,9	2,8	7,1	0,3	4,8	11,4	**100,0**
Niveau CAP, BEP	13,6	2,9	7,7	0,2	4,0	12,5	**100,0**
BEPC	17,8	2,6	7,9	0,4	6,0	11,7	**100,0**
Bac technique	17,4	2,7	9,0	0,4	7,0	11,4	**100,0**
Bac général	18,2	2,6	8,9	0,3	7,1	12,0	**100,0**
Bac + 2	15,7	2,8	8,6	0,4	7,0	11,7	**100,0**
Bac + 3	16,0	2,8	9,7	0,5	9,4	11,5	**100,0**
Non déclaré	15,6	2,8	9,9	0,8	8,9	11,8	**100,0**
Ensemble	**16,1**	**2,8**	**8,5**	**0,5**	**6,7**	**11,7**	**100,0**

(1) Dans l'enquête Budget des familles 2001 (BDF), les dépenses du poste « autres biens et services » ont été davantage ventilées que dans l'enquête BDF 1995.

TABLEAU E.01-11

Emplois du temps des adultes citadins en 1986 et 1999 (1)

Source : INSEE (Enquête emploi du temps)

Unité : Temps exprimés en heures et minutes par jour

	Homme				Femme				Total			
	Actif occcupé		Inactif		Active occupée		Inactive		Actifs occupés		Ensemble	
	1986	1999	1986	1999	1986	1999	1986	1999	1986	1999	1986	1999
Temps physiologique	**11h22**	**11h22**	**12h51**	**12h39**	**11h32**	**11h35**	**12h42**	**12h37**	**11h26**	**11h28**	**12h06**	**12h04**
dont : Sommeil	8h31	8h23	9h53	9h34	8h46	8h37	9h47	9h32	8h37	8h29	9h13	9h03
Toilette, soins	0h46	0h42	0h48	0h46	0h53	0h49	0h56	0h53	0h49	0h45	0h51	0h48
Repas (2)	2h05	2h16	2h09	2h18	1h54	2h09	1h59	2h12	2h	2h13	2h02	2h14
dont : Repas avec parents, amis	0h25	0h43	0h20	0h34	0h24	0h38	0h22	0h33	0h25	0h41	0h23	0h37
Temps professionnel et de formation (3)	**6h33**	**6h22**	**1h54**	**1h32**	**5h15**	**5h01**	**0h59**	**0h59**	**6h**	**5h46**	**3h39**	**3h23**
dont : Travail professionnel	5h53	5h42	0h23	0h13	4h43	4h28	0h10	0h05	5h23	5h09	2h48	2h32
dont : Travail à domicile	0h11	0h19	0h01	0h02	0h09	0h15	—	0h01	0h10	0h17	0h05	0h09
Trajets domicile travail	0h35	0h37	0h11	0h09	0h28	0h30	0h06	0h05	0h32	0h34	0h20	0h20
Études	0h01	0h01	1h16	1h07	0h01	—	0h42	0h47	0h01	0h01	0h28	0h29
Temps domestique	**1h51**	**1h59**	**2h45**	**2h55**	**3h49**	**3h48**	**5h16**	**4h47**	**2h41**	**2h48**	**3h30**	**3h26**
dont : Ménage, cuisine, linge, courses, etc.	1h00	1h04	1h33	1h35	3h13	3h06	4h26	3h59	1h56	1h58	2h38	2h30
Soins aux enfants et adultes	0h09	0h11	0h05	0h06	0h24	0h27	0h32	0h26	0h16	0h18	0h19	0h18
Bricolage	0h25	0h30	0h30	0h36	0h03	0h04	0h02	0h05	0h16	0h18	0h14	0h18
Jardinage, soins aux animaux	0h18	0h14	0h38	0h38	0h09	0h11	0h17	0h18	0h14	0h13	0h19	0h20
Temps de loisirs	**2h46**	**2h57**	**4h38**	**5h06**	**2h**	**2h19**	**3h15**	**3h57**	**2h27**	**2h40**	**3h07**	**3h35**
dont : Télévision	1h35	1h47	2h22	2h44	1h09	1h24	1h59	2h28	1h24	1h37	1h46	2h07
Lecture	0h21	0h16	0h42	0h36	0h19	0h17	0h29	0h30	0h20	0h17	0h27	0h25
Promenade	0h11	0h15	0h36	0h32	0h10	0h14	0h16	0h22	0h10	0h14	0h15	0h20
Jeux	0h10	0h12	0h18	0h30	0h07	0h06	0h10	0h15	0h08	0h09	0h10	0h16
Sport	0h10	0h10	0h16	0h15	0h05	0h05	0h04	0h05	0h07	0h08	0h08	0h09
Temps de sociabilité (hors repas)	**0h51**	**0h47**	**1h04**	**1h10**	**0h48**	**0h43**	**1h09**	**1h04**	**0h49**	**0h45**	**0h58**	**0h56**
dont : Conversations, téléphone, courrier	0h26	0h13	0h34	0h20	0h26	0h16	0h33	0h22	0h26	0h15	0h31	0h18
Visites, Réceptions	0h16	0h26	0h21	0h36	0h17	0h22	0h27	0h33	0h16	0h24	0h20	0h29
Total libre : loisirs et sociabilité	**3h36**	**3h44**	**5h38**	**6h15**	**2h48**	**3h02**	**4h24**	**5h01**	**3h16**	**3h25**	**4h05**	**4h31**
Trajets (hors domicile travail)	**0h39**	**0h33**	**0h49**	**0h38**	**0h36**	**0h34**	**0h38**	**0h35**	**0h40**	**0h34**	**0h39**	**0h35**

(1) La prochaine enquête emploi du temps sera réalisée en 2008.
(2) Les repas de réception avec des amis, des voisins, ou des parents sont comptés dans la partie besoin physiologique : ils pourraient aussi être considérés comme des repas de « sociabilité ».
(3) La prise en compte des samedis et dimanches pour le calcul de ces moyennes rend surprenant les temps quotidiens de travail ou d'études ; multipliés par 7, ils sont plus conformes au sens commun.

TABLEAU E.01-12

Participation électorale en 2004 selon le niveau de diplôme à "âge contrôlé"(1)

Source : INSEE (Enquête sur la participation électorale) — *Unité* : %

Niveau de diplôme	Régionales 1er tour	Régionales 2ème tour	Européennes
Aucun diplôme	55	59	36
Certificat d'études primaires	59	62	36
BEPC, Brevet élémentaire, Brevet des collèges	63	68	45
CAP	61	65	40
BEP	62	65	43
Baccalauréat général	66	68	50
Baccalauréat technique ou professionnel, brevet professionnel ou de technicien	66	68	47
1er cycle universitaire, BTS, DUT, profession sociale ou de la santé	68	74	55
2ème ou 3ème cycle universitaire, grande école	69	74	60
Ensemble	**62**	**66**	**43**

(1) Champ : Ensemble des électeurs de nationalité française inscrits dans une commune de France métropolitaine. Les résultats à "âge contrôlé" donnent les taux de participation que l'on observerait dans chaque catégorie de population définie par son niveau d'éducation si chacune de ces catégories avait une structure par âge identique à celle de la moyenne des inscrits.

TABLEAU E.01-13

Participation électorale en 2004 selon l'âge (1)

Source : INSEE (Enquête sur la participation électorale) — *Unité* : %

Âge au 1er janvier 2004	Taux moyen de participation (2)
18 à 19 ans	52
20 à 29 ans	39
30 à 39 ans	50
40 à 49 ans	60
50 à 59 ans	65
60 à 69 ans	69
70 à 79 ans	67
80 à 89 ans	55
90 ans ou plus	30
Ensemble	**57**

(1) Champ : Ensemble des électeurs de nationalité française inscrits dans une commune de France métropolitaine.
(2) Le taux de participation moyen rapporte le nombre de scrutins auxquels un électeur a effectivement voté (0 à 3) au nombre maximum de scrutins auxquels il pouvait participer (3 dans le cas des scrutins de 2004).

Chapitre E.02

○ Logement

1 Présentation.
2 Méthodologie.
3 Définitions.
4 Sources de documentation.
5 Tableaux.

❍ Liste des tableaux

1 Logements selon la catégorie de commune.

2 Résidences principales selon le statut d'occupation et l'âge de la personne de référence.

3 Résidences principales selon le confort et la catégorie socio-professionnelle de la personne de référence.

4 Résidences principales selon le type d'immeuble et nombre moyen de pièces par époque d'achèvement.

5 Résidences principales selon l'indice de peuplement et la taille du ménage.

6 Résidences principales, nombre moyen de personnes par logement et par pièce selon l'âge de la personne de référence.

7 Charges financières et taux d'effort des ménages selon le secteur du logement.

8 Taux d'effort des ménages selon le secteur de logement et la catégorie socioprofessionnelle.

9 Indice trimestriel du coût de la construction des immeubles à usage d'habitation.

10 Indices trimestriels des prix des logements anciens.

1

❍ Présentation

Selon l'enquête Logement 2002, parmi les 29,5 millions de logements de France métropolitaine, 83 % sont des résidences principales, 10 % des résidences secondaires ou des logements occasionnels et 7 % des logements vacants (taux le plus bas depuis la fin des années soixante). On compte 24,5 millions de résidences principales, soit une augmentation de 250 000 logements par an depuis fin 1996 (la croissance était de 290 000 par an sur la période 1992-1996). L'habitat individuel poursuit sa progression : il représente 56,7 % de l'ensemble des logements contre 56,2 % en 1996.

Les ménages dont la personne de référence a plus de 65 ans représentent plus du quart de l'ensemble (26 %) ; soit une augmentation de plus de 40 % depuis 1984. Le nombre de ménages dont la personne de référence a plus de 74 ans a augmenté de près de 20 % en cinq ans.

Le taux de ménages propriétaires de leur résidence principale est de 56 % début 2002 (contre 54,3 % en 1996) : cela représente, du fait de l'augmentation du nombre des ménages, près de 220 000 propriétaires supplémentaires par an sur la période 1997-2001 (contre 185 000 sur la période 1993-1996). 63 % des propriétaires n'ont pas d'emprunt en cours contre 59 % cinq ans auparavant. 70 % des ménages de plus de 65 ans sont propriétaires.

La surface moyenne des résidences principales continue de s'accroître : 90 m² contre 88 m² en 1996. Ce sont surtout les maisons individuelles qui continuent de s'agrandir avec 108 m² en moyenne en 2002 contre 105 m² en 1996. Chaque membre d'un ménage dispose en moyenne de 1,7 pièce et d'une surface de 37 m². La surface moyenne s'est ainsi accrue de près de 20 % en moins de vingt ans. Un logement comprend en moyenne aujourd'hui 2,4 personnes contre 2,5 en 1996.

Le confort des résidences principales continue de s'améliorer. En 2002, seuls 2,5 % des logements ne disposent ni de WC intérieur ni de douche ou de baignoire, contre 15 % en 1984 et 4 % en 1996. Par rapport à l'enquête de 1996, le questionnement sur le mode de chauffage a été modifié. La définition du chauffage individuel électrique a été élargie et on entend par chauffage « central » les chauffages mixte, urbain, individuel électrique ou par chaudière (individuelle ou collective). En conséquence la proportion des logements « tout confort » c'est-à-dire possédant WC intérieur, douche ou baignoire et chauffage « central » atteint plus de 90 %.

La part des revenus que consacrent les ménages à leur logement, en hausse depuis le début des années 80 jusqu'en 1996, subit une légère inflexion en 2002 : le taux d'effort net de l'ensemble des ménages passe de 10,6 % à 10,3 %. Mais si les accédants à la propriété voient leur taux d'effort net diminuer de 0,2 point en 2002, en revanche les locataires connaissent une hausse de 0,4 point. En 2002, 14 % des ménages accédants reçoivent une aide au logement ce qui permet de diminuer leur taux d'effort de 0,6 point. Pour les locataires la prise en compte des aides fait baisser le taux d'effort de 3,8 points en moyenne.

2

❍ Méthodologie

2 .1 Enquête Logement

L'enquête Logement est l'une des principales enquêtes de l'I.N.S.E.E. par son ancienneté (1955), la taille de son échantillon (47 500 logements en 2002) et sa fréquence (elle est réalisée environ tous les 4 ans, mais une période de 5 ans sépare les 2 dernières enquêtes).

Au niveau national, c'est la source statistique majeure pour décrire le parc de logements et les conditions d'occupation par les ménages de leur résidence principale. Sur ces thèmes, les enquêtes Logement sont en particulier beaucoup plus complètes et précises que les recensements.

Les principaux thèmes abordés sont les suivants :

– les caractéristiques physiques du parc de logements (taille, confort sanitaire, chauffage, dépendances),
– une approche multicritères de la « qualité de l'habitat » : état du logement et de l'immeuble, fonctionnement de leurs équipements, bruit, exposition, localisation, environnement, voisinage, sécurité... ,
– les modalités juridiques d'occupation du logement (forme et origine de la propriété, législation sur les loyers, aides de l'État),
– les difficultés d'accès au logement, la solvabilité des ménages, le fonctionnement des rapports locatifs,
– les dépenses associées au logement (loyers, charges locatives ou de copropriété, prix et financement des logements achetés récemment, remboursements d'emprunt des accédants, travaux) et les aides dont bénéficient les occupants,
– les ressources perçues par les différents membres du ménage, sous différentes formes : revenus d'activité, prestations sociales, revenus de placements... ,
– le patrimoine en logements des ménages, l'utilisation de logements autres que la résidence principale,
– la mobilité résidentielle des ménages,
– l'opinion des ménages à l'égard de leur logement et leur désir éventuel d'en changer,
– les situations inhabituelles d'hébergement d'individus au sein des ménages,
– les enfants de la personne de référence et/ou de son conjoint, qui vivent hors du domicile parental.

L'échantillon initial de l'enquête Logement 2002 comprend 45 000 fiches adresses. L'échantillon est censé être représentatif du parc de logements de la métropole fin 2001. Il est complété dans la région Nord-Pas-de-Calais par une extension régionale d'environ 2 500 logements. Contrairement à l'enquête de 1996, l'extension régionale a été incluse dans le fichier des résultats nationaux.

Le tirage de l'échantillon est effectué dans deux bases de sondage : l'échantillon maître (EM 99) issu du recensement de la population de 1999 (RP 99) et représentatif de la construction achevée jusqu'à la date du RP 99, soit mars 1999, pour 44 768 logements, et la base de sondage des logements neufs achevés depuis le RP 99 (BSLN 99), alimentée par le système SITADEL (suivi des permis de construire par le Ministère de l'Équipement, des Transports, de l'Aménagement du Territoire, du Tourisme et de la Mer), pour les logements les plus récents, à hauteur de 2 879 logements.

2 .2 Indice du coût de la construction des immeubles à usage d'habitation (base 100 : 4ème trimestre 1953)

Cet indice est calculé chaque trimestre par l'INSEE en collaboration avec le ministère de l'Équipement, des Transports, de l'Aménagement du Territoire, du Tourisme et de la Mer. Il mesure l'évolution du prix global de la construction d'immeubles à usage d'habitation (depuis les fondations jusqu'à la finition). Il fait appel à l'observation des prix effectivement payés pour des immeubles réellement construits. Cette observation tient compte du genre de la construction (individuelle ou collective), du mode de financement (HLM-location, HLM-accession, avec prime, assortie ou non de prêt, construction non aidée) et de l'importance des chantiers.

Cet indice reflète non seulement les variations du coût des facteurs physiques (main-d'œuvre et matériaux) mais aussi celles des frais financiers engagés éventuellement par les promoteurs et qui sont susceptibles de les affecter (taxe professionnelle et autres impôts, loyer de l'argent etc.), de même que les variations des taxes diverses (dont TVA) et des marges bénéficiaires des différents corps de métiers. L'indice s'applique à l'ensemble du territoire national. C'est la référence explicite du prix des loyers dans le secteur libre.

Il ne prend pas en considération le prix des terrains et les frais d'aménagement de ces derniers (frais de voirie, raccordements, etc.). Il ne tient pas compte non plus des frais d'études (honoraires d'architecte). Enfin, il ne s'applique qu'à la construction des locaux à usage d'habitation et non à celle des bâtiments industriels, scolaires, hospitaliers etc. Il ne peut être utilisé non plus pour mesurer le coût des réparations d'immeubles ou de leur entretien.

Pour mesurer les seules variations du coût des facteurs physiques (main-d'œuvre et matériaux), divers organismes, publics ou privés, calculent des indices particuliers. Tels sont les indices pondérés départementaux calculés par le ministère de l'Équipement, des Transports, de l'Aménagement du Territoire, du Tourisme et de la Mer. Tels sont également l'indice de l'Académie d'architecture (AA) [anciennement Société centrale des architectes] ou l'indice de la Fédération nationale du bâtiment (FNB) qui, d'une part, ne font pas appel à l'observation des prix réellement payés pour des constructions effectivement réalisées et qui, d'autre part, ne sont applicables que dans la région parisienne. L'indice AA est utilisé pour la révision du prix des réparations d'immeubles. L'indice FNB, établi à la demande des compagnies d'assurances, est utilisé pour le règlement des primes ou des indemnités à la suite de sinistres.

2.3 Indices des prix des logements anciens

Ces indices trimestriels , base 100 au quatrième trimestre 2000, portent uniquement sur les maisons et les appartements anciens au sens fiscal, c'est-à-dire de plus de 5 ans ou connaissant une deuxième mutation. De plus, on ne retient que les biens :

– libres d'occupation au moment de la vente (ou occupés par le vendeur) ;

– acquis en pleine propriété par une vente de gré à gré ;

– destinés à un usage strict d'habitation.

Afin d'éviter les transactions atypiques, on exclut les biens non standards tels que les chambres, lofts, ateliers ou châteaux et les acquisitions effectuées par des professionnels de l'immobilier.

Les indices sont calculés à partir des transactions réalisées au cours du trimestre. Le prix retenu est le prix net vendeur, hors droits de mutation, frais de notaire et commission d'agence. La méthodologie repose sur des modèles expliquant le prix d'un logement en fonction de ses caractéristiques. À l'aide de ces modèles, on estime la valeur d'un parc de logements de référence aux prix de la période courante. Un indice est défini comme le rapport entre la valeur courante de ce parc et sa valeur à la période de base. Au début de chaque trimestre, sont ainsi publiés les indices définitifs du trimestre T-3 et les indices provisoires du trimestre T-2. La méthodologie des indices est décrite de manière détaillée dans les « Les indices de prix des logements anciens », Insee Méthodes n° 98 paru en septembre 2002.

Une convention a été signée entre le Conseil Supérieur du Notariat et l'INSEE pour définir la méthodologie de calcul des indices à partir des données notariales. La chambre interdépartementale des notaires de Paris calcule chaque trimestre les indices franciliens. Ceux de la province sont calculés par la société PERVAL. L'INSEE valide ces indices avant leur publication et calcule l'indice au niveau national.

3

○ Définitions

Catégorie de logement

Les enquêtes Logement, en tant qu'enquêtes auprès des ménages, étudient de façon détaillée leurs résidences principales. Elles répertorient néanmoins les autres catégories de logements sans toutefois collecter d'information fine à leur sujet. Quatre catégories de logements sont ainsi repérées :

– les résidences principales : logements ou pièces indépendantes où le ménage vit habituellement ;

– les logements ou pièces indépendantes utilisés occasionnellement pour des raisons professionnelles (par exemple, un pied-à-terre professionnel d'une personne qui ne rentre qu'en fin de semaine auprès de sa famille) ;

– les résidences secondaires : logements utilisés pour les week-end, les loisirs ou les vacances et qui ne sont pas des logements occasionnels ;

– les logements vacants, sans occupant à la date d'enquête, qu'ils soient disponibles ou non pour la vente ou la location.

Nombre de pièces

On comptabilise le nombre de pièces principales à usage d'habitation.

Sont exclues :

– les pièces à usage exclusivement professionnel (réservées complètement et en permanence à l'activité professionnelle d'un membre du ménage) ;

– les entrées, couloirs, salles de bains, penderies, alcôves, W-C, offices, vérandas.... ;

On inclut :

– les pièces principales « classiques » (salon, salle à manger, chambres...) ;

– les pièces annexes utilisées par le titulaire du logement ;

– la cuisine lorsqu'elle mesure plus de 12 m^2.

Indice de peuplement - norme INSEE

– L'indice de peuplement dit « norme INSEE » est basé sur la comparaison du nombre effectif de pièces composant le logement et d'un nombre normatif de pièces considérées comme « nécessaires » au ménage. Cette norme de « pièces nécessaires » au ménage est calculée en fonction de sa taille, mais aussi de l'âge et de la situation familiale de ses membres.

Schématiquement, on compte :

– une pièce de séjour pour le ménage,

– une pièce pour chaque personne de référence d'une famille,

– une pièce pour les personnes hors famille non célibataires ou les célibataires de 19 ans et plus,

– et, pour les célibataires de moins de 19 ans, une pièce pour deux enfants s'ils sont de même sexe ou s'ils ont moins de 7 ans,

– sinon une pièce par enfant.

Si le nombre de pièces nécessaires au ménage ainsi déterminé est :

– inférieur d'une unité, deux ou plus au nombre de pièces du logement occupé, on parle respectivement de sous-peuplement modéré, prononcé, ou très accentué ;

– égal au nombre de pièces occupé, il s'agit d'un peuplement normal ;

– supérieur d'une unité, deux ou plus au nombre de pièces du logement occupé, on parle respectivement de surpeuplement modéré ou accentué.

Selon cette norme, une personne seule doit pouvoir disposer de deux pièces. En conséquence, tous les studios sont surpeuplés par construction : le surpeuplement est modéré lorsque le ménage est constitué par une personne seule ou un couple, accentué sinon.

Statut d'occupation

Un découpage agrégé en quatre statuts correspond aux principales situations juridiques d'occupation de leur résidence principale par les ménages :

– Propriétaires : il s'agit des propriétaires et des copropriétaires, ainsi que des ménages qui accèdent à la propriété. Contrairement aux enquêtes Logement précédentes où ils étaient classés parmi les ménages logés gratuitement, les usufruitiers (sauf ceux ayant vendu en viager) sont considérés comme propriétaires. Sont dits accédants les propriétaires qui, quelle que soit la date d'entrée en possession de leur résidence, ont effectué au cours des 12 derniers mois au moins un versement au titre de prêts contractés pour acquitter le prix du logement ou ont au moins un prêt de cette nature en cours.

– Locataires, sous-locataires : il s'agit des ménages acquittant un loyer. Ils peuvent occuper un logement ordinaire (vide ou meublé) ou tout autre type de logement (logement-foyer, pièce indépendante, chambre meublée dans un hôtel, pension de famille, etc.).

Un sous-locataire est locataire d'un locataire.

Les ménages occupant leur logement en location-accession sont considérés comme locataires avant d'avoir opté pour l'acquisition de ce dernier.

– Logés gratuitement : ce sont les ménages qui ne sont pas propriétaires de leur logement et ne paient pas de loyer. Ils peuvent néanmoins payer des charges. Cette catégorie inclut

– aussi les ménages ayant vendu le logement qu'ils occupent en viager.
– Fermiers-métayers : sont classés dans cette catégorie les agriculteurs dont le logement fait partie du bail à ferme ou du contrat de métayage.

Charge financière brute

C'est le coût annuel supporté par le ménage relatif au droit d'occupation de la résidence principale seule. Pour les accédants, il s'agit du montant total brut, assurances comprises, des remboursements effectués au cours des 12 derniers mois au titre des prêts contractés pour l'achat du terrain ou du logement. Pour les locataires, il s'agit du loyer annuel acquitté au titre de l'occupation de la résidence principale seule.

Charge financière nette

La charge financière nette est obtenue en soustrayant le montant annuel d'aide au logement éventuellement perçue par le ménage à la charge financière brute. Lorsque le montant de l'aide est supérieur à la charge financière brute, on considère que la charge financière nette est nulle.

Taux d'effort brut, net

Le taux d'effort brut (respectivement net) est le rapport entre la charge financière brute (respectivement nette) et le revenu annuel total du ménage. Ces indicateurs permettent de mesurer le poids de la dépense liée à l'occupation du logement sur le budget des ménages et le pouvoir solvabilisateur des aides.

4 ○ Sources de documentation

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de la division « Logement » de l'INSEE.

Organisme :

– INSEE.

Site Internet :

– www.insee.fr

Publications :

INSEE

Enquête Logement de 2002 **:**

INSEE-Première :
– « La qualité des logements : l'humidité est le défaut le plus fréquent », n° 971, juin 2004 ;
– « Les ménages à bas revenus et le logement social », n° 962, avril 2004 ;
– « Le parc locatif récent : davantage de maisons et de petits immeubles », n° 957, avril 2004 ;
– « Les conditions de logement des ménages à bas revenus », n° 950, février 2004 ;
– « La reprise de l'accession à la propriété », n° 913, juillet 2003 ;
– « De plus en plus de maisons individuelles », n° 885, février 2003 ;
– « La proportion de logements vacants la plus faible depuis 30 ans », n° 880, janvier 2003.
INSEE-Résultats - Société :
– « Les conditions de logement des ménages en 2002 », n° 20, octobre 2003.

Enquête Logement de 1996 **:**

INSEE-Première :
– « Le logement des immigrés en 1996 », n° 730, août 2000 ;
– « Confort de l'habitat et cycle de vie », n° 727, juillet 2000 ;
– « Accession à la propriété : le régime de croisière? », n° 718, juin 2000 ;
– « Les étrangers et leurs logements », n° 689, décembre 1999 ;
– « Les conditions de logement des allocataires du RMI », n° 685, décembre 1999 ;
– « De l'histoire individuelle à la structure des ménages », n° 649, mai 1999 ;
– « Les déménagements forment la jeunesse », n° 647, mai 1999 ;
– « Les dépenses de logement de 1984 à 1996 », n° 611, octobre 1998 ;
– « Le logement des ménages pauvres en 1996 », n° 588, juin 1998 ;
– « Les loyers et les locataires en 1997 », n° 576, avril 1998 ;
– « Les conditions de logement fin 1996 », n° 563, janvier 1998 ;
– « Les ménages et leurs logements », n° 562, décembre 1997.

INSEE Résultats :
« Les conditions de logement des ménages. Exploitation de l'enquête logement 1996-1997 », n°s 97-98, novembre 1998.

Document rectangle (INSEE-DSDS) :
– « Aux marges du logement : résidences multiples, résidence partielle, co-habitation et hébergement d'après l'enquête logement de 1996-1997 », n° F 0204, octobre 2002 ;
– « Redressement du module « Revenu » de l'enquête logement 1996 », n° F 9807, juillet 1998.

Économie et Statistique :
– « Les effets de l'existence du parc HLM sur le profil de consommation des ménages », n° 328 en 1999.
Données Sociales 1999 :
– « Le logement des ménages pauvres entre 1984 et 1996 ».

Données Sociales 2002-2003 :
– « La copropriété en forte progression ».

Enquête Logement de 1992-93 (ainsi que 1984 et 1988 rétropolées) **:**

INSEE-Première :
– « De 1988 à 1992, les conditions de logement s'améliorent encore », n° 343, septembre 1994 ;
– « Tassement de la propriété et redressement du locatif privé », n° 313, mai 1994.

Document rectangle (INSEE-DSDS) :
– « Pondérations de l'enquête logement 1992/93 et résultats des pondérations des enquêtes logement 1984 et 1988 », n° F 9408, juillet 1994.

INSEE-Résultats :
– « Dépenses de logement et comportements résidentiels en 1988 et 1992 », n°s 77-78, décembre 1995 ;
– « Habitat et occupation du parc de logement en 1988 et 1992 », n°s 392 - 393, mai 1995.

Économie et Statistique :
– « Les ménages et leurs logements au début des années 1990 », numéro spécial n°s 288-289, août - septembre 1995.

Autres

INSEE-Méthodes :
– « Les indices de prix des logements anciens », n° 98, septembre 2002.

INSEE-Synthèses :
– « Les comptes du logement, édition 2003 », n° 74, septembre 2003.

5 ○ Tableaux

Des tableaux rétrospectifs, « séries » et supplémentaires sont disponibles sur le cédérom (cf. liste en fin d'annuaire).

TABLEAU E.02-1

Logements selon la catégorie de commune

Source : INSEE (Enquêtes Logement) — *Unité* : Millier

	1988 découpage 82	1992 découpage 90	1996 découpage 90	2002 découpage 90	2002 découpage 99
Résidences principales					
Communes rurales	5 447,3	5 339,2	5 615,6	6 186,8	5 670,4
Unités urbaines de moins de 100 000 habitants	6 149,7	6 493,2	6 867,9	6 997,2	7 326,9
Unités urbaines de plus de 100 000 habitants	5 952,7	6 422,2	6 790,1	7 165,0	7 297,5
Agglomération parisienne	3 706,3	3 876,1	4 012,0	4 176,1	4 230,4
Total	**21 256,0**	**22 130,7**	**23 285,6**	**24 525,1**	**24 525,2**
Logements vacants					
Communes rurales	726,3	654,8	724,0	568,3	525,4
Unités urbaines de moins de 100 000 habitants	670,2	584,9	636,5	622,7	656,8
Unités urbaines de plus de 100 000 habitants	517,3	487,9	555,7	540,1	541,0
Agglomération parisienne	241,9	269,3	314,9	277,2	285,1
Total	**2 155,7**	**1 996,9**	**2 231,1**	**2 008,3**	**2 008,3**
Résidences secondaires					
Communes rurales	1 353,0	1 511,3	1 447,5	1 660,4	1 497,8
Unités urbaines de moins de 100 000 habitants	634,0	882,0	839,2	881,0	1 026,3
Unités urbaines de plus de 100 000 habitants	243,5	320,7	299,4	321,2	338,4
Agglomération parisienne	66,3	134,4	118,0	98,7	98,7
Total	**2 296,8**	**2 848,4**	**2 704,1**	**2 961,3**	**2 961,2**
Tous logements					
Communes rurales	7 526,5	7 505,3	7 787,1	8 415,6	7 693,7
Unités urbaines de moins de 100 000 habitants	7 454,0	7 960,2	8 343,5	8 500,8	9 010,0
Unités urbaines de plus de 100 000 habitants	6 713,5	7 230,9	7 645,3	8 026,3	8 176,9
Agglomération parisienne	4 014,6	4 279,8	4 444,9	4 552,1	4 614,3
Total	**25 708,6**	**26 976,2**	**28 220,8**	**29 494,8**	**29 494,9**

TABLEAU E.02-2

Résidences principales selon le statut d'occupation et l'âge de la personne de référence

Source : INSEE (Enquête Logement 2002) — *Unité* : Millier

	15 à 29 ans	30 à 39 ans	40 à 49 ans	50 à 59 ans	60 à 74 ans	75 ans ou plus	**Total**
Propriétaire	350,0	1 941,1	2 909,7	2 849,5	3 634,7	2 038,8	**13 723,8**
Locataire HLM	570,1	973,9	787,5	583,1	574,5	343,1	**3 832,2**
Locataire non HLM	1 599,8	1 375,6	926,4	613,5	514,6	444,1	**5 474,0**
Locataire d'un meublé ou sous-locataire	248,3	67,4	33,2	26,9	16,7	3,9	**396,4**
Fermiers métayers	3,0	4,7	14,1	20,1	21,2	9,3	**72,2**
Logé gratuitement	180,7	204,0	162,3	132,4	138,8	208,4	**1 026,5**
Ensemble	**2 951,9**	**4 566,8**	**4 833,1**	**4 225,4**	**4 900,4**	**3 047,5**	**24 525,2**

TABLEAU E.02-3

Résidences principales selon le confort et la catégorie socioprofessionnelle de la personne de référence

Source : INSEE (Enquête Logement 2002) — *Unité* : Millier

	Agri-culteurs	Artisans commer-çants,chefs d'entreprise	Cadres	Profes-sions intermé-diaires	Employés	Ouvriers	Retraités	Autres sans activité profes-sionnelle	**Total**
Logement sans eau ou eau seule	6,2	1,5	1,6	5,1	14,0	26,6	108,7	35,8	**199,5**
Logement avec eau, WC sans installation sanitaire	–	1,4	1,9	4,1	5,7	12,4	142,1	29,8	**197,5**
Logement avec eau, installation sanitaire sans WC	3,1	5,2	8,7	13,8	27,5	51,3	74,7	30,7	**215,0**
Installation sanitaire, sans chauffage central	75,9	72,8	58,0	129,3	141,1	470,6	588,8	161,1	**1 697,5**
Installation sanitaire, avec chauffage central	327,2	1 017,2	2 761,9	3 265,0	2 642,8	3 950,4	6 543,4	1 707,8	**22 215,7**
Ensemble	**412,4**	**1 098,0**	**2 832,2**	**3 417,4**	**2 831,1**	**4 511,3**	**7 457,7**	**1 965,2**	**24 525,2**

TABLEAU E.02-4

Résidences principales selon le type d'immeuble et nombre moyen de pièces par époque d'achèvement

Source : INSEE (Enquête Logement 2002) — *Unité* : Millier

	Avant 1915	de 1915 à 1948	de 1949 à 1967	de 1968 à 1974	de 1975 à 1981	de 1982 à 1989	de 1990 à 1999	1999 ou après	**Ensemble**
Type d'immeuble :									
Individuel	3 225,60	2 061,00	1 827,90	1 404,90	1 809,00	1 776,80	1 294,50	504,80	**13 904,60**
Collectif	1 665,80	1 192,90	2 577,20	1 990,30	1 177,50	774,20	940,10	302,50	**10 620,60**
Total	**4 891,40**	**3 253,90**	**4 405,10**	**3 395,20**	**2 986,50**	**2 551,00**	**2 234,60**	**807,30**	**24 525,20**
Nombre moyen de pièces	4,10	3,89	3,80	3,85	4,19	4,25	3,85	4,06	**3,98**

TABLEAU E.02-5

Résidences principales selon l'indice de peuplement et la taille du ménage

Source : INSEE (Enquête Logement 2002) — *Unité* : Millier

Indice de peuplement	Nombre de personnes du ménage						
	1	2	3	4	5	6 et plus	**Total**
Sous-peuplement très accentué	1 119,8	2 629,6	645,4	574,5	175,4	50,7	**5 195,4**
Sous-peuplement prononcé	1 198,4	1 991,3	825,0	710,6	215,1	61,9	**5 002,2**
Sous-peuplement modéré	1 889,6	1 837,4	1 061,4	1 052,7	368,1	82,9	**6 292,1**
Peuplement normal	1 949,1	1 225,2	952,7	895,3	393,4	127,1	**5 542,6**
Surpeuplement modéré	1 290,8	297,0	212,9	206,1	173,3	94,4	**2 274,6**
Surpeuplement accentué	–	28,6	39,5	40,9	33,8	75,4	**218,2**
Ensemble	**7 447,7**	**8 009,1**	**3 736,8**	**3 480,1**	**1 359,1**	**492,4**	**24 525,2**

TABLEAU E.02-6

Résidences principales, nombre moyen de personnes par logement et par pièce selon l'âge de la personne de référence

Source : INSEE (Enquête Logement 2002)

	15 à moins de 30 ans	30 à moins de 40 ans	40 à moins de 50 ans	50 à moins de 60 ans	60 à moins de 75 ans	75 ans ou plus	**Ensemble**
Nombre de résidences principales	2 951,9	4 566,8	4 833,1	4 225,4	4 900,4	3 047,5	**24 525,2**
Nombre de personnes par logement	1,87	3,05	3,20	2,45	1,82	1,46	**2,39**
Nombre de personnes par pièce	0,74	0,79	0,72	0,55	0,43	0,38	**0,60**

TABLEAU E.02-7

Charges financières et taux d'effort des ménages selon le secteur du logement

Source : INSEE (Enquêtes Logement de 1996 et 2002)

Secteur	Résidences principales	Charge financière brute par logement (€ / an)	Charge financière brute au me (€ / an)	Taux d'effort brut (%)	Taux d'effort net (%)
Année 2002					
Propriétaires non-accédants	8 579,0	–	–	–	–
Propriétaires accédants	5 144,8	6 884,0	63,6	18,2	17,6
Accédants PAP ou PAJ, PC, PAS ou PTZ (1)	1 886,8	6 593,0	59,8	19,7	18,4
Autres accédants	3 258,0	7 052,0	65,8	17,5	17,1
Locataires d'un local loué vide	9 306,2	4 418,0	65,0	20,2	16,4
HLM conventionné ou non	3 832,2	3 472,0	49,3	17,7	12,6
Secteur social non HLM	398,6	4 688,0	66,1	18,3	16,2
Loi de 1948	245,8	3 293,0	49,3	15,2	13,0
Autres locataires avant 1949	2 079,3	4 873,0	74,7	22,3	18,9
Autres locataires après 1948	2 750,4	5 453,0	82,3	22,1	19,4
Locataires en meublés, sous-locataires	396,4	4 268,0	119,9	33,1	25,6
Fermiers ou métayers	72,2	–	–	–	–
Logés gratuitement	1 026,5	–	–	–	–
Total	**24 525,2**	**3 189,0**	**35,6**	**11,7**	**10,3**
Année 1996					
Propriétaires non-accédants	7 450,6	–	–	–	–
Propriétaires accédants	5 194,2	6 118,9	56,5	18,8	17,8
Accédants PAP ou PAJ (1)	1 137,5	6 294,9	58,1	22,5	19,9
Accédants prêts conventionnés PC ou PAS (1)	1 158,3	6 661,6	57,9	20,6	19,5
Autres accédants	2 898,4	5 832,9	55,2	17,0	16,6
Locataires d'un local loué vide	8 877,2	3 843,9	55,9	19,6	16,0
HLM conventionné ou non	3 656,6	3 083,6	43,5	17,3	12,2
Secteur social non HLM	443,8	3 359,3	47,0	15,9	13,2
Loi de 1948	337,3	2 795,5	43,2	15,6	13,1
Autres locataires avant 1949	1 998,8	4 197,2	62,5	22,0	18,4
Autres locataires après 1948	2 440,7	4 926,8	73,7	21,9	19,4
Locataires en meublés, sous-locataires	369,7	3 598,8	96,5	32,0	24,2
Fermiers ou métayers	43,6	–	–	–	–
Logés gratuitement	1 350,4	–	–	–	–
Total	**23 285,6**	**2 887,5**	**32,8**	**12,1**	**10,6**

(1) P.A.P : prêt aidé à l'accession à la propriété à taux fixe ; P.A.J : prêt aidé à l'accession à la propriété à taux ajustable ; P.C : prêt conventionné ; P.A.S : prêt à l'accession sociale ; P.T.Z : prêt à taux zéro.

TABLEAU E.02-8

Taux d'effort des ménages selon le secteur de logement et la catégorie socioprofessionnelle

Source : INSEE (Enquête Logement 2002) %

	Accédants		Location secteur social		Location secteur privé		Location secteur meublé	
	Taux brut	Taux net	Taux brut	Taux net	Taux brut	Taux net	Taux brut	Taux net
Agriculteurs exploitants	16,8	15,7	19,8	16,4	15,6	13,7	27,8	19,1
Artisans, commerçants	19,4	18,8	17,6	14,2	20,0	18,2	27,0	25,2
Chefs d'entreprise, professions libérales	17,0	17,0	18,2	16,6	16,6	16,2	38,8	38,8
Cadres	16,7	16,7	13,1	12,6	17,9	17,5	19,8	18,5
Professions intermédiaires	18,2	17,7	15,2	13,3	20,6	19,1	24,5	21,0
Employés	19,7	18,7	19,1	13,2	25,6	20,3	29,7	22,4
Ouvriers	19,6	17,9	16,4	11,0	21,1	17,1	24,4	18,3
Retraités	17,8	17,5	20,0	16,2	22,8	20,4	28,9	22,2
Autres personnes sans activité professionnelle	23,6	20,2	28,2	12,1	42,5	26,7	59,9	40,4
Ensemble	**18,2**	**17,6**	**17,8**	**13,0**	**21,8**	**18,9**	**33,1**	**25,6**

TABLEAU E.02-9

Indice trimestriel du coût de la construction des immeubles à usage d'habitation (1)

Source : INSEE Base 100 : 4ème trimestre 1953

Année	Premier trimestre		Deuxième trimestre		Troisième trimestre		Quatrième trimestre	
	Indice	Moyenne (2) associée	Indice	Moyenne (2) associée	Indice	Moyenne (2) associée	Indice	Moyenne (2) associée
1995	1 011	1 017,00	1 023	1 018,25	1 024	1 019,25	1 013	1 017,75
1996	1 038	1 024,50	1 029	1 026,00	1 030	1 027,50	1 046	1 035,75
1997	1 047	1 038,00	1 060	1 045,75	1 067	1 055,00	1 068	1 060,50
1998	1 058	1 063,25	1 058	1 062,75	1 057	1 060,25	1 074	1 061,75
1999	1 071	1 065,00	1 074	1 069,00	1 080	1 074,75	1 065	1 072,50
2000	1 083	1 075,50	1 089	1 079,25	1 093	1 082,50	1 127	1 098,00
2001	1 125	1 108,50	1 139	1 121,00	1 145	1 134,00	1 140	1 137,25
2002	1 159	1 145,75	1 163	1 151,75	1 170	1 158,00	1 172	1 166,00
2003	1 183	1 172,00	1 202	1 181,75	1 203	1 190,00	1 214	1 200,50

(1) Des évolutions annuelles des prix de la construction selon la situation géographique et le type d'habitat sont publiées dans le bulletin mensuel de statistique n° 8 d'août 2004 et sur Internet (cf. partie « 2 Sources de documentation »).

(2) Moyenne de l'ICC de la date de référence et des indices des trois trimestres précédents. À partir du 1er janvier 1995, l'indicateur de révision des loyers n'est plus l'ICC lui même, mais sa moyenne associée.

TABLEAU E.02-10

Indices trimestriels des prix des logements anciens

Sources : Chambre des notaires de Paris (pour l'Ile-de-France)
Société Perval - Marché Immobilier des Notaires (pour la Province)
INSEE

Unité : Base 100 au 4ème trimestre 2000

	1994	1995	1999	2000	2001	2002	2003
FRANCE							
Ensemble							
1er trimestre	///	///	86,4	93,8	100,9	108,5	120,3
2ème trimestre	///	///	89,3	96,7	104,7	111,4	125,8
3ème trimestre	///	///	93,2	100,9	108,3	118,9	132,6
4ème trimestre	///	///	92,8	100,0	108,3	119,5	134,7
ILE-DE-FRANCE							
Paris - Appartements							
1er trimestre	///	91,4	81,6	92,6	102,9	109,7	123,8
2ème trimestre	///	89,6	83,3	96,1	104,1	112,7	128,2
3ème trimestre	///	88,9	87,3	99,1	108,5	118,3	132,7
4ème trimestre	93,6	86,1	89,1	100,0	108,8	120,7	134,9
Petite Couronne - Appartements							
1er trimestre	///	100,9	86,9	93,5	101,3	109,2	122,7
2ème trimestre	///	99,8	87,5	95,9	103,2	113,1	127,2
3ème trimestre	///	98,5	91,4	100,3	107,2	117,5	132,4
4ème trimestre	102,8	96,0	92,1	100,0	107,1	118,8	136,2
Grande Couronne - Appartements							
1er trimestre	///	///	88,6	95,6	101,4	108,0	119,7
2ème trimestre	///	///	90,0	97,1	104,5	111,4	123,7
3ème trimestre	///	///	94,0	100,6	107,0	115,5	129,5
4ème trimestre	///	///	93,2	100,0	108,1	116,6	132,4
PROVINCE							
Ensemble							
1er trimestre	///	75,8	86,5	93,7	100,8	108,5	120,3
2ème trimestre	///	76,6	89,4	96,7	104,7	111,3	126,0
3ème trimestre	///	79,6	93,3	100,9	108,3	119,0	132,9
4ème trimestre	76,7	78,1	92,9	100,0	108,4	119,7	135,0
Maisons							
1er trimestre	///	68,5	85,2	93,4	100,6	108,0	118,5
2ème trimestre	///	69,7	88,7	96,4	104,8	110,0	123,6
3ème trimestre	///	73,7	93,3	101,4	109,1	119,1	131,1
4ème trimestre	69,3	72,3	92,2	100,0	108,3	118,7	132,4
Appartements							
Ensemble							
1er trimestre	///	88,1	88,6	94,4	101,0	109,2	123,3
2ème trimestre	///	88,3	90,6	97,2	104,6	113,6	129,9
3ème trimestre	///	89,7	93,3	100,1	106,9	119,0	135,9
4ème trimestre	89,1	87,8	94,0	100,0	108,5	121,4	139,3
Appartements - Agglomérations de + de 10 000 habitants							
Ensemble							
1er trimestre	///	88,2	88,5	94,4	101,2	109,4	123,7
2ème trimestre	///	88,3	90,5	97,2	104,6	113,8	130,2
3ème trimestre	///	89,8	93,4	100,1	107,1	119,3	136,5
4ème trimestre	89,2	87,8	93,8	100,0	108,6	121,6	139,8
Villes centres							
1er trimestre	///	88,1	89,0	94,9	101,0	109,1	122,7
2ème trimestre	///	88,2	91,4	97,5	104,4	112,8	129,0
3ème trimestre	///	90,8	94,3	100,6	106,8	118,7	135,3
4ème trimestre	89,4	88,0	94,4	100,0	108,0	120,6	138,9
Banlieues							
1er trimestre	///	88,3	87,5	93,5	101,6	110,1	125,6
2ème trimestre	///	88,5	89,0	96,6	104,9	115,5	132,6
3ème trimestre	///	87,9	91,5	99,2	107,5	120,6	138,8
4ème trimestre	88,9	87,4	92,6	100,0	109,9	123,6	141,5
Appartements - Agglomérations de - de 10 000 habitants et rural							
Ensemble							
1er trimestre	///	87,1	90,0	94,2	99,7	106,7	119,0
2ème trimestre	///	87,9	91,5	97,6	104,6	112,0	127,0
3ème trimestre	///	87,9	92,6	100,2	105,2	115,1	129,6
4ème trimestre	88,2	87,6	95,7	100,0	106,9	118,9	134,3

Chapitre E.03

○ Activités artistiques et culturelles

1 Présentation.
2 Méthodologie.
3 Définitions.
4 Sources de documentation.
5 Tableaux.

❍ Liste des tableaux

1 Protection des monuments historiques.
2 Entrées dans les monuments et musées nationaux.
3 Opérations de fouilles terrestres autorisées.
4 Bibliothèques municipales.
5 Activités de spectacles.
6 Loisirs culturels selon l'âge en 2002.
7 Public du cinéma selon l'âge en 2003.
8 Professions culturelles d'après l'enquête emploi.

1
❍ Présentation

En 2003, les entrées dans les monuments et musées nationaux marquent le pas et enregistrent des baisses respectives de près de 10 et 5 %. Cependant deux expositions ont connu de fortes fréquentations : « Gauguin à Tahiti » au Grand Palais avec 544 000 visiteurs dont 477 000 payants et « Nicolas de Staël » au Centre Georges Pompidou avec 431 000 visiteurs dont 375 000 payants.

La population cinématographique baisse légèrement pour la deuxième année consécutive : 59 % des individus de plus de 6 ans sont allés au moins une fois au cinéma au cours de l'année 2003, ils étaient 59,9 % en 2002 et 61,4 % en 2001. Cette population est caractérisée par sa jeunesse, près de 90 % des 11-24 ans sont allés au moins une fois au cinéma en 2003. Elle est également urbaine, le poids des entrées dans les grandes agglomérations demeure prépondérant même s'il tend à se stabiliser. Ce phénomène s'explique par le ralentissement des ouvertures de nouveaux multiplexes. Chaque spectateur est allé, en moyenne, 5,4 fois au cinéma en 2003, ce taux demeure l'un des plus élevé d'Europe.

Les professions culturelles, c'est à dire les professions spécifiques du domaine des arts, des spectacles et de l'information sont exercées par 430 000 personnes en 2003 d'après l'enquête Emploi de l'INSEE, soit 2 % de la population active occupée. Ces professions se caractérisent par un niveau d'études générales plus élevé que la moyenne de la population active occupée : 55 % des actifs des professions culturelles ont un niveau d'études supérieur ou égal à « bac+2 » contre 28 % pour l'ensemble de la population active occupée. Elles se concentrent en Île-de-France : 43 % des actifs des professions culturelles y travaillent soit une proportion deux fois plus élevée que la moyenne. Elles se caractérisent également par une proportion plus élevée de travailleurs indépendants et une plus grande précarité mesurable en termes de statut d'emploi, de temps de travail et d'exercice d'une activité secondaire.

2
❍ Méthodologie

Bibliothèques municipales

Les statistiques sur les bibliothèques municipales proviennent de l'enquête annuelle réalisée par la Direction du livre et de la lecture du ministère de la Culture et de la Communication. Si toutes les bibliothèques recensées sont interrogées (environ 4 000), seules sont retenues celles qui répondent à des critères minima de personnel, d'accessibilité et de renouvellement des collections. Toutes les communes de plus de 50 000 habitants sont dotées d'une bibliothèque municipale ou assimilée. Sur les 802 communes de 10 000 à 50 000 habitants, seules 67 n'ont pas de bibliothèque municipale. Pour les plus petites communes, il est aléatoire de compter les communes non desservies car nombre de ces communes sans bibliothèque propre sont rattachées à des bibliothèques intercommunales.

Monuments historiques

Il n'existe pas de source unique d'information sur la fréquentation des monuments historiques.

Le Centre des monuments nationaux, établissement public à caractère administratif placé sous la tutelle du ministère de la Culture et de la Communication, perçoit le droit d'entrée d'une centaine de monuments appartenant à l'État ou lui appartenant.

Musées

L'appellation « Musées de France » est attribuée en application de l'article 18 de la loi du 4 janvier 2002. Ceux-ci comprennent les musées nationaux, les musées de l'État dont le statut est fixé par décret et les musées précédemment contrôlés par le ministre chargé de la Culture ou le ministre chargé de la Recherche, sous réserve des dispositions prévues par la loi. En octobre 2003, 1 171 musées relèvent de cette appellation dont les 33 musées nationaux dont la fréquentation est connue sur le long terme.

Par ailleurs d'autres établissements peuvent porter le nom de musée mais leur nombre n'est pas connu précisément.

Pratiques culturelles

Des questions sur les pratiques culturelles sont posées chaque année dans la partie fixe du dispositif d'Enquêtes permanentes sur les conditions de vie (EPCV) de l'INSEE, « indicateurs sociaux », d'octobre. Elles ne concernent que les personnes de plus de 15 ans.

Les données sur le public du cinéma sont issues de l'enquête « 75 000 Cinéma » réalisée par Médiamétrie. Le taux de pénétration, pour une classe d'individus, est égal au nombre d'individus de cette classe ayant été au moins une fois au cinéma au cours de l'année de référence sur le nombre d'individus de cette classe.

Théâtre et spectacles

De nombreuses troupes théâtrales existent ; elles peuvent donner des représentations dans une salle qui leur est propre, dans d'autres salles de spectacle ou dans des lieux non spécifiques de l'activité théâtrale.

L'Inventaire communal 1998 (INSEE) recense 3 625 communes équipées d'une salle de spectacle[1].

Seule la fréquentation de certains types d'établissement est connue de manière continue : il s'agit des cinq théâtres nationaux, établissements publics placés sous la tutelle du ministère de la Culture et de la Communication, des centres dramatiques nationaux (CDN), compagnies dramatiques liées au ministère de la Culture et de la Communication par un contrat de décentralisation et des scènes nationales (historiquement appelées, maison de la culture, centre d'action culturelle ou centre de développement culturel). En 2004, il existe 39 centres dramatiques nationaux et régionaux et 69 scènes nationales.

Par ailleurs, la Société des auteurs et compositeurs dramatiques (SACD) fournit la fréquentation des théâtres de Paris pour les représentations théâtrales, lyriques et chorégraphiques donnant lieu à perception de droits d'auteur (répertoire protégé).

3
❍ Définitions

Archéologie

Pour les fouilles terrestres, le ministère de la Culture et de la Communication délivre les autorisations de fouilles. On distingue l'archéologie programmée qui s'inscrit dans le cadre de la recherche scientifique et l'archéologie préventive qui est déclenchée à l'occasion de chantiers extérieurs à l'archéologie (travaux d'aménagement et d'urbanisation).

Patrimoine protégé

Les dispositions régissant la protection des monuments historiques classés, c'est-à-dire des « immeubles dont la conservation présente du point de vue de l'histoire ou de l'art un intérêt public » ont été définies par une loi du 31 décembre 1913.

Dès 1913, est également prévu un « inventaire supplémentaire » sur lequel sont « inscrits » les immeubles qui « sans demander de classement immédiat, présentent un intérêt suffisant pour rendre désirable la préservation ».

L'ensemble des monuments protégés est recensé dans la base documentaire « Mérimée » du ministère de la Culture et de la Communication.

Par la suite, le champ de la protection a été étendu aux meubles ou objets mobiliers ainsi qu'aux abords de monuments.

---

[1] Ce résultat concerne la France entière à l'exception de la Lorraine où la question n'a pas été posée.

4

Sources de documentation

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du ministère de la Culture et de la Communication, département des Études, de la Prospective et des Statistiques.

Organismes :

- Centre des monuments nationaux ;
- Centre national de la cinématographie ;
- Ministère de la Culture et de la Communication.

Sites Internet :

- www.culture.gouv.fr/dep
- www.datar.gouv.fr
- www.cnc.fr
- www.insee.fr

Publications :

Ministère de la Culture et de la Communication, département des Études, de la Prospective et des Statistiques

- « Les établissements d'enseignement supérieur artistique et culturel dépendant du ministère de la Culture et de la Communication, effectifs et diplômes 2003-2004 », *Notes statistiques*, n° 11, novembre 2004 ;
- « Chiffres clés 2004, statistiques de la Culture », Janine Cardona et Chantal Lacroix, *La Documentation française*, 2004 ;
- « Éléments pour la connaissance de l'emploi dans le spectacle », *Développement culturel*, n° 145, septembre 2004 ;
- « Les loisirs culturels des 6-14 ans », Sylvie Octobre, ministère de la Culture et de la Communication, département des Études, de la Prospective et des Statistiques, *La Documentation Française*, 2004.

Notes de l'Observatoire de l'emploi culturel :

- « L'emploi dans les professions culturelles en 2002 d'après l'Enquête Emploi de l'INSEE », n° 36, octobre 2004 ;
- « L'emploi dans le secteur culturel en 2002 d'après l'enquête Emploi de l'INSEE », n° 35, octobre 2004 ;
- « Le marché du travail des artistes et des techniciens intermittents de l'audiovisuel et des spectacles (1987-2001) » d'après les fichiers de la Caisse des congés spectacles, n° 34, octobre 2004.

INSEE

- France Portrait social, édition 2004-2005.

INSEE-Première :

- « 40 ans de services culturels et récréatifs – La télévision détrône le stade et le cinéma », n° 983, août 2004 ;
- « Les pratiques culturelles : le rôle des habitudes prises dans l'enfance », n° 883, février 2003.

INSEE-Résultat, série Société :

- « Le budget des familles en 2001 », Nicole Cérani et Martine Camus, n° 29, avril 2004 ;
- « Loisirs culturels 1999-2002, indicateurs sociaux annuels », Sylvie Dumartin et Michèle Febvre, n° 26, février 2004.

Économie et statistique :

- « Les loisirs des actifs : un reflet de la stratégie sociale », P. Coulangeon, P.-M. Menger et I. Roharik, n°s 352-353, 2002.

Autres

- *CNC Info,* Centre national de la cinématographie.
- « La culture des individus : dissonnance culturelle et distinction de soi », B. Lahire, *Paris : la Découverte*, 2004.
- Bibliothèques municipales, bibliothèques départementales de prêt, données 2001, ministère de la Culture et de la Communication, Direction du livre et de la lecture, décembre 2003.
- « Culture, État et marché », *Cahiers français*, n° 312, janvier-février 2003.

Voir aussi les publications du chapitre R.01.

5

Tableaux

Des tableaux « séries » et supplémentaires sont disponibles sur le cédérom (cf. liste en fin d'annuaire).
Voir aussi le chapitre G.01 « Enseignement et Formation » (pour les principaux établissements d'enseignement artistique), le chapitre R.01 « Information, Communication et Édition » et le chapitre K.01 pour le commerce extérieur des biens culturels.

TABLEAU E.03-1

Protection des monuments historiques

Source : Ministère de la Culture et de la Communication — *Unité* : Nombre

	1995	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Monuments protégés :							
Classés	13 660	13 929	13 982	14 041	14 079	14 130	14 180
Inscrits	25 192	26 268	26 451	26 756	27 094	27 396	27 640
Total	**38 852**	**40 197**	**40 433**	**40 797**	**41 173**	**41 526**	**41 820**
Arrêtés de protection pris au cours de l'année :							
Classements	209	64	73	77	59	67 *r*	56
Inscriptions	623	412	354	399	425 *r*	424 *r*	356
Total	**832**	**476**	**427**	**476**	**484 *r***	**491 *r***	**412**

TABLEAU E.03-2

Entrées dans les monuments et musées nationaux

Sources : Centre des monuments nationaux
Réunion des musées nationaux — *Unité* : Millier

	1990	1995	2000	2001	2002	2003
Monuments nationaux (1)	**8 418**	**7 957**	**8 903**	**8 046**	**8 728**	**7 807**
dont : Abbaye du Mont Saint-Michel	826	828	1 078	1 034	1 087	1 054
Arc de Triomphe de l'Étoile	775	870	1 335	1 023	1 259	1 033
Sainte-Chapelle	696	582	794	693	683	645
Château de Chambord	730	747	743	709	711	638
Château du Haut-Koenigsbourg	591	590	533	503	549	522
Panthéon	220	296	337	286	296	315
Cité de Carcassonne	272	262	334	330	362	301
Tours de Notre-Dame	452	184	274	257	349	298
Château d'Azay-le-Rideau	425	347	292	268	288	259
Conciergerie	251	185	294	256	310	250
Entrées payantes	7 545	6 415	6 905	6 467	6 787	6 008
Entrées gratuites (2)	873	1 542	1 998	1 579	1 941	1 799
Musées nationaux (3) (4)	**16 025**	**12 667**	**13 971**	**12 141**	**13 371**	**12 747**
dont : Musée du Louvre	5 338	4 696	6 095	5 164	5 717	5 685
Musée national des châteaux de Versailles et de Trianon	4 339	2 983	2 863	2 593	2 797	2 854
Musée d'Orsay	3 000	2 083	2 344	1 665	2 128	1 830
Musée Picasso	509	427	597	471	441	395
Musée des arts asiatiques (musée Guimet)	129	129	11	438	340	312
Musée national du château de Fontainebleau	419	416	353	317	358	299
Musée national des arts d'Afrique et d'Océanie/Aquarium Porte Dorée	297	243	313	275	315	203
Musée national du Moyen Âge - Thermes de Cluny	194	244	298	263	300	259
Musée national Message biblique - Marc Chagall (Nice)	132	143	211	180	201	178
Musée national du château de Compiègne	215	176	125	111	87	85
Musée national du château de Pau	135	121	112	83	99	83
Musée des Antiquités nationales (Saint-Germain-en-Laye)	125	77	83	66	55	62
Musée national de la Préhistoire - Les Eyzies-de-Tayac	158	80	82	75	79	62
Musée national de l'Orangerie des Tuileries	332	430	8 (5)	— (5)	— (5)	— (5)
Entrées payantes (6)	10 096	8 748	9 898	8 378	9 516	8 607
Entrées gratuites	5 929	3 919	4 073	3 767	3 855	4 140

(1) Concernent les monuments nationaux dont le droit d'entrée est géré par le Centre des monuments nationaux.
(2) À partir d'octobre 1999, l'accès aux monuments est gratuit le premier dimanche du mois, hors saison touristique.
(3) Concernent les 31 musées nationaux.
(4) À partir du 1er janvier 2000, l'accès aux musées nationaux est gratuit le premier dimanche de chaque mois, cette mesure existait depuis 1996 pour le musée du Louvre.
(5) Fermé pour travaux.
(6) La répartition entre entrées payantes et gratuites n'est pas identique pour tous les musées (les entrées prépayées, en particulier les cartes multientrées, peuvent être comptabilisées en payantes ou gratuites).

TABLEAU E.03-3

Opérations de fouilles terrestres autorisées

Source : Ministère de la Culture et de la Communication — *Unité* : Opération de fouilles

	1995	1998	(1) 1999	(2) 2000	(3) 2001	(4) 2002
Archéologie programmée						
Fouilles programmées	277	260	252	226	187	220
Prospections thématiques	97	112	85	72	85	98
Relevés d'art rupestre	15	35	32	12	10	13
Projets collectifs	74	84	80	59	44	73
Prospections inventaire	549	512	426	420	301	292
Archéologie préventive						
Diagnostics (5)	1 543	2 151	1 863	1 940	1 598	1 027
Fouilles préventives (sauvetages)	811	714	724	558	386	184

(1) Données incomplètes : absence de réponse de 3 régions métropolitaines et des DOM.
(2) Données incomplètes : absence de réponse de 2 régions métropolitaines et des DOM.
(3) Données incomplètes : absence de 6 régions métropolitaines et des DOM (nouvelle application informatique en cours).
(4) Données incomplètes : absence de 3 régions métropolitaines (nouvelle application informatique en cours).
(5) Les diagnostics comprennent les sondages, les fouilles d'évaluation archéologique et les fouilles préventives d'urgence.

TABLEAU E.03-4

Bibliothèques municipales

Source : Ministère de la Culture et de la Communication

	1990	1995	1999	2000	*r* 2001	2002
Nombre de bibliothèques municipales	**1 614**	**2 315**	**2 795**	**2 886**	**3 000**	**3 012**
Ayant une discothèque de prêt	576	1 039	1 479	1 503	1 639	1 550
Ayant une vidéothèque de prêt	104	512	841	876	985	...
Collections pour 100 habitants :						
Livres	228	270	305	291	260	265
Phonogrammes	16,0	21,8	23,8	24,4	25,5	25,1
Cassettes vidéo	...	2,2	4,2	4,6	4,9	5,4
Prêts :						
Nombre d'emprunteurs (milliers)	4 605	6 251	6 583	6 665	6 744	6 770
Soit en % de la population desservie	16	18	18	18	17	17
Prêts de livres pour 100 habitants	325	400	420	410	410	415
Prêts de phonogrammes pour 100 habitants	63	80	89	96	100	...
Prêts de cassettes vidéo pour 100 habitants	8	27	38	39	40	...

TABLEAU E.03-5

Activités de spectacles

Source : Ministère de la Culture et de la Communication

Unités : Représentations : Nombre
Spectateurs : Millier

	1990-1991	1995-1996	1999-2000	2000-2001	2001-2002	2002-2003
Opéra de Paris (1)						
Représentations	322	289	432	443	419	438
Spectateurs	534	592	775	758	756	741
Théâtres nationaux (2)						
Comédie française :						
Représentations	382	568	734	729	687	...
Spectateurs	295	303	301	331	323	...
Théâtre national de l'Odéon :						
Représentations	323	313	248	234	194	...
Spectateurs	103	113	98	97	79	...
Théâtre national de Chaillot :						
Représentations	428	257	224	199	349	...
Spectateurs	210	147	75	26	133	...
Théâtre de la Colline :						
Représentations	332	343	311	298	298	293
Spectateurs	119	105	80	89	92	80
Théâtre national de Strasbourg :						
Représentations	152	137	227	172	155	146
Spectateurs	51	31	48	45	49	52
Centres dramatiques nationaux (3)						
Représentations	8 384	7 878	8 621	8 774	7 982	8 685
Spectateurs	2 288	1 838	1 643	1 727	1 580	1 665
Scènes nationales (3)						
Représentations	23 047	28 740	...	...	...	...
Spectateurs	2 379	2 867	...	...	...	...
Théâtres privés parisiens (4)						
Représentations	11 501	11 202	11 332	11 629	12 113	14 445
Spectateurs	3 093	2 337	2 770	2 914	3 130	3 020

(1) Spectateurs payants et gratuits du Palais Garnier et de l'Opéra Bastille, non compris les tournées.
(2) Non compris les tournées et les spectacles non théatraux. En 2001-2002, les spectacles non théâtraux comptent 124 représentations et 38 713 spectateurs.
(3) Tous spectacles, spectateurs payants.
(4) Résultats de l'année civile de théâtres privés soumis à la taxe parafiscale au taux de 3,5 % pour les spectacles du répertoire protégé de la Société des auteurs et compositeurs dramatiques.

TABLEAU E.03-6

Loisirs culturels selon l'âge en 2002 (1)

Source : INSEE, enquête permanente sur les conditions de vie (EPCV) d'octobre, partie "Indicateurs sociaux" — *Unité* : %

Âge	Ensemble	Moins de 30 ans	30-39 ans	40-49 ans	50-59 ans	60-69 ans	70-79 ans	80 ans ou plus
	Au cours des 12 derniers mois							
Lecture de livres								
Aucun	**38**	30	38	36	39	43	49	52
Moins de 1 par mois	**33**	39	35	33	34	30	22	20
1 ou 2 par mois	**18**	22	17	18	17	15	17	17
Au moins 3 par mois	**11**	9	10	13	10	12	12	11
Lecture de quotidiens nationaux								
Jamais	**70**	66	68	69	66	74	77	83
Moins de 2 fois par semaine	**19**	25	22	19	21	13	10	5
Au moins 2 fois par semaine	**11**	9	10	12	13	13	13	12
Lecture de quotidiens régionaux								
Jamais	**36**	47	35	31	32	31	32	37
Moins de 2 fois par semaine	**27**	31	34	31	24	20	16	17
Au moins 2 fois par semaine	**37**	22	31	38	44	49	52	46
Fréquentation du théâtre ou des concerts								
Jamais	**68**	60	65	69	69	70	81	90
1 à 2 fois par an	**16**	19	18	15	17	15	10	6
3 à 11 fois par an	**12**	15	13	13	10	12	8	3
Au moins 1 fois par mois	**4**	6	4	3	4	3	1	1
Visites de musées, expositions ou monuments historiques								
Jamais	**53**	51	52	50	47	50	69	83
1 à 2 fois par an	**20**	22	20	21	23	18	13	9
3 à 11 fois par an	**21**	21	22	23	23	24	14	7
Au moins 1 fois par mois	**6**	6	7	6	7	8	4	1

(1) Champ : personnes de 15 ans ou plus.

TABLEAU E.03-7

Public du cinéma selon l'âge en 2003

Source : Centre National de la Cinématographie (C.N.C.) / Médiamétrie - enquête « 75 000 cinéma » — *Unité* : %

Âge	Pénétration (1)	Structure du public	Structure des entrées	Nombre moyen d'entrées
6 à 10 ans	79,6	8,8	4,4	2,7
11 à 14 ans	87,0	7,9	7,1	4,8
15 à 19 ans	90,6	10,9	15,1	7,5
20 à 24 ans	90,9	10,5	14,2	7,3
25 à 34 ans	63,0	15,1	16,5	5,9
35 à 49 ans	57,3	22,4	20,5	4,9
50 à 59 ans	45,7	11,2	10,8	5,2
60 ans et plus	34,6	13,3	11,4	4,6
Ensemble	**59,0**	**100,0**	**100,0**	**5,4**

(1) Le taux de pénétration, pour une classe d'individus, est égal au nombre d'individus de cette classe ayant été au moins une fois au cinéma au cours de l'année de référence sur le nombre d'individus de cette classe.

TABLEAU E.03-8

Professions culturelles d'après l'enquête emploi (1)

Source : INSEE (enquête emploi de 2003)

	2003		
	Ensemble	Hommes	Femmes
Professions de l'audiovisuel et des spectacles	**127 383**	**88 698**	**38 685**
Artistes des spectacles			
Artistes de la musique et du chant	19 717	14 036	5 681
Artistes dramatiques	16 844	8 945	7 899
Artistes de la danse, du cirque et des spectacles divers	7 066	2 827	4 239
Cadres, techniciens et ouvriers des spectacles			
Directeurs, responsables de programmation et de production de l'audiovisuel et des spectacles	19 839	15 834	4 005
Cadres artistiques et technico-artistiques de la réalisation de l'audiovisuel et des spectacles	17 670	13 503	4 167
Assistants techniques de la réalisation des spectacles vivants et audiovisuels (salariés ou indépendants)	29 417	20 336	9 081
Ouvriers et techniciens des spectacles vivants et audiovisuels	7 455	6 054	1 401
Indépendants gestionnaires de spectacle ou de service récréatif	9 375	7 163	2 212
Professions des arts plastiques et des métiers d'art	**139 879**	**88 986**	**50 893**
Artistes plasticiens	22 204	15 196	7 008
Stylistes/décorateurs	72 208	44 432	27 776
Photographes	14 320	10 102	4 218
Métiers d'art			
Artisans d'art	10 150	5 462	4 688
Ouvriers d'art	20 997	13 794	7 203
Professions littéraires	**60 780**	**36 082**	**24 698**
Journalistes et cadres de l'édition			
Journalistes et rédacteurs en chef	44 395	25 909	18 486
Directeurs de journaux, administrateurs de presse, directeurs d'édition (littéraire, musicale, audiovisuelle et multimédia)	5 720	2 967	2 753
Auteurs littéraires, scénaristes, dialoguistes	10 665	7 206	3 459
Cadres et techniciens de la documentation et de la conservation	**25 069**	**7 538**	**17 531**
Bibliothécaires, archivistes, conservateurs de la fonction publique	16 639	3 616	13 023
Cadres de la documentation, de l'archivage (hors fonction publique)	4 009	926	3 083
Assistants techniques de la documentation et de l'archivage (hors fonction publique)	4 421	2 996	1 425
Professeurs d'art (hors établissements scolaires)	**41 421**	**16 697**	**24 724**
Architectes	**37 948**	**27 059**	**10 889**
Architectes libéraux	24 319	18 942	5 377
Architectes salariés	13 629	8 117	5 512
Ensemble des professions culturelles	**432 480**	**265 060**	**167 420**

(1) Les professions culturelles retenues sont celles qui font l'objet d'un poste de la nomenclature des professions et catégories socioprofessionnelles de l'INSEE (PCS). Ces résultats sont en moyenne annuelle.

Chapitre E.04

Jeunesse et Sports

1 Présentation.
2 Méthodologie.
3 Définitions.
4 Sources de documentation.
5 Tableaux.

Liste des tableaux

1 Diplômes professionnels et non professionnels délivrés par le ministère des Sports - France entière.

2 Centres de vacances d'été (juillet, août, septembre), placements de vacances et séjours linguistiques : effectifs déclarés à l'accueil et nombre de séjours - France entière.

3 Centres de vacances « Petites vacances » (Noël, Février, Printemps et Toussaint), placements de vacances et séjours linguistiques : effectifs déclarés à l'accueil et nombre de séjours - France entière.

4 Sections sportives scolaires, « Pôles France » et « Pôles Espoirs » (CREPS - écoles et instituts) - France entière.

5 Sections de clubs et licences sportives - France entière.

6 Sportifs reconnus par le ministère en charge des Sports - France entière.

1

○ Présentation

Durant l'année 2003, 36 000 séjours (en baisse de 3 %) ont accueilli un peu plus de 1 200 000 enfants et adolescents âgés de 4 à 18 ans. Ne sont comptabilisés que les séjours organisés pour une durée égale ou supérieure à 6 jours et concernant au moins 12 mineurs. Près de 3 enfants sur 4 bénéficient des séjours durant la période des congés d'été.

La pratique sportive

En 2003, plus de 34 millions de personnes de 15 ans ou plus font du sport, soit 71 % de la population concernée. Les hommes font toujours plus de sport que les femmes et cette tendance se retrouve chez les plus jeunes. En 2001, 77 % des garçons de 12 à 17 ans faisaient du sport contre 60 % des filles du même âge. C'est dans les milieux sociaux les moins favorisés que les jeunes font le moins de sport, le phénomène étant particulièrement marqué chez les filles. Le niveau de diplôme des parents apparaît comme le premier des facteurs familiaux qui favorisent les sports des jeunes.

Plus de 15,1 millions de licences sportives et autres types de participation ont été délivrés en 2003. On estime que près de la moitié des licences sont délivrées aux jeunes de 18 ans et moins.

Les fédérations de football, de tennis, de judo, de basket et d'équitation sont toujours des disciplines très pratiquées. Certaines comme le karaté ou la voile sont en nette progression.

Les femmes représentent environ un tiers des licenciés, en légère progression par rapport à l'année précédente. Quelques fédérations sont en majorité féminines, comme celles de gymnastique ou d'équitation.

Le poids économique du sport

Le sport est un enjeu économique important en France. La dépense sportive nationale, constituée par les dépenses effectuées par les différents agents (ménages, État et collectivités locales, entreprises) en faveur du sport, est estimée en 2002 à 26,5 milliards d'euros. Elle permet de mesurer le poids économique du sport : il est ainsi évalué à 1,7 % du PIB en 2002.

La moitié de cette dépense sportive est effectuée par les ménages, pour leur consommation en biens et services sportifs (achat de vêtements ou de matériel de sport, cotisation à des clubs…), et près d'un tiers provient des collectivités locales (en faveur des installations, manifestations sportives…).

Les diplômes sportifs

Le ministère des sports a délivré en 2003 plus de 10 000 diplômes sportifs, dont un peu plus de 360 BAPAAT option « activités de pleine nature » (niveau V), près de 9 100 BEES de premier degré (niveau IV) et près de 650 BEES de deuxième degré (niveau II).

Le nombre de diplômes sportifs est en progression de 12 % sur les 5 dernières années, mais l'essentiel de cette augmentation s'est produite en 2001 : elle concerne principalement le BEES de premier degré.

2

○ Méthodologie

Les données sur les centres de vacances, les diplômes délivrés par le ministère, etc. sont issues d'une enquête annuelle du ministère de la Jeunesse, des Sports et de la Vie associative à partir de données administratives collectées par les services déconcentrés.

Les données sur les clubs, les licences et autres types de participation sportifs proviennent d'un recensement mené annuellement par la mission statistique auprès des fédérations sportives.

La consommation des ménages en biens et services sportifs a été définie dans le cadre des travaux sur les comptes économiques du sport par un groupe de travail associant le ministère des Sports et l'INSEE. Ces comptes s'appuient sur les concepts de la comptabilité nationale.

3

○ Définitions

Brevet d'aptitude aux fonctions d'animateur (BAFA)

Diplôme à vocation non professionnelle qui s'obtient à l'issue d'une formation de 28 jours répartis au plus sur 30 mois (les diplômes professionnels ont vocation à être inscrits sur le Répertoire national des certifications professionnelles).

Brevet d'aptitude aux fonctions de directeur (BAFD)

Diplôme à vocation non professionnelle qui s'obtient à l'issue d'une formation de 44 jours répartis au plus sur 4 ans.

Brevet d'aptitude à l'animation socio-éducative (BASE)

Créé en 1970, il sanctionne les compétences et l'expérience dans la pratique d'activités socio-éducatives.

Brevet d'État d'éducateur sportif (BEES)

Diplôme existant depuis 1948. Il comprend 3 degrés : le premier au niveau IV, le deuxième au niveau II, le troisième degré sanctionne une compétence pour l'expertise et la recherche (4 ou 5 par an). Il est obligatoire pour enseigner la pratique sportive contre rémunération.

Brevet professionnel de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport (BPJEPS)

Diplôme de niveau IV créé en 2001, transversal aux champs de l'animation et du sport et construit par spécialités. Il est amené à remplacer à terme l'ensemble des diplômes de niveau IV.

Brevet d'État technicien de l'éducation populaire (BEATEP)

Diplôme de niveau IV, créé en 1986.

Brevet d'aptitude professionnelle d'assistant animateur technicien de la jeunesse et des sports (BAPAAT)

Créé en 1993, homologué au niveau V de formation.

Diplôme d'État de directeur de projet d'animation et de développement (DEDPAD)

Ce diplôme, créé en 1995, est délivré à l'issue d'une formation de 1 500 heures réparties sur 3 ans au maximum.

Diplôme d'État relatif aux fonctions d'animateur (DEFA)

Diplôme préparé selon un cycle continu ou discontinu sur une durée de 8 ans maximum.

Centres de vacances (CV)

Les centres de vacances sont des accueils collectifs avec hébergement pour les jeunes âgés de 4 à 18 ans lors de leurs congés scolaires, professionnels ou de leurs loisirs.

Le ministère chargé de la Jeunesse apporte une aide aux associations agréées, ainsi qu'aux collectivités locales qui proposent des activités de loisirs et de vacances notamment en direction des jeunes, telles que les séjours en centres de vacances.

Placement de vacances (PV)

Placement d'un ou plusieurs mineurs en famille ou établissement à l'étranger ou en France. Lorsque ce placement est effectué en pays non francophone, il s'agit habituellement d'un séjour linguistique.

Fédération sportive

Une fédération sportive est une union d'associations sportives régie par la loi de 1901, pratiquant le même sport ou plusieurs, ou encore regroupant des licenciés qui appartiennent à une même catégorie (ex sport scolaire).

Les fédérations peuvent être agréées par le ministère des Sports : la loi leur reconnaît une mission de service public. Parmi elles, certaines reçoivent une délégation pour organiser la pratique d'une discipline sportive. Elles passent avec l'État un contrat permanent autorisant l'organisation de championnats et compétitions. Les fédérations unisport délégataires sont

classées en olympiques et non olympiques selon que la discipline sportive est incluse ou non au programme des jeux olympiques. Ce programme est international et est réactualisé par le Comité international olympique.
Trois fédérations multisports ont délégation du ministère, la fédération française handisport, la fédération des sourds de France et la fédération française de sport adapté pour les pratiques sportives destinées respectivement aux personnes concernées.
L'adhésion à une fédération par une licence annuelle permet la pratique sportive et la participation aux compétitions, et le cas échéant, selon les statuts de la fédération, la participation au fonctionnement et aux activités de la fédération. Les activités sportives peuvent également être pratiquées au sein d'une fédération par des non licenciés à qui on délivre des titres de participation.
Sur 15,1 millions d'adhésions en 2003, 14,2 millions sont des licences sportives et plus de 900 000 des autres titres de participation.

4 ○ Sources de documentation

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du ministère de la Jeunesse, des Sports et de la Vie associative.

Organismes :

– Ministère de la Jeunesse, des Sports et de la Vie associative, mission statistique :
– Commission nationale du Sport du haut niveau.

Sites Internet :

– www.jeunesse-sports.gouv.fr
– www.education.gouv.fr

Publications :

Ministère de la Jeunesse, des Sports et de la Vie associative, mission statistique

– « Les chiffres clés du Sport », mission statistique, octobre 2003.
STAT Info :
– « Les Franciliens sont aussi sportifs que les provinciaux et fréquentent davantage les équipements culturels », n° 04-03, juin 2004 ;
– « Les licences sportives et les clubs des fédérations françaises agréées en 2001 », n° 04-02, février 2004 ;
– « Les équipements sportifs possédés par les établissements publics d'enseignement supérieur en 2000 », n° 04-01, février 2004 ;
– « La pratique sportive des jeunes dépend avant tout de leur milieu socioculturel », n° 03-07, novembre 2003 ;
– « Les diplômes de l'animation dans le secteur « jeunesse » », n° 03-06 septembre 2003 ;
– « Les diplômes sportifs délivrés par le ministère des sports de 1998 à 2002 (données par option) », n° 03-05, septembre 2003 ;
– « Les diplômes sportifs délivrés par le ministère des sports de 1998 à 2002 (données de cadrage) », n° 03-04, septembre 2003 ;
– « Les contrats éducatifs locaux », n° 03-02, février 2003 ;
– « Les équipements sportifs en Midi-Pyrénées », n° 03-01, janvier 2003 .

INSEE

INSEE-Première :
– « La vie associative en 2002 : 12 millions de bénévoles », n° 946, janvier 2004 ;
– « La pratique sportive des jeunes dépend avant tout de leur milieu socioculturel », n° 932, novembre 2003 ;
– « Une personne sur deux est membre d'une association en 2002 », n° 920, septembre 2003.
Courrier des statistiques :
– « La statistique au ministère des sports », B. Belloc, n° 103, septembre 2002.

Autres

– « Sport et société », *Cahier français,* n° 320, mai-juin 2004.
Ministère de l'Éducation nationale de l'enseignement supérieur et de la Recherche :
– « Les centres de vacances. Données chiffrées 1994-2002 », *Note jeunesse et vie associative*, n° 04.01, février 2004 ;
– « L'éducation physique et sportive dans le premier degré en 2002-2003 », *Note d'information*, n° 04.01, janvier 2004.

5 ○ Tableaux

Des tableaux détaillés et « séries » sont disponibles sur le cédérom (cf. liste en fin d'annuaire).

TABLEAU E.04-1

Diplômes professionnels et non professionnels délivrés par le ministère des Sports - France entière (y compris TOM et collectivités territoriales)

Source : Ministère de la Jeunesse, des Sports et de la Vie associative — *Unité* : Nombre de diplômes

Nature du diplôme	1990	1995	1999	2000	2001	*p* 2002	2003
DIPLÔMES PROFESSIONNELS DÉLIVRÉS							
Diplômes sportifs (1) :	**7 102**	**8 388**	**8 689**	**8 833**	**9 463**	**9 724**	**9 732**
dont : B.E.E.S. 1er degré	6 520	7 844	8 106	8 200	8 935	9 097	9 089
B.E.E.S. 2ème degré	582	544	583	633	528	627	643
Diplômes de l'animation :	**241**	**1 289**	**2 085** *r*	**2 532** *r*	**3 136** *r*	**3 444** *r*	**3 249**
dont : B.E.A.T.E.P. (2)	44	890	1 485	1 968	2 615	2 951	2 813
D.E.F.A. (2)	197	399	368	406	319	383	289
B.A.S.E. (2)	...	...	193 *r*	122 *r*	166 *r*	86	107
D.E.D.P.A.D. (2)	///	///	39	36	36	24	40
Diplôme socio-sportif :							
B.A.P.A.A.T. (2)	...	1 250	1 499	1 476	1 380	1 371	1 413
Total	**7 343**	**10 927**	**12 273** *r*	**12 841** *r*	**13 979** *r*	**14 539** *r*	**14 394**
DIPLÔMES NON PROFESSIONNELS DÉLIVRÉS							
B.A.F.D. (2)	2 117	6 602	2 527	2 346	2 173	2 113	1 958
B.A.F.A. (2)	38 567	48 512	54 830	56 651	54 132	51 446 *r*	52 797
Total	**40 684**	**55 114**	**57 357**	**58 997**	**56 305**	**53 559** *r*	**54 755**

(1) Chaque année 4 à 5 diplômes B.E.E.S. (Brevet d'État d'éducateur sportif) du 3ème degré sont délivrés.
(2) Cf. partie « 3. Définitions » dans le texte de ce chapitre.

TABLEAU E.04-2

Centres de vacances d'été (juillet, août, septembre), placements de vacances et séjours linguistiques : effectifs déclarés à l'accueil (1) et nombre de séjours - France entière (y compris TOM et collectivités territoriales)

Source : Ministère de la Jeunesse, des Sports et de la Vie associative — *Unité* : Millier

	1995	1997	1998	1999	2000	2001	2002	*e* 2003
Centres de vacances								
Nombre d'enfants :								
Centres de vacances maternels (4-6 ans)	28,4	24,9	22,7	21,2	19,5	18,0	16,5	15,0
Centres de vacances (6-12 ans)	444,2	417,1	396,5	390,7	365,5	365,9	344,7	337,9
Centres de vacances (12-18 ans)	227,8	219,4	212,6	218,0	200,4	214,8	207,8	215,0
Camps fixes (jusqu'à 18 ans)	265,9	263,3	241,5	233,4	204,1	192,4	177,8	165,1
Camps itinérants (jusqu'à 18 ans)	98,4	95,5	89,7	89,0	95,5	84,6	77,0	67,2
Total	**1 064,6**	**1 020,2**	**962,9**	**952,3**	**885,0**	**875,6**	**823,8**	**800,3**
Nombre de séjours correspondants	**29,6**	**29,9**	**28,7**	**27,7**	**26,0**	**25,6**	**24,2**	**23,5**
Placements de vacances et séjours linguistiques								
Nombre d'enfants :								
Placements de vacances	36,4	33,2	30,6	32,8	26,0	25,7	24,2	23,5
Séjours linguistiques	130,0	122,3	118,1	99,9	104,8	111,4	98,5	98,6
Nombre de séjours correspondants	**3,6**	**3,5**	**3,7**	**3,7**	**3,6**	**3,6**	**3,3**	**3,2**

(1) Statistique établie à partir des effectifs présents et contrôlés dans les lieux d'accueil (les placements familiaux et séjours linguistiques sont concernés, depuis 1994, au regard de la réglementation « protection des mineurs »).

TABLEAU E.04-3

Centres de vacances « Petites vacances » (Noël, Février, Printemps et Toussaint), placements de vacances et séjours linguistiques : effectifs déclarés à l'accueil (1) et nombre de séjours - France entière (y compris TOM et collectivités territoriales)

Source : Ministère de la Jeunesse, des Sports et de la Vie associative — *Unité* : Millier

	1995	1997	1998	1999	2000	2001	2002	*e* 2003
Centres de vacances								
Nombre d'enfants :								
Centres de vacances maternels (4-6 ans)	8,9	8,0	6,9	7,0	6,0	5,5	5,3	4,9
Centres de vacances (6-12 ans)	192,8	177,6	174,7	171,9	159,2	152,6	148,2	142,3
Centres de vacances (12-18 ans)	149,4	136,4	136,2	135,0	128,1	125,7	127,5	126,5
Camps fixes (jusqu'à 18 ans)	23,0	16,1	13,2	10,9	9,9	9,7	7,7	6,9
Camps itinérants (jusqu'à 18 ans)	7,3	8,3	7,1	8,1	7,8	7,6	6,5	6,0
Total	**381,5**	**346,4**	**338,1**	**332,9**	**311,0**	**301,1**	**295,2**	**286,6**
Nombre de séjours correspondants	**10,2**	**9,5**	**9,2**	**9,2**	**9,0**	**8,7**	**8,4**	**8,1**
Placements de vacances et séjours linguistiques								
Nombre d'enfants :								
Placements de vacances	12,6	11,5	10,6	11,3	11,6	10,7	11,5	11,2
Séjours linguistiques	29,7	26,1	20,2	18,8	20,0	16,7	19,2	17,8
Nombre de séjours correspondants	**1,2**	**1,1**	**1,2**	**1,2**	**1,3**	**1,3**	**1,2**	**1,2**

(1) Statistique établie à partir des effectifs présents et contrôlés dans les lieux d'accueil (les placements familiaux et séjours linguistiques sont concernés au regard de la réglementation « protection des mineurs »). Les enfants sont comptabilisés autant de fois qu'ils ont participé à un séjour, au cours de la même année.

TABLEAU E.04-4

Sections sportives scolaires, « Pôles France » et « Pôles Espoirs » (CREPS - écoles et instituts) - France entière (y compris TOM et collectivités territoriales) - année scolaire

Source : Ministère de la Jeunesse, des Sports et de la Vie associative — *Unité* : Nombre

Sections « jeunesse et sports » (et effectifs)	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Sections sportives scolaires (1)	1 694	1 892	1 900 *e*	1 900 *e*	2 096	...	...
« Pôles France » (2), nombre de sections	144	140	135	136	130	130	132
« Pôles Espoirs » (2), nombre de sections	234	271	269	289	300	329	341
Nombre de spécialités sportives	48	49	50	50	50	51	51
Effectifs « Sections sportives scolaires »	...	39 961	40 000 *e*	40 000 *e*	44 000 *e*	...	...
Effectifs « Pôles France » + « Pôles Espoirs »	...	10 000 *e*	10 061	9 576	9 400	9 000	9 507
Effectif total (Pôles France + Espoirs + sections sportives scolaires)	**40 461**	**50 000 *e***	**50 000 *e***	**50 000 *e***	**54 000 *e***	...	...

(1) Les sections sportives scolaires (ex-« sections sportives ») sont gérées par le ministère en charge de l'Éducation nationale.
(2) Les « Pôles France » et les « Pôles Espoirs » ont succédé aux centres permanents d'entraînement et de formation à compter de 1996.

TABLEAU E.04-5

Sections de clubs et licences sportives - France entière (y compris TOM et collectivités territoriales)

Source : Enquête menée par le ministère des Sports auprès des fédérations sportives

	Sections de clubs			Licences et autres types de participation			*dont* : Licences femmes (%)
	2001	2002	*p* 2003	2001	2002	2003	2003
Fédérations olympiques agréées	**73 043** *r*	**74 033** *r*	**72 705**	**7 093 114** *r*	**7 116 784**	**7 330 405**	**27,1**
dont : Fédération française de basketball	4 706	5 245	5 247	426 888	426 751	427 445	40,1
Fédération française d'équitation	5 375	5 391 *r*	5 652	432 498	452 585	468 591	75,2
Fédération française de football	19 754 (1)	19 776	18 453	2 140 133	2 066 339	2 141 239	2,0
Fédération française de gymnastique	1 656 *r*	1 647	1 651	221 579	226 882	231 002	78,5
Fédération française de handball	2 411	2 424	2 429	300 545	318 895	318 981	36,6
Fédération française de judo-jujitsu, kendo et disciplines associées	5 504 *r*	6 038	6 084	564 783	576 607	556 406	24,1
Fédération française de natation	1 274	1 326	1 264	212 475	214 053	216 424	55,2
Fédération française de ski	1 556	1 470	1 477	165 893	152 448	157 762	38,5
Fédération française de tennis	9 067	8 937	8 748	1 064 773	1 067 755	1 075 025	32,3
Fédération française de voile	1 164	1 087	1 058	257 153 *r*	276 644	280 196	29,0
Fédérations non olympiques agréées	**42 323** *r*	**42 702** *r*	**42 908**	**2 686 931** *r*	**2 765 108** *r*	**2 759 292**	**24,3**
dont : Fédération française de ball-trap et de tir à balle	610	597	593	47 705	42 810 *r*	40 404	3,9
Fédération française de sport automobile	432 *r*	423	422	64 699 *r*	67 449	66 029	9,4
Fédération française des sports de boules	3 096 (1)	2 756	2 449	169 481 *r*	165 760	162 916	7,7
Fédération française de cyclotourisme	3 074	3 114	3 133	112 054	113 993	115 416	16,6
Fédération française d'études et sports sous-marins	2 067 *r*	2 073	2 089	155 315	152 265	151 735	29,8
Fédération française de golf	1 351 *r*	1 396	1 437	301 902	325 229	345 022	29,3
Fédération française de karaté et arts martiaux affinitaires	3 466	3 785	3 786	193 561	209 948	201 296	26,8
Fédération française de pétanque et jeu provençal	6 942	6 905	6 846	423 234	419 936	409 437	14,5
Fédération française de la randonnée pédestre	2 385	2 594	2 737	140 410	151 940	161 820	61,6
Fédération française de rugby	1 699	1 710	1 719	255 982	252 807	222 808	2,9
Fédérations multisports :							
Affinitaires	**29 832** *r*	**30 082** *r*	**31 422**	**2 397 157** *r*	**2 410 257** *r*	**2 453 184**	**64,6**
dont : Fédération française d'éducation physique et de gymnastique volontaire	7 439	7 547	7 642	494 586	521 672	546 021	94,1
Fédération sportive et culturelle de France	2 012	2 014	2 021	216 043	217 477	219 111	66,4
Fédération sportive et gymnique du travail	4 035 *r*	4 111	4 182	268 741	266 412	261 496	31,0 (2)
Union française des œuvres laïques d'éducation physique	9 999	9 906	9 997	402 699	402 968	400 339	41,1
Handicapés	**1 227** *r*	**1 205**	**1 253**	**46 052** *r*	**47 534**	**50 012**	**32,0**
dont : Fédération française handisport	521 *r*	572	594	14 067	14 519	15 442	29,4
Fédération française du sport adapté	625	554	578	28 558 *e*	29 578	31 059	34,9
Scolaires, universitaires	**25 187** *r*	**24 851** *r*	**24 832**	**2 613 043** *r*	**2 560 501**	**2 535 739**	**43,1**
dont : Union nationale du sport scolaire	9 427 *r*	9 427	9 502	871 498 *r*	858 670	840 963	40,3
Union sportive de l'enseignement du premier degré	11 900 *r*	11 581	11 307	836 610 *r*	812 793	797 987	48,9
Toutes pratiques confondues	**171 612**	**172 873**	**173 120**	**14 836 297**	**14 900 184**	**15 128 632**	**33,9**

(1) Pas de réponse année N : interpolation N+1 - N-1.
(2) Pas de réponse, reconduction année précédente.

TABLEAU E.04-6

Sportifs reconnus par le ministère en charge des Sports - France entière (y compris TOM et collectivités territoriales)

Source : Ministère de la Jeunesse, des Sports et de la Vie associative

Sportifs classés	1995	2000	2001	2002	2003	2004
Liste « Sportifs de haut niveau » (Élites, Séniors, Jeunes, Reconversions)	5 783	6 195	6 158	6 366	6 573	6 735
Liste « Espoirs »	10 171	11 063	10 457	9 748	9 039	9 203
Liste « Partenaires d'entraînement »	207	530	468	411	354	608

Chapitre E.05

Vacances et Loisirs divers

1 Présentation.
2 Méthodologie.
3 Définitions.
4 Sources de documentation.
5 Tableaux.

Liste des tableaux

1 Voyages personnels : séjours et nuitées selon le type d'espace.

2 Voyages personnels : séjours et nuitées selon les saisons et le mode d'hébergement.

3 Voyages personnels : séjours et nuitées selon le mode d'hébergement.

4 Voyages personnels : séjours et nuitées à l'étranger.

5 Voyages personnels : séjours suivant le mode de transport principal.

6 Voyages personnels : répartition des nuitées en France.

7 Voyages personnels : séjours selon l'activité pratiquée et le type d'espace.

8 Taux de départ en vacances selon l'âge.

9 Taux de départ en vacances selon la catégorie socioprofessionnelle.

10 Chasse et pêche fluviale.

1
○ Présentation

Le nombre de voyages personnels effectués par les Français âgés de 15 ans et plus est resté globalement stable entre 2002 et 2003, avec une légère hausse du nombre de séjours et une baisse du nombre de nuitées ; comme les années précédentes, on note donc une tendance au raccourcissement de la durée des séjours.
Parmi les modes de transport, la voiture particulière arrive largement en tête, elle est utilisée dans plus de quatre séjours sur cinq. Le train (11,7 % des séjours) et l'avion (6,2 %) sont les autres moyens de transport les plus utilisés.
Ces déplacements se sont faits plutôt à la mer (39,7 % des nuitées) et à la campagne (32,2 % des nuitées) et majoritairement dans des hébergements non marchands (famille, amis, résidences secondaires) : 54,1 % en été et 67,4 % en hiver.

2
○ Méthodologie

Voyages personnels des Français

Les voyages personnels des Français sont saisis à partir d'une enquête mensuelle « Suivi des déplacements touristiques des Français » réalisée par la Direction du Tourisme et la Sofrès auprès d'un échantillon de 20 000 personnes représentatif de la population française âgée de 15 ans et plus.
Ces voyages se décomposent en « séjours » définis par le fait d'avoir passé au moins une nuit en lieu fixe. La durée des séjours est comptabilisée en nuitées.

Enquête EPCV

Le dispositif d'Enquêtes Permanentes sur les Conditions de Vie (EPCV) a été mis en place à partir de 1996 et donne lieu depuis cette date à trois enquêtes par an. Ce dispositif comporte trois parties : la partie « indicateurs sociaux », la partie dite « variable » et la partie commune.
Les tableaux donnant les taux de départ en vacances sont issus de la partie variable. Le thème d'octobre 1999 portait sur les vacances des français. Il a été choisi de décrire tous les départs en vacances de toutes les personnes composant le ménage, y compris les enfants de moins de 15 ans.

3
○ Définitions

Touriste

En mars 1993, la Commission de statistique des Nations Unies a adopté une série de recommandations sur les statistiques du tourisme préparées par l'OMT (Organisation mondiale du tourisme) comme suite à la conférence internationale sur les statistiques des voyages et du tourisme, organisée conjointement par l'OMT et le Gouvernement du Canada et qui s'est tenue à Ottawa en juin 1991 ; les notions de tourisme, visiteur, touriste et excursionniste sont précisées.
Le tourisme comprend « les activités déployées par les personnes au cours de leurs voyages et de leurs séjours dans des lieux situés en dehors de leur environnement habituel pour une période consécutive qui ne dépasse pas une année, à des fins de loisirs, pour affaires et autres motifs ». Dans un pays donné, différentes formes de tourisme peuvent être distinguées : le tourisme interne qui comprend les résidents du pays donné qui voyagent uniquement à l'intérieur de ce pays, le tourisme récepteur qui comprend les non-résidents qui voyagent dans le pays donné et le tourisme émetteur comprenant les résidents du pays qui voyagent dans un autre pays.
Tous les voyageurs qui intéressent le tourisme sont désignés par le terme visiteur. Celui-ci est le concept de base de l'ensemble du système de statistique du tourisme. Il désigne toute personne qui se rend dans un lieu (ville, département, région ou pays) autre que celui où elle a sa résidence habituelle pour une période non supérieure à 12 mois, et dont le motif principal de visite est autre que celui d'exercer une activité rémunérée dans le lieu visité. Si ce lieu est un pays autre que celui de résidence habituelle du visiteur, ce dernier sera dit « international ». Les visiteurs se classent en deux catégories : les touristes et les excursionnistes. Le touriste est un visiteur qui passe au moins une nuit dans un hébergement collectif ou privé dans le lieu visité, les autres visiteurs (visiteurs de la journée) étant des excursionnistes.
Enfin, les travailleurs frontaliers, les immigrants temporaires et permanents, les nomades, les passagers en transit, les réfugiés, les membres des forces armées, les représentants consulaires, les diplomates ne sont pas inclus dans les statistiques du tourisme international.

Vacances

La notion de vacances utilisée dans l'enquête EPCV a évolué. Elle répond désormais à une normalisation internationale : on entend par « vacances » tout déplacement comportant au moins 4 nuitées consécutives en dehors du domicile, effectué pour des motifs autres que professionnel, d'étude ou de santé. Cette définition, utilisée pour des enquêtes de même type, dans l'ensemble des pays de la Communauté européenne, exclut les week-ends du champ de l'enquête. Elle ne recouvre pas la notion courante de « tourisme ». Elle est à la fois plus large, en comprenant tous les séjours dans les familles ou les endroits non touristiques et plus étroite, puisque le tourisme d'affaires n'est pas étudié.
Elle diffère de la notion utilisée jusqu'en 1994, où l'on entendait par « vacances » les déplacements comportant au moins 4 jours consécutifs hors du domicile effectués pour des motifs autres que professionnel, d'étude ou de santé.

Voyages personnels

Les « voyages personnels » se décomposent de la façon suivante :
– d'agrément : salon, foire, exposition, croisière, manifestation sportive, stage sportif, manifestation culturelle, festival, visite, vacances, tourisme ;
– familiaux : visite à la famille, aux amis, réunion de famille (mariage, baptême) ;
– autres raisons personnelles : séjour linguistique, cure, thalassothérapie.

4
○ Sources de documentation

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du ministère de l'Équipement, des Transports, de l'Aménagement du Territoire, du Tourisme et de la Mer, direction du Tourisme, bureau des études, des statistiques et des comptes économiques.

Organismes :

– Ministère de l'Équipement, des Transports, de l'Aménagement du Territoire, du Tourisme et de la Mer, direction du Tourisme, bureau des études, des statistiques et des comptes économiques.
– INSEE.

Sites Internet :

– www.tourisme.gouv.fr
– www.ont-tourisme.com

Publications

Ministère de l'Équipement, des Transports, de l'Aménagement du Territoire, du Tourisme et de la Mer, Direction du Tourisme

– Chiffres clés du tourisme.

Observatoire National du Tourisme

Les collections :
– Les essentiels du tourisme ;
– Les données économiques ;
– Les analyses et perspectives ;
– Les hors collections.

Les périodiques :
– La lettre de l'Observation du Tourisme (bimestrielle) ;
– La note de conjoncture (mensuelle) ;
– Le Mémento du tourisme.

INSEE

INSEE-Résultats :
– « Les vacances des Français », série « Société », n° 4, mai 2002.

Economie et Statistique :
– « Départs en vacances : la persistance des inégalités », n° 345, mai 2001.

INSEE-Première :
– « L'hôtellerie a souffert en 2003 », n° 976, juillet 2004 ;
– « L'hôtellerie de chaîne en 2000 », n° 820, janvier 2002 ;
– « Les Français privilégient toujours les vacances à la mer », n° 819, décembre 2001 ;
– « Chaque année, quatre Français sur dix ne partent pas en vacances », n° 734, août 2000.

France Portait Social 2004-2005 :
– « Loisirs et mode de vie ».

Autres
– Compendium des statistiques du tourisme 2004, mai 2004.

Cahiers d'espaces :
– « Tourisme urbain », n° 78, juillet 2003 ;
– « Tourisme des jeunes (16 - 25 ans) », n° 77 avril 2003.

Revue Espaces :
– « Croisières fluviales », n° 207, septembre 2003.

Consommation et Modes de vie - chroniques du CREDOC :
– « Vacances, week-ends, les incidences des 35 heures », n° 161, février 2003.

« Les enquêtes « au bord des routes » dans les domaines des transports et du tourisme : quelles alternatives ? », rapport CNIS, 2004.

Voir aussi le chapitre R.02 « Tourisme ».

5 ❍ Tableaux

Des tableaux « séries » sont disponibles sur le cédérom (cf. liste en fin d'annuaire).

TABLEAU E.05-1

Voyages personnels : séjours et nuitées selon le type d'espace (1)

Sources : Ministère de l'Équipement, des Transports, de l'Aménagement du territoire, du Tourisme et de la Mer
Suivi de la Demande Touristique des Français - Direction du Tourisme/Sofres

	1995	1998	1999	2000	2001	2002	2003
En % des séjours							
Mer	25,3	26,4	27,6	28,0	27,6	27,3	27,9
Montagne	15,0	15,4	15,1	15,1	14,4	14,5	14,3
Campagne	37,4	36,8	36,0	34,9	36,1	36,1	35,8
Lac	4,1	4,1	4,0	4,2	4,0	4,0	4,1
Ville	32,1	33,6	33,4	33,9	33,5	34,0	33,2
Autre	2,0	2,3	2,3	2,9	2,8	2,7	2,6
En % des nuitées							
Mer	37,4	38,6	38,9	40,0	39,6	39,2	39,7
Montagne	19,8	19,0	19,5	19,2	18,9	19,2	18,3
Campagne	32,4	34,0	32,8	31,5	32,1	32,0	32,2
Lac	5,7	5,9	5,1	5,7	5,4	5,7	5,3
Ville	26,2	26,5	27,1	27,2	27,3	27,9	26,0
Autre	1,8	2,2	2,3	2,9	2,7	2,7	2,5
Durée moyenne des séjours (en nuitées)							
Mer	8,5	8,6	8,2	8,2	8,1	8,0	7,9
Montagne	7,6	7,2	7,5	7,4	7,4	7,4	7,1
Campagne	5,0	5,4	5,3	5,2	5,0	5,0	5,0
Lac	8,0	8,4	7,3	7,8	7,5	7,9	7,3
Ville	4,7	4,6	4,7	4,6	4,6	4,6	4,4
Autre	5,2	5,7	5,8	5,9	5,4	5,7	5,4

(1) Le total est supérieur à 100 %, plusieurs espaces pouvant être fréquentés au cours d'un même séjour.

TABLEAU E.05-2

Voyages personnels : séjours et nuitées selon les saisons et le mode d'hébergement

Sources : Ministère de l'Équipement, des Transports, de l'Aménagement du territoire, du Tourisme et de la Mer
Suivi de la Demande Touristique des Français - Direction du Tourisme/Sofres

Unité : %

	Séjours				Nuitées			
	1995	2001	2002	2003	1995	2001	2002	2003
ÉTÉ (période du 01/04 au 30/09)								
Hôtel et pension de famille	15,6	15,8	15,8	15,4	10,9	11,0	10,8	10,6
Camping	8,6	8,7	8,4	8,8	12,0	12,4	11,7	11,8
Location	4,8	5,5	5,5	5,5	9,2	10,1	10,1	9,7
Gîte, chambre d'hôte	3,0	3,4	3,9	4,0	3,4	3,5	4,0	3,9
Résidence de tourisme	0,7	1,2	1,6	1,6	1,1	1,8	2,2	2,2
Autre	5,6	7,5	6,5	6,5	7,2	8,5	7,7	7,7
Total hébergement marchand	**38,3**	**42,1**	**41,7**	**41,8**	**43,8**	**47,3**	**46,5**	**45,9**
Résidence secondaire	11,8	9,9	9,9	9,7	17,6	15,2	15,5	16,2
Famille/amis	49,9	47,9	48,4	48,5	38,6	37,5	38,0	38,0
Total hébergement non marchand	**61,7**	**57,8**	**58,3**	**58,2**	**56,2**	**52,7**	**53,5**	**54,1**

	Séjours				Nuitées			
HIVER (période du 01/10 au 31/03)	94-95	00-01	01-02	02-03	94-95	00-01	01-02	02-03
Hôtel et pension de famille	12,1	14,8	13,4	14,3	12,0	14,3	12,4	13,2
Camping	1,1	0,7	0,8	0,7	1,2	1,1	1,0	1,0
Location	4,1	4,3	4,2	4,1	7,0	7,6	7,7	7,2
Gîte, chambre d'hôte	1,7	1,8	1,9	2,2	1,8	1,9	2,0	2,1
Résidence de tourisme	–	1,3	1,4	1,7	–	2,3	2,2	2,5
Autre	4,9	5,7	5,7	5,1	7,0	7,3	6,6	6,7
Total hébergement marchand	**23,9**	**28,7**	**27,4**	**28,1**	**29,0**	**34,5**	**31,9**	**32,6**
Résidence secondaire	12,4	9,2	9,7	8,6	17,1	14,0	14,3	15,0
Famille/amis	63,7	62,1	62,9	63,3	53,9	51,5	53,8	52,4
Total hébergement non marchand	**76,1**	**71,3**	**72,6**	**71,9**	**71,0**	**65,5**	**68,1**	**67,4**

TABLEAU E.05-3

Voyages personnels : séjours et nuitées selon le mode d'hébergement

Sources : Ministère de l'Équipement, des Transports, de l'Aménagement du territoire, du Tourisme et de la Mer
Suivi de la demande touristique des Français - Direction du Tourisme/Sofres

Unité : Million

	Séjours				Nuitées			
	1995	2000	2002	2003	1995	2000	2002	2003
Hôtel et pension de famille	25,3	24,6	25,1	24,9	113,0	113,0	107,0	105,4
Camping	10,2	8,9	9,4	9,8	90,9	78,7	81,8	81,1
Location	7,9	8,0	8,3	8,4	86,4	85,0	86,5	84,0
Gîte, chambre d'hôte	4,4	4,4	6,5	5,6	29,2	28,0	36,8	31,5
Résidence de tourisme	1,0	1,9	2,6	2,7	9,2	16,3	21,1	21,9
Autre	9,2	10,5	8,3	10,2	69,1	74,1	64,6	69,0
Total hébergement marchand	**58,1**	**58,3**	**61,0**	**61,6**	**397,9**	**394,2**	**397,8**	**392,9**
Résidence secondaire	20,5	16,5	16,2	15,9	171,1	143,8	139,1	148,6
Famille/amis	94,8	81,8	89,7	90,6	425,0	366,2	399,3	394,4
Total hébergement non marchand	**115,3**	**98,4**	**105,9**	**106,5**	**596,1**	**509,9**	**538,4**	**543,0**
Total hébergement	**173,4**	**156,7**	**166,9**	**168,1**	**994,0**	**904,1**	**936,2**	**935,9**

TABLEAU E.05-4

Voyages personnels : séjours et nuitées à l'étranger

Sources : Ministère de l'Équipement, des Transports, de l'Aménagement du territoire, du Tourisme et de la Mer
Suivi de la demande touristique des Français - Direction du Tourisme/Sofres

Unité : Million

	Séjours				Nuitées			
	1995	2000	2002	2003	1995	2001	2002	2003
Total Europe	**11,9**	**10,3**	**11,6**	**11,7**	**86,0**	**72,9**	**80,2**	**80,3**
dont : Allemagne	1,0	0,8	0,7	0,7	5,4	3,6	3,5	4,0
Belgique, Luxembourg	0,9	0,7	0,9	1,1	3,2	2,6	3,5	3,5
Espagne	2,7	2,5	2,8	2,8	25,5	22,6	23,0	23,1
Grande Bretagne + Irlande	1,6	0,9	1,0	0,9	8,4	5,8	5,9	4,9
Italie	1,9	1,8	2,0	2,1	13,5	11,2	13,3	13,9
Afrique	1,4	2,8	2,4	2,5	13,1	23,6	21,9	22,9
Amérique	1,4	1,6	1,5	1,4	16,4	15,4	17,4	14,9
Asie, océanie	0,9	0,9	0,8	0,6	11,2	10,5	10,0	6,8
Total	**15,7**	**15,5**	**16,3**	**16,1**	**126,7**	**120,7**	**129,7**	**124,8**

TABLEAU E.05-5

Voyages personnels : séjours suivant le mode de transport principal

Sources : Ministère de l'Équipement, des Transports, de l'Aménagement du territoire, du Tourisme et de la Mer
Suivi de la demande touristique des Français - Direction du Tourisme/Sofres

Unité : Million

	Nombre				Pourcentage			
	1995	2000	2002	2003	1995	2000	2002	2003
Voiture particulière	134,7	117,4	127,0	128,8	77,7	74,9	76,1	77,2
Voiture de location	0,9	1,1	1,3	1,1	0,5	0,7	0,8	0,7
Minibus, camping-car	1,7	1,7	2,0	2,1	1,0	1,1	1,2	1,3
Avion	9,4	11,4	10,4	10,4	5,4	7,3	6,2	6,3
Train	19,1	18,6	19,9	19,7	11,0	11,9	11,9	11,8
Autocar	5,2	4,2	4,0	3,5	3,0	2,7	2,4	2,1
Autre	2,4	2,4	2,3	2,3	1,4	1,5	1,3	1,4
Total	**173,4**	**156,7**	**166,9**	**168,1**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

TABLEAU E.05-6

Voyages personnels : répartition des nuitées en France

Sources : Ministère de l'Équipement, des Transports, de l'Aménagement du territoire, du Tourisme et de la Mer
Suivi de la demande touristique des Français - Direction du Tourisme/Sofres

	Nombre de nuitées (millions)				Durée moyenne des séjours (nuitées)			
	1995	2000	2002	2003	1995	2000	2002	2003
Alsace	11,8	10,5	11,8	11,2	5,3	4,6	4,4	4,5
Aquitaine	63,6	61,2	64,8	62,1	6,6	6,6	6,4	6,2
Auvergne	23,2	22,7	24,3	26,4	5,7	5,3	5,2	5,4
Basse-Normandie	28,5	25,0	25,2	24,4	4,8	5,0	4,5	4,7
Bourgogne	26,6	20,2	20,5	20,3	3,8	4,0	4,0	3,9
Bretagne	67,6	61,2	67,3	71,7	6,5	6,4	5,9	6,0
Centre	29,7	27,9	26,7	27,3	4,1	4,0	3,6	3,8
Champagne-Ardenne	9,6	8,6	8,3	9,2	3,4	3,2	3,4	3,3
Corse	12,6	11,9	13,7	12,6	11,8	10,2	9,7	11,0
Franche-Comté	14,6	12,5	12,7	13,9	4,8	4,7	4,4	4,4
Haute-Normandie	16,0	11,7	11,2	12,1	3,7	3,5	3,4	3,4
Île-de-France	44,3	35,7	36,8	36,5	3,5	3,4	3,3	3,4
Languedoc-Roussillon	78,5	71,8	76,2	76,2	7,9	7,7	7,9	7,3
Limousin	9,8	11,7	11,9	11,7	5,1	5,6	5,4	5,3
Lorraine	19,7	15,4	16,2	15,0	4,2	3,9	4,4	4,0
Midi-Pyrénées	47,9	41,6	45,2	44,7	5,7	5,6	5,3	5,4
Nord-Pas-de-Calais	21,8	18,9	18,6	18,6	4,1	4,0	4,1	4,1
Pays de la Loire	60,2	51,7	58,7	59,3	5,3	5,3	5,1	5,1
Picardie	16,6	14,7	12,8	13,6	3,8	4,3	3,5	3,8
Poitou-Charentes	39,9	37,1	36,7	38,8	5,4	5,6	5,4	5,8
Provence-Alpes-Côte d'Azur	106,3	102,9	102,8	97,3	7,6	7,5	7,3	7,2
Rhône-Alpes	105,1	88,0	94,3	94,8	5,6	5,4	5,5	5,5
France sans indication	2,6	0,7	1,1	1,7	6,8	13,9	18,2	6,3
DOM-TOM	11,4	11,2	8,7	9,5	14,0	11,3	12,8	12,8
Total	**867,8**	**774,6**	**806,6**	**808,8**	**5,5**	**5,5**	**5,4**	**5,3**

TABLEAU E.05-7

Voyages personnels : séjours selon l'activité pratiquée et le type d'espace (1)

Sources : Ministère de l'Équipement, des Transports, de l'Aménagement du territoire, du Tourisme et de la Mer
Suivi de la demande touristique des Français - Direction du Tourisme/Sofres

Unité : %

	Mer	Montagne	Campagne	Ville	Lac
ÉTÉ (d'avril à septembre 2003)					
Sports nautiques	51,6	14,5	11,0	10,9	31,0
dont : Natation, baignade	49,2	14,2	10,5	10,2	29,3
Randonnée pédestre	3,9	24,0	3,5	2,1	9,2
Promenade	43,4	45,4	28,5	23,0	44,8
Visite de monuments, sites et musées	14,5	16,5	12,1	22,8	20,5
Pas d'activité particulière	11,7	11,9	34,2	29,0	12,0
HIVER (d'octobre 2003 à mars 2004)					
Sports d'hiver	0,1	52,8	0,7	1,1	11,9
Promenade	44,9	30,7	23,5	18,1	38,1
Visite de monuments, sites et musées	12,6	5,7	4,7	12,4	12,7
Pas d'activité particulière	19,5	11,7	43,4	36,2	18,2

(1) Le total est supérieur à 100 %, plusieurs activités pouvant être pratiquées lors d'un même séjour.

TABLEAU E.05-8

Taux de départ en vacances selon l'âge

Source : INSEE — *Unité* : %

	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1999
De 0 à 13 ans							
Été	65,4	65,0	65,9	64,1	65,4	68,1	67,1
Hiver	30,9	29,6	28,8	32,4	32,4	34,0	29,7
Année	68,2	67,9	67,7	67,4	68,9	70,6	70,1
De 14 à 19 ans							
Été	64,6	61,9	61,1	61,9	63,4	65,6	63,9
Hiver	26,7	28,2	27,9	34,0	28,3	34,1	30,9
Année	68,6	65,2	64,0	65,4	67,7	69,2	68,4
De 20 à 24 ans							
Été	53,4	50,2	54,0	51,0	51,0	51,5	51,9
Hiver	26,5	23,4	24,3	26,9	27,3	27,2	24,0
Année	57,9	55,3	58,4	57,7	56,4	58,1	58,3
De 25 à 29 ans							
Été	57,3	55,6	57,7	53,2	58,6	59,8	61,6
Hiver	30,2	30,9	27,7	30,2	31,6	34,2	30,1
Année	62,5	61,1	62,1	60,2	64,0	65,0	67,4
De 30 à 39 ans							
Été	62,0	59,6	61,4	61,3	62,2	63,4	58,7
Hiver	29,8	29,7	28,8	32,1	31,8	33,0	29,8
Année	66,4	63,2	65,0	66,3	67,5	67,9	63,3
De 40 à 49 ans							
Été	62,6	63,0	63,4	59,3	60,7	59,4	58,6
Hiver	31,6	31,3	29,0	30,0	29,5	30,9	28,9
Année	66,4	67,1	65,7	63,7	64,6	63,1	63,7
De 50 à 54 ans							
Été	58,3	51,0	58,4	54,4	55,4	58,5	60,6
Hiver	24,1	23,6	29,1	30,0	28,9	29,3	28,7
Année	61,3	56,2	62,6	61,0	60,5	61,9	63,6
De 55 à 59 ans							
Été	45,3	46,9	52,8	50,6	51,5	55,2	58,2
Hiver	25,2	23,6	24,2	22,1	22,8	25,9	32,7
Année	50,5	50,6	55,6	54,7	55,0	58,4	62,0
De 60 à 64 ans							
Été	46,7	49,1	45,0	50,8	48,6	51,7	53,2
Hiver	26,0	24,1	24,1	25,4	24,4	26,0	27,4
Année	52,5	53,9	51,0	55,7	52,2	55,7	58,2
De 65 à 69 ans							
Été	46,2	45,7	43,3	45,3	49,0	48,7	52,0
Hiver	24,7	20,0	22,5	25,9	23,5	24,9	29,0
Année	52,2	50,4	48,5	48,9	52,0	53,9	56,9
70 ans et plus							
Été	28,5	28,5	29,9	31,9	34,9	35,7	33,8
Hiver	13,6	15,9	15,0	19,2	17,9	16,7	14,6
Année	32,6	32,6	33,1	37,2	38,6	39,3	38,3
Total							
Été	56,4	55,0	56,4	55,3	56,7	58,1	57,0
Hiver	27,3	26,7	26,3	28,9	28,0	29,6	27,6
Année	60,7	59,1	59,8	60,0	60,9	62,0	62,0

TABLEAU E.05-9

Taux de départ en vacances selon la catégorie socioprofessionnelle

Source : INSEE

Unité : %

	1992	1993	1994	1999
Sans objet (enfant de moins de 15 ans)				
Été	64,6	65,7	68,0	67,4
Hiver	33,9	...	34,6	30,2
Année	68,1	69,1	70,6	71,0
Agriculteurs exploitants				
Été	18,4	18,9	21,4	28,7
Hiver	13,9	...	10,9	13,1
Année	24,5	20,8	24,4	33,0
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise				
Été	47,4	46,9	50,4	53,9
Hiver	25,3	...	24,0	25,7
Année	58,4	59,0	56,9	60,3
Cadres et professions intellectuelles supérieures				
Été	82,2	86,0	82,1	82,0
Hiver	61,6	...	59,0	55,6
Année	88,3	91,2	86,4	86,6
Professions intermédiaires				
Été	73,8	74,0	75,2	73,9
Hiver	40,2	...	40,5	43,1
Année	78,4	79,0	79,7	79,0
Employés				
Été	58,8	58,3	61,4	55,3
Hiver	28,3	...	29,3	24,8
Année	63,9	62,4	65,4	63,1
Ouvriers (y.c. ouvriers agricoles)				
Été	45,1	47,4	44,2	41,3
Hiver	13,1	...	13,7	11,6
Année	48,9	50,3	47,8	44,7
Retraités				
Été	40,7	42,7	43,7	44,2
Hiver	23,0	...	21,3	22,0
Année	45,9	46,3	47,8	48,9
Autres inactifs				
Été	50,4	52,2	55,6	57,1
Hiver	26,9	...	29,0	28,2
Année	54,9	57,1	60,2	62,2
Total				
Été	55,3	56,7	58,1	57,0
Hiver	28,9	28,0	29,6	27,6
Année	60,0	60,9	62,0	62,0

TABLEAU E.05-10

Chasse et pêche fluviale

Sources : Office national de la chasse et de la faune sauvage
Conseil supérieur de la pêche

	1990	1995	1998	1999	2000	2001	2002	2003
CHASSE (1)								
Permis validés [en milliers] (2)	1 689,3	1 542,4	1 479,6	1 457,5	1 425,2	1 333,2	1 332,6	1 313,2
PÊCHE FLUVIALE								
Pêcheurs aux engins et aux filets sur le domaine public :								
Amateurs	11 609	8 056	7 368	7 291	6 855	6 807	7 361	6 753
Professionnels	962	728	722	689	691	668	634	626
Pêcheurs à la ligne :								
Associations agréées	4 000	4 073	4 172	4 190	4 229	4 251	...	...
Permis délivrés [en milliers] (3)	1 875,0	1 804,1	1 638,5	1 598,6	1 504,2	1 470,3	1 427,2	1 404,3

(1) Campagnes sur deux années.
(2) Validations départementales et nationales. À compter de 2002, le nombre de permis comprend aussi les validations temporaires départementales et nationales.
(3) Timbres piscicoles (taxe de base, complète, jeunes, vacances, plan d'eau).

Chapitre F.01

Santé

1 Présentation.
2 Méthodologie.
3 Définitions.
4 Sources de documentation.
5 Tableaux.

Liste des tableaux

1 Dépense courante et consommation médicale totale - France entière.

2 Structure de financement de la dépense courante de soins et de biens médicaux - France entière.

3 Part de la dépense nationale de santé dans le PIB - Pays de l'OCDE.

4 Volume d'actes remboursés par le régime général d'assurance maladie.

5 Effectifs des professions de santé au 1er janvier.

6 Sages-femmes, personnels médicaux et non-médicaux des établissements de santé au 31 décembre 2001.

7A Établissements de santé au 1er janvier 2003.

7B Établissements d'hébergement pour personnes âgées et services de soins de longue durée au 31 décembre - France entière.

8 Accueil des enfants de moins de six ans au 1er janvier 2003.

9 Principaux indicateurs de l'hospitalisation complète et partielle en 2002.

10 Établissements et capacité d'accueil pour handicapés au 1er janvier - France entière.

11 Nouveaux cas des affections de longue durée (ALD 30) - France entière.

12 Causes médicales de décès.

13 Répartition des cas de SIDA par mode de contamination, année de diagnostic et sexe - France entière.

14 Interruptions volontaires de grossesse.

1 ○ Présentation

La dépense nationale de santé est l'agrégat utilisé pour les comparaisons internationales au sein des pays de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE). Elle représente en France 9,7 % du produit intérieur brut (PIB) en 2002 contre 9,4 % en 2001. Cette progression vient à la suite d'une augmentation de 0,1 point en 2001, elle-même précédée d'une période de stabilité les trois années précédentes.

La France se situe au cinquième rang derrière les États-Unis (14,6 %), la Suisse (11,2 %), l'Allemagne (10,9 %) et l'Islande (9,9 %).

La dépense courante de santé atteint 168 milliards d'euros en 2003, soit en moyenne 2 731 euros par habitant. La consommation de soins et de biens médicaux est de 144 milliards d'euros, soit une augmentation par rapport à 2002 de 6,6 % en valeur et de 3,8 % en volume.

La dépense courante de santé retrace les versements effectués au cours d'une année par les financeurs de l'ensemble du système de santé.

Trois principales tendances sont à l'œuvre en ce qui concerne son financement :

– La part de la Sécurité sociale et de l'État est en légère augmentation : 76,8 % en 1995, 77 % en 2003, proportion en augmentation de 0,2 point par rapport à 2002 et de 0,4 point depuis 2000. Cette évolution est la résultante de deux tendances de sens inverse : la déformation de la structure de la consommation en faveur des soins et biens médicaux moins bien remboursés (médicaments, optique et prothèses dentaires) et la croissance du nombre de patients atteints d'une affection de longue durée (ALD) pris en charge à 100 %, dont l'incidence est encore plus prononcée.

– La part des organismes complémentaires (mutuelles, assurances, institutions de prévoyance) continue à progresser, passant de 11,5 % en 1995, à 12,2 % en 2002 et à 12,3 % en 2003.

– Les dépenses restant à la charge directe des ménages continuent à décroître de façon tendancielle : 12 % en 1995, 11 % en 2002 et 10,9 % en 2002.

Avec 64,1 milliards d'euros, en 2003, le secteur hospitalier (établissements hospitaliers publics et privés, sections médicalisées des établissements pour personnes âgées) représente 44,4 % de la consommation de soins et de biens médicaux.

La consommation de soins ambulatoires atteint 38,7 milliards d'euros en 2003, soit 26,9 % de la consommation de soins et de biens médicaux.

La consommation de soins ambulatoires auprès des médecins s'est accrue en 2003 de + 6,9 % en valeur et de + 1,5 % en volume. Les effets en année pleine de la revalorisation des tarifs des consultations et des visites des généralistes (février et juillet 2002) et la création d'une majoration forfaitaire de déplacement (octobre 2002) expliquent pour l'essentiel la hausse du prix des soins de médecins de + 5,4 % en 2003.

Les médicaments représentent 21 % de la consommation de soins et de biens médicaux en 2003 pour une valeur de 30,4 milliards d'euros, en augmentation de + 6,5 % par rapport à 2002. L'augmentation en volume des dépenses de médicaments (+ 6,7 %) les place en 2003, au premier rang en termes de contribution à la croissance totale des soins et biens médicaux, hors soins hospitaliers.

Les soins du secteur hospitalier, les soins ambulatoires et les médicaments représentent 92,4 % de la consommation de soins et de biens médicaux. L'année 2003 a cependant connu d'autres évolutions significatives, même si le poids des postes concernés est moins important. Ainsi « les autres biens médicaux » progressent en volume de + 5,3 % par rapport à l'année précédente avec un ralentissement du poste « optique » (+ 1,84 % après + 2,9 % en 2002) et une augmentation qui reste soutenue du poste « petits matériels et pansements » (+ 11,2 %), malgré le ralentissement constaté depuis 2000 par rapport aux années 1996 à 1999 (entre + 30 % et + 40 %).

2 ○ Méthodologie

Les comptes de la Santé

Les comptes de la Santé sont présentés en base 1995, depuis l'édition 2000. Cette nouvelle base introduit les changements suivants :

– **Des modifications conceptuelles**

Une extension du champ géographique aux départements d'Outre-mer.

Une comptabilisation des opérations en droits constatés. Désormais, l'enregistrement des dépenses et des recettes par les organismes de Sécurité sociale et les acteurs du système de santé se fait à la date des soins et non plus à celle du remboursement ou du paiement. La comptabilisation des opérations des Administrations publiques est en cohérence avec le reste de la Comptabilité nationale.

– **Des modifications de champ et de nomenclature**

Les services de soins à domicile et le poste « petits matériels et pansements » sont intégrés dans la base 1995 des comptes. Les consultations externes des hôpitaux publics sont classées en soins ambulatoires. Les services mobiles d'urgence et de réanimation restent intégrés dans l'ensemble du budget global hospitalier.

– **Des révisions de certaines évaluations**

Elles tiennent essentiellement à l'amélioration des sources statistiques existantes et à l'apparition de nouvelles.

– **Les effets des modifications et révisions**

Les modifications et révisions de la base 1995 induisent une baisse de la consommation de soins et de biens médicaux de 0,2 point de PIB par rapport à la base précédente. Les remboursements de la Sécurité sociale n'étant pratiquement pas modifiés (hormis le passage en date de soins et de délivrance des médicaments), ces changements entraînent une modification significative de l'évolution du taux de couverture qui, pour 1997, passe de 73,9 % en base 1980 à 75,5 % en base 1995.

La dépense courante de santé

C'est la somme des dépenses engagées par les financeurs de l'ensemble du système de santé (Sécurité sociale, État, collectivités locales, organismes de protection complémentaire - Mutuelles, sociétés d'assurances, institutions de prévoyance - ménages). Elle couvre donc un champ plus large que celui de la consommation médicale totale puisqu'elle intègre également les indemnités journalières, les subventions reçues par le système de santé, les dépenses de recherche, de formation et de gestion de l'administration sanitaire.

Profession de la santé

Médecins, chirurgiens-dentistes, sages-femmes et pharmaciens sont des professions réglementées, au niveau du diplôme et de l'exercice, par le Code de la santé publique ; cette réglementation entraîne l'inscription sur une liste préfectorale et la délivrance d'une carte professionnelle. Pour chacune de ces professions, il existe un ordre professionnel. En outre, elles bénéficient d'un monopole d'exercice. Les auxiliaires médicaux ont également un monopole d'exercice et peuvent exercer sans prescription médicale en application du rôle propre qui leur est dévolu ; il s'agit des infirmiers, masseurs-kinésithérapeutes, pédicures-podologues, orthophonistes et orthoptistes. Ces professions sont réglementées de la même façon que les professions médicales ; du fait de l'absence d'ordre professionnel, c'est le préfet qui délivre la carte professionnelle.

Le ministère de l'Emploi, du Travail et de la Cohésion sociale recense dans le fichier ADELI tous les médecins actifs, y compris les fonctionnaires ainsi que les praticiens adjoints contractuels ayant une autorisation d'exercice. Les répertoires ADELI sont gérés par les directions départementales des Affaires sanitaires et sociales qui, en vertu des dispositions du Code de la santé, sont tenues d'enregistrer les diplômes de tous les médecins qui commencent à exercer une activité professionnelle et de dresser annuellement la liste des médecins en activité dans leur département. Les directions régionales des Affaires sanitaires et

sociales animent et coordonnent l'action des départements et participent au contrôle de la qualité des informations.

Seules les professions réglementées font l'objet d'une statistique annuelle. Pour les pharmaciens, l'exercice libéral correspond aux pharmaciens titulaires d'officine ; pour les autres professions, les libéraux incluent les libéraux exclusifs et partiels.

Le système hospitalier

Le système de santé français fait coexister deux secteurs : un secteur public et un secteur privé. L'hospitalisation est majoritairement publique : deux tiers des lits sont directement gérés par le public. Par contre, pour les soins ambulatoires, l'exercice libéral est prédominant.

La loi du 31 juillet 1991 portant sur la réforme hospitalière amène par la notion de service public hospitalier une nouvelle distinction :

– les établissements publics de santé ;

– les établissements de santé privés à but non lucratif admis (sous certaines conditions) à participer à l'exécution du service public hospitalier ;

– les établissements de santé privés autres que ceux qui assurent le service public hospitalier.

Les établissements de santé publics et privés, généraux ou spécialisés, de soins aigus, soins de suite ou de réadaptation et de soins de longue durée, assurent principalement des soins avec hébergement complet. Les évolutions récentes des technologies et des pratiques médicales conduisent les établissements d'hospitalisation à s'ouvrir de plus en plus vers de nouvelles prises en charge du malade (hospitalisation de jour, de nuit, à domicile...).

Le fondement de la planification hospitalière repose sur la carte sanitaire et le schéma d'organisation sanitaire (régional ou national pour certaines disciplines) qui ont pour objet de prévoir et de susciter les évolutions nécessaires de l'offre de soins en vue de satisfaire de manière optimale la demande de santé.

Enquête annuelle auprès des établissements de santé

La DREES exploite depuis 1994 une seule enquête auprès des établissements de santé (dite SAE). Elle couvre l'ensemble des établissements publics y compris les centres hospitaliers spécialisés en psychiatrie (CHS) et les établissements de santé privés, y compris les hôpitaux psychiatriques privés faisant fonction de publics (HPP). Mise en place en 1994, cette enquête fournit des données sur l'équipement et l'activité des établissements de santé (y compris le recensement du personnel).

Hospitalisation complète et hébergement complet

Les lits correspondent aux lits installés au 31 décembre de l'année. Ce nombre peut être différent de celui des lits autorisés.

Les entrées prises en compte sont les entrées totales. Dans une discipline d'équipement, elles représentent la somme des entrées directes et des entrées par mutation dans cette discipline.

La durée moyenne de séjour (DMS) se définit comme le rapport entre le nombre de journées réalisées ou facturées et le nombre d'entrées totales. Pour permettre une comparaison valable de l'activité entre les deux secteurs étudiés, les formules utilisées sont :

– pour le secteur public : journées réalisées / entrées totales ;

– pour le secteur privé : (journées facturées - sorties établissements conventionnés avec la Caisse régionale d'assurance maladie) / entrées.

Enquête sur le SIDA

Le système de surveillance du SIDA, mis en place en 1982, repose sur la déclaration obligatoire depuis 1986 (article L 3113-1 du Code de Santé Publique, décrets du 6 mai 1999 et du 16 mai 2001). La notification est basée sur la définition O.M.S / C.D.C. du sida, établie en septembre 1982, et modifiée en juin 1985, en août 1987, puis sur la définition européenne de 1993 [1 2 3].

La surveillance est coordonnée au niveau du département par le Médecin inspecteur de santé publique (MISP) des Ddass, DSS en Corse, DSDS dans les DOM et au niveau national par l'InVS.

La situation nationale du Sida est publiée régulièrement dans le Bulletin épidémiologique hebdomadaire (BEH) de façon détaillée sous forme de tableaux. Des données nationales et régionales sont disponibles sous forme de diapositives sur le site de l'InVS (http : //www.invs.sante.fr).

Les situations régionales et départementales sont aussi disponibles directement auprès des MISP des Ddass, qui reçoivent chaque trimestre de l'InVS une extraction départementale de la base nationale.

Causes médicales de décès

Les données sur les causes médicales de décès résultent de l'exploitation des diagnostics portés sur les certificats médicaux de décès établis par les médecins ayant constaté le décès. Ce certificat, envoyé à la mairie, est ensuite joint au bulletin de décès de l'état civil et transmis de façon anonyme au médecin de la Direction départementale des Affaires sanitaires et sociales, puis à l'INSERM chargé de la codification et de l'analyse de la partie médicale.

Le code utilisé est la CIM 10^{e} révision. Les données retenues ici sont issues de la statistique définitive ; elles portent sur la cause principale (initiale) du décès et sont présentées selon les 17 grands groupes de causes qui constituent les chapitres de la CIM.

Les affections de longue durée

L'article L. 322-3-3^{0} du Code de la sécurité sociale prévoit qu'en cas d'affection de longue durée et d'interruption de travail ou de soins continus supérieurs à une durée déterminée, les caisses font procéder à un examen spécial du bénéficiaire conjointement par le médecin traitant et le médecin conseil de la Sécurité sociale.

Sont comptabilisés, dans les statistiques, les nouveaux malades, assurés sociaux et ayants droit du régime général et des régimes qui y sont rattachés pour les soins de santé, vus à cette occasion par diagnostic. Les maladies sont classées selon la CIM 10^{e} révision de l'Organisation mondiale de la Santé.

Depuis 1992, est également décompté l'ensemble des affections de longue durée, un malade pouvant être atteint de plusieurs des affections de la liste.

Cette représentation de la morbidité dans la population a l'intérêt de ne retenir que des pathologies d'une certaine gravité, appréciée par ses conséquences à la fois sur le niveau des soins et sur la capacité des individus à maintenir leur activité. Elle reste cependant soumise aux variations de la réglementation de l'exonération du ticket modérateur, notamment à la liste des maladies longues et coûteuses (décrets du 31 décembre 1986 et arrêté du 30 décembre 1986).

3 ○ Définitions

Consommation médicale totale

La consommation médicale totale recouvre :

1) **la consommation de soins et de biens médicaux** :

– les soins hospitaliers, qui correspondent aux soins hospitaliers publics et privés, et les soins en section médicalisées ;

– les soins ambulatoires (médecins, auxiliaires médicaux, dentistes, analyses et cures thermales) ;

– le transport des malades ;

– les médicaments ;

– les autres biens médicaux (prothèse, lunetterie, orthopédie).

---

[1] Définition du sida avéré (révision 1987). BEH 1987, 51 : 2001-3.

[2] Révision de la définition du sida en France. BEH 1993, 11 : 47-8.

[3] Ancelle-Park R. Expanded European AIDS case definition. Lancet, 1993, 341 : 441.

2) **la médecine préventive** qui comprend les services de médecine du travail, les services de médecine scolaire, la protection maternelle et infantile, et les autres services sanitaires de prévention individualisée (maladies mentales, toxicomanie, alcoolisme...).

Dépenses courantes de santé

Elles comprennent :

Les dépenses pour les malades :
– les dépenses de soins et biens médicaux recouvrant :
Les soins aux particuliers (soins hospitaliers, soins ambulatoires, transports de malades) ;
Les soins aux collectivités (armées, prisons) ;
Les médicaments ;
Les prothèses (lunetterie, orthopédie) ;
– l'aide aux malades qui correspond aux indemnités journalières (maladie, maternité, accidents du travail) ;
– les subventions au système de soins.

Les dépenses de prévention qui se composent des dépenses de médecine préventive (médecine du travail, médecine scolaire, protection maternelle et infantile et planning familial, maladies mentales, toxicomanie et les dépenses de prévention collective et de contrôle sanitaire).

Les dépenses en faveur du système de soins qui, outre les dépenses de recherche médicale, prennent également en compte les dépenses de formation des médecins, des pharmaciens, des infirmiers et des auxiliaires médicaux.

Les dépenses de gestion de la santé et de son financement qui couvrent les coûts des prestations maladie et les coûts de gestion du système de santé (administration générale).

Établissements pour handicapés

Enfants et adolescents handicapés.

La création d'une commission départementale d'éducation spéciale (CDES) traduit la volonté du législateur d'attribuer à une même instance la responsabilité de l'ensemble des décisions relatives à l'enfant handicapé. La CDES apprécie pour chaque enfant l'importance du handicap et les mesures appropriées :
– attribution de l'allocation d'éducation spéciale avec ou sans complément ;
– attribution de la carte d'invalidité ;
– orientation vers un établissement ou service spécialisé.

La prise en charge physique de l'enfance et de la jeunesse handicapées s'organise autour de deux types de structure : les établissements et les services à domicile ou ambulatoires.

Les établissements d'éducation spéciale assurent une éducation et des soins adaptés à chaque catégorie de déficience.

Les services à domicile ou ambulatoires sont des services spécialisés dans le suivi des jeunes handicapés. Ils permettent de maintenir les enfants handicapés dans leur milieu familial, et leur apportent soins et aide pour leur vie quotidienne. Grâce à ces services, l'intégration scolaire et sociale des enfants en milieu ordinaire devient possible. La loi d'orientation en faveur des personnes handicapées a créé l'allocation d'éducation spéciale (AES). L'AES est une prestation familiale. C'est la seule allocation liée au handicap de l'enfant qui subsiste aujourd'hui.

Adultes handicapés.

Les commissions techniques d'orientation et de reclassement professionnel (COTOREP) sont les commissions départementales de décision compétentes pour les adultes handicapés. Les COTOREP sont soumises à une double tutelle administrative : directions départementales du Travail et de l'Emploi (DDTE) d'une part, directions départementales des Affaires sanitaires et sociales (DDASS) d'autre part. L'organisation de la plupart des COTOREP reflète cette double tutelle. Elles sont divisées en deux sections spécialisées.

La première section est compétente pour tout l'aspect travail et emploi. La deuxième section apprécie le taux de handicap, attribue ou non les prestations, décide du placement dans une structure d'accueil.

Les établissements et services pour adultes regroupent trois types d'organismes :
– les structures de travail protégé ;
– les structures de réinsertion professionnelle ;
– les structures d'hébergement.

Une même personne peut être prise en charge dans deux types de structures : le cas le plus fréquent est celui de l'adulte handicapé hébergé dans un foyer d'hébergement et travaillant dans un centre d'aide par le travail (CAT).

Pour faciliter l'emploi des travailleurs handicapés, les établissements de 20 salariés et plus doivent employer 6 % de personnes handicapées.

Professions de santé

Mode d'exercice des médecins.

On distingue l'exercice libéral, hospitalier ou salarié et dans chacune de ces catégories, les généralistes, compétents, compétents exclusifs et les spécialistes ; les effectifs prennent en compte les médecins remplaçants depuis le 1er janvier 1995.
– Médecins libéraux : médecins exerçant en clientèle privée, en cabinet, en hôpital privé ou en laboratoire (à l'exception des hospitaliers plein temps ayant un secteur privé à l'hôpital qui sont classés en salariés) ;
– Médecins salariés : médecins hospitaliers exerçant en établissement public ou privé. Les non-hospitaliers pratiquent, dans un établissement public ou privé (centre de soins, médecine du travail, médecine scolaire, protection maternelle et infantile, Sécurité sociale...), la médecine de soins, de prévention, de contrôle, enseignent, font de la recherche, ou travaillent dans l'administration. C'est en fonction de l'activité à laquelle ils déclarent consacrer le plus de temps que les médecins sont classés comme libéraux, hospitaliers, ou salariés ;
– Médecins spécialistes, compétents exclusifs, compétents : médecins qualifiés par l'Ordre national des médecins dans les différentes disciplines de qualification reconnues par l'Ordre (cf. règlement relatif à la qualification des médecins). Les médecins hospitaliers et salariés possédant un certificat d'études spéciales ou titulaires d'un concours hospitalier sont considérés dans le répertoire ADELI comme des spécialistes ;
– Médecins généralistes : médecins n'ayant aucune qualification ordinale. Dans les tableaux présentés, la rubrique « spécialistes » inclut les médecins compétents exclusifs et la rubrique « généralistes », les médecins compétents ou à mode d'exercice particulier ;
– Les spécialités sont présentées ici selon le regroupement des disciplines de spécialisation mises en place dans le cadre de la réforme des études médicales (internat « nouveau régime »). La filière se divise en six disciplines :
– spécialités médicales ;
– spécialités chirurgicales ;
– psychiatrie ;
– santé publique ;
– médecine du travail ;
– biologie.

4 ○ Sources de documentation

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du ministère de l'Emploi, du Travail et de la Cohésion sociale, du ministère de la Santé et de la Protection sociale, direction de la Recherche, des Études, de l'Évaluation et des Statistiques (DREES).

Organismes :

Ministère de l'Emploi, du Travail et de la Cohésion sociale.
Ministère de la Santé et de la Protection sociale.
CNAMTS (Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés).
INSEE.
INSERM (Institut national de la santé et de la recherche médicale).

Sites Internet

– www.sante.gouv.fr
– www.ameli.fr
– www.inserm.fr
– www.invs.sante.fr

Publications :

Ministère de la Santé et de la Protection sociale :

Collection études et statistiques

– Données sur la situation sanitaire et sociale en France en ...
– Les Comptes nationaux de la Santé (annuel).
– Annuaire des statistiques sanitaires et sociales.
– Comptes de la protection sociale.
– Le handicap en chiffres.

Dossier Solidarité et Santé :

– « Outils et méthodes statistiques pour les politiques de santé et de protection sociale », n° 1, janvier-mars 2004 ;
– « Les dépenses de santé », n° 1, janvier-mars 2002.

Collection statistiques, document de travail :

– « Les professions de santé au 1er janvier 2004 – Répertoire ADELI », n° 68, juillet 2004 ;
– « L'accueil collectif et en crèches familiales des enfants de moins de six ans en 2002 », n° 66, juillet 2004 ;
– « Comptes nationaux de la santé 2003 », n° 65, juillet 2004 ;
– « Les établissements médicaux-sociaux pour adultes handicapés. Activité, clientèle et personnel au 31 décembre 2001 », n° 64, mai 2004 ;
– « L'activité des COTOREP en 2002 », n° 59, décembre 2003.

Collection études, document de travail :

– « Description des populations des institutions psychiatriques dans l'enquête HID », n° 44, juillet 2004 ;
– « Épisode caniculaire et personnes âgées. Éléments localisés de diagnostic, d'alerte et de plan d'urgence. Synthèse des études réalisées dans certaines régions », n° 43, mai 2004 ;
– « Les secteurs de psychiatrie générale en 2000 », n° 42, mars 2004 ;
– « Évolution de la part de la pharmacie dans les budgets hospitaliers publics », n° 41, mars 2004 ;
– « Une typologie des établissements de soins publics et PSPH en fonction de leur activité et de leur environnement », n° 37, octobre 2003 ;
– « Les ventes d'antidépresseurs entre 1980 et 2001 », n° 36, octobre 2003 ;
– « Projections du nombre de masseurs-Kinésithérapeutes en activité en France à l'horizon 2020 », n° 34, septembre 2003.

Études et résultats :

– « Les secteurs de psychiatrie générale en 2000 : évolutions et disparités », n° 342, octobre 2004 ;
– « Les secteurs de psychiatrie infanto-juvénile en 2000 : évolutions et disparités », n° 341, septembre 2004 ;
– « L'évolution des dépenses de pharmacie dans les budgets hospitaliers des établissements sous dotation globale entre 1998 et 2001 », n° 339, septembre 2004 ;
– « La conjoncture des établissements de santé publics et privés au cours de l'année 2003, résultats provisoires », n° 337, août 2004 ;
– « Les comptes nationaux de la santé en 2003 », n° 323 , juillet 2004 ;
– « La santé des adolescents, », n° 322, juin 2004 ;
– « Les établissements pour adultes handicapés au 31 décembre 2001 », n° 308, mai 2004 ;
– « Les établissements et services pour enfants et adolescents handicapés en 2001 », n° 288, février 2004 ;
– « Les interruptions volontaires de grossesse en 2001 », n° 279, décembre 2003.

INSEE

INSEE-Première :

– « Activité des pharmacies et revenus des pharmaciens », n° 955, avril 2004 ;
– « La santé des sans-domicile usagers des services d'aide », n° 893, avril 2003 ;
– « Le handicap est plus fréquent en prison qu'à l'extérieur », n° 854, juin 2002.

Économie et Statistique :

– « La mesure des prix dans les domaines de santé et de l'action sociale : quelques problèmes méthodologiques », n° 361, juin 2003.

Données sociales, INSEE, Édition 2002 :

– « Obésité et asthme, deux pathologies en développement chez l'enfant, étudiées à travers les bilans de santé scolaire », G. Badeyan, N. Guignon ;
– « Les interventions de chirurgie fonctionnelle : une pratique qui se développe », M.C. Mouquet, P. Oberlin ;
– « Le fou, le malade mental et le dépressif : comment les percevons-nous ? », M. Anguis, A. Caria, J-L Roelandt ;
– « La compensation des incapacités au travers de l'enquête Handicaps-Incapacités-Dépendance », P. Roussel, J. Sanchez ;
– « L'offre de soins des établissements de santé », F. Bousquet, M. Coldefy, M. Joubert, E. Thomson ;
– « Féminisation et vieillissement des médecins au cours des années quatre-vingt-dix », X. Niel, J-P Perret ;
– « Les évolutions récentes du marché pharmaceutique », D. Balsan, S. Chambaretaud.

INSEE-Résultats Société :

– « Enquêtes handicaps-incapacités-dépendance de 1998 et 1999 . Résultats détaillés », n° 22, octobre 2003 ;
– « Estimations locales sur les personnes handicapées vivant en domicile ordinaire - Enquête HID 1999 - Résultats détaillés », n° 12, août 2003.

France, portrait social, Édition 2004 - 2005.

Autres

Causes médicales de décès, INSERM.

La santé en France 2002, Haut-Comité de la Santé publique , la documentation française, mars 2002.

Chiffres clés sur la santé , EUROSTAT.

Rapport du groupe de travail du CNIS :

– Connaissance statistique de l'état de santé de la population, n° 76, septembre 2002.
– L'harmonisation des données de démographie médicale, n° 75, septembre 2002.
– La politique de lutte contre le Sida 1994 – 2000, Commissariat au plan, Rapport de l'instance d'évaluation présidée par Christian Rollet.
– Réformes pour la Santé, *Regards sur l'actualité*.
– Les chiffres clés des médicaments génériques remboursés par le régime général en 2000 et 2001, Dossier Études et Statistiques n° 35, juin 2003, Caisse Nationale d'assurance maladie des salariés.
– Handicaps, Incapacités, Dépendance, *Revue Française des affaires sociales* nos 1 – 2, janvier - juin 2003.

5 ○ Tableaux

Des tableaux détaillés, rétrospectifs, « séries » et supplémentaires sont disponibles sur le cédérom (cf. liste en fin d'annuaire).

TABLEAU F.01-1

Dépense courante et consommation médicale totale - France entière

Sources : Ministère de l'Emploi, du Travail et de la Cohésion sociale
Ministère de la Santé et de la Protection sociale (DREES)

	1990	1995	1999	2000	*r* 2001	*r* 2002	2003
Dépenses de soins et biens médicaux	79 982	103 522	115 577	121 703	128 422	136 209	145 227
Aide aux malades	5 576	6 651	7 487	8 162	8 763	9 624	10 492
Subventions au système de soins (aides indirectes au malade)	845	1 471	1 623	1 620	1 673	1 801	1 921
Dépenses pour les malades	**86 404**	**111 644**	**124 687**	**131 485**	**138 858**	**147 634**	**157 640**
Dépenses de médecine préventive	1 739	2 239	2 591	2 703	2 812	3 004	3 113
Missions de santé publique à caractère général	277	481	648	665	692	686	766
Dépenses de prévention	**2 016**	**2 720**	**3 239**	**3 368**	**3 504**	**3 690**	**3 879**
Dépenses de recherche médicale et pharmaceutique	3 056	4 358	5 336	5 446	5 586	6 215	6 611
Dépenses de formation	523	614	699	717	734	769	776
Dépenses en faveur du système de soins	**3 579**	**4 971**	**6 036**	**6 164**	**6 321**	**6 984**	**7 387**
Gestion générale	1 407	1 904	2 292	2 561	2 702	2 816	2 934
Double compte	– 1 581	– 2 454	– 3 153	– 2 903	– 2 897	– 3 299	– 3 758
Dépense courante de santé :							
En valeur	**91 825**	**118 786**	**133 101**	**140 674**	**148 488**	**157 825**	**168 084**
Taux d'évolution en %	...	5,1	4,0	5,7	5,6	6,3	6,5
Consommation médicale totale :							
En valeur	**80 234**	**104 178**	**117 093**	**123 483**	**130 370**	**138 390**	**147 407**
Taux d'évolution en %	...	5,0	3,9	5,5	5,6	6,2	6,5

TABLEAU F.01-2

Structure de financement de la dépense courante de soins et de biens médicaux - France entière

Sources : Ministère de l'Emploi, du Travail et de la Cohésion sociale
Ministère de la Santé et de la Protection sociale (DREES)
Comptes nationaux de la santé 2003

Unité : %

	1990	1995	1998	1999	*r* 2000	*r* 2001	*r* 2002	2003
Sécurité sociale	76,1	75,7	75,5	75,5	75,4	75,4	75,6	75,8
État et collectivités locales	1,1	1,1	1,1	1,1	1,2	1,3	1,2	1,2
Mutuelles	6,1	6,9	7,1	7,3	7,2	7,1	7,0	7,0
Sociétés d'assurances	...	3,1	3,0	2,8	2,6	2,6	2,7	2,8
Institutions de prévoyance	16,7 (1)	1,5	2,0	2,0	2,2	2,4	2,5	2,5
Ménages	...	11,7	11,3	11,2	11,4	11,3	11,0	10,9
Total	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

(1) Y compris les sociétés d'assurance et les ménages.

TABLEAU F.01-3

Part de la dépense nationale de santé dans le PIB - Pays de l'OCDE

Source : Eco-Santé OCDE 2004 %

	r 1990	r 1995	r 1996	r 1997	r 1998	r 1999	r 2000	r 2001	2002
Allemagne (1)	8,5	10,6	10,9	10,7	10,6	10,6	10,8	10,8	10,9
Australie	7,8	8,2	8,4	8,5	8,6	8,7	9,0	9,1	...
Autriche	7,1	8,6	8,7	8,0	8,0	8,0	7,7	7,6	7,7
Belgique	7,4	8,6	8,8	8,4	8,4	8,5	8,8	9,0	9,1
Canada	9,0	9,2	9,0	8,9	9,1	9,1	8,9	9,4	9,6
Corée	4,8	4,7	4,9	5,0	5,1	5,6	5,1	5,9	...
Danemark	8,5	8,2	8,3	8,2	8,4	8,5	8,4	8,6	8,8
Espagne	6,7	7,6	7,6	7,5	7,5	7,5	7,5	7,5	7,6
États-Unis	11,9	13,3	13,2	13,0	13,0	13,0	13,1	13,9	14,6
Finlande	7,8	7,5	7,6	7,3	6,9	6,9	6,7	7,0	7,3
France	**8,6**	**9,5**	**9,5**	**9,4**	**9,3**	**9,3**	**9,3**	**9,5**	**9,7**
Grèce	7,4	9,6	9,6	9,4	9,4	9,6	9,7	9,4	9,5
Hongrie	...	7,5	7,2	7,0	6,9	6,8	7,1	7,4	7,8
Irlande	6,1	6,8	6,6	6,4	6,2	6,2	6,4	6,9	7,3
Islande	8,0	8,4	8,4	8,2	8,6	9,5	9,2	9,2	9,9
Italie	8,0	7,4	7,5	7,7	7,7	7,8	8,1	8,3	8,5
Japon	5,9	6,8	6,9	6,8	7,1	7,5	7,6	7,8	...
Luxembourg	6,1	6,4	6,4	5,9	5,8	6,1	5,5	5,9	6,2
Mexique	4,5	5,7	5,2	5,4	5,2	5,5	5,6	6,0	6,1
Norvège	7,7	7,9	7,9	7,8	8,5	8,5	7,7	8,1	8,7
Nouvelle-Zélande	6,9	7,2	7,2	7,5	8,0	7,9	7,9	8,0	8,5
Pays-Bas	8,0	8,4	8,3	8,2	8,6	8,7	8,2	8,5	9,1
Pologne	5,3	6,0	6,4	6,1	6,4	6,2	5,7	6,0	6,1
Portugal	6,2	8,3	8,5	8,6	8,6	8,7	9,2	9,3	9,3
Slovaquie	...	...	...	5,9	5,8	5,8	5,5	5,6	5,7
République tchèque	5,0	7,3	7,1	7,1	7,1	7,1	7,1	7,3	7,4
Royaume-Uni	6,0	7,0	7,0	6,8	6,9	7,2	7,3	7,5	7,7
Suède	8,2	8,1	8,4	8,2	8,3	8,4	8,4	8,8	9,2
Suisse	8.3	9.7	10.1	10.2	10.3	10.5	10,4	10,9	11,2
Turquie	3,6	3,4	3,9	4,2	4,8	6.4	6,6	...	...

(1) RFA avant la réunification, Allemagne réunifiée depuis 1991.

TABLEAU F.01-4

Volume d'actes remboursés par le régime général d'assurance maladie

Source : CNAMTS (Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés) *Unité* : Millier

	1985	1990	1995	1999	2000	2001	2002	2003
Consultations	168 003	212 610	257 477	278 800	293 425	302 474	308 275	323 586
Visites	58 567	60 515	58 669	56 175	55 261	52 729	45 102	36 169
Total	**226 570**	**273 125**	**316 146**	**334 975**	**348 686**	**355 203**	**353 377**	**359 755**
Spécialités (K, KC, KE, forfaits) (1)	705 793	1 022 004	1 280 019	1 353 988	1 415 854	1 489 527	1 585 512	1 634 981
Radiologie (Z et ZN, etc.) (1)	624 031	807 498	833 163	965 961	1 013 649	1 055 330	1 097 125	1 094 938
Auxiliaires (AM, AIS SFI) (1)	718 683	1 089 399	1 373 891	1 469 155	1 581 039	1 725 467	1 808 362	1 876 530
Analyses (B, BP, etc.) (1)	4 469 339	6 611 548	6 901 708	7 472 990	8 133 399	8 943 050	9 838 771	10 580 376
Indemnités journalières	172 248	162 216	162 969	169 860	178 501	190 263	209 089	213 598
dont : Moins de 3 mois	106 998	101 912	95 721	100 391	108 501	116 505	122 786	121 655
Plus de 3 mois	58 678	53 684	60 563	63 230	64 248	68 197	80 787	86 484

(1) Coefficients.

TABLEAU F.01-5

Effectifs des professions de santé au 1er janvier

Sources : Ministère de l'Emploi, du Travail et de la Cohésion sociale
Ministère de la Santé et de la Protection sociale (DREES)

	France métropolitaine				Départements d'outre-mer			
	2001	2002	2003	2004	2001	2002	2003	2004
Professions médicales et pharmaceutiques								
Médecins	196 000	198 700	201 400	...	3 445	3 912	4 037	...
Chirurgiens-dentistes	40 426	40 481	40 648	40 904	678	701	727	749
Sages-femmes	14 725	15 122	15 684	16 134	538	566	596	631
Pharmaciens	60 366	62 054	63 909	65 150	944	1 019	1 066	1 116
Auxiliaires médicaux								
Infirmiers diplômés d'État et autorisés	397 506	410 859	423 431	437 525	7 058	7 712	8 134	8 575
Masseurs-kinésithérapeutes	53 997	55 348	56 924	58 642	972	1 092	1 185	1 253
Pédicures-podologues	9 049	9 470	9 859	10 240	76	87	89	104
Orthophonistes	13 914	14 323	14 836	15 357	296	312	323	350
Orthoptistes	2 236	2 309	2 405	2 507	39	46	47	50
Opticiens-lunetiers	11 026	11 910	12 776	13 679	146	166	192	213
Psychomotriciens	4 824	5 086	5 325	5 619	69	77	82	88
Manipulateurs E.R.M	21 876	22 450	23 113	23 928	337	354	362	382
Ergothérapeutes	4 185	4 433	4 683	4 996	56	61	64	65
Ensemble des médecins libéraux	**118 171**	**119 136**	**120 084**	**...**	**2 200**	**2 276**	**2 333**	**...**
Généralistes	67 412	67 670	67 880	...	1 403	1 448	1 477	...
Spécialistes	50 759	51 466	52 204	...	797	828	856	...
Ensemble des médecins salariés	**77 859**	**79 564**	**81 316**	**...**	**1 245**	**1 636**	**1 704**	**...**
Généralistes	28 834	29 659	30 625	...	534	678	700	...
Spécialistes	49 025	49 904	50 691	...	711	959	1 004	...
Ensemble des médecins généralistes	**96 246**	**97 329**	**98 505**	**...**	**1 937**	**2 126**	**2 177**	**...**
Ensemble des médecins spécialistes	**99 754**	**101 370**	**102 895**	**...**	**1 508**	**1 787**	**1 860**	**...**

TABLEAU F.01-6

Sages-femmes, personnels médicaux et non médicaux des établissements de santé au 31 décembre 2001

Sources : Ministère de l'Emploi, du Travail et de la Cohésion sociale
Ministère de la Santé et de la Protection sociale (DREES), SAE 2001

	Établissements publics de santé	Établissements privés sous dotation globale	Établissements privés soumis à (1) l'OQN	Ensemble établissements publics et privés
Sages-femmes et personnels non médicaux : effectifs en équivalent temps plein (ETP)				
Personnel administratif	75 628	13 846	17 993	107 467
Personnels soignants et éducatifs	478 138	66 428	90 374	634 940
dont : Sages-femmes	7 079	599	2 286	9 964
Personnel d'encadrement du personnel soignant	24 065	3 426	3 180	30 671
Infirmiers (2)	187 101	23 879	36 349	247 329
Aides soignants (3)	161 275	17 872	26 819	205 967
ASH et autres personnels des services médicaux	73 264	12 088	19 330	104 683
Autres	25 354	8 563	2 410	36 327
Personnels médico-techniques	33 243	4 339	2 170	39 752
Personnels techniques	83 817	12 641	10 037	106 495
Total	**670 826**	**97 254**	**120 575**	**888 655**
Personnels médicaux : effectifs en nombre de personnes				
Médecins, biologistes, odontologistes et pharmaciens :				
Salariés	80 022	10 586	3 727	94 335
Libéraux	2 820	1 982	41 410	46 212
Internes, FFI, DIS (4)	17 237	1 152	–	18 389
Total (5)	**100 079**	**13 720**	**45 137**	**158 936**

(1) OQN : objectif quantifié national.
(2) Y compris les infirmiers spécialisés et de secteur de psychiatrie.
(3) Non compris les élèves.
(4) FFI : faisant fonction d'interne. DIS : diplôme interuniversitaire de spécialités.
(5) Sauf médecins intervenant de façon exceptionnelle dans les établissements (occasionnels).

TABLEAU F.01-7A

Établissements de santé au 1er janvier 2003 (1)

Sources : Ministère de l'Emploi, du Travail et de la cohésion sociale
Ministère de la Santé et de la Protection sociale (DREES), SAE 2002

Catégorie d'établissements	Établissements ou entités juridiques (2)	Lits en hospitalisation complète	Lits d'hébergement	Places en hospitalisation de jour ou de nuit	Places en anesthésie ou chirurgie ambulatoire	Places en hospitalisation à domicile	**Total des lits et places**
Public							
Centre hospitalier régional	29	82 171	2 708	5 371	454	1 078	**91 782**
Centre hospitalier	534	166 802	59 319	9 023	884	568	**236 596**
Hôpital local	347	23 561	34 190	38	...	56	**57 845**
Centre hospitalier spécialisé en psychiatrie	89	30 498	2 265	14 109	...	587	**47 459**
Autres établissements	16	1 404	870	92	14	10	**2 390**
Total public	**1 015**	**304 436**	**99 352**	**28 633**	**1 352**	**2 299**	**436 072**
Privé							
Établissement de soins de courte durée	924	88 340	461	2 927	6 938	322	**98 988**
Établissement d'enfants à caractère sanitaire	51	2 313	–	122	...	...	**2 435**
Hôpital psychiatrique privé faisant fonction de public	23	5 708	60	2 296	...	–	**8 064**
Autre établissement de lutte contre les maladies mentales, les toxicomanies et l'alcoolisme	284	15 021	...	2 631	16	55	**17 723**
Établissement de soins de suite et de réadaptation	619	42 308	673	3 090	14	43	**46 128**
Établissement de soins de longue durée	128	7 358	655	...	...	...	**8 013**
Centre de dialyse (3)	125	67	...	...	...	...	**67**
Autres établissements privés (4)	72	11	...	–	5	2 478	**2 494**
Total privé	**2 226**	**161 126**	**1 849**	**11 066**	**6 973**	**2 898**	**183 912**
Total public et privé	**3 241**	**465 562**	**101 201**	**39 699**	**8 325**	**5 197**	**619 984**

(1) Équipement par catégorie d'établissements. Chiffres provisoires
(2) Entités juridiques pour le secteur public, établissements pour le secteur privé, à l'exception des hôpitaux psychiatriques privés. Sont dénombrés les établissements répondants ayant lits et places.
(3) Dont 95 EJ multi-établissement auxquelles sont rattachés 560 établissements (antennes) de dialyse.
(4) Établissements de soins à domicile et établissements titulaires d'autorisation d'équipement lourd.

TABLEAU F.01-7B

Établissements d'hébergement pour personnes âgées et services de soins de longue durée au 31 décembre France entière (pour les établissements)

Sources : Ministère de l'Emploi, du Travail et de la Cohésion sociale
Ministère de la Santé et de la Protection sociale (DREES)

	1990	1992	1994	1996
Établissements				
Hébergement pour personnes âgées				
Hôpitaux publics (sections hospices et maisons de retraite)	855	854	859	845
Hospices et maisons de retraite publics	1 353	1 428	1 486	1 544
Hospices et maisons de retraite privés	2 568	3 036	3 328	3 472
Logements-foyers	2 587	2 721	2 853	2 932
Autres établissements autonomes	315	196	179	170
Établissements d'hospitalisation privés	10	8	12	22
Hospitalisation en services de soins de longue durée				
Hôpitaux publics	736	786	820	853
Établissements d'hospitalisation privés	81	95	107	120
Hospices et maisons de retraite publics	n.s.	n.s.	n.s.	n.s.
Capacité d'accueil (en lits ou logements)				
Hébergement pour personnes âgées				
Hôpitaux publics (sections hospices et maisons de retraite)	107 432	103 774	100 079	97 655
Hospices et maisons de retraite publics (1)	102 725	108 063	112 848	115 979
Hospices et maisons de retraite privés (1)	139 797	162 196	179 600	190 916
Logements-foyers	142 150	148 422	153 050	155 365
Autres établissements autonomes	7 929	4 416	4 109	3 533
Établissements d'hospitalisation privés	709	416	691	1 801
Total	**500 742**	**527 287**	**550 377**	**565 249**
Hospitalisation en services de soins de longue durée				
Hôpitaux publics	63 711	68 277	71 770	74 115
Établissements d'hospitalisation privés	4 820	5 495	6 051	6 585
Hospices et maisons de retraite publics	337	80	n.s.	n.s.
Total	**68 868**	**73 852**	**77 821**	**80 700**
Total général (lits ou logements)	**569 610**	**601 139**	**628 198**	**645 949**

(1) Comprend uniquement les sections d'hébergement pour personnes âgées.

TABLEAU F.01-8

Accueil des enfants de moins de six ans au 1er janvier 2003

Sources : Ministère de l'Emploi, du Travail et de la Cohésion sociale
Ministère de la Santé et de la Protection sociale (DREES)
Enquête annuelle PMI

	Places installées
Accueil collectif (1)	
Crèches collectives	143 600
Crèches parentales	7 600
Haltes- garderies	69 900
Haltes- garderies parentales	5 200
Garderies et jardins d'enfants	9 100
Accueil familial	
Crèches familiales (en nombre d'enfants inscrits)	59 300

(1) Une rubrique accueil polyvalent existe depuis 2001. Ce sont, au sein des établissements multi-accueil, des places d'accueil collectif qui n'ont pas d'affectation déterminée à l'avance. Elles peuvent être utilisées différemment en places de crèches, halte garderies en fonction des besoins. Au 31 décembre 2002, on en compte 12 600.

TABLEAU F.01-9

Principaux indicateurs de l'hospitalisation complète et partielle en 2002

Source : Ministère de l'Emploi, du Travail et de la Cohésion sociale
Ministère de la Santé et de la Protection sociale (DHOS et DREES), SAE et PMSI 2002

Discipline d'équipements	Établissements publics de santé		Établissements privés sous dotation globale		Établissements privés (3) sous OQN		Ensemble des établissements publics et privés	
	Nombre de lits	Entrées ou venues (milliers)	Nombre de lits	Entrées ou venues (milliers)	Nombre de lits	Entrées ou venues (milliers)	Nombre de lits	Entrées ou venues (milliers)
Médecine, chirurgie, obstétrique	**151 374**	**8 298**	**17 724**	**925**	**63 409**	**5 814**	**232 507**	**15 037**
Hospitalisation > 24h (1)	...	6 009	...	657	...	3 508	...	10 174
Hospitalisation < 24h (2)	...	2 289	...	**268**	...	2 306	...	4 863
Lutte contre les maladies mentales	**40 831**	**4 315**	**8 602**	**1 045**	**11 361**	**178**	**60 794**	**5 538**
Hospitalisation complète	...	459	...	64	...	111	...	634
Hospitalisation partielle	...	3 856	...	981	...	67	...	4 904
Soins de suite et de réadaptation	**38 451**	**656**	**28 591**	**967**	**23 679**	**556**	**90 721**	**2 178**
Hospitalisation complète	...	339	...	237	...	249	...	825
Hospitalisation partielle	...	317	...	730	...	307	...	1 354
Soins de longue durée en hospitalisation complète	**73 780**	**45**	**6 682**	**4**	**1 011**	**1**	**81 473**	**50**
	...							
Total section hôpital	**304 436**	**13 314**	**61 599**	**2 941**	**99 460**	**6 549**	**465 495**	**22 804**
Hospitalisation complète	...	6 852	...	962	...	3 869	...	11 683
Hospitalisation partielle	...	6 462	...	1 979	...	2 680	...	11 121

(1) Hospitalisation complète : sont comptabilisées des entrées totales ou des résumés de sorties anonymisés (RSA).
(2) Hospitalisation partielle : sont comptabilisées les venues en hôpital de jour et de nuit et les venues en anesthésie et chirurgie ambulatoire.
(3) Cette appellation regroupe les établissements privés soumis à l'objectif quantifié national (OQN) ainsi que les quelques autres établissements privés hors dotation globale.

TABLEAU F.01-10

Établissements et capacité d'accueil pour handicapés au 1er janvier - France entière

Sources : Ministère de l'Emploi, du Travail et de la Cohésion sociale
Ministère de la Santé et de la Protection sociale (DREES), Enquête ES

	Nombre d'établissements		Nombre de places	
	1998	2002	1998	*r* 2002
Établissements pour enfants déficients intellectuels et polyhandicapés	1 326	1 367	77 575	75 594
Instituts de rééducation	345	342	16 880	15 617
Établissements pour enfants déficients moteurs	125	123	7 767	7 363
Établissements pour enfants déficients sensoriels	138	149	11 777	9 661
Total des établissements d'éducation spéciale pour les enfants handicapés	**1 934**	**1 981**	**113 999**	**108 235**
Foyers d'hébergement pour handicapés adultes	1 236	1 294	39 497	40 607
Maisons d'accueil spécialisée	297	360	11 774	14 482
Foyers de vie pour adultes handicapés	892	1 083	30 022	34 791
Foyers à double tarification pour adultes handicapés lourds	191	278	6 427	9 200
Total des établissements d'hébergement pour adultes handicapés	**2 616**	**3 015**	**87 720**	**99 080**
Centres de rééducation, réadaptation et formation professionnelle	84	88	9 477	10 044

TABLEAU F.01-11

Nouveaux cas des affections de longue durée (ALD 30) - France entière

Source : Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés (CNAMTS) - Direction du service médical de l'Assurance Maladie
Mise à jour au 10 juin 2004

Nature de l'affection	1990	1995	1998	1999	(1) 2000	2001	2002
1. Accident vasculaire cérébral invalidant	28 044	21 659	24 450	25 005	27 789	29 532	30 091
2. Insuffisances médullaires et autres cytopénies chroniques	1 170	1 210	1 257	955	967	986	1 066
3. Artériopathie chronique et évolutive (y.c coronarienne) avec manifestations cliniques ischémiques (2)	68 707	59 075	65 716	66 770	83 136	90 812	...
3. Artériopathie chronique avec manifestations ischémiques (2)	...	...	...	...	...	...	33 723
4. Bilharziose compliquée	81	28	23	14	21	12	17
5. Cardiopathie congénitale mal tolérée, insuffisance cardiaque grave et valvulopathie grave (3).	36 958	34 751	40 807	39 782	50 151	51 136	...
5. Insuffisance cardiaque grave, troubles du rythme graves, cardiopathies valvulaires graves ; cardiopathies congénitales graves (3)	...	...	...	...	...	...	54 716
6. Maladies chroniques actives du foie et cirrhoses	9 978	14 296	18 052	18 253	17 847	19 999	20 786
7. Déficit immunitaire primitif grave nécessitant un traitement prolongé et infection par le VIH .	7 345	9 605	8 063	6 650	6 012	5 872	6 500
8. Diabète de type 1 et diabète de type 2 (4)	61 796	69 631	91 751	95 985	116 332	119 699	125 570
9. Forme grave d'une affection neuro-musculaire (dont myopathie) (5)	5 849	5 665	8 626	9 009	...	...	...
9. Forme grave des affections neurologiques et musculaires (dont myopathie), épilepsie grave (5)	...	...	...	...	14 070	15 607	16 670
10. Hémoglobinopathie homozygote (6)	570	570	626	631	618	631	...
10. Hémoglobinopathies, hémolyses, chroniques constitutionnelles et acquises sévères (6) .	...	...	...	...	...	...	743
11. Hémophilie (7)	413	491	577	613	750	789	...
11. Hémophilies et affections constitutionnelles de l'hémostase graves (7)	...	...	...	...	...	...	974
12. Hypertension artérielle sévère	55 657	49 170	58 648	59 785	86 653	91 383	92 064
13. Infarctus du myocarde datant de moins de 6 mois (2)	13 673	12 680	16 312	15 583	15 799	14 140	...
13. Maladie coronaire (2)	...	...	...	...	...	...	69 459
14. Insuffisance respiratoire chronique grave	25 430	24 010	28 653	27 077	30 199	30 459	29 737
15. Lèpre	107	56	43	33	55	27	25
16. Maladie de Parkinson	6 709	6 312	7 948	7 975	10 173	9 937	9 745
17. Maladies métaboliques héréditaires nécessitant un traitement prolongé spécialisé	4 514	3 772	2 594	1 946	2 313	2 133	2 273
18. Mucoviscidose	263	223	207	225	229	249	283
19. Néphropathie chronique grave et syndrome néphrotique primitif	5 034	4 714	5 407	5 286	5 589	6 724	7 455
20. Paraplégie	4 307	3 633	2 502	2 049	2 018	2 130	2 092
21. Périartérite noueuse, lupus érithémateux aigu disséminé, sclérodermie généralisée évolutive.	2 151	2 496	4 262	4 350	5 075	5 435	5 923
22. Polyarthrite rhumatoïde évolutive grave	8 623	8 320	9 794	9 415	10 274	10 842	11 267
23. Psychose, trouble grave de la personnalité, arriération mentale (8)	105 079	93 912	107 779	104 860	112 448	117 925	125 528
24. Rectocolite hémorragique et maladie de Crohn évolutives.	4 614	6 486	7 749	7 396	7 680	7 921	8 444
25. Sclérose en plaques (9)	2 536	2 730	3 876	3 979	3 892	4 234	4 327
26. Scoliose structurale évolutive (dont l'angle est égal ou supérieur à 25 degrés) jusqu'à maturation rachidienne	3 008	2 305	2 381	2 298	2 321	2 381	2 573
27. Spondylarthrite ankylosante grave	2 447	2 610	3 348	3 242	3 687	4 095	4 195
28. Suites de transplantation d'organe (10)	255	157	94	132	149	201	227
29. Tuberculose active.	8 709	6 657	6 138	6 342	5 627	5 289	5 613
30. Tumeur maligne, affection maligne du tissu lymphatique ou hématopoïétique	140 635	152 645	187 663	191 470	205 639	216 073	221 910
Affections non ventilées	...	1 689	4 169	3 293	3 205	2 012	2 306
Total	**614 662**	**601 558**	**719 515**	**720 403**	**830 718**	**868 665**	**896 302**
Bénéficiaires du régime général de l'assurance maladie (en millions)	46,6	49,1	49,9	50,3	50,7	51,1	51,0

(1) L'instauration de la majoration du maintien à domicile pour les visites réalisées auprès des personnes âgées de 75 ans et plus (arrêté du 28 avril 2000) a entraîné une augmentation des demandes et des accords pour ALD 30 à partir de 2000 pour les personnes de 75 ans et plus.
(2) En 2002, le libellé "infarctus du myocarde datant de moins de 6 mois" a été remplacé par le libellé "maladie coronaire" ainsi les insuffisances coronariennes et cardiopathies ischémiques sont toutes regroupées dans le libellé "maladie coronaire" (décret 2002 - 594 du 22 avril 2002).
(3) En 2002, les troubles du rythme graves ont été intégrés dans le libellé "Insuffisance cardiaque grave, troubles du rythme graves, cardiopathies valvulaires graves ; cardiopathies congénitales graves" (décret 2002 - 594 du 22 avril 2002).
(4) En 1999, le critère biologique pour le diagnostic du diabète a été modifié ("constatation à deux reprises d'une glycémie à jeun supérieure à 1,26 g/l" contre 1,40 g/l auparavant).
(5) À partir de décembre 1999, l'épilepsie grave a été intégrée dans le libellé "forme grave des affections neurologiques et musculaires (dont myopathie), épilepsie grave" (décret 1999 - 1035 du 6 décembre 1999).
(6) En 2002, les hémolyses ont été intégrées dans le libellé "Hémoglobinopathies, hémolyses, chroniques constitutionnelles et acquises sévères" (décret 2002 - 594 du 22 avril 2002).
(7) En 2002, les affections constitutionnelles de l'hémostase graves ont été intégrées dans le libellé "Hémophilies et affections constitutionnelles de l'hémostase graves" (décret 2002 - 594 du 22 avril 2002).
(8) Toutes les formes de démences entrent dans ce cadre, notamment la maladie d'Alzheimer.
(9) En 1996, l'introduction du traitement par interféron-bêta (thérapeutique innovante et très coûteuse) dans la sclérose en plaques a entraîné des demandes plus précoces et plus nombreuses d'admissions en ALD 30.
(10) Les transplantations d'organe font, la plupart du temps, déjà l'objet d'une ALD pour une affection initiale (insuffisance rénale, insuffisance cardiaque, insuffisance respiratoire chronique grave...).

TABLEAU F.01-12

Causes médicales de décès

Source : INSERM (Institut national de la santé et de la recherche médicale) - SC8

Principales causes médicales de décès	1990			2001		
	Ensemble	Hommes	Femmes	**Ensemble**	Hommes	Femmes
Maladies infectieuses et parasitaires	**9 674**	5 784	3 890	**10 125**	5 118	5 007
Tumeurs	**141 831**	86 166	55 665	**150 993**	90 442	60 551
Maladies du sang et des organes hématopoïétiques	**2 617**	1 211	1 406	**2 247**	980	1 267
Maladies endocriniennes, nutritionnelles et métaboliques	**13 286**	5 024	8 262	**19 383**	8 085	11 298
Troubles mentaux et du comportement	**12 912**	5 485	7 427	**17 695**	7 251	10 444
Maladies du système nerveux et des organes des sens	**11 293**	5 419	5 874	**21 353**	9 307	12 046
Maladies de l'appareil circulatoire	**174 544**	79 357	95 187	**160 175**	73 974	86 201
Maladies de l'appareil respiratoire	**38 086**	19 800	18 286	**32 085**	16 971	15 114
Maladies de l'appareil digestif	**27 082**	14 486	12 596	**24 168**	12 967	11 201
Maladies de la peau et du tissu cellulaire sous-cutané	**2 100**	638	1 462	**2 169**	614	1 555
Maladies du système ostéo-articulaire, muscles et tissu conjonctif	**2 551**	816	1 735	**3 875**	1 371	2 504
Maladies de l'appareil génito-urinaire	**7 178**	3 615	3 563	**7 517**	3 603	3 914
Complications de la grossesse et de l'accouchement	**79**	///	79	**56**	///	56
Certaines affections dont l'origine se situe dans la période périnatale	**1 427**	829	598	**1 603**	924	679
Malformations congénitales	**1 819**	975	844	**1 630**	864	766
Symptômes et états morbides mal définis	**31 468**	14 020	17 448	**34 929**	15 439	19 490
Causes externes	**48 254**	29 039	19 215	**41 071**	24 354	16 717
Total	**526 201**	**272 664**	**253 537**	**531 074**	**272 264**	**258 810**

TABLEAU F.01-13

Répartition des cas de SIDA par mode de contamination, année de diagnostic et sexe - France entière

Source : Ministère de la Santé et de la Protection sociale. Institut de veille sanitaire, BEH n° 24-25/2004 — *Unités* : Nombre et %

Mode de contamination	Avant 1996	1996	1997	1998	1999	2000	(1) 2001	(1) 2002	(1) 2003 3 trimestres	**Total**
Rapports homosexuels	19 430	1 475	778	587	544	480	405	358	155	**24 212**
%	46,2	36,7	34,1	30,4	29,9	28,1	24,7	23,6	26,8	**42,0**
Usage de drogues injectables (UDI)	9 928	965	429	353	301	244	253	185	66	**12 724**
%	23,6	24,0	18,8	18,3	16,6	14,3	15,4	12,2	11,4	**22,1**
Hommes	7 305	731	327	272	212	187	205	135	50	**9 424**
Femmes	2 623	234	102	81	89	57	48	50	16	**3 300**
Rapports homosexuels et usages de drogues injectables	549	30	9	12	7	4	4	2	1	**618**
%	1,3	0,7	0,4	0,6	0,4	0,2	0,2	0,1	0,2	**1,1**
Rapports hétérosexuels	7 331	1 136	798	729	728	763	775	781	294	**13 335**
%	17,4	28,3	35,0	37,7	40,0	44,7	47,3	51,6	50,9	**23,2**
Hommes	4 081	632	461	428	423	394	435	415	158	**7 427**
Femmes	3 250	504	337	301	305	369	340	366	136	**5 908**
Transfusion ou injection de produits anti-hémophiliques (2)	2 243	89	45	26	26	17	12	14	3	**2 475**
%	5,3	2,2	2,0	1,3	1,4	1,0	0,7	0,9	0,5	**4,3**
Transmissions materno-foetale	582	33	17	8	8	5	4	6	1	**664**
%	1,4	0,8	0,7	0,4	0,4	0,3	0,2	0,4	0,2	**1,2**
Autre, inconnu (3)	2 032	290	205	218	204	194	185	169	58	**3 555**
%	4,8	7,2	9,0	11,3	11,2	11,4	11,3	11,2	10,0	**6,2**
Hommes	1 616	240	179	181	175	160	145	138	50	**2 884**
Femmes	416	50	26	37	29	34	40	31	8	**671**
Total	**42 095**	**4 018**	**2 281**	**1 933**	**1 818**	**1 707**	**1 638**	**1 515**	**578**	**57 583**
%	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Hommes	**34 714**	**3 191**	**1 786**	**1 500**	**1 383**	**1 237**	**1 205**	**1 061**	**417**	**46 494**
Femmes	**7 381**	**827**	**495**	**433**	**435**	**470**	**433**	**454**	**161**	**11 089**

(1) Données provisoires non redressées.
(2) Sont inclus 101 cas pédiatriques (< 13 ans).
(3) Sont inclus 29 cas pédiatriques, 22 cas de contamination professionnelle chez des personnels de santé dont 18 présumés et 4 prouvés.

TABLEAU F.01-14

Interruptions volontaires de grossesse

Sources : Ministère de l'Emploi, du Travail et de la Cohésion sociale
Ministère de la Santé et de la Protection sociale (DREES)
(SAE, PMSI), Bulletins d'interruption de grossesse et INSEE

Unité : Nombre

	1990	1995	1996	1997	(1) 1998	1999	2001	2002
IVG	197 406	179 648	187 114	188 796	195 960	196 885	202 180	205 627
Femmes de 15 à 49 ans	14 118 963	14 617 322	14 625 458	14 602 929	14 560 131	14 493 094	14 385 029	14 356 663
IVG pour 1000 femmes de 15-49 ans (%)	14,0	12,3	12,8	12,9	13,5	13,6	14,1	14,3
NOMBRE d'IVG PAR ÂGE								
15-17 ans	8 766	8 346	9 365	9 552	10 012	10 205	10 245	10 672
18-19 ans	14 261	13 126	14 407	14 736	15 244	16 923	17 089	16 390
20-24 ans	46 214	44 068	44 900	44 523	46 030	45 118	49 514	52 174
25-29 ans	46 908	40 386	41 754	42 077	44 317	44 033	44 264	44 018
30-34 ans	40 332	35 929	37 536	37 714	37 866	38 094	38 748	39 633
35-39 ans	28 369	26 044	27 169	27 964	28 725	29 061	29 321	29 363
40-44 ans	11 633	10 702	10 865	11 104	11 656	12 339	11 739	12 168
45-49 ans	923	1 046	1 117	1 125	2 111	1 111	1 208	1 175
Part des IVG des mineures (15 - 17 ans) dans l'ensemble des IVG (%)	4,4	4,6	5,0	5,1	5,1	5,2	5,1	5,2
IVG POUR 1000 FEMMES (%)								
15-17 ans	7,0	7,5	8,2	8,2	8,5	8,9	9,1	9,4
18-19 ans	16,4	17,8	19,8	20,0	20,5	21,9	21,7	21,5
20-24 ans	21,8	20,9	21,9	22,6	24,2	24,4	26,6	27,4
25-29 ans	21,8	19,1	19,8	20,0	21,0	20,8	21,8	22,5
30-34 ans	18,8	16,4	17,1	17,2	17,4	17,7	18,3	18,7
35-39 ans	13,2	12,1	12,6	12,9	13,3	13,3	13,4	13,4
40-44 ans	5,7	5,0	5,1	5,2	5,5	5,8	5,5	5,6
45-49 ans	0,7	0,5	0,5	0,5	1,0	0,5	0,6	0,6

(1) La saisie des données effectuée par lecture optique en 1998 a provoqué des erreurs d'interprétation de chiffres, d'où des précautions à prendre dans l'utilisation de ces derniers.

Chapitre G.01

○ Enseignement et Formation

1 Présentation.
2 Méthodologie.
3 Définitions.
4 Sources de documentation.
5 Tableaux.

○ Liste des tableaux

Schéma du système éducatif.

1 Effectifs d'élèves, d'apprentis et d'étudiants (public et privé). Évolution 1980-2003 - France métropolitaine + DOM.

2 Population scolaire et universitaire par âge et taux de scolarisation (public et privé) - Année 2002-2003.

3 Effectifs d'élèves du premier degré. Évolution 1980-2003 - France métropolitaine + DOM.

4 Écoles, classes et nombre moyen d'élèves par classe du premier degré. Évolution 1980-2003 - France métropolitaine + DOM.

5 Effectifs d'élèves du second degré par niveau (public et privé). Évolution 1990-2003 - France métropolitaine + DOM.

6 Établissements, classes et nombre moyen d'élèves par classe du second degré. Évolution 2001-2003 - France métropolitaine + DOM.

7 Taux d'accès au niveau du baccalauréat suivant l'année de naissance du candidat. Évolution 1996-2003.

8 Diplômes de l'enseignement du second cycle du second degré. Évolution 1995-2003 - France métropolitaine + DOM.

9 Candidats présentés et admis aux baccalauréats. Évolution 1995-2003 - France métropolitaine + DOM.

10 Effectifs d'étudiants inscrits dans l'enseignement supérieur (public et privé) - France métropolitaine + DOM.

11 Effectifs d'étudiants des universités par discipline et par cycle selon le sexe - Année 2003-2004 - France métropolitaine + DOM.

12 Répartition des étudiants français dans l'enseignement supérieur par discipline et selon l'origine socioprofessionnelle du chef de famille - Année 2003-2004 - France métropolitaine + DOM.

13 Principaux diplômes délivrés dans l'enseignement supérieur - France métropolitaine + DOM.

14 Effectifs des centres de formation d'apprentis. Évolution 1995-2002 - France métropolitaine + DOM.

15 Formation professionnelle continue et apprentissage : bilan physique des formations - France entière.

16 Établissements et effectifs de l'enseignement technique agricole - France entière.

17 Élèves des principaux établissements d'enseignement artistique.

18 Écoles de la santé et écoles sociales : nombre, effectifs et diplômes - France entière.

19 Formation professionnelle continue dans les entreprises : effectifs en formation par catégorie professionnelle et sexe.

20 Sorties du système éducatif suivant le niveau de diplôme des élèves.

21 Situation sociale des jeunes sortis du système éducatif en fonction de leur diplôme le plus élevé.

22 Effectifs des personnels de l'Éducation nationale et de l'Enseignement supérieur au 1er janvier - France métropolitaine + DOM.

23 Les enseignants exerçant dans les établissements publics des premier et second degrés au 1er janvier 2004 - France métropolitaine + DOM.

24 Dépense intérieure d'éducation - France métropolitaine + DOM.

25 Dépense intérieure d'éducation. Financement des activités d'enseignement et des achats de biens et de services liés à l'éducation en 2003 - France métropolitaine + DOM.

26 Dépense globale de formation professionnelle continue et d'apprentissage - France entière.

1
○ Présentation

Les élèves et les étudiants

En 2003-2004, la population des élèves, apprentis et étudiants de France métropolitaine et des DOM représente près de 15 millions de personnes (France métropo-litaine : 14,45 millions).
De 1980 à 2003, la population scolaire et universitaire s'accroît de près de 650 000 élèves, apprentis ou étudiants (Agriculture et Santé comprises). Sur cette période de vingt ans, la combinaison de l'évolution démographique, de l'augmentation de la fréquentation scolaire au-delà de l'âge de 16 ans et des orientations des élèves aboutit à des variations de population scolaire assez contrastées selon le degré ou type d'enseignement ; si on compare les effectifs de 2003-2004 à ceux de 1980-1981, on observe, dans le périmètre de l'Éducation nationale :
– une forte diminution dans l'enseignement primaire (- 844 000 élèves) liée à une augmentation de 142 000 dans l'enseignement préélémentaire et une baisse de 910 000 dans l'enseignement élémentaire ;
– une baisse dans le premier cycle du primaire (- 13 000) et dans le second cycle professionnel (- 92 000) ;
– une augmentation dans le second cycle général et technologique (+ 387 000) et dans les formations d'apprentis (+ 131 000 apprentis) ;
– une très forte augmentation dans l'enseignement supérieur : + 1 074 000 étudiants.
Ces mouvements, sur 20 ans, ont lieu dans le contexte de :
– la stabilisation des taux de scolarisation dans le préscolaire ;
– la diminution des redoublements principalement dans l'élémentaire ;
– le renforcement de l'accès en classes terminales entraînant des poursuites plus fréquentes dans l'enseignement supérieur.

Les personnels de l'Éducation nationale

Les personnels enseignants (enseignement privé compris) et les personnels administratifs, techniciens, ouvriers et de services forment environ 6 % de la population active totale.
Au 1er janvier 2004, 1 317 483 personnes (hors personnels de la Recherche) sont rémunérées par le ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche. De 1990 à 2004, ces effectifs ont augmenté de près de 13 %.
Un peu plus des trois quarts de ces personnels sont des enseignants : 868 342 enseignants dans des établissements du secteur public et 145 394 enseignants dans des établissements du secteur privé. Leur effectif, par rapport à l'année précédente, est en augmentation quel que soit le niveau et le secteur sauf pour les enseignants du second degré public. Les personnels enseignants se répartissent de la manière suivante : 52 % exercent dans le second degré, 36 % dans le premier degré, 7 % dans le supérieur et 5 % sont dans des établissements de formation (enseignants ou stagiaires). Enfin 303 747 agents assument dans le secteur public des fonctions administratives, techniques, d'encadrement, d'orientation, d'éducation et de surveillance.

Le budget et le compte de l'éducation

En 2003, la dépense intérieure d'éducation (111,3 milliards d'euros) qui totalise la contribution des divers agents économiques (État, collectivités territoriales, autres administrations publiques, entreprises et ménages) représente 7,19 % du PIB.

La dépense pour la formation professionnelle continue et l'apprentissage

La dépense totale consacrée à la formation professionnelle et à l'apprentissage par l'État, les entreprises, les collectivités territoriales, l'UNEDIC et les ménages, atteint presque 22 millions d'euros (y compris investissement) en 2001, soit 1,49 % du PIB. Elle augmente pour la quatrième année consécutive (+ 1,3 % sur un an). Cette hausse est imputable à l'augmentation des dépenses de formation et d'accompagnement (environ + 3,1 %) et des investissements (+ 21,6 %). Cette évolution bénéficie aux jeunes (+ 4 %) et aux actifs occupés du secteur privé (+ 1,5 %). En revanche la baisse des dépenses liées à l'allocation de formation-reclassement (AFR) contribue à diminuer l'effort relatif consacré aux demandeurs d'emploi (- 3 %).

Les examens et les sorties du système éducatif

À la session 2003, le taux de succès global aux baccalauréats (admis/présentés) est de 80,1 % et 62,9 % d'une génération sont devenus bacheliers.
La part d'une génération accédant au niveau des classes terminales de lycées de l'Éducation nationale passe de 34 % en 1980-1981 à 69,3 % en 2003-2004, toutes voies de scolarisation confondues.
Le nombre de jeunes sortant du système éducatif sans diplôme diminue, se situant à 7,4 % de l'ensemble des sortants ; il a été divisé par plus de 2 depuis 1980. Dans le même temps, les jeunes obtiennent des diplômes professionnels et technologiques plus élevés : moins de sortants diplômés des CAP et BEP et davantage de diplômés des baccalauréats technologiques et professionnels ainsi que des BTS et DUT.
Parallèlement, les sortants diplômés de l'enseignement supérieur long sont en 2002 plus de trois fois plus nombreux (167 000), qu'en 1980 (45 000).

L'insertion professionnelle des jeunes

En début de carrière, l'insertion professionnelle des jeunes dépend fortement de leur niveau de formation et du temps écoulé depuis leur sortie du système éducatif. Ainsi, en 2003, les jeunes sortis du système éducatif depuis 1 à 4 ans sans diplôme sont 48 % à occuper un emploi, 31 % à être chômeurs et 21 % à être inactifs ; pour les jeunes sortis avec un diplôme de troisième cycle universitaire, ces pourcentages sont respectivement de 82 %, 12 % et 6 %. Après une période de 5 à 10 ans, la répartition est 55 %, 22 % et 23 % pour les sans diplôme et 89 %, 4 % et 7 % pour les diplômés du troisième cycle universitaire.
La situation professionnelle des jeunes ayant un emploi est aussi fortement dépendante de leur niveau de formation et du temps écoulé depuis la sortie du système éducatif.
Par ailleurs, les probabilités d'accès à un poste de cadre, d'enseignant, de chef d'entreprise ou à une profession intermédiaire restent marquées par le milieu social d'origine : par exemple, parmi les titulaires d'un diplôme d'enseignement supérieur long, un enfant de cadre ou d'enseignant a une probabilité d'accéder à un tel poste supérieure de dix points à celle d'un enfant d'ouvrier. Les disparités d'insertion entre jeunes hommes et jeunes femmes sont à peu près aussi importantes que celles associées à l'origine sociale.

2
○ Méthodologie

Les élèves et les étudiants

Les données figurant dans les tableaux d'effectifs d'élèves, d'apprentis ou d'étudiants sont obtenues à partir de traitements statistiques de bases de données constituées pour la gestion de la scolarité (c'est le cas pour les établissements publics d'enseignement et une très grande partie des établissements privés (tous ceux du privé sous contrat)) ou par enquêtes statistiques exhaustives (pour les autres établissements). Ces recensements recueillent les effectifs dans les écoles, les collèges et les lycées quelques jours après la rentrée, dès que la situation s'est stabilisée ; pour les étudiants, l'observation est plus tardive car les inscriptions se déroulent en partie après la rentrée universitaire.

Les personnels de l'Éducation nationale et de l'enseignement supérieur

Les données figurant dans les tableaux sur les personnels résultent de l'exploitation statistique des fichiers de paie.

Le personnel recensé est le personnel en activité, rémunéré au titre de l'Éducation nationale et de l'Enseignement supérieur (hors personnels de la Recherche) au 1er janvier 2004. Sont compris les enseignants des établissements privés mais ne sont pas inclus les personnels appartenant à certains établissements publics sous tutelle du ministère (ONISEP, CEREQ, INRP, CNED...). Les rubriques budgétaires prises en compte ici sont celles présentes sur la nomenclature d'exécution de l'Éducation nationale et de l'Enseignement supérieur.

– Les enseignants : instituteurs, professeurs des écoles et autres enseignants du premier degré chargés de classe, directeurs d'écoles et psychologues déchargés de classe ; enseignants du second degré, non compris le personnel de direction et d'éducation (chefs d'établissement, conseillers d'éducation, maîtres d'internat, surveillants d'externat) ; enseignants du supérieur (hors IUFM) ; enseignants et élèves-enseignants des établissements de formation (y compris IUFM).

– Les non-enseignants : personnels exerçant des fonctions d'inspection, de direction, d'éducation, de surveillance, d'orientation, ATOSS (personnels administratifs, techniques, ouvriers, de services et de santé).

– Les établissements : le personnel des établissements de formation du supérieur (Écoles normales supérieures, École nationale des chartes, École nationale des bibliothécaires, Instituts universitaires de formation des maîtres) est compté dans la rubrique « Établissements de formation ». La rubrique « Administration centrale et services extérieurs » comprend le personnel de l'administration centrale, des rectorats et des inspections d'académie, les inspecteurs généraux, les personnels d'inspection et conseillers d'administration scolaire et universitaire en stage à l'administration centrale et les personnels en fonction au ministère des Sports et rémunérés au titre de l'Éducation nationale.

Le compte de l'éducation

Le compte de l'éducation est le résultat de traitements d'un nombre important d'informations selon la méthodologie générale des « comptes satellites » de la comptabilité nationale. Les principales sources sont : les documents budgétaires, les comptes financiers des établissements et des collectivités territoriales, les résultats d'enquêtes exhaustives (sur la taxe d'apprentissage) ou par échantillon (dépenses des ménages).

La dépense pour la formation professionnelle continue et l'apprentissage

Pour 2001, la dépense totale pour la formation professionnelle continue et l'apprentissage a été estimée sur la base des données financières de la formation professionnelle continue et de l'apprentissage (chiffrés de 1987 à 2001) et du volet « formation professionnelle » de la dépense pour l'emploi. La dépense est ventilée par type de dépense, par public bénéficiaire et par financeur final.

Les données de 1996 ont été actualisées et calées sur la méthode employée pour l'estimation de la dépense de 1997. Les ruptures de série se situent donc entre les comptes 1995 et la dépense 1996 mais elles restent mineures si l'on s'en tient à l'analyse par grands agrégats. Les données de 1996, 1997, 1998 et 1999 ont été révisées pour éviter une rupture possible avec l'année 2000. Les données 2000 et 2001 restent provisoires.

Les examens et les sorties

Les données sur les examens du second degré (brevet de technicien également) sont issues des applications informatiques utilisées par les jurys d'examens ; pour les diplômes du supérieur l'information est recueillie auprès des universités et établissements habilités à les délivrer.

Pour les sorties du système éducatif, les estimations de flux de sortie publiées jusqu'à l'édition 1996 de l'annuaire, dénombraient des interruptions d'inscription à la fin de chaque année scolaire. Or, environ 160 000 jeunes reprennent une formation chaque année ; ceux-ci ont, par le passé, quitté une première fois le système éducatif et ils en sortiront une seconde fois à l'issue de cette reprise de formation. Pour pouvoir comparer les flux de sortie aux emplois existants, il importe de compter une seule fois chaque personne.

L'enquête sur l'emploi de l'INSEE permet de calculer des sorties sans double compte, et de les répartir par diplôme ou niveau de formation.

Ces calculs sont faits par niveau de formation suivant la nomenclature en six postes (cf. définitions).

La formation professionnelle continue (FPC)

L'organisation de la formation professionnelle continue découle d'une série de lois, en particulier de celles du 16 juillet 1971 (texte fondateur), du 7 janvier 1983 (loi de décentralisation) et du 24 février 1984 (réforme du congé individuel, et formation des jeunes en alternance) et les lois du 31 décembre 1991 et du 17 juillet 1992.

Le système comporte trois types d'intervenants principaux : les régions, ayant depuis 1983 compétence de droit commun en matière de FPC, l'État conservant des attributions réduites aux priorités nationales et les entreprises consacrant l'essentiel de leurs moyens financiers à la formation de leurs salariés.

La formation professionnelle continue financée par l'État

L'État finance tout ou partie d'une série de formations, les financements correspondants étant inscrits pour la plus grande part au budget du ministère de l'Emploi, du Travail et de la Cohésion sociale (Fonds de la formation professionnelle et de la promotion sociale, Fonds national de l'emploi pour partie) et de l'Éducation nationale. Ces crédits ne comprennent pas ceux inscrits aux budgets des différents ministères pour la formation de leur propre personnel.

Les principaux moyens budgétaires d'intervention de l'État sont les suivants :

– Fonds de la formation professionnelle et de la promotion sociale (FFPPS) ;
– le Fonds national de l'emploi (FNE) ;
– l'Association pour la formation professionnelle des adultes (AFPA) ;
– le Conservatoire national des arts et métiers (CNAM) ;
– le Centre national d'enseignement à distance (CNED).

La formation professionnelle continue financée par les entreprises

Depuis 1993, toutes les entreprises de dix salariés et plus sont assujetties à une obligation de dépenses de formation professionnelle continue s'élevant à 1,5 % des salaires versés. Les fractions consacrées au financement du congé individuel de formation et aux formations d'insertion en alternance restent fixées respectivement à 0,2 % (0,3 % pour les entreprises de travail temporaire) et à 0,4 % (ou 0,3 % pour les entreprises non assujetties à la taxe d'apprentissage).

Depuis la loi du 31 décembre 1991, l'obligation légale de financement de la formation professionnelle s'étend aux entreprises de moins de dix salariés, au taux de 0,15 % de la masse salariale. Les entreprises peuvent s'acquitter de cette participation en finançant directement des formations au bénéfice de leur personnel (dans le cadre du plan de formation, d'un engagement de développement de la formation professionnelle avec l'État, du congé individuel de formation) ou par des versements libératoires obligatoires ou facultatifs (cotisations versées par l'entreprise aux organismes collecteurs agréés au titre de l'alternance, au titre du congé individuel de formation, au titre du plan de formation ou à un fonds d'assurance formation non salariée).

La formation professionnelle continue financée par les conseils régionaux

La loi du 7 janvier 1983 portant transfert de compétences aux collectivités territoriales a prévu le transfert aux régions d'une compétence de droit commun en matière de formation professionnelle et d'apprentissage. Ce transfert, réalisé depuis le 1er juin1983, se traduit par des conventions de formation

professionnelle (ouvrant droit ou non à rémunération des stagiaires).
Par la loi du 20 décembre 1993 (décentralisation de la formation professionnelle des jeunes), l'État transfère aux régions, durant la période quinquennale de la loi, les moyens qu'il consacre aux actions de formation professionnelle des jeunes sortis du système scolaire.

L'enseignement dépendant du ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires rurales

L'enseignement technique agricole comprend des formations générales, technologiques et professionnelles, qui sont mises en place dans des lycées d'enseignement général et technologique agricoles (LEGTA) et dans des lycées professionnels agricoles (LPA) pour le secteur public. Des formations semblables existent dans des établissements d'enseignement agricole privés sous contrat.
La plupart des diplômes peuvent être préparés par :
– la formation scolaire ;
– l'apprentissage ;
– la formation professionnelle continue ;
– l'enseignement à distance.
Pour de nombreux diplômes et lorsque les textes réglementaires le permettent, la préparation au titre de la formation professionnelle continue ou de l'apprentissage peut se faire par unités capitalisables.

• *La voie professionnelle*

L'enseignement se prépare principalement dans des lycées professionnels agricoles publics et dans des établissements privés de même niveau.
Les classes de 4ème et 3ème préparatoires sont destinées à orienter les élèves vers un CAPA ou un BEPA. Les classes de 4ème et 3ème technologiques sont destinées aux élèves qui souhaitent bénéficier d'un enseignement général et technologique ou professionnel permettant une poursuite d'études soit vers une seconde professionnelle conduisant au brevet d'études professionnelles agricoles (BEPA), soit vers un CAPA, et dans certains cas, vers une seconde générale et technologique.
Les classes de BEPA ont deux finalités :
– l'une de qualification professionnelle et d'insertion professionnelle ;
– l'autre de poursuites d'études au niveau IV soit vers un BAC professionnel, un brevet de technicien agricole (BTA) ou un BAC technologique.
Le baccalauréat professionnel se prépare en deux ans pour les titulaires du BEPA et du CAPA. Ce diplôme permet l'insertion professionnelle mais aussi une poursuite d'études vers le BTSA.

• *Les voies générale et technologique*

Préparées principalement dans les lycées d'enseignement général et technologique agricoles ainsi que dans les établissements privés d'enseignement agricole habilités, ces formations conduisent en trois ans les jeunes issus du cycle d'orientation des collèges ou en deux ans après un BEPA ou une seconde générale et technologique :
– soit vers le brevet de technicien agricole (BTA) ;
– soit vers le baccalauréat technologique de la série STAE (sciences et technologies de l'agronomie et de l'environnement) ou STPA (sciences et technologies du produit agroalimentaire).
La voie générale complète peut conduire en trois ans les jeunes issus du cycle d'orientation des collèges vers le baccalauréat général de la série scientifique.
Les lycées d'enseignement général et technologique agricoles et les établissements privés de même niveau permettent aussi l'accès aux formations du premier cycle d'enseignement supérieur.
Peuvent être admis en classe préparatoire au brevet de technicien supérieur agricole (deux ans d'études) :
– les titulaires du brevet de technicien agricole, du baccalauréat technologique et du baccalauréat professionnel de l'enseignement agricole ;
– les titulaires du baccalauréat général de la série scientifique de l'éducation nationale et de l'enseignement agricole ;
– les titulaires du baccalauréat général de la série ES (économique et sociale) et des baccalauréats technologiques de l'éducation nationale pour entrer dans certaines options du BTS agricole.
Des arrêtés précisent la liste des baccalauréats et des brevets de technicien du ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche donnant accès aux formations du brevet de technicien supérieur agricole (BTSA).
Les classes préparatoires aux écoles nationales supérieures agronomiques et agroalimentaires et aux écoles nationales d'ingénieurs des travaux agricoles (deux ans de préparation) sont accessibles aux titulaires du baccalauréat ou d'un titre admis en équivalence.
Les classes préparatoires aux écoles nationales vétérinaires (deux ans de préparation à partir de 2003) sont de la même façon accessibles aux titulaires du baccalauréat ou d'un titre admis en équivalence.
Peuvent être admis en classe préparatoire aux ENITA, ENSA, ENV (en un an), les titulaires d'un BTSA, de certains BTS ou de certains DUT dont biologie appliquée.

L'insertion professionnelle des jeunes

Les informations sur l'insertion professionnelle des jeunes (tableau G.01-21) sont tirées de l'Enquête Emploi en continu de l'INSEE. La définition du chômage est celle du « Bureau international du travail ».

3 ○ Définitions

Apprentissage

Il a pour but de donner à des jeunes de 16 à 25 ans, ayant satisfait à la scolarité obligatoire, une formation générale théorique et pratique en vue de l'obtention d'une qualification professionnelle. Celle-ci est sanctionnée par un diplôme de l'enseignement professionnel ou technologique du second degré ou du supérieur, un titre d'ingénieur ou un titre homologué.

Association pour la formation professionnelle des adultes (AFPA)

Cette association, régie par la loi de 1901, subventionnée par l'État, organise principalement des formations longues (en général six mois à temps plein) pour des demandeurs d'emploi, au niveau CAP, mais aussi des stages en faveur de salariés, au titre du congé individuel de formation ou du plan de formation d'entreprise.

Centre national d'enseignement à distance (CNED)

Dépendant du ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, le CNED est un établissement principalement chargé d'assurer un enseignement par correspondance à tous les niveaux de l'enseignement scolaire et qui s'étend aux formations universitaires ainsi qu'à la présentation des concours administratifs.
Ces formations intéressent non seulement des personnes en situation de formation initiale mais également un grand nombre de personnes engagées dans la vie active.

Classe

Le terme « classe », dans le premier degré, correspond normalement à un groupe d'élèves scolarisés au même niveau pendant une année scolaire. Dans l'enseignement élémentaire, la classe s'identifie au cours (cours préparatoire, cours élémentaire, 1ère ou 2ème année, cours moyen 1ère ou 2ème année) ; ces classes peuvent être appelées « classes à un seul niveau ». Toutefois, dans certaines écoles, les effectifs sont tels que des élèves de niveaux différents sont regroupés dans une même classe, on a alors une « classe à plusieurs niveaux ». Certaines écoles ne comportent qu'une seule classe,

regroupant aussi plusieurs niveaux ; on parle alors de « classe unique ».

Classe d'adaptation

Ces classes sont destinées à accueillir les enfants qui, pour des raisons diverses, rencontrent des difficultés au niveau de l'enseignement élémentaire.

Classe d'initiation

Ces classes ont été créées pour recevoir, à temps plein ou à temps partiel, des élèves de nationalité étrangère non francophones en vue d'un apprentissage plus rapide du français et d'une meilleure intégration dans la scolarité normale.

Classe d'intégration scolaire

Classes accueillant des élèves présentant un handicap mental, auditif, visuel ou moteur, mais pouvant tirer profit, en milieu scolaire ordinaire, d'une scolarité adaptée à leur âge, à leurs capacités, à la nature et à l'importance de leur handicap. Les classes de perfectionnement créées par la loi du 15 avril 1909, et les classes intégrées ouvertes dans les écoles ordinaires, dont le fonctionnement a été précisé dans les circulaires des 29 mars 1982 et 1983, constituent désormais les classes d'intégration scolaire (circulaire du 18 novembre 1991).

Classes supérieures de lycée

Sections de techniciens supérieurs, classes préparatoires aux grandes écoles.

Congé individuel de formation

Le congé individuel de formation a pour objet de permettre à tout salarié, au cours de sa vie professionnelle, de suivre, à son initiative et à titre individuel, des actions de formation indépendamment de sa participation aux stages compris dans le plan de formation de l'entreprise dans laquelle il exerce son activité. En 1997, le congé individuel de formation a concerné 22 330 personnes pour une durée moyenne de 922 heures.

Conservatoire national des arts et métiers de Paris (CNAM)

Il est financé par le ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche ; ses enseignements comprennent des cours de promotion sociale, dispensés le soir et le samedi, généralement publics et gratuits, conduisant à la délivrance d'unités de valeur et de diplômes du CNAM, ou préparant à des examens et titres à caractère professionnel.

Contrats d'adaptation

Ils doivent faciliter l'embauche des jeunes de 16 à 25 ans susceptibles d'occuper rapidement un emploi. Les contrats sont, soit de durée déterminée de 6 mois au minimum, soit de durée indéterminée. La formation doit être de 200 heures et peut se dérouler dans l'entreprise.

Contrats de qualification

Ils doivent permettre à un jeune d'acquérir une qualification professionnelle sanctionnée par un diplôme technique ou professionnel, ou par un titre. Ils concernent les jeunes de 16 à 25 ans sans qualification ou ayant une qualification ne permettant pas l'accès à l'emploi. Leur durée est de 6 mois à 2 ans. La formation doit représenter 1/4 du temps et se dérouler en organisme de formation.

Conventions de formation professionnelle comportant une aide de l'État (FFPPS)

Elles sont financées par le Fonds de formation professionnelle et de la promotion sociale (FFPPS). Elles sont passées entre une préfecture de région et un organisme public ou privé de formation.

Conversion (dispositifs)

Les conventions de conversion sont conçues pour prévenir le chômage de longue durée ; elles consistent en la prise en charge individualisée et immédiate des salariés licenciés pour motif économique et ce durant une période de six mois. Les entreprises, quelle que soit leur taille, doivent proposer aux salariés concernés la possibilité d'adhérer à une convention de conversion afin de les aider à se reclasser.

Dépense intérieure d'éducation

Total des dépenses effectuées en France métropolitaine pour des activités d'éducation et pour l'achat de biens et services liés à l'éducation.

Dépense intérieure d'enseignement

Total des dépenses effectuées en France métropolitaine pour des activités d'enseignement.

Division ou classe

Le terme "division" est utilisé pour dénommer et dénombrer les structures pédagogiques dans lesquelles sont inscrits les élèves. Le chef d'établissement inscrit chacun des élèves dans une division et une seule.
Certaines formations peuvent être suivies en commun par des élèves apprenant des métiers différents. Par exemple, une même division accueillera 10 élèves préparant un CAP de cuisine et 11 élèves un CAP restaurant. Une telle division est appelée pluriformations par opposition aux divisions monoformation composées d'élèves d'une même spécialité.

Autres écoles

Elles constituent un groupe non homogène. On y trouve notamment les écoles vétérinaires, l'Institut d'études des relations internationales, l'École spéciale militaire de Saint-Cyr, les Écoles nationales de la marine marchande, des écoles dépendant du ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires rurales, etc.

Écoles de commerce, gestion et de comptabilité

Ce sont des écoles privées d'enseignement supérieur.

Enseignement de type extra-scolaire

Formation continue, enseignement par correspondance, stages, cours du soir, leçons particulières, télévision scolaire.

Enseignement de type scolaire

Enseignement à plein temps sur un cycle annuel.

Écoles d'ingénieurs

Écoles publiques ou privées assurant une formation d'ingénieur diplômé reconnue par la commission des titres (École polytechnique, etc., les ingénieurs universitaires sont compris).

Écoles juridiques et administratives

Écoles de notariat, Instituts régionaux d'administration (IRA), École nationale d'administration (ENA), etc.

Écoles paramédicales et sociales

Écoles recrutant principalement au niveau du baccalauréat. Les auxiliaires de puériculture, les moniteurs éducateurs et les aides médico-psychologiques n'y figurent pas.

Écoles supérieures d'art

On y trouve aussi les écoles à caractère littéraire : journalisme, attachés de presse, interprétariat, etc.

Enseignement artistique

L'enseignement de la musique et de la danse est dispensé dans de nombreuses écoles privées et publiques.
Les formations qui relèvent du ministère de la Culture et de la Communication sont assurées par :
— les conservatoires nationaux supérieurs de musique de Paris et de Lyon dont le fonctionnement est intégralement financé par l'État ;
— des établissements municipaux d'enseignement musical, contrôlés par l'État, répartis en trois catégories qui ont vocation à dispenser un enseignement musical aux futurs professionnels et aux amateurs. Il s'agit des 35 conservatoires nationaux de région (CNR), des 106 écoles nationales de musique (ENM) et de 250 écoles municipales de musique agréées (EMMA). Certaines de ces écoles proposent à leurs élèves des classes d'art dramatique.
Dans le domaine des arts plastiques, la formation est assurée par trois écoles nationales qui délivrent des diplômes spécifiques : l'École nationale supérieure des beaux-arts (ENSBA), l'École nationale supérieure des arts décoratifs

(ENSAD) et l'École nationale supérieure de création industrielle (ENSCI).

53 écoles d'art de statut national ou municipal (7 écoles nationales et 46 écoles régionales et municipales) dispensent des formations sanctionnées par les différents diplômes nationaux (à l'exception de deux écoles qui délivrent des diplômes spécifiques). Un enseignement péri-scolaire et post-scolaire est également assuré par ces écoles.

Enseignement relevant de l'adaptation et de l'intégration scolaire du ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

Il est assuré pour le premier degré dans les classes d'initiation (CLIN), d'adaptation (CLAD), d'intégration scolaire (CLIS) et dans les établissements spécialisés (écoles de plein air, régionales de premier degré, autonomes de perfectionnement).

Au niveau du second degré, il est assuré par les établissements régionaux d'enseignement adapté (EREA) ou dans les sections d'enseignement général et professionnel adapté (SEGPA) annexées à un certain nombre de collèges.

Établissements régionaux d'enseignement adapté

Créés par le décret n° 54-46 du 4 janvier 1954, ils reçoivent les élèves qui ne peuvent fréquenter utilement les classes normales d'enseignement général ou professionnel. Le décret du 30 août 1985 relatif à l'organisation administrative et financière des établissements publics locaux d'enseignement (lycées, collèges et établissements d'éducation spécialisée) en fait des établissements du second degré. 72 EREA sur 80 accueillent des élèves de même profil que ceux des SEGPA ; 5 EREA scolarisent de jeunes handicapés moteurs et 3 EREA des jeunes présentant des déficiences visuelles.

Financeur final

Dernier financeur. Par exemple, lorsqu'une collectivité locale est maître d'ouvrage d'une construction scolaire, elle peut recevoir une subvention de l'État. La totalité de la dépense est affectée aux collectivités locales, dernier financeur. Les dépenses de l'État ne comprennent pas la subvention.

Les bourses d'études versées aux ménages sont traitées comme un transfert entre le financeur, État ou collectivités locales, et le financeur ménage. Elles n'apparaissent pas comme dépense de l'État.

Fonds national pour l'emploi (FNE)

Il sert notamment à financer les trois activités suivantes : les stages d'accès à l'entreprise (SAE), les stages cadres privés d'emploi, et les stages d'insertion et de formation à l'emploi (SIFE).

Grands Établissements

Regroupent les grands établissements délivrant des formations du supérieur : l'Institut d'études politiques de Paris, l'École nationale des chartes, l'École pratique des hautes études, l'École des hautes études en sciences sociales, l'Institut national des langues et civilisations orientales, l'Observatoire de Paris, l'Institut de physique du globe, l'École nationale supérieure des sciences de l'information et des bibliothèques.

INP

Les Instituts Nationaux Polytechniques de Grenoble, Nancy et Toulouse.

Mention complémentaire

Année supplémentaire de spécialisation possible à partir de certains CAP et BEP et qui est sanctionnée par un diplôme.

Niveau VI

Effectifs sortant du 1er cycle du second degré et des EREA (6ème à 4ème, CPA, CIPAL et CPPN), des formations professionnelles en un an (CEP) et des quatre premières années de SES/SEGPA.

Niveau V *bis*

Effectifs sortant de 3ème et des classes de second cycle court professionnel CAP ou BEP avant l'année terminale, des 5ème et 6ème années de SES/SEGPA et de la formation professionnelle en EREA.

Niveau V

Effectifs sortant de l'année terminale des cycles courts professionnels (baccalauréat professionnel non compris) ou abandonnant les classes préparant aux baccalauréats avant la classe terminale.

Niveau IV

Effectifs sortant des classes terminales préparant aux baccalauréats et effectifs abandonnant des scolarisations post-baccalauréat avant d'atteindre le niveau III.

Niveau III

Effectifs d'étudiants sortant avec un diplôme bac + 2 ans (DUT, BTS, DEUG, écoles de santé...).

Niveaux II et I

Effectifs d'étudiants sortant avec un diplôme de 2ème ou 3ème cycle ou des grandes écoles.

Les personnels de l'Éducation nationale et de l'Enseignement supérieur

Ces données résultent de l'exploitation statistique des fichiers de paie.

Le personnel recensé est le personnel en activité, rémunéré au titre de l'Éducation nationale et de l'Enseignement supérieur (hors personnels de la Recherche) au 1er janvier 2004 (cf. 2. Méthodologie).

Population 2-22 ans

Population totale des enfants et des jeunes ayant de 2 à 22 ans compris. Les données postérieures à 1999 sont reprises des bilans démographiques publiés par l'INSEE dans le *Bulletin mensuel de statistique* (BMS).

Population scolarisable

Population totale par âge évaluée à partir des recensements de population. Les données postérieures à 1999 sont reprises des bilans démographiques publiés dans le BMS.

Population scolarisée

Le champ est élargi au-delà de la tutelle du ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (Agriculture [niveau second degré] ainsi que l'enseignement supérieur non universitaire, Santé).

Premier degré

Élèves de l'enseignement préscolaire et élémentaire, y compris les élèves des classes ordinaires des établissements d'enseignement spécial.

Première d'adaptation

Elle accueille les élèves titulaires d'un BEP ou d'un CAP préparé en deux ans.

Premier cycle (niveau)

Sixième à troisième, CPPN, CPA.

Préparations intégrées

On y trouve, d'une part, les « prépas ESCA », d'autre part, les cycles préparatoires intégrés à certaines écoles d'ingénieurs indépendantes des universités.

Produit intérieur brut (PIB)

Il est égal à la somme des valeurs ajoutées brutes, augmentée de la TVA sur les produits et des droits de douane.

Professions et catégories sociales (PCS)

La nomenclature est celle adoptée par l'INSEE « Professions et catégories sociales » (PCS).

Second cycle général et technologique des lycées

Il regroupe les classes de secondes, premières et terminales permettant d'accéder à un baccalauréat général (sections L, ES ou S) ou technologique ainsi qu'à un brevet de technicien (BT).

Second cycle professionnel

Les formations du second cycle professionnel sont généralement dispensées dans les lycées professionnels, même si certains collèges et lycées accueillent également des sections professionnelles. Elles regroupent des enseignements sanctionnés par un CAP (Diplôme de niveau V se préparant en deux ans après la troisième ou en un an dans le cadre de la Loi quinquennale sur l'emploi, le travail et la formation professionnelle ; les formations exceptionnelles en trois ans sont en voie d'extinction) ou un BEP (Diplôme sanctionnant un cycle de un ou deux ans après la troisième - seconde professionnelle et terminale BEP). Les formations du second cycle professionnel regroupent également les « Mention complémentaire » (année supplémentaire de spécialisation qui peut être préparée à la suite de certains CAP ou BEP et qui est sanctionnée par un diplôme), les « Formations complémentaires » (compléments de formation initiale à finalité professionnelle, donnés pour au moins un tiers du temps en établissement, destinés à des diplômes de niveau IV ou V), ou encore les Brevets des métiers d'art (BMA).

Second degré

La population scolaire du second degré comprend
– le premier cycle : de la sixième à la troisième dans les collèges, les CPA dans les collèges et les lycées professionnels (LP), les unités pédagogiques d'intégration (UPI) regroupant des adolescents présentant un handicap compatible avec une scolarisation en collège, ainsi que les CLIPA ;
– le second cycle professionnel, principalement dans les lycées professionnels, y compris les formations en un an, mises en place à partir de 1994-1995 dans le cadre de la Loi quinquennale sur l'emploi, le travail et la formation professionnelle ;
– le second cycle général et technologique : seconde, première et terminale, surtout en lycée ;
– les formations complémentaires aux CAP, BEP
– les SEGPA annexées aux collèges, ou les classes - ateliers intégrés aux collèges ;
– les établissements régionaux d'enseignement adapté (EREA).

Seconde spéciale

Elle accueille les élèves titulaires d'un CAP préparé en trois ans pour faciliter leur intégration au second cycle technologique.

Sections d'enseignement général et professionnel adapté (SEGPA)

S'inscrivant dans le prolongement direct de la loi d'orientation de 1989 et de la rénovation du collège (circulaires des 20 et 27 juin 1996), elles se sont progressivement substituées aux sections d'enseignement spécialisé (SES) et groupes de classes-atelier (GCA). Elles sont implantées en collège et, après la troisième, doivent mener les élèves à une qualification de niveau V, de préférence en LP, sinon au sein de la SEGPA. Les élèves accueillis sont dans leur grande majorité des élèves en grande difficulté scolaire et/ou sociale.

Sections de terminale

L : littéraire (A avant 1995) ;
ES : économiques et sociales (B avant 1995) ;
S : scientifique (C, D ou E avant 1995) ;
STI : sciences et technologies industrielles (F1 à F4, F9 et F10A avant 1995) ;
STL : sciences et technologies de laboratoire (F5 à F7 avant 1995) ;
STT : sciences et technologies tertiaires (G ou H avant 1995) ;
SMS : sciences médico-sociales (F8 avant 1995) ;
STAE : sciences et technologies de l'agronomie et de l'environnement ;
STPA : sciences et technologies du produit alimentaire ;
F11 et F12 : enseignements artistiques et arts appliqués ; hôtellerie ;
BT : brevet de technicien ;
BTA : brevet de technicien agricole.

Stage d'accès à l'entreprise (SAE)

Ce stage, mis en œuvre par l'ANPE en concertation avec les entreprises, reprend intégralement la formule du stage d'accès à l'emploi utilisé de 1991 à 1993. Il a pour objectif de satisfaire une offre d'emploi, en donnant aux demandeurs d'emploi un complément de formation permettant d'atteindre les compétences requises pour les offres concernées.
Dotés d'une dimension d'aide à la gestion de l'emploi et utilisable par les salariés en place dans l'entreprise, les SAE favorisent la mobilité interne des salariés.

Stages cadres privés d'emploi

Ces stages reposent sur une formation alternée, cycles de formation continue comportant des périodes d'enseignement et des stages en entreprise.
Ils permettent à des cadres éprouvant des difficultés de réinsertion sur le marché du travail, d'actualiser ou d'acquérir de nouvelles compétences.

Stage d'insertion et de formation à l'emploi (SIFE)

Ce stage, créé par la loi du 20 décembre 1993, regroupe les actions d'insertion et de formation (AIF), les stages de reclassement professionnel (SRP) et les stages « FNE-femmes isolées ». Les SIFE, organisés en fonction des besoins du marché du travail, sont adaptés afin de prendre en compte les spécificités des demandeurs d'emploi et en particulier les cadres.

Taux d'accès au niveau du baccalauréat (niveau IV de formation)

Il rapporte les entrées en classes de terminale générale, technologique ou professionnelle à l'effectif des générations concernées. Sont également pris en compte les entrants en année finale de formation de niveau baccalauréat, tel le brevet professionnel. L'accès au niveau du baccalauréat peut intervenir de 16 à 21 ans, selon les jeunes, si bien que l'on doit distinguer des taux élémentaires d'accès par âge : celui, par exemple, de la génération 1976 au moment de la rentrée 1994, à 18 ans. L'éventail est plus large encore en tenant compte des parcours plus longs ou moins linéaires de la filière professionnelle.
Les taux élémentaires sont susceptibles de deux types de sommation : - Taux d'accès d'une génération. Pour les enfants nés une année donnée, on somme les taux d'accès au niveau IV enregistrés au cours de rentrées scolaires successives (*analyse longitudinale*). - Taux d'accès annuel. Pour une rentrée scolaire donnée, on somme les taux d'accès propres à chacune des générations concernées, accédant cette année-là au niveau IV à des âges différents (*analyse transversale*).

Unités pédagogiques d'intégration

Les UPI ont été créées dans certains collèges par la circulaire n° 95-125 du 17 mai 1995, abrogée par la circulaire n° 2001-035 du 21 février 2001. Cette dernière a confirmé le principe de la création de dispositifs collectifs d'intégration scolaire et, d'une part, a étendu le principe de leur création au bénéfice d'élèves présentant des déficiences sensorielles ou motrices, d'autre part a encouragé leur création non seulement en collège mais également en lycée.

Universités et assimilés

Ensemble des unités de formation et recherche (UFR), écoles d'ingénieurs rattachées, instituts universitaires de technologie (IUT), instituts universitaires de formation des maîtres (IUFM).

4

○ Sources de documentation

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, direction de l'évaluation et de la prospective (DEP), du Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la pêche et des Affaires rurales, et du ministère de l'Emploi, du Travail et de la Cohésion sociale.

Organismes :

– Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, direction de l'évaluation et de la prospective.
– Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la pêche et des Affaires rurales, direction générale de l'enseignement et de la recherche.
– Ministère de l'Emploi, du Travail et de la Cohésion sociale, service des statistiques, des études et des systèmes d'information (SESI), direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques (DARES).
– INSEE.

Sites Internet :

– www.education.gouv.fr
– www.travail.gouv.fr

Publications :

Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, direction de l'évaluation et de la prospective

– Repères et références statistiques sur les enseignements et la formation, édition 2004 ;
– L'état de l'école, édition 2004 ;
– Géographie de l'École, édition 2002 ;
– Notes d'information ;
– Éducation et Formations ;
– Regards sur le système éducatif français.

Les publications sont consultables sur le site Internet du ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.

Notes d'Information - DEP :
– « Le coût de l'éducation en 2003 - Évaluation provisoire au compte », à paraître ;
– « Les personnels enseignants de l'enseignement supérieur 2003 - 2004 », n° 04-29, novembre 2004 ;
– « Les étudiants dans l'ensemble du supérieur : la hausse se poursuit à la rentrée 2003 », n° 04-28, novembre 2004 ;
– « Brevets de techniciens supérieurs session 2004, résultats provisoires », n° 04-27, novembre 2004 ;
– « Les enseignants du second degré dans les collèges et lycées publics en 2003 - 2004 », n° 04-26, novembre 2004 ;
– « Les actes de violence à l'école recensés dans SIGNA en 2003 - 2004 », n° 04-25, octobre 2004 ;
– « Les étudiants étrangers en France », n° 04-23, septembre 2004 ;
– « Taille des structures pédagogiques dans les établissements du second degré public à la rentrée 2003 : divisions et groupes », n° 04-22, septembre 2004 ;
– « Les étudiants inscrits dans les 84 universités publiques françaises en 2003-2004 », n° 04-20, juillet 2004 ;
– « Les effectifs de l'enseignement supérieur : constat 2003 et prévisions 2004-2005 », n° 04-18, juillet 2004 ;
– « Les étudiants en classes préparatoires aux grandes écoles année 2003-2004 », n° 04-16, juin 2004 ;
– « Que deviennent les bacheliers après leur baccalauréat ? Évolutions 1996-2002 », n° 04-14, juin 2004 ;
– « La scolarisation des jeunes de 15 à 29 ans : regard sur la période de 1985-2001 », n° 04-12, avril 2004.

Éducation et Formations :
– « Le redoublement à l'école élémentaire et dans l'enseignement secondaire », n° 69, juin 2004 ;
– « Public-Privé, quelles différences ? », n° 69, juin 2004 ;
– « L'enseignement supérieur : grandes évolutions depuis 15 ans », n° 67, mars 2004 ;
– « Dix-huit questions sur le système éducatif : synthèse de travaux de la DEP », n° 66, juillet-décembre 2003.

INSEE

INSEE-Résultats, série Société :
– « Enquête emploi en continu 2002 », n° 35, octobre 2004.

INSEE-Première :
– « L'aide aux devoirs apportée par les parents années scolaires 1991 - 1992 et 2002 - 2003 », n° 996, décembre 2004 ;
– « Les difficultés des adultes face à l'écrit », n° 959, mars 2004.

Données sociales édition 2002-2003 :
– « Vers un enseignement secondaire de masse (1985-2001) » ;
– « Que sont devenus les élèves entrés en 6e en 1989 ? » ;
– « La compétence en lecture des jeunes de 15 ans : une comparaison internationale » ;
– « La prospective Emploi-Formation au Ministère de l'Éducation nationale : un peu d'histoire et résultats récents » ;
– « Les conditions d'intégration des technologies de l'information et de la communication dans les pratiques des enseignants » ;
– « La formation continue : un accès très inégal » ;
– « Dynamiques régionales du système éducatif de 1994 à 1999 » ;
– « Comparaison internationale des dépenses d'éducation : une mise en perspective » ;
– « Les familles immigrées à l'école française : un rapport singulier qui persiste même après un long séjour en France » ;
– « La scolarisation des enfants et adolescents en situation de handicap ».

France Portrait-social, édition 2004-2005.

Ministère de l'Emploi, du Travail et de la Cohésion sociale, DARES

– Cahiers travail et emploi, 2003.
– Le compte économique de la formation professionnelle.
– Projet de loi de finances pour 2004, formation professionnelle.

Premières informations et premières synthèses :
– « Les chômeurs accèdent deux fois moins que les salariés à la formation continue, mais pour des durées quatre fois plus longues », n° 51-2, décembre 2004 ;
– « Renouvellement des générations, concurrence des formations : un diplôme pour quel métier ? », n° 31-1, juillet 2004 ;
– « La dépense pour la formation professionnelle en 2001 : un effort soutenu en direction des jeunes », n° 16-1, avril 2004.

CEREQ

– « La formation continue dans les trajectoires d'emplois précaires : enquête formation continue 2000 », *Notes emploi formation 2004* ;
– « La formation dans les entreprises : entre reflexe et stratégie », *Bref, n° 207, avril 2004* ;
– « Lorsque le processus d'insertion professionnelle paraît grippé », *Bref, n° 206, mars 2004*.

Autres

– « Faut-il maintenir une obligation uniforme de financement de la formation professionnelle continue ? », *Formation emploi* n° 81, 2003.

5 ○ Tableaux

Des tableaux rétrospectifs, « séries » et supplémentaires sont disponibles sur le cédérom (cf. liste en fin d'annuaire).

SCHÉMA DU SYSTÈME ÉDUCATIF

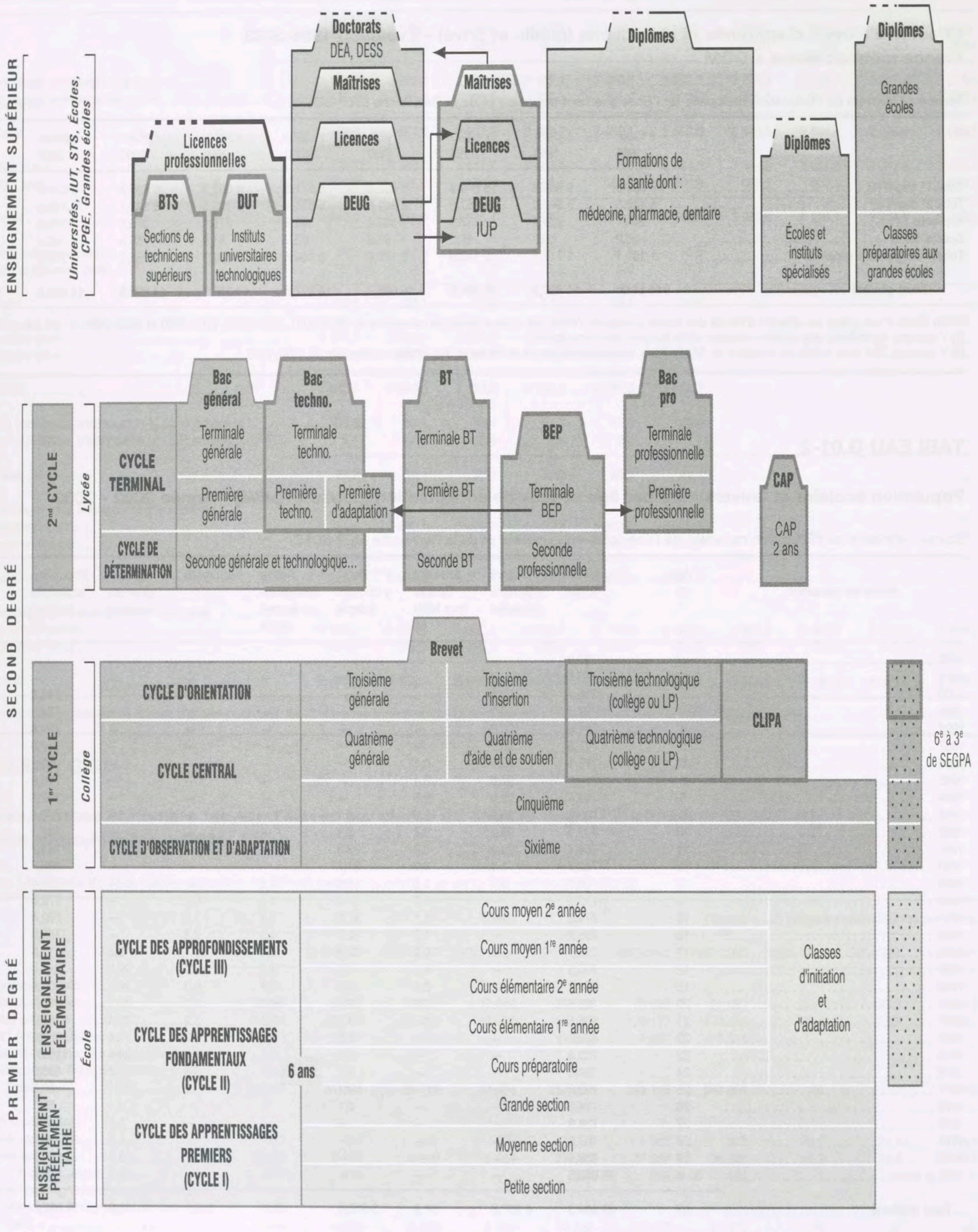


TABLEAU G.01-1

Effectifs d'élèves, d'apprentis et d'étudiants (public et privé) - Évolution 1980-2003
France métropolitaine + DOM

Source : Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (DEP-SDES) — *Unité* : Millier

	r 1980-1981	*r* 1990-1991	*r* 1997-1998	*r* 1998-1999	*r* 1999-2000	*r* 2000-2001	*r* 2001-2002	*r* 2002-2003	2003-2004
Total 1er degré (1)	7 396,3	6 953,3	6 649,9	6 606,8	6 571,8	6 552,0	6 535,0	6 529,2	6 552,0
Total 2e degré (2)	5 426,3	5 842,0	5 867,2	5 841,6	5 815,4	5 765,6	5 749,1	5 746,8	5 732,0
Apprentis (3)	244,1	226,7	347,6	362,8	369,9	376,1	373,2	373,5	374,8
Spécial santé	96,2	88,2	85,3	87,6	83,7	81,4	80,5	82,8	81,9
Total enseignement supérieur	1 181,1	1 717,1	2 143,9	2 126,8	2 136,6	2 161,1	2 164,7	2 208,5	2 254,9
Total général	**14 344,0**	**14 827,3**	**15 094,0**	**15 025,7**	**14 977,3**	**14 936,1**	**14 902,5**	**14 940,8**	**14 995,6**

(1) En raison d'une grève, les effectifs d'élèves des écoles publiques n'étant pas connus de façon exhaustive en 2000-2001, 2001-2002, 2002-2003 et 2003-2004, ils ont été estimés.
(2) Y compris Agriculture, préparations diverses et formations complémentaires.
(3) Y compris CFA sous tutelle du ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires rurales depuis 1992-1993.

TABLEAU G.01-2

Population scolaire et universitaire par âge et taux de scolarisation (public et privé) - Année 2002 - 2003

Source : Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (DEP-SDES)

Année de naissance	Âge (1)	Population totale	1er degré y compris spécialisé	Enseignt Spécial hors MEN (2)	2ème degré y compris adapté	Autres formations du second degré	Apprentis	Enseignement supérieur	Population scolarisée (milliers) (3)	Taux de scolarisation
2002	< 1	757,9	–	–	–	–	–	–	–	–
2001	1	765,3	–	–	–	–	–	–	–	–
2000	2	770,1	32,0	–	–	–	–	–	246,6	32,0
1999	3	734,5	100,0	–	–	–	–	–	734,5	100,0
1998	4	721,8	100,0	–	–	–	–	–	721,8	100,0
1997	5	717,8	100,0	–	–	–	–	–	717,8	100,0
1996	6	725,1	99,6	0,4	–	–	–	–	725,1	100,0
1995	7	719,9	99,6	0,4	–	–	–	–	719,9	100,0
1994	8	707,4	99,5	0,5	–	–	–	–	707,4	100,0
1993	9	703,8	99,3	0,6	0,1	–	–	–	703,8	100,0
1992	10	737,1	96,2	0,7	3,1	–	–	–	737,1	100,0
1991	11	754,7	20,9	0,8	78,3	–	–	–	754,7	100,0
1990	12	762,7	1,3	0,9	97,7	–	–	–	762,7	100,0
1989	13	768,4	0,2	1,0	98,6	0,2	–	–	768,4	100,0
1988	14	772,5	–	1,0	97,4	1,4	0,2	–	772,5	100,0
1987	15	774,6	–	1,1	92,8	3,5	1,1	–	762,4	98,4
1986	16	785,2	–	1,0	82,7	4,3	9,3	–	763,9	97,3
1985	17	774,1	–	0,8	75,2	4,1	10,1	2,5	717,8	92,7
1984	18	769,3	–	0,6	41,7	3,1	7,9	26,9	616,4	80,1
1983	19	754,8	–	0,4	19,4	1,8	6,0	39,0	502,8	66,6
1982	20	797,5	–	0,3	6,4	0,9	4,4	40,3	416,1	52,2
1981	21	805,5	–	–	1,7	0,5	3,2	35,4	327,9	40,7
1980	22	803,1	–	–	0,5	0,3	2,2	29,4	260,5	32,4
1979	23	758,8	–	–	0,2	0,1	1,4	22,4	182,4	24,0
1978	24	734,6	–	–	0,1	–	0,8	16,1	125,0	17,0
1977	25	738,5	–	–	0,1	–	0,7	11,1	88,0	11,9
1976	26	714,8	–	–	0,1	–	–	8,1	59,1	8,3
1975	27	734,9	–	–	–	–	–	5,8	42,9	5,8
1974	28	787,6	–	–	–	–	–	4,3	34,2	4,3
1973	29	839,5	–	–	–	–	–	3,4	28,3	3,4
1972 et avant	30 et +	36 942,5	–	–	–	–	–	0,5	181,2	0,5
Total (milliers)	///	**59 634,3**	**6 257,8**	**80,9**	**5 373,0**	**155,9**	**367,1**	**2 078,2**	**14 312,8**	///
% de la population totale	///	–	10,5	0,1	9,0	0,3	0,6	3,5	24,0	///

(1) Pour chaque catégorie d'enseignement, les premier et dernier chiffres de la colonne comprennent les élèves d'âge inférieur et les élèves d'âge supérieur.
(2) L'enseignement spécialisé hors MEN (Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche) est un enseignement dispensé à des élèves en grande difficulté que l'on ne peut classer ni dans le premier, ni dans le second degré.
(3) Pour ne pas avoir des taux de scolarisation supérieur à 100 %, la taille de la population scolarisée est limitée à celle de la population des habitants du même âge. Le total qui correspond aux effectifs recensés dans les établissements scolaires a néanmoins été conservé, et diffère donc du total de la colonne.

TABLEAU G.01-3

Effectifs d'élèves du premier degré. Évolution 1980-2003 - France métropolitaine + DOM (1)

Source : Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (DEP-SDES)

	r 1980-1981	*r* 1990-1991	1994-1995	*r* 1997-1998	*r* 1998-1999	*r* 1999-2000	*r* 2000-2001	2001-2002	2002-2003	2003-2004
Enseignement préélémentaire public	2 137,2	2 322,8	2 307,2	2 192,4	2 180,8	2 200,3	2 225,2	2 238,2	2 248,4	2 273,4
Enseignement préélémentaire privé	319,2	321,3	320,6	307,3	308,3	312,7	315,1	316,2	317,6	325,3
Total	**2 456,5**	**2 644,1**	**2 627,8**	**2 499,7**	**2 489,1**	**2 513,0**	**2 540,3**	**2 554,4**	**2 566,0**	**2 598,7**
CP-CM2 public	4 128,7	3 599,1	3 511,4	3 498,1	3 470,6	3 424,5	3 384,8	3 360,3	3 347,4	3 333,7
CP-CM2 privé	681,3	618,9	594,6	588,1	583,8	574,3	568,2	563,8	561,5	566,2
Total	**4 810,0**	**4 218,0**	**4 106,1**	**4 086,1**	**4 054,4**	**3 998,8**	**3 953,0**	**3 924,1**	**3 908,9**	**3 900,0**
Initiation, adaptation public	28,5	20,5	15,1	11,9	11,1	9,8	...	...	...	...
Initiation, adaptation privé	2,1	1,6	2,1	2,2	2,0	2,1	...	...	...	...
Total	**30,6**	**22,1**	**17,2**	**14,1**	**13,1**	**11,9**	**...**	**...**	**...**	**...**
Élémentaire public	4 157,2	3 619,6	3 526,6	3 509,9	3 481,7	3 434,3	...	...	...	...
Élémentaire privé	683,4	620,5	596,7	590,2	585,8	576,4	...	...	...	...
Total	**4 840,6**	**4 240,2**	**4 123,3**	**4 100,2**	**4 067,5**	**4 010,7**	**...**	**...**	**...**	**...**
Classes d'initiation, d'adaptation et CLIS publiques	93,8	65,1	48,4	47,3	47,5	45,4	...	...	...	...
Classes d'initiation, d'adaptation et CLIS privées	5,5	4,0	2,9	2,6	2,6	2,7	...	...	...	...
Total	**99,2**	**69,1**	**51,3**	**50,0**	**50,1**	**48,1**	**...**	**...**	**...**	**...**
Premier degré sans enseignement spécialisé :										
Enseignement public	6 294,4	5 942,4	5 833,7	5 702,3	5 662,5	5 634,6	...	...	...	...
Enseignement privé	1 002,7	941,8	917,3	897,6	894,2	889,1	...	...	...	...
Total	**7 297,1**	**6 884,2**	**6 751,1**	**6 599,9**	**6 556,6**	**6 523,7**	**...**	**...**	**...**	**...**
Premier degré avec enseignement spécialisé :										
Enseignement public	6 388,2	6 007,5	5 882,2	5 749,7	5 710,0	5 680,0	5 663,9	5 650,4	5 645,6	5 656,2
Enseignement privé	1 008,1	945,8	920,2	900,2	896,8	891,8	888,1	884,6	883,6	895,8
Total	**7 396,3**	**6 953,3**	**6 802,4**	**6 649,9**	**6 606,8**	**6 571,8**	**6 552,0**	**6 535,0**	**6 529,2**	**6 552,0**

(1) En raison de grèves des directeurs d'écoles publiques, les chiffres des années suivantes sont estimés : 2000-2001, 2001-2002, 2002-2003, 2003-2004.

TABLEAU G.01-4

Écoles, classes et nombre moyen d'élèves par classe du premier degré - Évolution 1980-2003 (1) France métropolitaine + DOM

Source : Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (DEP-SDES)

	Écoles				Classes			(2) Nombre moyen d'élèves par classe		
	1980-1981	1990-1991	2002-2003	2003-2004	1980-1981	1990-1991	1999-2000	1980-1981	1990-1991	1999-2000
Enseignement public :										
Écoles maternelles	15 996	18 829	18 238	17 948	59 758	70 538	71 087	30,1	27,9	25,5
Écoles primaires	45 664	39 009	33 981	33 716	194 113	179 177	172 906	23,6	22,5	22,3
dont : À classe unique	11 449	7 667	...	...	11 449	7 667	5 616	...	...	...
Écoles d'enseignement relevant de l'adaptation et de l'intégration scolaires (3)	133	...	...	...	749	...	...	...	...	...
Total	**61 793**	**57 838**	**52 219**	**51 664**	**254 620**	**249 715**	**243 993**	**///**	**///**	**///**
Enseignement privé :										
Écoles maternelles	363	419	222	199	1 081	1 380	973	29,9	27,1	25,9
Écoles primaires	6 663	5 966	5 348	5 324	37 141	37 037	36 202	26,2	24,5	23,9
dont : À classe unique	347	215	...	...	347	215	180	...	...	...
Écoles d'enseignement relevant de l'adaptation et de l'intégration scolaires (3)	20	...	...	...	60	...	...	...	...	...
Total	**7 046**	**6 385**	**5 570**	**5 523**	**38 282**	**38 417**	**37 175**	**///**	**///**	**///**
Total enseignement public + privé	**68 839**	**64 223**	**57 789**	**57 187**	**292 902**	**288 132**	**281 168**	**///**	**///**	**///**

(1) En raison de la grève administrative des directeurs d'école aux rentrées 2002 et 2003, les données sur les effectifs d'élèves ont été évaluées pour l'enseignement public. Les données concernant les classes et le nombre moyen d'élèves par classe ne sont donc pas disponibles.
(2) France métropolitaine uniquement.
(3) À partir de 1989, les écoles d'enseignement relevant de l'adaptation et de l'intégration scolaires sont comptabilisées avec les écoles élémentaires.

TABLEAU G.01-5

Effectifs d'élèves du second degré par niveau (public et privé). Évolution 1990 - 2003
France métropolitaine + DOM

Source : Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (DEP-SDES) — *Unité* : Millier

	1990-1991	1995-1996	1996-1997	1997-1998	1998-1999	1999-2000	2000-2001	2001-2002	2002-2003	2003-2004
Premier cycle du second degré :										
Enseignement public	2 592,4	2 709,1	2 678,4	2 644,7	2 629,8	2 624,7	2 620,4	2 608,9	2 597,9	2 573,7
Enseignement privé	656,9	677,1	670,8	668,0	665,8	667,2	669,0	669,9	671,2	670,9
Total	**3 249,4**	**3 386,2**	**3 349,2**	**3 312,6**	**3 295,6**	**3 291,9**	**3 289,5**	**3 278,8**	**3 269,1**	**3 244,6**
6ème à 3ème	3 186,3	3 378,4	3 341,8	3 305,3	3 289,8	3 287,2	3 285,6	3 274,6	3 264,3	3 238,5
dont : 4ème et 3ème technologiques	166,0	158,3	156,8	137,9	90,6	54,3	45,0	44,8	42,5	42,2
CPPN, CPA, autres niveaux	63,0	7,8	7,4	7,3	5,9	4,7	3,9	4,2	4,8	6,1
Second cycle professionnel :										
Enseignement public	560,9	567,8	575,2	583,2	583,9	575,4	551,8	547,8	549,8	555,9
Enseignement privé	165,3	150,9	153,9	157,6	157,9	155,6	148,4	147,3	148,7	151,0
Total	**726,2**	**718,7**	**729,0**	**740,8**	**741,8**	**731,0**	**700,2**	**695,0**	**698,5**	**706,9**
dont : Préparation au bac professionnel	96,4	162,4	166,5	170,5	174,5	177,3	175,1	173,3	173,1	177,6
Second cycle général et technologique :										
Enseignement public	1 276,7	1 206,6	1 208,9	1 218,4	1 214,5	1 207,6	1 199,4	1 202,3	1 207,0	1 206,6
Enseignement privé	330,8	319,8	320,8	318,2	310,4	305,5	301,9	301,8	302,6	304,4
Total	**1 607,4**	**1 526,3**	**1 529,6**	**1 536,6**	**1 524,9**	**1 513,0**	**1 501,4**	**1 504,1**	**1 509,6**	**1 511,0**
Enseignement adapté du second degré :										
Enseignement public	124,3	121,6	119,8	120,6	120,5	120,2	118,4	117,1	115,1	113,2
Enseignement privé	2,5	3,2	3,3	3,4	3,6	3,6	3,7	3,8	3,9	3,9
Total	**126,7**	**124,8**	**123,0**	**124,1**	**124,1**	**123,8**	**122,2**	**120,9**	**119,0**	**117,1**
Total (sans enseignement adapté) :										
Enseignement public	4 430,0	4 483,5	4 462,5	4 446,3	4 428,2	4 407,6	4 371,7	4 358,9	4 354,7	4 336,2
Enseignement privé	1 153,0	1 147,8	1 145,4	1 143,7	1 134,2	1 128,3	1 119,4	1 119,0	1 122,5	1 126,3
Total public + privé	**5 583,0**	**5 631,3**	**5 607,9**	**5 590,0**	**5 562,4**	**5 535,9**	**5 491,1**	**5 477,9**	**5 477,1**	**5 462,5**
Total (avec enseignement adapté) :										
Enseignement public	4 554,3	4 605,0	4 582,2	4 566,9	4 548,7	4 527,8	4 490,1	4 476,0	4 469,8	4 449,3
Enseignement privé	1 155,4	1 151,0	1 148,7	1 147,1	1 137,7	1 131,9	1 123,1	1 122,8	1 126,4	1 130,2
Total public + privé	**5 709,7**	**5 756,0**	**5 730,9**	**5 714,0**	**5 686,5**	**5 659,7**	**5 613,2**	**5 598,8**	**5 596,2**	**5 579,5**

TABLEAU G.01-6

Établissements, classes et nombre moyen d'élèves par classe du second degré - Évolution 2001-2003
France métropolitaine + DOM

Source : Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (DEP-SDES)

	Établissements			Classes et divisions			Nombre moyen d'élèves par classe		
	2001-02	2002-03	2003-04	2001-02	2002-03	2003-04	2001-02	2002-03	2003-04
Enseignement public :									
Collèges (1)	5 139	5 168	5 183	108 703	108 533	107 290	24,0	23,9	24,0
Lycées professionnels	1 096	1 083	1 072	27 512	27 778	27 899	19,9	19,8	19,9
Lycées d'enseignement général et technologique	1 527	1 531	1 538	42 189	42 391	42 312	28,5	28,5	28,5
Total	**7 762**	**7 782**	**7 793**	**178 404**	**178 712**	**177 501**	/ / /	/ / /	/ / /
Enseignement privé :									
Collèges (1)	1 802	1 803	1 804	27 059	27 105	27 003	24,8	24,8	24,8
Lycées professionnels	650	647	644	7 922	7 993	7 983	18,6	18,6	18,9
Lycées d'enseignement général et technologique	1 094	1 077	1 082	12 328	12 328	12 370	24,5	24,5	24,6
Total	**3 546**	**3 527**	**3 530**	**47 309**	**47 426**	**47 356**	/ / /	/ / /	/ / /
Total public + privé	**11 308**	**11 309**	**11 323**	**225 713**	**226 138**	**224 857**	/ / /	/ / /	/ / /

(1) Y compris classe préparatoire à l'apprentissage (CPA) et les unités pédagogiques d'intégration depuis 1997-1998 et non compris l'enseignement adapté.

TABLEAU G.01-7

Taux d'accès au niveau du baccalauréat suivant l'année de naissance du candidat. Évolution 1996-2003 (1)

Source : Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (DEP-SDES)

Génération (effectifs à 16 ans)	Année scolaire								**Total entrants**
	1996-1997	1997-1998	1998-1999	1999-2000	2000-2001	2001-2002	2002-2003	2003-2004	
1974 (808 500) :									
Entrants	–	–	–	–	–	–	–	—	**486 900** (2)
%	–	–	–	–	–	–	–	—	**60,4**
1975 (755 000) :									
Entrants	17 000	–	–	–	–	–	–	—	**467 700** (2)
%	2,3	–	–	–	–	–	–	—	**62,0**
1976 (731 500) :									
Entrants	35 400	14 800	–	–	–	–	–	—	**459 000** (2)
%	4,9	2,0	–	–	–	–	–	—	**62,7**
1977 (753 500) :									
Entrants	78 700	35 700	13 800	–	–	–	–	—	**477 300** (2)
%	10,5	4,8	1,9	–	–	–	–	—	**63,3**
1978 (747 900) :									
Entrants	132 400	77 000	32 800	11 600	–	–	–	—	**471 500** (2)
%	17,7	10,3	4,4	1,6	–	–	–	—	**63,1**
1979 (768 100) :									
Entrants	206 400	135 500	79 400	31 100	10 800	–	–	—	**478 400** (2)
%	26,8	17,6	10,3	4,1	1,4	–	–	—	**62,2**
1980 (810 600) :									
Entrants	15 500	215 600	144 100	81 600	30 600	10 100	–	—	**497 500**
%	1,9	26,6	17,7	10,1	3,8	1,3	–	—	**61,3**
1981 (809 600) :									
Entrants	–	15 300	217 500	146 100	78 500	29 100	9 100	—	**495 600**
%	–	1,9	26,8	18,0	9,7	3,6	1,1	—	**61,1**
1982 (797 900) :									
Entrants	–	–	15 800	220 100	141 900	76 100	26 300	8 700	**488 900**
%	–	–	2,0	27,5	17,7	9,5	3,3	1,1	**61,1**
1983 (752 600) :									
Entrants	–	–	–	16 000	215 700	130 900	69 900	23 900	**464 400** (3)
%	–	–	–	2,1	28,6	17,3	9,3	3,2	**61,5**
1984 (765 700) :									
Entrants	–	–	–	–	16 700	221 300	135 000 *r*	69 500	**473 900** (3)
%	–	–	–	–	2,2	28,8	17,5	9,0	**61,7**
1985 (771 600) :									
Entrants	–	–	–	–	–	17 700	227 700	138 900	///
%	–	–	–	–	–	2,3	29,4	17,9	///
1986 (785 200) :									
Entrants	–	–	–	–	–	–	17 700	233 800	///
%	–	–	–	–	–	–	2,3	29,7	///
1987 (777 000) :									
Entrants	–	–	–	–	–	–	–	16 900	///
%	–	–	–	–	–	–	–	2,2	///
Total entrants	**485 400**	**493 900**	**503 400**	**506 500**	**494 200**	**485 200**	**485 700**	**491 700**	///
Taux d'accès en % (MEN - scolaire)	**64,0**	**63,2**	**63,1**	**63,3**	**63,4**	**62,8**	**62,9**	**63,1**	///
Taux d'accès en % (toutes formations)	**68,9**	**68,7**	**69,4**	**69,7**	**69,9**	**69,2**	**69,3** *r*	**69,3**	///

(1) Sur l'ensemble des jeunes de la génération 1980 - ils étaient 810 600 à la rentrée 1996 - , 15 500 (soit 1,9 %) sont entrés en 1996-1997 dans une classe préparant au baccalauréat. Au total, de 1996 à 2001, c'est-à-dire de 16 à 21 ans, ce sont 497 500 jeunes de cette génération, soit 61,3 %, qui auront accédé au niveau du baccalauréat. Quant aux flux d'entrées enregistrées en 2002-2003 (485 700), ils concernent les générations 1981 à 1986, dans des proportions variables, dont la somme s'établit à 62,9 %.
(2) Total, compte tenu des « entrants » avant 1996-1997.
(3) Total estimé, compte tenu des élèves qui devraient accéder au niveau du bac lors des prochaines années.

TABLEAU G.01-8

Diplômes de l'enseignement du second cycle du second degré. Évolution 1995-2003 - France métropolitaine + DOM

Source : Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (DEP-SDES) — *Unité* : Diplôme

Diplômes (1)	1995	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Diplômes du 2e cycle court (2) :							
Certificats d'aptitude professionnelle	260 673	214 688	218 797	215 623	202 848	168 092	159 277
Brevets d'études professionnelles	188 224	208 479	210 333	208 559	193 626	186 966 *r*	189 652
Diplômes du 2ème cycle long :							
Brevets de technicien	2 963	2 767	2 255	2 027	1 714	2 022	1 848
Baccalauréat général	**287 046**	**275 113**	**266 285**	**271 155**	**258 785**	**258 192**	**268 335**
Série L	71 460	69 017	62 363	59 642	56 673	50 320	51 893
Série ES	76 555	74 794	75 756	75 299	75 459	78 967	81 068
Série S	139 031	131 302	128 166	136 214	126 653	128 905	135 374
Baccalauréat technologique	**138 267**	**144 830**	**149 103**	**152 778**	**147 944**	**141 983**	**142 799**
STI	35 217	34 597	36 196	36 940	35 737	33 906	35 271
STL	4 840	6 222	6 262	6 327	6 080	5 950	5 794
F10B	32	78	///	///	///	///	///
STT	78 894	76 986	79 441	82 221	78 369	75 837	76 098
SMS	13 337	18 019	18 974	18 469	19 164	18 042	17 836
Hôtellerie	2 284	2 530	2 749	2 623	2 666	2 509	2 417
STAE, STPA	2 247	4 752	5 127	5 828	5 529	5 388	5 146
Autres séries	1 416	1 646	354	370	399	351	237
Baccalauréat professionnel	**67 096**	**81 573**	**88 296**	**92 617**	**92 499**	**93 579**	**91 537**

(1) Pour le baccalauréat, les séries générales sont L (littéraire), ES (économique et sociale) et S (scientifique). Les séries technologiques sont STI (sciences et technologies industrielles : cette série inclut, à partir de 1999, F10B-Microtechniques option optique et F12-Arts appliqués), STL (sciences et technologies de laboratoire), STT (sciences et technologies tertiaires), SMS (sciences médico-sociales), STAE (sciences et techniques agricoles et environnementales), STPA (sciences et techniques du produit agro-alimentaire). La ligne "Autres séries" regroupe F11 (Musique option instrument), F11' (Musique option danse) et F12 jusqu'en 1998, et elle regroupe F11 et F11' seulement à partir de 1999.

(2) À ce niveau, l'addition pure et simple des CAP et BEP produit des doubles comptes qui ne permettent pas de considérer le total de ces diplômes comme une mesure exacte du nombre réel d'individus diplômés.

TABLEAU G.01-9

Candidats présentés et admis aux baccalauréats. Évolution 1995 - 2003 - France métropolitaine + DOM

Source : Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (DEP-SDES)

Séries (1)	1995			2000			2002			2003		
	Présentés	Admis	%	Présentés	Admis	%	Présentés	Admis	%	Présentés	Admis	%
Baccalauréat général :												
L	100 242	71 460	71,3	74 342	59 642	80,2	61 236	50 320	82,2	61 524	51 893	84,3
ES	104 857	76 555	73,0	96 324	75 299	78,2	99 405	78 967	79,4	99 512	81 068	81,5
S	177 211	139 031	78,5	168 714	136 214	80,7	160 907	128 905	80,1	159 673	135 374	84,8
Total	**382 310**	**287 046**	**75,1**	**339 380**	**271 155**	**79,9**	**321 548**	**258 192**	**80,3**	**320 709**	**268 335**	**83,7**
Baccalauréat technologique :												
STI	52 594	35 217	67,0	48 725	36 940	75,8	46 069	33 906	73,6	46 589	35 271	75,7
STL	6 486	4 840	74,6	7 738	6 327	81,8	7 205	5 950	82,6	7 159	5 794	80,9
F10B	43	32	74,4	///	///	///	///	///	///	///	///	///
STT	97 996	78 894	80,5	102 105	82 221	80,5	98 430	75 837	77,0	99 524	76 098	76,5
SMS	18 193	13 337	73,3	23 271	18 469	79,4	22 637	18 042	79,7	22 994	17 836	77,6
Autres séries	1 786	1 416	79,3	435	370	85,1	381	351	92,1	266	237	89,1
STAE, STPA	3 252	2 247	69,1	7 885	5 828	73,9	7 268	5 388	74,1	6 904	5 146	74,6
Hôtellerie	2 804	2 284	81,5	2 948	2 623	89,0	2 793	2 509	89,8	2 735	2 417	88,4
Total	**183 154**	**138 267**	**75,5**	**193 107**	**152 778**	**79,1**	**184 783** *r*	**141 983** *r*	**76,8**	**186 171**	**142 799**	**76,7**
Baccalauréat professionnel	**92 346**	**67 096**	**72,7**	**117 019**	**92 617**	**79,1**	**122 094**	**93 579**	**76,6**	**120 640**	**91 537**	**75,9**

(1) Les séries du baccalauréat général sont L (littéraire), ES (économique et sociale) et S (scientifique). Les séries technologiques sont STI (sciences et technologies industrielles : cette série inclut, à partir de 1999, F10B-Microtechniques option optique et F12-Arts appliqués), STL (sciences et technologies de laboratoire), STT (sciences et technologies tertiaires), SMS (sciences médico-sociales), STAE (sciences et techniques agricoles et environnementales), STPA (sciences et techniques du produit agro-alimentaire). La ligne "Autres séries" regroupe F11 (Musique option instrument), F11' (Musique option danse) et F12 jusqu'en 1998, et elle regroupe F11 et F11' seulement à partir de 1999.

TABLEAU G.01-10

Effectifs d'étudiants inscrits dans l'enseignement supérieur (public et privé) - France métropolitaine + DOM

Source : Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (DEP-SDES)

Type d'établissement ou formation	1990-1991	1995-1996	2000-2001	2001-2002	2002-2003	2003-2004
Universités	**1 159 937**	**1 458 715**	**1 396 760**	**1 374 364**	**1 392 531**	**1 425 665**
dont : Instituts universitaires de technologie (IUT)	74 328	103 092	119 244	118 043	115 465	113 722
Grands établissements	**15 536**	**16 825**	**16 282**	**15 856**	**16 872**	**18 655**
Instituts universitaires de formation des maîtres (IUFM)	///	**86 068**	**80 184**	**84 009**	**89 062**	**85 808**
Écoles normales d'instituteurs (post-bac), CREPS	**16 500**	///	///	///	///	///
Écoles normales supérieures	**2 675**	**3 051**	**3 159**	**2 968**	**3 044**	**3 104**
Établissements universitaires privés (1)	**19 971**	**22 129**	**21 739**	**20 667**	**19 751**	**19 751**
Instituts nationaux polytechniques (INP)	**8 250**	**9 988**	**11 077**	**11 295**	**12 392**	**12 794**
Universités de Technologie	**3 157**	**4 109**	**6 006**	**6 231**	**6 603**	**6 974**
Formations d'ingénieurs	**57 653**	**75 640**	**89 313**	**92 002**	**95 889**	**98 242**
dont : Publiques universitaires	10 545	15 474	19 887	20 421	22 476	22 122
dont : Publiques des INP	5 091	6 349	7 369	7 593	8 997	9 338
dont : Publiques des Universités de Technologie	1 689	2 363	3 539	3 685	4 075	4 321
dont : Autres publiques non universitaires	26 326	32 765	36 412	37 844	36 938	38 014
dont : Privées	14 002	18 689	22 106	22 459	23 403	24 447
Préparations intégrées	**3 965**	**2 209**	**3 571**	**3 459**	**3 323**	**3 271**
Formations d'ingénieurs en partenariat (ex nouvelles formations d'ingénieurs)	**...**	**4 140**	**5 895**	**6 194**	**6 518**	**6 765**
dont : Publiques universitaires	...	2 058	2 617	2 796	2 764	2 733
dont : Publiques des INP	...	...	187	234	255	262
dont : Autres publiques non universitaires	...	1 424	1 662	1 625	1 767	1 806
dont : Privées	...	658	1 429	1 539	1 732	1 964
Section de techniciens supérieurs (STS) et assimilés	**199 333**	**226 254**	**238 923**	**236 913**	**235 459**	**234 195**
dont : Publiques	117 605	159 952	166 435	165 464	164 641	163 904
dont : Privées	81 728	66 302	72 488	71 449	70 818	70 291
Classe préparatoire aux grandes écoles (CPGE)	**64 427**	**70 288**	**70 263**	**70 703**	**72 015**	**72 053**
dont : Publiques	53 991	60 087	59 626	59 930	61 125	60 875
dont : Privées	10 436	10 201	10 637	10 773	10 890	11 178
Formations comptables non universitaires	**5 587**	**7 924**	**7 940**	**7 890**	**7 682**	**7 643**
dont : Publiques	3 951	4 568	4 594	4 616	4 680	4 875
dont : Privées	1 636	3 356	3 346	3 274	3 002	2 768
Écoles de commerce, gestion et comptabilité	**46 128**	**50 668**	**63 905**	**70 363**	**74 680**	**80 619**
dont : Écoles reconnues à diplôme visé	19 472	28 342	42 030	45 237	48 040	55 894
Écoles d'architecture	**15 702**	**18 988**	**15 997**	**16 620**	**17 388**	**18 234**
Écoles supérieures artistiques et culturelles	**23 363**	**31 308** *e*	**32 872**	**34 899**	**38 487**	**38 312**
Écoles paramédicales hors université	**56 328**	**69 518**	**69 621**	**77 039** *e*	**83 699**	**89 070** *p*
Écoles préparant aux fonctions sociales (1)	**18 107**	**21 140**	**23 765**	**25 822** *e*	**27 492**	**27 492**
Autres écoles et formations diverses	**17 766**	**26 716**	**37 400**	**41 998**	**44 208**	**45 078**
dont : Écoles juridiques et administratives	7 328	6 705	9 669	11 921	11 001	10 858
dont : Écoles de journalisme et écoles littéraires	2 719	2 112	3 213	4 338	4 491	4 898
dont : Écoles vétérinaires	2 073	1 985	2 634	2 569	2 594	2 474
Ensemble (2)	**1 717 060**	**2 179 434**	**2 161 073**	**2 164 563**	**2 208 528**	**2 254 949**

(1) Chiffre 2002 en 2003.
(2) Sans double compte des formations d'ingénieurs dépendantes des universités, des INP et des Universités de Technologies.

TABLEAU G.01-11

Effectifs d'étudiants des universités par discipline et par cycle selon le sexe - Année 2003-2004 France métropolitaine + DOM

Source : Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (DEP-SDES)

	(1) 1er cycle et niveau 1er cycle		(2) 2e cycle et niveau 2e cycle		3e cycle et niveau 3e cycle		Total	% Filles
	Total	% Filles	**Total**	% Filles	**Total**	% Filles		
Droit, sciences politiques	**78 026**	66,7	**61 421**	65,5	**33 283**	58,5	**172 730**	**64,7**
Sciences économiques, gestion (hors AES)	**38 636**	47,3	**60 185**	52,6	**31 061**	47,2	**129 882**	**49,7**
Administration économique et sociale (AES)	**31 484**	59,7	**21 763**	61,6	**804**	64,2	**54 051**	**60,5**
Lettres, sciences du langage, arts	**67 333**	72,8	**40 341**	75,4	**12 690**	67,1	**120 364**	**73,1**
Langues	**69 942**	74,5	**47 167**	79,3	**6 509**	70,3	**123 618**	**76,1**
Sciences humaines et sociales	**102 958**	69,0	**99 638**	69,0	**36 961**	58,8	**239 557**	**67,4**
Pluri-lettres-langues-sciences humaines	**–**	–	**1 469**	82,5	**10**	50,0	**1 479**	**82,3**
Sciences fondamentales et applications	**66 571**	30,0	**84 181**	26,6	**32 423**	26,5	**183 175**	**27,8**
Sciences de la nature et de la vie	**33 323**	60,2	**28 137**	57,9	**16 831**	50,2	**78 291**	**57,2**
Sciences et techniques des activités physiques et sportives	**28 067**	31,3	**17 989**	32,0	**1 646**	33,8	**47 702**	**31,6**
Pluri-sciences	**4 371**	38,4	**86**	67,4	**–**	–	**4 457**	**38,9**
Médecine - Odontologie	**47 139**	68,2	**24 211**	58,2	**59 006**	49,9	**130 356**	**58,1**
Pharmacie	**10 597**	68,9	**5 046**	68,7	**10 638**	65,2	**26 281**	**67,4**
Instituts universitaires de technologie	**113 722**	39,6	**–**	–	**–**	–	**113 722**	**39,6**
Total	**692 169**	**57,2**	**491 634**	**58,0**	**241 862**	**51,0**	**1 425 665**	**56,4**

(1) Y compris capacité en droit.
(2) Y compris les préparations aux concours d'enseignants.

TABLEAU G.01-12

Répartition des étudiants français dans l'enseignement supérieur par discipline et selon l'origine socioprofessionnelle du chef de famille - Année 2003-2004 - France métropolitaine + DOM

Source : Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (DEP-SDES) *Unité* : Pourcentage

Profession et catégorie socioprofessionnelle du chef de famille	Droit	Économie	Lettres	Sciences (1) STAPS	Santé	IUT	**Ensemble université**	(2) CPGE	(3) STS
Agriculteurs exploitants	1,6	2,1	1,7	2,3	1,6	3,0	**2,0**	2,1	4,7
Artisans, commerçants et chefs d'entreprise	8,0	8,2	6,2	6,4	5,4	8,0	**6,8**	7,6	8,2
Professions libérales et cadres supérieurs	37,5	29,3	27,6	34,4	45,3	26,7	**32,4**	52,3	14,4
Professions intermédiaires	12,5	13,3	16,2	17,2	14,9	19,2	**15,8**	14,5	16,4
Employés	13,3	13,4	13,9	12,9	7,2	15,7	**13,0**	8,7	16,5
Ouvriers	8,8	12,4	11,0	10,7	5,2	15,7	**10,6**	5,1	21,4
Retraités, inactifs	12,1	13,2	13,3	9,3	6,8	7,8	**11,1**	6,4	13,2
Indéterminé	6,2	8,0	10,1	6,7	13,5	3,8	**8,4**	3,4	5,2
Ensemble									
Pourcentage	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	**100,0**	100,0	100,0
Nombre	154 232	146 447	426 457	289 261	136 005	107 130	**1 259 532**	67 216	215 015

(1) Sciences et techniques des activités physiques et sportives.
(2) CPGE : Classes préparatoires aux grandes écoles y compris les formations agricoles.
(3) STS : Section de techniciens supérieurs y compris les formations agricoles.

TABLEAU G.01-13

Principaux diplômes délivrés dans l'enseignement supérieur - France métropolitaine + DOM

Source : Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (DEP-SDES)

	1990	1995	1997	1998	1999	2000	(1) 2001	2002
Capacité en droit	1 216	1 184	1 042	1 001	780	736	682	601
Diplôme d'accès aux études universitaires (DAEU)	///	495	4 264	3 819	4 490	4 488	4 470	5 079
Diplôme universitaire de technologie (DUT)	27 835	37 380	39 804	44 256	46 701	47 478	47 997	48 877
Brevet de technicien supérieur (BTS)	52 963	77 579	79 836	84 362	87 627	94 892	98 224	102 335
Diplôme d'ingénieur	16 080	21 851	22 828	23 068	23 658	24 624	26 023	26 155
Diplôme (visé) des écoles de commerce et gestion	5 580	8 166	8 470	8 600	8 124	9 148	10 698	10 684
DIPLÔMES D'ÉTUDES UNIVERSITAIRES GÉNÉRALES (2) :								
Droit	12 355	18 159	17 131	18 424	17 318	16 606	16 354	15 768
Sciences économiques	7 747	10 107	10 153	10 420	10 660	10 720	11 191	11 403
Administration économique et sociale	6 080	7 893	7 029	7 188	6 864	6 601	6 580	6 674
Lettres	39 127	58 717	60 179	60 776	58 660	54 550	53 064	52 732
Sciences (3)	21 096	34 116	35 576	34 177	30 738	29 031	27 502	26 709
Sciences et techniques des activités physiques et sportives	1 948	3 398	5 430	6 396	7 516	7 263	7 142	7 649
LICENCE (4) :								
Droit	11 424	16 336	17 454	17 917	17 660	18 621	17 136	17 300
Sciences économiques	5 400	9 204	9 987	10 485	10 918	11 381	12 477	14 226
Administration économique et sociale	4 502	7 542	6 899	6 699	6 574	6 393	6 608	6 790
Lettres	31 703	58 722	63 878	65 495	61 897	61 937	58 511	60 255
Sciences (3)	16 729	32 744	34 065	33 143	32 545	30 435	31 217	32 746
Sciences et techniques des activités physiques et sportives	1 567	2 630	3 207	4 363	5 712	6 658	6 862	6 884
MAÎTRISE (Y COMPRIS DE SCIENCES ET TECHNIQUES) (4) :								
Droit	9 710	14 386	15 821	16 354	16 643	16 885	17 550	17 173
Sciences économiques	7 060	10 956	13 153	13 407	13 690	14 409	15 093	15 706
Administration économique et sociale	3 397	4 747	4 959	5 023	4 914	4 661	4 930	5 063
Lettres	16 308	25 975	28 601	30 265	30 395	29 423	30 444	31 333
Sciences (3)	14 325	23 991	25 035	26 208	26 753	26 433	25 426	24 354
Sciences et techniques des activités physiques et sportives	369	778	764	829	1 339	1 855	2 309	2 405
DIPLÔME D'ÉTUDES SUPÉRIEURES SPÉCIALISÉES (5) :								
Droit	2 794	4 407	4 472	4 849	5 008	5 900	6 901	7 705
Sciences économiques	4 773	7 157	8 520	8 935	9 864	10 479	12 149	13 907
Administration économique et sociale	///	///	189	264	290	444	483	457
Lettres	2 562	4 881	6 038	6 871	7 059	7 856	8 907	9 915
Sciences	2 495	4 541	5 529	5 831	6 560	7 805	9 253	10 744
Sciences et techniques des activités physiques et sportives	–	91	118	103	104	242	401	528
DIPLÔME D'ÉTUDES APPROFONDIES (5) :								
Droit	3 047	4 356	4 483	4 771	4 912	5 042	4 754	5 269
Sciences économiques	1 557	2 039	2 056	1 907	1 827	1 588	1 694	1 904
Lettres	5 843	7 711	7 575	7 247	7 498	7 556	7 999	8 553
Sciences	9 466	11 197	10 288	9 904	9 203	9 227	9 925	10 687
Sciences et techniques des activités physiques et sportives	111	117	79	81	80	112	131	116
DOCTORAT :								
Droit	521	474	590	681	788	961	519	697
Sciences économiques	411	352	518	495	508	643	458	430
Lettres	1 513	2 191	2 393	2 186	2 361	2 593	1 991	2 101
Sciences	4 705	5 935	6 679	6 209	5 769	5 699	4 694	4 976
Sciences et techniques des activités physiques et sportives	11	17	73	26	41	30	27	37
DIPLÔMES DE SANTÉ :								
Diplôme d'état de docteur en médecine (6)	5 339	4 654	4 700	3 870	3 962	3 962	...	3 005
Diplôme d'état de docteur en pharmacie	2 272	2 162	2 230	2 072	2 160	2 160	...	1 989
Diplôme d'état de docteur en chirurgie dentaire	1 186	901	1 012	882	824	824	...	686

(1) Une évolution du mode de collecte de l'information sur les diplômes a eu lieu en 2001 entraînant des écarts sur certains diplômes dans certaines disciplines. Les diplômes de santé ne sont pas disponibles.
(2) Diplômes de premier cycle, y compris diplôme d'études universitaires en sciences et techniques (DEUST).
(3) Les mathématiques appliquées et sciences sociales sont agrégées dans la rubrique Sciences depuis l'édition 1999.
(4) Diplômes de second cycle.
(5) Diplômes de troisième cycle.
(6) 1997 : estimations.

TABLEAU G.01-14

Effectifs des centres de formation d'apprentis. Évolution 1995-2002 (1) - France métropolitaine + DOM

Source : Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (DEP-SDES)

Préparation	1995-1996	1996-1997	1997-1998	1998-1999	1999-2000	2000-2001	2001-2002	2002-2003	*dont* filles
Certificat d'aptitude professionnelle (CAP)	188 070	189 729	190 524	189 610	186 211	183 997	178 511	174 188	43 842
Brevet d'étude professionnelle (BEP)	36 129	42 634	47 100	51 282	53 170	52 974	51 244	50 395	12 280
Mention complémentaire	6 415	7 245	7 327	7 342	6 972	6 516	5 813	6 241	2 342
Autres diplômes et titres de niveau V	1 521	1 574	1 539	1 616	1 731	1 846	1 878	1 899	784
Total niveau V	**232 135**	**241 182**	**246 490**	**249 850**	**248 084**	**245 333**	**237 446**	**232 723**	**59 248**
Baccalauréat professionnel (bac pro)	15 632	19 358	24 014	28 002	30 831	33 404	34 317	35 047	8 532
Brevet professionnel (BP)	21 299	25 245	28 806	30 265	30 929	31 195	32 272	34 445	17 817
Autres diplômes et titres de niveau IV	4 396	3 835	3 759	4 355	4 709	4 756	5 239	4 753	1 485
Total niveau IV	**41 327**	**48 438**	**56 579**	**62 622**	**66 469**	**69 355**	**71 828**	**74 245**	**27 834**
Brevet de technicien supérieur (BTS)	12 539	16 770	20 580	23 415	25 497	27 800	28 982	29 639	11 995
Diplôme universitaire de technologie (DUT)	2 067	1 917	2 889	3 357	3 702	4 285	4 490	4 397	1 845
Autres diplômes et titres de niveau III	1 629	2 271	3 234	2 809	3 308	3 468	3 762	3 715	1 741
Total niveau III	**16 235**	**20 958**	**26 703**	**29 581**	**32 507**	**35 553**	**37 234**	**37 751**	**15 581**
Licence	56	41	184	312	411	692	1 298	2 203	972
Maîtrise	577	590	1 033	1 334	1 572	1 837	2 031	2 034	971
Autres diplômes et titres de niveau II	1 234	2 279	3 451	5 497	5 797	6 919	6 239	7 006	3 429
Total niveau II	**1 867**	**2 910**	**4 668**	**7 143**	**7 780**	**9 448**	**9 568**	**11 243**	**5 372**
Diplôme d'ingénieur	1 734	2 044	2 777	3 539	4 171	4 644	1 461	5 514	774
DESS	193	275	438	603	941	1 162	5 086	1 614	883
Autres diplômes et titres de niveau I	21	122	35	294	285	379	305	386	133
Total niveau I	**1 948**	**2 441**	**3 250**	**4 436**	**5 397**	**6 185**	**6 852**	**7 514**	**1 790**
Total apprentis	**293 512**	**315 929**	**337 690**	**353 632**	**360 237**	**365 874**	**362 928**	**363 476**	**109 825**
Classe préparatoire à l'apprentissage et classe d'initiation préprofessionnelle en alternance	10 409	10 823	9 887	9 174	9 640	10 184	10 330	10 052	1 739
TOTAL	**303 921**	**326 752**	**347 577**	**362 806**	**369 877**	**376 058**	**373 258**	**373 528**	**111 564**

(1) Toutes formations confondues (Education nationale, Agricole, Santé...).

TABLEAU G.01-15

Formation professionnelle continue et apprentissage : bilan physique des formations (1) - France entière

Source : Ministère de l'Emploi, du Travail et de la cohésion sociale

Source de financement	Unités	1990	1995	1997	1998	1999	2000	*p* 2001
Formation continue : Stagiaires en formation (2)								
Entreprises de plus de 10 salariés (3)	Millier	3 390	3 496	3 438	3 630	3 737	3 724	3 822
dont : Prise en charge directe	»	2 560	2 890	2 808	2 857	2 877	2 915	2 939
État	»	3 591	4 200	3 921	4 667	4 005	3 999	3 906
dont : Agents de la fonction publique	»	2 160	2 800	3 218	3 976	3 369	3 414	3 850
Régions (4) (5)	»	426	526	553 ■	495	481	471	479
Total (6)	»	**7 115**	**8 007**	**7 716**	**8 515**	**8 023**	**7 993**	**8 007**
Apprentissage								
Effectifs d'apprentis (7)	»	242	290	340	356	350	363	373
Formation continue : heures stagiaires								
Entreprises de plus de 10 salariés (3)	Million	252	214	149	151	151	153	154
dont : Prise en charge directe	»	116	113	103	103	96	101	100
État (8)	»	456	407	299	...	...	...	...
dont : Agents de la fonction publique	»	108	117	68	...	...	...	...
Régions (4)	»	124	193	212	164	...	...	...
Total (6)	»	**710**	**805**	**652**	**...**	**...**	**...**	**...**

(1) Les bénéficiaires des dispositifs SIVP, CRE, CES ne sont pas comptabilisés.
(2) Stagiaires ayant suivi un stage ou une partie de stage au cours de l'année.
(3) À partir de 1993, sont comptabilisés les bilans de compétences.
(4) À partir de 1994, prise en compte de la formation des jeunes, suite à la loi du 20 décembre 1993.
(5) À partir de 1998, les stagiaires en formation ne sont plus des effectifs mais des entrées en formation.
(6) Certaines actions étant co-financées par plusieurs financeurs, l'effectif d'ensemble peut être inférieur à la simple addition des effectifs afférents à chaque financeur.
(7) Salariés présents fin décembre. France métropolitaine.
(8) À partir de 1998, ces données ne sont plus disponibles.

TABLEAU G.01-16

Établissements et effectifs de l'enseignement technique agricole - France entière

Source : Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires rurales

Unités : Établissement
Élève

Nature des établissements	Nombre d'établissements				Effectifs				
	2000-2001	2001-2002	2002-2003	2003-2004	2000-2001	2001-2002	2002-2003	2003-2004	*dont* filles
ENSEIGNEMENT PUBLIC :									
Lycées d'enseignement général et technologique agricoles (LEGTA)	131	131	132	135	53 194	52 916	52 040	51 479	17 548
Lycées professionnels agricoles (LPA)	84	84	85	82	16 926	16 253	15 923	15 563	6 857
Centres de formation professionnelle agricole pour jeunes (CFPAJ)	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Établissements d'enseignement supérieur ayant des BTSA (1)	1	1	1	1	57	52	35	38	21
Total	**216**	**216**	**218**	**218**	**70 177**	**69 221**	**67 998**	**67 080**	**24 426**
ENSEIGNEMENT PRIVÉ :									
Technique	644	642	641	635	105 153	103 770	104 124	105 700	53 936
Établissements fonctionnant selon l'un des deux rythmes suivants :									
Temps plein (2)	235	231	229	227	55 573	54 405	54 044	54 521	28 756
Rythme approprié (3)	409	411	412	408	49 580	49 365	50 080	51 179	25 180
Total	**644**	**642**	**641**	**635**	**105 153**	**103 770**	**104 124**	**105 700**	**53 936**
Total public et privé	**860**	**858**	**859**	**853**	**175 330**	**172 991**	**172 122**	**172 780**	**78 362**

(1) Il existe des classes préparant au BTSA dans quelques établissements d'enseignement supérieur en plus des formations d'ingénieurs non comptabilisées dans ce tableau.
(2) Établissements privés assurant une formation à temps plein, définis par l'article L 813-8 du code rural.
(3) Établissements privés qui offrent des formations à temps plein en conjuguant, selon un rythme approprié, les enseignements théoriques et pratiques dispensés d'une part dans l'établissement même et d'autre part dans le milieu agricole et rural. Le groupe d'établissements relève de l'article L 813-9 du code rural.

TABLEAU G.01-17

Élèves des principaux établissements d'enseignement artistique

Source : Ministère de la Culture et de la Communication

Unité : Nombre

	1990-1991	1995-1996	1998-1999	1999-2000	2000-2001	2001-2002	2002-2003
Musique et danse							
Conservatoire national supérieur de Paris	...	1 191	1 200	1 381	1 250	1 384	1 469
Conservatoire national supérieur de Lyon	382	502	528	504	507	507	487
Centre national de danse contemporaine	27	33	30	29	31	34	32
Conservatoires nationaux de région (CNR)	46 647	47 443	49 328	49 229	49 960	49 436	...
Écoles nationales de musique (ENM)	88 521	91 656	89 010	88 611	87 716	89 033	...
Art dramatique							
Conservatoire national supérieur d'art dramatique	73	90	93	94	99	95	90
École du théâtre national de Strasbourg	41	39	37	40	40	44	45
École supérieure des arts du cirque	38	32	43	35	41	41	32
École nationale supérieure des arts de la marionnette	13	14	16	16	20	16	15
École nationale supérieure des arts et techniques du théâtre	...	156	133	144	136	134	132
Cours d'art dramatique des CNR et ENM	...	1 719	1 683	1 806	1 852	1 884	...
Audiovisuel							
École nationale supérieure des métiers de l'image et du son	108	116	148	143	141	146	150
École nationale supérieure Louis Lumière	...	163	153	154	151	150	157
Arts plastiques							
École nationale supérieure des beaux-arts	858	534	674	682	657	644	615
École nationale supérieure des arts décoratifs	761	616	586	600	615	652	651
École nationale supérieure de création industrielle (1)	167	187	190	202	196	196	194
Écoles nationales d'art	1 108	1 164	1 183	1 125	1 083	1 134	1 169
Écoles territoriales d'art	7 215	7 436	8 059	8 201	8 107	8 213 *r*	8 253
Patrimoine							
École du Louvre (2)	2 958	1 885	1 716	1 616	1 467 *r*	1 409 *r*	1 459
École nationale du patrimoine-formation des conservateurs	///	79	49	42	43	54	64
École nationale du patrimoine-formation des restaurateurs (IFROA)	39	47	51	66	68	65	63
École des Chartes	119	176	86	125	117	115	106
École supérieure des sciences de l'information et des bibliothèques	85	156	78	106	81	154	221
Architecture							
Écoles d'architecture	...	18 801	17 945	17 485	16 023	16 832	17 590

(1) Non compris les stagiaires.
(2) Non compris les auditeurs et les élèves des cours du soir.

TABLEAU G.01-18

Écoles de la santé et écoles sociales : nombre, effectifs et diplômes - France entière

Sources : Ministère de l'Emploi, du Travail et de la Cohésion sociale, Ministère de la Santé et de la Protection sociale (DREES)

Formation	Année civile 2000			*r* Année civile 2002			Année civile 2003		
	École	Effectif	Diplôme 2000	École	Effectif	Diplôme 2002	École	Effectif	Diplôme 2003
Écoles de la santé :									
NIVEAU V									
Aides-soignants	407	12 268	12 636	426	15 684	13 321	441	17 276	16 687
Auxiliaires de puériculture	76	2 377	2 294	85	2 588	2 246	83	2 589	2 440
NIVEAU III									
Formation en trois ans :									
Ergothérapeutes	8	999	330	8	947	283	8	1 007	269
Infirmiers diplômés d'État	328	55 639	13 815	325	68 876	15 262	329	74 461	17 243
Manipulateurs d'électroradiologie médicale	19	1 513	445	20	1 705	487	20	1 684	506
Masseurs-kinésithérapeutes	35	4 695	1 604	35	4 709	1 509	36	4 896	1 372
Pédicures-podologues	10	1 463	426	10	1 395	348	11	1 410	438
Psychomotriciens	6	946	294	6	991	231	6	947	312
Techniciens en analyses biomédicales	6	404	143	6	381	127	6	395	114
Formation en quatre ans :									
Sages-femmes	32	2 768	589	33	3 026	580	34	3 180	692
Formation complémentaire :									
Infirmiers-anesthésistes	25	962	458	25	1 099	500	26	1 134	571
Infirmiers de bloc opératoire	26	732	669	27	570	745	27	729	///
Puéricultrices	32	912	828	32	1 003	953	32	971	999
Cadres sages-femmes	1	21	19	1	26	25	1	29	25
Cadres de santé	36	1 348	1 195	37	1 693	1 406	38	1 780	1 694
Total écoles de la santé	**1 047**	**87 047**	**35 745**	**1 076**	**104 693**	**38 023**	**1 098**	**112 488**	**43 362**
Écoles sociales :									
NIVEAU VI									
Aides à domicile (CAFAD)	83	2 415	2 083	80	2 156	1 773	...	...	...
DEAVS (1)	///	///	///	32	1 304	117	...	...	...
NIVEAU V									
Aides à domicile (CAFAD)	56	6 236	2 396	56	7 212	2 826	...	...	...
NIVEAU IV									
Techniciens de l'intervention sociale familiale (TISF)	7	229	45	22	655	163	...	...	...
Moniteurs-éducateurs	50	4 439	1 766	56	5 849	2 288	...	...	...
NIVEAU III									
Formation en deux ans :									
Éducateurs de jeunes enfants	32	3 542	1 023	34	3 621	1 150	...	...	...
Formation en trois ans :									
Assistants de service social	51	6 315	1 726	58	7 134	1 806	...	...	...
Éducateurs spécialisés	54	8 545	2 383	60	10 292	2 694	...	...	...
Éducateurs techniques spécialisés	30	927	314	30	1 017	272	...	...	...
Formation complémentaire :									
Conseillers en économie-sociale familiale	45	1 087	746	43	1 021	745	...	...	...
Formation supérieure de travail social	20	663	95	19	620	149	...	...	...
Total écoles sociales	**428**	**34 398**	**125 777**	**490**	**40 881**	**13 983**	**...**	**...**	**...**

(1) En 2003, le CAFAD doit être remplacé par le DEAVS. Les écoles agréées pour le CAFAD avaient le droit, dès 2002, de donner des formations DEAVS.

TABLEAU G.01-19

Formation professionnelle continue dans les entreprises : effectifs en formation par catégorie professionnelle et sexe

Source : Ministère de l'Emploi, du Travail et de la Cohésion sociale — *Unités* : Millier de stagiaires et %

	1990	1995	1997	1998	1999	2000	*p* 2001
Catégorie professionnelle (hors bilans de compétence, y compris alternance)							
Ingénieurs et cadres (1)	566	718	703	738	799	823	865
%	19,5	20,6	20,5	20,4	21,4	22,1	22,1
Techniciens (1)	799	891	909	929	956	951	976
%	27,5	25,6	26,5	25,6	25,6	25,6	24,9
Ouvriers et employés (1)	1 540	1 868	1 818	1 955	1 975	1 945	2 072
%	53,0	53,7	53,0	54,0	52,9	52,3	53,0
Total	**2 905**	**3 477**	**3 430**	**3 622**	**3 730**	**3 719**	**3 912**
%	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Sexe (hors bilans de compétence, y compris alternance)							
Hommes	1 975	2 269	2 216	2 301	2 388	2 397	2 468
%	68,0	65,3	64,6	63,6	64,1	64,5	63,2
Femmes	930	1 204	1 214	1 318	1 339	1 318	1 435
%	32,0	34,7	35,4	36,4	35,9	35,5	36,8

(1) Y compris les travailleurs indépendants de qualification équivalente.

TABLEAU G.01-20

Sorties du système éducatif suivant le niveau de diplôme des élèves

Source : Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (DEP-SDES) — *Unités* : Millier et %

		Année de sortie					
	(1) CITE	1990	1995	1999	2000	2001	(2) 2002
Doctorat, DEA, Diplôme de grande école	5A/6	51	79	83	82	79	86
Maîtrise, licence, DEUG	5A	55	73	94	94	85	90
Supérieur général	5A/6	106	152	177	166	164	176
DUT/BTS, Paramédical et social	5B	78	117	109	107	119	108
Total diplômés du supérieur	**5..**	**184**	**268**	**286**	**274**	**283**	**284**
En %		**29**	**37**	**37**	**36**	**37**	**38**
Bacheliers	3A-C	115	162	177	177	167	176
CAP/BEP	3C	144	132	147	148	160	134
Total diplômés du second cycle du secondaire	**3..**	**259**	**294**	**323**	**325**	**328**	**310**
En %	**3A/C**	**40**	**41**	**42**	**43**	**43**	**42**
Brevet	2	61	52	56	67	58	54
Certificat de formation générale ou aucun diplôme	0-1	137	109	103	94	94	97
Brevet ou rien	**2-..**	**198**	**161**	**158**	**161**	**152**	**151**
En %		**31**	**22**	**21**	**21**	**20**	**20**
Ensemble des sortants		**642**	**723**	**767**	**760**	**763**	**745**
Sortants estimés à partir des statistiques scolaires		663	729	776	784	775	714

(1) La classification internationale type des enseignements (CITE) est utilisée pour les comparaisons entre pays par l'UNESCO, Eurostat, l'OCDE. Les personnes sont classées en fonction des diplômes qu'elles détiennent.
(2) L'enquête Emploi a été profondément modifiée en 2003. Certains aspects sont en cours d'approfondissement et pourront être précisés ultérieurement.

TABLEAU G.01-21

Situation sociale des jeunes sortis du système éducatif en fonction de leur diplôme le plus élevé

Source : INSEE (Enquête sur l'emploi 2003, moyenne des 4 trimestres) — *Unité* : %

	Écoles niveau licence (1) et au delà	Troisième cycle universi-taire	Licence et maîtrise	Bac + 2 (2)	Bacca-lauréat général	Bac tech-nologique et profes-sionnel	CAP BEP	Brevet	Sans diplôme
Depuis 1 à 4 ans (sortis de 1999 à 2002)									
Ensemble (nombre moyen de sortants)	**39 000**	**48 000**	**76 000**	**134 000**	**60 000**	**107 000**	**130 000**	**46 000**	**86 000**
Enseignants	1	14	26	–	2	–	–	–	–
Autres professions supérieures	58	48	9	4	5	1	–	1	–
Autres professions intermédiaires	15	14	25	47	20	15	5	5	4
Agriculteurs, artisans, commerçants, chefs d'entreprise	1	1	1	1	1	3	1	2	1
Professions supérieures, intermédiaires et indépendantes	**75**	**77**	**61**	**52**	**28**	**19**	**6**	**8**	**5**
Employés (3)	7	5	16	27	35	31	28	23	17
Ouvriers qualifiés	1	–	1	3	6	20	20	9	9
Ouvriers non qualifiés	–	–	–	2	5	10	18	17	17
Ensemble des emplois	**83**	**82**	**78**	**84**	**74**	**80**	**72**	**57**	**48**
Chômeurs	11	12	11	9	14	11	19	24	31
Inactifs	6	6	11	7	12	9	9	19	21
Depuis 5 à 10 ans (sortis de 1993 à 1998)									
Ensemble (nombre moyen de sortants)	**38 000**	**41 000**	**73 000**	**134 000**	**59 000**	**102 000**	**130 000**	**32 000**	**76 000**
Enseignants	3	15	30	1	1	–	–	–	–
Autres professions supérieures	68	58	15	9	6	1	–	–	1
Autres professions intermédiaires	14	10	21	48	20	22	7	9	5
Agriculteurs, artisans, commerçants, chefs d'entreprise	1	1	2	3	4	5	3	2	2
Professions supérieures, intermédiaires et indépendantes	**86**	**84**	**68**	**61**	**31**	**28**	**10**	**11**	**8**
Employés (3)	5	5	15	22	34	30	25	32	19
Ouvriers qualifiés	–	–	1	3	6	17	29	16	14
Ouvriers non qualifiés	–	–	–	2	5	8	12	11	14
Ensemble des emplois	**91**	**89**	**84**	**88**	**76**	**83**	**76**	**70**	**55**
Chômeurs	5	4	8	5	9	8	13	14	22
Inactifs	4	7	8	7	15	9	11	16	23

(1) Écoles délivrant des diplômes de niveau licence ou plus : écoles d'ingénieur, de commerce, d'architecture, de notariat, d'art, de journalisme, sciences-po, etc.
(2) DEUG, DUT, BTS, paramédical et social... : Les DUT, BTS et équivalents représentent environ les 3 quarts des sortants à ce niveau de diplôme.
(3) En raison de la rénovation de la nomenclature des professions et catégories socioprofessionnelles (PCS-2003), la distinction entre employés qualifiés et non qualifiés n'est pas disponible cette année.

TABLEAU G.01-22

Effectifs des personnels de l'Éducation nationale et de l'Enseignement supérieur au 1er janvier France métropolitaine + DOM

Source : Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (DEP-SDES)

	1995		2000		2002		2003		2004	
	Effectifs	% de femmes	Effectifs	% de femmes	Effectifs	% de femmes	Effectifs	% de femmes	Effectifs	% de femmes
Enseignants dans le 1er degré public (1)	314 217	76,1	314 730	77,8	317 293	78,4	318 236	78,8	318 381	79,3
Enseignants dans le 2ème degré public (2)	395 824	56,3	420 240	56,7	428 925	56,7	431 769	56,7	430 263	56,7
Enseignants dans le supérieur	60 205	29,8	71 600	33,1	74 094	33,9	74 881	34,2	75 853	34,7
Enseignants dans les établissements de formation du personnel (3)	36 892	62,1	34 570	62,3	42 295	66,3	45 629	67,9	43 845	67,2
Non enseignants	297 750	64,8	303 320	64,9	309 535	65,3	311 425	65,4	303 747	65,9
Total (4)	**1 104 888**	**62,9**	**1 144 460**	**63,4**	**1 172 142**	**63,8**	**1 181 940**	**64,0**	**1 172 089**	**64,2**
Enseignants dans le 1er degré privé	43 668	91,3	44 162	91,2	44 810	91,1	45 640	91,1	45 999	91,0
Enseignants dans le 2ème degré privé	91 271	65,3	94 994	65,8	97 254	65,7	98 529	65,7	99 395	65,6

(1) Y compris les directeurs, les instituteurs ou professeurs des écoles chargés de rééducation en psychopédagogie ou psychomotricité, les psychologues scolaires et les titulaires remplaçants.
(2) Y compris les documentalistes et les personnels de remplacement, hors personnel de direction.
(3) Enseignants formateurs et élèves enseignants y compris les enseignants et élèves des établissements de formation du supérieur (dont les instituts universitaires de formation des maîtres).
(4) Non compris les personnels de la Recherche et de Jeunesse et Sport.

TABLEAU G.01-23

Les enseignants exerçant dans les établissements publics des premier et second degrés au 1er janvier 2004 France métropolitaine + DOM

Source : Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (DEP - SDES)

	Effectifs	Âge moyen	% de femmes	% de temps partiel
Professeurs des écoles	232 002	39,9	79,3	5,8
Instituteurs	86 267	42,4	79,4	10,6
Autres titulaires	80	47,5	63,8	5,0
Total titulaires	**318 349**	**40,6**	**79,3**	**7,1**
Total non-titulaires	**32**	**46,0**	**84,4**	**18,8**
Total premier degré (1)	**318 381**	**40,6**	**79,3**	**7,1**
Agrégés et chaires supérieures	49 512	43,8	49,4	5,2
Certifiés et assimilés	258 440	42,2	60,9	8,7
Chargés d'enseignement et adjoints d'enseignement	4 178	50,7	48,8	7,3
Professeurs d'enseignement général des collèges (P.E.G.C.)	16 473	53,8	56,3	6,8
Professeurs de lycées professionnels	65 716	44,0	48,7	5,0
Professeurs des écoles	8 702	42,2	50,9	2,3
Instituteurs et instituteurs spécialisés	1 286	43,3	47,5	4,4
Total titulaires	**404 307**	**43,2**	**56,9**	**7,4**
Maîtres auxiliaires	4 676	42,4	58,8	11,4
Autres non-titulaires	21 280	34,2	52,6	30,1
Total non-titulaires	**25 956**	**35,7**	**53,7**	**26,7**
Total second degré (2)	**430 263**	**42,8**	**56,7**	**8,6**

(1) Y compris les directeurs, les instituteurs ou professeurs des écoles chargés de rééducation en psychopédagogie ou psychomotricité, les psychologues scolaires et les titulaires remplaçants.
(2) Y compris les documentalistes et les personnels de remplacement, hors personnels de direction.

TABLEAU G.01-24

Dépense intérieure d'éducation (1) - France métropolitaine + DOM

Source : Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (DEP-SDES)

	1980	1990	1995	1998	1999	*p* 2000	*p* 2001	*p* 2002	*p* 2003
Dépense intérieure d'éducation (milliards d'euros courants)	**28,5**	**68,0**	**91,3**	**99,4**	**102,7**	**105,4**	**107,2**	**109,7**	**111,3**
Milliards d'euros, aux prix de 2003 (*r*)	64,8	84,1	101,3	106,6	109,6	111,3	111,3	111,4	111,3
Part du Produit Intérieur Brut (%)	6,6	6,8	7,7	7,6	7,6	7,4	7,3	7,2	7,1
Dépense intérieure par habitant :									
Euros courants	530	1 170	1 450	1 660	1 700	1 740	1 760	1 790	1 810
Euros aux prix de 2003 (*r*)	1 200	1 450	1 700	1 780	1 820	1 840	1 830	1 820	1 810
Dépense intérieure (2) par élève ou étudiant :									
Euros courants	1 760	4 030	5 150	5 690 ■	6 050	6 240	6 370	6 520	6 600
Euros aux prix de 2003 (*r*)	4 010	4 980	5 720	6 100 ■	6 450	6 590	6 610	6 620	6 600
Structure du financement initial (%) :									
État	69,1	63,7	64,8	64,6	64,5	64,6	64,9	65,1	64,7
Collectivités territoriales	14,2	18,5	19,2	19,7	19,9	19,9	19,4	19,0	19,3
Autres administrations publiques et caisses d'allocations familiales	0,4	0,7	2,4	2,2	2,1	2,1	2,2	2,2	2,2
Entreprises	5,5	5,9	5,4	5,3	5,4	5,4	5,5	5,8	5,8
Ménages	10,8	11,2	8,2	8,2	8,1	8,0	8,0	7,9	8,0

(1) Le Compte de l'éducation a fait l'objet d'une rénovation en 1999. Les séries concernant la dépense intérieure d'éducation ont été rétropolées jusqu'en 1975. Les dépenses moyennes par élève n'ont été recalculées qu'à partir de 1999, il y a donc une rupture dans la série des dépenses moyennes. Le compte 1999 est définitif, ceux de 2000 à 2003 sont provisoires.
(2) Hors dépense pour l'enseignement artistique et l'enseignement extra-scolaire (enseignement à distance, formation professionnelle continue et autre extra-scolaire).

TABLEAU G.01-25

Dépense intérieure d'éducation. Financement des activités d'enseignement et des achats de biens et de services liés à l'éducation en 2003 - France métropolitaine + DOM

Dépenses totales (courantes plus capital) des financeurs finals (1)

Source : Ministère de l'Éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la Recherche (DEP-SDES) — *Unité* : Million d'euros

	(2) Financeur final							
	État			Collectivités territoriales	Autres administrations	Entreprises	Ménages	**Total**
	Éducation nationale	Autres ministères	**Total**					
ENSEIGNEMENT								
Enseignement de type scolaire (3) :								
1er degré	14 218	–	**14 218**	8 549	–	–	422	**23 189**
2ème degré	29 399	1 318	**30 717**	6 192	369	916	1 123	**39 317**
Enseignement supérieur	10 623	1 333	**11 956**	930	179	1 143	2 022	**16 230**
Enseignement de type extra-scolaire (4)	426	2 524	**2 950**	1 782	469	4 394	1 113	**10 708**
Total des activités d'enseignement [dépense intérieure d'enseignement] (5)	**54 666**	**5 175**	**59 841**	**17 453**	**1 017**	**6 453**	**4 680**	**89 444**
ACTIVITÉS ANNEXES								
Administration générale	2 302	98	**2 400**	1 236	–	2	127	**3 764**
Cantine, internat	2 345	94	**2 439**	2 391	84	16	3 408	**8 338**
Autres	490	132	**622**	116	–	–	7	**744**
ACHATS DE BIENS ET SERVICES								
Transport scolaire	100	–	**100**	2 126	–	–	86	**2 313**
Fournitures, livres scolaires, cours particuliers	74	–	**74**	179	–	–	3 298	**3 551**
Habillement, loisirs scolaires	–	–	**–**	–	–	–	1 146	**1 146**
RÉMUNÉRATION DU PERSONNEL D'ÉDUCATION EN FORMATION	2 005	–	**2 005**	–	–	–	–	**2 005**
	61 982							
Total [dépense intérieure d'éducation] (6)	**61 983**	**5 498**	**67 481**	**23 500**	**1 101**	**6 471**	**12 753**	**111 306**

(1) Compte économique de l'éducation : compte satellite des Comptes nationaux (chap. I.01) décrivant les flux financiers dans le domaine de l'éducation. Évaluations provisoires.
(2) Financeur final : dernier financeur. Exemple, une collectivité locale maître d'ouvrage d'une construction peut recevoir une subvention de l'État : la totalité de la dépense est affectée aux collectivités locales, dernier financeur et les dépenses de l'État ne comprennent pas la subvention. Les bourses d'études versées aux ménages sont traitées comme un transfert entre le financeur État ou collectivités locales, et le financeur ménage ; elles n'apparaissent pas comme dépense de l'État.
(3) Enseignement à plein temps sur un cycle annuel.
(4) Formation continue, enseignement par correspondance, stages, cours du soir.
(5) Total des dépenses effectuées en France métropolitaine et dans les DOM pour les activités d'enseignement.
(6) Total des dépenses effectuées en France métropolitaine et dans les DOM pour des activités d'éducation et pour l'achat de biens et services liés à l'éducation.

TABLEAU G.01-26

Dépense globale de formation professionnelle continue et d'apprentissage - France entière

Source : Ministère de l'Emploi, du Travail et de la Cohésion sociale — *Unité* : Million d'euros

Source de financement	1987	1995	1997	1998	1999	*p* 2000	*p* 2001
Dépense par financeur final (hors investissement)							
Administrations publiques (1)	6 164	10 533	10 425	10 496	10 734	10 539	10 359
dont : État	5 247	8 371	7 979	8 160	8 237	8 203	8 026
Régions	640	1 580	1 918	1 994	1 992	1 943	1 976
UNEDIC	39	1 107	1 610	1 408	1 202	1 146	1 186
Entreprises	4 375	7 632	8 168	8 448	8 861	9 216	9 527
Ménages	166	338	436	498	534	531	599
Total (hors investissement)	**10 744**	**19 610**	**20 638**	**20 851**	**21 331**	**21 432**	**21 671**
Dépense par public bénéficiaire							
Formation de première insertion (jeunes < 26 ans)	2 254	3 718	4 648	5 000	5 313	5 456	5 679
Formation des actifs occupés (1)	6 737	11 597	11 764	11 963	12 350	12 653	12 766
Formation des demandeurs d'emploi	1 753	4 295	4 226	3 888	3 668	3 323	3 226
Total (hors investissement)	**10 744**	**19 610**	**20 638**	**20 851**	**21 331**	**21 432**	**21 671**
Investissements	135	256	249	251	266	222	271
Total général	**10 879**	**19 866**	**20 887**	**21 102**	**21 597**	**21 654**	**21 942**
Part dans le produit intérieur brut (en %)	1,34	1,68	1,67	1,66	1,63	1,52	1,49

(1) Y compris dépenses de formation des agents de la fonction publique.

Chapitre H.01

○ Police judiciaire et Justice

1 Présentation.
2 Méthodologie.
3 Définitions.
4 Sources de documentation.
5 Tableaux.

❍ Liste des tableaux

1 Infractions constatées par les services de police et les unités de gendarmerie.

2 Les moyens en personnel de la justice.

3 Activité des juridictions civiles, procédures au fond et référés - France entière.

4 Activité des Parquets et des Officiers du Ministère public (Justice pénale) - France entière.

5 Les juges d'instruction (Justice pénale) - France entière.

6 Les tribunaux correctionnels et les tribunaux de police (Justice pénale) - France entière.

7 Les condamnations portées au Casier judiciaire national (Justice pénale) - France entière.

8 Protection judiciaire de la jeunesse. Prise en charge éducative - France entière.

9 L'administration pénitentiaire.

1

○ Présentation

Avec 3 974 694 crimes et délits constatés en France métropolitaine par l'ensemble des services de police et les unités de gendarmerie, l'année 2003 enregistre une baisse de la criminalité et de la délinquance de 3,38 % par rapport à 2002. Les vols, qui constituent 60 % des infractions, diminuent de 5 %. À l'inverse, les crimes et délits contre les personnes augmentent de 7,3 %.

Le budget alloué par l'État à la justice progresse depuis 1995 (+ 7,4 % en 2003) et atteint 5,04 milliards d'euros (1,84 % du budget général de l'État). Près de 59 % est destiné au personnel (69 215 agents), 29 % et 10 % sont consacrés respectivement au fonctionnement des établissements et aux équipements.

Sur les 5 083 465 affaires instruites par les parquets en 2002, 1 350 081 (26,6 %) sont classées comme « poursuivables » et parmi ces dernières, 68,2 % sont orientées sur une réponse pénale.

Sur les 477 935 peines prononcées en 2002, 1 355 sont des réclusions criminelles (dont 31 à perpétuité) et 148 411 des peines d'amende.

La justice pénale enregistre 1 610 viols, 38 204 coups et violences volontaires, 104 743 conduites en état d'ivresse, 31 735 grands excès de vitesse et 21 965 infractions à la législation sur les stupéfiants pour l'année 2002. Parmi les condamnés du pénal, 91,3 % sont des hommes et 38,1 % ont entre 25 et 40 ans.

Sur les 1 671 796 affaires introduites en justice civile, les durées de règlement des cours d'appel, des tribunaux de grande instance et des conseils de prud'hommes des affaires sont respectivement (en moyenne) de 17,2 mois, 9,4 mois et 11,3 mois.

La justice civile recense, en 2002, 122 666 divorces prononcés, 183 710 saisies sur rémunération et 83 060 certificats de « non-PACS » délivrés. Ce dernier doit être fourni à l'appui de toute demande d'enregistrement d'un PACS. Sa durée de validité étant d'un mois, une même personne peut être amenée à en demander plusieurs au cours d'une même procédure d'enregistrement.

Pour 48 603 places disponibles, l'administration pénitentiaire compte 59 246 détenus (37 497 condamnés et 21 749 prévenus), un chiffre en progression de 6,9 % pour 2003. La population prise en charge est constituée à 96,2 % d'hommes et à 62,5 % de personnes âgées de 21 à 40 ans. En France, le taux de détention est de 99,3 détenus pour 100 000 habitants au 1er janvier 2003 (75,6 au 1er janvier 2001) ; 29,3 % des condamnés purgent cependant une peine inférieure à 1 an.

Les principales causes d'incarcération sont le viol et les autres agressions sexuelles (22,2 %), viennent ensuite les coups et blessures volontaires (15,5 %).

En 2002, 102 081 demandes de réduction de peine ont été examinées et 92,3 % d'entre elles ont été accordées ; 31 777 permissions de sortie ont été signées avec pour principal motif le maintien des liens familiaux.

Les chiffres de l'administration pénitentiaire montrent une augmentation de la durée moyenne de détention, en métropole : 7,5 mois en 2002 contre 4,3 mois en 1975.

2

○ Méthodologie

21. L'EXERCICE DE LA POLICE JUDICIAIRE

Les services de la police nationale (sécurité publique, police judiciaire, renseignements généraux, police aux frontières, surveillance du territoire) et les unités de la gendarmerie nationale constatent les faits bruts retenus en raison des crimes et délits qu'ils sont présumés constituer (tentatives comprises).

Sont ainsi comptabilisés tous les faits (crimes et délits) consignés dans des procès-verbaux établis par les services de police et les unités de gendarmerie et transmis à l'autorité judiciaire.

Sont exclus de cette comptabilisation les délits routiers, les contraventions de toute nature, les infractions relevées par d'autres institutions (Douanes, Services fiscaux et Répression des fraudes, Inspection du travail...) ainsi que les procédures administratives.

Ces statistiques, établies par la Direction centrale de la police judiciaire, ne constatent que la criminalité apparente par rapport à l'ensemble des crimes et délits effectivement commis (cette différence, entre criminalité apparente et criminalité réelle, a sa source dans le comportement des victimes que de nombreuses raisons peuvent déterminer à ne pas dénoncer certains faits).

La répartition, par nature, des crimes et délits constatés, n'est pas toujours faite par stricte référence au Code pénal et peut utiliser des intitulés habituels aux services de police et de gendarmerie pour la description des faits délictueux et criminels (ex. cambriolages).

Il s'agit de faits constatés et non de faits jugés. Seuls les jugements énoncent la qualification définitive des infractions. Il serait donc formel et même inexact de chercher à ventiler systématiquement les infractions constatées par la police et la gendarmerie suivant la nomenclature utilisée dans la statistique des juridictions pénales.

À titre indicatif figure également une description des personnes mises en cause, c'est-à-dire celles contre lesquelles ont été réunis, au cours de l'enquête, des indices attestant qu'elles sont auteur, co-auteur ou complice d'un crime ou d'un délit.

22. L'EXERCICE DE LA JUSTICE

LA JUSTICE CIVILE

Depuis le début des années 1980, chaque juridiction civile doit tenir un répertoire général des affaires dont elle est saisie (art. 726 du nouveau Code de procédure civile). Le répertoire général civil (RGC) fournit les principales données statistiques permettant de décrire les contentieux dont sont saisies les juridictions, le mode de règlement des litiges ainsi que la durée de traitement des affaires. Les tribunaux des affaires de sécurité sociale et la Cour de cassation ne sont pas concernés par l'article 726 et tiennent leurs propres statistiques.

LA JUSTICE PÉNALE

Les données concernant l'activité des juridictions pénales sont extraites des imprimés décrivant les étapes du processus pénal. Les « Cadres du Parquet », remplis chaque année par les juridictions pénales, fournissent des flux : flux de procès verbaux dont a été saisi le Parquet au cours de l'année, flux d'affaires orientées par le Parquet et traitées au cours de l'année par la juridiction compétente.

- ***L'instruction***

Le répertoire de l'instruction permet de disposer, depuis 1989, de l'ensemble des renseignements collectés tout au long de la procédure sur les mises en examen, sur les mesures de sûreté (contrôle judiciaire et détention provisoire), sur la qualification de l'infraction principale figurant dans le réquisitoire introductif et sur la nature des ordonnances de clôture. Il permet aussi de calculer la durée des procédures d'instruction ainsi que celle des éventuelles mesures de sûreté.

- ***Les condamnations inscrites au casier judiciaire national***

Les données relatives aux condamnations prononcées pour crimes, délits et contraventions de 5ème classe sont obtenues à partir de l'exploitation statistique des informations saisies au Casier judiciaire national.

LA PROTECTION JUDICIAIRE DE LA JEUNESSE

Les données relatives au secteur « public » de la protection judiciaire de la jeunesse sont issues du système de gestion GAME (Gestion automatisée des mesures éducatives).

La mesure de l'activité du secteur habilité est obtenue par compilation des données établies manuellement par les établissements et services. Elle est donc comptabilisée dans le département d'implantation de la structure habilitée.

L'ADMINISTRATION PÉNITENTIAIRE

Les statistiques concernant le milieu fermé et le milieu ouvert, publiées ici, sont produites par la direction de l'Administration pénitentiaire.

3

○ Définitions

• ***La cour de cassation***

Elle contrôle la légalité de la décision en vérifiant si les règles de droit ont été correctement appliquées. Le délai de pourvoi est de deux mois. Lorsque le pourvoi lui paraît fondé en droit, la Cour de cassation annule, en tout ou partie, la décision prononcée (cassation). Elle renvoie alors l'affaire à une autre juridiction de même ordre, de même degré et de même nature que celle qui a primitivement statué. Lorsqu'elle juge le pourvoi mal fondé, la Cour de cassation rend un arrêt de rejet.

LA JUSTICE CIVILE

• ***Les cours d'appel***

L'appel tend à faire réformer ou annuler, par une cour d'appel (chambre civile), un jugement rendu par une juridiction du premier degré. La cour d'appel tranche de nouveau le débat au fond c'est-à-dire statue sur l'objet même du procès.

• ***Les tribunaux de grande instance***

Ils sont chargés de juger les affaires civiles portant sur des sommes supérieures à 7 600 euros ou qui ne sont pas attribuées à d'autres juridictions. Ils sont également seuls compétents pour certaines affaires énumérées par la loi, quel que soit le montant : état civil, divorce, autorité parentale, adoption, succession...

• ***Les tribunaux d'instance***

Ils sont compétents pour toutes les affaires ou la demande porte sur une somme inférieure à 7600 euros. Ils statuent alors selon le cas en premier ressort (possibilité d'appel) ou en dernier ressort si la demande n'excède pas 3 800 euros.

Les tribunaux d'instance ont par ailleurs une compétence exclusive pour certaines matières prévues par la loi comme par exemple les baux d'habitation, le contentieux électoral...

• ***Les tribunaux paritaires des baux ruraux***

Ils fonctionnent au siège de chaque tribunal d'instance. Leur compétence est exclusive et porte sur les contestations entre bailleurs et preneurs de baux ruraux relatives à l'application du code rural.

• ***Les conseils de prud'hommes***

Ils règlent les différends qui peuvent s'élever à l'occasion de tout contrat de travail entre les employeurs, ou leurs représentants, et les salariés. C'est une juridiction paritaire composée pour moitié de représentants des employeurs et pour moitié de représentants des salariés. Quand il y a désaccord entre les deux collèges (pas de majorité), l'affaire est renvoyée devant une nouvelle formation de jugement composée de conseillers prud'homaux et présidée par le juge d'instance ; on dit qu'il y a départition.

Les conseils de prud'hommes statuent selon le montant de la demande en premier ressort (possibilité d'appel) ou en premier et dernier ressort.

• ***Les tribunaux de commerce***

Ils connaissent des contestations relatives aux engagements et transactions entre négociants, marchands et banquiers et aux actes de commerce entre toutes personnes. Ils sont également compétents pour connaître des procédures concernant le règlement judiciaire et la liquidation des biens, la faillite personnelle, ainsi que des procédures tendant à faciliter le redressement économique et financier de certaines entreprises si le débiteur est commerçant.

Dans les circonscriptions où il n'est pas établi de tribunal de commerce, le tribunal de grande instance est compétent.

• ***L'ordonnance de référé***

C'est une décision provisoire, rendue à la demande d'une partie, qui n'a pas au principal l'autorité de la chose jugée.

• ***Le juge aux affaires familiales***

Instauré par la loi n° 93.22 du 8 janvier 1993, le juge du tribunal de grande instance délégué aux affaires familiales est seul compétent pour se prononcer sur le divorce et ses conséquences et est plus spécialement chargé de veiller à la sauvegarde des intérêts des enfants mineurs. Depuis le 1er février 1994, date d'entrée en application de la loi, des contentieux autrefois réglés par le juge d'instance (6 %) sont traités au tribunal de grande instance par le juge aux affaires familiales.

• ***Le juge de l'exécution***

L'article L.95 de la loi du 9 août 1991, réformant les procédures d'exécution, a transféré au juge de l'exécution la compétence auparavant détenue par le juge d'instance en matière de surendettement. La fonction de juge de l'exécution a été confiée au président du tribunal de grande instance qui peut la déléguer à un ou plusieurs juges.

LA JUSTICE PÉNALE

Le nouveau Code pénal, entré en vigueur le 1er mars 1994, a créé des incriminations nouvelles, aggravé des incriminations classiques et modifié l'échelle des peines. La loi de décembre 1992 fixant des dispositions nouvelles pour l'inscription au casier judiciaire des condamnations de mineurs ainsi que l'amnistie présidentielle de 1995 ont des effets sur l'enregistrement des condamnations de 1994 et 1996.

• ***Le Parquet***

Le ministère public, auquel est confiée l'action publique, décide de l'opportunité des poursuites. S'il décide de poursuivre, il saisit une juridiction de jugement ou le juge d'instruction, selon la gravité et la complexité des faits, ou le juge des enfants pour les affaires mettant en cause des mineurs. Il peut aussi ordonner une procédure alternative à la poursuite (réparation du dommage, indemnisation de la victime, injonction thérapeutique pour les toxicomanes...). Il peut enfin procéder à un classement sans suite si l'auteur n'est pas connu ou si les poursuites paraissent inopportunes, en particulier quand le préjudice est de faible importance.

La comparution immédiate est une procédure rapide qui permet au procureur de traduire le prévenu, sur-le-champ, devant le tribunal correctionnel. Elle suppose, d'une part, que l'affaire soit en état d'être jugée et d'autre part que l'emprisonnement encouru soit au moins égal à deux ans sans excéder sept ans ou, en cas de délit flagrant, au moins égal à six mois.

La convocation par procès-verbal, procédure rapide de convocation devant le tribunal, est notifiée au prévenu dès la fin de la garde à vue par l'officier de police judiciaire ou par le procureur. Enfin, la citation directe est délivrée par huissier.

L'ordonnance pénale

C'est une procédure simplifiée, écrite et sans audience de jugement, qui s'applique aux contraventions les moins importantes.

L'amende forfaitaire

Elle s'applique aux contraventions des quatre premières classes dont la liste est fixée par décret en Conseil d'État (contraventions en matière d'environnement, au Code de la route, au Code des assurances...)

• ***L'instruction***

Le juge d'instruction, magistrat du tribunal de grande instance, est obligatoirement saisi pour les crimes et à l'initiative du parquet, pour les délits les plus complexes.

Il a le pouvoir de mettre en examen toute personne à l'encontre de laquelle il existe des indices laissant présumer qu'elle a participé, comme auteur ou complice, aux faits dont il est saisi (art. 80-1 du Code de procédure pénale). La mise en examen est génératrice de droits, en particulier celui d'être assisté par un avocat qui aura accès au dossier.

La chambre de l'instruction

Composée de trois magistrats de la cour d'appel, elle est la juridiction d'appel des décisions du juge d'instruction et de contrôle de la régularité de la procédure.

Le contrôle judiciaire

Il peut être prescrit contre toute personne, mise en examen pour crime ou délit, dès lors qu'une peine d'emprisonnement est encourue. Cette personne est alors soumise à certaines obligations (présentation périodique auprès d'un service de police, non-fréquentation de certains lieux ou de certaines personnes, versement d'une caution...).

La détention provisoire

Elle peut être ordonnée contre toute personne mise en examen pour crime ou pour délit. Dans le cas d'un délit, la peine

d'emprisonnement encourue doit être supérieure à trois ans. La loi du 15 juin 2000 renforce la protection de la présomption d'innocence et les droits des victimes et transfère, à compter du 1er janvier 2001 à un juge des libertés et de la détention, le pouvoir de placer sous mandat de dépôt.

• ***Les cours d'assises***

Juridiction départementale, la cour d'assises juge les crimes. Elle est composée de trois magistrats et de neuf jurés tirés au sort dans la population. En cas d'appel, l'affaire est jugée par une nouvelle cour d'assises composée de trois magistrats et de douze jurés.

• ***Les tribunaux correctionnels***

Le tribunal correctionnel est la formation pénale du tribunal de grande instance qui juge les délits. Les jugements du tribunal correctionnel peuvent être attaqués par voie d'appel.

• ***Les tribunaux de police***

Ils jugent les contraventions. Le volume très important des contraventions de 1re à 4ème classe a conduit à mettre en place des procédures dites simplifiées comme l'amende forfaitaire majorée et l'ordonnance pénale.

• ***Les condamnations inscrites au Casier judiciaire national***

L'approche statistique appréhende avec difficulté les condamnations dans leur ensemble, lorsqu'elles concernent des infractions ou des peines multiples. Si une condamnation comporte trois infractions et trois peines, on ne peut pas dissocier les peines pour en associer une à chaque infraction. Pour pallier cette difficulté, l'analyse statistique a créé les concepts d'infraction principale et de peine principale.

L'infraction principale est la première citée si toutes les qualifications correspondent à une même catégorie (crime, délit ou contravention) ; c'est la première citée dans la catégorie la plus grave, si les qualifications correspondent à des catégories différentes (crime et délit par exemple).

La peine principale est la peine la plus grave prononcée pour la ou les infractions de la catégorie la plus grave. À l'exception des dispenses de peines, toutes les peines criminelles arrivent donc avant les peines correctionnelles quelles qu'elles soient, qui elles-mêmes se placent devant les peines de police.

• ***Les infractions***

Atteintes à la personne

Ce sont les atteintes, volontaires ou non, à l'intégrité corporelle d'une personne, quelles que soient les circonstances (y compris la circulation routière). Elles comprennent également les atteintes aux mœurs ainsi que les atteintes à la vie privée.

Atteintes aux biens

Ce sont les vols et recels, destructions, dégradations et détournements de biens par attentat.

Atteintes à la sûreté publique

Ce sont le faux monnayage, la contrefaçon ou falsification d'effets ou de titres émis par le trésor public, les infractions à la police des étrangers, les infractions militaires, etc.

Atteintes à la santé

Elles comprennent les infractions sur les stupéfiants, les infractions à la réglementation des débits de boisson, l'exercice illégal d'une profession médicale, les infractions à la législation sur les substances vénéneuses, etc.

• ***Les peines privatives de liberté***

La réclusion criminelle est une peine perpétuelle ou à temps (art. 131-1 du Code pénal), éventuellement assortie d'une période de sûreté. Elle entraîne les peines accessoires de la dégradation civique et l'interdiction légale. Quand elle est prononcée pour une durée déterminée, celle-ci est comprise entre 10 et 30 ans.

L'emprisonnement correctionnel, dont la durée ne peut pas excéder dix ans (art. 131-4 du Code pénal), s'accompagne le cas échéant de peines complémentaires, tantôt facultatives tantôt obligatoires (interdiction de séjour, de certains droits civils, civiques et de famille, interdiction d'exercer une profession).

Le tribunal qui prononce une condamnation à l'emprisonnement peut ordonner qu'il sera sursis à l'exécution de cette peine. Le sursis peut être simple ou assorti du placement du condamné sous le régime de mise à l'épreuve. Le sursis implique la suspension totale ou partielle de l'exécution de la peine. Le sursis est révocable, en cas de nouvelle condamnation à une peine criminelle ou correctionnelle sans sursis, pour crime ou délit de droit commun. La condamnation disparaît si la révocation n'a pas lieu dans un délai de cinq ans. Le sursis avec mise à l'épreuve soumet en outre le condamné à des mesures de surveillance, d'assistance et à des obligations particulières, sous le contrôle du juge de l'application des peines.

Les peines privatives ou restrictives de droit (peines de substitution) art. 131-6 du Code pénal : pour les délits, les tribunaux peuvent prononcer à titre principal des mesures se substituant à de courtes peines d'emprisonnement. Ce sont essentiellement des annulations ou suspensions du permis de conduire, des confiscations et des interdictions professionnelles.

L'amende : c'est une peine qui consiste dans l'obligation imposée au condamné de payer une somme d'argent. Elle est applicable comme peine complémentaire en matière criminelle (assez rare), et en matière correctionnelle, tantôt comme peine principale, tantôt comme peine complémentaire à l'emprisonnement. En matière de contravention, c'est la peine principale la plus fréquente ; son montant varie selon la classe de la contravention. En toutes matières, l'amende peut être assortie du sursis.

Le jour-amende : lorsqu'un délit est puni d'une peine d'emprisonnement, le tribunal peut prononcer une peine de jours-amende consistant pour le condamné au paiement d'une somme correspondant à une contribution quotidienne pendant un certain nombre de jours.

Le travail d'intérêt général consiste en l'accomplissement par le condamné qui l'accepte d'un travail non rémunéré d'une durée comprise entre 40 et 240 heures, au profit d'une collectivité publique, d'un établissement public ou d'une association habilitée.

La dispense de peine : le prévenu peut être dispensé de peine, en matière de délit ou de contravention, s'il apparaît que son reclassement est acquis et le dommage réparé. Si les conditions prévues sont seulement en voie de réalisation, il peut y avoir ajournement du prononcé de la peine, de façon à permettre l'application, le cas échéant, de la dispense de peine.

La mesure éducative (ordonnance du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante) : les juridictions pour mineurs prononcent les mesures de protection, d'assistance, de surveillance et d'éducation qui semblent appropriées. Les mesures éducatives susceptibles d'être ordonnées sont : la remise aux parents, tuteur, gardien ou à une personne digne de confiance, la liberté surveillée, le placement dans un établissement public ou privé habilité, médical, d'éducation ou de formation professionnelle ou dans un internat pour mineurs délinquants, la remise à l'aide sociale à l'enfance.

L'ADMINISTRATION PÉNITENTIAIRE

• ***Le milieu fermé***

La population carcérale comprend l'ensemble des individus, prévenus et condamnés, détenus dans les établissements pénitentiaires.

• ***La contrainte par corps***

Elle s'applique dans le cas d'un condamné de moins de 65 ans, solvable, et qui ne s'acquitte pas de ses obligations pécuniaires envers le trésor public.

• ***Le milieu ouvert***

Le service pénitentiaire d'insertion et de probation (SPIP)

C'est un service déconcentré de l'administration pénitentiaire. Il en existe un par département. Ses principales missions à l'égard des personnes condamnées sont :

– de favoriser l'accès aux droits et aux dispositifs d'insertion des détenus et personnes qui lui sont confiées par les autorités judiciaires ;

– de s'assurer pour les personnes libérées de la continuité des actions d'insertion ;

– de mettre en œuvre les mesures de contrôle et de veiller au respect des obligations imposées aux condamnés à l'emprisonnement avec sursis et mise à l'épreuve ou à un travail d'intérêt général et aux libérés conditionnels.

La mise à l'épreuve

Modalité du sursis, elle s'applique aux condamnations à l'emprisonnement prononcées pour crime ou délit de droit

commun. Les principales obligations sont l'exercice d'une activité professionnelle, la soumission à des mesures de contrôle, de traitement ou de soins, la réparation des dommages causés par l'infraction ainsi que la contribution aux charges familiales et l'acquittement des pensions alimentaires. Le tribunal fixe le délai d'épreuve qui ne peut être inférieur à 18 mois ni supérieur à 3 ans.

Le travail d'intérêt général

Prononcé à titre principal ou comme modalité d'un sursis, le travail d'intérêt général est destiné, comme le sursis avec mise à l'épreuve, à favoriser la réinsertion du condamné en évitant les courtes peines d'emprisonnement. Le travail, d'une durée de 40 à 240 heures, est exécuté sous le contrôle du juge de l'application des peines.

La libération conditionnelle

Les condamnés manifestant des efforts sérieux de réadaptation sociale peuvent en bénéficier, sur décision du juge de l'application des peines lorsque la peine prononcée n'excède pas 10 ans (ou, quelle que soit la peine prononcée, lorsque la durée de détention restant à subir n'excède pas trois ans), et sur décision de la juridiction régionale de la libération conditionnelle dans les autres cas.

4 ❍ Sources de documentation

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du ministère de la Justice et du ministère de l'Intérieur, de la Sécurité intérieure et des Libertés locales.

Sites Internet :

– www.justice.gouv.fr
– www.interieur.gouv.fr
– www.insee.fr

Publications :

Ministère de la Justice

– *Les chiffres clés de la Justice*, (annuel) ;
– *Annuaire statistique de la Justice*, La Documentation française ;
– *Chiffres-clés de l'Administration pénitentiaire* (annuel) ;
– *Rapport annuel d'activité de l'Administration pénitentiaire*, La Documentation française ;
Rapport annuel de la Cour de cassation, La Documentation française ;
– *Rapport annuel d'activité, Service central de prévention de la corruption*, La Documentation française ;
– *Études et statistiques Justice* (périodicité variable) ;
– *Bulletin officiel du ministère de la Justice* (trimestriel) ;
– *Lettre de la PJJ* (Protection judiciaire de la jeunesse) (trimestrielle), La Documentation française ;
– *Infostat Justice* (4 n^{os}/an).

Ministère de l'Intérieur, de la Sécurité intérieure et des Libertés locales

– Aspects de la criminalité et de la délinquance constatées en France par les services de police et de gendarmerie, La Documentation française (annuel) ;
– *Cahiers de la sécurité intérieure* (4 n^{os}/an), Institut des hautes études de la sécurité intérieure (IHESI).

INSEE

France portrait social, 2004 :

– « Sécurité, justice pénale ».

Autres

– « Les sanctions civiles, pénales et administratives en droit du travail, Tome I, Ministère du travail, Jean Michel, 2004.
– « L'avenir des juridictions spécialisées dans le domaine social », Conseil d'État, *Étude du Conseil d'État,* 2004.
– « Réformes de la justice pénale », *Regards sur l'actualité*, La Documentation française, 2004.
– « Peine de mort », Conseil de l'Europe, R. Badinter, H-A Bedau, P. Hodgkinson, R. Hood, 2004.
– « La protection judiciaire de la jeunesse », Rapport au Président de la République suivi des réponses des administrations et organismes intéressés, Cour des Comptes, 2003.
– *Questions pénales* : Bulletin d'information, Centre de recherche sociologiques sur le droit et les institutions pénales (CRSDIP).

5 ❍ Tableaux

Des tableaux détaillés, rétrospectifs, « séries » et supplémentaires sont disponibles sur le cédérom (cf. liste en fin d'annuaire).

TABLEAU H.01-1

Infractions constatées par les services de police et les unités de gendarmerie (1)

Source : Ministère de l'Intérieur, de la Sécurité intérieure et des Libertés locales (direction centrale de la Police judiciaire) — *Unité* : Nombre

	1995	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Vols (y compris recels)	**2 400 644**	**2 291 404**	**2 252 528**	**2 334 696**	**2 522 346**	**2 507 027**	**2 380 770**
Vols à main armée	9 147	8 100	7 515	8 613	9 363	9 155	7 384
Autres vols avec violences	65 430	76 191	87 432	101 223	124 918	123 982	117 902
Cambriolages	433 320	395 913	370 076	370 993	416 297	432 593	407 585
Vols avec entrée par ruse	17 004	13 299	13 885	14 670	15 492	13 656	12 904
Vols d'automobiles	351 509	319 447	299 036	302 626	314 635	284 765	231 614
Vols de véhicules motorisés à deux roues	102 016	96 483	96 911	98 431	104 348	97 383	97 064
Vols à la roulotte	554 626	507 007	485 580	476 852	503 773	481 524	433 739
Vols d'accessoires sur véhicules immatriculés	190 614	180 355	181 024	193 325	217 006	220 519	197 179
Autres vols simples	640 259	655 752	675 933	735 337	783 096	806 207	835 129
Recels	36 719	38 857	35 136	32 626	33 418	37 243	40 270
Infractions économiques et financières	**357 104**	**287 415**	**295 734**	**352 164**	**366 208**	**355 342**	**349 473**
Escroqueries, faux et contrefaçons	294 497	246 991	258 306	317 044	334 064	325 841	322 607
Délinquance économique et financière	43 887	23 611	21 952	18 501	16 851	16 045	15 735
Infractions à la législation sur les chèques (sauf falsifications et usages de chèques volés)	18 720	16 813	15 476	16 619	15 293	13 456	11 131
Crimes et délits contre les personnes	**191 180**	**220 948**	**233 194**	**254 514**	**279 610**	**303 552**	**325 697**
Homicides	2 563	2 150	1 997	2 166	2 289	2 415	2 173
Coups et blessures volontaires	71 095	86 796	95 235	106 484	116 568	125 371	135 003
Autres atteintes contre les personnes	51 708	60 351	64 022	70 026	79 885	90 027	96 786
Atteintes aux mœurs	29 123	33 014	32 490	33 538	35 451	37 813	40 577
Infractions contre la famille et l'enfant	36 691	38 637	39 450	42 300	45 417	47 926	51 158
Autres infractions (dont stupéfiants)	**716 392**	**765 758**	**786 408**	**830 475**	**893 628**	**947 961**	**918 754**
Infractions à la législation sur les stupéfiants	79 052	92 858	101 841	103 731	91 618	108 121	125 479
Délits à la police des étrangers	53 429	41 814	46 416	45 869	47 462	57 643	59 702
Destruction, dégradations contre biens publics et privés	440 591	500 911	499 473	518 439	574 994	589 278	541 338
Délits divers (2)	143 320	130 175	138 678	162 436	179 554	192 919	192 235
Total des crimes et délits (sauf circulation routière)	**3 665 320**	**3 565 525**	**3 567 864**	**3 771 849**	**4 061 792**	**4 113 882**	**3 974 694**
Nombre de français mis en cause	640 435	644 159	646 415	679 359	680 295	729 730	766 949
Nombre d'étrangers mis en cause	152 958	144 833	152 558	155 190	155 544	177 239	189 474
Nombre d'hommes majeurs	566 508	523 875	536 724	566 839	562 984	619 930	654 738
Nombre d'hommes mineurs	113 987	152 685	150 469	154 253	155 735	158 227	156 125
Nombre de femmes majeures	100 652	93 330	91 862	92 454	95 838	106 657	121 923
Nombre de femmes mineures	12 246	19 102	19 918	21 003	21 282	22 155	23 637

(1) Les statistiques de police judiciaire comptabilisent les faits pénaux bruts (commis et tentés) retenus à raison des crimes et délits qu'ils sont présumés constituer et qui sont consignés dans une procédure transmise à l'autorité judiciaire. Sont exclus de cette comptabilisation les délits routiers, les contraventions de toute nature, les infractions constatées par d'autres institutions (douanes, services fiscaux et répression des fraudes, inspection du travail...), les procédures administratives. Parce qu'il s'agit de faits constatés et non de faits jugés (seul le jugement énonce la qualification définitive), ces statistiques de police judiciaire ne peuvent être strictement comparées à celle des juridictions pénales.
(2) Ce poste regroupe tous les délits non spécifiés précédemment et qui entrent dans la catégorie « autres infractions (dont stupéfiants) ».

TABLEAU H.01-2

Les moyens en personnel de la justice

Source : Ministère de la Justice — *Unité* : Nombre

Effectifs budgétaires	1995	1999	2000	2001	2002	2003
Administration centrale et services extérieurs	1 800	1 770	1 780	1 802	1 863	2 028
Services judiciaires :						
Ensemble	24 668	25 916	26 290	26 803	27 601	28 227
Magistrats	6 029	6 327	6 539	6 846	7 144	7 294
Fonctionnaires	18 639	19 589	19 751	19 957	20 457	20 933
Administration pénitentiaire	23 899	25 474	25 868	26 233	27 755	28 590
Protection judiciaire de la jeunesse	5 978	6 393	6 768	7 144	7 439	7 753
Conseil d'État, cours administratives d'appel et tribunaux administratifs	1 961	2 184	2 267	2 357	2 441	2 541
Commission nationale de l'informatique et des libertés	55	57	58	70	74	76
Ensemble des effectifs budgétaires	**58 361**	**61 794**	**63 031**	**64 409**	**67 173**	**69 215**

TABLEAU H.01-3

L'activité des juridictions civiles, procédures au fond et référés - France entière

Source : Ministère de la Justice (Rapport annuel de la Cour de cassation et Répertoire général civil) — *Unité* : Nombre

	1990	1995	1999	2000	2001	2002
La Cour de cassation						
Affaires nouvelles	19 395	19 969	20 090	21 331	22 700	22 324
Affaires terminées	18 613	21 499	19 758	21 394	20 613	23 482
dont : Cassation	3 602	5 300	4 238	4 024	4 247	5 089
Rejet de la demande	7 301	8 475	7 982	8 541	8 957	6 135
Ordonnance ou arrêt de désistement	3 441	3 373	3 679	3 981	3 763	4 101
Les cours d'appel						
Nombre de cours d'appel	33	33	33	33	33	33
Affaires nouvelles	167 803	220 066	201 521	194 392	186 930	189 916
Affaires terminées	169 010	198 754	211 050	221 492	206 294	198 035
Décisions statuant sur le fond de la demande	115 533	135 023	140 205	149 388	141 239	133 134
dont : Confirmation totale ou partielle de la décision attaquée	88 536	102 720	107 645	115 119	109 777	107 721
Infirmation de la décision attaquée	26 997	32 303	32 560	34 269	31 462	25 413
Autres décisions (radiation, désistement, jonction...)	53 477	63 731	70 845	72 104	65 055	64 901
Les tribunaux de grande instance (1)						
Nombre de tribunaux de grande instance	181	181	181	181	181	181
Affaires nouvelles	488 680	660 189	605 816	600 999	599 930	597 124
dont : Droit de la famille	271 958	374 866	384 255	388 932	394 855	396 880
Affaires terminées	463 075	645 319	608 991	593 462	578 832	581 798
dont : Divorces et séparations de corps prononcés	110 042	125 991	123 789	120 629	116 988	132 608
Référés	95 886	126 501	111 342	113 613	118 678	117 084
Les tribunaux d'instance (1)						
Nombre de tribunaux d'instance	473	473	473	473	473	473
Affaires nouvelles	532 790	483 909	472 297	491 527	491 664	494 926
Affaires terminées	501 578	491 021	456 112	479 523	470 210	478 731
Référés	87 910	83 962	62 725	66 987	68 137	67 484
Les tribunaux paritaires des baux ruraux						
Nombres de tribunaux paritaires des baux ruraux	413	413	413	413	413	413
Affaires nouvelles	4 859	3 614	3 986	3 731	3 546	3 424
Affaires terminées	4 576	3 807	3 592	3 528	3 536	3 318
Référés	325	209	239	219	173	223
Les conseils de prud'hommes						
Nombre de conseils de prud'hommes	281	270	270	270	270	270
Affaires nouvelles	152 955	157 542	165 977	164 039	171 293	176 075
Affaires terminées	145 935	166 593	172 369	160 747	162 131	167 840
Référés	40 822	51 384	47 303	47 488	47 616	49 912
Les tribunaux de commerce						
Nombre de tribunaux de commerce	229	227	191	191	191	191
Affaires nouvelles	275 651	...	...	...	207 431	213 843
dont : Droit des affaires	...	...	...	...	117 570	116 668
Droit des contrats	...	...	...	...	58 025	60 503
Affaires terminées	233 314	282 070	224 426	238 939	206 093	206 060
dont : Droit des affaires	88 907	134 920	118 904	141 462	111 265	...
Droit des contrats	113 609	110 541	71 595	63 824	60 936	...
Référés	49 831	54 158	37 049	35 411	35 519	34 868

(1) Dans les séries affaires nouvelles et affaires terminées, la comparabilité des années 1995 à 2002 avec l'année 1990 est perturbée par l'instauration du juge de l'exécution et du juge aux affaires familiales.

TABLEAU H.01-4

Activité des Parquets et des Officiers du Ministère public (Justice pénale) (1) - France entière

Source : Ministère de la Justice (Cadres du Parquet) — *Unité* : Nombre

	1990	1995	1999	2000	2001	2002
LES PARQUETS						
Nombre de Parquets	181	181	181	181	181	181
Plaintes, dénonciations, procès-verbaux reçus dans l'année	**5 244 233**	**5 191 255**	**4 932 196**	**5 007 674**	**5 385 826**	**5 501 482**
dont : Auteur inconnu	2 200 801	3 016 633	3 070 245	3 141 273	3 498 178	3 583 852
Crimes	12 851	14 432	13 758	15 947	18 524	18 880
Délits	4 837 801	4 832 977	4 403 140	4 470 557	4 853 927	4 987 593
Contraventions de 5ème classe	393 581	343 846	457 371	469 023	464 760	447 417
Autres	...	...	57 927	52 147	48 615	47 592
Affaires traitées	**...**	**...**	**4 586 854**	**4 611 383**	**4 944 721**	**5 083 465**
Affaires non poursuivables	**...**	**3 016 633**	**3 323 906**	**3 318 575**	**3 616 873**	**3 733 384**
Affaires poursuivables	**...**	**...**	**1 262 948**	**1 292 808**	**1 327 848**	**1 350 081**
Affaires poursuivables/affaires traitées (en %)	...	...	27,5	28,0	26,9	26,6
Affaires poursuivies	**703 831**	**553 731**	**638 000**	**628 065**	**621 866**	**624 335**
Transmission au juge d'instruction	53 652	44 554	39 176	37 768	36 398	37 444
Transmission au juge des enfants	44 749	39 207	52 827	54 651	56 974	56 279
Poursuite devant le tribunal correctionnel	447 461	373 660	379 530	373 949	371 640	383 411
Poursuite devant le tribunal de police	157 969	96 310	166 467	161 697	156 854	147 201
Procédures alternatives aux poursuites	**...**	**82 828**	**214 108**	**250 051**	**269 966**	**289 485**
Taux de réponse pénale (en %)	...	...	67,5	67,9	67,3	68,2
Classements sans suite (2)	**...**	**1 062 643**	**410 840**	**414 692**	**434 475**	**429 506**
Classements sans suite/affaires poursuivables (en %)	...	...	32,5	32,1	32,7	31,8
LES OFFICIERS DU MINISTÈRE PUBLIC						
Nombre d'officiers du ministère public	473	473	473	473	473	473
Plaintes, dénonciations, procès-verbaux reçus dans l'année	**13 280 927**	**14 592 269**	**12 684 042**	**13 149 260**	**12 071 874**	**13 299 387**
Procédure d'amende forfaitaire majorée	11 405 623	13 335 232	11 889 124	12 431 138	11 374 461	12 432 331
Autres procédures	1 875 304	1 257 037	794 918	718 122	697 413	867 056
Plaintes, dénonciations, procès-verbaux classés sans suite	**1 556 044**	**2 407 811**	**1 605 140**	**1 792 469**	**2 411 787**	**2 423 586**
Affaires poursuivies	**11 121 637**	**11 111 877**	**10 658 882**	**10 758 821**	**9 306 987**	**10 767 585**
Amende forfaitaire majorée prononcée	9 452 733	10 306 201	10 054 079	10 153 903	8 776 102	10 192 692
Poursuite devant le tribunal de police	1 668 904	805 676	604 803	604 918	530 885	574 893

(1) Nouvelle présentation de l'activité du parquet prise en compte dans ce tableau à partir de 1998.
(2) Y compris les affaires où l'infraction n'est pas juridiquement constituée (entre 1990 et 1997).

TABLEAU H.01-5

Les juges d'instruction (Justice pénale) - France entière

Source : Ministère de la Justice (Répertoire de l'instruction) — *Unité* : Nombre

	1990	1999	2000	2001	2002
Nombre de juges d'instruction (postes budgétaires)	561	565	555	565	567
Ensemble des affaires terminées	**50 277**	**40 738**	**39 186**	**37 363**	**34 485**
dont : L'infraction principale est un crime	4 902	7 115	6 732	6 929	7 385
Affaires terminées sans mise en examen	9 751	9 604	10 339	11 524	10 695
Nombre de personnes mises en examen dans les affaires terminées	73 649	63 129 *e*	57 826 *e*	51 420	47 655
Décision de clôture :					
Ordonnance de non-lieu	8 186	9 423	7 698	6 483	5 282
Transmission à la cour d'assises pour majeurs	2 391	3 172	3 165	2 557	2 707
Transmission à la cour d'assises pour mineurs	156	115	205	199	322
Transmission au tribunal correctionnel	50 634	42 313	40 009	35 184	33 461
Dessaisissement, jonction	4 940	2 449	1 585	2 049	1 374
Mesures de contrôle judiciaire prises dans les affaires terminées durant l'année	19 435	22 210 *e*	24 733 *e*	21 487	21 572
Mesures de détention provisoire prises dans les affaires terminées durant l'année	29 317	22 618 *e*	21 966 *e*	16 772	17 619
Durée moyenne de l'instruction des affaires terminées en mois	**11,6**	**16,7**	**17,1**	**17,4**	**17,7**
dont : Crimes (1)	14,1	17,1	17,7	17,9	18,1

(1) Qualification de l'infraction principale au réquisitoire introductif.

TABLEAU H.01-6

Les tribunaux correctionnels et les tribunaux de police (Justice pénale) - France entière

Source : Ministère de la Justice (Cadres du Parquet et Casier judiciaire national) — *Unité* : Nombre

	1990	1995	1999	2000	2001	2002
Les cours d'assises						
Nombre de cours d'assises (1)	99	99	99	99	99	99
Cour d'assises de premier ressort :						
Acquittements	**142**	**136**	**135**	**78**	**137**	**140**
Cour d'assises pour majeurs	140	130	129	76	127	125
Cour d'assises pour mineurs	2	6	6	2	10	15
Condamnations	**2 722**	**2 777**	**3 376** *r*	**2 939** *r*	**2 733** *r*	**2 650**
Cour d'assises pour majeurs	2 567	2 619	3 103 *r*	2 659 *r*	2 434 *r*	2 351
Cour d'assises pour mineurs	155	158	273 *r*	280 *r*	299 *r*	299
Cour d'assises d'appel (2) :						
Acquittements	///	///	///	///	**9**	**20**
Cour d'assises pour majeurs	///	///	///	///	9	18
Cour d'assises pour mineurs	///	///	///	///	–	2
Condamnations	///	///	///	///	**218** *r*	**380**
Cour d'assises pour majeurs	///	///	///	///	209 *r*	369
Cour d'assises pour mineurs	///	///	///	///	9	11
Les tribunaux correctionnels						
Nombre de tribunaux correctionnels (1)	181	181	181	181	181	181
Mesures de sûreté prononcées :						
Contrôles judiciaires prononcés	6 869	4 811	4 048	4 350	4 113	5 133
Mandats de dépôt prononcés	24 207	27 902	17 417	15 572	15 725	18 906
Décisions prononcées :						
Relaxes	20 378	17 854	19 446	19 038	18 241	18 127
Condamnations	410 134	313 034	392 599 *r*	385 900 *r*	355 646 *r*	335 569
Les tribunaux de police						
Nombre de tribunaux de police (1)	454	454	454	454	454	454
Affaires traitées	**1 588 882**	**902 097**	**757 220**	**757 668**	**685 217**	**722 209**
Contraventions de 1ère à 4ème classe	1 435 720	802 085	583 855	581 031	516 193	564 082
Contraventions de 5ème classe	153 162	100 012	173 365	176 637	169 024	158 127
Mode de jugement :						
Jugements	464 237	309 316	299 528	282 344	240 500	230 956
Ordonnances pénales	1 124 645	592 781	457 692	475 324	444 717	491 253
Contraventions de 1ère à 4ème classe (décisions prononcées) :						
Relaxes	21 279	17 752	12 218	12 106	10 385	26 039
Condamnations	951 839	754 092	571 224	569 514	509 146	531 846
Contraventions de 5ème classe (décisions prononcées) :						
Relaxes	4 670	5 278	5 094	4 880	4 459	16 321
Condamnations	97 255	26 510	122 037 *r*	126 439 *r*	113 666 *r*	86 519

(1) Non compris les tribunaux des territoires d'outre-mer et collectivités territoriales.
(2) Mises en place à compter du 1er janvier 2001.

TABLEAU H.01-7

Les condamnations portées au Casier judiciaire national (Justice pénale) - France entière

Source : Ministère de la Justice (Casier judiciaire national) — *Unité* : Nombre

	1990	1998	1999	2000	*r* 2001	*p* 2002
Condamnations pour crime	2 607	3 386	3 455	3 035	3 114	3 117
Condamnations pour délit	469 137	449 893	454 131	446 815	414 175	384 624
Condamnations pour contraventions de 5ème classe	105 426	109 925	128 159	133 073	119 088	90 194
Total des condamnations	**577 170**	**563 204**	**585 745**	**582 923**	**536 377**	**477 935**
Nature de l'infraction						
Atteintes à la personne	99 544	104 304	104 483	103 013	95 373	81 696
Atteintes aux biens	169 997	161 616	160 336	153 460	139 050	110 715
Infractions à la circulation routière et aux transports	163 950	193 464	218 426	227 168	211 868	199 709
Infractions à la législation économique et financière	61 083	28 547	27 169	25 959	22 367	17 900
Atteintes à l'ordre administratif et judiciaire	16 894	19 674	21 272	21 944	21 056	22 683
Atteintes à la sûreté publique	27 655	17 066	15 527	14 519	13 326	13 971
dont : Police des étrangers	...	6 777	5 977	5 636	5 528	6 714
Atteintes à la santé	20 945	24 495	24 949	23 560	21 642	22 309
dont : Infractions sur les stupéfiants	...	23 836	24 112	22 831	21 203	21 965
Atteintes à l'ordre public général	16 716	14 010	13 525	13 242	11 633	8 892
dont : Atteintes à l'environnement	10 501	9 307	8 981	8 934	7 524	4 637
Autres infractions	2	28	58	58	62	60
Nature de la peine						
Peines privatives de liberté	**316 567**	**299 006**	**298 540**	**284 182**	**265 638**	**259 612**
dont : Réclusion criminelle	1 852	1 512	1 496	1 179	1 247	1 355
Emprisonnement ferme ou assorti du sursis partiel	106 896	104 685	105 602	99 972	96 227	101 037
Emprisonnement assorti du sursis total	209 671	194 321	192 938	184 210	161 411	158 575
Amende	**190 268**	**177 425**	**194 895**	**205 207**	**184 113**	**148 411**
Peine de substitution	**37 250**	**58 952**	**62 176**	**63 773**	**58 079**	**49 900**
dont : Travail d'intérêt général	5 705	12 024	11 120	10 200	8 576	8 423
Mesure éducative	**22 529**	**18 567**	**20 584**	**20 525**	**20 477**	**15 114**
Dispense de peine	**10 556**	**9 254**	**9 550**	**9 236**	**8 070**	**4 898**
Caractéristiques des condamnés						
Sexe :						
Hommes	505 737	507 554	527 711	526 696	485 742	436 267
Femmes	71 433	55 650	58 034	56 227	50 635	41 668
Âge :						
Moins de 16 ans	15 678	16 149	17 404	17 757	18 051	13 282
De 16 ans à moins de 18 ans	22 829	18 950	21 478	20 413	19 877	15 788
De 18 ans à moins de 20 ans	55 243	43 064	46 735	47 746	43 990	38 996
De 20 ans à moins de 25 ans	126 934	112 265	116 215	119 794	113 708	102 200
De 25 ans à moins de 30 ans	98 577	89 241	91 411	88 574	79 876	70 734
De 30 ans à moins de 40 ans	138 140	134 834	138 075	135 842	122 057	111 213
De 40 ans à moins de 60 ans	106 924	132 625	137 592	136 707	124 366	112 717
60 ans et plus	12 845	16 076	16 835	16 090	14 452	13 005
Nationalité :						
Français	458 241	457 618	476 546	474 430	438 836	390 059
Étrangers	80 168	75 388	73 615	71 862	66 373	62 352
Non déclarée	38 761	30 198	35 584	36 631	31 168	25 524
Total	**577 170**	**563 204**	**585 745**	**582 923**	**536 377**	**477 935**

TABLEAU H.01-8

Protection judiciaire de la jeunesse. Prise en charge éducative - France entière

Source : Ministère de la Justice (Cadres de la protection judiciaire de la jeunesse) — *Unité* : Nombre

	1996	1999	2000	2001	2002
Total des jeunes suivis au 31 décembre sur décisions des juridictions de la jeunesse	**140 320**	**149 338**	**148 684**	**151 602**	**152 667**
Mode de prise en charge :					
Secteur public	34 533	37 848	36 115	37 928	37 986
Secteur associatif habilité	105 787	111 490	112 569	113 674	114 681
Régime juridique de prise en charge :					
Mineurs en danger	115 675	116 512	115 526	116 854	116 806
Mineurs délinquants	19 670	27 694	28 459	29 944	30 969
Jeunes majeurs	4 975	5 132	4 699	4 804	4 892
Caractéristiques des jeunes ayant fait l'objet d'une nouvelle mesure au cours de l'année (1)	**105 749**	**116 268**	**113 750**	**116 423**	**118 978**
Sexe :					
Garçons	67 184	78 129	76 173	78 328	81 029
Filles	38 565	38 139	37 577	38 095	37 949
Âge au début de la mesure :					
Moins de 10 ans	27 694	26 493	25 832	25 951	25 554
De 10 ans à moins de 13 ans	11 774	12 117	11 855	12 116	12 060
De 13 ans à moins de 16 ans	28 419	31 164	32 337	33 102	33 657
De 16 ans à moins de 18 ans	31 374	37 749	35 699	37 269	39 250
De 18 ans à moins de 21 ans	6 488	8 745	8 027	7 985	8 457

(1) À partir de 1998, la série est modifiée par rapport aux éditions précédentes, elle est désormais exprimée en terme de flux et non de stock.

TABLEAU H.01-9

L'administration pénitentiaire

Source : Ministère de la Justice (Rapport annuel de l'Administration pénitentiaire) — *Unité* : Nombre

	1999	2000	2001	2002	2003
LE MILIEU FERMÉ : la population carcérale					
Ensemble de la population incarcérée au 31 décembre (métropole + DOM)	**51 441**	**47 837**	**48 594**	**55 407**	**59 246**
Catégorie pénale des personnes incarcérées (métropole + DOM) :					
Prévenus	18 100	16 107	16 124	20 852	21 749
Condamnés	33 341	31 730	32 470	34 555	37 497
Sexe :					
Hommes	49 559	46 099	46 879	53 322	56 991
Femmes	1 882	1 738	1 715	2 085	2 255
Âge :					
Moins de 16 ans	62	64	96	81	79
De 16 ans à moins de 18 ans	656	552	730	727	660
De 18 ans à moins de 21 ans	4 240	3 927	4 405	5 110	4 954
De 21 ans à moins de 25 ans	7 731	7 254	7 926	9 469	10 415
De 25 ans à moins de 30 ans	9 750	8 672	8 763	10 233	10 893
De 30 ans à moins de 40 ans	14 527	13 242	12 817	14 413	15 695
De 40 ans à moins de 50 ans	9 020	8 560	8 340	9 084	9 717
De 50 ans à moins de 60 ans	3 891	3 960	3 952	4 509	4 853
60 ans et plus	1 564	1 606	1 565	1 781	1 980
Nationalité :					
Français	39 914	37 603	38 087	43 489	46 123
Étrangers	11 453	10 145	10 507	11 918	13 061
Non déclarée	74	89	47	78	62
Répartition des condamnés selon la nature de l'infraction :					
Atteintes à la personne	**14 607**	**15 470**	**16 262**	**18 241**	**20 162**
Homicides volontaires	3 492	3 357	3 325	3 293	3 501
Coups et blessures volontaires, coups à enfants	2 953	3 368	4 059	5 217	6 338
Homicides et blessures involontaires	533	742	995	1 536	1 977
Viols, attentats à la pudeur	7 499	7 895	7 779	8 109	8 239
Proxénétisme	130	108	104	86	107
Atteintes aux biens	**9 742**	**8 609**	**9 276**	**9 340**	**9 332**
Vols qualifiés	4 198	3 765	3 894	3 481	3 465
Autres vols	4 040	3 470	3 737	3 850	3 459
Escroqueries, abus de confiance, recel, faux et usage de faux	1 504	1 374	1 645	2 009	2 408
Atteintes à la santé publique	**4 910**	**4 373**	**3 936**	**4 127**	**5 197**
Infractions à la législation sur les stupéfiants	4 910	4 373	3 936	4 127	5 197
Autres infractions	**4 082**	**3 278**	**2 996**	**2 847**	**2 806**
Peine prononcée :					
Réclusion criminelle	**7 960**	**8 247**	**8 078**	**8 148**	**8 025**
5 ans à moins de 10 ans	830	470	412	317	238
10 ans à moins de 20 ans	5 878	6 271	6 104	6 166	5 991
20 ans à 30 ans	657	915	984	1 111	1 253
Perpétuité	595	591	578	554	543
Emprisonnement	**25 166**	**23 384**	**24 366**	**26 381**	**29 454**
Moins de 6 mois	3 564	3 465	4 202	4 223	4 565
6 mois à moins d'1 an	4 801	4 274	5 099	5 652	6 389
1 an à moins de 3 ans	6 766	6 128	6 599	7 936	8 835
3 ans à moins de 5 ans	4 139	3 562	3 300	3 468	4 357
5 ans et plus	5 896	5 955	5 166	5 102	5 308
Contrainte par corps	**215**	**99**	**26**	**26**	**18**
LE MILIEU OUVERT					
La population prise en charge par les SPIP (1)					
Population au 31 décembre	135 020	141 697	140 622	129 269	123 492
Les mesures prises en charge par les SPIP					
Nombre de mesures en cours au 31 décembre	149 588	157 201	156 398	139 361	135 721
dont : Sursis avec mise à l'épreuve	113 499	119 764	119 753	107 846	105 247
Libérations conditionnelles accordées par le Garde des Sceaux ou les JRLC (2)	477	470	382	275	282
Libérations conditionnelles accordées par le juge de l'application des peines	4 375	4 543	5 522	5 781	6 146
Travail d'intérêt général	24 962	25 411	23 488	19 106	19 990
Contrôle judiciaire	3 161	3 663	3 942	3 972	4 073
Article L51 du code du service national	486	631	595	138	123

(1) SPIP = Services pénitentiaires d'insertion et de probation depuis 1999. Avant CPAL : Comités de probation et d'assistance aux libérés.
(2) JRLC = Juridictions régionales de libération conditionnelle.

Chapitre I.01

Comptes nationaux

1 Présentation.
2 Méthodologie.
3 Définitions.
4 Sources de documentation.
5 Tableaux.

Liste des tableaux

1 Ressources et emplois de biens et services à prix courants.
2 Ressources et emplois de biens et services en volume.
3 Ressources et emplois de biens et services : contributions à la croissance du PIB en volume.
4 Valeur ajoutée par branche à prix courants.
5 Valeur ajoutée par branche en volume.
6 Partage de la valeur ajoutée des secteurs institutionnels à prix courants.
7 Principaux agrégats par secteur institutionnel, à prix courants.
8 Principaux agrégats par habitant - France entière.
9 Compte d'utilisation du revenu et principaux ratios des ménages.
10 Principaux ratios des entreprises non financières.
11 Emploi intérieur total par branche et par secteur institutionnel.
12 Emploi intérieur salarié par branche.
13 Durée annuelle effective du travail et productivité horaire apparente du travail par branche.
14 Grands agrégats et opérations avec le reste du monde.
15 Comparaisons internationales : taux de croissance du PIB (en volume).
16 Critères de convergence de l'Union européenne, au sens du Traité de Maastricht.

1

❍ Présentation

En 2003, l'économie française connaît une année de quasi-stagnation (augmentation du PIB de 0,5 %), comme la zone euro (+ 0,4 %) malgré une reprise au second semestre. C'est sa plus mauvaise performance depuis 1993. Hors zone euro, l'économie mondiale connaît une forte reprise au second semestre, et, en moyenne annuelle, le commerce mondial croît de 4,5 % en volume (après + 2,5 % en 2002).

Du second trimestre 2002 à la fin de l'année 2003, l'euro s'est apprécié d'un tiers par rapport au dollar et d'environ 20 % par rapport à un panier de monnaies plus large. Cette appréciation pèse sur le commerce extérieur et sur l'activité de la zone, incitant la Banque Centrale Européenne à accentuer ou à anticiper les assouplissements monétaires. En revanche, dans le contexte de tension observé cela ne conduit pas à une baisse des prix du pétrole et des matières premières importées en zone euro.

En 2003, le commerce extérieur contribue de façon franchement négative à la croissance française (- 0,7 point). Les exportations baissent (- 2,5 %), tandis que les importations stagnent (- 0,1 %) en réponse à l'atonie de la demande. Les exportations de la zone euro stagnant en 2003, la baisse des exportations françaises constitue une contre performance d'autant plus frappante qu'elles avaient fortement contribué à la croissance jusqu'en 2000. Si les exportations françaises souffrent de leur forte spécialisation européenne, elles bénéficient cependant en Europe de la vigueur relative et inattendue des importations allemandes. Les biens d'équipement contribuent fortement à cette contre-performance, notamment les biens d'équipement électriques et électroniques et les industries aéronautiques, navales et ferroviaires, en raison de la conjoncture de ces secteurs.

Face à une faible demande, les entreprises continuent à privilégier le désendettement en réduisant l'investissement (- 1,9 %) et les stocks (contribution au PIB - 0,2 %). Leurs ratios financiers se dégradent légèrement, notamment le taux de marge.

La valeur ajoutée stagnant en volume dans les branches marchandes (+ 0,1 %), l'emploi y diminue de 30 000 équivalent temps plein au cours de l'année 2003. Mais, en moyenne annuelle, le niveau de l'emploi et la productivité par emploi stagnent. Avec la hausse des taux de charges sociales, les coûts salariaux unitaires accélèrent légèrement (+ 2,1 % contre + 1,9 % en 2002). La stabilisation de la progression du salaire par emploi (+ 1,8 %) en dépit d'une légère accélération de l'indice des prix traduit pourtant un ralentissement de la progression du taux de salaire horaire car la durée du travail cesse de diminuer.

Malgré le recul de l'activité et la baisse du dollar, l'inflation manifeste une certaine résistance dans la zone euro (+ 2,1 % en 2003), bien qu'elle recule en Belgique et surtout en Allemagne (1 %). En France l'indice des prix à la consommation augmente de 2,1 % en 2003 en moyenne annuelle (après + 1,9 % en 2002). L'énergie et le tabac contribuent globalement à hauteur de près d'un demi-point à l'accélération moyenne de l'indice des prix à la consommation entre 2002 et 2003. L'inflation sous-jacente (1,6 %), calculée hors tarifs publics et hors produits volatils, baisse de 0,5 point. Compte tenu de l'appréciation de l'euro et de la disparition des effets transitoires du passage à l'euro fiduciaire en 2002, cette baisse est faible : la nouvelle dégradation du taux de marge des entreprises freine la désinflation.

Le revenu disponible des ménages ralentit nettement (+ 2,3 % après + 4,3 % en 2002) et la progression du pouvoir d'achat est très faible (+ 0,3 %). La dépense de consommation continuant à augmenter (+ 1,4 % en volume), le taux d'épargne baisse de 1 point (15,8 %). Les dépenses prises en charge par les administrations ralentissent mais continuent à soutenir la consommation effective qui ralentit (+ 1,7 %, après 2,3 % en 2002).

Le ralentissement du PIB conduit à une forte dégradation des finances publiques. Au sens du traité de Maastricht, le déficit public atteint 4,1 % de PIB après 3,2 % en 2002 tandis que la dette publique passe de 58,6 % du PIB fin 2002 à 63,7 % du PIB fin 2003. À cette date, la dette française en part de PIB est sensiblement au même niveau que celle de l'Union européenne à 15 (64,0 %) et reste inférieure à celle de la zone euro (70,0 %).

2

❍ Méthodologie

Les principales notions

La comptabilité nationale vise à retracer, de façon cohérente et intégrée, l'ensemble des aspects économiques relatifs aux unités qui composent l'économie nationale. Elle se fonde sur un ensemble de données statistiques.

Les comptes nationaux décrivent des phénomènes économiques concernant les unités localisées sur un territoire qualifié de « territoire économique ».

En base 1995, le territoire économique comprend le territoire géographique de la France métropolitaine et des DOM, les ambassades, bases militaires et scientifiques françaises situées hors de ce territoire mais à l'exclusion des ambassades étrangères en France.

Les concepts fondamentaux de la comptabilité nationale sont les notions de production, de revenu et d'épargne. La production mesure la création de biens et de services sur le territoire économique. Elle constitue l'essentiel de l'offre de biens et de services permettant de satisfaire la demande sous toutes ses formes : consommation, investissement, exportations. La production est la source principale des revenus dont bénéficient les unités résidentes, c'est-à-dire celles dont le centre d'intérêt économique est situé sur le territoire économique.

En comptabilité nationale, on utilise trois types de regroupements des unités économiques :

– les secteurs institutionnels constitués d'unités institutionnelles (entreprises, administrations, ménages, etc.) qui sont des unités élémentaires disposant à la fois d'une autonomie de gestion – matérialisée par l'existence ou la possibilité de tenir une comptabilité complète – et d'une autonomie de décision ;

– les branches constituées d'unités de production homogène impliquées dans les activités définies par un même poste de la nomenclature d'activité ;

– les produits définis en référence à une nomenclature de produits.

Au niveau le plus global, la mesure de l'activité productrice s'effectue par le produit intérieur brut (PIB) (cf. définitions).

Le produit intérieur brut est plus faible que la valeur totale de tous les produits (intermédiaires ou finals) élaborés au cours de l'année dans l'économie nationale, mais est plus significatif sans double compte. Ceci impose de déduire de la production totale en biens et services, ceux qui entrent dans les processus de production en tant que consommations intermédiaires. Il convient donc de prendre quelques précautions lorsqu'on veut situer une unité de production (ou un groupe d'unités) dans l'ensemble de l'activité productrice nationale en utilisant comme référence le produit intérieur brut. On ne peut pas comparer au PIB la production ou le chiffre d'affaires de l'unité concernée. Il est indispensable d'utiliser alors la contribution de cette unité au produit intérieur brut, c'est-à-dire sa valeur ajoutée (différence entre la valeur des produits fabriqués et la valeur des produits consommés au cours de la fabrication).

Si, pour l'ensemble d'une économie, la production génère l'essentiel du revenu, il n'en va pas de même pour chacun des secteurs institutionnels. En effet, beaucoup de transferts s'opèrent entre unités institutionnelles, les uns directement liés à l'activité économique (rémunération des salariés, certains impôts et subventions d'exploitation), d'autres pour diverses raisons (rémunérations d'actifs incorporels ou financiers,

impôts sur les bénéfices et sur le revenu, cotisations et prestations sociales).
Le revenu disponible est ainsi constitué des revenus issus de la production et des revenus de transferts. Pour l'ensemble de l'économie, on parle de revenu national disponible, brut ou net selon les cas, défini comme la somme des revenus disponibles des secteurs institutionnels.
L'épargne, enfin, mesure la part du revenu de la période considérée consacrée à l'augmentation du patrimoine des unités résidentes. Pour un bon nombre d'entre elles, l'épargne équivaut au revenu. Les ménages, en revanche, consacrent une part importante de leurs revenus à la consommation finale. De même, par convention, les Administrations publiques et les Institutions sans but lucratif au service des ménages sont censées consommer les services non marchands qu'elles ont fournis gratuitement à la collectivité : leur épargne est donc la partie de leur revenu consacrée à d'autres utilisations. Il en résulte une capacité ou un besoin de financement suivant que l'écart entre l'épargne et l'investissement est positif ou négatif.
La consommation de capital fixe est une mesure du coût d'utilisation des biens de capital fixe, c'est-à-dire des biens qui ont été affectés à une utilisation étalée sur plusieurs années dans le cadre du processus de production. Du fait de leur usure ou de leur obsolescence, ces biens ne peuvent être utilisés indéfiniment. Afin de rendre compte du coût que représente l'utilisation de ces biens, on définit la consommation de capital fixe comme la valeur de la part des biens qui devrait être remplacée pour maintenir l'appareil de production en l'état.
Les éléments présentés ici ne constituent qu'une petite partie du cadre central des comptes nationaux. À côté de ce cadre central, et en complément, le système élargi de comptabilité nationale prévoit l'élaboration de comptes satellites et de systèmes intermédiaires. Ils font l'objet de publications séparées.

La base 95 des comptes nationaux

Les comptes nationaux sont établis selon les concepts de la « base 1995 » Ce système de comptabilité nationale est conforme au système européen de comptes (SEC 95), lui-même cohérent avec le système de l'ONU (SCN 93).
Si la « base 95 » n'a pas conduit à des bouleversements par rapport à la « base 80 » qui l'a précédée, elle a néanmoins apporté quelques changements, dont les principaux sont les suivants :
– la production, et de ce fait la valeur ajoutée, sont évaluées au « prix de base » et non plus au « prix du producteur » ; le prix de base ne comprend pas les impôts sur les produits, et inclut les subventions sur les produits ;
– il n'y a qu'une seule mesure du PIB, sans distinction du PIB marchand et du PIB non marchand ;
– deux notions de consommation finale se distinguent : la dépense de consommation et la consommation finale effective ;
– les logiciels font partie de la formation brute de capital fixe ;
– la définition des secteurs institutionnels a été légèrement modifiée :
- les Institutions de crédit et les Entreprises d'assurance sont regroupées au sein des Sociétés financières,
- les Institutions sans but lucratif au service des ménages ont remplacé les Administrations privées,
- les Grandes entreprises nationales au sein des Sociétés non financières ne sont plus distinguées,
- enfin, les contours des secteurs ont été revus, en particulier celui des Administrations publiques.
– les flux monétaires sont comptabilisés en fonction de la date du « fait générateur » ; en réalité, ce principe était déjà appliqué, mais avec de nombreuses exceptions qui sont supprimées.
– le territoire économique a été étendu aux départements d'outre-mer.
Enfin, une des innovations de la « base 95 » concerne l'évaluation des comptes « en volume ». À chaque niveau d'agrégation des postes des comptes de biens et services, les indices de volume tirés chaque année des comptes aux prix de l'année précédente sont chaînés à partir de l'année 1995, vers l'avant pour les années suivant cette année, vers l'arrière pour les années la précédant. Les montants à prix constants s'obtiennent ensuite en multipliant le montant à prix courants de l'année 1995 par l'indice ainsi calculé.
Ce mode de calcul a l'avantage de fournir des évolutions sur longue période qui respectent les évolutions annuelles aux prix de l'année précédente et qui, par conséquent, tiennent compte de l'évolution au cours du temps de la structure des prix relatifs.
En revanche, les comptes ainsi obtenus ne sont pas additifs : le montant « en volume » d'un poste n'est pas égal à la somme des montants « en volume » de ses composantes. C'est la raison pour laquelle des comptes « en volume » aux prix de l'année 1995, et par conséquent additifs, sont également calculés pour les utilisateurs souhaitant en disposer. Toutefois, aucune série issue de ces comptes ne figure dans ce document.
La nomenclature d'activités et de produits associée à la base 95 est une agrégation de la nomenclature NAF en vigueur depuis 1993, cohérente avec la nomenclature européenne NACE rev1.

Les résultats

Les estimations relatives à une année donnée sont révisées deux fois pour prendre en compte des informations nouvelles, et sont ensuite figées. Les comptes relatifs à une année donnée sont d'abord des « comptes provisoires », puis « semi-définitifs » avant d'être « définitifs », deux campagnes après la première publication.
Afin de mieux apprécier les évolutions des postes en valeur, on les décompose en une part imputable aux seuls mouvements de prix et en une autre part regroupant les effets de tous les autres facteurs :
– l'évolution des prix n'est censée retracer que les variations de prix, indépendamment des effets des améliorations de la qualité des produits et cela, pour des produits comparables dans le temps ;
– les variations en volume ne se réduisent donc pas à des variations de quantités puisqu'elles incorporent des modifications de qualité et les effets de l'apparition de nouveaux produits. Elles sont mesurées à partir des comptes « en volume ».

Les critères de convergence de l'Union monétaire au sens des Traités de Maastricht et d'Amsterdam et les comptes nationaux

Les traités de Maastricht, puis d'Amsterdam, imposent aux États membres des critères de maîtrise des déficits publics dans le cadre des « programmes de stabilité et de croissance » :
– *le critère de stabilité des prix* : le taux d'inflation ne devra pas dépasser de plus de 1,5 % la moyenne des taux des trois États membres les moins inflationnistes.
– *les critères de maîtrise des déficits publics* : le déficit des finances publiques ne devra pas dépasser 3 % du PIB pour l'ensemble des Administrations publiques et la dette publique devra être limitée à 60 % maximum du PIB.
– le caractère durable de la convergence mesurée par le niveau du *taux d'intérêt nominal à long terme* qui ne devra pas dépasser de plus de 2 % la moyenne des taux d'intérêt des trois pays les plus performants en matière d'inflation.
Le déficit des finances publiques est mesuré par le besoin de financement du secteur des Administrations publiques, au sens des comptes nationaux. La dette publique est celle du secteur des Administrations publiques, mais mesurée différemment de celle des comptes nationaux. Elle est évaluée en valeur brute (sans déduction des créances des Administrations publiques sur les autres secteurs). Elle est cependant consolidée au sein des Administrations publiques. Elle est évaluée en valeur nominale et non à la valeur du marché. Les prêts et crédits commerciaux et les décalages comptables ne sont pas pris en compte.

Le 1er janvier 1999 onze pays de l'Union européenne adoptaient une monnaie unique « l'euro ». Trois ans après, le 1er janvier 2002, la mise en circulation de l'euro fiduciaire au sein de la « zone euro » concrétisait le succès de l'Union économique et monétaire. L'institution de la monnaie unique et l'existence d'une politique monétaire commune, axée sur la stabilité des prix, ont conduit à accorder une importance accrue aux politiques budgétaires et structurelles. D'une manière générale, les politiques nationales sont devenues des questions d'intérêt commun.

Les comptes nationaux français sont désormais établis en euros. Les utilisateurs qui souhaiteraient les comparer aux ordres de grandeur qui leur sont familiers pourront les obtenir par une simple multiplication par 6,55957, valeur du taux de change de l'euro par rapport au franc, au 31 décembre 1998. Ce coefficient s'applique quelle que soit l'année.

3 ○ Définitions

Administrations publiques (S13)[1]

Ensemble des unités institutionnelles dont la fonction principale est de produire des services non marchands ou d'effectuer des opérations de redistribution du revenu et des richesses nationales. Elles tirent la majeure partie de leurs ressources de contributions obligatoires. Le secteur des Administrations publiques (S13) comprend les Administrations publiques centrales (S1311), les Administrations publiques locales (S1313) et les Administrations de sécurité sociale (S1314).

Branche

Une branche (ou branche d'activité) regroupe des unités de production homogènes, c'est-à-dire qui fabriquent des produits (ou rendent des services) qui appartiennent au même item de la nomenclature d'activité économique considérée. Ces unités de production peuvent être des portions d'établissement. Au contraire, un secteur regroupe des établissements entiers classés selon leur activité principale.

Capacité ou besoin de financement (B9A)

Solde du compte de capital. Il est égal à l'épargne brute augmentée des transferts nets en capital et diminuée des dépenses faites à des fins d'accumulation : FBCF, variations de stocks, acquisitions nettes d'objets de valeur et d'actifs non financiers non produits (terrains, actifs incorporels). On parle de capacité de financement si le solde est positif, de besoin de financement s'il est négatif.

Consommation de capital fixe (K1)

Dépréciation subie par le capital fixe au cours de la période considérée par suite d'usure normale et d'obsolescence prévisible.

Le terme « brut » dans les expressions comme Produit intérieur brut ou Formation brute de capital fixe signifie que la consommation de capital fixe n'a pas été soustraite. Quand on la soustrait de ces grandeurs, leur valeur est dite « nette ».

Consommation des ménages

Le cadre de la comptabilité nationale comprend 2 agrégats relatifs à la consommation des ménages : les dépenses de consommation des ménages et la consommation effective des ménages.

La dépense de consommation des ménages (P31) se limite aux dépenses que les ménages supportent directement. Elle comprend la part des dépenses de santé, d'éducation, de logement, restant à leur charge, après remboursements éventuels. On y inclut aussi les loyers imputés, que les ménages propriétaires de leur résidence principale se versent implicitement à eux-mêmes.

La consommation effective des ménages (P41) est la somme de la dépense de consommation des ménages et des consommations individualisables incluses dans la dépense de consommation finale des Administrations et des Institutions sans but lucratif (ISBL). Ces dernières sont les dépenses des Administrations et des ISBL dont les bénéficiaires peuvent être précisément définis. C'est le cas en particulier des dépenses pour l'éducation et pour la santé. On distingue en leur sein des prestations sociales en nature (D631) et des transferts de biens et services non marchands (D632).

Consommation intermédiaire (P2)

Valeur des biens et services transformés ou entièrement consommés au cours du processus de production. L'usure des actifs fixes mis en œuvre n'est pas prise en compte ; elle est enregistrée dans la consommation de capital fixe.

Cotisations sociales effectives (D611)

Ensemble des versements que les individus et leurs employeurs effectuent aux Administrations de sécurité sociale et aux régimes privés. Elles se décomposent en cotisations à la charge des employeurs (D6111), à la charge des salariés (D6112), et à la charge des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D6113).

Cotisations sociales imputées à la charge des employeurs (D122)

Contrepartie des prestations sociales fournies directement par les employeurs à leurs salariés, leurs anciens salariés et autres ayants droit, diminuée le cas échéant des cotisations sociales à la charge des salariés.

Dépense de consommation des ménages (P31)

Voir Consommation des ménages.

Durée effective du travail

Temps de travail réellement effectué par les salariés de l'entreprise, en tenant compte explicitement des congés, du travail à temps partiel, du chômage dû aux intempéries, des arrêts pour maladie, maternité et accidents du travail. Cette durée ne prend pas en compte les heures supplémentaires.

Économie nationale

Ensemble des unités résidentes sur le territoire économique. Le territoire économique français comprend la métropole et les départements d'Outre-mer. Les DOM faisaient partie du reste du monde dans les précédentes bases.

Emploi intérieur

Ensemble des personnes, salariés et travailleurs indépendants, exerçant une activité rentrant dans le domaine de la production (voir ce mot) dans une unité institutionnelle résidente.

Emploi en personnes physiques

Effectif de l'emploi intérieur évalué en comptant chaque personne pour une unité, dans son activité principale, quelle que soit la durée du travail (durée hebdomadaire) ; cette population est évaluée en moyenne sur l'année.

Emploi équivalent temps plein

Nombre total d'heures travaillées divisé par la moyenne annuelle des heures travaillées dans des emplois à plein temps sur le territoire économique.

Entreprise individuelle (S14A)

Entreprise qui n'a pas la forme juridique de société. En comptabilité nationale, les entreprises individuelles ne sont pas dissociées des ménages qui les possèdent. Leurs opérations sont donc retracées dans les comptes du secteur institutionnel des ménages.

Épargne (B8)

Solde du compte d'utilisation du revenu disponible et du compte d'utilisation du revenu disponible ajusté. Pour les ménages, elle est égale au revenu disponible diminué de la dépense de consommation, ou au revenu disponible ajusté diminué de la consommation effective (voir ces mots).

---

[1] Les codes inscrits entre parenthèse sont les codes d'opérations ou d'agents de la nomenclature internationale des comptes nationaux.

L'épargne peut être calculée nette, si l'on retranche la consommation de capital fixe.

Excédent brut d'exploitation (B2)

Solde du compte d'exploitation, pour les sociétés. Il est égal à la valeur ajoutée, diminuée de la rémunération des salariés, des impôts sur les produits, et augmentée des subventions sur les produits.
Pour les entreprises individuelles, le solde du compte d'exploitation est le revenu mixte (voir ce mot).
L'excédent d'exploitation peut être calculé net, si l'on retranche la consommation de capital fixe.

Exportations de biens et de services (P6)

Ensemble des biens et des services fournis par des résidents à des non-résidents, à titre onéreux ou gratuit.

Formation brute de capital fixe (P51)

Elle est constituée par les acquisitions moins cessions d'actifs fixes réalisées par les producteurs résidents. Les actifs fixes sont les actifs corporels ou incorporels issus de processus de production et utilisés de façon répétée ou continue dans d'autres processus de production pendant au moins un an.
La formation de capital fixe peut aussi être calculée nette, si l'on soustrait la consommation de capital fixe.

Importations de biens et de services (P7)

Ensemble des biens et des services fournis par des non-résidents à des résidents, à titre onéreux ou gratuit.

Impôts sur la production et les importations (D2)

Versements obligatoires sans contrepartie, en espèces ou en nature, prélevés par les Administrations publiques ou par les institutions de l'Union européenne et qui frappent la production et l'importation de biens et de services, l'emploi de main-d'œuvre et la propriété ou l'utilisation de terrains, bâtiments et autres actifs utilisés à des fins de production. Ces impôts sont dus indépendamment de la réalisation de bénéfices d'exploitation. Ils comprennent les Impôts sur les produits (D21) et les autres impôts sur la production (D29), notamment les impôts sur les salaires et la main-d'œuvre.

Impôts sur les produits (D21)

Impôts dus par unité de bien ou de service produite ou échangée. Ils font partie des impôts sur la production et les importations. Ils comprennent notamment la TVA.

Impôts sur le revenu (D51)

Impôts frappant les revenus, les bénéfices et les gains en capital. Ils sont établis sur les revenus effectifs ou présumés des personnes physiques, ménages, sociétés et institutions sans but lucratif au service des ménages.

Institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM, S15)

Ensemble des unités privées dotées de la personnalité juridique qui produisent des biens et services non marchands au profit des ménages. Leurs ressources principales proviennent de contributions volontaires en espèces ou en nature effectuées par les ménages en leur qualité de consommateurs, de versements provenant des Administrations publiques, ainsi que de revenus de la propriété.

Investissement

Voir Formation brute de capital fixe (FBCF).

Ménages (S14)

Individus ou groupes d'individus considérés tant dans leur fonction de consommateurs (S14B) que dans celle, éventuelle, d'entrepreneurs (S14A) produisant des biens marchands ou des services financiers et non financiers marchands.

Opérations financières

Ensemble des opérations entre deux unités institutionnelles portant sur des actifs ou des passifs financiers. Certaines opérations sont purement financières : prêts, émissions ou cessions de titres. D'autres sont la contrepartie d'une opération sur biens et services ou d'une opération de répartition, qui se traduit par un transfert de moyens de paiement ou la naissance d'un crédit.

Opérations de répartition (D)

Opérations par lesquelles la valeur ajoutée générée par la production est distribuée entre la main-d'œuvre, le capital et les Administrations publiques, et opérations de redistribution du revenu et de la richesse.

Population active

La population active est définie aux fins de la Comptabilité nationale comme comprenant toutes les personnes des deux sexes au-dessus d'un âge déterminé qui fournissent, durant une période de référence spécifiée, la main-d'œuvre nécessaire aux activités de production (telles que retenues dans la définition de la production du système de comptabilité nationale, SCN). Elle comprend toutes les personnes qui remplissent les conditions pour être considérées comme personnes pourvues d'un emploi (salariés ou non salariés) ou comme chômeurs.
En comptabilité nationale, la population active résidente comprend les diplomates et militaires français à l'étranger mais exclut les diplomates et militaires étrangers qui ont leur résidence habituelle en France.

Population totale

Ensemble des personnes, nationaux ou étrangers, établies de façon durable sur le territoire économique du pays, même si ces personnes en sont temporairement absentes. La population totale est calculée à une date déterminée. Toutefois, la moyenne annuelle du nombre d'habitants fournit une base appropriée pour l'estimation des variables de la comptabilité nationale ou comme dénominateur en cas de comparaisons.

Prélèvements obligatoires

Ensemble des impôts et des cotisations sociales effectives perçues par les Administrations publiques et l'Union européenne. Le taux de prélèvements obligatoires est le rapport des prélèvements au PIB.

Prestations sociales

Transferts aux ménages destinés à alléger la charge financière que représente pour ceux-ci la protection contre un certain nombre de risques ou de besoins ; ils sont effectués par l'intermédiaire de régimes organisés de façon collective ou, en dehors de ces régimes, par des unités des Administrations publiques ou des ISBLSM.
Les prestations délivrées par les institutions de protection sociale prennent plusieurs formes :
– prestations sociales (au sens strict) : versement en espèces (pensions de retraite, allocations, indemnités, ...) ou en nature (remboursement de soins ou de médicaments, ...) ;
– prestations de services sociaux : accès gratuit ou à tarif réduit à des services comme l'hospitalisation publique, l'hébergement en maison de retraite, la réduction de tarif des transports en commun pour les familles nombreuses ou les personnes âgées ;
– prestations fiscales : artifice comptable qui correspond aux réductions d'impôts dus à la vieillesse ou à la charge d'enfants.

Prix d'acquisition

Montant effectif payé par l'acheteur par unité de bien ou de service achetée. Il comprend les impôts, la TVA ne comptant que pour sa partie non déductible, et les subventions sur les produits sont déduites. Il comprend aussi les frais de transport acquittés séparément par l'acheteur pour prendre possession des produits au moment et au lieu voulus. Il exclut les intérêts qui viennent s'ajouter en cas d'octroi d'un crédit.

Prix de base

Montant que le producteur reçoit de l'acheteur par unité de bien ou de service produite, diminué des impôts sur les produits et augmenté des subventions sur les produits. Le prix de base exclut les frais de transport facturés séparément.

Prix caf (coût, assurance, fret)

Prix d'un bien à la frontière du pays importateur ou le prix d'un service fourni à un résident avant acquittement de tous les impôts et droits sur les importations et paiement de toutes les marges commerciales et de transport dans le pays.

Prix fab (franco à bord)

Prix d'un bien à la frontière du pays exportateur ou d'un service fourni à un non résident. Il comprend la valeur des biens ou des services au prix de base, des services de transport et de distribution jusqu'à la frontière, les impôts moins les subventions.

Production (P1)

Activité exercée sous le contrôle et la responsabilité d'une unité institutionnelle qui combine des ressources en main-d'œuvre, capital et biens et services pour fabriquer des biens ou fournir des services, et résultat de cette activité. Les processus purement naturels sans intervention ou contrôle humain ne font pas partie de la production.

Production marchande (P11)

Production écoulée ou destinée à être écoulée sur le marché. Elle comprend :

– les produits vendus à un prix économiquement significatif (c'est-à-dire un prix couvrant plus de 50 % des coûts de production) ;

– les produits troqués ;

– les produits utilisés pour effectuer des paiements en nature, y compris les rémunérations des salariés en nature ;

– les produits livrés par une unité d'activité économique locale à une autre unité d'activité économique locale appartenant à la même unité institutionnelle et destinés à être utilisés par cette dernière pour sa consommation intermédiaire ;

– les produits ajoutés aux stocks de biens finis et de travaux en cours, destinés à une ou plusieurs des utilisations précédentes.

Productivité apparente du travail

Rapport de la valeur ajoutée en volume au volume de travail mis en œuvre dans le processus de production. La productivité est dite horaire lorsque le volume de travail est mesuré par le nombre d'heures travaillées. Elle peut également être mesurée par tête (par personnes physiques) ou par emploi équivalent temps plein.

Production pour usage final propre (P12)

Biens ou services qu'une unité institutionnelle produit et conserve pour sa consommation finale ou sa formation brute de capital fixe.

Produit intérieur brut aux prix du marché (B1)

Agrégat représentant le résultat final de l'activité de production des unités productrices résidentes.

Il peut se définir de trois manières :

– le PIB est égal à la somme des valeurs ajoutées brutes des différents secteurs institutionnels ou des différentes branches d'activité, augmentée des impôts moins les subventions sur les produits (lesquels ne sont pas affectés aux secteurs et aux branches d'activité) ;

– le PIB est égal à la somme des emplois finals intérieurs de biens et de services (consommation finale effective, formation brute de capital fixe, variations de stocks), plus les exportations, moins les importations ;

– le PIB est égal à la somme des emplois des comptes d'exploitation des secteurs institutionnels : rémunération des salariés, impôts sur la production et les importations moins les subventions, excédent brut d'exploitation et revenu mixte.

Rémunération des salariés (D1)

Ensemble des rémunérations en espèces et en nature que les employeurs versent à leurs salariés en paiement du travail accompli par ces derniers : salaires et traitements bruts en espèces et en nature, cotisations sociales effectives et imputées à la charge des employeurs.

Reste du monde (S2)

Les comptes du reste du monde retracent les relations économiques entre les unités qui font partie du territoire économique et celles qui n'en font pas partie.

Revenu disponible (B6)

Revenu résultant de la répartition de la valeur ajoutée, de la distribution des revenus de la propriété et des opérations de redistribution.

Revenu disponible ajusté (B7)

Pour les ménages, revenu disponible augmenté des transferts sociaux en nature contrepartie des consommations individualisables incluses dans les dépenses des Administrations publiques et les Institutions sans but lucratif au service des ménages (voir Consommation effective des ménages).

Revenu mixte (B3)

Solde du compte d'exploitation pour les entreprises individuelles. Il contient deux éléments indissociables : la rémunération du travail effectué par le propriétaire et éventuellement les membres de sa famille, et son profit en tant qu'entrepreneur.

Revenus primaires

Revenus dont disposent les unités résidentes du fait de leur participation directe à des processus de production et revenus de la propriété.

Revenus de la propriété (D4)

Revenus que reçoit le propriétaire d'un actif financier ou d'un actif corporel non produit en échange de sa mise à la disposition d'une autre unité institutionnelle. Ils comprennent principalement les dividendes versés par les sociétés, les intérêts et les loyers des terrains (les loyers des logements, actifs corporels produits, sont considérés comme le paiement d'un service).

Salaires et traitements en nature (D112)

Biens, services ou autres avantages fournis gratuitement ou à prix réduit par les employeurs à leurs salariés et que ceux-ci peuvent utiliser à leur convenance pour satisfaire leurs besoins ou ceux des autres membres de leur ménage.

Secteurs institutionnels

Les différents acteurs de la vie économique sont regroupés dans des ensembles considérés comme pertinents. Les unités, dites institutionnelles, constituent les unités de base de la comptabilité nationale : ce sont des unités susceptibles de posséder elles-mêmes des actifs, de souscrire des engagements, de s'engager dans des activités économiques et de réaliser des opérations avec d'autres unités. Les secteurs institutionnels regroupent les unités institutionnelles ayant des comportements économiques similaires caractérisés par leur fonction principale et la nature de leur activité.

On distingue cinq secteurs institutionnels résidents : les sociétés non financières (S11), les sociétés financières (S12), les Administrations publiques (S13), les ménages (S14), les Institutions sans but lucratif au service des ménages (S15).

Les unités non-résidentes qui entretiennent des relations économiques avec des unités résidentes sont regroupées dans le Reste du monde (S2).

Sociétés financières (S12)

Ensemble des sociétés et quasi-sociétés dont la fonction principale consiste à fournir des services d'intermédiation financière (intermédiaires financiers) et/ou à exercer des activités financières auxiliaires (auxiliaires financiers).

Sociétés non financières (S11)

Ensemble des unités institutionnelles qui sont des producteurs marchands dont la fonction principale consiste à produire des biens et des services non financiers, et dont les opérations de répartition et les opérations financières sont séparées de celles de leurs propriétaires.

Subventions (D3)

Transferts courants sans contrepartie que les Administrations publiques ou les institutions de l'Union européenne versent à des producteurs résidents dans le but d'influencer leurs niveaux de production, leurs prix ou la rémunération des facteurs de production. On distingue les Subventions sur les produits (D31), versées par unité de bien ou de service produite ou importée, et les Autres subventions sur la production (D39).

Transferts sociaux en nature (D63)

Biens et services individuels qui sont fournis gratuitement aux ménages par les Administrations publiques ou les Institutions sans but lucratif. Ils comprennent d'une part les prestations sociales en nature (D631) qui sont destinées à alléger la charge financière que représente la protection contre un certain nombre de risques ou de besoins, tels les remboursements de sécurité sociale, et d'autre part les transferts de biens et services non marchands individuels (D632), c'est-à-dire essentiellement les services d'éducation et d'hospitalisation pris en charge par les Administrations.

Unité institutionnelle

Centre élémentaire de décision économique caractérisé par une unicité de comportement et une autonomie de décision dans l'exercice de sa fonction principale. Une unité résidente est dite institutionnelle dès lors qu'elle dispose d'une autonomie de décision dans l'exercice de sa fonction principale et qu'elle dispose d'une comptabilité complète, ou au moins qu'elle serait en mesure d'en établir une pertinente du point de vue économique ou juridique.

Valeur ajoutée (B1)

Solde du compte de production. Elle est égale à la valeur de la production diminuée de la consommation intermédiaire.

Variation des stocks (P52)

Valeur des entrées en stocks diminuée de la valeur des sorties de stocks et des pertes courantes sur stocks.

4 ○ Sources de documentation

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du Département des « Comptes nationaux de l'INSEE », Cellule « Rapport sur les comptes ».

Organismes :

– INSEE.
– Eurostat, Office statistique de l'Union européenne.
– Organisation de coopération et de développement économique (OCDE).

Site Internet :

– www.insee.fr

Publications :

INSEE

– « L'Économie française, édition 2004-2005 », *collection Références, INSEE*, juin 2004.

INSEE-Résultats, série Économie :

– « Comptes nationaux. Rapport sur les comptes de la Nation 2003 », n° 14, juin 2004 (incluant un cédérom avec les séries longues).

INSEE-Première :

– « Les comptes des Administrations publiques en 2003 », n° 961, avril 2004 ;
– « Les comptes de la Nation en 2003 », n° 960, avril 2004.

Économie et Statistique :

– « Ralentissement de la productivité et réallocations d'emplois : deux régimes de croissance », n° 367, février 2004 ;
– « La croissance européenne perturbée par un cycle de courte période », n^{os} 359-360, avril 2003.

Document de travail :

– « Les indices de compétitivité des pays : interprétation et limites », n° G 2002/16, S. Grégoir et F. Maurel.

Autres

– « Comment expliquer les pertes récentes de parts de marché de la France à l'exportation de produits manufacturés », Antoine Deruennes, Direction de la Prévision, *Analyses économiques*, n° 32, mars 2004.
– « Inventaire des sources et des méthodes pour la mesure des prix et des volumes dans les comptes nationaux français », Marc Beudaert ; INSEE ; Banque de France ; Trésor public, mai 2003.
– « Une histoire de la Comptabilité Nationale », André Vanoli, *collection Repères, La découverte,* 2002.

5 ○ Tableaux

Des tableaux rétrospectifs et supplémentaires sont disponibles sur le cédérom (cf. liste en fin d'annuaire).

TABLEAU I.01-1

Ressources et emplois de biens et services : à prix courants

Source : INSEE (Comptes de la Nation - base 1995) — *Unité* : Milliard d'euros

	1995	1998	1999	2000	*r* 2001	*r* 2002	*p* 2003
RESSOURCES							
Produit intérieur brut	**1 181,8**	**1 305,9**	**1 355,1**	**1 420,1**	**1 475,6**	**1 526,8**	**1 557,2**
Importations	**249,8**	**306,4**	**320,8**	**387,8**	**388,7**	**384,0**	**382,6**
Total ressources	**1 431,6**	**1 612,2**	**1 675,9**	**1 808,0**	**1 864,3**	**1 910,8**	**1 939,8**
EMPLOIS							
Dépenses de consommation finale :							
Des ménages	649,0	708,1	733,8	764,7	797,6	825,5	854,2
Individuelle des administrations publiques	166,8	183,5	189,3	198,1	206,5	221,1	230,2
Collective des administrations publiques	115,4	122,5	126,5	131,7	136,2	143,3	148,1
Des institutions sans but lucratif au service des ménages	7,0	8,0	8,5	8,6	9,9	10,3	10,7
Total dépenses de consommation finale	**938,2**	**1 022,1**	**1 058,0**	**1 103,1**	**1 150,3**	**1 200,0**	**1 243,2**
Formation brute de capital fixe :							
Des sociétés non financières et entreprises individuelles	123,0	133,5	144,9	161,0	167,7	162,9	160,2
Des ménages hors entreprises individuelles	54,3	59,8	64,4	67,7	70,6	74,2	77,0
Des sociétés financières	6,0	9,4	10,3	12,1	12,0	11,2	10,6
Des administrations publiques	38,6	37,7	40,5	45,7	46,3	47,1	50,6
Des institutions sans but lucratif au service des ménages	0,2	0,3	0,3	0,3	0,4	0,4	0,4
Total formation brute de capital fixe	**222,1**	**240,6**	**260,4**	**286,9**	**296,9**	**295,8**	**298,7**
Acquisitions, nettes de cessions, d'objets de valeurs	**0,9**	**1,1**	**1,3**	**1,5**	**1,5**	**1,3**	**1,3**
Variation des stocks	**4,4**	**7,3**	**4,7**	**11,0**	**3,4**	**1,1**	**– 5,2**
Exportations	**266,0**	**341,0**	**351,6**	**405,4**	**412,1**	**412,6**	**401,9**
Total emplois	**1 431,6**	**1 612,2**	**1 675,9**	**1 808,0**	**1 864,3**	**1 910,8**	**1 939,8**

TABLEAU I.01-2

Ressources et emplois de biens et services en volume

Aux prix de l'année précédente, chaînés, base 1995 (1)

Source : INSEE (Comptes de la Nation - base 1995) — *Unité* : Milliard d'euros

	1995	1998	1999	2000	2001	*r* 2002	*p* 2003
RESSOURCES							
Produit intérieur brut	**1 181,8**	**1 259,1**	**1 299,5**	**1 348,8**	**1 377,1**	**1 393,4**	**1 399,9**
Importations	**249,8**	**302,6**	**321,3**	**368,2**	**373,0**	**383,8**	**383,5**
EMPLOIS							
Dépenses de consommation finale :							
Des ménages	649,0	680,7	702,6	721,2	740,1	751,4	761,0
Individuelle des administrations publiques	166,8	176,5	179,3	185,1	191,2	201,2	206,4
Collective des administrations publiques	115,4	117,8	119,4	122,0	125,0	129,7	132,3
Des institutions sans but lucratif au service des ménages	7,0	7,6	8,0	7,9	9,1	9,3	9,6
Total dépenses de consommation finale	**938,2**	**982,7**	**1 009,3**	**1 036,3**	**1 065,4**	**1 091,6**	**1 110,7**
Formation brute de capital fixe :							
Des sociétés non financières et entreprises individuelles	123,0	133,6	145,3	157,6	162,9	157,1	154,1
Des ménages hors entreprises individuelles	54,3	57,1	61,2	63,3	63,8	64,2	64,7
Des sociétés financières	6,0	9,5	10,8	12,5 *r*	12,2	11,5	11,2
Des administrations publiques	38,6	37,1	39,6	43,6	43,4	43,7	46,0
Des institutions sans but lucratif au service des ménages	0,2	0,3	0,3	0,3	0,4	0,4	0,4
Total formation brute de capital fixe	**222,1**	**237,4**	**257,0**	**276,9**	**282,3**	**276,8**	**276,3**
Acquisitions, nettes de cessions, d'objets de valeurs	**0,9**	**1,2**	**1,3**	**1,4**	**1,5**	**1,3**	**1,2**
Variation des stocks	**4,4**	**7,4**	**6,0**	**11,4**	**3,3**	**2,2**	**– 0,9**
Exportations	**266,0**	**333,3**	**347,6**	**391,3**	**397,7**	**405,2**	**395,1**

(1) Ces données sont issues des comptes en volume chaînés (cf. méthodologie de ce chapitre). Les équilibres comptables ne sont pas conservés.

TABLEAU I.01-3

Ressources et emplois de biens et services : contributions à la croissance du PIB en volume

Aux prix de l'année précédente, chaînés, base 1995 (1)

Source : INSEE (Comptes de la Nation - base 1995) %

	1995	1998	1999	2000	2001	*r* 2002	*p* 2003
Dépenses de consommation finale :							
Des ménages	0,7	1,9	1,7	1,4	1,4	0,8	0,8
Des administrations publiques	–	–	0,4 *r*	0,7	0,7	1,1	0,6
Formation brute de capital fixe :							
Des sociétés non financières et entreprises individuelles	0,2	0,9	0,9	0,9	0,4	– 0,4	– 0,2
Des ménages hors entreprises individuelles	0,1	0,2	0,3	0,2	–	–	–
Des sociétés financières	0,1	0,1	0,1	0,1	–	–	–
Des administrations publiques	–	0,1	0,2	0,3	–	–	0,2
Total formation brute de capital fixe	**0,4**	**1,3**	**1,5**	**1,5**	**0,4**	**– 0,4**	**–**
Solde extérieur des biens et services	**–**	**– 0,5**	**– 0,3**	**– 0,2**	**0,1**	**– 0,2**	**– 0,7**
Exportations	1,7	2,1	1,1	3,3	0,5	0,5	– 0,7
Importations	– 1,6	– 2,6	– 1,4	– 3,5	– 0,4	– 0,8	–
Variation des stocks	**0,6**	**0,8**	**– 0,1**	**0,4**	**– 0,6**	**– 0,1**	**– 0,2**
Produit intérieur brut	**1,7**	**3,4**	**3,2**	**3,8**	**2,1**	**1,2**	**0,5**

(1) Ces données sont issues des comptes en volume chaînés (cf. méthodologie). Les équilibres comptables ne sont pas conservés.

TABLEAU I.01-4

Valeur ajoutée par branche à prix courants

Source : INSEE (Comptes de la Nation - base 1995) *Unité* : Milliard d'euros

	1995	1998	1999	2000	2001	*r* 2002	*p* 2003
Agriculture	35,5	37,5	36,7	35,5	36,9	35,9	37,8
Industries agricoles et alimentaires	29,6	31,7	31,2	31,6	34,4	37,4	35,1
Industries des biens de consommation	38,5	39,5	40,6	40,0	42,8	44,3	43,6
Industrie automobile	13,8	17,8	19,0	19,4	21,4	23,5	22,3
Industries des biens d'équipement	39,8	45,0	46,8	46,9	48,4	48,4	47,0
Industries des biens intermédiaires	77,8	82,6	83,4	88,7	89,7	88,9	85,3
Énergie	31,1	32,9	32,0	35,8	35,5	35,3	36,3
Construction	57,3	52,0	54,5	60,7	65,1	68,6	72,0
Commerce	115,5	123,0	125,6	130,8	137,1	137,6	136,9
Transports	42,8	50,9	52,7	54,4	59,0	58,4	58,2
Activités financières	55,4	54,1	58,7	66,2	62,0	67,1	71,1
Activités immobilières	130,3	145,4	150,6	154,8	158,4	166,3	174,6
Services aux entreprises	146,0	172,0	185,7	203,2	216,5	223,3	230,5
Services aux particuliers	59,2	68,0	71,8	75,7	79,0	83,8	86,1
Éducation, santé, action sociale	126,6	138,7	142,9	148,7	154,2	166,0	173,2
Administration	95,8	106,0	109,4	113,1	118,7	123,2	126,7
Unité fictive (Ajustement pour services bancaires imputés)	– 39,5	– 35,0	– 35,2	– 37,3	– 36,5	– 39,6	– 41,3
Ensemble des valeurs ajoutées (aux prix de base (1))	**1 055,7**	**1 162,1**	**1 206,6**	**1 268,4**	**1 322,4**	**1 368,4**	**1 395,2**
TVA	88,3	100,6	104,7	105,9	107,7	109,6	112,5
Impôts sur importations	1,7	1,6	1,6	1,8	1,7	1,6	1,6
Autres impôts sur les produits	53,6	60,1	61,4	63,2	63,2	66,2	66,7
Subventions à l'importation	–	–	–	–	–	–	–
Autres subventions sur les produits	– 17,4	– 18,5	– 19,1	– 19,2	– 19,4	– 19,0	– 18,8
Produit intérieur brut	**1 181,8**	**1 305,9**	**1 355,1**	**1 420,1**	**1 475,6**	**1 526,8**	**1 557,2**

(1) La production et par conséquent la valeur ajoutée sont évaluées aux « prix de base ». Le prix de base ne comprend pas les impôts sur les produits payés par les producteurs et inclut les subventions sur les produits reçues par les producteurs.

TABLEAU I.01-5

Valeur ajoutée par branche en volume

Aux prix de l'année précédente, chaînés, base 1995 (1)

Source : INSEE (Comptes de la Nation - base 1995) — *Unité* : Milliard d'euros

	1995	1998	1999	2000	2001	*r* 2002	*p* 2003
Agriculture	35,5	38,6	40,0	39,1	37,6	39,4	36,4
Industries agricoles et alimentaires	29,6	29,6	28,6	28,6	28,7	29,8	29,6
Industries des biens de consommation	38,5	38,9	39,9	41,9	44,3	45,3	45,0
Industrie automobile	13,8	19,2	20,6	22,4	23,6	23,3	23,8
Industries des biens d'équipement	39,8	45,1	47,5	49,9	51,6	51,3	51,6
Industries des biens intermédiaires	77,8	85,9	89,2	93,6	95,4	96,0	94,4
Énergie	31,1	32,6	33,5	33,8	34,7	34,6	35,4
Construction	57,3	48,9	50,0	53,5	54,3	54,3	53,5
Commerce	115,5	121,5	125,1	129,1	132,1	130,7	129,0
Transports	42,8	51,4	53,4	55,7	56,1	56,2	56,1
Activités financières	55,4	50,4	51,5	56,8	53,9	56,0	57,4
Activités immobilières	130,3	136,3	138,7	142,0	143,7	146,8	149,6
Services aux entreprises	146,0	166,9	178,8	189,7	196,1	198,3	200,6
Services aux particuliers	59,2	62,6	64,3	66,9	68,4	69,6	69,0
Éducation, santé, action sociale	126,6	131,8	133,2	136,5	140,3	147,1	150,0
Administration	95,8	101,4	102,2	103,9	108,0	110,3	112,4
Unité fictive (Ajustement pour services bancaires imputés)	− 39,5	− 33,1	− 32,3	− 33,5	− 32,0	− 34,2	− 35,3
Ensemble des valeurs ajoutées (aux prix de base (2))	**1 055,7**	**1 126,9**	**1 162,5**	**1 208,7**	**1 235,3**	**1 253,7**	**1 258,6**
TVA	88,3	94,1	99,2	100,8	102,5	101,1	102,6
Impôts sur importations	1,7	2,1	2,2	2,6	2,4	2,5	2,4
Autres impôts sur les produits	53,6	56,3	56,4	58,1	58,5	58,4	57,9
Subventions à l'importation	–	–	–	–	–	–	–
Autres subventions sur les produits	− 17,4	− 20,4	− 20,8	− 21,2	− 21,3	− 22,3	− 21,2
Produit intérieur brut	**1 181,8**	**1 259,1**	**1 299,5**	**1 348,8**	**1 377,1**	**1 393,4**	**1 399,9**

(1) Ces données sont issues des comptes en volume chaînés (cf. méthodologie de ce chapitre). Les équilibres comptables ne sont pas conservés.
(2) La production et par conséquent la valeur ajoutée, sont évaluées aux « prix de base » ; le prix de base ne comprend pas les impôts sur les produits payés par les producteurs et inclut les subventions sur les produits reçues par les producteurs.

TABLEAU I.01-6

Partage de la valeur ajoutée des secteurs institutionnels à prix courants

Source : INSEE (Comptes de la Nation - base 1995) — *Unité* : Milliard d'euros

	r 1995	*r* 1998	*r* 1999	*r* 2000	*r* 2001	*r* 2002	*p* 2003
Valeur ajoutée brute des secteurs institutionnels	**1 095,2**	**1 197,1**	**1 241,8**	**1 305,7**	**1 358,9**	**1 407,9**	**1 436,5**
Rémunération des salariés	615,6	672,6	702,8	738,1	774,6	802,3	821,2
dont : Salaires et traitements bruts	445,5	488,2	510,2	538,3	567,6	587,8	600,2
Cotisations sociales à la charge des employeurs	170,1	184,4	192,7	199,8	207,0	214,4	221,0
Impôts sur la production et les importations	47,9	54,7	56,4	57,2	57,7	59,7	61,4
Subventions	− 8,9	− 8,7	− 8,6	− 8,1	− 9,0	− 10,6	− 11,7
Excédent brut d'exploitation	340,3	375,4	388,0	409,9	421,1	437,7	441,7
Revenu mixte brut	100,2	103,1	103,2	108,5	114,5	118,9	123,8

TABLEAU I.01-7

Principaux agrégats par secteur institutionnel, à prix courants

Source : INSEE (Comptes de la Nation - base 1995) — *Unité* : Milliard d'euros

	1995	1998	1999	2000	2001	*r* 2002	*p* 2003
Valeur ajoutée brute de l'ensemble des secteurs	**1 095,2**	**1 197,1**	**1 241,8**	**1 305,7**	**1 358,9**	**1 407,9**	**1 436,5**
dont : Sociétés non financières	606,6	675,8	702,1	741,2	778,0	796,8	801,5
Sociétés financières	55,6	53,8	58,8	66,2	62,2	67,6	71,2
Administrations publiques	192,4	212,2	220,0	227,5	236,9	249,3	257,1
Ménages (y compris entrepreneurs individuels)	236,4	250,8	256,0	265,8	276,2	288,4	300,7
Institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM)	4,1	4,6	4,9	5,0	5,6	5,8	6,0
Ajustement pour services bancaires imputés	− 39,5	− 35,0	− 35,2	− 37,3	− 36,5	− 39,6	− 41,3
Valeur ajoutée totale	**1 055,7**	**1 162,1**	**1 206,6**	**1 268,4**	**1 322,4**	**1 368,4**	**1 395,2**
Revenu disponible brut	**1 168,8**	**1 302,2**	**1 359,9**	**1 420,5**	**1 474,9**	**1 520,5**	**1 544,3**
dont : Sociétés non financières	102,5	122,2	124,7	122,1	127,5	128,7	125,1
Sociétés financières	17,7	12,8	15,2	19,4	10,2	20,3	25,5
Administrations publiques	268,8	319,8	344,5	362,8	375,8	369,1	367,6
Ménages (y compris entrepreneurs individuels)	772,7	839,2	866,7	907,3	951,3	991,8	1 015,0
Institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM)	7,1	8,2	8,8	8,9	10,2	10,6	11,1
Dépenses de consommation finale	**938,2**	**1 022,1**	**1 058,0**	**1 103,1**	**1 150,3**	**1 200,0**	**1 243,2**
dont : Collective des administrations publiques	115,4	122,5	126,5	131,7	136,2	143,3	148,1
Individuelle des administrations publiques	166,8	183,5	189,3	198,1	206,5	221,1	230,2
Individuelle des ménages (y compris entrepreneurs individuels)	649,0	708,1	733,8	764,7	797,6	825,5	854,2
Individuelle des institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM)	7,0	8,0	8,5	8,6	9,9	10,3	10,7
Dépenses de consommation effective des ménages (1)	**822,8**	**899,6**	**931,6**	**971,4**	**1 014,0**	**1 056,8**	**1 095,1**
Épargne brute	**230,5**	**280,1**	**301,8**	**317,4**	**324,6**	**320,5**	**301,1**
dont : Sociétés non financières	102,5	122,2	124,7	122,1	127,5	128,7	125,1
Sociétés financières	17,7	12,8	15,2	19,4	10,2	20,3	25,5
Administrations publiques	− 13,3	13,7	28,8	33,0	33,0	4,8	− 10,7
Ménages (y compris entrepreneurs individuels)	123,7	131,1	132,8	142,6	153,7	166,4	160,8
Institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM)	n.s.	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,4
Formation brute de capital fixe	**222,1**	**240,6**	**260,4**	**286,9**	**296,9**	**295,8**	**298,7**
dont : Sociétés non financières	110,2	121,6	132,8	148,9	155,4	150,7	148,2
Sociétés financières	6,0	9,4	10,3	12,1	12,0	11,2	10,6
Administrations publiques	38,6	37,7	40,5	45,7	46,3	47,1	50,6
Ménages (y compris entrepreneurs individuels)	67,2	71,7	76,4	79,8	82,8	86,4	89,0
Institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM)	0,2	0,3	0,3	0,3	0,4	0,4	0,4
Capacité (+) ou besoin de financement (-) de la Nation	**3,1**	**30,7**	**33,5**	**18,5**	**21,4**	**21,5**	**− 2,3**
en % du PIB	**0,3**	**2,4**	**2,5**	**1,3**	**1,5** *r*	**1,4**	**− 0,1**
dont : Sociétés non financières	− 5,7	3,6	− 1,8	− 30,9	− 23,4	− 15,6	− 20,7
Sociétés financières	16,8	3,1	− 1,5	2,5	− 2,1	7,5	14,3
Ménages (y compris entrepreneurs individuels)	56,5	58,0	57,9	65,8	68,3	78,3	67,5
Institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM)	0,6	0,9	0,9	1,0	1,1	1,1	1,2
Administrations publiques	− 65,1	− 34,9	− 22,0	− 20,0	− 22,5	− 49,8	− 64,6

(1) La dépense de consommation finale effective des ménages comprend la dépense de consommation individuelle des ménages (celle qu'ils supportent directement) et les consommations individualisables des Administrations publiques et ISBLSM (institutions sans but lucratif au service des ménages), tout particulièrement les dépenses pour l'éducation et la santé.

TABLEAU I.01-8

Principaux agrégats par habitant - France entière

Source : INSEE (Comptes de la Nation - base 1995) — *Unité* : euro

	r 1995	*r* 1998	*r* 1999	*r* 2000	*r* 2001	*r* 2002	*p* 2003
PIB (prix courants)	19 890	21 747	22 474	23 437	24 223	24 933	25 305
PIB (prix de l'année précédente, chaînés base 95)	19 890	20 968	21 552	22 260	22 606	22 754	22 748
Revenu national brut	19 785	21 849	22 715	23 629	24 413	25 061	25 351
Revenu disponible brut des ménages	13 005	13 976	14 373	14 973	15 616	16 197	16 493
Dépenses de consommation finale des ménages (prix courants)	10 923	11 793	12 171	12 620	13 093	13 480	13 880
Épargne brute des ménages	2 082	2 183	2 203	2 353	2 523	2 717	2 613
Capacité de financement des ménages	951	967	960	1 086	1 122	1 278	1 097

TABLEAU I.01-9

Compte d'utilisation du revenu et principaux ratios des ménages

Source : INSEE (Comptes de la Nation - base 1995) — *Unités* : Milliard d'euros et %

	1995	1998	1999	2000	2001	*r* 2002	*p* 2003
Compte d'utilisation du revenu des ménages							
Revenu disponible brut ajusté	946,5	1 030,7	1 064,4	1 114,0	1 167,7	1 223,1	1 255,9
Revenu disponible brut	772,7	839,2	866,7	907,3	951,3	991,8	1 015,0
Transferts sociaux en nature	173,8	191,5	197,7	206,7	216,4	231,3	240,9
Prestations sociales en nature	98,2	108,4	111,2	117,4	123,8	134,5	142,1
Transferts de biens et services non marchands individuels	75,6	83,1	86,5	89,3	92,6	96,9	98,8
Revenu disponible brut	772,7	839,2	866,7	907,3	951,3	991,8	1 015,0
Dépenses de consommation finale	649,0	708,1	733,8	764,7	797,6	825,5	854,2
Épargne brute	123,7	131,1	132,8	142,6	153,7	166,4	160,8
Capacité (+) ou besoin (-) de financement	56,5	58,0	57,9	65,8	68,3	78,3	67,5
En %							
Taux d'épargne (1)	16,0	15,6	15,3	15,7	16,2	16,8	15,8
Taux d'épargne financière (2)	7,3	6,9	6,7	7,3	7,2	7,9	6,7
Évolution annuelle du pouvoir d'achat (3)							
Salaires et traitements bruts	1,6	3,0	4,1	3,9	3,7	1,6	0,1
Cotisations sociales à la charge des salariés	1,3	– 20,4	4,3	3,8	2,7 *r*	3,1	2,4
Salaires et traitements nets	1,6	8,0	4,1	3,9	3,9	1,4	– 0,3
Prestations sociales autres que transferts sociaux en nature	1,7 *r*	1,9	2,3	1,2 *r*	2,2	2,9	2,3
Revenus salariaux et sociaux	1,7	5,6	3,4	2,9 *r*	3,2 *r*	1,9	0,7
Excédent brut d'exploitation et revenu mixte	0,3	2,5	1,2	2,8	2,5	2,7	2,4
Cotisations des non salariés	2,0	– 24,3	3,8	4,6	7,2	0,7	0,3
Revenu disponible brut	2,7	2,8	2,8	3,1	3,2	2,3	0,3
Prix des dépenses de consommation finale (évolution annuelle)	2,0	0,7	0,4 *r*	1,5	1,6	1,9	2,0

(1) Épargne brute / Revenu disponible brut.
(2) Capacité de financement / Revenu disponible brut.
(3) Le déflateur utilisé est l'indice de prix des dépenses de consommation finale des ménages.

TABLEAU I.01-10

Principaux ratios des entreprises non financières

Source : INSEE (Comptes de la Nation - base 1995) %

	1995	1998	1999	2000	2001	*r* 2002	*p* 2003
Sociétés non financières							
Rémunération des salariés / valeur ajoutée (VA)	63,6	62,6	63,2	63,4	63,8	64,2	65,0
Taux de marge (excédent brut d'exploitation / valeur ajoutée brute)	32,7	33,4	32,9	32,7	32,6	32,3	31,5
Taux d'investissement (FBCF / valeur ajoutée brute)	18,2	18,0	18,9	20,1	20,0	18,9	18,5
Taux d'épargne (épargne brute / valeur ajoutée brute)	16,9	18,1	17,8	16,5	16,4	16,1	15,6
Taux d'autofinancement (épargne brute / FBCF)	93,0	100,5	93,9	82,0	82,0	85,4	84,4
Entrepreneurs individuels							
Rémunération des salariés / valeur ajoutée	20,4	18,8	19,1	18,1	17,7	17,5	17,3
Taux de marge (revenu mixte / valeur ajoutée brute)	78,1	79,7	79,4	80,3	81,0	81,4	82,0
Taux d'investissement (FBCF / valeur ajoutée brute)	10,3	9,4	9,5	9,2	8,9	8,6	8,2
VA des entrepreneurs individuels / VA totale des sociétés non financières et entreprises individuelles	17,1	15,7	15,3	15,1 *r*	15,0 *r*	15,2	15,5

TABLEAU I.01-11

Emploi intérieur (1) total par branche et par secteur institutionnel

Source : INSEE (Comptes de la Nation - base 1995) *Unité* : Millier de personnes

	(2) TES 16 ou secteur	1995		*r* 2001		*r* 2002		*p* 2003	
		Personnes physiques	Équivalent temps plein	Personnes physiques	Équivalent temps plein	Personnes physiques	Équivalent temps plein	Personnes physiques	Équivalent temps plein
Par branche									
Agriculture	EA	1 111,9	1 169,9	1 028,3	1 054,3	1 014,6	1 038,7	1 012,0	1 035,4
Industries agricoles et alimentaires	EB	596,7	568,7	637,0	600,9	640,7	606,1	641,5	606,4
Industries des biens de consommation	EC	794,2	780,9	718,2	701,5	699,6	686,8	677,9	666,1
Industrie automobile	ED	253,6	251,8	265,7	263,8	263,5	261,9	261,1	259,6
Industries des biens d'équipement	EE	758,5	747,5	780,8	768,3	765,9	753,7	744,1	732,9
Industries des biens intermédiaires	EF	1 423,9	1 403,9	1 418,4	1 396,6	1 387,3	1 364,3	1 348,8	1 327,9
Énergie	EG	237,6	235,6	225,6	217,2	223,2	214,3	220,1	210,6
Construction	EH	1 432,7	1 455,6	1 470,7	1 486,1	1 492,6	1 508,4	1 501,8	1 517,2
Commerce	EJ	3 058,0	2 824,0	3 396,3	3 130,6	3 450,2	3 206,3	3 489,2	3 245,8
Transports	EK	924,7	893,7	1 084,4	1 051,2	1 098,5	1 068,8	1 104,3	1 074,5
Activités financières	EL	770,8	733,9	798,6	762,4	812,2	774,9	808,1	770,6
Activités immobilières	EM	305,9	272,0	300,5	276,5	306,3	284,7	306,6	282,6
Services aux entreprises	EN	2 608,3	2 445,7	3 495,1	3 286,9	3 520,7	3 337,7	3 504,0	3 322,8
Services aux particuliers	EP	1 955,6	1 761,7	2 328,2	2 049,7	2 374,0	2 094,2	2 437,9	2 144,3
Éducation, santé, action sociale	EQ	3 769,8	3 545,7	3 972,7	3 685,0	3 997,9	3 708,3	4 029,0	3 730,4
Administration	ER	2 679,5	2 555,8	2 799,1	2 669,4	2 840,2	2 709,8	2 847,1	2 719,3
Ensemble		**22 681,7**	**21 646,4**	**24 719,6**	**23 400,4**	**24 887,4**	**23 618,9**	**24 933,4**	**23 646,4**
Par secteur institutionnel									
Sociétés non financières (SNF)	S11	11 807,9	11 094,4	13 747,9	12 843,1	13 825,0	12 978,9	13 824,9	12 964,4
Sociétés financières (SF)	S12	672,3	642,3	688,1	658,9	700,4	670,5	696,5	665,4
Administrations publiques (APU)	S13	5 418,6	5 131,7	5 574,6	5 262,0	5 625,0	5 308,8	5 664,4	5 342,5
Ménages (y compris EI)	S14	4 287,5	4 354,5	4 133,6	4 139,6	4 149,5	4 157,5	4 171,8	4 180,5
Entrepreneurs individuels (EI)	S14A	3 890,8	3 903,6	3 576,8	3 589,3	3 581,1	3 595,3	3 574,6	3 593,0
Autres	S14B	396,7	450,9	556,8	550,3	568,4	562,2	597,2	587,5
Institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM)	S15	495,4	423,5	575,4	496,8	587,5	503,2	575,7	493,6
Total des secteurs résidents	**S1**	**22 681,7**	**21 646,4**	**24 719,6**	**23 400,4**	**24 887,4**	**23 618,9**	**24 933,4**	**23 646,4**

(1) Emploi intérieur : ensemble des personnes physiques résidentes ou non, ayant un emploi dans une unité de production résidente. Il s'agit d'une population évaluée en moyenne annuelle où chaque personne compte pour une unité, quelle que soit la durée de son travail, son type d'emploi (y compris précaire), civil ou militaire, salarié ou non (indépendants et aides familiaux non rémunérés). L'emploi équivalent temps plein correspond au nombre total d'heures travaillées, divisé par la moyenne annuelle des heures travaillées dans des emplois à plein temps sur le territoire économique. Ce tableau a été actualisé d'après les résultats du recensement de 1999.
(2) La TES, issue de la Nomenclature Économique de Synthèse (NES), est établie pour les besoins des comptables nationaux.

TABLEAU I.01-12

Emploi intérieur (1) salarié par branche

Source : INSEE (Comptes de la Nation - base 1995)

Unité : Millier de personnes

Branche	TES 16 (2)	1995		*r* 2001		*r* 2002		*p* 2003	
		Personnes physiques	Équivalent temps plein	Personnes physiques	Équivalent temps plein	Personnes physiques	Équivalent temps plein	Personnes physiques	Équivalent temps plein
Agriculture	EA	397,1	371,8	458,2	431,6	454,5	433,1	455,9	434,4
Industries agricoles et alimentaires	EB	525,0	501,7	566,2	534,7	569,9	540,0	570,7	540,2
Industries des biens de consommation	EC	742,3	723,4	671,1	650,1	652,5	635,8	630,8	615,3
Industrie automobile	ED	252,4	250,6	264,5	262,6	262,3	260,7	259,9	258,4
Industries des biens d'équipement	EE	734,8	724,4	758,9	746,9	744,0	732,3	722,2	711,5
Industries des biens intermédiaires	EF	1 384,4	1 365,1	1 386,0	1 364,5	1 354,8	1 332,1	1 316,3	1 295,7
Énergie	EG	237,0	235,0	224,7	216,3	222,3	213,4	219,2	209,7
Construction	EH	1 199,4	1 181,9	1 253,5	1 226,9	1 270,6	1 243,6	1 279,8	1 251,5
Commerce	EJ	2 638,3	2 418,4	3 029,8	2 774,9	3 083,7	2 850,9	3 121,3	2 888,7
Transports	EK	862,5	830,9	1 026,4	992,1	1 041,3	1 010,4	1 046,8	1 015,8
Activités financières	EL	741,3	706,0	768,2	733,6	782,2	746,5	778,0	742,1
Activités immobilières	EM	277,1	244,8	272,6	250,1	278,8	258,7	278,9	256,5
Services aux entreprises	EN	2 435,2	2 255,8	3 310,1	3 072,9	3 338,1	3 124,6	3 320,7	3 107,8
Services aux particuliers	EP	1 659,5	1 449,4	2 042,7	1 737,3	2 092,0	1 783,9	2 154,8	1 831,0
Éducation, santé, action sociale	EQ	3 489,2	3 266,9	3 682,0	3 395,8	3 710,8	3 422,5	3 740,8	3 443,5
Administration	ER	2 676,1	2 552,8	2 794,7	2 665,5	2 835,8	2 705,9	2 842,7	2 715,4
Ensemble		**20 251,6**	**19 078,9**	**22 509,6**	**21 055,8**	**22 693,6**	**21 294,4**	**22 738,8**	**21 317,5**

(1) Emploi intérieur : ensemble des personnes physiques résidentes ou non, ayant un emploi dans une unité de production résidente. Il s'agit d'une population évaluée en moyenne annuelle où chaque personne compte pour une unité, quelle que soit la durée de son travail, son type d'emploi (y compris précaire), civil ou militaire, salarié ou non (indépendants et aides familiaux non rémunérés). L'emploi équivalent temps plein correspond au nombre total d'heures travaillées, divisé par la moyenne annuelle des heures travaillées dans des emplois à plein temps sur le territoire économique. Ce tableau a été actualisé d'après les résultats du recensement de 1999.
(2) La TES, issue de la Nomenclature Économique de Synthèse (NES), est établie pour les besoins des comptables nationaux.

TABLEAU I.01-13

Durée annuelle effective du travail et productivité horaire apparente du travail par branche

Source : INSEE (Comptes de la Nation - base 1995)

Branche	TES 16 (1)	*r* 1995		*r* 2000		*r* 2001		*p* 2002	
		Durée annuelle effective du travail (2)	Productivité horaire apparente du travail (3)	Durée annuelle effective du travail (2)	Productivité horaire apparente du travail (3)	Durée annuelle effective du travail (2)	Productivité horaire apparente du travail (3)	Durée annuelle effective du travail (2)	Productivité horaire apparente du travail (3)
Agriculture	EA	1 569,5	9,7	1 542,3	− 2,1	1 504,9	− 0,1	1 479,3	10,1
Industrie (EB à EG)		1 582,6	5,6	1 521,8	6,4	1 493,3	3,6	1 462,2	4,6
Industries agricoles et alimentaires	EB	1 563,8	0,2	1 475,1	1,7	1 450,8	0,6	1 419,3	5,4
Industries des biens de consommation	EC	1 563,1	11,6	1 492,8	10,1	1 469,9	7,7	1 446,7	6,6
Industrie automobile	ED	1 587,9	− 0,8	1 527,1	10,2	1 499,5	4,0	1 484,0	0,3
Industries des biens d'équipement	EE	1 596,4	9,9	1 551,5	6,8	1 525,8	3,9	1 492,2	3,6
Industries des biens intermédiaires	EF	1 592,9	2,4	1 548,1	6,5	1 509,2	2,7	1 470,8	5,6
Énergie	EG	1 577,0	10,2	1 460,1	2,4	1 454,9	2,5	1 439,1	2,0
Construction	EH	1 657,1	0,5	1 608,8	5,4	1 585,9	− 0,1	1 535,8	1,2
Services principalement marchands (EJ à EP)		1 491,5	0,2	1 425,5	3,6	1 409,9	0,2	1 380,5	2,2
Commerce	EJ	1 530,9	3,3	1 478,5	3,9	1 452,2	1,8	1 423,7	− 0,5
Transports	EK	1 576,8	− 1,3	1 524,9	3,9	1 516,3	− 1,8	1 501,7	−
Activités financières	EL	1 565,1	− 5,2	1 498,6	13,0	1 466,9	− 5,8	1 425,8	5,1
Activités immobilières	EM	1 431,9	3,6	1 390,6	2,0	1 425,8	0,7	1 399,5	2,4
Services aux entreprises	EN	1 522,3	3,0	1 457,2	1,3	1 442,4	−	1 416,8	2,4
Services aux particuliers	EP	1 316,2	− 6,6	1 228,3	4,1	1 217,4	2,7	1 179,2	3,7
Services administrés (EQ et ER)		1 362,7	1,2	1 327,9	4,5	1 313,4	3,8	1 272,6	5,8
Éducation, santé, action sociale	EQ	1 237,0	2,7	1 205,6	4,9	1 182,8	4,0	1 158,7	6,2
Administration	ER	1 526,5	− 0,6	1 488,7	3,9	1 485,6	3,7	1 421,7	5,1
Ensemble		**1 481,0**	**2,4**	**1 426,3**	**4,3**	**1 408,2**	**1,9**	**1 373,8**	**3,5**

(1) La TES, issue de la Nomenclature Économique de Synthèse (NES), est établie pour les besoins des comptables nationaux.
(2) La durée du travail effective (exprimée en heures annuelles par salarié) concerne le temps de travail effectué réellement par les salariés de l'entreprise et prend explicitement en compte les congés, le travail à temps partiel, le chômage dû aux intempéries, les arrêts maladie, maternité et accidents du travail. Elle ne comprend pas les heures supplémentaires.
(3) L'indice de la productivité horaire apparente du travail se définit comme le rapport entre la variation en volume de la valeur ajoutée brute d'une année par rapport à la précédente, et la variation sur la même période du volume d'heures travaillées (par référence à l'emploi intérieur).

TABLEAU I.01-14

Grands agrégats et opérations avec le reste du Monde

Source : INSEE (Comptes de la Nation - base 1995) — *Unité* : Milliard d'euros

	1995	1998	1999	2000	2001	*r* 2002	*p* 2003
Dépenses de consommation finale	938,2	1 022,1	1 058,0	1 103,1	1 150,3	1 200,0	1 243,2
Formation brute de capital fixe totale	222,1	240,6	260,4	286,9	296,9	295,8	298,7
Variations de stocks	4,4	7,3	4,7	11,0	3,4	1,1	– 5,2
Acquisitions - nettes des cessions - d'objets de valeur	0,9	1,1	1,3	1,5	1,5	1,3	1,3
Exportations de biens et de services	266,0	341,0	351,6	405,4	412,1	412,6	401,9
Importations de biens et de services	249,8	306,4	320,8	387,8	388,7	384,0	382,6
Produit intérieur brut	1 181,8	1 305,9	1 355,1	1 420,1	1 475,6	1 526,8	1 557,2
Revenu national brut	1 175,6	1 311,9	1 369,7	1 431,8	1 487,1	1 534,7	1 560,1
Revenu national disponible brut	1 168,8	1 302,2	1 359,9	1 420,5	1 474,9	1 520,5	1 544,3
Capacité (+) ou besoin (-) de financement de la Nation	3,1	30,7	33,5	18,5	21,4	21,5	– 2,3

TABLEAU I.01-15

Comparaisons internationales : taux de croissance du PIB (en volume)

Source : « Perspectives économiques (juin 2004) » de l'OCDE — %

	Moyenne 1979-1989	*r* 1990	*r* 1995	*r* 1999	*r* 2000	*r* 2001	*r* 2002	*r* 2003	*e* 2004	*e* 2005
Allemagne	1,9	5,7	1,8	1,9	3,1	1,0	0,2	– 0,1	1,1	2,1
Autriche	2,1	4,7	1,6	2,7	3,4	0,8	1,4	0,7	1,5	2,4
Belgique	2,2	3,1	2,3	3,2	3,7	0,7	0,7	1,1	2,0	2,6
Espagne	2,7	3,8	2,8	4,2	4,2	2,8	2,0	2,4	2,9	3,3
Finlande	3,6	– 0,3	3,4	3,4	5,1	1,1	2,3	1,9	2,5	3,7
France	**2,2**	**2,6**	**1,8**	**3,2**	**4,2**	**2,1**	**1,1**	**0,5**	**2,0**	**2,6**
Grèce	0,8	–	2,1	3,4	4,4	4,0	3,9	4,2	4,0	3,5
Irlande	3,1	8,5	9,9	11,3	10,0	6,2	6,9	1,4	3,4	4,6
Italie	2,4	1,9	3,0	1,7	3,2	1,7	0,4	0,4	0,9	1,9
Luxembourg	4,5	5,3	1,4	7,8	9,1	1,2	1,3	1,7	2,6	3,6
Pays-Bas	2,0	4,1	3,0	4,0	3,5	1,2	0,2	– 0,7	0,9	2,1
Portugal	3,3	4,0	4,3	3,8	3,4	1,8	0,5	– 1,3	0,8	2,4
Zone euro	**2,2**	**3,6**	**2,3**	**2,8**	**3,7**	**1,7**	**0,9**	**0,5**	**1,6**	**2,4**
Danemark	1,4	1,0	2,8	2,6	2,8	1,6	1,0	0,4	1,9	2,6
Royaume-Uni	2,3	0,8	2,8	2,8	3,8	2,1	1,6	2,2	3,1	2,7
Suède	2,2	1,0	4,1	4,6	4,3	0,9	2,1	1,6	2,5	2,8
Hongrie	...	...	1,5	4,2	5,2	3,8	3,5	2,9	3,3	3,8
Pologne	...	...	7,0	4,1	4,0	1,0	1,4	3,7	4,7	4,5
République tchèque	...	...	5,9	0,5	3,3	3,1	2,0	2,9	3,1	3,4
Slovaquie	...	...	5,8	1,5	2,0	3,8	4,4	4,2	4,3	4,8
Norvège	2,7	2,1	4,4	2,1	2,8	2,7	1,4	0,3	3,1	2,7
Suisse	2,1	3,7	0,4	1,3	3,7	1,0	0,2	– 0,5	1,8	2,3
Canada	2,9	0,2	2,8	5,5	5,3	1,9	3,3	1,7	2,8	3,3
États-Unis	3,0	1,9	2,5	4,4	3,7	0,5	2,2	3,1	4,7	3,7
Japon	3,7	5,2	1,9	0,1	2,8	0,4	– 0,3	2,7	3,0	2,8
Total OCDE	**3,0**	**3,1**	**2,5**	**3,3**	**3,9**	**1,0**	**1,7**	**2,2**	**3,4**	**3,3**

TABLEAU I.01-16

Critères de convergence (1) de l'Union européenne, au sens du Traité de Maastricht

Source : Eurostat

États membres	Zone Euro à 12	U E à 15	U E à 25	Belgique	Danemark	Allemagne	Grèce	Espagne	France	Irlande	Italie	Luxembourg	Pays-Bas	Autriche
I. Prix à la consommation (indices harmonisés)														
En moyenne annuelle / (n-1)														
2000 (*r*)	2,1	1,9	2,4	2,7	2,7	1,4	2,9	3,5	1,8	5,3	2,6	3,8	2,3	2,0
2001 (*r*)	2,4	2,2	2,5	2,4	2,3	1,9	3,7	2,8	1,8	4,0	2,3	2,4	5,1	2,3
2002	2,3	2,1	2,1	1,6	2,4	1,3	3,9	3,6	1,9	4,7	2,6	2,1	3,9	1,7
2003	2,1	2,0	2,0	1,5	2,0	1,0	3,4	3,1	2,2	4,0	2,8	2,5	2,2	1,3
II. Taux d'intérêt à long terme														
(Moyenne annuelle)														
2000	5,4	5,4	. . .	5,6	5,6	5,3	6,1	5,5	5,4	5,5	5,6	5,5	5,4	5,6
2001	5,0	5,0	. . .	5,1	5,1	4,8	5,3	5,1	4,9	5,0	5,2	4,9	5,0	5,1
2002	4,9	4,9	. . .	5,0	5,1	4,8	5,1	5,0	4,9	5,0	5,0	4,7	4,9	5,0
2003	4,2	4,2	4,3	4,2	4,3	4,1	4,3	4,1	4,1	4,1	4,3	3,3	4,1	4,2
III. Déficit (-) ou excédent (+) des administrations publiques														
(en % du PIB)														
2000 (*r*)	+ 0,1	+ 1,0	+ 0,8	+ 0,2	+ 2,6	+ 1,3	− 2,0	− 0,9	− 1,4	+ 4,4	− 0,6	+ 6,3	+ 2,2	− 1,5
2001 (*r*)	− 1,6	− 1,0	− 1,1	+ 0,5	+ 3,1	− 2,8	− 1,4	− 0,4	− 1,5	+ 1,1	− 2,6	+ 6,3	−	+ 0,2
2002 (*r*)	− 2,3	− 2,0	− 2,1	+ 0,1	+ 1,7	− 3,5	− 1,4	−	− 3,2	− 0,2	− 2,3	+ 2,7	− 1,9	− 0,2
2003	− 2,7	− 2,6	− 2,8	+ 0,3	+ 1,5	− 3,9	− 3,2	+ 0,3	− 4,1	+ 0,2	− 2,4	− 0,1	− 3,2	− 1,3
IV. Dette des administrations publiques														
(en % du PIB)														
2000 (*r*)	70,4	64,0	62,9	109,1	50,1	60,2	106,2	61,2	57,2	38,4	111,2	5,5	55,9	67,0
2001 (*r*)	69,4	63,2	62,1	108,1	47,8	59,4	106,9	57,5	56,8	36,1	110,6	5,5	52,9	67,1
2002 (*r*)	69,2	62,6	61,5	105,8	47,2	60,8	104,7	54,6	58,8	32,3	108,0	5,7	52,6	66,6
2003	70,6	64,2	63,2	100,5	45,0	64,2	103,0	50,8	63,7	32,0	106,2	4,9	54,8	65,0

N.B. Voir note en fin de tableau.

TABLEAU I.01-16 (suite et fin)

Critères de convergence (1) de l'Union européenne, au sens du Traité de Maastricht

Source : Eurostat

États membres	Portugal	Finlande	Suède	Royaume-Uni	Chypre	Estonie	Hongrie	Lettonie	Lituanie	Malte	Pologne	République Tchèque	Slovaquie	Slovénie
I. Prix à la consommation (indices harmonisés)														
En moyenne annuelle / (n-1)														
2000 (*r*)	2,8	3,0	1,3	0,8	4,9	3,9	10,0	2,6	0,9	3,0	10,1	3,9	12,2	8,9
2001 (*r*)	4,4	2,7	2,7	1,2	2,0	5,6	9,1	2,5	1,3	2,5	5,3	4,5	7,2	8,6
2002	3,7	2,0	2,0	1,3	2,8	3,6	5,2	2,0	0,4	3,1	1,9	1,4	3,5	7,5
2003	3,3	1,3	2,3	1,4	4,0	1,4	4,7	2,9	− 1,1	2,6	0,7	− 0,1	8,5	5,7
II. Taux d'intérêt à long terme														
(Moyenne annuelle)														
2000	5,6	5,5	5,4	5,3	. . .	10,5	. . .	. . .	. . .	. . .	. . .	. . .	. . .	. . .
2001	5,2	5,0	5,1	5,0	7,6	10,2	8,0	7,6	8,2	6,2	10,7	6,3	8,0	. . .
2002	5,0	5,0	5,3	4,9	5,7	8,4	7,1	5,4	6,1	5,8	7,4	4,9	6,9	. . .
2003	4,2	4,1	4,6	4,6	4,7	5,3	6,8	4,9	5,3	5,0	5,8	4,1	5,0	6,4
III. Déficit (-) ou excédent (+) des administrations publiques														
(en % du PIB)														
2000 (*r*)	− 2,8	+ 7,1	+ 5,1	+ 3,8	− 2,4	− 0,3	− 3,0	− 2,7	− 2,6	− 6,5	− 1,8	− 4,5	− 12,3	− 3,0
2001 (*r*)	− 4,4	+ 5,2	+ 2,8	+ 0,7	− 2,4	+ 0,3	− 4,4	− 1,6	− 2,1	− 6,4	− 3,5	− 6,4	− 6,0	− 2,7
2002	− 2,7	+ 4,3	−	− 1,6	− 4,6	+ 1,8	− 9,3	− 2,7	− 1,6	− 5,7	− 3,6	− 6,4	− 5,7	− 1,9
2003	− 2,8	+ 2,3	+ 0,7	− 3,2	− 6,3	+ 2,6	− 5,9	− 1,8	− 1,7	− 9,7	− 4,1	− 12,9	− 3,6	− 1,8
IV. Dette des administrations publiques														
(en % du PIB)														
2000 (*r*)	53,3	44,6	52,8	42,1	61,7	5,0	55,4	13,9	24,3	57,1	36,6	18,2	49,9	26,7
2001 (*r*)	55,6	43,9	54,4	38,9	64,4	4,7	53,5	16,2	23,4	61,8	36,7	25,2	48,7	26,9
2002	58,1	42,6	52,6	38,5	67,1	5,7	57,1	15,5	22,8	61,7	41,2	28,9	43,3	27,8
2003	59,4	45,3	51,8	39,8	72,2	5,8	59,0	15,6	21,9	72,0	45,4	37,6	42,8	27,1

(1) Critères précisés dans la partie 3 « Définitions » du chapitre.

Chapitre I.02

○ Prix à la consommation

1 Présentation.
2 Méthodologie.
3 Sources de documentation.
4 Tableaux.

○ Liste des tableaux

1 Indice des prix à la consommation de l'ensemble des ménages - France entière.

2 Indice des prix à la consommation des ménages « urbains » dont le chef est employé ou ouvrier - France entière.

3 Indice des prix à la consommation de l'ensemble des ménages - Départements d'outre-mer.

4 Indice des prix à la consommation des ménages - Territoires d'outre-mer.

5 Indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH) des 25 pays de l'Union européenne.

6 Indice des prix de vente au détail des spécialités pharmaceutiques.

1

❍ Présentation

En 2003, l'indice des prix à la consommation pour l'ensemble des ménages augmente de 2,2 %, en glissement annuel, après + 2,3 % en 2002.

Les relèvements de la fiscalité sur le tabac ainsi que les évolutions des prix dans l'alimentaire et les services ont principalement contribué à cette progression.

L'inflation sous-jacente, qui reflète les tendances de fond des évolutions de prix en éliminant notamment les composantes énergétiques, produits frais, santé et tabac, s'établit à + 1,7 % (+ 1,8 % en 2002). L'écart entre indice sous-jacent et indice d'ensemble s'explique d'abord par les fortes évolutions des prix du tabac : ceux-ci ont progressé de 30,2 % en 2003 (+ 8,1 % en 2002) principalement en raison du relèvement des taxes mi-octobre.

Les prix de l'énergie diminuent de 0,1 % (+ 3,8 % en 2002), notamment à cause de la baisse des produits pétroliers de 0,5 % (+ 6,8 % en 2002). Ces deux mouvements masquent des évolutions importantes au cours de l'année. Du fait du conflit irakien, les indices des prix de l'énergie et des produits pétroliers ont atteint leur maximum en mars 2003 (énergie : + 5,9 % entre décembre 2002 et mars 2003, produits pétroliers + 10,1 % sur la même période) puis ont baissé, la bonne tenue de l'euro amplifiant ce phénomène.

Les prix de l'électricité ont augmenté en juillet. Au final, leur glissement annuel s'établit à + 2,7 %.

Après avoir décéléré en 2002, la hausse des prix de l'alimentation s'est de nouveau accélérée avec un accroissement de 2,4 % (+ 1,4 % en 2002).

Les produits frais ont fortement augmenté jusqu'en juin (+ 15,8 % de décembre 2002 à juin 2003). C'est une conséquence des fortes gelées d'avril, en particulier pour les fruits frais. Le recul des prix du dernier trimestre a ramené la hausse, en glissement annuel, à 4,4 % (+ 1,7 % en 2002).

Hors produits frais, les prix de l'alimentation progressent en glissement annuel de + 2,2 % (+ 1,4 % en 2002).

Sont en hausse notable : les prix du regroupement « sucre, confiture, chocolat, confiserie et glace » (+ 4,3 %) et le pain et les céréales (+ 2,4 %).

Les prix des boissons non alcoolisées augmentent aussi de 2,4 % en raison de la forte progression des prix des produits chocolatés (+ 10,5 %).

En 2003, les prix des produits manufacturés augmentent de 0,4 % (+ 0,5 % en 2002). Cette évolution est due à la hausse de 0,6 % des autres produits manufacturés, tempérée par la baisse de 0,3 % des produits de santé et la quasi stabilité des prix dans l'habillement et la chaussure (- 0,1 %). Les prix des biens durables, hors automobiles, poursuivent leur baisse. C'est notamment le cas des équipements audio-visuels (- 10,4 %), de l'équipement photo et cinéma et des instruments d'optique (- 0,7 %), des matériels de traitement de l'information y compris ordinateurs (- 16,5 %), des gros appareils ménagers électriques ou non (- 4,2 %).

La progression des prix des services ralentit et leur glissement annuel passe de + 3,4 % en 2002 à + 2,4 % en 2003. Ce mouvement a pour origine des hausses de prix modérées dans les services de santé (+ 1,0 % en 2003 ; + 7,8 % en 2002) et dans les services de transports et de communications (+ 1,5 % en 2003 ; + 0,6 % en 2002). Du fait de relèvements de tarifs, notamment des prix des timbres, en juin, les prix des services postaux augmentent de 8,3 %.

En revanche, se sont poursuivies les augmentations des prix des services des loyers, eau et enlèvement des ordures ménagères (+ 2,5 %) et celles des autres services (+ 2,8 %), en particulier pour les différents services de réparation.

En France, l'inflation mesurée à partir de l'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH) s'établit à + 2,4 % en glissement annuel en 2003 (+ 2,2 % en 2002).

Par comparaison, l'IPCH des pays membres de l'Union Européenne enregistre une hausse de 1,8 % en 2003 au lieu de 2,2 % un an auparavant, tandis que celui des pays membres de la zone euro s'établit à + 2,0 % (+ 2,3 % en 2002).

2

❍ Méthodologie

21. Indice des prix à la consommation (base 100 : année 1998) mis en oeuvre en février 1999

L'indice base 100 en 1998, mis en service en février 1999, remplace l'indice des prix base 100 en 1990 et constitue la 7ème génération d'IPC depuis 1914.

Les principales avancées de ce nouvel indice sont : l'élargissement et l'amélioration de la couverture sectorielle dans un champ redéfini, l'intégration des DOM, une nouvelle base « produits frais », l'adoption de nouvelles nomenclatures de production et de diffusion cohérentes avec les classifications internationales, de nouvelles pondérations des produits, une rénovation des indices et des nomenclatures d'analyse, l'adaptation des supports de diffusion ainsi que diverses améliorations méthodologiques.

211. Une couverture sectorielle élargie dans un champ redéfini :

Le champ de l'IPC base 100 en 1998 correspond à celui de la consommation finale effective marchande monétaire des ménages.

D'importantes extensions de couverture de la consommation des ménages ont été réalisées, dans le secteur des services essentiellement : assurances (automobile et habitation), protection sociale (crèches, assistantes maternelles, maisons de retraite) et différents services liés à l'habitation (enlèvement des ordures ménagères, gardiennage, entretien des ascenseurs, employés de maison).

En janvier 2000, l'IPC s'est enrichi du suivi de l'assurance santé complémentaire (mutuelles, institutions de prévoyance et compagnies d'assurance). Cela a généré un 160ème groupe et un 304ème poste de consommation.

À partir de la diffusion de l'indice des prix à la consommation de janvier 2001, la couverture sectorielle de l'IPC est élargie aux services d'hébergement pour adultes handicapés. Ceux-ci constituent le nouveau groupe 12413 « établissements pour adultes handicapés », le 161ème de l'IPC base 100 en 1998. Le taux de couverture de la consommation marchande des ménages est ainsi porté de 94,8 % à 95,2 %. La nouvelle série est introduite avec un niveau 100 en décembre 2000.

212. L'intégration des DOM :

Conformément au choix opéré dans la nouvelle base de Comptabilité nationale, le champ de l'IPC est étendu aux DOM et cette extension porte sur 1,6 % de la consommation de référence.

213. Une nouvelle nomenclature de production et de diffusion :

L'IPC base 100 en 1998 intègre complètement la nouvelle nomenclature internationale des dépenses des consommateurs dite COICOP (Classification of individual consumption by purpose).

L'indice global est établi en tenant compte de la décomposition définie par la COICOP au niveau des quatre premiers caractères. À ce niveau, la nomenclature nationale comprend 85 regroupements (ex : 01.1.2 viande) agrégés en 12 fonctions de consommation (ex : 01 produits alimentaires et boissons non alcoolisées) et 37 sous-fonctions (ex : 01.1 produits alimentaires).

Deux niveaux supplémentaires apportent plus de détail :

– le niveau 5 est retenu comme niveau de diffusion courant. Il est nouveau et choisi en tenant compte de quatre contraintes principales : pertinence économique, représentativité suffisante du groupe, capacité à estimer correctement la pondération des groupes et précision suffisante de l'indice, mesurée par l'intervalle de confiance associé au glissement annuel (objectif : obtenir une précision n'excédant pas 1 %).

– le niveau 6 est celui auquel les pondérations sont mises à jour chaque année et explicitement calculées. Seules les publications de données en moyenne annuelle sont désormais effectuées à ce niveau de nomenclature.

En janvier 1999, l'IPC comprenait 159 groupes et 303 postes. Avec les ajouts opérés en janvier 2000 et 2001, le suivi des prix de l'assurance santé complémentaire et des services d'hébergement pour adultes handicapés portent à 161 groupes et 305 postes ces différents niveaux de la nomenclature IPC.

214. De nouvelles pondérations des produits

De nouvelles pondérations de l'IPC sont établies. Elles s'appuient en premier lieu sur les nouvelles évaluations de la Comptabilité nationale. Il faut signaler toutefois que les pondérations de l'IPC et de l'IPCH sont révisées chaque année. Ainsi pour l'année courante n, elles sont recalculées à partir des données de la Comptabilité nationale (n-2) actualisées par l'évolution des prix à la consommation (n-2), (n-1).

215. La rénovation des indices et des nomenclatures complémentaires :

La nouvelle base de l'IPC est sans effet immédiat sur la méthode de calcul de l'IPCH mais elle anticipe par ses extensions de couverture sur l'élargissement, à court terme, du champ de l'indice européen. D'autres indicateurs synthétiques sont par contre rénovés avec la base 100 en 1998 : l'indice des ménages urbains dont le chef est employé ou ouvrier dit indice des ménages « modestes », l'inflation sous-jacente, l'indice d'ensemble CVS ainsi que la nomenclature conjoncturelle.

216. L'adaptation des supports de diffusion

Le calendrier de publication de l'indice corrigé des variations saisonnières, de l'indice sous-jacent et de l'IPCH est avancé à la parution de l'indice provisoire. Ces indices et évolutions sont donc révisables. Le numéro « *d'Informations rapides* » est modifié dans sa forme. Depuis mars 2000, les données sont diffusées dès leur apparition sur le site Internet de l'INSEE. L'indice ne fait plus l'objet de fourchette au provisoire.

217. Des améliorations méthodologiques variées

Plusieurs améliorations de méthode ont été apportées progressivement au calcul de l'indice au cours des dernières années. Les principaux progrès portent sur les points suivants : collecte des informations, traitement des valeurs manquantes, traitement des remplacements de produits, traitement des rabais lors de la mise à jour de l'échantillon et calcul et pondérations des agrégats élémentaires.

218. Un indice « ménages modestes »

L'indice des ménages urbains dont le chef est employé ou ouvrier est celui qui (hors tabac) sert à l'indexation du SMIC. Il diffère de l'indice de l'ensemble des ménages par le jeu de pondérations, représentatif de la consommation des ménages concernés.

La pondération de cet indice a donc été revue en fonction des résultats de l'enquête Budget de Famille de 2000.

Par ailleurs, en cohérence avec la législation en vigueur et le choix opéré pour l'indice « tous ménages », le champ de l'indice des ménages « modestes » est étendu aux DOM. L'impact statistique de ce choix est minime. Les principales différences de structure entre la consommation de l'ensemble des ménages et celle des seuls ménages urbains employés et ouvriers sont données par grandes fonctions de consommation dans le tableau 2. Les ménages urbains dont le chef est employé ou ouvrier dépensent proportionnellement un peu plus pour leur alimentation, davantage pour leur logement et un peu moins pour la santé, les transports, les loisirs et la culture.

219. Traitement des prix des produits frais

La base des produits frais : légumes, fruits, poissons et crustacés et par assimilation les fleurs et plantes, est réactualisée en termes de produits suivis et de pondérations (3 % des pondérations de l'IPC) du panier mensuel.

La nouvelle distribution des produits frais sur l'année apparaît plus étalée que la précédente avec le recours plus fréquent aux produits importés.

220. Mensualisation, prise en compte des soldes

L'indice des loyers est alimenté par une enquête trimestrielle « loyers et charges » de l'INSEE auprès d'un échantillon de 8 500 ménages. L'introduction brutale, le premier mois de chaque trimestre, de l'évolution du trimestre précédent induisait des « marches d'escalier » dans le rythme de l'indice d'ensemble, qui ne traduisaient pas l'évolution réelle des prix du mois. L'indice base 100 en 1998 comporte, non pas une mensualisation de l'enquête « loyers », ce qui aurait été très coûteux, mais une quasi-mensualisation de l'indice des loyers, obtenue en estimant l'évolution des loyers pendant deux mois, puis en attribuant au troisième mois la différence entre la hausse trimestrielle tirée de l'enquête et les deux estimations mensuelles précédentes.

Dans l'indice base 100 en 1980, la majeure partie des produits manufacturés et des services étaient observés trimestriellement, c'est-à-dire qu'un tiers de l'échantillon était enquêté par roulement chaque mois (ainsi chaque point de vente était visité une fois par trimestre). À partir de l'indice base 100 en 1990 publié en février 1993, une partie des relevés de l'habillement a été mensualisée. La mensualisation de l'ensemble des produits de l'indice s'est achevée en 1998. Ceci permet la prise en compte des soldes et promotions dans tous les secteurs et améliore aussi le suivi mensuel des prix.

221. Champ théorique de l'indice des prix à la consommation base 100 en 1998

Dans le champ théorique de l'indice des prix à la consommation, le taux de couverture de la consommation marchande des ménages est, à compter de janvier 2001, de 95,2 %.

Sont exclus du champ théorique de l'indice, les jeux de hasard, l'assurance-vie, le secteur hospitalier privé et une partie de l'action sociale.

Le champ théorique de l'indice des prix est coordonné avec la mise en place de la nouvelle base 1995 des comptes nationaux. Cette référence est en pratique délimitée par de nombreuses conventions :

– exclusion de l'autoconsommation en biens et services et des loyers imputés qui représentent 10,5 % de la consommation effective des ménages ;

– exclusion de la consommation non marchande qui représente 14 % du même agrégat.

Ce champ théorique comporte toutefois un défaut de couverture de 4,77 % de l'IPC réparti de la façon suivante :

Une partie des loyers effectifs.....	0,21 %
Services des hôpitaux.....	1,80 %
Jeux de hasard et d'argent.....	0,82 %
Une partie de l'action sociale.....	0,47 %
Assurance-vie.....	1,23 %
Assurance vieillesse.....	0,00 %
Activités associatives.....	0,24 %
	4,77 %

222. Raccordements des séries base 100 en 1998 avec les séries base 100 en 1990 antérieurement publiées

L'année 1998 est publiée dans les deux bases (100 en 1998) et (100 en 1990), ayant des contenus différents, afin de permettre ce raccordement. Compte tenu qu'il y a plusieurs méthodes de raccordement, deux solutions sont proposées aux utilisateurs.

La première méthode opère un raccord sur la moyenne annuelle. Elle est indiquée pour les séries annuelles.

La seconde consiste à raccorder les séries sur un mois quelconque de l'année commune de publication 1998.
En moyenne annuelle, prenons par exemple, la série de l'ensemble des ménages hors tabac (métropole et DOM). L'indice moyen annuel de 1998 (base 100 en 1990) de l'ensemble des ménages hors tabac (code 9174) est égal à 114,8 et celui de 1998 (base 100 en 1998) (code 4018), est égal par définition à 100. Le coefficient de raccordement en moyenne, est :

Indice moyen 1998 (base 100 en 1990) / Indice moyen 1998 (base 100 en 1998) = 114,8 / 100 = 1,148.
Des coefficients de raccordement entre indices base 100 en 1990 et indices base 100 en 1998 peuvent être calculés, soit sur l'année 1998, soit sur un mois quelconque de 1998, pour n'importe quel regroupement (ex. : produits alimentaires, produits manufacturés), à l'image de ce qui a été exposé pour l'indice d'ensemble.

Tableau 1. – **Utilisation des indices des prix à la consommation base 100 en 1998**

Type d'indice/population	Couverture en termes de produits	Usage
Ensemble des ménages. (France entière)	Y compris tabac Hors tabac	Économique Indexation
Ménages urbains dont le chef est employé ou ouvrier (France entière)	Y compris tabac Hors tabac	Économique Indexation
Indice des prix à la consommation harmonisés (IPCH)		Comparaisons internationales
Indices par DOM ensemble des ménages	Y compris tabac Hors tabac	Économique Indexation
Indice d'ensemble des ménages (Métropole)	Y compris tabac Hors tabac	Économique Indexation
Indice sous-jacent (Métropole)		Économique
Indice national CVS (Métropole et DOM)		Économique

Tableau 2. – **Les grands postes budgétaires**

Pondération en %

Fonctions de consommation	Tous ménages		Ménages urbains employés et ouvriers	
	2002	2003	2002	2003
01.Produits alimentaires et boissons non alcoolisées.....	15,86	15,48	16,01	16,64
02. Boissons alcoolisées et tabac.....	3,72	3,76	4,84	4,55
dont tabac (022).....	(1,97)	(2,05)	(3,27)	(2,84)
03. Habillement et chaussures.....	5,18	4,99	5,34	4,61
04. Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles.....	13,09	13,33	16,09	17,46
05. Ameublement, équipement ménager et entretien de la maison.....	6,47	6,28	5,30	5,40
06. Santé.....	9,29	9,64	7,43	9,03
07. Transports.....	16,43	16,44	16,29	15,31
08. Communications.....	2,50	2,63	2,48	2,77
09. Loisirs et culture.....	8,74	8,61	8,28	7,29
10. Éducation.....	0,22	0,23	0,19	0,15
11. Hôtellerie, cafés, restauration.....	8,16	8,20	7,45	7,09
dont restauration et cafés (111).....	(6,71)	(6,75)	(6,52)	(5,76)
dont services d'hébergement (112).....	(1,45)	(1,45)	(0,93)	(1,33)
12. Autres biens et services.....	10,34	10,41	10,30	9,70
	100,0	100,0	100,0	100,0

223. Indices spécifiques

– **Indice des prix des spécialités pharmaceutiques**
L'élaboration des indices de prix des spécialités pharmaceutiques repose sur le suivi d'un échantillon de produits périodiquement réactualisé. Cet échantillon se compose d'environ 7 000 produits (non remboursables et remboursables à 100 %, 65 % et 35 %).
Le raccord avec les séries publiées sur la base 100 en 1990 peut s'effectuer en prenant pour coefficient 0,991 pour les spécialités remboursables et 1,563 pour les spécialités non remboursables.

– **Indice des prix des automobiles neuves**
L'indice est calculé sur la base d'un échantillon représentatif de modèles. Le principe de calcul retenu est celui d'un indice chaîné avec mise à jour régulière des pondérations.
On a stratifié l'ensemble des modèles vendus en une année suivant la marque et le type de carburant. Chaque strate reçoit un coefficient de pondération proportionnel à sa part dans la valeur totale de la consommation des ménages en voitures neuves. Puis, à l'intérieur de chaque classe, les modèles de l'échantillon ont été désignés par tirage aléatoire à probabilités inégales. L'évolution des prix est calculée à qualité constante pour chaque modèle.

224. Indices sous-jacents et CVS

Le contenu du champ de l'Indice Sous-Jacent (ISJ) et de ses trois composantes (« *Informations rapides* » du 27 juin 1996, n° 179) a été revu pour tenir compte des extensions de couverture et de l'évolution des contextes économiques et réglementaires. Les quatre indices calculés sont corrigés des variations saisonnières et les séries CVS sont révisées chaque année.

22. Les prix à la consommation dans l'Union européenne

L'indice des prix à la consommation harmonisé - IPCH - calculé depuis mars 1997 par les instituts nationaux de statistique sous la coordination d'Eurostat, a fait l'objet d'une publication :

« *Informations rapides* » spéciale le 7 mars 1997 (n° 73) et d'une révision le 10 février 1998 (n° 44).
En janvier 2000, les données ont été recalculées en nouvelle nomenclature depuis 1996, année de base de l'IPCH, sans modification de concept pour les années antérieures à 2000.
Sa couverture sectorielle est améliorée. L'extension porte principalement sur les secteurs de la santé (hors hôpitaux), de l'éducation, de la protection sociale (crèches, assistantes maternelles), des assurances (assurance santé) et de services liés à l'habitation (enlèvement des ordures ménagères, séparation entre distribution d'eau et l'assainissement). Tous ces produits sont suivis dans l'IPC. Les extensions de couverture représentent 4,5 % de la pondération de l'IPCH révisé.
Compte tenu des différences institutionnelles entre pays, l'élargissement de la couverture de l'IPCH a conduit à retenir des concepts de prix et de consommation différents de ceux de l'IPC français. Le champ de l'IPCH révisé est ainsi la dépense de consommation finale monétaire des ménages. Celle-ci reflète le coût des produits consommés restant à leur charge après transferts sociaux (prestations sociales en nature, fourniture de biens et services gratuits par les administrations). Ainsi, dans le secteur de la santé, l'IPCH suit les prix « nets » des remboursements de la sécurité sociale (ticket modérateur pour les médicaments par exemple), à compter de janvier 2001, alors que l'IPC suit les prix « bruts » représentatifs du coût des produits consommés (prix de vente du médicament pour reprendre le même exemple).

3 ○ Sources de documentation

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de la division « Prix à la consommation » de l'INSEE.

Organisme :

– INSEE.

Sites Internet :

– www.indices.insee.fr
– www.insee.fr

Publications :

INSEE

– « Impact des ajustements de qualité dans le calcul de l'indice des prix à la consommation », *document de travail* n° F0404, Dominique Guédès, mai 2004.
– « Prévisions d'inflation pour la France », *document de travail* n° G2002/12, François Hild.

Bulletin mensuel de statistiques : il publie chaque mois :
. pour la France métropolitaine et les DOM sur l'ensemble des ménages : la série d'ensemble, les sous-groupes et les groupes ;
. pour les ménages urbains dont le chef est employé ou ouvrier, France entière : les séries principales.
– « Notes méthodologiques concernant l'amélioration de l'extension de couverture sectorielle de l'IPC et l'IPCH, février 2000 et 2001 ».
– « Note méthodologique concernant l'indice des prix à la consommation (base 100 en 1998) et les rétropolations, février 1999 ».

INSEE-Méthodes :
– « Pour comprendre l'indice des prix INSEE », n[os] 81-82, décembre 1998.

INSEE-Première :
– « La baisse des prix du pétrole limite l'inflation en 2001 », n° 837, mars 2002 ;
– « Une inflation contenue en 2000 », n° 763, mars 2001.

INSEE-Résultats, société :
– « Indice des prix à la consommation en base 100 en 1998 : séries longues rétropolées, de 1990 à 2002 » , n° 17, août 2003. Cédérom inclus.

Économie et statistique :
– « Mesurer l'évolution des prix des services de téléphonie mobile : une entreprise difficile », n° 362, 2003.
– « La mesure des prix dans les domaines de la santé et de l'action sociale : quelques problèmes méthodologiques », n° 361, 2003 ;
– « Les indices de prix à utilité constante », n° 335, 2000-5.

Autres

– « Indices des prix à la consommation harmonisés (IPCH), petit guide de l'utilisateur », Commission Européenne, mars 2004.

4 ○ Tableaux

Des tableaux détaillés, rétrospectifs, « séries » et supplémentaires sont disponibles sur le cédérom (cf. liste en fin d'annuaire).

TABLEAU I.02-1

Indice des prix à la consommation de l'ensemble des ménages - France entière (moyennes annuelles) (1)

Source : INSEE — *Unité* : Base 100 en 1998

Classification par fonction de consommation	2000	2002	2003	Pondération 2003
INDICE D'ENSEMBLE Y COMPRIS TABAC	**102,2**	**105,9**	**108,1**	**10 000**
ENSEMBLE HORS TABAC	102,1	105,5	107,6	9 795
1. PRODUITS ALIMENTAIRES ET BOISSONS NON ALCOOLISÉES	**102,6**	**111,3**	**113,8**	**1 548**
Produits alimentaires	**102,9**	**112,0**	**114,5**	**1 429**
Pains et céréales	103,1	109,4	112,1	217
dont : Pain	102,9	109,4	112,8	63
Viandes	102,3	112,4	113,6	456
Poissons et crustacés	106,9	113,7	115,6	118
Laits, fromages et œufs	103,0	110,9	113,0	223
Huiles et graisses	103,8	110,7	113,5	41
Légumes	102,6	114,8	117,5	133
Fruits	98,9	114,4	121,3	98
Sucre, confitures, chocolat, confiserie et produits glacés	102,6	108,0	112,8	97
Sel, épices, sauces et produits alimentaires n.d.a	106,9	115,4	119,3	46
Boissons non alcoolisées	**100,0**	**103,0**	**105,7**	**119**
Café, thé, cacao	97,7	98,5	102,4	43
Autres boissons non alcoolisées	101,5	105,9	108,0	76
2. BOISSONS ALCOOLISÉES ET TABAC	**106,4**	**115,2**	**125,3**	**376**
Boissons alcoolisées	**103,4**	**105,8**	**107,9**	**171**
Alcools	99,9	101,8	102,7	49
Vins, cidres et champagne	105,7	108,1	110,5	101
Bières	100,9	104,3	108,1	21
Tabac	**109,2**	**124,5**	**142,3**	**205**
3. HABILLEMENT ET CHAUSSURES	**100,3**	**101,8**	**101,4**	**499**
Articles d'habillement	**100,4**	**101,5**	**101,0**	**385**
dont : Tissus d'habillement	99,4	100,3	98,9	1
Vêtements	100,3	101,0	100,3	335
Chaussures y compris réparations	**99,8**	**103,0**	**102,9**	**114**
4. LOGEMENT, EAU, GAZ, ÉLECTRICITÉ ET AUTRES COMBUSTIBLES	**102,1**	**105,0**	**107,8**	**1 333**
Loyers d'habitation effectifs	**101,8**	**104,9**	**107,9**	**593**
Entretien et réparation courante du logement	**96,0**	**103,0**	**106,3**	**146**
Produits pour l'entretien et la réparation courante du logement	101,8	105,6	107,9	24
Services pour l'entretien et la réparation courante du logement	94,9	102,5	105,9	122
Fourniture d'eau et autres services liés au logement	**103,5**	**106,7**	**109,5**	**191**
Électricité, gaz et autres combustibles	**104,2**	**105,1**	**107,7**	**403**
Électricité	93,5	93,9	94,9	201
Gaz	102,3	117,6	121,0	114
dont : Gaz de ville	95,9	114,9	117,4	85
Combustibles liquides	154,2	126,0	135,1	66
Combustibles solides	103,0	108,7	110,8	7
Eau chaude, vapeur et glace	100,0	108,1	108,1	15
5. AMEUBLEMENT, ÉQUIPEMENT MÉNAGER ET ENTRETIEN COURANT DE LA MAISON	**101,0**	**104,3**	**105,5**	**628**
Meubles, articles d'ameublement, tapis et autres revêtements de sol (y compris réparation)	**101,0**	**104,3**	**105,3**	**171**
Meubles et articles d'ameublement	101,1	104,5	105,4	166
Tapis et autres revêtements de sol	98,9	101,4	100,8	5
Articles de ménage en textile	**100,8**	**103,6**	**105,4**	**62**
Appareils ménagers	**96,7**	**95,7**	**93,2**	**106**
dont : Gros appareils ménagers électriques ou non	95,6	93,0	89,8	73
Petits appareils électroménagers	96,9	98,3	97,4	25
Verrerie, vaisselle, ustensiles de ménage	**102,1**	**106,6**	**108,4**	**54**
Outillage et autres matériels pour la maison et le jardin	**100,5**	**104,0**	**105,4**	**32**
Biens et services pour l'entretien courant de l'habitation	**103,3**	**108,8**	**112,2**	**203**
Articles de ménage non durables	103,4	110,6	112,8	82
Services domestiques et autres services pour l'habitation	103,2	107,6	111,7	121

N.B. Voir notes en fin de tableau.

TABLEAU I.02-1 (suite et fin)

Indice des prix à la consommation de l'ensemble des ménages - France entière (moyennes annuelles) (1)

Source : INSEE — *Unité* : Base 100 en 1998

Classification par fonction de consommation	2000	2002	2003	Pondération 2003
6. SANTÉ	**100,5**	**101,3**	**103,3**	**964**
Préparation et produits pharmaceutiques	**99,7**	**98,3**	**98,2**	**438**
Médecine non hospitalière et services paramédicaux (Services ambulatoires)	**101,1**	**104,0**	**107,8**	**526**
Service des médecins	101,2	108,1	113,9	277
Service des dentistes	100,9	92,1	92,9	91
Services paramédicaux	100,9	104,0	106,5	158
7. TRANSPORT	**105,6**	**107,0**	**109,5**	**1 644**
Achats de véhicules	**99,4**	**101,2**	**102,7**	**445**
Automobiles neuves et d'occasion	99,3	101,1	102,8	412
Motos, cycles	100,5	102,6	101,7	33
Utilisation de véhicules personnels	**109,5**	**109,5**	**112,2**	**950**
Pièces détachées et accessoires pour véhicules personnels	100,1	102,5	103,8	280
Carburants et lubrifiants	122,0	113,7	116,2	359
Entretien et réparation de véhicules personnels	103,7	112,8	117,7	220
Autres services liés aux véhicules personnels	101,4	106,7	109,3	91
Services de transport	**101,6**	**107,3**	**111,0**	**249**
dont : Transports ferroviaires de voyageurs	102,3	107,6	111,5	50
Transports routiers de voyageurs	102,1	105,4	107,2	79
Transports aériens de voyageurs	98,8	107,9	114,0	72
8. COMMUNICATIONS	**95,3**	**90,6**	**90,1**	**263**
Services postaux	100,3	102,4	107,7	22
Équipement et services de téléphone et de télécopie	94,8	89,4	88,5	241
9. LOISIRS ET CULTURE	**98,8**	**99,6**	**99,1**	**861**
Équipements audio-visuels, photographiques et informatiques	**87,8**	**78,3**	**72,9**	**185**
dont : Équipements audio-visuels	85,3	76,5	69,5	71
Équipements photo et cinéma, instruments d'optique	88,5	79,1	70,7	19
Matériel de traitement de l'information (y compris les micro-ordinateurs)	62,0	40,9	33,3	20
Supports d'enregistrements de l'image et du son	97,6	96,9	96,6	64
Autres biens durables importants pour les loisirs et la culture (y compris réparation)	**101,0**	**105,5**	**106,6**	**24**
Autres articles et équipements de loisirs, fleurs et animaux d'agrément	**100,5**	**103,5**	**104,4**	**188**
Services récréatifs et culturels	**102,9**	**107,9**	**110,0**	**291**
Presse, livres et papeterie	**102,0**	**106,3**	**107,5**	**147**
Voyages touristiques tout compris	**103,3**	**112,9**	**113,3**	**26**
10. ÉDUCATION	**102,9**	**107,1**	**109,5**	**23**
11. HÔTELLERIE, CAFÉS, RESTAURATION	**103,6**	**110,4**	**113,2**	**820**
Restauration et cafés	**103,1**	**109,4**	**112,2**	**675**
Service d'hébergement	**105,6**	**114,7**	**118,1**	**145**
12. AUTRES BIENS ET SERVICES	**101,7**	**106,9**	**109,6**	**1 041**
Soins personnels	**103,4**	**111,0**	**114,4**	**306**
Effets personnels n.d.a	**99,5**	**103,4**	**104,4**	**127**
Protection sociale (2)	**104,0**	**109,0**	**112,1**	**241**
Assurances (3)	**99,9**	**104,1**	**107,5**	**156**
Services financiers	**101,2**	**103,2**	**105,1**	**68**
Autres services	**98,8**	**103,2**	**105,0**	**143**

(1) Les indices mensuels et les moyennes annuelles de la totalité des postes sont disponibles dans le bulletin mensuel de statistique. Les indices mensuels sont également disponibles sur Internet (cf. partie « 3 Sources de documentation »).

(2) La couverture sectorielle de l'indice des prix à la consommation est élargie aux établissements pour adultes handicapés à compter de janvier 2001. La nouvelle série est introduite avec un niveau 100 en décembre 2000.

(3) La couverture sectorielle de l'indice des prix à la consommation est élargie à l'assurance santé complémentaire (mutuelles, institutions de prévoyance et compagnies d'assurances) à compter de janvier 2000. La nouvelle série est introduite avec un niveau 100 en décembre 1999.

TABLEAU I.02-2

Indice des prix à la consommation des ménages " urbains " dont le chef est employé ou ouvrier (moyennes annuelles) - France entière (1)

Source : INSEE — *Unité* : Base 100 en 1998

Groupe et sous-groupe	2000	2002	2003	Pondération 2003
Ensemble y compris tabac	**102,2**	**106,1**	**108,5**	**10 000**
Ensemble hors tabac	**102,0**	**105,6**	**107,6**	**9 716**
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	102,6	111,1	113,8	1 664
Boissons alcoolisées, tabac	107,0	117,8	129,2	455
Articles d'habillement et chaussures	100,2	101,8	101,4	461
Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles	101,0	104,6	107,3	1 746
Ameublement, équipement ménager et entretien courant de la maison	100,6	103,6	104,5	540
Santé	100,6	101,9	104,3	903
Transports	106,2	107,3	109,7	1 531
Communications	95,2	90,4	89,9	277
Loisirs et culture	98,9	99,9	99,4	729
Éducation	102,9	107,1	109,5	15
Hôtellerie, cafés, restauration	103,4	109,9	112,9	709
Autres biens et services (2)	101,8	107,1	109,8	970

(1) Les indices mensuels et les moyennes annuelles de la totalité des postes sont disponibles dans le bulletin mensuel de statistique. Les indices mensuels sont également disponibles sur Internet (cf. partie « 3 Sources de documentation »).
(2) La couverture sectorielle de l'indice des prix à la consommation est élargie à l'assurance santé complémentaire (mutuelles, institutions de prévoyance et compagnies d'assurances) à compter de janvier 2000 (niveau 100 en décembre 1999) et aux établissements pour adultes handicapés à compter de janvier 2001 (niveau 100 en décembre 2000).

TABLEAU I.02-3

Indice des prix à la consommation de l'ensemble des ménages (moyennes annuelles) Départements d'outre-mer (1)

Source : INSEE — *Unité* : Base 100 en 1998

	Guadeloupe		Martinique		Guyane		Réunion	
	Pondération 2003	Année 2003	Pondération 2003	Année 2003	Pondération 2003	Année 2003	Pondération 2003	Année 2003
Alimentation hors tabac	2 720	109,8	2 539	112,0	2 663	110,0	2 510	107,3
Tabac	91	157,3	41	177,6	152	196,7	243	236,7
Produits manufacturés	2 934	101,1	2 700	101,3	2 380	99,2	3 027	103,4
Énergie	883	110,3	834	108,6	748	113,3	743	114,2
Services	3 372	110,0	3 886	109,6	4 056	106,7	3 476	110,6
Alimentation (y compris tabac)	2 811	111,0	2580	112,7	2 816	112,8	2 754	113,1
Produits manufacturés (y compris énergie)	3 817	103,0	3 534	102,9	3 128	102,3	3 770	105,5
Produits manufacturés (hors habillement et chaussures)	2 234	103,9	2 076	102,3	1 839	101,6	2 462	104,0
Ensemble	**10 000**	**107,5**	**10 000**	**107,9**	**10 000**	**106,9**	**10 000**	**109,3**
Ensemble hors énergie	**9 117**	**107,3**	**9 166**	**107,9**	**9 252**	**106,4**	**9 257**	**108,8**
Ensemble hors tabac	**9 909**	**107,2**	**9 959**	**107,7**	**9 848**	**106,1**	**9 757**	**107,7**
Ensemble hors produits frais	**9 309**	**107,3**	**9 366**	**107,3**	**9 484**	**106,7**	**9 535**	**109,5**

(1) Les indices mensuels et les moyennes annuelles de la totalité des postes sont disponibles dans le bulletin mensuel de statistique. La mise à jour annuelle (fonctions de consommation, regroupements, pondérations) paraît dans le numéro de février. Les indices mensuels sont également disponibles sur Internet (cf. partie 3 "Sources de documentation").

TABLEAU I.02-4

Indice des prix à la consommation des ménages (moyennes annuelles) - Territoires d'outre-mer

Source : Services territoriaux de statistique

	1999	2000	2001	2002	2003	Pondération
Nouvelle-Calédonie : Base 100 en décembre 1992						
Ensemble	**111,4**	**113,1**	**115,7**	**117,8**	**119,2**	**10 000**
Ensemble hors tabac	**110,8**	**112,2**	**114,6**	**116,7**	**118,1**	**9 750**
dont : Alimentation	116,9	117,6	120,6	123,5	125,8	2 691
Produits manufacturés	105,1	107,1	110,6	111,8	112,0	3 747
Services	113,9	116,1	117,5	120,0	121,7	3 561
Polynésie française : Base 100 en décembre 1988 (1)						
Ensemble	**115,1**	**116,3**	**117,4**	**120,8**	**121,3**	///
dont : Alimentation	116,5	117,4	120,0	126,1	127,0	///
Produits manufacturés	107,1	108,3	107,8	109,6	109,3	///
Services	123,6	125,0	126,7	129,5	130,7	///
Polynésie française : Base 100 en août 2003						
Ensemble	**94,9**	**95,9**	**96,8**	**99,6**	**100,1**	**1 000 000**
dont : Alimentation	92,1	92,8	94,9	99,7	100,4	240 380
Produits manufacturés	98,0	99,1	98,7	100,3	100,1	372 840
Services	94,4	95,5	96,8	98,9	99,8	386 780

(1) Les indices base 100 en décembre 1988 avaient les valeurs suivantes en août 2003 : indice d'ensemble : 121,2 ; Alimentation : 126,5 ; Produits manufacturés : 109,2 ; Services : 130,9.

TABLEAU I.02-5

Indice des prix à la consommation harmonisé (I.P.C.H.) des 25 pays de l'Union européenne (1)

Sources : Services statistiques nationaux et Eurostat

%

	1999	2000	2001	2002	2003
Allemagne	0,6	1,4	1,9	1,3	1,0
Autriche	0,5	2,0	2,3	1,7	1,3
Belgique	1,1	2,7	2,4	1,6	1,5
Danemark	2,1	2,7	2,3	2,4	2,0
Espagne	2,2	3,5	2,8	3,6	3,1
Finlande	1,3	3,0	2,7	2,0	1,3
France	**0,6**	**1,8**	**1,8**	**1,9**	**2,2**
Grèce	2,1	2,9	3,7	3,9	3,4
Irlande	2,5	5,3	4,0	4,7	4,0
Italie	1,7	2,6	2,3	2,6	2,8
Luxembourg	1,0	3,8	2,4	2,1	2,5
Pays-Bas	2,0	2,3	5,1	3,9	2,2
Portugal	2,2	2,8	4,4	3,7	3,3
Royaume-Uni	1,3	0,8	1,2	1,3	1,4
Suède	0,6	1,3	2,7	2,0	2,3
Union européenne (à 15)	**1,2**	**1,9**	**2,2**	**2,1**	**2,0**
Chypre	1,1	4,9	2,0	2,8	4,0
Estonie	3,1	3,9	5,6	3,6	1,4
Hongrie	10,0	10,0	9,1	5,2	4,7
Lettonie	2,1	2,6	2,5	2,0	2,9
Lituanie	0,7	0,9	1,3	0,4	– 1,1
Malte	2,3	3,0	2,5	3,1	2,6
Pologne	7,2 *e*	10,1	5,3	1,9	0,7
Rép. Tchèque	1,8	3,9	4,5	1,4	– 0,1
Slovaquie	10,4	12,2	7,2	3,5	8,5
Union européenne (à 25)	**1,6** ***e***	**2,4**	**2,5**	**2,1**	**2,0**

(1) Taux moyen de variation annuelle.

TABLEAU I.02-6

Indice des prix de vente au détail des spécialités pharmaceutiques

Source : INSEE — *Unité* : Base 100 en 1998

Spécialités pharmaceutiques	2000		2001		2002		2003	
	Décembre	Moyenne annuelle	Décembre	Moyenne annuelle	Décembre	Moyenne annuelle	Décembre	Moyenne annuelle
Remboursables par la Sécurité sociale.....	98,2	98,8	96,0	97,5	95,7	96,0	94,6	95,2
Non remboursables par la Sécurité sociale ..	105,1	104,7	107,7	106,3	110,5	109,4	116,2	113,3

Chapitre J.01

◯ Monnaie, Crédit, Épargne et Patrimoine

1 Présentation.
2 Méthodologie.
3 Définitions.
4 Sources de documentation.
5 Tableaux.

❍ Liste des tableaux

1 Parité de l'euro par rapport aux monnaies des autres pays de l'Union économique et monétaire (UEM).

2 Taux d'intérêt directeurs de la Banque centrale européenne (BCE).

3 Agrégats de monnaie et contreparties de M3 (encours en fin d'année).

4 Endettement intérieur total (EIT) (encours en fin d'année).

5 Tableau des financements et des placements financiers des agents non financiers résidents (TFP) (encours en fin d'année).

6 Tableau d'opérations financières (TOF) (encours en fin d'année et flux).

7 Comptes de patrimoine des secteurs institutionnels en 2003 (encours en fin d'année).

8 Taux d'intérêt créditeurs des principales formes d'épargne (taux d'intérêt nominal annuel).

9 Dépôts à vue, dépôts à terme et comptes sur livrets (encours en fin d'année).

10 Principaux taux d'intérêt débiteurs.

11 Crédits distribués par les institutions financières monétaires (encours en fin d'année).

12 Répartition par objet des crédits distribués par les établissements de crédit (encours en fin d'année).

13 Masse monétaire du territoire de Wallis-et-Futuna (encours en fin d'année).

14 Indicateurs monétaires et financiers pour la France et différents pays.

1

○ Présentation

L'euro connaît en 2003 une poursuite de la phase d'appréciation qui a débuté en 2002, après une période de relative stabilité. Ainsi, entre décembre 2002 et décembre 2003, l'euro passe de 1,02 dollar à 1,23 dollar. Cette évolution résulte de plusieurs facteurs : incertitudes géopolitiques pesant sur le dollar début 2003 et, plus durablement, creusement des déficits budgétaire et courant des États-Unis. Cette évolution du taux de change euro-dollar a favorisé une appréciation du taux de change effectif de l'euro qui, selon la Banque centrale européenne (BCE), a progressé de 11,7 % entre décembre 2002 et décembre 2003.

L'assouplissement de la politique monétaire de la BCE, entamé le 6 décembre 2002, s'est poursuivi jusqu'au 6 juin 2003, en raison des faiblesses des tensions inflationnistes liées à celles de la croissance. Ainsi le taux directeur a été diminué de 50 points le 6 décembre 2002, de 25 points le 7 mars 2003 et de 50 points le 5 juin 2003. Au total il est revenu de 3,25 % au niveau historiquement bas de 2,00 %. Ce niveau a ensuite été conservé durant le second semestre 2003.

Cette détente du taux directeur s'est répercutée sur le taux interbancaire à trois mois de la zone euro (Euribor) qui s'est établi à 2,2 % à partir de juin 2003 contre 2,9 % en décembre 2002. De même, le taux des obligations publiques à dix ans est revenu de 4,4 % en décembre 2002 à 3,7 % en juin 2003. Par contre ce taux à long terme s'est ensuite redressé en raison de l'amélioration progressive de la situation économique pour revenir à 4,3 % en décembre 2003. Au total le taux des emprunts publics à long terme en fin d'année varie donc peu.

Au contraire, pour les émissions privées, la baisse des rendements est plus marquée que pour le secteur public en raison de la baisse des primes de risque. En effet, du fait de l'amélioration de la situation financière des sociétés côtées en bourse, la prime de risque de court terme a diminué de 99 points de base entre décembre 2002 et décembre 2003. De même, la prime de risque de long terme a baissé de 87 points de base durant la période. Ceci contraste avec l'année précédente, durant laquelle les primes de risque s'étaient accrues.

Les banques répercutent la baisse de leur coût de refinancement sur les taux débiteurs de leurs différentes catégories de prêts : pour les entreprises, les taux des prêts à plus de un an reviennent de 4,8 % en décembre 2002 à 4,1 % en décembre 2003 et ceux des prêts à court terme diminuent également, revenant de 4,5 % à 3,7 %. Concernant les ménages, les taux passent de 9,0 % à 8,2 % pour les crédits à la consommation et de 6,0 % à 5,1 % pour les prêts à l'habitat à taux fixe sur la même période.

L'écart entre la croissance de l'agrégat monétaire M3 de la zone euro et la valeur de référence de moyen terme de 4,5 % qui lui était assignée varie peu au cours de l'année 2003. La variation annuelle est en effet passée de 7,0 % en décembre 2001 à 7,1 % un an plus tard [1]. Cette croissance vigoureuse de M3 s'explique à la fois par la préférence des investisseurs pour des actifs sûrs et liquides (dans un contexte de forte volatilité des marchés boursiers), par l'aplatissement de la courbe des rendements et par le faible niveau des taux d'intérêts à court terme (qui limite le coût d'opportunité de détention des encaisses les plus liquides).

Cette croissance de M3 trouve son origine du côté des contreparties de M3 dans le bilan consolidé des Institutions Financières et Monétaires (IFM) à la fois dans les créances détenues sur l'extérieur de la zone euro et dans les créances détenues sur la zone. Cette croissance des créances internes, tant privées que publiques, détenues sur la zone en 2003 constitue une innovation par rapport à l'année précédente et correspond au redémarrage en fin de période de l'activité économique.

Les crédits accordés aux résidents français par les institutions financières monétaires (IFM) établies sur le territoire français croissent de manière modérée (2,9 % en 2003). L'endettement intérieur total (EIT) français progresse à un rythme de 4,6 %, proche de celui observé en 2002 (4,7 %). Le rythme de croissance est particulièrement faible pour les sociétés non financières : leur endettement ne progresse que de 1,0 % en 2003 (après 1,7 % l'année précédente), les crédits leur étant accordés enregistrant même un recul net (- 2,2 %), partiellement compensée toutefois par la progression des financements de marché (3,6 %). Ces évolutions reflètent la mise en oeuvre des stratégies de désendettement des entreprises. L'endettement des ménages, au contraire, maintient sa croissance (7,1 % après 6,4 % en 2002). Cette croissance est tirée par les crédits au logement, qui progressent de 9,9 % en 2003 contre 8,0 % en 2002, tandis que les crédits hors logement ralentissent à 2,4 % en 2003 contre 3,7 % en 2002. Le taux de croissance de l'endettement des Administrations publiques reste également à un niveau élevé (7,3 % en 2003 après 7,4 % en 2002).

L'encours d'actions et autres participations détenues par les agents non financiers résidents a augmenté de 14 % (313 milliards d'euros) entre la fin 2002 et la fin 2003, sous l'effet de la reprise des marchés boursiers. On a en revanche enregistré une expansion de 8,3 % du portefeuille obligataire (+ 83 milliards), sous l'effet conjugué de flux nets de placements positifs et de la baisse des taux d'intérêt, tandis que les dépôts à vue se stabilisaient à un niveau légèrement supérieur à celui de l'année précédente (+ 5 milliards).

2

○ Méthodologie

Les statistiques permettant de suivre l'activité bancaire en France sont établies par la Banque de France.

Le calcul des agrégats de la zone euro est effectué par la Banque centrale européenne (BCE) à partir des données fournies par les banques centrales nationales (BCN).

Le calcul et le suivi d'agrégats monétaires dans un cadre national ne présentent pas d'intérêt du strict point de vue de la définition et de l'orientation de la politique monétaire unique de la zone euro. Néanmoins, compte tenu du poids de la France dans la zone, le suivi des instruments monétaires détenus au plan national peut permettre d'identifier les chocs susceptibles d'affecter la stabilité des agrégats monétaires européens.

La loi n° 84-46 du 24 janvier 1984 modifiée [2] , relative à l'activité et au contrôle des établissements de crédit, dite loi bancaire, définit le cadre institutionnel dans lequel s'exerce l'activité des établissements de crédit établis en France. Elle a confié l'ensemble des fonctions de tutelle et de contrôle de la profession bancaire à trois instances collégiales distinctes, au fonctionnement desquelles la Banque de France est étroitement associée : le Comité de réglementation bancaire et financière (CRBF), le Comité des établissements de crédit et des entreprises d'investissement (CECEI) et le Conseil national du crédit et du titre (CNCT).

Le code monétaire et financier, qui a notamment codifié les dispositions de la loi du 24 janvier 1984, est entré en vigueur le 1er janvier 2001. Il les a réparties entre plusieurs des sept livres qu'il compte. Les dispositions relatives aux opérations de banque figurent au livre III « Les services », celles régissant les établissements de crédit, prestataires de services d'investissement et autres établissements bancaires au livre V « Les prestataires de services » et celles gouvernant les autorités bancaires au livre VI « Les institutions en matière bancaire et financière » ; les dispositions du livre VII regroupent les dispositions relatives à l'application du Code à l'Outre-mer.

Le Système européen de Banques centrales (SEBC) s'est doté d'un ensemble de concepts statistiques, permettant de définir

---

[1] Données corrigées des variations saisonnières et des effets de fin de mois.

[2] La loi bancaire a notamment été modifiée par la loi de modernisation des activités financières (MAF) du 2 juillet 1996, qui a transposé en droit français la directive européenne du 10 mai 1993 concernant les services d'investissement dans les valeurs mobilières.

de façon homogène les institutions créatrices de monnaie, dénommées institutions financières monétaires (IFM), et d'un cadre comptable commun. Il s'est pour cela très largement appuyé sur les définitions retenues dans le Système européen de comptes rénové (SEC 95) applicable à partir de 1999.
La « monnaie fiduciaire » détenue par les agents non financiers (ANF) n'est pas une donnée directement fournie par le bilan des IFM, mais est estimée dans le cadre des comptes nationaux.
Les données financières des comptes nationaux sont issues de la Base de données des agents financiers (BAFI) de la Commission bancaire, de la base de données sur les OPCVM de la Banque de France, de la Commission de contrôle des Assurances, de la Comptabilité publique, de la Balance des paiements et du Système intermédiaire d'entreprise (SIE) géré par l'INSEE.

Nomenclature des institutions financières utilisée pour l'établissement des statistiques monétaires et financières

Cette nomenclature est commune aux statistiques monétaires et aux tableaux d'opérations financières de la comptabilité nationale [1].
Les institutions financières sont classées en trois grandes catégories :

INSTITUTIONS FINANCIÈRES MONÉTAIRES (IFM) :

Les institutions financières monétaires (IFM) comprennent les établissements de crédit résidents tels qu'ils sont définis par la législation communautaire et toutes les autres institutions financières résidentes dont l'activité consiste à recevoir des dépôts (et/ou de proches substituts des dépôts) d'entités autres que les IFM et qui consentent des crédits et/ou effectuent des placements en valeurs mobilières.
Aux termes de cette définition, la population des IFM comprend :
– la Banque de France, le Fonds de stabilisation des changes et l'IEDOM :
  - Banque de France [2] ;
  - Fonds de stabilisation des changes [2 3] ;
  - l'Institut d'Émission des Départements d'Outre-Mer (IEDOM).
– les Banques :
  - Banques « Association Française des Banques » (ABF) ;
  - Banques mutualistes ou coopératives :
    - Banques populaires,
    - Réseau Crédit agricole,
    - Réseau Crédit mutuel,
    - Réseau de crédit coopératif,
    - Caisses d'épargne et de prévoyance,
    - Banque fédérale mutualiste.
  - Crédits municipaux ;
  - Institutions financières des DOM.
– CDC et CNE :
  - Caisse des dépôts et consignations (CDC) [2] ;
  - Caisse nationale d'épargne (CNE) (La Poste) [2].
– les Sociétés financières et assimilées :
  - Sociétés financières soumises à des dispositions particulières (liste A) :
    - Sociétés immobilières pour le commerce et l'industrie (SICOMI),
    - SOFERGIE,
    - Sociétés de financement des télécommunications,
    - Sociétés de crédit différé,
    - Sociétés anonymes de crédit immobilier (SACI),
    - Caisse de refinancement hypothécaire.
  - Sociétés financières habilitées à titre individuel (SFHTI) (liste B) :
    - Sociétés de crédit-bail immobilier,
    - Sociétés de location avec option d'achat,
    Sociétés de gestion de moyens de paiements,
    Autres sociétés financières.
  - Sociétés financières spécialisées dans les services d'investissement.
– les Institutions financières spécialisées (IFS) :
  - Agence française de développement ;
  - Crédit foncier de France et Cie de financement foncier ;
  - Sociétés de développement régional (SDR) ;
  - Société française pour l'assurance du capital-risque des PME (SOFARIS) [3] ;
  - CEPME ;
  - Euronext PARIS SA ;
  - Caisse de Garantie du Logement Locatif Social [4].
– les OPCVM monétaires [2 5] :
  - Sociétés d'investissement à capital variable (SICAV) monétaires ;
  - Fonds communs de placement (FCP) monétaires.

AUTRES INTERMÉDIAIRES FINANCIERS (hors assurances et fonds de pension) :

– Institutions financières diverses et assimilées :
  - Fonds communs de créances (FCC) [2] ;
  - Groupements professionnels de répartition d'emprunts collectifs au profit d'agents non bancaires [2 3] ;
  - Autoroutes de France [2] ;
  - Comités interprofessionnels du logement (CIL) [2 3] ;
  - Entreprises d'investissement ;
  - Instituts régionaux de participation (IRP) [2 6] ;
  - Sociétés de caution mutuelle (SCM) [3] ;
  - Caisse nationale des autoroutes (CNA) [2].
– Autres organismes de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM) [2 5] :
  - SICAV et FCP long terme à vocation générale ;
  - Sociétés d'investissement à capital fixe (SICAF) [3] ;
  - FCP Entreprises [3] ;
  - Fonds Commun sur les marchés à terme ;
  - FCP à Risque [3] ;
  - Sociétés civiles de placements immobiliers.

AUXILIAIRES FINANCIERS :

– Holdings financières n'ayant pas le statut d'établissements de crédit et n'étant pas controlées par la Commission de Contrôle des Assurances ;
– Sociétés de gestion de portefeuille [7];
– Changeurs manuels ;
– Groupement d'Intérêt Economique (GIE) Carte Bleue ;
– Groupement d'Intérêt Economique (GIE) Carte Bancaire ;
– Fonds de garantie des dépôts.

3 ○ Définitions

Taux d'intérêt directeurs de la BCE

La Banque centrale européenne (BCE) est en situation de monopole en matière de création de la base monétaire [8]. Elle est

---

[1] Pour la comptabilité nationale, activités métropolitaines des agents financiers résidant en métropole, Monaco exclu, c'est-à-dire à l'exclusion des TOM. Pour les statistiques monétaires, activités des agents financiers résidant sur le territoire français (métropole, Monaco, départements d'Outre-Mer, Saint-Pierre-et-Miquelon et Mayotte).

[2] Hors loi bancaire.

[3] Non recensé actuellement dans les statistiques monétaires.

[4] Ce nouvel établissement public national à caractère administratif a été créé le 1er janvier 2001 par l'article 163 de la loi relative à la Solidarité et au Renouvellement Urbains du 13 décembre 2000 (dite loi SRU). Il remplace la Caisse de Garantie du Logement Social.

[5] Depuis le 1er janvier 1994, les catégories d'OPCVM (SICAV et FCP) sont d'une part les OPCVM « monétaires », d'autre part les autres OPCVM, « obligations et autres titres de créances », « actions », « garantis » et « diversifiés ».

[6] Non recensé actuellement dans les statistiques monétaires et financières, faute de données disponibles.

[7] Dépendent juridiquement des entreprises d'investissement.

[8] La base monétaire est la monnaie dont les banques commerciales ont besoin pour faire face à la demande de billets et pièces, régler les opérations interbancaires et constituer leurs réserves obligatoires.

donc en mesure d'influer sur le marché monétaire [1] notamment sur le niveau des taux d'intérêt, par lesquels les impulsions de politique monétaire se transmettent à l'ensemble de l'économie.
La plupart des opérations menées par la BCE sur le marché monétaire sont des opérations d'open-market, c'est-à-dire des opérations exécutées à son initiative. Celles-ci prennent majoritairement la forme d'opérations principales de refinancement [2].
Afin de contrôler les taux d'intérêt à court terme du marché monétaire, notamment de limiter leur volatilité, l'Eurosystème offre en outre des facilités permanentes à ses contreparties, laissées sur l'initiative de ces dernières. Ce sont la facilité de prêt marginal et la facilité de dépôt.
Compte tenu de ce cadre opérationnel, l'Eurosystème dispose de trois taux directeurs pour indiquer l'orientation de sa politique monétaire :
– le taux des opérations principales de refinancement, qui consistent en des opérations de cession temporaire par lesquelles les Banques centrales nationales (BCN) fournissent des liquidités contre des actifs éligibles, selon une fréquence hebdomadaire et une échéance de deux semaines ; depuis le 28 juin 2000, afin de mettre fin au phénomène de « sur-soumissionnement » de la part des contreparties (né des anticipations de hausse de taux directeurs qui prévalaient alors), les adjudications se déroulent selon une procédure à taux variable (procédure à taux multiple) [3];
– le taux de la facilité de prêt marginal, qui est une facilité permanente par laquelle les contreparties peuvent obtenir des Banques centrales nationales des liquidités au jour le jour contre des actifs éligibles ; le taux de la facilité de prêt marginal constitue normalement un plafond pour le taux d'intérêt du marché au jour le jour ;
– le taux de la facilité de dépôt, qui est une facilité permanente par laquelle les contreparties peuvent effectuer des dépôts au jour le jour auprès des Banques centrales nationales ; le taux de la facilité de dépôt constitue normalement un plancher pour le taux d'intérêt du marché au jour le jour.
Afin que l'Eurosystème n'influence le marché monétaire qu'en un point de la courbe de rendement, avant les opérations mensuelles de refinancement à plus long terme (échéance de trois mois), l'Eurosystème se contente d'indiquer le volume de liquidités qu'il est prêt à octroyer, sans indication de taux. Ces adjudications se déroulent à taux variable, multiple depuis mars 1999.

Agent résident

Est résidente toute personne se trouvant sur le territoire économique français pendant une période supérieure à un an (on ne tient pas compte, pour cette définition, des absences temporaires au titre du tourisme, des voyages d'affaires, du travail frontalier ou saisonnier). La population totale résidente comprend l'ensemble des personnes physiques résidentes, quelle que soit leur nationalité.

Agrégats monétaires de la zone euro

Les agrégats monétaires recensent les moyens de paiement directement utilisables dans les transactions, détenus par les agents de la zone euro autres que les institutions financières monétaires (IFM) et les Administrations centrales, ainsi que ceux des placements financiers auprès des IFM qui en constituent de proches substituts. Les actifs retenus sont aisément mobilisables et ne comportent que peu ou pas de risque en capital.
L'agrégat monétaire étroit M1 regroupe les moyens de paiement directement utilisables :
– les pièces et billets en circulation,
– les dépôts à vue.
L'agrégat intermédiaire M2 comprend, en plus de M1, les autres dépôts à court terme :
– les dépôts remboursables avec un préavis inférieur ou égal à trois mois,
– les dépôts à terme.
La masse monétaire au sens large, M3, inclut, outre M2, les instruments négociables émis à court terme :
– les titres d'Organismes de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM) monétaires,
– les instruments du marché monétaire,
– les titres de créance de durée initiale inférieure ou égale à deux ans émis par des IFM,
– les créances résultant de prises en pension sur des titres émis par des IFM.
Les dépôts avec un préavis inférieur ou égal à trois mois sont les dépôts d'épargne à vue qui présentent, à la différence des dépôts à vue, un caractère incomplet de transférabilité. En France, il s'agit par exemple des livrets A et bleus, des Codevi, des livrets jeunes, des comptes d'épargne logement, des livrets d'épargne populaire et des livrets soumis à l'impôt.
Les dépôts à terme sont les dépôts qui ne peuvent être convertis en espèces avant un terme fixe convenu ou qui ne peuvent être convertis en espèces avant ce terme que moyennant une réfection totale ou partielle de la rémunération convenue.
Les instruments du marché monétaire sont les titres émis à court terme (durée initiale inférieure ou égale à un an) par des IFM et négociables sur des marchés monétaires liquides. En France, cette catégorie regroupe les certificats de dépôt et à titre résiduel les anciens bons des institutions et sociétés financières (BISF).
Les pensions sont les espèces perçues en contrepartie de titres vendus à un prix donné dans le cadre d'un engagement de rachat desdits titres (ou de titres similaires) à un prix et une date déterminés.

Contreparties de M3

Les contreparties de M3 visent à mettre en évidence les principales sources de la création monétaire. Elles regroupent :
– les créances sur les autres résidents (non-IFM) :
  - les crédits accordés aux non-IFM,
  - le portefeuille de titres émis par des non-IFM ;
– les créances nettes sur l'extérieur ;
– les ressources non monétaires des institutions financières monétaires (IFM) – à déduire ;
– un poste « divers ».
Les crédits incluent les crédits à l'habitat, à la consommation, à l'investissement, de trésorerie, les autres crédits, les créances douteuses brutes, le crédit-bail, les avoirs en titres non négociables et les dettes subordonnées constituées sous forme de dépôts ou prêts.
La rubrique « créances nettes sur l'extérieur » retrace le solde des créances et des engagements nets sur les non-résidents.
La rubrique « divers » inclut, entre autres, le solde des créances et des engagements inter-IFM et les acquisitions par des IFM d'actifs immobiliers pour compte propre auprès d'un agent non financier.

Endettement intérieur total (EIT)

L'endettement intérieur total (EIT) recense l'ensemble des financements, hors actions et autres parts sociales, des agents non financiers résidant en France, obtenus soit auprès d'institutions financières monétaires ou d'autres intermédiaires financiers, soit sur les marchés de capitaux (monétaire ou obligataire), tant en France qu'à l'étranger.
Le suivi de l'EIT permet d'analyser l'évolution des ressources des agents économiques sous forme d'endettement au regard de celle de la demande interne, des prix et des équilibres extérieurs. Les informations relatives à la nature des financements obtenus fournissent, quant à elles, des indications sur les substitutions réalisées entre les différentes formes d'endettement. L'EIT est ainsi un indicateur conjoncturel de l'évolution du degré d'intermédiation des financements.

---

[1] Le marché monétaire est le marché sur lequel l'échéance des transactions est généralement inférieure à un an.

[2] Les autres types d'opération d'open-market de l'Eurosystème sont les opérations de refinancement à plus long terme, les opérations de réglage fin et les opérations structurelles.

[3] Dans une adjudication à taux multiple, les demandes des contreparties sont satisfaites, par ordre décroissant du taux offert, au taux offert par chacune d'elles – contrairement aux procédures à taux unique, où toutes les contreparties sont servies au même taux – ; au taux minimal, les demandes restantes sont satisfaites au *prorata* de la quantité totale de liquidités que la BCE a décidées d'allouer.

L'EIT est une mesure d'encours qui regroupe en distinguant, pour chaque secteur institutionnel débiteur, les dettes dont le terme est inférieur ou égal à un an et celles dont le terme est supérieur à un an :
– les crédits obtenus auprès des institutions financières résidentes,
– les crédits obtenus auprès des non-résidents (prêts entre unités n'appartenant pas au même groupe, prêts obtenus dans le cadre d'investissements directs et crédits commerciaux),
– les financements de marchés,
– le financement monétaire du Trésor public.

Tableau des financements et placements (TFP)

Le tableau des financements et des placements financiers (TFP) est une présentation synthétique des placements et du patrimoine financier des agents non financiers (ANF) résidents.
Il retrace comment et au profit de qui ont été distribués les financements, et comment les agents ont arbitré entre placements monétaires et placements non monétaires, information essentielle dans l'appréciation des effets de la politique monétaire.
Les agents non financiers sont regroupés en trois grandes catégories : les sociétés non financières (SNF), les ménages et institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM) et les Administrations publiques. Le tableau présenté dans cet annuaire est un tableau agrégé pour l'ensemble des agents non financiers.
Cette population se différencie du secteur détenteur de monnaie dans la mesure où elle comprend les organismes d'administration centrale mais pas les institutions financières non monétaires (sociétés d'assurance et fonds de pension, autres intermédiaires financiers).
Il en résulte en particulier que la composante française de l'agrégat large M3 de la zone euro ne peut pas être dérivée directement du TFP. En effet, à l'inverse du TFP, elle inclut les engagements liquides des IFM résidentes vis-à-vis des institutions financières non monétaires résidentes et des résidents des autres pays de la zone euro appartenant au secteur détenteur de monnaie ; par ailleurs, elle exclut leurs engagements vis-à-vis des Administrations centrales.
À l'actif du TFP, l'application des normes de comptabilité nationale aux statistiques monétaires, et le souci de retracer l'ensemble des créances des ANF sur les résidents et sur les non-résidents, ont conduit à un regroupement des instruments financiers en trois grandes catégories :

Dépôts et titres à court terme vis-à-vis des IFM résidentes

• *Monnaie fiduciaire et dépôts à court terme*
Les dépôts à court terme sont repris des statistiques monétaires. Ils recouvrent les dépôts à vue, ceux remboursables avec un préavis inférieur ou égal à trois mois, et ceux assortis d'une échéance initiale inférieure ou égale à deux ans.
En outre, les avoirs liquides des organismes d'administration centrale, qui ne se sont pas repris dans les agrégats monétaires, figurent dans le TFP par respect de la définition des ANF.
• *Titres de créance d'une durée inférieure ou égale à 2 ans, titres d'OPCVM monétaires et pensions*
La notion de titres de créance recouvre ici non seulement les bons à moyen terme négociables (BMTN) mais aussi les certificats de dépôt émis par des IFM résidentes. Le regroupement avec les titres d'OPCVM monétaires s'explique par la part importante des titres du marché monétaire dans les portefeuilles des OPCVM monétaires et l'indexation de leur rémunération sur les taux d'intérêt monétaires. La même logique guide l'inclusion des prises en pension de titres des ANF auprès des IFM.

Autres dépôts et titres à court terme

Cet ensemble regroupe les dépôts à court terme des ANF résidents auprès des institutions financières non monétaires résidentes (fonds communs de créance, entreprises d'investissement, ...), leur portefeuille de titres à court terme émis par les résidents autres que des IFM (billets de trésorerie, bons du Trésor à taux fixe — BTF —, bons du Trésor à taux annualisé — BTAN — à 2 ans), mais aussi l'ensemble des avoirs à court terme des ANF auprès des non-résidents, quels qu'en soient les supports.

Placements à moyen et long termes des Agents Non Financiers

• *Dépôts à terme d'une durée initiale supérieure à deux ans :* cette catégorie inclut les comptes à terme et les bons de caisse et d'épargne à plus de 2 ans, ainsi que les plans d'épargne logement et les plans d'épargne populaire de type bancaire.

• *Placements de type « obligations » :* ils recouvrent les titres de créance d'une durée à l'émission supérieure à 2 ans (BTAN à 5 ans, BMTN à plus de 2 ans), les obligations et les titres d'OPCVM obligations, mais également les placements auprès des sociétés d'assurance (dont les PEP assurances) et les titres d'OPCVM garantis. L'inclusion des ces derniers se justifie par la composition des portefeuilles des sociétés d'assurance et des OPCVM garantis, qui sont largement investis en obligations.
• *Placements de type « actions et autres participations » :* figurent sous cette rubrique les différentes catégories d'actions et les titres d'OPCVM largement investis en actions. Au sein des actions détenues par les ANF, on distingue les actions cotées des autres types de parts sociales (actions non cotées et autres participations). Les OPCVM sont quant à eux subdivisés en OPCVM actions, OPCVM diversifiés et autres OPCVM [1].

Tableau d'opérations financières (TOF)

Le tableau d'opérations financières (TOF) est la partie financière des comptes nationaux. Il présente des équilibres entre actifs et passifs.
En flux, les comptes financiers retracent les opérations financières effectuées par les agents économiques. À ce titre, ils s'insèrent à la suite de la séquence des comptes non financiers des secteurs institutionnels, l'articulation se faisant au niveau de la capacité de financement. Ils décrivent, par type d'instruments, les variations d'actifs financiers et de passifs qui composent la capacité de financement.
Les encours d'actifs et de passifs financiers sont évalués à prix courants. Les encours de dépôts et crédits figurent à leur valeur nominale, les titres cotés (obligations, actions cotées et parts d'OPCVM) à leur valeur de marché.
Les stocks ou « encours » sont les actifs financiers et les passifs des comptes de patrimoine.

Comptes de patrimoine

Les comptes de patrimoine décrivent l'état de l'actif (financier et non financier) et du passif de chaque secteur institutionnel en fin d'année. Ils recensent les actifs et passifs économiques sur lesquels des droits de propriété peuvent être exercés. Des éléments tels que le capital écologique (l'air, la biodiversité...) ou le « capital humain » en sont exclus. Les éléments retenus sont issus de processus de production ou sont naturels (terre, gisements...), financiers ou non financiers.
Les actifs et passifs sont comptabilisés à leur valeur de marché, de transaction ou au coût technique de renouvellement (cas des actifs fixes productifs). La valeur des actions non cotées est estimée par référence à celle des actions cotées. Les plus-values latentes sur l'immobilier sont imputées aux terrains sous-jacents.
Les comptes de patrimoine ont pour solde la valeur nette, différence entre le total des actifs (non financiers et financiers) détenus par chaque secteur institutionnel, ou l'économie nationale, et ses dettes. Le patrimoine national représente la valeur des actifs non financiers détenus par les unités résidentes, majorée des actifs financiers, nets des passifs, vis-à-vis d'unités non-résidentes. Il correspond également à la valeur

[1] Ces derniers recouvrent les OPCVM de droit étranger (monétaires et généraux), les sociétés civiles en placements immobiliers (SCPI), les fonds communs de placements d'entreprises (FCPE), les FCP à risques, les fonds communs d'intervention sur les marchés à terme (FCIMT) et les sociétés d'investissement à capital fixe (SICAF).

nette de l'économie nationale ou à la somme des valeurs nettes des secteurs résidents.
La notion de valeur nette ne revêt pas la même signification pour les ménages et les sociétés. En effet, ces derniers sont les propriétaires ultimes de leur patrimoine, contrairement aux sociétés, dont on considère que les propriétaires ultimes sont les détenteurs du capital. La valeur nette des sociétés apparaît donc comme l'écart entre le montant qu'on estime pouvoir tirer de la vente de leurs actifs, déduction faite du remboursement de leurs dettes, et la valeur des actions qu'elles ont émises. Une valeur nette des sociétés négative s'interprète comme le fait que les marchés valorisent le secteur au-delà de la situation nette (différence entre le total des actifs et les dettes).
L'actif non financier détenu par les unités résidentes, se compose d'actifs produits fixes corporels (logements, autres constructions, matériels, actifs cultivés) ou incorporels (logiciels, œuvres originales), d'actifs produits circulants (stocks), d'actifs corporels non produits (terrains, gisements) et d'actifs incorporels non produits (brevets, fonds de commerce...). L'actif financier regroupe principalement les liquidités, les valeurs mobilières (actions, obligations) et les prêts. Ce sont des droits sur le patrimoine d'autres unités, résidentes ou non, chez qui l'on enregistre les passifs correspondants.
Le patrimoine des ménages ne comprend pas les biens durables (automobiles, meubles...). Il n'intègre pas non plus les droits à la retraite des régimes par répartition.
Le patrimoine des Administrations publiques comprend l'ensemble du domaine privé de l'État, des collectivités locales et des autres organismes publics : bâtiments administratifs, matériels... Il est plus difficile de déterminer la propriété du domaine public. Le domaine public aérien, les rivages et les eaux territoriales sont exclus du champ de la Comptabilité nationale. Le patrimoine des Administrations comprend le domaine public artificiel créé par investissement lorsque la dépense correspondante est enregistrée au compte de capital (routes, ports, aérodromes). En revanche, les biens immobiliers mis à la disposition d'autres organismes et les concessions de services publics (autoroutes...) n'en font pas partie. Le domaine public artificiel qui n'a pas été acquis à titre onéreux (monuments historiques) n'est pas pris en compte actuellement, en partie faute d'informations statistiques.

Taux d'intérêt débiteurs et créditeurs

Sont présentés dans cet annuaire les principaux taux d'intérêt débiteurs (coût pour l'emprunteur) et créditeurs (rémunération des placements), ainsi que des taux interbancaires. Certains de ces taux sont réglementés (Caisses d'épargne...), d'autres sont observés sur le marché (marché monétaire). Pour le rendement des titres (actions, obligations), voir le chapitre J.02 ci-après, « Marché financier et Bourse ».

4 ○ Sources de documentation

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de la Banque de France, « direction des Études statistiques et Statistiques monétaires » (SASM et SESOF) et de l'INSEE, « direction des Comptes nationaux, division Synthèse générale des comptes » et « direction des Études et des Synthèses économiques, division Synthèse conjoncturelle ».

Organismes :

- Banque de France ;
- Banque centrale européenne ;
- Institut d'émission des départements d'Outre-mer et Institut d'émission d'Outre-mer ;
- Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie ;
- Agence France Trésor ;
- Caisse nationale d'épargne.

Sites Internet :

- www.banque-france.fr
- www.ecb.int
- www.iedom.fr
- www.finances.gouv.fr
- www.francetresor.gouv.fr

Publications :

Lois et décrets

- Loi n° 84-46 du 24 janvier 1984, dite loi bancaire ;
- Loi n° 96-597 du 2 juillet 1996 relative à la modernisation des activités financières ;
- Loi n° 99-532 du 25 juin 1999 relative à l'épargne et à la sécurité financière.

Banque de France

Rapport – Exercice 2003 – adressé à Monsieur le Président de la République et au Parlement par Monsieur Christian Noyer, gouverneur.
Rapport annuel de la Commission bancaire.
Rapport annuel du Conseil national de Crédit et du Titre, dans le rapport 1998, p.195-202, article méthodologique, *La nouvelle base de comptabilité nationale.*
Rapport annuel de la zone franc.
Bulletin (mensuel) :

- « Le coût du crédit aux entreprises », juillet 2004 , n° 127 ;
- « La situation du système bancaire français en 2003 », juillet 2004 , n° 127 ;
- « Les comptes financiers de la Nation en 2003 », mai 2004 n° 125 ;
- « Les résultats des établissements de crédit en 2002 et au premier semestre 2003 », décembre 2003, n° 120.

Bulletin de la Banque de France, supplément statistiques (trimestriel).
Cahier des titres de créances négociables (mensuel).
Rapport du centre de liaison sur les moyens de paiement.
Rapport annuel - « La balance des paiements et la position extérieure de la France », Banque de France et Ministère de l'Économie, des finances et de l'industrie.

Banque centrale européenne

Bulletin (mensuel).
Rapport annuel.
The monetary policy of the ECB, avril 2002.

INSEE

INSEE première :

- « Patrimoine des ménages début 2004 - le déploiement de l'épargne salariale », Cordier Marie, Rougerie Catherine, INSEE, n° 985, septembre 2004 ;
- « Les comptes financiers de la Nation en 2003 – Désendettement des entreprises et croissance de la dette publique », Durant Dominique, Banque de France, n° 967, mai 2004.

Économie et statistique :

- « Le financement des agents non financiers en Europe : le rôle des intermédiaires financiers demeure prépondérant », Gunther Capelle-Blancard, Jézabel Couppey-Soubeyran, n° 336, décembre 2003 ;
- « L'estimation d'une valeur de marché des actions non cotées », Claude Picart, n° 336, décembre 2003.

L'Économie française, édition 2004-2005, collection « Références ».
Tableaux de l'économie française 2004-2005.

Autres

Rapports annuels de l'Institut d'émission des départements d'outre-mer – Guadeloupe, Guyane, Martinique, La Réunion ; Mayotte, Saint-Pierre-et-Miquelon.
Rapports annuels de l'Institut d'émission d'outre-mer – Polynésie française, Wallis et Futuna, Nouvelle-Calédonie.
Rapports annuels des caisses d'épargne (rapport des caisses d'épargne et de prévoyance, rapport de la Caisse nationale d'épargne).
Voir également les publications du chapitre I.01.

5 ○ Tableaux

Des tableaux rétrospectifs et « séries » sont disponibles sur le cédérom (cf. liste en fin d'annuaire).

TABLEAU J.01-1

Parité de l'euro par rapport aux monnaies des autres pays de l'Union économique et monétaire (UEM)

Source : Banque centrale européenne

Pays	Monnaie	Unité	Euro
Allemagne	Deutsch Mark	DEM	1,95583
Autriche	Schilling autrichien	ATS	13,7603
Belgique	Franc belge	BEF	40,3399
Espagne	Peseta	ESP	166,386
Finlande	Mark finlandais	FIN	5,94573
France	**Franc français**	**FRF**	**6,55957**
Grèce	Drachme	GRD	340,750
Irlande	Punt irlandaise	IEP	0,787564
Italie	Lire italienne	ITL	1 936,27
Luxembourg	Franc luxembourgeois	LUF	40,3399
Pays-Bas	Florin néerlandais	NLG	2,20371
Portugal	Escudo	PTE	200,482

TABLEAU J.01-2

Taux d'intérêt directeurs de la Banque centrale européenne (BCE)

Source : Banque centrale européenne — *Unité* : % par an

Avec effet à compter du (1)	Facilité de dépôt	Opérations principales de refinancement		Facilité de prêt marginal
		Taux fixe	Taux de soumission minimal	
1999				
1er janvier	2,00	3,00	///	4,50
4 janvier (2)	2,75	3,00	///	3,25
22 Janvier	2,00	3,00	///	4,50
9 avril	1,50	2,50	///	3,50
5 novembre	2,00	3,00	///	4,00
2000				
4 février	2,25	3,25	///	4,25
17 mars	2,50	3,50	///	4,50
28 avril	2,75	3,75	///	4,75
9 juin	3,25	4,25	///	5,25
28 juin (3)	3,25	///	4,25	5,25
1er septembre	3,50	///	4,50	5,50
6 octobre	3,75	///	4,75	5,75
Élargissement de la Zone Euro				
2001				
11 mai	3,50	///	4,50	5,50
31 août	3,25	///	4,25	5,25
18 septembre	2,75	///	3,75	4,75
9 novembre	2,25	///	3,25	4,25
2002				
6 décembre	1,75	///	2,75	3,75
2003				
7 mars	1,50	///	2,50	3,50
6 juin	1,00	///	2,00	3,00

(1) La date fait référence aux facilités de dépôt et de prêt marginal. Sauf indications contraires, pour les opérations principales de refinancement, les modifications du taux sont effectives à compter de la première opération qui suit la date indiquée. La modification du 18 septembre 2001 a pris effet à cette date.
(2) Le 22 décembre 1998, la BCE a annoncé que, à titre de mesure exceptionnelle, un corridor étroit de 50 points serait appliqué entre le taux de la facilité de prêt marginal et celui de la facilité de dépôt pour la période du 4 au 21 janvier 1999, pour faciliter la transition des opérateurs de marché vers le nouveau régime.
(3) Le 8 juin 2000, la BCE a annoncé que, à compter de l'opération devant être réglée le 28 juin, les opérations principales de refinancement de l'Eurosystème seraient effectuées par voie d'appels d'offres à taux variable. Le taux de soumission minimal est le taux d'intérêt le plus bas auquel les contreparties peuvent soumissionner.

TABLEAU J.01-3

Agrégats de monnaie et contreparties de M3 (encours en fin d'année)

Sources : Banque Centrale Européenne (1) et Banque de France (2)

Unité : Milliard d'euros

	1995	*r* 2000	*r* 2001	*r* 2002	2003
ZONE EURO (1)					
Agrégats de monnaie					
Billets et pièces en circulation	...	348,4	239,7	341,2	398,1
Dépôts à vue	...	1 739,7	2 040,6	2 158,3	2 334,1
Total M1	**1 423,1**	**2 088,1**	**2 280,3**	**2 499,4**	**2 732,3**
Dépôts à terme <= à 2 ans	...	991,8	1 088,8	1 075,7	1 041,1
Dépôts avec préavis terme <= à 3 mois	...	1 222,7	1 316,2	1 405,9	1 519,8
Total M2	**3 397,5**	**4 302,7**	**4 685,4**	**4 981,0**	**5 293,1**
Pensions	...	174,9	218,5	226,9	208,7
Titres d'OPCVM monétaires et instruments du marché monétaire	...	300,0	398,0	470,5	581,6
Titres de créances émis <= à 2 ans	...	135,8	145,9	127,7	89,9
Total M3	**3 937,4**	**4 913,4**	**5 447,8**	**5 806,1**	**6 173,4**
Contreparties de M3					
Créances nettes sur l'extérieur	**...**	**77,5**	**84,7**	**212,6**	**242,5**
Crédits	**...**	**6 927,0**	**7 367,0**	**7 618,4**	**7 935,8**
Secteur privé	4 187,5	6 092,0	6 519,3	6 781,6	7 093,6
Secteur public	...	835,0	847,7	836,8	842,2
Titres	**...**	**1 876,8**	**2 084,3**	**2 160,7**	**2 422,6**
Secteur privé	...	787,3	905,1	939,7	1 048,5
Secteur public	...	1 089,5	1 179,2	1 221,0	1 374,1
Ressources non monétaires des IFM (à déduire)	**...**	**3 877,0**	**4 032,8**	**4 127,2**	**4 289,0**
Dépôts de l'administration centrale	...	164,5	139,0	136,4	153,7
Dépôts à terme > 2 ans	...	1 168,3	1 169,1	1 189,3	1 255,1
Dépôts de préavis > 3 mois	...	125,4	115,8	105,6	92,2
Titres de créances émis > 2 ans	...	1 525,3	1 613,6	1 689,5	1 784,0
Capital et réserves	...	893,5	995,2	1 006,4	1 004,1
Divers	**...**	**– 90,8**	**– 55,4**	**– 58,5**	**– 138,5**
Total	**3 937,4**	**4 913,4**	**5 447,8**	**5 806,1**	**6 173,4**
COMPOSANTES FRANCE (2)					
Éléments de M1					
Dépôts à vue	248,8	333,5	371,2	374,0	378,9
Billets et pièces	43,5	49,2	34,6	74,2	85,0
Éléments de M2 - M1					
Comptes sur livrets	221,5	274,6	294,3	319,9	351,3
Dépôts à terme <= à 2 ans	63,2	56,5	63,6	60,4	49,6
Éléments de M3 - M2 (non exhaustif)					
Titres d'OPCVM monétaires et instruments du marché monétaire (3)	233,1	272,5	311,3	324,3	300,8
Prêts	**998,5**	**1 167,8**	**1 222,8**	**1 258,2**	**1 319,1**
dont : Secteur privé	837,9	1 045,7	1 103,5	1 130,8	1 176,7

(1) Opérations des institutions financières monétaires (IFM) de la zone euro avec les autres résidents de la zone euro.
(2) Opérations des institutions financières monétaires (IFM) françaises avec les autres résidents français, sauf pour la composante française de M3, qui englobe les opérations avec les autres résidents de la zone euro, et pour l'endettement intérieur total, qui regroupe les différentes formes d'endettement des résidents non financiers.
(3) Jusqu'en 2002 : opérations des institutions financières monétaires (IFM) françaises avec les autres résidents français et les autres résidents de la zone euro. À compter de 2003 : opérations des institutions financières monétaires (IFM) françaises avec les autres résidents français.

TABLEAU J.01-4

Endettement intérieur total (EIT) (encours en fin d'année)

Source : Banque de France — *Unité* : Milliard d'euros

	1995	*r* 1999	*r* 2000	*r* 2001	*r* 2002	2003
Endettement intérieur total	**1 743,8**	**2 096,4**	**2 291,4**	**2 452,8**	**2 568,4**	**2 686,1**
Ménages et assimilés (1)	396,8	469,9	498,2	524,4	557,8	597,3
≤ 1 an	17,5	22,7	27,8	29,6	30,7	35,4
> 1 an	379,3	447,2	470,3	494,8	527,1	561,9
Sociétés non financières	702,9	841,6	974,5	1 074,7	1 093,4	1 104,7
≤ 1 an	230,0	297,0	371,0	382,3	366,5	383,0
> 1 an	472,9	544,7	603,4	692,5	727,0	721,7
Administrations publiques	644,1	784,9	818,7	853,7	917,2	984,0
≤ 1 an	111,2	85,8	98,8	106,3	147,3	137,5
> 1 an	532,9	699,1	720,0	747,4	769,9	846,5
Crédits obtenus auprès des IF résidentes (2)	**1 029,5**	**1 088,0**	**1 164,0**	**1 203,6**	**1 249,0**	**1 291,8**
Ménages et assimilés (1)	396,8	469,9	498,2	524,4	557,8	597,3
≤ 1 an	17,5	22,7	27,8	29,6	30,7	35,4
> 1 an	379,3	447,2	470,3	494,8	527,1	561,9
Sociétés non financières	471,8	491,5	539,1	555,9	562,1	549,9
≤ 1 an	129,9	123,4	143,6	135,5	123,4	137,3
> 1 an	341,9	368,1	395,5	420,4	438,6	412,6
Administrations publiques	161,0	126,6	126,7	123,3	129,1	144,5
≤ 1 an	28,8	13,0	14,6	12,2	17,0	18,9
> 1 an	132,2	113,5	112,1	111,0	112,1	125,5
Crédits obtenus auprès des non-résidents (3)	**97,1**	**154,8**	**198,2**	**223,9**	**236,3**	**249,2**
Financements de marchés	**579,5**	**815,7**	**888,1**	**983,8**	**1 041,0**	**1 135,2**
Sociétés non financières	134,0	195,4	237,2	295,0	295,0	305,5
≤ 1 an	20,2	41,2	56,4	56,2	42,6	34,3
> 1 an	113,8	154,2	180,8	238,7	252,4	271,3
Administrations publiques	445,5	620,3	650,9	688,8	745,9	829,7
≤ 1 an	44,9	34,9	43,2	52,4	88,2	108,7
> 1 an	400,6	585,4	607,8	636,4	657,8	721,0
Financement monétaire du Trésor public (4)	**37,6**	**38,0**	**41,1**	**41,6**	**42,1**	**9,9**

(1) Ménages + institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM).
(2) IF (Institutions financières) = Institutions financières monétaires (IFM) + Autres intermédiaires financiers. (Caisse Nationale des Autoroutes (CNA), Caisse Nationale des Télécommunications (CNT), Comité Interprofessionnel du Logement (CIL), OPCVM non monétaires, fonds communs de créances (FCC)).
(3) Prêts entre unités n'appartenant pas au même groupe + prêts obtenus dans le cadre d'investissements directs + crédits commerciaux.
(4) Depuis juillet 2003, les fonds des comptes chèques postaux (CCP) ne sont plus centralisés par le Trésor public et ne constituent donc plus un financement monétaire de ce dernier.

TABLEAU J.01-5

Tableau des financements et des placements financiers des agents non financiers résidents (TFP) (encours en fin d'année)

Source : Banque de France — *Unité* : Milliard d'euros

		r 2000	*r* 2001	*r* 2002	*r* 2003
PLACEMENTS DES AGENTS NON FINANCIERS RESIDENTS					
DÉPÔTS ET TITRES À COURT TERME VIS-À-VIS DES INSTITUTIONS FINANCIÈRES MONÉTAIRES (IFM) RÉSIDENTES	(A)	918,2	986,2	1 030,0	1 080,4
Monnaie fiduciaire et dépôts à court terme		**690,3**	**740,1**	**804,4**	**862,8**
Monnaie fiduciaire		43,8	28,7	61,6	70,6
Dépôts à vue		318,7	356,4	359,6	361,7
Placements à vue		270,7	290,3	315,6	347,1
Dépôts à terme ≤ 2 ans		49,5	57,8	55,1	44,1
Dépôts de l'administration centrale		7,6	6,9	12,5	39,3
Titres de créance ≤ 2 ans, titres d'OPCVM monétaires et pensions		**227,9**	**246,1**	**225,6**	**217,6**
Titres de créance ≤ 2 ans		100,2	94,7	58,3	34,1
Titres d'OPCVM monétaires		125,5	148,4	165,0	182,1
Prises en pension de titres		2,2	3,0	2,3	1,4
AUTRES DÉPÔTS ET TITRES À COURT TERME	(B)	83,4	100,7	84,1	94,9
Autres dépôts (exemple : dépôts des résidents à l'étranger)		53,2	72,4	68,7	83,1
Autres titres à court terme (exemple : billets de trésorerie, parts de fonds communs de créances (FCC) à court terme)		30,2	28,3	15,4	11,8
PLACEMENTS À MOYEN ET LONG TERMES	(C)	4 527,0	4 125,6	3 501,8	3 910,3
Dépôts à terme > 2 ans		**276,1**	**273,2**	**276,5**	**288,9**
Placements de type obligataire		**894,5**	**955,8**	**998,7**	**1 082,0**
Obligations		102,5	123,6	128,7	132,3
Autres titres de créance > 2 ans		15,7	15,8	10,8	9,5
OPCVM obligataires		52,9	50,2	57,7	59,2
OPCVM garantis		36,7	35,3	38,4	45,1
Provisions techniques d'assurance-vie		686,7	730,9	762,9	835,8
Placements de type actions et autres participations		**3 356,4**	**2 896,6**	**2 226,7**	**2 539,3**
Actions cotées		554,2	468,7	318,9	339,9
Autres types de parts sociales		2 567,1	2 205,5	1 709,5	1 986,8
OPCVM actions		97,3	85,6	57,3	66,5
OPCVM diversifiés		59,3	62,6	66,2	68,9
Autres OPCVM		78,5	74,2	74,8	77,2
TOTAL DES PLACEMENTS	(D = A + B + C)	**5 528,6**	**5 212,5**	**4 615,9**	**5 085,6**
FINANCEMENTS DES AGENTS NON FINANCIERS RÉSIDENTS					
Crédits	(E)	**1 370,5**	**1 437,0**	**1 495,1**	**1 545,0**
≤ 1 an		186,1	177,3	171,2	189,2
> 1 an		977,9	1 026,3	1 077,8	1 101,7
Crédits auprès des non-résidents		206,5	233,4	246,1	254,1
Financement monétaire du Trésor public	(F)	**41,1**	**41,6**	**42,1**	10,1
Financements de marché	(G)	**888,1**	**983,8**	**1 041,0**	**1 135,5**
≤ 1 an		99,6	108,7	130,8	142,9
> 1 an		788,5	875,1	910,2	992,6
ENDETTEMENT INTÉRIEUR TOTAL (au sens des statistiques monétaires)	(H = E + F + G)	**2 299,7**	**2 462,4**	**2 578,2**	**2 690,6**
Passage aux statistiques financières	(I)	– 117,7	– 113,8	– 109,8	– 104,0
ENDETTEMENT INTÉRIEUR TOTAL (au sens de la comptabilité nationale)	(J = H + I)	**2 182,0**	**2 348,6**	**2 468,4**	**2 586,6**
Émissions d'actions et autres parts sociales	(K)	**3 600,2**	**3 009,8**	**2 223,1**	**2 656,2**
Actions cotées		1 242,4	1 047,3	718,6	820,3
Autres types de parts sociales		2 357,8	1 962,5	1 504,5	1 835,9
TOTAL DES FINANCEMENTS	(L = J + K)	**5 782,2**	**5 358,4**	**4 691,5**	**5 242,8**

TABLEAU J.01-6

Tableau d'opérations financières (TOF) (encours en fin d'année et flux)

Source : Banque de France — *Unité* : Milliard d'euros

	2000	2001		*r* 2002		*p* 2003	
	Encours	**Encours**	Flux	**Encours**	Flux	**Encours**	Flux
Résidents							
ACTIF							
Or monétaire et DTS (1)	**28,9**	**31,2**	0,1	**32,4**	0,1	**32,7**	0,1
Numéraire et dépôts	**2 454,9**	**2 623,8**	141,8	**2 684,9**	146,1	**2 731,1**	71,7
Titres hors actions	**1 766,4**	**1 909,8**	615,1	**1 924,7**	428,8	**2 013,2**	801,8
Crédits	**1 810,8**	**1 926,3**	110,9	**2 121,9**	214,1	**2 219,4**	119,6
Actions et titres d'OPCVM	**5 117,0**	**4 575,6**	216,4	**3 688,3**	193,8	**4 281,1**	166,0
Provisions techniques d'assurance	**765,9**	**814,7**	63,2	**850,4**	57,3	**927,3**	62,4
Autres comptes à recevoir ou à payer	**1 046,0**	**1 198,9**	111,7	**1 163,8**	– 70,8	**1 184,8**	26,0
PASSIF ET VALEUR NETTE							
Or monétaire et DTS (1)	///	///	///	///	///	///	///
Numéraire et dépôts	**2 586,4**	**2 724,1**	133,0	**2 822,9**	132,6	**2 901,7**	109,3
Titres hors actions	**1 711,3**	**1 881,7**	654,4	**1 957,5**	441,6	**2 047,7**	795,0
Crédits	**1 732,1**	**1 829,6**	94,1	**2 025,1**	205,3	**2 106,7**	90,6
Actions et titres d'OPCVM	**4 988,7**	**4 415,6**	174,0	**3 546,9**	164,8	**4 141,7**	160,7
Provisions techniques d'assurance	**768,6**	**817,6**	63,4	**853,4**	57,4	**930,4**	62,5
Autres comptes à recevoir ou à payer	**1 034,0**	**1 192,7**	112,9	**1 153,1**	– 73,5	**1 177,4**	22,9
Valeur financière nette	**168,8**	**218,9**	///	**107,5**	///	**83,9**	///
Solde des opérations sur actifs et passifs financiers	///	///	**27,4**	///	**41,1**	///	**6,6**
Sociétés non financières							
ACTIF							
Or monétaire et DTS (1)	///	///	///	///	///	///	///
Numéraire et dépôts	**148,1**	**168,6**	22,4	**162,7**	– 5,5	**170,8**	8,3
Titres hors actions	**177,8**	**184,1**	28,9	**145,1**	5,9	**118,0**	– 44,8
Crédits	**377,8**	**430,6**	53,0	**585,9**	165,0	**638,8**	63,1
Actions et titres d'OPCVM	**1 993,4**	**1 746,0**	74,0	**1 351,5**	84,4	**1 553,1**	53,7
Provisions techniques d'assurance	**11,4**	**12,1**	0,7	**12,5**	0,4	**13,1**	0,6
Autres comptes à recevoir ou à payer	**605,6**	**660,6**	46,5	**643,4**	– 32,6	**656,0**	17,6
PASSIF ET VALEUR NETTE							
Or monétaire et DTS (1)	///	///	///	///	///	///	///
Numéraire et dépôts	**5,7**	**2,2**	0,4	**3,8**	1,6	**0,2**	– 3,6
Titres hors actions	**253,0**	**309,7**	72,0	**318,6**	8,6	**319,3**	– 25,1
Crédits	**921,2**	**983,4**	58,2	**1 138,9**	167,9	**1 180,6**	48,5
Actions et titres d'OPCVM	**3 600,3**	**3 009,8**	88,7	**2 223,1**	75,5	**2 654,1**	80,7
Provisions techniques d'assurance	///	///	///	///	///	///	///
Autres comptes à recevoir ou à payer	**603,4**	**651,7**	20,8	**668,9**	– 23,2	**685,9**	15,6
Valeur financière nette	**– 2 069,4**	**– 1 754,7**	///	**– 1 452,3**	///	**– 1 690,3**	///
Solde des opérations sur actifs et passifs financiers	///	///	**– 14,5**	///	**– 12,9**	///	**– 17,6**
Ménages (y compris entrepreneurs individuels)							
ACTIF							
Or monétaire et DTS (1)	///	///	///	///	///	///	///
Numéraire et dépôts	**826,3**	**870,2**	21,9	**867,4**	28,3	**905,5**	43,5
Titres hors actions	**57,6**	**60,4**	3,8	**57,7**	– 0,1	**49,5**	– 6,4
Crédits	**10,7**	**18,6**	0,2	**20,6**	1,3	**22,4**	2,2
Actions et titres d'OPCVM	**1 315,8**	**1 148,2**	18,3	**924,8**	17,5	**1 035,7**	12,8
Provisions techniques d'assurance	**753,5**	**801,6**	62,5	**836,8**	56,9	**913,1**	61,8
Autres comptes à recevoir ou à payer	**82,8**	**93,9**	31,8	**94,4**	– 10,0	**96,6**	2,2
PASSIF ET VALEUR NETTE							
Or monétaire et DTS (1)	///	///	///	///	///	///	///
Numéraire et dépôts	///	///	///	///	///	///	///
Titres hors actions	///	///	///	**1,2**	0,6	**1,8**	0,6
Crédits	**518,1**	**548,9**	30,9	**580,0**	31,8	**619,0**	39,9
Actions et titres d'OPCVM	///	///	///	///	///	///	///
Provisions techniques d'assurance	///	///	///	///	///	///	///
Autres comptes à recevoir ou à payer	**131,4**	**177,6**	50,0	**123,3**	– 36,3	**124,9**	1,7
Valeur financière nette	**2 397,4**	**2 266,4**	///	**2 097,2**	///	**2 277,2**	///
Solde des opérations sur actifs et passifs financiers	///	///	**57,6**	///	**97,7**	///	**73,9**

N.B. - Voir note en fin de tableau.